



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-06

Nouvelles lois

p. 07-12

Séances publiques

p. 13-85

Questions au Gouvernement

p. 86-99

2021-2022

# N°16

CHAMBRE  
DÉPUTÉS





## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-06

Nouvelles lois ..... p. 07-12

Séances ..... p. 13-85

47<sup>e</sup> séance du mardi 26 avril 2022 ..... p. 13-46

48<sup>e</sup> séance du mercredi 27 avril 2022 ..... p. 46-85

Questions au Gouvernement ..... p. 86-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**  
Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**  
Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**  
15/12/2022

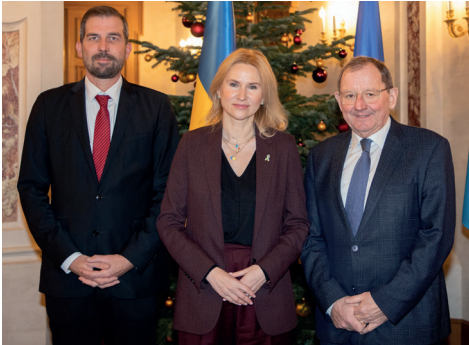
**Concept et layout :**  
brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg





Visite officielle de la Vice-Présidente du Parlement ukrainien

## « L'armée ukrainienne défend non seulement son pays mais aussi la liberté de l'Europe »



La Vice-Présidente du Parlement d'Ukraine, Mme Olena Kondratiuk, a été accueillie par M. Yves Cruchten, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile (à gauche) et M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés (à droite).

« Le Luxembourg continuera à soutenir l'Ukraine en temps de guerre et l'aidera par la suite dans la reconstruction du pays », a assuré le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 8 décembre 2022 lors de la visite officielle de la Vice-Présidente du Parlement ukrainien.

Mme Olena Kondratiuk a formulé trois revendications lors de l'échange de vues avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères

et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : reconnaître la Russie en tant qu'État terroriste, reconnaître le « Holodomor » (la Grande famine) des années 1930 en Ukraine en tant que génocide et créer un tribunal ad hoc pour poursuivre les crimes russes perpétrés.

« Les parlements sont les premiers gardiens institutionnels de la démocratie, tant au niveau national qu'international », a souligné M. Etgen. Il a rappelé que la Chambre des Députés a adopté une résolution condamnant la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. La Vice-Présidente de la Verkhovna Rada, le Parlement ukrainien, a remercié le Luxembourg pour son soutien.

L'Ukraine aurait déjà bénéficié à plusieurs niveaux de cette aide, que ce soit au niveau militaire ou humanitaire. Mme Kondratiuk déplore que la guerre en Ukraine ait engendré une catastrophe humanitaire.

Les attaques de la Russie auraient, selon elle, surtout endommagé les infrastructures civiles. Quelque 15 millions d'Ukrainiens auraient quitté le pays, dont environ 7,5 millions seraient jusqu'à présent retournés en Ukraine. Environ 4,5 millions d'Ukrainiens bénéficieraient actuellement de la protection internationale dans les États membres de l'Union européenne, a expliqué la Vice-Présidente. Le Luxembourg, de son côté, a accueilli plus de 5.000 réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre.

### La sécurité alimentaire mondiale en danger

Mme Kondratiuk a attiré l'attention des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile sur le danger que la guerre en Ukraine engendre pour la sécurité alimentaire au niveau mondial. La Russie a bloqué les ports au sud de l'Ukraine de manière ciblée et vise non seulement à déstabiliser l'Ukraine mais aussi l'Europe entière, selon Mme Kondratiuk. La Vice-Présidente a par ailleurs souligné que « l'armée ukrainienne défend non seulement son pays mais aussi la liberté de l'Europe ».

### Les besoins actuels de l'Ukraine

Un député s'est intéressé aux besoins actuels de l'Ukraine. Il a rappelé que le Luxembourg n'est pas une grande puissance militaire mais a assuré que le pays fera tous les efforts nécessaires pour soutenir l'Ukraine. La Vice-Présidente de la Verkhovna Rada a confirmé que le besoin le plus urgent de l'Ukraine en ce moment serait les armes et munitions. Il serait ensuite primordial de protéger les infrastructures en Ukraine. Elle a par ailleurs expliqué qu'il serait d'une importance cruciale pour l'Ukraine que le pays puisse, dans le futur, utiliser les fonds russes gelés pour la reconstruction du pays.

La Vice-Présidente du Parlement ukrainien a également dit espérer pouvoir inviter une délégation parlementaire luxembourgeoise en Ukraine.



Les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ont pu s'échanger avec la délégation parlementaire ukrainienne.

## L'Administration parlementaire recrute :

un archiviste (m/f/d) pour les besoins du Service secrétariat général, archives et recherche scientifique, titulaire d'un diplôme de niveau master ou bachelor, sous le régime du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : <https://www.chd.lu/fr/node/1013>





## Visite officielle de la Chambre des Députés en Lituanie

# « Nous devons rester unis et solidaires face à la situation en Ukraine »



© Seimas Lithuania

*Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et la Présidente du Seimas, Mme Viktorija Čmilytė*

La guerre en Ukraine était au cœur des échanges entre les députés luxembourgeois et leurs interlocuteurs lituaniens lors de la visite officielle de la Chambre des Députés à Vilnius, capitale de la Lituanie, du 30 novembre au 2 décembre 2022. Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, était accompagné de M. Jean-Paul Schaaf, Mme Cécile Hemmen, Mme Stéphanie Empain et M. Sven Clement. Ils ont rencontré à cette occasion plusieurs dignitaires lituaniens, dont la Présidente du Seimas (le Parlement de Lituanie), Mme Viktorija Čmilytė, et le Président de la République de Lituanie, M. Gitanas Nausėda.

En Lituanie, pays balte voisin de la Biélorussie, la situation en Ukraine est particulièrement présente dans le débat politique. M. Etgen a souligné que le message des Lituaniens, qui mettaient en garde contre les velléités russes et ce même avant le début de la guerre en Ukraine, avait été bien entendu et écouté par les représentants politiques luxembourgeois. Le Président de la Chambre des Députés a notamment fait référence à la résolution qui a été

adoptée par le Parlement luxembourgeois le 2 juin 2022 « condamnant fermement la guerre ».

La Présidente du Seimas a quant à elle insisté sur le fait qu'il était essentiel de « défendre l'architecture de défense que la Russie cherche à détruire ». Mme Čmilytė, qui a souligné que de nombreux représentants lituaniens se sont rendus à Kyïv, a affirmé dans ce contexte qu'elle n'avait aucun doute sur la volonté des Ukrainiens de continuer à assurer la défense de leur pays. Elle leur a cependant attribué une inquiétude : celle que les pays occidentaux soient atteints d'une forme de fatigue liée aux sacrifices que représente leur soutien à l'Ukraine, à savoir, le coût de la vie, la crise énergétique, etc. Il serait ainsi crucial, pour la Présidente du Seimas, « d'envoyer les bons signaux » et de maintenir les efforts de soutien à l'Ukraine. Ces signaux passeraient notamment par un soutien à la volonté de l'Ukraine d'adhérer à l'Union européenne, malgré la guerre en cours, ont affirmé les représentants lituaniens. Pour eux, l'adhésion de l'Ukraine à l'UE n'aurait ainsi « que des avantages économiques », et de souligner que « les Ukrainiens prennent très au sérieux les efforts à réaliser pour mener les réformes nécessaires pour rejoindre l'UE ». Une position partagée par le Président de la République de Lituanie, M. Gitanas Nausėda, lors de son échange avec les députés. Ce dernier a affirmé que pour lui, « l'avenir européen de l'Ukraine est essentiel ».

### La Biélorussie « est pleinement intégrée dans le plan russe »

Le rôle de la Biélorussie, voisine de la Lituanie, dans la crise ukrainienne a également été largement évoqué lors des échanges avec les représentants lituaniens. Pour eux, la Biélorussie serait un « pantin de la Russie » intégré dans la stratégie de guerre du Kremlin. Elle se servirait notamment de migrants qu'elle ferait entrer illégalement en Lituanie afin de « déstabiliser le pays ». Les députés luxembourgeois

ont voulu connaître l'avis de M. Nausėda sur le ressenti de la population biélorusse sur les événements. Le Président de la République de Lituanie a affirmé dans ce contexte qu'il pensait que la majorité des Biélorusses avait une position très critique sur ce conflit. Cela constitue selon lui la raison pour laquelle la Biélorussie ne peut pas intervenir directement et militairement dans le conflit, malgré l'alignement de Minsk sur la politique du Kremlin.

Sur une note plus légère, les interlocuteurs ukrainiens et luxembourgeois se sont félicités de la bonne collaboration entre les villes de Kaunas et d'Esch-sur-Alzette en tant que capitales européennes de la culture 2022 et ont célébré les 30 ans de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays suite à la sortie de la Lituanie du bloc soviétique.

### « Savoir combattre pour ne pas avoir à combattre »

Par la suite, les députés ont eu l'occasion de rencontrer les soldats luxembourgeois déployés en Lituanie au sein d'une mission de l'OTAN durant la seconde partie de leur visite officielle.

Le bataillon « Enhanced Forward Presence Battle-group Lithuania » compte en permanence quelque 1.500 soldats stationnés à Rukla en Lituanie. Parmi eux, six soldats appartiennent à l'armée luxembourgeoise et sont déployés au sein d'une force internationale comptant six nationalités, placée sous le commandement du Lieutenant-Colonel Marco Maulbecker de la Bundeswehr allemande.

Lors de l'échange avec les députés, ce dernier a présenté à la délégation la structure et les missions du bataillon et les forces que celui-ci peut déployer en termes d'hommes et de véhicules. La mission première du bataillon est de projeter de la force afin d'avoir un effet dissuasif, a affirmé le commandant. Selon ses mots, « kämpfen können um nicht kämpfen zu müssen » (savoir combattre pour ne pas avoir à com-



© Seimas Lithuania

*La délégation luxembourgeoise en présence de la Présidente du Seimas, Mme Viktorija Čmilytė (au milieu), et de l'ambassadeur luxembourgeois, M. Paul Schmit (2° à gauche)*





La délégation luxembourgeoise a été reçue par les soldats luxembourgeois déployés en Lituanie au sein d'une mission de l'OTAN.

battre). Cependant, si la mission dissuasive échoue, le bataillon est pleinement capable de répondre sur le terrain à des menaces stratégiques concrètes pour le territoire qu'il défend. À cet égard, a souligné le Lieutenant-Colonel, il ne s'agit pas d'une mission d'entraînement, mais bien d'un bataillon opérationnel.

Interrogé par les députés sur les forces et les faiblesses inhérentes au caractère international de la mission, le Lieutenant-Colonel Maulbecker a affirmé que la multinationalité « nous rend forts car tout le monde est dans le même bateau » en cas d'agression. Cependant, elle entraîne aussi certaines contraintes

supplémentaires comme la nécessité de communiquer davantage en raison notamment des origines et des compétences linguistiques différentes des soldats. L'interopérabilité des équipements de communication entre les différentes armées a également été évoquée dans ce contexte.

Les députés ont ensuite été pris en charge par le Sergent Sami Bechamma de l'armée luxembourgeoise. Ce dernier et les autres soldats luxembourgeois leur ont présenté la mission ainsi que tout le matériel nécessaire à son exécution. La mission des soldats luxembourgeois est une mission logistique et d'approvisionnement. Ils doivent être prêts « à tout moment à transporter des soldats et du matériel » selon les besoins de la situation sur le terrain. Leurs compétences sont variées et incluent notamment des capacités médicales.

Les députés ont eu l'occasion de remercier les soldats pour leur service et ont noté au sujet de leur présence que le nombre de six soldats était trompeur : pour six soldats déployés sur le terrain en Lituanie, le même nombre se prépare à prendre le relais, la mission fonctionnant sur un principe de rotation.

## 68<sup>e</sup> session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN)

# La prochaine session de l'AP-OTAN se tiendra au Luxembourg

Lors de la 68<sup>e</sup> session annuelle de l'AP-OTAN, qui s'est déroulée du 18 au 21 novembre 2022 à Madrid, la Présidente de la délégation luxembourgeoise, Mme Lydia Mutsch, a convié les participants à la prochaine réunion de printemps qui se tiendra à Luxembourg au mois de mai 2023.

Au cours de son intervention, Mme Mutsch a mis en évidence que le Luxembourg prend très au sérieux ses obligations qui découlent de son appartenance à l'Alliance atlantique. La députée a fait ressortir que le Luxembourg allait substantiellement renforcer son effort de défense, qui sera doublé d'ici 2028, et que le Gouvernement luxembourgeois allait investir dans des technologies de pointe au profit de l'Alliance.

La guerre en Ukraine était au cœur des débats et les membres de l'AP-OTAN ont pu s'échanger avec leurs homologues du Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada, notamment lors de la réunion extraordinaire du Conseil interparlementaire Ukraine-OTAN (UNIC). Le Président ukrainien, M. Volodymyr Zelensky, s'est joint par visioconférence à la séance plénière le 21 novembre 2022. Il a remercié les délégations pour leur soutien face « au régime terroriste russe ».

Alors que la guerre met en évidence la nécessité de défendre les valeurs démocratiques de l'Alliance atlantique, celle-ci doit absolument continuer d'aider l'Ukraine à résister à l'agression russe, ont souligné les intervenants. M. Gerald Connolly, Président de l'AP-OTAN, a salué que plus de 280 parlementaires issus des 30 États membres de l'Alliance et des 21 pays partenaires présents ont « [...] renouvelé [leur] soutien inébranlable à l'Ukraine et au peuple ukrainien dans sa lutte ».

« Un tyran souhaite imposer ses principes à une démocratie libre, et des crimes de guerre sont en train d'être commis », a déclaré la cheffe de la délégation hôte, Mme Zaida Cantera. « Ne nous méprenons pas, ils ne bombardent pas des cibles militaires. Ils bombardent des habitations, des écoles, des hôpitaux,

des cliniques, des musées, des réserves d'eau et des centrales électriques dans le seul objectif de faire souffrir la population civile », a-t-elle ajouté.

S'adressant aux députés, M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, a insisté que ce n'était pas le moment de retirer le soutien aux Ukrainiens et a mis en avant que « si nous laissons Poutine gagner, le prix dont nous tous devons nous acquitter sera bien plus élevé. Les régimes autoritaires du monde entier sauront qu'ils peuvent obtenir ce qu'ils veulent par la manière forte ». Il a ajouté que « si la Russie cesse

d'agresser l'Ukraine, nous aurons la paix. Si l'Ukraine cesse de se défendre, elle cessera d'exister ».

Hormis l'agression de la Russie, le Président de l'AP-OTAN a mis l'accent sur la création d'un Centre pour la résilience démocratique au siège de l'OTAN à Bruxelles. Il a affirmé que « nous ne pouvons pas nous contenter d'être une alliance militaire, nous sommes bien plus que cela, nous sommes une alliance militaire pour une raison bien précise : protéger et défendre la société démocratique ».



De gauche à droite : Mme Semiray Ahmedova, membre suppléante, M. Jean-Marie Halsdorf, membre suppléant, M. Gusty Graas, Vice-Président de la délégation, Mme Lydia Mutsch, Présidente de la délégation, Mme Nancy Arendt ép. Kemp, membre effective, M. Sven Clement, membre suppléant



Visite officielle du Président du Parlement géorgien

## « Décider maintenant si le monde de demain sera régi par la force ou par le droit »



Les députés luxembourgeois ont accueilli leurs homologues géorgiens à l'Hôtel de la Chambre.

« La Géorgie se sent liée à l'Europe de manière étroite et se définit en tant que contributeur à la culture européenne », a déclaré le Président du Parlement géorgien, M. Shalva Papuashvili, lors d'une entrevue avec des députés du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile le 7 décembre 2022.

Le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui a accueilli la délégation, a assuré au Président du Parlement géorgien que le Luxembourg dénonçait la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de la Géorgie par la Russie. Les valeurs européennes dont la Géorgie ferait déjà preuve depuis un certain temps seraient perturbées par la guerre initiée par la Russie, a-t-il souligné.

Il a par ailleurs félicité la Géorgie pour tous les efforts qu'elle a déjà réalisés dans sa volonté d'adhérer à l'Union européenne (UE) et demandé à quel stade se

situaient les travaux sur les critères d'adhésion que la Géorgie doit remplir pour faire avancer son dossier de candidature. Le Président du Parlement géorgien a confirmé que la mise en œuvre des douze recommandations dominait une bonne partie de l'agenda politique en Géorgie. En ce qui concerne la lutte contre la corruption, la Géorgie aurait, selon lui, fait plus de progrès que les autres pays candidats. Par ailleurs, des groupes de travail pour remédier à la polarisation politique auraient été organisés au sein du Parlement géorgien et montreraient déjà des résultats. Il a également insisté sur le fait que, malgré les divisions, la volonté d'adhérer à l'UE était un élément fédérateur en Géorgie.

### « Hors de l'UE et de l'OTAN, la Géorgie et la Moldavie sont vulnérables »

M. Papuashvili a souligné que, parmi les pays qui ont déposé leur demande au cours de la même période, notamment la Moldavie et l'Ukraine, la Géorgie était

le seul ayant reçu cette recommandation relative à la polarisation. Le Président du Parlement géorgien a également attiré l'attention des députés luxembourgeois sur le fait que la Géorgie et la Moldavie ne bénéficient ni de la sécurité qu'assure une appartenance à l'OTAN, ni de celle qui est liée à la solidarité économique européenne, ce qui rendrait l'adhésion à l'UE d'autant plus importante pour la Géorgie. Quant à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, le Président du Parlement géorgien a parlé d'un moment clé de l'occasion duquel il faudrait « décider si le monde de demain sera régi par la force ou par le droit ».

Une députée luxembourgeoise s'est intéressée aux perspectives des jeunes en Géorgie. Elle a notamment demandé si le risque de « brain drain », c'est-à-dire d'une fuite des cerveaux, existait dans le pays. Une représentante du Parlement géorgien a expliqué que la Géorgie poursuit une politique spécifique axée sur les jeunes afin de leur proposer des opportunités intéressantes dans le pays.

## Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Vaqif Sadiqov, Ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan



... S. E. M. António Manuel Da Câmara Pestana De Noronha Gamito, Ambassadeur de la République portugaise (visite d'adieu)



## Emballages et déchets d'emballages

### 7654 – Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages

L'objet principal du projet de loi est de transposer en droit national la directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

Il prévoit des mesures de prévention des déchets d'emballages, des objectifs de valorisation et de recyclage, introduit la base légale pour la mise en place d'un système de consigne sur les emballages de boissons, renforce la responsabilité élargie des producteurs et augmente les sanctions applicables en cas de non-respect des dispositions prévues par la loi.

Les principales modifications apportées par le projet de loi sont les suivantes :

#### 1) Prévention de déchets d'emballages

Le projet de loi reprend certaines dispositions de la loi en vigueur et prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, certains produits à usage unique tels que les gobelets pour boissons et récipients pour aliments ainsi que les sacs ne peuvent plus être fournis gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits. La taille, le mode de consommation et le matériel composant les produits concernés ne jouent pas de rôle dans ce contexte. Il est par ailleurs précisé que le consommateur qui renonce à l'emballage peut profiter d'une réduction du coût de l'emballage.

#### 2) Objectifs de valorisation et de recyclage

Le projet de loi introduit des objectifs minimaux de recyclage à l'horizon 2026 et 2031, ces objectifs devant être atteints par les responsables d'emballages. Le texte fixe par ailleurs les règles pour évaluer l'atteinte des objectifs.

#### 3) Consigne sur les emballages de boissons

Le texte crée une base légale qui permettra la mise en place d'un système de reprise national unique portant sur les emballages de boissons servant à la consommation humaine et qui sont mis sur le marché luxembourgeois. Il prévoit que le montant de la consigne se trouve entre 10 cents et 1 euro. Un règlement grand-ducal règlera la date et les modalités de mise en œuvre du système de consigne.

#### 4) Responsabilité élargie du producteur

Il est à noter que les dispositions générales au sujet de la responsabilité élargie des producteurs font partie du projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Celles-ci sont déclinées plus en détail par le présent projet de loi. Le projet de loi, ajoutant les notions de déchets d'emballages ménagers et non ménagers, prévoit des dispositions concernant la responsabilité élargie des producteurs des emballages ménagers réemployables pour lesquels il existe un système de reprise ainsi que des autres emballages ménagers et des emballages non ménagers.

#### 5) Sanctions pénales et amendes administratives

Au niveau des sanctions pénales, la durée maximale de la peine d'emprisonnement et le montant maximal de l'amende sont augmentés, à l'image d'autres législations environnementales récentes. Le montant maximal de l'amende administrative a également été augmenté.

## Incidence de certains produits en plastique sur l'environnement

### 7656 – Projet de loi relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement

L'objet du projet de loi relatif à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement est de transposer en droit national la directive (UE) 2019/904 relative à l'évaluation des incidences de certains produits en plastique sur l'environnement.

Le projet de loi interdit la mise sur le marché de certains produits en plastique à usage unique, prévoit des obligations de réduction incombant aux fabricants et met en place des exigences applicables aux produits et relatives au marquage des produits. Il renforce par ailleurs le régime de responsabilité élargie prévu dans le projet de loi relative aux déchets et introduit des sanctions applicables en cas de non-respect de la loi.

Le projet de loi prévoit notamment les éléments suivants :

#### 1) Interdiction de certains produits en plastique

Le projet de loi interdit la mise sur le marché de certains produits en plastique à usage unique (p. ex. bâtonnets de coton-tige, couverts, assiettes, pailles, récipients pour aliments ou boissons en polystyrène expansé). Il s'agit de produits pour lesquels il existe d'ores et déjà des solutions de remplacement peu coûteuses.

Il interdit par ailleurs la mise sur le marché de produits à base de plastique oxodégradable, étant donné que ce dernier cause plusieurs problèmes : il n'est pas compostable, ne se biodégrade pas de manière satisfaisante et contribue à la pollution de l'environnement par des microplastiques. Par ailleurs, ce plastique a un impact négatif sur le recyclage du plastique conventionnel.

Le projet de loi prévoit également que tout commerce de détail exposant à la vente des fruits et légumes frais est tenu de les exposer sans conditionnement composé pour tout ou partie de matière plastique. Cette obligation n'est pas applicable aux fruits et légumes conditionnés par lots de 1,5 kilogramme ou plus. Cette disposition vise à réduire les déchets d'emballages évitables, l'emballage, voire suremballage de fruits et de légumes devenant de plus en plus fréquent.

#### 2) Réduction de la consommation

Le projet de loi prévoit des obligations de réduction incombant aux fabricants, disposant que les producteurs de produits doivent prendre des mesures qui ont comme résultat la réduction mesurable de la consommation de certains produits en plastique à usage unique (gobelets pour boissons, récipients pour aliments). Le projet de loi vise une réduction d'au moins 20 % d'ici 2026 par rapport à 2022, suivie d'une réduction d'au moins 10 % chaque année de suite.

#### 3) Exigences applicables aux produits

Le texte introduit par ailleurs des exigences spécifiques auxquelles doivent répondre les récipients pour boissons en plastique. Les bouteilles en plastique à usage unique possédant des bouchons et couvercles en plastique ne peuvent être mises sur le marché que si leurs bouchons et couvercles restent attachés aux récipients. Le texte introduit par ailleurs des exigences au niveau de la composition et du caractère réutilisable et valorisable de bouteilles.

#### 4) Exigences de marquage

Afin de combattre l'élimination inappropriée de produits en plastique à usage unique, le projet de loi introduit des exigences au niveau du marquage. Le marquage doit informer les consommateurs des solutions de gestion des déchets, la présence de plastique dans le produit ainsi que les effets liés au dépôt sauvage du produit.

#### 5) Responsabilité élargie des producteurs

Il est à noter que les dispositions générales au sujet de la responsabilité élargie des producteurs font partie du projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets. Celles-ci sont renforcées davantage par le présent projet de loi. Le texte prévoit notamment le financement du nettoyage des routes et alentours et de l'élimination pour certains produits par les producteurs de ces produits. Cette obligation incombe par exemple aux producteurs de produits de tabac avec filtre voire aux producteurs de filtres. Il introduit également un objectif de réduction d'au moins 10 pour cent par rapport aux quantités rejetées au cours de l'année précédente qui doit être atteint par les producteurs de certains produits en plastique à usage unique.

Le projet de loi introduit en outre des dispositions concernant les mesures de sensibilisation, des mesures et amendes administratives ainsi que des sanctions pénales.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25/08/2020  
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire  
(Président : M. François Benoy) :

24/09/2020 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

04/10/2021 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20/04/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

22/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 9 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 270, page 1

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25/08/2020  
Rapporteur : M. François Benoy



Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

24/09/2020 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

22/09/2021 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20/04/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

22/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 9 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 269, page 1

## Institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

**7659 – Projet de loi modifiant :**

**1° la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;**

**2° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement**

Le projet de loi vise à modifier la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets afin de transposer en droit national la directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018. Il met en place des mesures diverses requises par la directive précitée qui ont pour objectif d'inciter l'application de la hiérarchie des déchets.

### 1) Prévention des déchets

Le projet de loi prévoit tout d'abord des mesures diverses pour éviter la production de certains types de déchets, avec l'objectif d'achever une réelle amélioration de la situation en matière de prévention des déchets et de développer une réelle économie circulaire.

Le projet de loi vise à réduire les déchets d'objets à usage unique par la réduction voire interdiction progressive de certains objets à usage unique en faveur de l'utilisation de solutions réutilisables dans divers secteurs.

Pour prévenir la dispersion des microplastiques dans notre environnement, le texte prévoit l'interdiction de la mise sur le marché de certains produits cosmétiques contenant des microplastiques ainsi que des mesures contre les microplastiques secondaires.

Il dispose par ailleurs que le dépôt et la distribution d'imprimés publicitaires à vocation commerciale dans les boîtes à lettres ne sont autorisés seulement avec l'accord du destinataire, et que le dépôt d'imprimés publicitaires sur les véhicules est interdit.

Pour combattre le gaspillage alimentaire, le projet de loi introduit une obligation pour les supermarchés d'une certaine envergure d'élaborer, de mettre en œuvre et de tenir à jour un plan de prévention des déchets alimentaires.

Au niveau de la prévention, le projet de loi attribue également une attention particulière à la réparation et au réemploi. Dans ce contexte, le projet de loi apporte des modifications par rapport aux centres de recyclage, qui seront désormais transformés en centres de ressources, la terminologie et l'organisation étant adaptées aux nouveaux objectifs de la loi. À côté des différentes fractions de déchets en vue de leur recyclage, les centres de ressources joueront un rôle plus important pour le réemploi des produits y remis. L'accès aux centres sera garanti à tout résident du Grand-Duché de Luxembourg, indépendamment de son lieu de résidence.

### 2) Valorisation des déchets

Le texte introduit de nouvelles dispositions visant à favoriser davantage la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage et de la valorisation, constituant les prochaines étapes dans la hiérarchie des déchets.

À cet égard, le projet de loi introduit une obligation pour la mise en place d'infrastructures de collecte séparée à différents niveaux. Premièrement, les établissements de vente au détail ayant une surface de vente de plus de 400 mètres carrés proposant en libre-service des produits alimentaires et de grande consommation seront tenus de se doter, après la sortie des caisses, d'un point de reprise par collecte séparée des déchets d'emballage issus des produits achetés dans cet établissement. Pour les supermarchés avec une surface au-delà de 1.500 mètres carrés, il est introduit une obligation de mettre en place des infrastructures pour la collecte séparée des différentes fractions de déchets.

Afin de garantir un recyclage de qualité élevée, le projet de loi introduit des nouveaux objectifs de préparation à la réutilisation et de recyclage des déchets municipaux d'ici 2023 (55 % en poids), 2030 (60 %), 2035 (65 %).

La mise en décharge de déchets municipaux et l'exportation de déchets municipaux à l'étranger en vue de leur mise en décharge sera complètement éliminée d'ici l'année 2030.

### 3) Responsabilité élargie des producteurs

Le projet de loi renforce les dispositions ayant trait à la responsabilité élargie des producteurs, régime qui vise à assurer que les producteurs de produits prennent la responsabilité financière et/ou organisationnelle de la prévention, du réemploi et de la gestion de la phase « déchet » du cycle de vie d'un produit. Les producteurs de produits doivent assumer un rôle proactif dans l'atteinte des objectifs de la loi. Le but des modifications apportées aux dispositions est de rendre le régime plus cohérent et plus efficace. Il s'agit de l'article de base pour tous les régimes de responsabilité des producteurs, les différents régimes étant par la suite repris dans des lois spécifiques. De manière générale, les producteurs de produits doivent assumer les obligations découlant du régime. Le projet de loi prévoit néanmoins qu'un distributeur qui met sur le marché luxembourgeois des produits soumis à ce régime, doit assumer les responsabilités si le producteur de produits ne le fait pas. Il est à noter que le régime prévoit également une responsabilité élargie pour le commerce électronique (voire pour les interfaces électroniques qui facilitent la vente si les producteurs n'assument pas la responsabilité).

Le projet de loi renforce les conditions que doivent remplir les organismes spécifiques auxquels les producteurs peuvent déléguer leurs obligations. Les obligations auxquelles doivent satisfaire les organismes agréés sont développées davantage, et le régime prévu pour les systèmes individuels est également renforcé.

### 4) Répartition des compétences en matière de gestion des déchets

Des modifications ont été apportées au niveau de la responsabilité en matière de gestion des déchets, ceci en vue d'achever une répartition cohérente et claire entre la responsabilité des communes et des acteurs du marché, afin d'accomplir une meilleure gestion des déchets. Dans ce contexte, la définition des déchets municipaux ménagers a été adaptée. Les communes ont l'obligation d'assurer la gestion des déchets municipaux ménagers. Les communes peuvent accepter dans la collecte, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets municipaux non ménagers, et peuvent imposer une concertation avec les acteurs impliqués.

### 5) Déchets inertes, déchets de construction et de déconstruction

Le projet de loi introduit plusieurs modifications au niveau de la gestion des déchets de construction, ceci afin de favoriser la prévention et la valorisation des déchets concernés. Désormais, le maître d'ouvrage devra obligatoirement mettre en place une collecte séparée des différentes fractions de déchets issus de chantiers de construction et de déconstruction. Il est par ailleurs prévu qu'au préalable de toute déconstruction d'un bâtiment d'une certaine envergure, un inventaire identifiant les différents matériaux utilisés dans l'ouvrage à déconstruire doit être établi. Similairement, le projet de loi prévoit que pour les constructions d'une certaine envergure, un registre informatique des différents matériaux utilisés avec indication de leur emplacement doit être établi par le maître d'ouvrage.

### 6) Renforcement des peines et des amendes

À l'instar d'autres législations environnementales récentes, les peines sont revues à la hausse.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 01/09/2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

24/09/2020 Désignation d'un Rapporteur  
Présentation du projet de loi

20/09/2021 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
22/09/2021 Continuation des travaux

Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
07/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

20/04/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État  
22/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 9 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 267, page 1

## Déchets de piles et d'accumulateurs

**7699 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008**

**a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs**

**b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets**

Le projet de loi a pour objet d'adapter les dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets à la législation en vigueur, et notamment aux modifications prévues dans le projet de loi n° 7659 relative aux déchets et dans le projet de loi n° 7701 concernant les déchets électriques et électroniques.

Le projet de loi introduit un nouvel objectif de collecte des déchets de piles et d'accumulateurs à l'horizon 2023, à savoir un taux minimal de collecte d'au moins 70 %.

Au sujet de l'article ayant trait aux exportations des déchets de piles et d'accumulateurs, selon lequel l'exportateur conserve des preuves tangibles que l'opération de recyclage hors de l'Union européenne s'est déroulée dans des conditions équivalentes aux exigences imposées, il est ajouté un alinéa qui dispose que les preuves doivent être conservées pendant trois ans au minimum.

Les mesures d'information de l'utilisateur prévues par la loi précitée sont complétées par une disposition prévoyant la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation menées par les producteurs et les distributeurs en collaboration avec l'Administration de l'environnement.

Le projet de loi renforce par ailleurs les peines d'emprisonnement et l'amende, à l'instar des récentes lois environnementales. Il introduit également des amendes administratives, ceci à l'instar de ce qui est prévu par le projet de loi relative aux déchets électriques et électroniques, ainsi que la possibilité d'un recours en réformation.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 10/11/2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

27/10/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

22/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 9 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 271, page 1

## Déchets d'équipements électriques et électroniques

**7701 – Projet de loi relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques**

Le projet de loi remplace par une loi le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2013 relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques, lequel transpose la directive 2012/19/UE.

Le projet de loi transpose les dispositions ayant trait aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) de la directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques.

De manière générale, le projet de loi renforce le cadre légal des DEEE, mettant un accent particulier sur le réemploi de l'équipement électrique et électronique (EEE), la préparation à la réutilisation des DEEE et l'information et la sensibilisation de l'utilisateur.

Il est inséré un nouvel article qui traite du réemploi. Afin de prévenir la production de DEEE, l'article dispose que la priorité doit être donnée au réemploi des équipements

électriques et électroniques (EEE). Il met en place des critères pour définir les EEE réemployables. Les producteurs de produits (voire les tiers agissant pour leur compte) ont la responsabilité d'organiser la réception, la collecte et le tri des EEE réemployables.

L'article précité dispose que les EEE collectés sont réintroduits dans les circuits économiques, y compris l'économie sociale et sont fournis avec une garantie d'une année. L'accès des acteurs économiques aux EEE doit être organisé par les producteurs de produits ou les tiers agissant dans leur nom.

La notion de préparation à la réutilisation est introduite à plusieurs endroits, notamment dans l'article concernant l'élimination et le transport des DEEE collectés ou encore l'article concernant le traitement approprié des DEEE, qui identifie la préparation à la réutilisation comme procédé préférentiel.

Plusieurs adaptations sont faites par rapport à la responsabilité incombant aux producteurs de produits.

Au niveau du financement de la collecte, du transport, de la préparation à la réutilisation, de la valorisation et de l'élimination respectueuse de l'environnement des DEEE provenant des ménages, le projet de loi dispose que le financement pour les produits mis sur le marché après le 13 août 2005 se fait par le biais d'un système collectif. Il en va de même pour la garantie que chaque producteur de produits doit fournir lorsqu'il met un produit sur le marché pour démontrer le financement de la gestion de l'ensemble des DEEE. La garantie doit prendre la forme d'une adhésion du producteur à un organisme pour la gestion des DEEE. Il est à noter que pour le DEEE provenant d'utilisateurs autres que les ménages, le projet de loi maintient l'option entre un système individuel et collectif.

Par ailleurs, le projet de loi renforce davantage les dispositions par rapport aux informations pour les utilisateurs et consommateurs et donne aux producteurs plus de responsabilités à cet égard, ceci afin de garantir une information et sensibilisation complètes. Il est ajouté que les acheteurs d'EEE doivent être informés par les producteurs de produits au point de vente des coûts de la collecte, du transport et du traitement et de l'élimination respectueux de l'environnement. Les coûts mentionnés n'excèdent pas la meilleure estimation disponible des coûts réellement supportés. Les producteurs doivent également sensibiliser les consommateurs en vue de la facilitation du réemploi des EEE et du processus de préparation à la réutilisation, de valorisation et d'élimination. Les producteurs doivent par ailleurs organiser des campagnes de sensibilisation.

En outre, le projet de loi introduit des articles par rapport aux mesures administratives, amendes administratives et sanctions pénales prévues en cas de non-respect de certaines dispositions du projet de loi. Ces éléments sont des dispositions types en matière de législation environnementale.

Le projet de loi institue également la transposition dynamique pour celles des annexes de la directive qui relèvent d'actes délégués.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 10/11/2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

27/10/2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

07/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

20/04/2022 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

22/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 9 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 266, page 1

## Fonds de travaux obligatoire pour les copropriétés

**7763 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis aux fins d'introduire un fonds de travaux**

Le projet de loi prévoit d'instaurer un fonds de travaux obligatoire pour les copropriétés des immeubles bâtis dans le but de promouvoir la rénovation, de façon générale, et plus particulièrement la rénovation énergétique de ces immeubles.



L'existence d'un fonds de travaux obligatoire devrait faciliter, voire même rendre possible, la réalisation de travaux d'entretien, de réparation, d'amélioration, de transformation, de rénovation, notamment énergétique, des immeubles bâtis ainsi que la mise en place d'installations de production et de stockage d'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 09/02/2021  
Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission du Logement  
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

24/02/2022 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

10/03/2022 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22/04/2022 Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire  
(Président : M. François Benoy) :

24/02/2022 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 26/04/2022  
Loi du 30 juin 2022  
Mémorial A : 2022, n° 347, page 1

## Régime d'aides à des prêts climatiques

### 7821 – Projet de loi relative aux aides à des prêts climatiques

Le projet de loi prévoit une série d'adaptations et de simplifications au régime d'aides à des prêts climatiques, tel qu'il fut introduit par la loi du 23 décembre 2016.

Le présent projet de loi recentre le dispositif sur deux mesures :

- 1) mise en place d'une seule subvention d'intérêt dénommée « subvention d'intérêt pour prêt climatique » en la rendant accessible à tous les propriétaires concernés et en simplifiant la procédure.
- 2) possibilité de l'octroi d'une garantie de l'État, si le demandeur ne dispose pas des garanties jugées suffisantes par l'établissement financier.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 06/05/2021  
Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission du Logement  
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

24/03/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

31/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/04/2022  
Loi du 8 juin 2022  
Mémorial A : 2022, n° 286, page 1

## Gestion de la sécurité des infrastructures routières

### 7841 – Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Le projet de loi n° 7841 vise à transposer la directive 2008/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières, telle que modifiée par la directive (UE) 2019/1936 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019. La directive initiale ayant été transposée par la loi du 27 avril 2012 concernant la gestion de la sécurité des infrastructures

routières, le présent projet de loi propose en conséquence d'abroger et de remplacer cette dernière.

La directive 2019/1936 vise à améliorer le niveau de sécurité routière sur l'ensemble du réseau transeuropéen de transport (« réseau RTE-T »), le réseau des autoroutes et des routes principales dans l'ensemble de l'Union européenne afin d'atteindre les objectifs pour les horizons 2030 et 2050. Elle prescrit, à l'instar de la directive initiale (DIR 2008/96/CE), l'instauration et la mise en œuvre des procédures relatives aux évaluations des incidences sur la sécurité routière, aux audits de sécurité routière pour les projets d'infrastructures (conception, construction), ainsi qu'aux inspections de sécurité routière et aux évaluations de la sécurité de l'ensemble du réseau routier en exploitation par les États membres.

En vue d'obtenir les résultats précités en matière de sécurité routière, le champ d'application a été élargi. La nouvelle directive s'applique désormais aussi bien aux routes qui appartiennent au réseau routier transeuropéen, aux autoroutes et aux routes principales et ceci indépendamment du fait qu'elles soient déjà en exploitation, en construction ou encore au stade de la conception. Par ailleurs, la nouvelle directive s'applique également aux routes et aux projets d'infrastructure routière, non compris parmi les tronçons de routes précitées, qui sont situés en dehors des zones urbaines, qui ne desservent pas les propriétés riveraines et qui sont menés à bien grâce à un financement de l'UE, à l'exception des routes qui ne sont pas ouvertes à la circulation générale des véhicules à moteur, comme les pistes cyclables, ou des routes qui ne sont pas conçues pour la circulation générale, comme les routes d'accès à des sites industriels, agricoles ou forestiers.

En revanche, la directive ne s'applique pas aux tunnels routiers couverts par la directive 2004/54/CE et transposée en droit interne par la loi du 21 novembre 2007 concernant la sécurité dans certains tunnels routiers.

La modification de la directive 2008/96/CE apporte également des innovations notamment en ce qui concerne les procédures d'évaluation de la sécurité sur l'ensemble du réseau routier, les inspections périodiques et le suivi des procédures. L'évaluation de la sécurité de l'ensemble du réseau routier passe d'une évaluation purement statistique à une évaluation combinant les volets proactif et statistique en vue d'une classification des routes en niveaux de sécurité. Des inspections de sécurité périodiques sont réalisées pour maintenir des niveaux de sécurité adéquats de l'infrastructure routière.

Dans ce contexte, il convient de relever que la directive impose également aux États membres de s'efforcer à mettre en place un système national pour les déclarations volontaires en vue de permettre aux usagers de la route de déclarer des événements ainsi que toute autre information perçus comme représentant un danger réel ou potentiel pour la sécurité des infrastructures routières. Ce système sera accessible en ligne à tous les usagers de la route ce qui facilitera la collecte des renseignements transmis.

Afin d'assurer la lisibilité et la bonne compréhension du texte, les auteurs entendent abroger la loi du 27 avril 2012 concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières et la remplacer par le présent projet de loi.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09/06/2021  
Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics  
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

06/01/2022 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires

17/03/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

21/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022  
Loi du 23 mai 2022  
Mémorial A : 2022, n° 260, page 1

## Réductions d'émissions et investissements à faible intensité de carbone

### 7868 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

L'objet principal du projet de loi est de répondre à des remarques formulées par la Commission européenne par rapport à la transposition luxembourgeoise de la directive



(UE) 2018/410 du 14 mars 2018 modifiant la directive 2003/87/CE afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone, et la décision (UE) 2015/1814.

En effet, les remarques formulées par la Commission européenne se focalisent sur les dispositions traitant de la phase 4 du système européen d'échange de quotas d'émissions (SEQUE-UE).

Dans son courrier, la Commission européenne soulève que l'article 31, paragraphe 2, de la loi du 15 décembre 2020 relative au climat ne précise pas que la liste nationale des installations couvertes par la loi doit être transmise à la Commission européenne tous les cinq ans, tel que prévu par l'article 11(1) de la Directive. Les modifications apportées par le projet de loi répondent aux interrogations de la Commission européenne en intégrant la périodicité ainsi que tous les autres éléments de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 17, de la directive (UE) 2018/410.

La Commission européenne remarque également que l'article 32 de la loi relative au climat n'est pas compatible avec les dispositions prévues par la directive prémentionnée. Ainsi, le projet de loi abroge l'article 32 précité puisque les unités de réductions certifiées d'émissions et les unités des émissions prévues par cet article ne peuvent plus être utilisées dans la phase IV du SEQUE-UE.

Par ailleurs, il est profité de la modification de la loi du 15 décembre 2020 pour redresser quelques erreurs matérielles dans la loi précitée.

de part et d'autre. Le projet de loi vise à mettre en œuvre ces recommandations et à mettre à jour certaines dispositions de la déclaration unilatérale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28/09/2021

Rapporteuse : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

08/02/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24/03/2022 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/04/2022

Loi du 22 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 343, page 1

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 04/08/2021

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

07/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

23/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 29 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 327, page 1

## Coopération policière dans l'espace Schengen

**7891 – Projet de loi portant approbation de la déclaration unilatérale du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg définissant les modalités de la poursuite transfrontalière en application de l'article 41, paragraphe 9, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990**

L'objet du projet de loi est de mettre à jour la déclaration unilatérale de 1992. En vertu de l'article 41, paragraphe 9, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen (CAAS) du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990, chaque partie contractante a fait au moment de la signature de la Convention une déclaration unilatérale, où elle a défini « les modalités d'exercice de la poursuite sur son territoire pour chacune des parties contractantes avec laquelle elle a une frontière commune ».

Le même article 41, paragraphe 9, prévoit par son alinéa 2 la possibilité pour les parties contractantes, après concertation avec leurs voisins, de remplacer à tout moment la déclaration par une autre, à condition que cette dernière ne soit pas plus restrictive que la précédente. La CAAS pose le principe de l'applicabilité réciproque des dispositions entre les parties contractantes ; cette réciprocity faisant défaut, le projet de loi entend y remédier.

Dans le cadre de l'évaluation de 2016 de l'application de l'acquis de Schengen, le Conseil de l'Union européenne, sur base d'une proposition de la Commission européenne, recommande au Luxembourg de moderniser son cadre juridique en matière de coopération policière avec les pays voisins et, plus particulièrement, à la France et au Luxembourg de supprimer la limite de 10 km pour les poursuites transfrontalières

## Réforme de l'enseignement musical

**7907 – Projet de loi portant :**

**1° organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;**

**2° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

Le but du projet de loi sous rubrique est de renforcer le rôle de l'enseignement musical en tant que pilier du paysage éducatif, afin d'éveiller chez les enfants et les jeunes la connaissance et le goût pour la musique, la danse et les arts de la parole. Il vise à garantir aux citoyens l'accès aux différentes branches de l'enseignement musical et de promouvoir leur participation à la vie musicale et culturelle du pays.

Le présent dispositif détermine les trois types d'établissement de l'enseignement musical, à savoir l'école de musique locale, l'école de musique régionale et le conservatoire, et définit leurs missions spécifiques. À titre d'exemple, chaque conservatoire assure l'enseignement musical des divisions moyenne spécialisée et supérieure et du degré supérieur, ce qui permet aux élèves de progresser dans leur parcours sans devoir changer l'établissement.

Chaque commune décide de l'organisation de l'enseignement musical sur son territoire, détermine les branches enseignées, fixe les modalités d'admissibilité et d'admission des élèves et peut dispenser des cours pour adultes. Les communes gardent le choix de déléguer leur mission d'organisation de l'enseignement musical sur leur territoire à un prestataire.

Le présent projet de loi prévoit ensuite une série d'adaptations au niveau du financement et de l'organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal.

Premièrement, il met en œuvre deux mesures annoncées dans l'accord de coalition 2018-2023 du Gouvernement, qui visent à garantir un accès à l'enseignement musical et un traitement égalitaire des élèves. D'un côté, il rend gratuit une grande partie des cours pour les élèves âgés de moins de dix-huit ans et, d'un autre côté, il plafonne le minerval des cours payants afin de réduire le déséquilibre tarifaire entre les communes.

Deuxièmement, le présent texte entend réformer le calcul de la participation financière de l'État aux cours de l'enseignement musical. Le montant de la participation étatique n'est plus limité à une somme annuelle fixe, mais calculé pour chaque commune en fonction du nombre de minutes enseignées par les établissements d'enseignement musical. Le cofinancement par l'État devient ainsi plus transparent et prévisible, permettant aux administrations communales de disposer d'une base de planification nettement plus solide qu'aujourd'hui.

Troisièmement, le projet de loi sous rubrique vise à simplifier les démarches administratives des communes relatives à l'organisation et au financement de l'enseignement musical par l'introduction d'un outil de gestion informatique. Cet outil permet non seulement d'automatiser le calcul des minutes hebdomadaires à considérer par commune pour la détermination de la participation étatique, mais aussi de sécuriser le traitement de données à caractère personnel.

Quatrièmement, le présent texte entend modifier les conditions de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement musical. Les enseignants des écoles de musique locales et régionales sont engagés dans le groupe d'indemnité A2. Seuls les conservatoires sont habilités à engager des fonctionnaires relevant du groupe de traitement A1 de la rubrique enseignement. Ces professeurs assurent au moins un tiers du total des heures hebdomadaires enseignées dans chaque établissement,

et ceci dans un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi. En cas de non-respect de cette obligation, les conservatoires se voient infliger une sanction financière.

Finalement, le projet de loi prévoit la création d'un poste de Commissaire du Gouvernement adjoint à l'enseignement musical.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04/11/2021

Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche  
(Président : M. Gilles Baum) :

02/02/2022 Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'une série d'amendements parlementaires  
28/03/2022 Désignation d'un rapporteur  
Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
19/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/04/2022

Loi du 27 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 250, page 1

## Utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

### 7980 – Projet de loi portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Le projet de loi a pour objet la prise en charge par l'État des frais d'utilisation de réseaux de gaz naturel, y compris le comptage, au bénéfice des utilisateurs du réseau de distribution de gaz naturel disposant de compteurs d'un flux horaire maximal inférieur à 65 mètres cubes.

Les dispositions introduites par le projet de loi font partie d'un paquet de mesures du Gouvernement, conçu pour aider les ménages luxembourgeois dans le contexte de la hausse exceptionnelle des prix de l'énergie des derniers mois, et surtout du gaz, provoquée par une combinaison de différents événements et facteurs, comme le redressement de l'économie mondiale dès le début de 2021 lié à la crise sanitaire, le déplacement du remplissage des stocks gaziers dû au printemps froid en Europe, les exportations de gaz russe en baisse, et surtout la guerre d'agression de la Russie en Ukraine qui a amplifié la situation globale. Le précité paquet de mesures comprend également d'autres mesures telles que l'introduction d'une prime énergie pour ménages à faible revenu, la stabilisation des prix de l'électricité grâce à l'augmentation de la contribution de l'État à la part « contribution au mécanisme de compensation renouvelable/cogénération » et le renforcement des aides financières pour la rénovation énergétique, la promotion des systèmes de chauffage basés sur les énergies renouvelables, la mobilité durable et la production d'énergie renouvelable.

Les prix du marché de gros du gaz naturel ont varié fortement durant les trois dernières années et ont dépassé par moments les 300 euros/MWh, ce qui correspond à quinze fois le niveau de prix usuel avant la crise sanitaire en 2020. Cependant il est attendu que les prix resteront volatils et à des niveaux très élevés au cours des années 2022 et 2023. Par conséquent, une hausse du tarif du gaz pour le consommateur final est inévitable, même si elle est moins importante que l'augmentation des prix du marché de gros.

Les frais d'utilisation de réseaux, qui sont contrôlés et approuvés par le régulateur, comportent le coût de transport et de distribution du gaz naturel à partir des sites de production jusqu'au client final et permettent ainsi au gestionnaire du réseau de couvrir ses charges. De façon analogue au secteur électrique, les frais totaux à payer par le consommateur comprennent trois composantes : la composante énergie, les frais d'utilisation du réseau et les taxes (la taxe « gaz naturel », la taxe CO<sub>2</sub> et la taxe sur la valeur ajoutée). Actuellement, les frais d'utilisation du réseau représentent environ 18 % de la facture d'un client résidentiel, ayant en moyenne une consommation annuelle de 2.500 m<sup>3</sup>.

La structure tarifaire harmonisée pour les réseaux de distribution de gaz répartit les utilisateurs des réseaux de distribution en trois catégories. L'affectation à la catégorie correspondante se fait en fonction du type de compteur installé chez l'utilisateur du réseau. À la catégorie 1 appartiennent les clients ayant un compteur G4 à G16, avec une capacité allant jusqu'à 250 kW et à la catégorie 2 appartiennent les clients ayant un compteur G25 à G40 avec une capacité allant jusqu'à 650 kW ou 65 m<sup>3</sup>/heure. La catégorie 3, avec des compteurs du type G65 ou supérieur concerne les utilisateurs de plus gros volumes nécessaires pour la production industrielle. Elle n'est pas visée par le présent projet de loi.

Le projet de loi prévoit que pendant les 8 derniers mois de l'année 2022, l'État prend à sa charge l'entièreté des frais d'utilisation du réseau de distribution de gaz naturel pour les catégories d'utilisateurs 1 et 2, pour atténuer la hausse exceptionnelle des prix du gaz qui impactent fortement les ménages. Pendant cette période, les trois gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel actifs au Luxembourg (Creos, SUDenergie et la Ville de Dudelange) ne facturent pas les frais d'utilisation du réseau (y compris pour le comptage) au client final et en cas de fourniture intégrée, les fournisseurs ne procèdent pas à la collecte de ces frais auprès des clients finals au nom et pour le compte du gestionnaire de réseau concerné. Ils dressent un état des frais d'utilisation exigibles du mois écoulé et les transmettent au plus tard le dernier jour du mois suivant à travers une demande d'avance au ministre ayant l'Énergie dans ses attributions, qui règle les frais. Le gestionnaire de réseau dresse son décompte final et le transmet au ministre ayant l'Énergie dans ses attributions au plus tard le 30 juin 2023.

Au total, les ménages, avec 86.688 points de fourniture et 3 TWh de consommation, représentaient environ 38 % en volume du marché de gaz naturel au Luxembourg en 2020.

Concernant l'impact financier, le Gouvernement a décidé de mettre à disposition une enveloppe globale jusqu'à concurrence de 35 millions d'euros, avec une certaine marge de manœuvre, pour réduire à zéro les coûts pour l'utilisation des réseaux gaziers pour les ménages résidentiels.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 21/03/2022

Rapporteuse : Mme Jessie Thill

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

20/04/2022 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
22/04/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2022

Loi du 17 mai 2022

Mémorial A : 2022, n° 237, page 1



## Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique ..... p. 14**  
M. Fernand Etgen, Président
  - 2. Communications ..... p. 14**  
M. Fernand Etgen, Président
  - 3. Ordre du jour ..... p. 15**  
M. Fernand Etgen, Président | Mme Martine Hansen
  - 4. Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden ..... p. 15**  
Exposé : M. Léon Gloden (interventions de M. Dan Kersch, M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen)
  - 5. Heure de questions au Gouvernement ..... p. 16**
    - Question n° 307 du 26 avril 2022 de M. André Bauler relative à la situation actuelle dans le secteur Horeca, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes et à M. le Ministre du Tourisme ..... p. 16**  
M. André Bauler (intervention de M. Dan Kersch) | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme
    - Question n° 308 du 26 avril 2022 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative aux mini-crèches, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 17**  
Mme Simone Asselborn-Bintz | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Simone Asselborn-Bintz | M. le Ministre Claude Meisch (intervention de Mme Simone Asselborn-Bintz)
    - Question n° 309 du 26 avril 2022 de Mme Djuna Bernard relative aux remplacements dans les Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ..... p. 17**  
Mme Djuna Bernard | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de M. Dan Kersch)
    - Question n° 310 du 26 avril 2022 de M. Carlo Weber relative au soutien du secteur agricole au vu de la flambée des prix, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ..... p. 18**  
M. Carlo Weber | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
  - 6. Question élargie n° 136 de Mme Nathalie Oberweis au sujet du procédé et des moyens de prise en charge des naissances prématurées au Luxembourg ..... p. 18**  
Mme Nathalie Oberweis | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Nathalie Oberweis | Mme la Ministre Paulette Lenert
  - 7. Question élargie n° 144 de M. André Bauler au sujet de la fermeture provisoire de la maternité du Centre Hospitalier du Nord ..... p. 20**  
M. André Bauler | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
  - 8. Question élargie n° 145 de Mme Carole Hartmann au sujet des sages-femmes ..... p. 21**  
Mme Carole Hartmann | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
  - 9. Motion de M. Léon Gloden relative aux examens radiologiques extrahospitaliers ..... p. 22**  
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé  
Discussion générale : M. Claude Wiseler (intervention de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé) | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Fernand Kartheiser | M. Dan Kersch (interventions de M. Léon Gloden et M. Claude Wiseler) | Mme Josée Lorsché | M. Marc Goergen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Dan Kersch) | Mme Carole Hartmann | Mme Nathalie Oberweis | M. Léon Gloden (interventions de M. Jean-Marie Halsdorf et M. Dan Kersch) | M. Mars Di Bartolomeo  
Prise de position du Gouvernement (suite) : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé (interventions de M. Gilles Roth, M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement)  
Vote sur la motion (rejetée)
  - 10. 7763 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis aux fins d'introduire un fonds de travaux ..... p. 28**  
Rapport de la Commission du Logement : Mme Jessie Thill  
Discussion générale : M. Marc Lies | M. Max Hahn | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen  
Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7763 et dispense du second vote constitutionnel
  - 11. 7821 – Projet de loi relative aux aides à des prêts climatiques ..... p. 31**  
Rapport de la Commission du Logement : Mme Jessie Thill  
Discussion générale : M. Marc Lies | M. Max Hahn | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen  
Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7821 et dispense du second vote constitutionnel
  - 12. 7891 – Projet de loi portant approbation de la déclaration unilatérale du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg définissant les modalités de la poursuite transfrontalière en application de l'article 41, paragraphe 9, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990 ..... p. 33**  
Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain  
Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Claude Lamberty | Mme Lydia Mutsch | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Sven Clement et M. Claude Lamberty) | M. Marc Goergen  
Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7891 et dispense du second vote constitutionnel
  - 13. 7907 – Projet de loi portant :**
    - 1° organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;**
    - 2° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ..... p. 35**  
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty  
Discussion générale : Mme Octavie Modert (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Djuna Bernard (intervention de M. Charles Margue) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Dan Kersch)  
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7907 et dispense du second vote constitutionnel  
Motion 1 : M. Claude Lamberty | Mme Octavie Modert  
Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
  - 14. Question écrite n° 5978 de M. Marc Spautz relative à la construction d'un parc éolien à Oberkorn ..... p. 45**  
M. Marc Spautz | M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Ministre de l'Énergie
  - 15. Question écrite n° 5979 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'extension des parcs éoliens ..... p. 45**  
M. Jean-Paul Schaaf | M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
  - 16. Question écrite n° 5980 de Mme Martine Hansen relative aux arbres le long de la route ..... p. 46**  
Mme Martine Hansen | M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
- Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, M. Claude Turmes, M. Lex Delles, M. Henri Kox et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.29 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Fernand Etgen, Président** | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

## 2. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

### Communications du Président – séance publique du 26 avril 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7985 – *Projet de loi modifiant*

1° la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ;

2° la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ;

3° la loi modifiée du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés ;

4° la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

5° la loi modifiée du 19 décembre 2014 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière ;

6° la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 30/03/2022

7986 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 30/03/2022

7987 – *Projet de loi portant modification :*

1° du Code pénal ;

2° du Code de procédure pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31/03/2022

7988 – *Projet de loi instaurant une compensation financière permettant la réduction temporaire du prix de vente de certains produits pétroliers*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 08/04/2022

7989 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales*

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 08/04/2022

7990 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 22 janvier 2021 portant : 1° modification des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail ; 2° dérogation temporaire aux dispositions des articles L. 234-51, L. 234-52 et L. 234-53 du Code du travail*

Dépôt : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 11/04/2022

7991 – *Projet de loi portant introduction d'un droit pénal pour mineurs et portant modification :*

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

3° de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne ;

4° de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19/04/2022

7992 – *Projet de loi relatif aux droits des mineurs victimes et témoins dans le cadre de la procédure pénale et portant modification :*

1° du Code pénal

2° du Code de procédure pénale

3° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19/04/2022

7993 – *Projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988*

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 19/04/2022

7994 – *Projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes aux familles et portant modification :*

1. du Code du travail ;

2. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

3. de la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du Centre socio-éducatif de l'État ;

4. de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse ;

5. de la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

6. de la loi du 1<sup>er</sup> août 2019 concernant l'Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse ;

et portant abrogation

1. de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse ;

2. de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25/04/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2298 – *Demande de pétition publique : Keng Summerzäit méi*

Dépôt : Mme Brigitte Gaspard, le 30/03/2022

2299 – *Demande de pétition publique : Pour la réintroduction du port du masque obligatoire et du testing dans les lycées, écoles primaires et autres structures éducatives quand le taux d'incidence est élevé afin de protéger la santé des élèves et du personnel éducatif*

Dépôt : M. Yves Berna, le 01/04/2022

2300 – *Demande de pétition publique : De Meeschter, dee kee méi ass / Le maître qui n'en est plus un*

Dépôt : M. Serge Peiffer, le 03/04/2022

2301 – *Demande de pétition publique : Pour une maternité et une pédiatrie d'urgence ouvertes 24h/24 au nord du Luxembourg*

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 03/04/2022

2302 – *Demande de pétition publique : Integral kostenloser öffentlicher Personennahverkehr auch für grenzüberschreitende Linien (z. B. Linie 315 und viele andere)*

Dépôt : M. Marc Müller, le 04/04/2022

2303 – *Demande de pétition publique : Rauchverbot während des Fahrens*

Dépôt : Mme Sabrina Seyler, le 06/04/2022

2304 – *Demande de pétition publique : Verkehrsschilder bei Kreisverkehr aufstellen, wie man richtig und effektiver durch einen Kreisverkehr fahren soll*

Dépôt : Mme Sabrina Seyler, le 06/04/2022

2305 – *Demande de pétition publique : Ausweisung von russischen Diplomaten*

Dépôt : M. Adrian Florin Nicula, le 06/04/2022

2306 – *Demande de pétition publique : Gründung eines unabhängigen Covid-Beobachtungs-, Kontroll- und Untersuchungsausschusses*

Dépôt : M. Serge Carlo Jochheim-Brandenbourger, le 07/04/2022

2307 – *Demande de pétition publique : Androe vum Asow-Regiment an Ajdar-Bataillon op d'Lëscht vun den internationalen Terrororganisationen*

Dépôt : M. Christian Lentz, le 10/04/2022

2308 – *Demande de pétition publique : Création d'un registre pour connaître les volontés et les choix d'une personne avant sa mise sous tutelle, tant qu'elle a du discernement*

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 10/04/2022

2309 – *Demande de pétition publique : Remboursement des factures des psychologues*

Dépôt : Mme Paula Antunes Quinteira, le 11/04/2022

2310 – *Demande de pétition publique : Rescision de la TVA des consultations de vétérinaire*

Dépôt : Mme Kátia Martins Teixeira, le 11/04/2022

2311 – *Demande de pétition publique : Keng sektoriell Impfflicht / Non à la vaccination obligatoire sectorielle*

Dépôt : M. Claude Kremer, le 12/04/2022

2312 – *Demande de pétition publique : All zukünfteg Indexadaptatiounen un e Referendum bannen. All Bierger soll demokratesch a responsabel iwwert den Index matbestëmme kënnen*

Dépôt : M. Marc Schmidt, le 15/04/2022

2313 – *Demande de pétition publique : Sofortige Neuwahl*

Dépôt : M. Normen Meiser, le 16/04/2022

2314 – *Demande de pétition publique : Protégeons nos forêts et notre nature pour toujours*

Dépôt : M. Léo Benkel, le 18/04/2022

2315 – *Demande de pétition publique : Limitation et régulation des bus dits à „Harmonica“ dans le centre-ville (et sa banlieue) en dehors des heures de pointe et durant les week-ends*

Dépôt : M. Fabio Palumbo, le 18/04/2022

2316 – *Demande de pétition publique : Pour familles monoparentales : maintien de la classe d'impôts 2 ou création d'une nouvelle classe d'impôts (type classe 1a0), révision des calculs de subvention de loyer sur le salaire net et non sur le salaire brut (adaptation par rapport au revenu net*



du ménage), révision du calcul et hausse des barèmes pour les allocations de vie chère

Dépôt : Mme Delfina Mendes Valente, le 19/04/2022

2317 – Demande de pétition publique : Familles monoparentales : Révision des conditions d'avances sur pension alimentaire de la part du Fonds national de solidarité, abolition et/ou adaptation de la condition et obligation d'être résident luxembourgeois pendant une durée de 5 ans consécutifs. Cette mesure est complètement inadaptée et injuste vis-à-vis de beaucoup de victimes de ce genre de procédure

Dépôt : Mme Delfina Mendes Valente, le 23/04/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Présidentkonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

Plusieurs voix | Jo.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Hansen.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech hunn nach just eng Remark. Also mir haten eis Froe jo e bëssen ze spéit eraginn. Da verstinn ech jo, datt se dann net ugeholl ginn. Op där anerer Säit hu mer awer nach eng Partie Froen, déi opstinn, déi vun der Regierung nach net beäntwert gi sinn. An dofir géif ech dann och gären hei vun eisem Recht Gebrauch maachen, datt mer dës Froen elo mëndlech stellen.

Et ass eemol eng Fro, déi ech un den Här Mobilitéitsminister an d'Madamm Ëmweltministesch oder dann den Här Turmes wëll stellen. Et ass nach eng Fro vum Marc Spautz. Et ass awer och nach eng Fro vum Här Schaaf, mee ech mengen, déi ass ze vill komplex. Do waarde mer dann op déi schrëftlech Äntwert. Mir wäeren awer och frou, wann déi matzäiten do wier.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hansen. Mir wäerten da mat eise Servicer kucken, ob mer déi Ministeren nach an d'Chamber kréien oder och net.

Ech wëll widderhuelen: Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### 4. Dépôt d'une motion par M. Léon Gloden

Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Léon Gloden fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Merci, Här President. Héiert Dir mech?

Plusieurs voix | Nee.

(M. Léon Gloden règle la hauteur du pupitre.)

Une voix | Aa!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Aa! Voilà! Sou. Kloer an däitlech? Voilà!

Merci fir den Toun. Här President, ech deposéieren hei eng Motioun, fir datt esou schnell wéi méiglech déi Patienten – wéi an engem Fall –, déi an den IRM um Centre Médical Potaschbierg ginn, ...

Plusieurs voix | A!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... kënnen dat och vun der Krankekeess zrëckbezuelt kréien.

(Brouhaha)

Ech akzeptéieren net, datt eng Gesondheitsministesch an der Ëffentlechkeet seet, hei géifen d'Patienten als Geisel geholl ginn. Säit 2017 ass bekannt, datt ënner anerem dee Projet um Potaschbierg kéint entstoën. Säit 2019 hu mer kloer Urteeler vun dem Verfassungsgeriicht. Hei ass einfach verschlof ginn. Ech soen och op dëser Plaz: Et war ugeduecht ginn, datt an enger éischer Phas den Acte médical kéint facturéiert a rembourséiert ginn. Elo gëtt gesot, datt dat och net méiglech ass. Hei an dësem konkrete Fall waren nämlech d'Doktere vum Centre Médical Potaschbierg d'accord, dann eeben an enger éischer Phas just den Acte médical ze verrechnen.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Sidd Dir och Investisseur, ...

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Dat wier eng interminis...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... datt Dir Iech esou Gedanke maacht?

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Nee, ech sinn net Investisseur, Här Kersch. Et ass gutt, datt Der déi ...

Une voix | O!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... Fro stellt.

(Interruption)

Mee, par konter zu der LSAP, par konter zu der LSAP, ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir kennt se awer gutt, anscheinend!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... maachen ech mir Suergen ëm ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Dat ass awer richtig penibel dat do!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... d'Gesondheet vun eise Leit.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir kennt se awer gutt, anscheinend!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | An Är Remark ass ...

(Coups de cloche de la présidence)

... ganz penibel. Dat weist ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E kloer gereegelte Kader.

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... just, datt Der um falsche Boot ...

(Interruptions)

... ënnerwee sidd, Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Nee!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Dir hätt besser gehat, hei elo de Mond ze halen!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Si ass ganz pertinent!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Nee, Dir ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Ech mengen, Dir hätt besser gehat, de Mond ze halen.

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... kënn och kontrolléiere. Ech hu guer näischt! Ech hunn als Buergermeeschter an als Deputéierten aus dem Oste gekuckt, datt am ländleche Raum d'medezinnesch Versuergung verbessert gëtt.

Plusieurs voix | Très bien!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir bestreit jo awer net, dass et ëm privat ...

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Jo, an d'Léit wäsen ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir bestreit jo net, dass et ëm privat Interête geet ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Gloden huet d'Wuert, wannechgelift.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Et geet hei ëm privat Interêten, déi Dir hei verteidegt!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Den Här Kersch schéngt ganz, ganz nervös ze sinn. Duerfir deposéieren ech hei ...

(Interruptions)

... déi Motioun. Ech erënnere d'ailleurs och drun, ech hat der Madamm Hartmann gutt nogelauschert um 100,7, och si huet am Numm vun der DP gesot, datt hei eng pragmatesch Léisung misst fonnt ginn an datt déi Patientie misste rembourséiert ginn, soudatt mer bei dëser Motioun jo sécherlech hei d'Majoritéit kréien.

An ech wier och frou, vu datt elo den Här Haagen hei ass, an ech hat och héieren, d'Madamm Gesondheitsministesch géif haut nach kommen, datt mer déi kéinten direkt haut zur Ofstëmmung kréien, well där Fäll gëtt et schon, wou d'Motioun en séance tenante deponéiert ginn ass an dann och en séance tenante votéiert ginn ass. Ech hunn d'Lëscht bei mer. Ech kann Iech se ginn, Här President, wann dat ...

(Interruptions)

Nee, si muss net, si muss net! Voilà!

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant que toute personne a droit de bénéficier de soins de santé appropriés et que l'État est tenu d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine ;

– constatant que la crise sanitaire a démontré que l'organisation d'une prise en charge médicale extrahospitalière et une implantation de maisons/centres médicaux et/ou antennes hospitalières dans les régions rurales sont absolument nécessaires afin de garantir à tous les habitants une prise en charge médicale adéquate ;

– considérant les délais d'attente pour obtenir notamment un rendez-vous pour une imagerie à resonance magnétique nucléaire (IRM) ;

– considérant le besoin d'une prise en charge multidisciplinaire, intégrée et orientée aux besoins des patients ;

– rappelant que des autorisations d'établissement et d'exploitation d'un cabinet de radiologie extrahospitalier ont été accordées par les administrations du Gouvernement fin 2020 à un radiologue suite à des demandes introduites en 2017, après des jugements de la Cour constitutionnelle et du tribunal administratif sur recours contre un premier refus administratif ;

– rappelant que dans son avis la Cour constitutionnelle a déclaré comme non conforme à la constitution l'article 19 de la législation hospitalière et par conséquent le règlement grand-ducal pris en application de ce texte de loi, interdisant l'installation d'appareils de radiologie dans un cabinet médical ;

– constatant cependant qu'aucune nomenclature n'existe actuellement pour les actes d'IRM en milieu extrahospitalier ;

– rappelant qu'un cabinet de radiologie extrahospitalier se situant au Potaschberg a ouvert ses portes le 20 avril 2022 ;

– rappelant l'annonce récente de Madame la Ministre de la Santé de ne pas fermer ce cabinet de diagnostic médical pour le moment ;

– *rappelant le refus de la Caisse nationale de sante de rembourser un acte d'imagerie médicale fait par un cabinet privé ;*

– *regrettant qu'aucune décision sur la question de la tarification des examens radiologiques extrahospitaliers n'ait été prise jusqu'à présent au sein de la commission de nomenclature,*

*invite le Gouvernement*

– *à poursuivre les pourparlers avec la commission de nomenclature afin de combler au plus vite l'absence de tarifs pour la radiologie extrahospitalière dans la nomenclature ;*

– *à mettre en œuvre tous les moyens utiles en vue de la concrétisation dans les meilleurs délais du remboursement des examens radiologiques extrahospitaliers au Luxembourg ;*

– *pour autant que de besoin, prendre toute mesure, action ou dépôt de textes réglementaires et/ou législatifs pour que l'IRM puisse être exploité dans les plus brefs délais dans des structures extrahospitalières telles que le centre médical Potaschberg.*

(s.) Léon Gloden, Martine Hansen, Max Hengel, Octavie Modert, Claude Wiseler.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Här Kersch, Här Di Bartolomeo, bei Iech ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Gloden.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | ... sinn der schonn dacks deposéiert ginn, déi direkt ofgestëmmt gi sinn, komescherweis, wa se vun der Majoritéit komm sinn!

(Interruption)

## 5. Heure de questions au Gouvernement

**M. Fernand Etgen**, Président | Haut de Mëtteg féiert d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Dozou wëll ech eppes soen: D'Froe mussen dräi Stonne virum Ufank vun enger Sitzung erakomm sinn. Haut hate mer d'Situatioun, datt mer eng Rei Froe fënnef op zwielef erakritt hunn. Fënnef op zwielef ass net fënnef vir zwielef an och net 11.30 Auer, wou d'Froen hätte missen heibanne sinn. An der Vergaangenheet hu mer dann och scho Froen, déi zwou Minutten méi spéit erakomm sinn, net ugeholl an duerfir konnte mer haut déi, déi ëm 12.05 Auer erakomm sinn, och net unhuelen. Duerfir hu mer nëmme véier Froen.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 307 vum Här André Bauler un den Här Minister fir Mëtzelstand an den Här Minister fir Tourismus iwwert déi aktuell Situatioun vum Horeca-Secteur. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | An an der Tëschenzäit schécke mer der CSV eng Auer.

**Une voix** | Sch!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | E klenge Kaddo vun der LSAP.

– **Question n° 307 du 26 avril 2022 de M. André Bauler relative à la situation actuelle dans le secteur Horeca, adressée à M. le Ministre des Classes moyennes et à M. le Ministre du Tourisme**

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. D'Pandemie hat dem Tourismussecteur, dem Horeca-Secteur ganz staark zougesat an deene leschte Wochen a Méint. Dat wësse mer alleguer. D'Tourismussaison huet elo nees ugefaangen an et weise sech schonn eng Rëtsch Leit aus dem Ausland hei an der Stad an iwwert d'Land. Et schéngt also, wéi wann d'Saison lues a lues géif erëm ulafen, vläicht net wéi an alen Zäiten, mee dass mer awer erëm an e méi oder wéineger gewinnte Rhythmus erakommen.

An an deem Kontext wollt ech dem Här Mëtzelstands- an Tourismusminister eng Rei Froe stellen.

Éischtens wollt ech froen, wou mer de Moment dru si mam Ausbezele vun deene verschiddenen Hëllef, deene verschiddenen Aiden. Kann een do schonn en definitive Bilan zéien?

Zweetens: Wéi weist sech de Moment den Optakt vun der touristescher Saison? Gëtt et do schonn eng Rei Feedbacken, Réckmeldunge vum Terrain, nom Ouschtergeschäft, wann een dat esou soen däerf?

Drëttens: Wéi steet et aktuell ëm de Kongresstourismus, dee jo ganz besonnesch ënnert der Pandemie gelidden huet? Wéi gesinn also deem seng weider Perspektiven aus? Wou gëtt et do nees Potentialitéiten?

A véiertens wollt ech dann zum Schluss froen: Wéi sinn eis Horeca-Betribler a puncto Digitalisatioun a sozial Medie mëttlerweil opgestallt? Gouf et do iwwert de Wanter eng Rei Efforten, eng Rei Ustrengungen, déi vun de Betribler gemaach gi sinn? A wat fir Chancë gi mat der Saison 2022 verbonnen?

Ech soen Iech villmools Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Bauler. Den Här Minister fir Mëtzelstand, Minister fir Tourismus, den Här Lex Delles, huet d'Wuert.

**M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme | Merci villmools, Här President. Loosst mech dem Här Bauler villmools Merci soe fir déi Fro, well et ass natierlech en Thema, dat ganz wichteg ass. Op där enger Säit: Wou sti mer mat den Aiden am Moment, besonnesch eeben am Kader vum ganze Secteur vun der Horeca? Wou si mer dru mam Ausbezele? Mir sinn op den Dag vun haut op ronn 220 Milliounen Euro, déi un d'Horeca-Betribler ausbezuelt gi sinn.

Déi deele sech op op d'Aiden, déi grouss Aiden: Aide relance, Aide coûts non couverts. Bei der Aide relance sinn et eng ronn 65 Milliounen Euro, bei der Aide coûts non couverts eng ronn 108 Milliounen, déi ausbezuelt gi sinn.

Wa mer an den Héichzäiten dovu geschwat hunn, am Dezember 2020, dass eng ronn 3.000 Dossieren de Mount erakomm sinn, fir Aidë kënnen an deene Secteuren ausbezuelt ze kréien, sou gesi mer, dass elo eng ganz staark Tendenz no ënne geet. Et gesäit een och, mat all deene Gesetzer, déi hei an der Chamber gestëmmt gi sinn – déi grouss Aide, d'Aide coûts non couverts, fir déi ee muss déi meescht Perte vum Chiffre d'affaires hu par rapport zum Joer 2019, op där anerer Säit d'Aide relance, fir déi ee manner Perte vum Chiffre d'affaires muss hunn –, dass ganz vill Betribler vun der Aide coûts non couverts an d'Aide relance erafalen, respektiv de Mount duerno keng Aidë méi kënnen ufroen, well se déi Perten net méi hunn.

Dofir ass och ganz wichteg: Den Donneschdeg ass jo um Ordre du jour vun der Chamber och d'Verlängerung vun deenen zwou Aiden, sief et d'Aide relance, sief et d'Aide coûts non couverts, déi da bis Juni ... Also de maximalen europäesche Kader soll ausgereizt ginn, fir nach kënnen e Phasing out ze maache vun den Aiden, fir nach do kënnen Hëllefstellung ze ginn, besonnesch an am héchsten natierlech de Structures d'hébergement, sief et Campingen, sief et Hotellen.

Et gesäit een also, wéi gesot, dass vu Mount zu Mount d'Aidë manner ginn, déi ugefrot ginn, awer beim Délai de traitement si mer elo bei zwee Deeg. Dat heescht, wann eng Aide haut erakënt, ass den Dossier zwee Deeg drop fäerdeg traitéiert a läit och am Paiement, soudass schnellstméiglech do kann ausbezuelt ginn.

Et gesäit een awer och de Kader vun de Faillitten, dass mer do net eng Explosioun vun de Faillitten iwwert d'Joer 2020/2021 haten.

Dat nämmlecht awer natierlech och, wou d'Betribler hir Autorisation-d'établissementen zrückschécken. Och do gesäit een, dass mer do e ganz staarken Afall hate vu Betribler, déi opgehale hunn 2020/2021, soudass een do och wierklech kann dru moossen, dass déi Aiden, wéi se en place gesat gi sinn, och ganz gutt fonctionéiert hunn an och gehollef hunn.

Zu Ärer zweeter Fro, wéi den Optakt vun der Saison ass, do mierkt een, dass den Ufank vun der Saison, deen traditionell den Ouschterweekend ass, ganz gutt fonctionéiert huet. Gottseidank, verschidden Hoteller an der Stad an awer och am ländleche Raum ware complet, soudass een do keng Zëmmerer méi konnt kréien, wat ganz gutt war, dass ee wierklech gesäit, dass en Effet de reprise do ass, dass och d'Leit erëm zrëckkommen op Lëtzebuerg, dat op där enger Säit natierlech aus deene prioritären Nopeschlänner wéi awer och aus anere Länner, wou et lues a lues erëm ufänkt.

Just e Beispill vun engem groussen Hotel am urbane Raum: Wann deen nach am Dezember 2020 eng Perte hat vun 90 % vum Chiffre d'affaires, sou war elo viru Kuerzem e Mount, an deem en nach op 3 % par rapport zu 2019 war, soudass een also gesäit, dass do och eng gewësse Reprise do ass.

Beim Taux d'occupation gesäit ee ganz gutt Amelioratiounen, plus 37 % fir d'Hotellerie zum Beispill par rapport zu 2020. Et gesäit een also, dass eng Reprise am Secteur do ass. Och bei de Jugendherberge weist sech, dass erëm méi Leit dohinnerkommen. 2022, wann een do fir déi Méint Abrëll, Mee ... Do hu mer nach keng Zuelen, mee wann een do mat einzelen Hoteliere schwätzt, gesäit een, dass eng reell Reprise do ass. D'Campingen hunn och eng ganz staark Reprise, wou sech souguer deelweis bei de Buchunge fir de Summer schonn erauszeechent, dass déi ganz gutt sinn. Mir hoffe just alleguer fir d'Campinger, dass mer net erëm e Joer hu wéi d'lescht Joer, wou et am Summer esou vill gereent huet, well dat natierlech besonnesch fir d'Campinger relativ schwierig ass.

Den LFT, Luxembourg for Tourism, mécht awer och Analyse vum Suchverhale vun de Leit. Do gesäit een, dass eis prioritär Marché Frankräich an d'Belsch ganz staark erëm no Lëtzebuerg sichen, dat fir Kuerztrippen – zwee, dräi, véier Deeg –, wou mer erëm ganz staark gesicht ginn. Bei de Reservatiounen aus de Fermäert, woubäi mer prioritär vun Amerika schwätzen, also d'USA, mierke mer, dass se och erëm zrëckkommen, mee lues zrëckkommen, mee se kommen awer och erëm zrëck, soudass et do och erëm Recherchë gëtt. Op där anerer Säit natierlech den asiatesche Marché, deen nach ganz um Buedem ass. Do si mer nach bei Null. Mir mierken awer, dass et op där anerer Säit erëm lues a lues eropgeet.

Dann dee Kongresstourismus, do mierke mer, dass déi kleng Kongresser erëm méi séier zrëckkommen, wéi dat an de Berechnungen oder an de Modelle geduecht war. Kleng Kongresser kommen, méi grouss Kongresser bleiwen am Moment nach an enger hybrider Form, mee sinn trotzdeem awer och en präsentiel. Dat heescht, mir hunn déi béid Saachen, soudass d'Kongresser, déi och hei op Lëtzebuerg kommen, am Moment méi kleng sinn, manner Participanten hunn, mee se sinn awer zu Lëtzebuerg. Lëtzebuerg huet och iwwert déi ganz Kris gewisen, dass mer besonnesch duerch déi gutt Infrastrukturen eng reell Optioun sinn, fir hybrid Kongresser kënnen op Lëtzebuerg unzezielen. Et ass also e virsiichteg positivé Bilan, deen ee kann zéien. Fragilitéit ass natierlech nach am ganze Secteur vum Kongresstourismus, mee et mierkt een awer, dass et an déi richteg Direktioun geet.

Fir Är lescht Fro, fir d'Digitalisierung: Jo, et huet ee gesinn, dass ganz vill Hotelsbetribler, awer och aner



touristisch Infrastrukture sech während der Kris digitaliséiert hunn. Mir hunn eng ganz Panoplie vu Programmer – sief et d'Fit-4-Programmer, Fit 4 Digital, Fit-4-Digital-Packagen –, fir dat kënnen ze suivéieren. Do hu mer keng granular Opdeelung, wien Horeca ass a wien net. Do gesi mer awer, dass mer an engem Joer iwwer 370 Betriber hunn, déi déi Fit-4-Digital-Programmer duerchlaf hunn, fir och wierklech do direkt gewisen ze kréien: Wéi kann ech eppes implementéieren? Wéi kann ech Reklamm maachen? E ganz wichtege Deel, deen natierlech och mat der Tourismusapp Visit Luxembourg, déi Vernetzungen do, e wichtege Meilestee war, fir sech kënnen drun unzeschléissen.

Merci villmools.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Mëttelestandsminister Lex Delles.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 308 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Ministréchen. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 308 du 26 avril 2022 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative aux mini-crèches, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, 2018, also viru véier Joer, ass en neie Modell vu Betreierung vu kleng Kanner kreéiert ginn, an zwar d'Ministréchen. Ech géif gär dem Minister dozou fënnf konkret Froe stellen, kuerz a knapp.

Wéi vill Ministréchen hunn den entsprecheenden Agreement am Moment accordéiert kritt a wéi vill Ministréche fonctionéieren och nach haut? Gëtt et Ministréchen, déi an Zesummenaarbecht mat aneren SEAen (ndlr: Services d'éducation et d'accueil) oder ënner hirer Tutelle fonctionéieren? Déi drëtt Fro ass: Wéi vill Kanner profitéieren aktuell vun der Offer vun de Ministréchen? Sinn dem Minister vläicht eventuell Problemer vu Gestionnaire bekannt? An déi lescht Fro: Wéi gesäit de Minister d'Zukunft vun dese Ministréchen? Voilà, kuerz a knapp, dann hutt Der Zäit, drop ze äntweren.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch huet d'Wuert.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren, et da grad esou kuerz a knapp ze maachen. Effektiv hu mer viru véier Joer e vill erwaarte Statut geschafen an der Kannerbetreierung, déi sougenannte Ministréchen, déi a méi kleng Strukturen, méi familiär ausgeriichtene Strukturen, och dacks a méi kleng Raimlechkeeten da kënnen zousätzlech Capacitéit fir de Beräich vum Accueil vun de Kanner schafen.

Et muss ee soen, dass et bis elo eng Enttäuschung an deem Sënn ass, well mir hunn eréischt zwee Agreemente verginn, eng Kéier un eng konventionéiert Struktur an eng Kéier un eng net konventionéiert Struktur. Déi konventionéiert ass effektiv och an engem Verbund mat anere Strukturen zesummen, woubäi een Träger dach méi Strukturen huet, dorënner eeben och eng Ministréche.

Et kann natierlech och esou sinn, dass déi lescht zwee Joer – Dir wësst, wat do lass war – natierlech och dat eent oder anert an d'Stocke komm ass, mee awer, mengen ech, muss een eng Kéier eng kritesch Analys maachen doriwwer, firwat dat esou ass, well een nach ëmmer souwuel, denken ech, hei bei eis am politeschen Debat dovunner iwwerzeegt ass, dass et

och e Besoin u vill méi klengen a familiär ausgeriichte Strukturen gëtt, wéi awer och, wann ee mat den Eltere schwätzt, mat Mammen a Pappé schwätzt uechtert d'Land, déi schonn Interêt hätten dorunner, firwat et esou ass, dass d'Träger sech bis elo doranner nach net esou an deem Mooss engagéiert hunn, wéi mer et geduecht hunn, an dass d'Träger souwuel am privatrechtleche Beräich, wéi awer och am konventionéierte Beräich, wéi och am kommunale Beräich bis elo eigentlech net op deen dote Wee gaange sinn.

Mir wäerten dat sécherlech eng Kéier kritesch kucken a kucken, u wat fir enge Schrauwe mer do mussen dréinen a wat d'Ursaachen dovunner sinn. Ob et elo den Alter vun de Kanner ass, un deen déi Offer sech riicht, ob et aner Konditiounen sinn, kann ech haut op jidde Fall net soen, mee ech mengen effektiv, dass mer sollten dat eng Kéier analyséieren an dann déi richteg Konklusiounen dorauer zéien.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen dann elo zur Fro Nummer ... A, d'Madamm Asselborn-Bintz freet d'Wuert.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Wann ech dann däerf kuerz nofroen. Dir hutt mer net op all Fro geäntwert. Dat däerf ee jo, ne? Dat ass jo ok?

(Interruptions)

A nee, dat däerf een net hei, mengen ech. Dann entschëllegt! Ech wollt just froen, wéi vill Kanner an deene Ministréche sinn.

**M. Fernand Etgen**, Président | U sech gëtt et am Fong an deem heite Format keng Parole après ministre.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Entschëllegt! Dann ass et Parole après ministre. Pardon, ech hunn et mat der Question élargie verwiesselt, pardon.

**M. Fernand Etgen**, Président | Hei gëtt et keng Parole après ministre.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Net?

**M. Fernand Etgen**, Président | Nee.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Op jidde Fall: Ech wollt just froen, well Der d'Froen net all beäntwert hutt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Wann den Här Minister bereet ass, kann en awer gären äntweren nach, well seng Zäit war nach net eriwwer.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Dat wier ganz léif. Merci.

**Une voix** | Da gëllt dat awer elo fir ëmmer!

**M. Fernand Etgen**, Président | Nee, seng Zäit war nach net eriwwer.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Kengem seng, vun eis zwee net, mengen ech.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech wäert och do ganz knapp kënnen drop äntweren, well d'Frostellung, wéi se formuléiert war, Madamm Deputéiert, huet mer net erlaabt, mech an deem Mooss ze preparéieren, dass et hei ka soen, wéi vill Kanner ganz genau an de Ministréche momentan versuergt ginn. Duerfir kann ech Iech do leider momentan keng Äntwert dorobber ginn.

Souwäit et mer ze erane war, wat kéint de Sënn vun Ärer Fro sinn, hunn ech probéiert, mech dorobber ze preparéieren, mee ech ka meng Servicer gären uweisen, Iech déi Äntwert do nokommen ze loosser.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Dat wär ganz léif. Et steet jo do: „nombre de“ ... Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Da komme mer elo un d'Fro Nummer 309 vun der Madamm Djuna Bernard un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, iwwert d'Kanner mat spezifesche Besoinen. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 309 du 26 avril 2022 de Mme Djuna Bernard relative aux remplacements dans les Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Merci, Här President. D'Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée goufen 2018 an d'Liewe geruff. Si sinn zentral Piliere fir d'Inklusivoun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an eiser Bildungslandschaft. Ech wollt op dëser Plaz de Kolleeg vun déi Lénk Merci fir d'Actualitéitsstonn soen, déi si rezent zum Thema ugefrot hunn, an an der Froestonn vun haut wëll ech deenen Diskussiounen natierlech net virgräifen, mee just e ganz prakteschen Aspekt vum Fonctionnement vun de Centres de compétences uschwätzen.

An dësen Zentere gëtt et nämlech d'Méiglechkeet fir Remplacementen, wann Enseignanté wéinst Krankheit oder familiäre Grënn feelen. Op der Internetsäit vum Ministère fënnet een zwar déi grondleeënd Informatiounen, mee am Gespréich mat de Leit aus dem Secteur gëtt een awer och gewuer, dass et nach verschidden Onkloerheete gëtt.

Dofir wollt ech haut fir d'éischt emol vum Här Minister wëssen, wéi vill Persounen aktuell op der Lëscht vu Remplaçanten agedroe sinn. Gëtt déi Lëscht reegelméisseg aktualiséiert oder stinn do och nach eventuell Kandidat/innen drop, déi an der Praxis net méi disponibel sinn?

Eng aner Fro ass déi, ob et genuch esou Remplaçanté gëtt, wien hiren Asaz koordinéiert an ob d'Centres de compétences alleguerten Zougrëff op dës Lëscht hunn. Wann déi Informatiounen stëmmen, déi mer zougedroe goufen, kënn et nämlech duerchaus vir, dass verschidde Stonne mussen ausfalen, well keng Remplaçanten do sinn.

Meng lescht Fro betrëfft d'Base légale vun de Remplaçementer. De Règlement grand-ducal ass nämlech vun 2017, dat heescht nach aus der Zäit vun der deemoleger Ediff, also virun der Zäit vun den haitege Centre-de-compétences.

2019 hat den Här Minister eng Mise à jour op de Wee bruecht mat Verweis op déi nei Kompetenzzentren. De Staatsrot war awer deemools zum Schluss komm, dass hei de Wee vun engem Gesetz misst ageschloe ginn. An dësem Kontext wollt ech den Här Minister froen, ob hien nach ëmmer de Besoin fir esou en neien Text gesäit a wéini dësen dann eventuell kéint kommen.

Ech soen Tech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. D'Wuert huet nach eng Kéier den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech elo besser preparéiert sinn, da läit dat net u mir, mee da läit dat un der honorabeler Madamm Bernard, déi mer nämlech eng Rei vun Detailfroen och am Virfeld zoukomme gelooss huet, notamment, wéi vill Leit mer dann op där Remplaçantslëscht do hätten. Dat sinn der 37. Dat sinn der fir eis Kompetenzzentren net onbedéngt ganz vill. Déi Lëscht gëtt awer och reegelméisseg à jour gesat. Se gëtt eng Kéier, soe mer emol, grouss à jour gesat, dass jidderee kontaktéiert gëtt.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Le nombre de fréquentation ...

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Virun der ...

*(Interruptions diverses)*

Virun der ...

*(Interruptions par M. Dan Kersch et M. Laurent Mosar)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Kersch, Dir hutt d'Wuert jiddefalls net!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Nee.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Virun der Rentrée gëtt all Joer déi Lëscht dann och nach eng Kéier genau op de Leescht geholl an d'Leit gi kontaktéiert, ob se nach ëmmer disponibel sinn. Et kann awer och sinn, datt am Laf vum Joer Leit bäikommen, déi sech dann op déi Lëscht do aschreiben an de Konditionen dann och entsprechen. Dofir ginn och reegelméisseg am Laf vum Joer d'Direktiounen vun all de Kompetenzzentren an d'Bild gesat a se kréien en Update vun der Lëscht kënnen zrëckgräifen.

Et kann natierlech esou sinn, datt all déi Leit, déi dann disponibel wäeren, och schon agesat sinn op anere Plazen. Ech wëll awer do och ënnersträichen, datt mer quasi de gesamten Effectif vum Beräich vu Kanner mat extrae Besoine verduebelt hunn am Laf vun deene leschte fënnf Joer, zanter der Schafung vun de Kompetenzzentren an deem ganz neien Dispositif: souwuel bei de Kompetenzzentren wéi och bei den Équipes de soutien pour enfants à besoin. An duerfir ass et esou, datt mer schon dervun ausginn, datt och an de Structure selwer och emol intern Remplacemeter kënnen gemaach ginn an en Ausfall duerch eng Reorganisatioun punktuell dann och emol kann ausgeglach ginn.

Jo, d'Fro stellt sech nach ëmmer, ob mer net en anere legale Kader brauchen, fir de Remplacement do ze reegelen, änlech wéi mer en och am Fondamental notament hunn. An déi Fro sollte mer och ugoen, awer dann, denken ech, wa mer iwwerhaupt nach eng Kéier d'Gesetz opmaachen iwwert d'Personal vun de Kompetenzzentren respektiv vum Beräich vu Kanner mat extrae Besoinen. An do wëllt mer dann och heiriwwer nach eng Kéier schwätzen an och decidéieren.

Ech wëll och dorobber verweisen, datt mer déi lescht zwee Joer eng Evaluatioun gemaach hunn iwwert de Beräich vu Kanner mat extrae Besoinen, dat am Nachhinein vun deem Gesetz, dat mer jo viru fënnf Joer geholl hunn, fir do och kënnen Konklusiounen draus ze zéien, u wat fir enge Schrauwe mer weider mussen dréinen a wat vläicht nach net esou ronn dréint. Mir sinn eigentlech um Punkt, fir do Konklusiounen ze zéien, an da kéint deen heite Punkt och do matafléisen.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 310 vum Här Carlo Weber un de Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung iwwert d'Ënnerstëtzung vum landwirtschaftleche Secteur. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 310 du 26 avril 2022 de M. Carlo Weber relative au soutien du secteur agricole au vu de la flambée des prix, adressée à M. le**

**Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

**M. Carlo Weber** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, d'Fro geet iwwert d'Zukunft vun eiser Landwirtschaft, d'Zukunft vun eiser Gesellschaft. Mir haten hei an der Chamber ewell méi oft iwwert déi enorm Präisdeierecht vun der Energie geschwat, déi souwuel d'Privathaushalter wéi och d'Entreprise betrëfft, an déi entsprechend Bähëllef.

D'Landwirtschaft huet net nëmme mat héijen Energiepräisser ze kämpfen, mee och mat enger Präisexplosioun bei de Fuddermëttel an dem Dünger, wou och opgrond vun der Ukrain-Kris de Problem vun enger Noliwwerung ëmmer méi grouss gëtt. Mëttel- a langfristeg soll eis Landwirtschaft méi nohaltig a manner ofhängeg vum Import a Produktionsmëttel ginn.

Dat hëllef eise Bauerebetriber kuerzfristeg awer net. Déi steigend Liewensmëttelpräisser gläichen d'Méikäschtchen vun der Produktioun net aus a vill Bauere kënnen dese Verloscht leider net einfach esou offieren. Si sinn also op finanziell Ënnerstëtzung ugewisen. Wat Lëtzebuerg konkret un Hëllef kann un déi betraffe Betriber ginn, ass, wéi oft, ofhängeg vun Decisiounen, déi op EU-Niveau getraff ginn.

Ech wëll dofir den Här Landwirtschaftsminister froen, wat dee leschte Stand vun deenen Diskussiounen ass a wat fir Hëllef eis Betriber kënnen am Kontext vun der aktueller Kris kréien. Elo rezent ware jo eng Partie Versammlungen an deene verschiddene Secteuren, esou jo och d'Agrarsecteur-Treffen Enn März.

Ech soen Iech villmools Merci fir eng Äntwert a merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Weber. Den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen huet d'Wuert.

**M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här President. Merci och dem honorabelen Deputéierte fir des Fro. Wéi Der selwer gesot hutt, waren an deene leschten zwee, dräi Méint Reunionen mat deene verschiddene Responsabele vun de Secteuren aus der Landwirtschaft, wou iwwer verschidde Problemer diskutéiert ginn ass.

Dir hutt d'Fro konkret gestallt, wat fir eng Hëllef oder wat fir eng Decisioun geholl gi wieren, an déi wollt ech Iech da ganz kuerz opzielen.

Déi éischt Decisioun, déi geholl ginn ass opgrond vun enger Recommandatioun vun der Kommissioun – mee, ech mengen, dat hunn ech hei och scho gesot –, dat war, fir d'Vorrangflächen opzemaachen am Kader vun de Leguminosen. Dat ass och just fir dës Joer an huet och näischt ze di mat de 4 %, déi am PSN sinn. Dat wëll ech ganz kloer ënnersträichen, well do menger Meinung no och keng Ëmännerunge wäerte kommen. Dat hu mer gemaach aus Solidaritéit mat deenen anere Länner, well dat och natierlech iwwert d'Recommandatioun an och vun de Länner an der Kommissioun gefrot ginn ass.

Wat de Schwéngssektor ubelaangt, do ass et natierlech esou, datt och eng Aide um Capital non remboursable versprach ginn ass an och gesot ginn ass. Dat ware Relancen, déi si schon zweemol gemaach ginn. Hei war eng drëtt Relance, déi gemaach ginn ass. Déi ass am Kader vun de Covidlegislatiounen, Covidaidé gemaach ginn. Dat betrëfft e Montant vun 800.000 Euro en bloc, deen do an disponibel ass. Dat gi 40.000 Euro pro Betrib, deen eligibel ass. Do muss d'Demande beim SER dobanne si bis de 15. Mee. Dat ass eng Aide, déi retroaktiv gekuckt gëtt op d'Joer 2021, well do de

Problem mam Schwéngssektor am gréisste war; dat heescht vum zweete Semester 2021. Do hu mer och net méi spët wéi gëschter vun der Kommissioun d'Validatioun kritt, datt mer op dee Wee kënnen goen.

D'Kommissioun selwer huet d'Decisioun geholl elo virun zwou, dräi Wochen, fir am Kader vun de Réserves de crise agricole, am Kader vun der Politique agricole commune, den Artikel 219 – ech mengen, dat hat ech hei an enger Heure d'actualité och scho prezisiéiert – ze applizéieren. Dat betrëfft fir Lëtzebuerg, well do ginn d'Montanten a Fonctioun vun de Memberlänner determinéiert, ronn 443.570 Euro, wou awer Lëtzebuerg, wou all Land kann 200 % dropleeën, wat mir wäerte maachen. Do sinn d'Modalitéiten amgaang, ausgeschafft ze ginn, soudatt mer do vun engem Montant vu ronn 1,3 Milliounen Euro schwätzen.

Et gëtt gekuckt mat deem zoustännege Secteur, fir dat op eng gerecht Aart a Weis ze maachen, well natierlech d'Käschtestrukture bei deene verschiddene landwirtschaftleche Betriber verschidde sinn. A wann dat esou wäit ass, da wäerte mer och do den Accord vun der Kommissioun froen. Mee vu datt et vun der Kommissioun proposéiert ginn ass, hunn ech och do keng Bedenken, datt dat wäert duerchgoen.

De leschte Freideg – dat ass déi véiert Measure – am Regierungsrot ass iwwert de Ministère de l'Économie e Gesetzesprojet ugeholl ginn, deen d'Veaarbechtungsbetriber betrëfft, en Hëllefprogramm, deen Der kennt, deen d'Prête ubelaangt an deen op d'Toolbox-Mesure 2.2 zrëckgeet, wou ech och schon eng Kéier hei erläutert hunn, datt dat kéim. Dat betrëfft 15 % vum Chiffre d'affaires, retroaktiv gekuckt op dräi Joer, wou een do ka Prête maachen, déi garantéiert si vum Staat. Dat betrëfft natierlech och, wat gutt ass, 50 % vun den Energiepräisser op zwielef Méint, retroaktiv gekuckt. Déi Prête hunn eng Durée maximale vu sechs Joer, wann do Liquiditéitsproblemer momentan wieren, an déi gi garantéiert, esou wéi et virgesinn ass, iwwert de Staat.

An déi lescht Measure, dat sinn d'Intrants agricoles et énergétiques. Déi sinn am Accord vun der Tripartite, deen Der och kritt hutt, virgeschloe ginn. Dat sinn d'Surcoûten, haaptsächlech bei der Energie, bei den Engrais an den Intranten, wou Der scho gesot hutt, datt do Problemer wieren. Dat si ronn 35.000 Euro pro Entreprise, pro Betrib, déi eligibel sinn. Dat ass an deem Fall fir d'Landwirtschaft am Domaine de production agricole primaire an dat ass gezu ginn am Cadre temporaire pour crise. An do, denken ech, nodeem mer déi Reunionen nach eng Kéier wäerte gehat hu mat deene verschiddene Concernéierten – haaptsächlech och hei an deem Fall mam Kärendesch –, wäert dat virum Summer geschéien.

Dat waren dann déi fënnf Mesuren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

## 6. Question élargie n° 136 de Mme Nathalie Oberweis au sujet du procédé et des moyens de prise en charge des naissances prématurées au Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 136 vun der Madamm Nathalie Oberweis iwwert d'Betreiung vun de Fréigebueren. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousatzfro virzedroen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.



**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, léif Ministesch, Här President, et ass en traumatiséierend Erleefnis, wann eng jonk Mamm mat hirem neigebuerene Bëbee, engem Frühchen, oder déi drop an drun ass ze accouchéieren, muss an d'Ausland transferéiert ginn. Kee kann derfir, dass de Bëbee ze fréi kënn, mee dass si muss transferéiert ginn an d'Ausland, op Léck eventuell, zwou Stonne wäit ewech mat enger Ambulanz an der Onsicherheit an eventuell a Circonstancen, wou et ëm Liewen an Doud geet, dat ass hausgemaach.

60 Fäll am Joer 2019, 49 Fäll am Joer 2020 an 59 am Joer 2021: Esou vill Transferte gouf et an deene leschten dräi Joer. Do virdru ware se nach méi héich: tëscht 80 an 120 pro Joer. Et gouf also eng relativ Baisse no 2018, an awer constatéiere mer eng gewësse Stagnation op engem héijen Niveau zënter dräi Joer.

Gutt 60 Fäll also d'Joer, wou Bëbee a Mamm zum Deel a Liewensgefer sinn. Dat ass en Aarmut fir Lëtzebuerg. A wann ee weess, dass d'Transferten zu 95 % gemaach ginn, well kee Bettche fräi ass fir de Frühchen, an net wéinst iergendenger rarer Krankheet, déi een eventuell zu Lëtzebuerg net kéint en charge huelen, da bezeit dat ëmsou méi, dass mer hei an deem Domän ënnerentwéckelt sinn.

Kuerz d'Zuelen, déi mer matgedeelt kruten: Mir hu 16 Couveusen, also Bettercher fir Frühchen, déi ënner 32 Wochen op d'Welt kommen, a 7 Bettercher fir Bëbeeën, déi iwwer 32 Wochen op d'Welt kommen.

Wat mech awer elo markéiert huet an der Äntwert vun der Ministesch am Dezember 2021 op meng éischt Question parlementaire, ass, dass 6 Bettercher fir Frühchen am Joer 2019 autoriséiert goufen. Säit dräi Joer also si scho 6 weider Couveusen autoriséiert.

Ech liesen aus der Äntwert vir. Zitat: „L'autorisation de service accordée en 2019 a augmenté le nombre de couveuses autorisées à 22 en vue de permettre la planification d'une adaptation de l'unité stationnaire en vue de la création des places nécessaires.“ A weider: „L'autorisation de service prévoit 22 places et la planification des 6 places complémentaires est en cours par le CHL. Le projet de planification soumis par le maître d'ouvrage sera avisé par la Commission permanente hospitalière en vue d'une autorisation ministérielle.“

Erlaabt mer, d'Ministesch ze froen, wou déi 6 Better dru sinn, déi säit dräi Joer autoriséiert sinn. Esou verstinn ech et zumindst. Ech hu jo gelies, dass et „en cours“ ass, mee wat genau bedeit dat? Wat ass an deenen dräi Joer geschitt zënter der Autorisation an huet de Maître d'ouvrage schon e Projet virgeluecht? Ass de Maître d'ouvrage de CHL? Esou verstinn ech dat zumindst.

Firwat dauert et esou laang, wa mer eigentlech an enger Urgencesituatioun sinn? Si mer hei net an enger Situatioun, wou et awer och ëm Liewen an Doud geet? Misste mer net e bësse méi schnell kënnen handelen? Huet d'Ministesch beim CHL nogefir a sech derfir staarkgemaach, dass dese Projet eebe realiséiert gëtt, well et jo ëm eng Fro vun effentlecher Gesondheet geet?

Här President, de Manktum vu Couveusen ass säit Jore bekannt. Wann ech d'Äntwert richteg liesen a verstinn, sinn déi sechs Bettercher also onofhängeg vun den Aarbechte vum Observatoire de la santé ze gesinn. Wéi en Delai gitt Dir Iech, Madamm Ministesch, fir dass déi sechs Bettercher endlech kënnen a Betrib kënnen geholl ginn an vu vum der Urgence?

Elo iwwert déi sechs Couveusen eraus, liesen ech an der Äntwert, an ech zitieren och hei erëm: „Dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la santé, cette

évolution sera prise en compte afin d'en tenir compte le cas échéant dans le cadre de la planification nationale en termes de lits à autoriser.“

Ech verstinn, dass den Observatoire elo fir déi Planifikatioun zoustänneg ass; esou liesen ech d'Äntwert. Kënn Dir mir soen, wou d'Aarbechte vum Observatoire de la santé dru sinn? Wéini sinn d'Aarbechte vum Observatoire de la santé fäerdeg? Wat ass hei den Delai? Wat sinn d'Delaie fir d'Finaliséierung vun der nationaler Planifikatioun vun de Spidolsbetter?

Wann déi sechs Better also scho viru Joren néideg waren, da kann een dovunner ausgoen, dass mer haut souguer nach méi Better brauchen. Wéi laang also beweege mer eis nach an enger Planifikationsphas a wéini setze mer des Pläng ëm?

Lescht Fro: Des Weidere géif ech gären déi Fro opwerfen, ob et duergeet, an der Stad Lëtzebuerg esou e Service de néonatalogie ze hunn oder ob een net och misst envisagéieren, ausserhalb vun der Stad, am Süden, an deem geplangte Südspidol, oder och am Norden, esou e Service ze hunn an eeben an d'Reflexioun vum Observatoire de la santé mat eranzehuelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a fir d'Äntwären.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci, Här President. A merci och un d'Madamm Oberweis fir des Fro.

Et si jo zwee Deeler. Deen ee bezitt sech op d'Äntwert, déi erausgaangen ass am Dezember d'lescht Joer, wou Der Detailler gefrot hutt vun den Transferten. Eng Fro, déi sech och ganz gutt zesumme liest d'ailleurs mat enger vum Mount Juni, déi de Sven Clement gestallt hat, wann ee sech fir den Detail interesséiert.

Mir hunn effektiv eng Geneemegung gi virun enger Rei Jore fir sechs Zousazbetter, wéi Der richteg sot. Wéi geet dat virun? Doropshi muss natierlech vum Träger e Projet erakommen. Dat ass den CHL, dat ass korrekt. Dat ass eise Service national fir d'Neonatalogie. Et ass och just do, wou dat ka gemaach ginn. Dat ass deen eenzege spezialiséierten oder héich spezialiséierte Service, op alle Fall an deem Genre, dee mer am Land hunn. Ech kommen herno dorobber zréck.

Mir hunn, Stand haut, nach keen Dossier erakritt. A fir Är Fro ze beäntweren: Ech froen allkéiers no. Et ass eng vun den éischte Froen, déi ech ganz reegelméisseg stellen, wa mer op aneren Dossierien zesumme kommen. Dat ass e komplexe Bauprojet. Dat füügt sech an an Embauten, déi am CHL wäerte gemaach ginn.

Et schéngt eminent ze sinn, dass dat erakënn, mee nach hu mer keen Dossier. Wann deen Dossier bis bei eis ass, kann ech Iech garantéieren, dass dee mat gréisster Prioritéit wäert bei eis traitéiert ginn. Dat ass jo dann déi nächst Etapp. Den Dossier muss bei eis erakommen an da gëtt en do begutachtet. Dat wäert ganz schnell goen. Do wäert ech op alle Fall alles derfir asetzen, dass do bei eis weider keng Zäit versträicht.

Mee, wéi gesot, et ass eng komplex Saach. Ech hunn déi dote Fro och schon oft gestallt. Et kann een net eppes kuerzfristeg maachen, mee dat muss op engem Stack sinn, fir dass d'Personal ka flexibel hin- an hiergoe vun deene Bettercher. Et ass also net esou einfach. Ech hat och alt schon emol gemengt, et kéint een elo provisoersch iergendwéi eppes op enger anerer Aile opriichten. Da kréien ech gesot, dass dat net de Fall ass. Dat schreift sech also an e gréisseren Projet an, deen hoffentlech kuerzfristeg wäert bei eis eragerecht ginn.

Generell hutt Dir den Observatoire ugeschwat. Dat ass eng nei Institutioun, déi en place kënn. Et ass amgaangen. D'Ausschreiwunge sinn um Lafen, fir deen ze besetzen. Dat heescht awer net, dass net parallel eng Carte sanitaire och elo scho gemaach gëtt. D'Carte sanitaire ass am Fong geholl d'Basis, déi mer brauchen, fir no vir ze plangen, fir eng Analyse prospective ze maachen. An engem Zweejoresrhythmus ginn déi Carte-sanitaires erstallt.

Déi vun 2021 ass an der Endphas. Do konnt ganz normal a vernünfteg des Kéier drop geschafft ginn. Dir wësst, dass déi vun 2020 ausgesat gi war wéinst der Pandemie. Mee déi vun 2021 wäerte mer kréien. Et ass virgesinn, dass dat fir de Juli wäert de Fall sinn. Déi ass an der leschter Ligne droite.

Wat ass déi Carte sanitaire? Dat ass am Fong geholl en Inventaire vun all den Aktivitéiten, wou mer kënnen erausliesen, wéi genau eis Infrastrukture benotzt ginn, wéi se ausgelascht sinn. An dat ass dann d'Ausgangspositioun, fir nei Projektionen ze maachen.

Den Observatoire ass an Zukunft, wann en operationell ass, fir déi Carte sanitaire zoustänneg a kann eis och beroden an Avisen dozou ginn. Mee nach ass den Observatoire eeben an der Ausschreiwung. Et wäert och eminent sinn, dass dee besat gëtt, soudass déi doten Aarbechte bei eis am Moment hausintern lafen.

Ech kann Iech awer Abléck ginn. Ech hunn déi provisoersch Versioun gesinn. Wéi gesot, déi Donnéeë sinn nach confidentiel. Déi sinn nach net validéiert an der leschter Ligne droite. Mee wat awer interessant ass, ass, dass mer weider eng Tendenz hu mat engem Accroissement um Niveau vun den Naissancen, déi iwwert déi lescht fennef Joer gekuckt ëm 11,3 % läit. Dat ass vill.

An och fir mech war dat ganz opschlussräich: Mir gesinn eng ganz, ganz grouss Progressioun um Niveau vun den Accouchementer vun Netresidenten hei zu Lëtzebuerg. Mir schéngen also net esou onattraktiv als System ze sinn, well Leit iwwert d'Grenze bei eis eeben accouchéiere kommen. Dat ass aleng eng Progressioun, hunn ech mer soe gelooss, fir d'Joer 2020 vu 16,6 % nach eng Kéier.

Dat ass natierlech och e Phänomeen, deen een da muss verdéiwen. Wa mer bis déi Donnéeë gefestegt virleien hunn, da muss ee sech d'Fro stellen: Firwat ass dat? Ass dat wéinst Désert médical ronderëm eis? Firwat si mir esou attraktiv an där Hinsicht a wat kann een do maachen?

Et muss ee wëssen, dass effektiv déi Non-résident-Accouchementer bis elo ni an d'Projektionen agefloss sinn. Ech muss Iech awer soen: Wann dat effektiv eng Tatsaach ass – dat si jo och Assuréé vun eis –, dass dat eis Spideeler d'araarteg belaaucht an deem dote Plang, da muss een deem natierlech och Rechnung droen. Dat heescht, do komme scho ganz interessant Informatiounen, déi mer wäerte virleie kréien, wou ee sech da muss positionéieren.

Dann hunn ech mer och soe gelooss, dass d'Zuel vun de Grossesses multiples, déi eeben och déi dote Servicer vill beusprochen, och ëmmer méi eropgeet. Am Moment, hautdesdaags, gi 6 % vun de Schwangerschaften zréck op Traitements de fertilité. Dat ass och an der Progressioun an dat geet natierlech dann och Hand an Hand mat Situatiounen, déi soss éischter seele waren, op d'Jore gekuckt, mee mir hunn där Grossesse-multiplen, wéi et schéngt, eeben och lues a lues ëmmer méi.

Voilà, méi kann ech Iech leider zu diesem Zäitpunkt net soen. Déi nächst Etapp ass d'Carte sanitaire a fir de CHL, gleefft mer es, sinn ech och schon harcelant quasi. Et ass eppes, wat ech ëmmer erëm froen.

Dir hat nach eng ...

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Wannechge-  
lift, Madamm Ministesch, wierklech just eng ganz  
kleng Fro.

**M. Fernand Etgen**, Président | Jo.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Wann Dir mat  
hinne schwätzt, mam CHL, an Dir frot si, wou si dru  
sinn, hu si Iech iergend eng Indicatioun ginn, wou se  
dru si mam Projet, a wéi enger Phas oder esou, oder  
kënn Dir dat guer net aschätzen?

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Et ass  
an der leschter Ligne droite.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | An der leschter  
Ligne droite. Ok, gutt.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | An der  
leschter Ligne droite, wat och ëmmer dat elo genau  
heescht, ...

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Jo. Merci.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | ... mee  
et ass, jo, e relativ komplexe Bauprojet, deen domad-  
der verbonnen ass. Et ass net just deen do Service,  
mee och aner Servicer, déi ëmgetässelt ginn, soudass  
dat schonn eng gréisser Komplexitéit huet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Madamm  
Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

## 7. Question élargie n° 144 de M. André Bauler au sujet de la fermeture provisoire de la maternité du Centre Hospitalier du Nord

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 144  
vum Här André Bauler iwwert déi provisoiresch Fer-  
meture vun der Ettelbrécker Maternité. An och hei ass  
d'Riedezäit fënnf Minutte fir de Froesteller an zéng  
Minutte fir d'Regierung. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Merci, Här President. 2012 krut  
de Standuert Wolz vum Centre Hospitalier du Nord en  
neit medezinnesch Konzept. Eng Moderniséierung vum  
Spidol sollt eng no medezinnesch Grondversuergung  
am ländleche Raum garantéieren. Gläichzäiteg gouf  
d'Maternité op Ettelbréck verluecht, fir d'Aarbechtsop-  
deelung besser organiséieren ze kënnen an interna-  
tionale Sécherheetsnormen an deem Beräich gerecht  
ze ginn, déi e Minimum u Gebuerte pro Joer verlaangen.

Mir sinn eis all bewosst, dass eise Gesondheetssystem  
mat enger Penurie u Gesondheetssystem ze kämpfen  
huet, virun allem och, wat d'Doktere betrëfft. Datt eis  
Bevëlkerung wisst an ëmmer méi al gëtt, vereinfacht  
dës Situatioun natierlech net, ganz am Géigendeel.  
Laang Waardezäite si fir vill Patiente schonn haut eng  
Wierklechkeet.

Wéi akut de Problem awer tatsächlech schonn haut  
ass, huet eis déi zäitweilig Schléissung vun der Mater-  
nité zu Ettelbréck gewisen. D'Maternité ka bis ewell net  
méi fonctionéieren, well net méi genuch Pediatere  
zur Verfügung stinn, fir de Berechtschaftsdéngscht ze  
gewärleschten.

De Problem ass der Klinick scho laang bekannt – „zëng  
Joer laang“, soen engem d'Dokteren –, an de Betrib  
konnt just nach um Lafe gehale ginn, well verschidde  
Pediatere am Pensionsalter aus Idealismus weider-  
geschafft hunn.

D'Penurie un Doktere wäert also net eréischt a 15 Joer  
en Impakt op eis Gesondheetsversuergung hunn. Dat  
wësse mer alleguer. Nee, si verursaacht haut scho  
reell Problemer um Terrain fir d'Patienten a fir dat

beträffend Personal. Besonnesch betrëff sinn eeben  
och dann d'Leit aus dem Norden. Am ländleche Raum  
ass et och soss net ëmmer evident, fir en Dokter ze fan-  
nen, a bis an d'nächst Spidol muss ee sech dacks wäit  
deplacéieren. Denke mer u Fraen, déi enceinte sinn an  
déi a méi entleeëne Géigende wunnen a sech wäit de-  
placéiere mussen, wann d'Wéie bis ufänken.

Deelweis brauch een, deemno wou ee wunnt, vun der  
Nordspézt bis an den Zentrum vum Land 50 bis 60  
Minutte mam Auto. Duerch dee laange Wee klammen  
déi gesondheetlech Risike fir Mamm a Kand. Och  
d'Wiederkonditioun muss een a Betruecht zéien. Si  
maache laang Deplacementer méi riskant.

De CHdN an de CHL hu séier e Konzept ausgeschafft,  
fir d'Maternité nees opzemaachen. Dat schéngt éisch-  
ter awer eng Iwwergangsléisung ze sinn. Duerfir muss  
laangfristeg awer gekuckt ginn, derfir gesuergt ginn,  
dass et hei bei engem Eenzelfall bleibt an d'Maternité  
am CHEM net déi nächst wäert sinn, déi zoumaache  
muss.

Wichtig Gesondheetsservicer, wéi zum Beispill de gan-  
zen Urgencendéngscht, mussen och am Norde sécher-  
gestallt bleiwen. Eng eventuell Zentraliséierung vun  
esou Servicer wier nimools am Interêt vum Patient.

D'Soins primaires, den Urgencendéngscht an d'Mater-  
nité sinn essenziell a mussen duerfir séier erreechbar  
sinn. An deem Kontext wollt ech dann der Madamm  
Gesondheetsministesch e puer Froe stellen.

Souwuel den Dokter Romain Schockmel, Direkter vum  
CHEM, wéi och d'Associatioun vun den Hiewanen hunn  
dour opmierksam gemaach, datt d'Entscheidung fir  
d'Schléissung op eemol ganz séier koum, obwuel de  
Manktem u Pediatere scho laang bekannt ass. D'Perso-  
nal selwer gouf mat dëser Decisioun iwwerrascht. Fir-  
wat gouf also d'Fermeture vun der Maternité eréischt  
esou kuerzfristeg vun der Klinik kommunizéiert? Dat  
bedeit net nëmmen eng kuerzfristeg Ëmstellung fir  
d'Personal. Virun allem Fraen, déi eebe kuerz virum Ac-  
couchement stoungen, waren hei engem Stress aus-  
gesat. Hätt een do net matzäite virwarne kënnen? War de  
Ministère iwwerhaupt an dës Entscheidung matage-  
bonne ginn?

D'Schléissung vun der Maternité zu Ettelbréck werft  
och d'Fro op, wéi eng Servicer laangfristeg op deenen  
zwee Sitte vum CHdN, also Ettelbréck a Wolz, kënnen  
garantéiert ginn. Déi betraffe Bevëlkerung stellt sech  
eeben hei eng Rei Froen: Besteet et d'Gefor vu wei-  
deren akute Penurie bei den Dokteren? Ass geplangt,  
fir mëttelfristeg verschidde Servicer ze zentraliséie-  
ren, obwuel dat eng Verschlechterung vun der me-  
dezinnescher Offer an der Regioun bedeite géif? Huet  
d'Madamm Gesondheetsministesch eventuell Infor-  
matione, datt donneschdes anscheinend keen Ur-  
gentiste méi um Site Wolz verfügbar ass?

Dës Kéier war d'Maternité am Norde betrëff. D'nächste  
Kéier kéint et sinn, datt d'Maternité am CHEM net méi  
genuch Pediatere huet. An den nächste fënnf Joer  
geet do bal d'Hallschent vun de Pediatere an d'Pen-  
sion an am Süden ass d'Bevëlkerungsdicht bekannt-  
lech nach vill méi héich wéi am Norden. U wat fir enge  
Léisunge gëtt also aktuell geschafft, fir d'Fonctionéiere  
vun de Maternitéen an Zukunft oprechtzuerhalen?

Gëtt et nach keng Bezuelung vun de Garden? Dowéinst  
ass et fir d'Spideeler schwierig, déi néideg Dokteren  
ze fannen. Gëtt et konkret Iwwerleeungen, fir eeben  
d'Garden an de Spideeler ze bezuelen?

Ech soen Iech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet  
an der Madamm Minister e grouse Merci fir hir Änt-  
werten.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här  
Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesond-  
heetsministesch Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Merci,  
Här President.

*(Interruptions et hilarité)*

**Une voix** | O, entschëllegt!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Hu mer  
eis gefaasst?

**Une voix** | Jo!

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Lenert,  
loosst Iech net stéieren!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Voilà!  
Merci fir dës Fro och nach eng Kéier. Dat ass natierlech  
en Aktualitéitstheema, bei deem jiddweree brennend  
op Neiegeete waart. Virop vläicht fänken ech vun han-  
nen un. Dir hutt gefrot: „Firwat ass dat esou kuerzfris-  
teg komm?“ D'Problematik allgemeng kenne mer. Déi  
ass och um Gesondheetsdësch bekannt, d'Penurie u  
spezialiséiertem Personal hei zu Lëtzebuerg, genau wéi  
an deenen aneren europäeschen Länner. Ech hunn et  
virduun erwänt. Vill Leit kommen och op Lëtzebuerg,  
ëmmer méi, fir sech behandelen ze looszen.

Dat heescht, firwat ass et hei kuerzfristeg komm?  
Majo, well mer zu Lëtzebuerg a klengen Zuele schaf-  
fen. Hei ass d'Situatioun déi gewiescht, dass eng Ligne  
de garde vu véier Pediatere vun haut op muer op zwee  
reduzéiert ginn ass, an dat war net previsibel. Dat  
sinn elo net Départ-en-retraiten oder esou Saachen,  
mee et sinn zwee Leit, déi bannent enger selwechter  
Woch stënterlech krank gi sinn. Jonk Leit. Ech ginn elo  
net op d'Detailer an, mee dat ass u sech dat, wat ge-  
maach huet, dass et ganz akut ginn ass. Wann een eng  
Ligne de garde, déi souwisou schonn neelech funcio-  
néiert, vun haut op muer halbéiert duerch äusserlech  
Ëmstänn, déi am Liewe kënnen virkommen, dann ass  
dat natierlech eng Problematik, där een och kuerzfris-  
teg muss nokommen. Dat erkläert, firwat dat heiten,  
jo, vun haut op muer komm ass.

Selbstverständlech si mer iwwert de Wee vum Verwal-  
tungsrot domadder konfrontéiert gewiescht a selbst-  
verständlech hu mer och gesicht, zesumme mat deene  
concernéierte Servicer. Eis Servicer vun der Santé sëtze  
mat um Dësch, fir déi Léisungen do ze konzeptualiséie-  
ren an och a Musek ëmzesetzen. An deem Sënn ass de  
7. Abrëll eng Kommunikatioun erausgaange vun eiser  
Säit, an där mer matgedeelt hunn, dass mer e Konzept,  
deen ausgeschafft ginn ass, och guttgeheescht hunn.  
Hei geet et ëm d'Sécherheetsmoossnamen, ëm d'Stan-  
darden, déi mer festgesat hunn iwwert de gesetzleche  
Wee. An déi Léisung, déi hei muss fonnt ginn, muss  
natierlech assuréieren, dass déi Standarde geséichert  
sinn.

Dee Konzept fousst op enger méi enker Vernetzung  
mam Service national vum Centre hospitalier, dee  
fousst op enger verstärkter Disponibilitéit vun engem  
SAMU. Dat heescht, do sinn ënnerschiddlech Acteuren,  
déi musse mat d'accord sinn. Dat fousst awer och virun  
allem op enger neier Approche, déi mer huelen, fir iwwer  
Teleconsultatioun Experte bäizeschalten. Dat hate  
mer an deem Sënn nach net an dat ass elo an der Aus-  
aarbechtung. D'Prinzipie stinn. Do ware mer relativ  
séier kloer. Elo muss dat natierlech tëscht deenen een-  
zelen Acteuren am Detail duerchgeschwat ginn: Wat  
bedeit dat? Wéi ee Genre vu Consultatioun ass dat?  
Mat wéi engen technesche Supporte soll do geschafft  
ginn? Dat sinn déi Aarbechtsgruppen, déi intensiv lafen  
am Moment.

Ech kann Iech haut nach keen Datum soen. Ech rech-  
nen domat, dass dat an den nächste Wochen de Fall  
ass, mee do si vill Detailgesprécher. Ech mengen, de  
Corps médical, déi enzel Corps-medicalen ..., do si jo



verschiedener, déi concernéiert sinn. Et sinn net nëmmen d'Pediateren. Et sinn d'Leit, déi d'Accouchementer maachen, et sinn d'Anästhesisten, déi mat concernéiert sinn. Et ass e SAMU iwwert de Wee vum CGDIS, deen hei mat implizéiert ass. Et ass d'Technik, déi gefuerdert ass, déi muss en place gesat ginn. An dat alles ass elo amgaangen, eebe schnellstméiglech a Musek ëmgesat ze ginn. Ech weess, dass si do wierklech sou gutt wéi all Dag ënnerwee sinn.

Haut de Moie ware Reunionen, hunn ech matkritt, wou ech um Büro war, an engem Büro niewendrun zu deem dote Sujet. Mee et wäert nach e weineg daueren. Ech kann Iech haut leider nach kee genauen Datum ginn. Esou wéi dat am Communiqué stoung. Soubal mer do eng Vue hunn, wéini dat kann erëm operationéiert ginn, wéini et kann opgoen, wäerte mer dat selbstverständlech matdeelen.

En attendant géif ech och nach gäre rappeléieren, dass mer och en Numéro d'urgence hunn. Iwwert den 112 kann een en Transport de malade kréien, wann ee muss an d'Maternité goen, fir do sécherzestellen, dass d'Leit net a mésslech Situatiounen kommen. Dat gëtt och iwwerholl en attendant an de CHdN suertg och derfir, wann eng Interventioun vum SAMU néonatal ass, dass selbstverständlech eng Hiewan aus hiren Ekippe mat u Bord ass, fir déi Transporten ze maachen, dass mer en attendant alles maachen, fir den Inconvenient fir d'Leit esou kleng wéi méiglech ze halen.

An d'Léisung brauch déi Zäit, déi se brauch. Déi muss sëtzen, dat muss klappen am Detail. A virun allem muss sech déi multidisziplinär Ekippen, déi hei gefuerdert sinn, net nëmmen op engem Site, mee eebe vernetzt téschent zwee Sitten och wierklech eens sinn, wie wat mécht, wéi dat duerchgespillt gëtt. Dat däreft nach e bësselchen Zäit an Usproch huelen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Lenert.

## 8. Question élargie n° 145 de Mme Carole Hartmann au sujet des sages-femmes

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 145 vun der Madamm Carole Hartmann iwwert d'Hiewanen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Merci, Här President. Madamm Minister, an enger Demande un d'Unesco huet Lëtzebuerg rezent d'Unerkennung vun der Hiewanskonscht als immateriell Kulturierwen ugefrot. An deem Kontext an natierlech och am Hibleck op déi rezent Fermeture vun der Maternité zu Ettelbréck, déi jo schon ugeschwat ginn ass, géif ech haut gären op d'Roll vun den Hiewane beim Accompagnement vu Schwangerschaften a Gebuerten agoen.

Ee vun de Problemer an der Ettelbrécker Maternité, an dat ass och schon ugeschwat ginn, ass deen, dass net méi genuch Pediatr respektiv Neonatologe fonnt ginn, déi an enger Maternité nieft dem Gynekolog an dem Anästhesist mussen present sinn am Fall, wou et bei enger Gebuert zu Komplikatoune kënnen an de Pupelchen zum Beispill misst reaniméiert ginn.

Et ass kloer, dass eng Maternité muss outilléiert sinn, fir op all Komplikatoune während enger Gebuert kënnen ze reagéieren.

Fakt ass awer och, dass vill, wann net souguer déi meescht Gebuerten ouni Komplikatoune verlafen an u sech eleng vun enger Hiewan kéinte betreit ginn. Dat kann theoretesch an enger Maternité sinn, bei enger Hausgebuert, an engem Cabinet vun enger Hiewan oder och a sougenannte Gebuertshaiser. Déi temporaire Schléissung vun der Maternité zu Ettelbréck werft

dës alternativ Méiglechkeeten, fir e Kand op d'Welt ze bréngen, och hei zu Lëtzebuerg op. Eng ganz Rei Hiewane goufen d'ailleurs an de leschte Wochen no der Fermeture vun Ettelbréck och kontaktéiert, notament och fir méi Hausgebueren ze maachen.

Dozou eng éischt Serie vu Froen un d'Madamm Minister. Wéi steet de Ministère generell dem verstärkten Zréckgräifen op Hiewane bei Gebuerte géintwärtig? Ass eventuell ugeduecht, fir en Ënnerschied téschent pathologeschen a physiologesche Gebuerten ze maachen, dést well Hiewane jo och d'Kompetenz hunn, physiologesche Gebuerten eleng ze suivéieren, an dann och Gebuerten, déi – wann d'Patientin dat och wëll – eleng vun Hiewane betreit ginn, ze fërderen, zum Beispill eebe bei de Leit doheem, an engem Cabinet vun enger Hiewan oder souguer an engem Gebuertshaus. Wéi steet de Ministère zu dese Méiglechkeeten, déi jo och zu enger Entlaaschtung vun de Maternité féiere kéinten?

Fir d'Maternité zu Ettelbréck nees opzemaachen – et ass och scho gesot ginn –, goufen elo mol Mesurë wéi d'Teleexpertis mam Service de néonatalogie vum CHL souwéi d'Erhéijung vun der Disponibilitéit vum SAMU néonatal annoncéiert.

An Däitschland komme scho länger Hiewanenambulanzen an den Asaz. Wann eng Ambulanz eng schwanger Fra siche fiert, ass an deem Fall och ëmmer eng Hiewan derbäi. Och de CHdN huet de 7. Abrëll kommunizéiert, dass bei allegueren den Interventiounen vum SAMU eng Hiewan matfuere wäert, wann eng schwanger Fra concernéiert ass. Dozou eng weider Fro: Wéi steet d'Gesondheetsministesch dozou, Hiewanenambulanzen landeswäit och kontinuéierlech anzeféieren?

D'Hiewanen hunn zanter Kuerzem dann och nei Attributiounen unerkannt kritt, dorënner d'Beckeboodenrehabilitatioun oder och d'Suture vum Périnée souwéi nei Tarifier an der Nomenclature, déi zu 100 % vun der Krankekeess rembourséiert ginn. Dat ass e ganz wichtige Schratt no vir. D'Hiewanen an hire Beruff kréie méi Unerkennung a si kënnen de schwangere Fraen esou nach eng besser Gesondheetsversuergung an och - begleitung bidden. Leider wësse vill Fraen iwwert dës Neierungen net oder nach net Bescheid an et schéngt och esou, dass d'Fraendokteren net ëmmer op dës Offer hiweisen.

Ausserdeem sollt de Gesondheetsministère och Formatiounen fir d'Hiewanen organiséieren, wou si hir nei Kompetenzen sollten erléiere kënnen. Dës Formatiounen goufen eisen Informatiounen no awer bis haut nach net ugebueden.

Dozou nach folgend Froen: Huet de Gesondheetsministère vir, d'Fraen nach méi iwwert déi nei Offer un Attributiounen vun den Hiewanen ze informéieren? A wéini kënnen d'Hiewane mat de geplangte Formatiounen rechnen oder ginn eventuell och änlech Formatiounen an deem selwechte Beräich vum Gesondheetsministère unerkannt?

Fir d'Gynekologen ze entlaaschten an d'Betreiung vun de schwangere Fraen nach weider ze verbesseren, kéinten d'Kompetenzen vun den Hiewanen och nach erweidert ginn. Et kéint zum Beispill Sënn maachen, dass eng Hiewan souwuel Serologië verschreiwe wéi och deen Diabetestest maache kéint. D'lescht Fro dozou: Wéi steet de Gesondheetsministère zu enger zousätzlecher Erweiderung vun de Kompetenzen vun den Hiewanen?

Ech soen Iech Merci fir d'Antworten.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Hartmann. An d'Wuert geet nach eng Kéier un d'Regierung, un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Merci, Här President. Och hei nach eng Kéier en Thema Gebuerten, dat ëmmer erëm vill interesséiert. Hei geet et méi spezifesch ëm Gebuerten doheem, Gebuerten, déi assistéiert si vun enger Hiewan, déi net am Spidol solle stattfannen. Ech géif do vläicht fir d'éischt mat e puer Zuelen ufänken, fir dass mer eng Iddi hunn, wouvunner mer hei am Land schwätzen.

Mir hunn e Système de surveillance de la santé périnatale. SUSANA heescht dee System, deem säi leschte Rapport d'Zuelen zesummegehallt huet. Wa mer d'Joren 2015 bis 2020 kucken, gesi mer net wierklech, dass dat signifikativ an d'Luucht geet, contrairement generell zu den Naissancen, déi eropginn, wéi ech Iech virdu gesot hunn. Mir leien do op d'Joer gekuckt téschent 13 an 29 Gebuerten doheem.

Wann ech elo dat Joer kucken, wou déi meeschte waren, d'Joer 2016, do hate mer 21 Accouchementer doheem, 21 vun insgesamt 6.702 Gebuerten. Do muss ee wëssen, dass vun deenen 21 Accouchementer, déi doheem waren, just 8 programméiert waren. Dat heescht, 8 vu 6.702 Fraen hunn deen dote Choix gemaach, fir doheem ze accouchéieren, bewusst a wëllentlech, während et bei deenen anere warscheinlech eng Präferenz gewiescht wär, an enger Klinik ze sinn, wou se sech vläicht méi sécher gespiert hätten.

Mir hu keng Informatiounen, dass dat soll eropgoen. Dat ass an deem Schreiwes, dat Der ugeschwat hutt, vun den Hiewanen duergestallt ginn, dass et eropgeet, mee wéi gesot, och do waarden och op déi lescht Carte sanitaire. Vläch gëtt dat Opschloss, mee mir hu bis dato elo keng Informatiounen, dass do eng grousse Demande um Komme wär an déi dote Richtung.

Generell vläch eng Kéier zu deem Bréif, deen Der uschwätzt: Dat ass an engem administrative Kontext. Mir sinn effektiv de 15. Abrëll mat engem Courier befaasst gi vun den Hiewanen. Deen ass bei eis an der Bearbechtung. Mir halen eis do strikt un d'Recommandatiounen zu de Bonnes pratiques administratives, fir esou Saachen a kuerzen Delaien ze beäntweren. Dir wësst, no dräi Méint gëllt eng Non-réponse als Refus.

Mir si bestreift, dat do virun ze maachen, mee an zwou Wochen hu mer net alles bearbecht, scho guer net, wann et Demandé sinn an deem heite Genre, déi dann dispatcht ginn engersäits un eng Sécurité sociale, anersäits un eng Direktioun, fir aviséiert ze ginn, soudass ech zu deem Courier elo nach net genuch Elementer virleien hunn, fir mech ze positionéieren. Ech géif et och generell net glécklech fannen, wa mer eis administrativ Ufroen heihinner verlagere an dann hei bearbechten. Do musst Der mer e bëssen eng Chance ginn, och déi néideg Informatiounen zesummenzekeréieren.

Wéi ass et elo generell? Dir hutt d'Fro gestallt, ob ech als Santéminister géif de verstärkten Accouchement à domicile facilitéieren. Ech respektéieren déi Attributiounen, déi bestinn, an d'Recht, dat jiddwereen huet, dat ze froen. Ech muss Iech awer ganz éierlech soen, dass dat eppes ass, wat ech perséinlech net wäert groussaarteg fërderen. Ech hu selwer ... Meng elsten Duechter, déi hätt och haut net, wann ech an engem Gebuertshaus accouchéiert hätt oder doheem. Déi wär mat Sécherheet gestuerwen, wa se net bannent kierzter Zäit op engem Plateau technique gewiescht wär.

An dat ass och eng Approche, déi am Moment an der Direktioun vun der Santé gedeelt gëtt. Mir setzen op maximal Sécherheet. Gebuerte sinn an der Reegel eng schéi Saach. Déi meescht gi riicht aus, mee et gëtt och Fäll, wou iwwerhaupt näischt drop higedeit huet, dass Komplikatoune kommen. Dat war bei mir zum Beispill de Fall a bei anere Leit, déi ech kennen, och, wou dann a leschter Sekonn Komplikatoune

optauchen, a wou all Minutt zielt, fir op de Plateau technique ze kommen.

An deem Sënn si mir éischter bestreift, deene Problemer nozecommen, déi mer virdrun ugeschwat hunn, fir eis Spideeler esou opstellen, dass se d'Urgencé schnell kënnen en charge huelen, dass mer wierklech eng effizient Ulafstell bidden an dat néidegt Personal sur place hunn, wann déi Urgencé sinn. Et ass do, wou et ëm Liewen an Doud geet. Eng natierlech Gebuert ass sécherlech ganz schéin an ech wënsche jidderengem déi, mee leider Gottes kënt et och zu Komplikatoune. Et ass do, wou Liewen um Spill steet, ganz oft d'Liewe vun der Mamm a vum Kand. An esou Situationne brauche mer eist spezialiséiert Personal gebündelt, idealerweis do, wou dann zesumme ka geschafft ginn.

Do ass Pluridisziplinaritéit gefuerdert. Dat war d'Theema vun deene Froen, déi mer hei virdrun haten. An et ass schon net einfach, dat ze assuréieren, soudass ech Iech muss soen, dass mer natierlech jiddwerengem säi Choix respektéieren, awer Dir wäert et vu mir ... Ech war och ganz interesséiert: Ech hunn d'Walprogramme gekuckt, ech hunn dat och néierens esou als Iddi fonnt, dass dat soll gefërdert ginn, weeder an de Walprogramme vun de Regierungsparteien nach am Regierungsprogramm. Ech sinn och dorivwer eraus, muss ech soen, ganz frou, wa mer dat, wat mer um Leescht hunn, nach iergendwéi evakuéiert kréien. Dat hei ass elo net en Dossier, deen an där Hisiicht prioritär wäert sinn.

Mir sinn och d'ailleurs net saiséiert vun engem Konzept vun esou engem Gebuertenhaus, dat ugeschwat ginn ass. Esou eng Demande läit net vir. Et ass also och net an der Bearbechtung. Wann dat awer sollt de Fall sinn, wäerte mer dat natierlech och kucken an eis domadder ausenansetzen, mee am Moment läit esou eng Demande net vir. Dat géif jo och bedeiten, dass esou e Konzept am Accord misst erschafft gi mat deene concernéierte Médecin-spécialisten: de Gynekologen, den Hiewanen, den Anästhesisten, jiddwerengem, deen do matgeuerdert ass. Do ass eng gewësse Proximitéit vum Spidol an eng Kooperatioun, eng Vernetzung natierlech extrem wichtig, wann een esou eppes mécht.

Ech géif Iech och gären drop hiweisen, dass Gebuerts-haiser oder esou Saache verstärkt a Länner sinn, wou justement déi Désert-médicalle vill méi ausgeprägt sinn. Wann een de Choix huet, Honnerte Kilometeren ze fuere, fir an eng Maternité oder an e Gebuerts-haus ze goen, mécht ee vläicht éischter de Schratt dohinner, wéi wann een, wéi hei zu Lëtzebuerg, awer nach relativ schnell ka bedéngt ginn.

Dir hutt d'Attributiounen ugeschwat. Déi sinn am Règlement vom 22. November 2019 aktualiséiert ginn, och der Direktiv ugepasst ginn. An effektiv si Formatiounen, déi do ufalen. Do ass de Marché public am Moment um Lafen. Dat ass eng gréisser Geschicht. Dat ass e Marché public européen. Dat brauch ech Iech net ze erklären, wat dat vu Prozedur ass. Déi wäerten an den nächsten zwou Woche publizéiert ginn. Dat heescht, de Cahier des charges steet am Detail mam Contenu an dann hëlt dat säin normale Laf. Mir viséieren, dass déi Formatiounen fir September sollen ulafen.

Wat elo de SAMU ugeet – Dir hat et ugeschwat, ech hat et och schon ugeschwat –, ass et am Moment d'Praxis, wann de SAMU néonatal fiert, dass do effektiv eng Hiewan mat u Bord ass. Do si mer erëm bei deenen Urgencen, bei deene méi seltenen, awer doch besteende Fäll, déi et nun eeben emol gétt. Ob mer dat generaliséieren, ass och eng Fro vu Ressourcen a vun Disponibilitéit, och vu Käschten natierlech. All neie Service huet e Käschtpunkt, setzt natierlech och

Gesprécher mat enger CNS a mat engem Finanzministère viraus, fir ze kucken, ob een op dee Wee geet. Am Moment ass et esou, dass, wann eng Begleedung ass, dat muss mam Accord vun Direkter vun deem concernéierten Établissement hospitalier geschéien, deen och muss d'Décision ginn, säi Personal do fräizeginn.

Ech ka mer virstellen, dass wa grad dräi Urgencen um Plateau sinn, et vläicht net ëmmer méiglech ass, eng Hiewan mat erauszeschécken. Wa se disponibel sinn, ginn ech dovun aus, dass dat och gemaach gétt. Mee mir falen ëmmer erëm op d'Problematik vu limitéierte Ressourcen zrëck. Asoufern ass eis Prioritéit wierklech, do d'Qualitéit an d'Expertis beieneenzebréngen, wou mer se brauchen, do wou et wierklech ëm Liewen an Doud geet, wou mer déi néideg Qualitéit an déi néideg Reaktivitéit mussen assuréieren. A wann déi aner Dossiere sollten op d'Dagesuerdnung kommen, wäerte mer se natierlech esou behandelen, wéi dat richtig ass. Mee dat ass am Moment nach net de Fall.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools der Madamm Gesondheitsministesch.

## 9. Motion de M. Léon Gloden relative aux examens radiologiques extrahospitaliers

*(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 15 de ce compte rendu)*

Mir kéimen dann elo zur Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vum Här Gloden deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? D'Madamm Gesondheitsministesch.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** | Jo, merci, Här President. Dat ass jo déi, déi virdrun, wou ech nach net heibanne war, virgestallt ginn ass? Mir schwätze jo vun där selwechter? Jo, gutt.

Majo e puer Wuert dozou. Dir berufft Iech op d'Delai-d'attenté fir d'IRMen. Déi si mer eréischt rezent amgaangen ze evaluéieren. Ech sinn erstaunt, wann Dir se schon hutt. Mir sinn amgaangen, se zesummezebréngen, fir se wierklech aktualiséiert ze hunn.

Dir berufft Iech an Ärer Motioun och op en Avis vun der Cour constitutionnelle, deen den Artikel 19 vun der Législation hospitalière als net konform zu der Verfassung zrëckgehalen huet. Dat ass emol éischstens en Arrêt, et ass en Urteel, dat 2019 do geschwat ginn ass. An ech géif nach eng Kéier gäre kloerstellen – ech hunn et schon e puermol gemaach –, dass et net den Artikel 19 vun der Législation hospitalière ass, wéi Dir schreift. Et ass eeben justement net dat Gesetz, dat hei Sujet vun deem Contentieux war. Et ass d'Spidolslegislatioun. Déi ass vun 2018. D'Législation hospitalière, déi Dir hei viséiert, stoung iwwerhaapt net zur Debatt an deem ganze Contentieux, dee geféiert ginn ass. Dat sinn zwee verschidde Sette vu Legislatioun.

Ech hat scho mehrfach d'Geleeënheet, dat ze ënnersträichen. Et gétt e Spidolsgesetz vun 2018, dat Monopoler kreéiert, dat seng eegen Ausféierungsbestëmmungen huet iwwert de Wee vum Règlement grand-ducal. Do gétt et och e Règlement grand-ducal, deen a sengem Artikel 2 ganz kloer a straightforward seet, dass en IRM ausschliisslech an engem Service hospitalier ass.

Dat ass d'Législation hospitalière, op déi Dir Iech berufft. Mee dat ass awer net déi, där hiren Artikel 19 als net verfassungskonform zrëckgehal ginn ass. Dat ass e ganz anert Gesetz. Dat ass d'Gesetz vum 29.

Abrëll 1983 iwwert den Exercice vum Beruff vum Dokter. Dat sinn zwou komplett verschidde Legislatiounen. Asoufern fannen ech et e bësselche verwirrend bei där ganzer Verwirrung, déi souwisou scho rondërem dat Thema hei ass, esou eppes nach eng Kéier ausdrécklech an enger Motioun esou duerjerneen duerzestellen.

Da frot Der, dass Diskussiounen mat der Commission de nomenclature solle weidergeféiert ginn, fir eeben am Extrahospitalier en Tarif ze kréien. Dir wësst, dass mer der Meenung sinn – dat wëssen och déi Exploitanten –, dass den IRM am Moment dem Secteur hospitalier virbehalen ass. Do gétt et nach keng Finanzéierungsmechanismen.

An Dir wësst och – ech mengen, do hate mer och schon oft d'Geleeënheet, wou mer de Bilan gemaach hunn, den Tëschebilan vum Gesondheitsdësch –, dass mer aktuell Aarbechte lafen hunn, fir e Kader ze schaffen, fir eng Planifikatioun am Extrahospitalier hierzestellen. Dat sinn Aarbechten, déi sécherlech a Verzuuch komm sinn, mee déi nawell an der leschter Ligne droite sinn. Mir kommen do gutt virun. Dat heescht, d'Bestriewunge vusäite vun der Santé mat deenen einzelen Acteuren ronderëm den Dësch sinn, fir schnellstméiglech e Kader ze schaffen, deen awer eng Planung am Secteur extrahospitalier en place wäert setzen, deen deementspreechend Finanzéierungsmechanismen – dat wäerten och nei Finanzéierungsmechanisme sinn – undenkt. Dee Kader wäert eis fir d'Zukunft erlaben, hei am Land eng gutt geographesch Verdeelung ze hunn, fir och de Besoine gerecht ze ginn, déi mer hunn.

Mir sinn och elo erëm eng Kéier amgaangen, genaustens ze evaluéieren, wéi et mat den Delaie steet. Mir si säit 2018 vu 7 op 11 IRMen eropgaangen hei am Land. Do kréie mer elo eréischt lues a lues Donnéeën. Mir wäerte der och iwwert d'Carte sanitaire kréien. Et muss een och wëssen, dass déi aktuell Zuelen, also d'Delaie, zrëckgaange sinn, vläicht net esou vill, wéi ee sech dat hätt kënnen erwaarden, wat awer natierlech och pandemiebedéngt ass. Villes ass während der Pandemie ausgesat ginn. Dat heescht, do ass elo e bëssen esou en Opschaffe vu Saachen, déi geschleeft hunn. Et muss een an aller Rou evaluéieren, wat d'Besoin sinn. Dat sinn Aarbechten, déi lafen, wou mer och Modeller analyséiere vum Ausland, wou Planunge gemaach ginn.

D'Positionen vun der Regierung – do hate mer eeben beim Tëschebilan vum Gesondheitsdësch schon d'Geleeënheet, déi duerzeleeën –, ass net, fir einfach opzemaachen, mee esou deier Investissementer wierklech iwwert d'Spidolsgesetz – wa se iwwer 250.000 Euro leien, an d'ailleurs och erëm eng Kéier expressis verbis enger Planung ënnerleien – ze accordéieren, fir och do an enger Planungslogik ze bleiwen an déi eeben auszedeenen eraus op den Extrahospitalier, wat mer haut net hunn, dat ass kloer. An dat sinn Aarbechten, déi lafen.

An deem Sënn géif ech och gären drop hiweisen – Dir frot hei, dass mer solle schnellstméiglech Texter deposéieren, fir dass den IRM um Potaschberg, vun deem der rieds hutt, soll kënnen fonctionéieren –, dass mer bestreift sinn, eng global Léisung fir eist Land en place ze kréien. Mir maachen hei net e Gesetz sur mesure fir de Potaschberg. Mir si säit mëttlerweil zwee Joer op enger Schinn ënnerwee, déi an d'Richtung geet vun enger Planung am Extrahospitalier. An déi soll generell fir all Justiciabel gëllen. Fir jiddwereen, deen esou eppes wëllt ubidden, sollen déi selwecht Ramebedéngunge gëllen. Déi Ramebedéngunge sinn an eisen Aen extrem wichtig, soudass dat net eng schnell legislativ Léisung wäert sinn, fir eppes ze regulariséieren, wat een – contrairement zu deem, wat ee geschriwwen kritt huet –, opgemaach huet.



Mir hate schréftlech drop opmierksam gemaach, dass et an eisen Aen net konform ass zu den Ausféierungsbestëmmunge vum Spidolsgesetz. Dat ass elo geschitt. Wat mer maachen – an dat kann ech hei nach eng Kéier ënnersträchen –: Mir sinn natierlech am Sënn vun de Patiente gewëllt, eis mat sämtlechen Acteuren zesummenzesetzen.

Dat maache mer och intensiv iwwert déi lescht zéng Deeg, fir ze kucken, ob een deen dote Projet kann an déi besteeënd Rumm erabréngen, dass een e gegebenefalls iwwert de Cadre hospitalier, iwwert de Wee vun enger Antenne hospitalière ka lafe loossen. Mee dat ass alles „open end“. Dat setzt natierlech voraus, dass e Spidol sech do bereeterkläert, mat dësen Acteuren zesummenzeschaffen. Dat si Gespréicher, déi mir am Moment intensivst facilitéieren, well och dat eng gewësse Kreativitéit erfuerdert. Do gëtt et nach Méiglechkeeten, mee nach muss sech all déi Acteuren, déi do concernéiert sinn, erëmfinden. Et muss ee wëssen, dass déi Dokter, déi beispillsweis elo hei aktiv sinn, mat kengem Spidol konventionéiert sinn. Déi brauche keng Garden ze maachen.

Et ass virdrun ugeschwat ginn. Ech mengen, ech hat déi Fro net beäntwert. Ee vun den Deputéierten hat no der Thematik vun de Garden an der Remuneration vun de Garde gefrot. Wann Der erlaabt, Här President, géif ech dat och ënnersträchen. Och do hu mer Aarbechtsgruppe ronderëm de Gesondheetsdësch lafen, déi zimmlech an der leschter Ligne droite sinn. Dat soll bezuelt ginn. Dat ass en neie Moment a mir sinn do an den Tarifverhandlungen, wéi dat esou ass an deene Saachen. Mee och hei nëmmen, fir ze illustréieren, dass dat, wat hei geschafte ginn ass, laanscht all d'Reegele leeft, déi mir am Moment an deem Land hei hunn.

Radiologe sinn duerch hir Aktivitéit un e Spidol gebonnen, sinn dann och un e Kollektivvertrag vun enger FHL gehalen, si gehalen, an de Garde matzemaachen, déi extrem wichteg sinn. An dat ass hei eeben alles net ginn, soudass ech nach eng Kéier Schwierigkeiten domadder hunn, wa gefrot gëtt, e Gesetz sur mesure fir e bestëmmte Projet ze maachen. Mir schaffen am Interêt général, am Interêt vum Land an net sur mesure fir e Projet, wou Fakte geschafte gi sinn!

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lenert.

Da freet den Här Claude Wiseler d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Merci, Här President. Ech hunn der Madamm Lenert elo gutt nogelauschert an ech hunn och gelauschert, wat se an hiren Interview gesot huet, déi Wochen an déi Deeg virdrun.

Dir maacht elo hei, wéi wa mir géifen eng Léisung froen, déi just op een Dossier ugepasst ass. Dat wier an eiser Motioun esou festgehalten.

(Brouhaha)

**Une voix** | Hei steet „telles que“.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Genau, liest emol dee leschte Saz. Ech liesen dee leschte Saz vir: datt mer hei „[...] puisse être exploité dans les plus brefs délais dans des structures extrahospitalières telles que [...]“. Dat heescht, mir hätte gär eng Léisung fir déi Situatioun do am Allgemengen, um Potaschbiereg an op anere Plazen. An ech verbidden hei, datt gesot gëtt – gradesou wéi den Här Kersch dat virdrun ugedeit huet –, datt deen een oder aneren Interëten huet. Nee, mir suergen hei fir d'Patienten a fir d'Wuel vum Land. An dofir hätte mer éischens gär eng generell Léisung.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Zweetens, wann da gesot gëtt, mir géifen hei eng schnell Léisung fuerdere fir e Problem, deen awer misst grouss Concertatiounen brauchen: Jo sécher braucht dee Problem grouss concertatiounen! Ech erënneren awer just drun, datt déi éischt Demande schon 2017 eragaangen ass, datt mer vun 2019 en Urteil hunn an datt d'Cour constitutionnelle och 2019 gesprach huet, fir a sech een Text anticonstitutionnel ze erklären a fir d'Reglement, dat existéiert huet, och an deem Sënn anticonstitutionnel ze erklären.

Da seet d'Madamm Minister, dat wat elo geschitt wär, wär a sech net hiert Verständnis vum Rechtsstaat. Ech soen Iech, wat mäi Verständnis vum Rechtsstaat ass. Mäi Verständnis vum Rechtsstaat ass, wann e Gesetz respektiv en Artikel vun engem Gesetz anticonstitutionnel erkläert gëtt, wann a sech och e Règlement net verfassungskonform erkläert gëtt ...

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Et ass net dat Gesetz, wat Dir zitéiert. Et deet mer Leed.

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Also ech soen Iech just, wat mäi Verständnis vum Rechtsstaat ass. Wann d'Situatioun déi ass, datt verschidde weesentlech Texter an dem Gesondheitsystem als anticonstitutionnel erkläert ginn, dann ass et en enger Regierung, eng Léisung ze fannen, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler** (CSV) | ... esou schnell wéi méiglech eng Léisung ze fannen. A wann Dir sot, mir diskutéieren a mir diskutéieren, mir mussen elo schnell eppes fannen, da soen ech Iech: Dir hutt elo dräi Joer – oder dräi sozialistesche Ministere waren amgaangen, deen Exercice do ze maachen –, fir eng Léisung ze fannen. A mir sinn nach ëmmer néierens! An datt Der dann anere Leit reprochéiert, si géifen elo Fakte schafen ... Mee et ass normal, datt d'Leit probéiere weiderzekerken, well mir e richteg Problem am Land hunn!

Wann da Léisunge gesicht ginn, déi Iech vläicht net arrangéieren, kann ech verstoen, datt Der dat net gären hutt. Mee mir soen awer: Är Responsabilitéit als Minister wär gewiescht, eng Situatioun ze schafen, déi kloer an daitlech ass an déi och gangbar ass fir jiddwereen. Dat wär Är Responsabilitéit gewiescht an dat ass an deene leschten dräi Joer net geschitt.

D'ailleurs interprétiere mer dee Gesetzestext 2018, op deen Dir Iech berufft, anescht wéi Dir, well mir der Meenung sinn, datt déi Zort vun Zentren net ënnert d'Loi hospitalière falen. An eng ganz Rei vun Avis-juridiquë ginn an déi selwecht Richtung.

A wat an eisen Aen nach méi kloer ass: Wann Är Interpretatioun och richteg wär, da mengen ech, géif dat Ganz géint den Artikel 11 vun der Constitutioun iwwert d'Liberté d'exercice verstoussen, et géif géint d'Égalité devant la loi verstoussen, et géif géint den Artikel 49 Alinea 1 vum europäeschen Traité verstoussen iwwert d'Liberté d'établissements an et wäeren och eng ganz Rei Schwierigkeiten mat der Atteinte au droit de la concurrence, esou wéi en an den EU-Texter festgeluecht gëtt.

Dat, wat mir hei froen, ass, datt déi hei Situatioun elo geléist gëtt an datt mer eng uerdentlech Situatioun fir d'Zukunft kréien. Ech mengen, dat ass Är absolut Responsabilitéit fir d'Patienten!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Wiseler. Dann hat den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot an duerno den Här Fernand Kartheiser. Fir d'éischt den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci. Merci, Här President. Am Regierungsprogramm ass ugekënnegt ginn, dass dës Regierung sech géif iwwerleeën a studéieren, fir och eng Rei vu Strukturen am extrahospitalière Beräich ze erméiglechen.

Dozou sti mir ohne Wenn und Aber. Nach wëll ech awer ënnersträchen, dass esou Strukturen no gereegelte Forme sollen entstoen no enger Rei ...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Här Wiseler, loosst mech gradesou ausschwätzen, wéi ech Iech ganz héiflech ausschwätze gelooss hunn a wéi dat d'Gepflogenheet tëscht eis ëmmer ass.

**Une voix** | Den Här Kersch ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Nach, nach ... Ech schwätze vum Här Wiseler a vu mir.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | An den Här Kersch ass maans genuch, fir sech ze verteidegen, wann dat noutwendig soll sinn.

Nach solle kloer Reegelen duerfir opgestallt ginn. An déi Reegelen heeschen: Wann aussergewéinlech an net akzeptabel Waardezäiten do sinn, da muss no regionale Krittere kënnen nogerüst ginn. An do, mengen ech, muss ee kënnen soen, dass den Osten, deen net d'Strukturen huet, déi anerer hunn, selbsterständlech vir an der Rei steet, wann et ëm d'Attributioun vun esou Strukture geet.

Da brauche mer kloer Reegele fir de Fonctionnement vun deenen Zentren. Ech weess bis haut net, wee genee an deem Zentrum schafft, wou dat Personal ass, no wat fir enge Konditiounen dat Personal schafft, wat d'Qualifikatioun vun deem Personal ass. Ob d'Continuité des soins garantéiert ass, weess ech net. Ech hu probéiert, dat erauszefannen. Ech hunn dat bis elo net erausfonnt.

Wann den Här Gloden dat weess, ass hie privilegiéiert vis-à-vis vum President vun der Gesondheitskommission. Ech kann Iech dat jiddefalls net soen!

A wann et eis ëm den Interêt vum Patient geet, da muss de Patient wëssen, wien en do behandelt, no wat fir enge Konditiounen, a wann eng Urgence do ass, ob deen Zentrum och an Urgencë fonctionéiert oder wouhin dee Patient sech da soll richten.

Ech weess haut nach net, ob et eng staark Partnerschaft mat engem Spidol gëtt, wat awer am Interêt vun eis alleguer sollt sinn, dass esou eng Partnerschaft soll sinn.

Da fannen ech an der Motioun vun der CSV eng Rei vu Behauptungen, déi ech esou net kann am Raum stoe loossen. Éischens ass déi Klo wéinst dem geplangten Zentrum zu Gaasperech agereecht ginn, net, wat Gréiwemaacher ugeet. Zweetens leie keng Geneemegunge fir d'Ouverture vun esou engem Zentrum vun der Santé vir. Et leie just Abname vum Straaleschutz vir, dass déi Apparate konform zum Straaleschutz sinn, a vun der ITM, dass déi Lokalitéite geneemegt sinn, wou ee sech och nach d'Fro ka stellen, ob esou Zentren an Industriezone kënnen fonctionéieren an ob e GIE ...

(Interruption)

... – wannechgelift –, an ob e GIE déi richteg Struktur ass, fir esou e Centre médical kënnen ze exploitéieren.

(Interruption)

Jo, mee ech stellen ... Dir schéngt jo d'Äntwert op déi dote Froen ze hunn, soss géift Der net soen, dass deen Zentrum do oppoe muss. Wat fir eng Krittere erfëllt deen? Hei geet et net ëm e Kamellebuttek. Hei geet et ëm en Zentrum, hei geet et ëm en Zentrum

mat ganz schwéieren Apparaten, déi Wartung brauchen, déi Personal brauchen, déi spezialiséiert Doktere brauchen!

*(Interruption)*

A mir sinn eis iwwer eppes eens, mir sinn eis iwwer eppes eens. Mir sinn eis eens, dass den Interêt vum Patient muss priméieren an net dee vun engem Privatinvestisseur an Zesummenaarbecht mat Dokteren, déi net alleguer – ech hu kee Problem do dermat – Doktere sinn, déi vun hei kommen, a Personal, dat vun hei kënnt, mee déi zum Deel wéi Cityhopperen eriwweerkommen. Do muss ech Iech soen: Wann et eis wirkleech ëm den Interêt vum Patient geet, da gi mer op dee Wee, deen d'Madamm Minister ugezeecht huet, dass mer hei fir dësen Zentrum – a wann en Zentrum d'selwecht gelagert ass wéi dësen – eng pragmatesch Solutioun fannen, ...

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Dat huet den Här Gloden och gefrot.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | ... schnell eng pragmatesch Solutioun fannen, an da gradesou séier déi Reegelen, déi Planifikatiounsreegelen, déi mer brauchen, op d'Been ze stellen, fir dass esou Strukturen no deene Konditioune kënne fonctionéieren, déi mer festhalen an enger staarker Allianz mat Spideeler, an enger staarker Zesummewirkung zwëschen deene Prestatiounen, déi et am Spidol gëtt an dobaussen; dat heescht d'Continuité des soins mat klore Konditiounen fir dat Personal, dat do agestallt gëtt.

A fir eis kann et nëmme sinn, wann déi selwecht Strukturen dobausse fonctionéieren, dass dat Personal och no deene selwechte Konditiounen muss behandelt gi wéi d'Personal no bannen. Dat ass am Moment net de Fall!

Also, wa mer alleguer der Meenung sinn, dass d'Interête vum Patient an d'Interête vun deene Leit, déi do schaffen, primordial sinn, da muss mer eis nach e bëssen Zäit loossen an net – an net! – eppes encouragéieren, dat zumindest ganz zweifelhaft ass vis-à-vis vun der jëtzege Gesetzgebung, a Fakte schafen um Terrain, well déi Fakten, déi hei geschaf ginn, an dat soen ech Iech an ech ginn Iech dat, wéi d'Kollege mer virdu gesot hunn, schréfflech op eng Saltut: Wann dat heiten d'Reegel fir d'Zukunft soll sinn, da komme ganz aner Acteuren op de Lëtzebuurger Territoire an da wäert Der gesinn, dass déi selwecht, déi hei aus der Héft schéissen, bei eis kräische kommen, dass Struktur vun dëssäit vun der Grenz hei no Konditiounen operéieren kommen, déi net eis sinn, mee déi drop eraus sinn, fir massiv Geld mat der Santé ze verdéngen. An dat ass net déi Santé, wéi mer eis se virstellen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. No de Riede vun zwee LSAP-Gesondheitsministern, déi am Abléck hei am Land sinn – esou hunn ech den Androck –, wéilt ech nach vläicht e puer Wuert vun eiser Säit aus derbäisoen.

Mir wäerten déi Motioun vun der CSV ënnerstëtzen.

**Une voix** | A!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | An zwar ... Mir hunn dat viru 14 Deeg och ugereegt: Deemools huet d'CSV gesot, eis Motioun wär net esou perfekt libelléiert a si géife sech enthalen. Déi heiten ass och net perfekt libelléiert. D'Madamm Gesondheitsminister huet op déi eng oder aner Problematik opmierksam

gemaach. Eis stéiert dat net. Mir ënnerstëtzen dat, well mer einfach soen: Et ass wichteg, dass mer endlech Progrèsen do maachen.

Den eenzege Wee, fir d'LSAP ënner Drock ze setzen, ass, déi Motiounen no vir ze bréngen, fir ze soen: Den Interessi vum Patient gëllt, déi regional Gesondheitsversuergung muss fonctionéieren. An et geet net anescht, wéi iwwer Motiounen a permanente politeschen Drock, well ganz kloer: Mir hu jo hei am Land Entwécklungen am Gesondheitswiesen, déi fir eis net méi tolerabel sinn. Wat hu mer dann? Mir hunn ëmmer méi eng Zwouklassemeezinn. Déi eng, déi kënnen an d'Ausland goen, fir sech behandelen ze loosson. An déi aner, déi hunn hei am Land Problemer, fir iwwerhaapt behandelt ze ginn! Dat ass jo och keng Méiglechkeet!

Mir hunn de Problem vun der Attraktivitéit vun de medezinnesche Beruffer fir Dokteren, mee och fir aner Kategorië vu medezinneschem a paramedezinneschem Personal. Mir geroden ëmmer méi an eng richteg problematesch Situatioun vun eisem Gesondheitswiesen eran. Firwat? Majo, et ass ganz kloer an eisen Aen, dass déi LSAP, déi säit Joren dee Ressort ze verantworten huet, an eng Richtung gaangen ass, déi einfach deene modernen Zäiten net méi entsprécht.

Mir hunn en Defizit am Gesondheitswiesen, an et ass der CSV hiert an eist – well, wéi gesot, mir ënnerstëtzen dat haut, wat si hei presentéieren – gemeinsaamt Uleies fir ze soen: Mir kënnen net esou virumaachen! A wann dat déi eenzeg Méiglechkeet, deen eenzege méigleche Wee ass, da muss mer et soen.

D'Madamm Minister huet selwer gesot, si géif säit Joren – säit zwee Joer, mengen ech, hat se gesot – iwwert de System vun de Garden an de Spideeler verhandelen. Mee dat ass en akute Problem fir d'Dokteren! A mir hu jo och gesinn an der leschter Zäit, wat d'Resultat ass. Mir hu virdu iwwert d'Maternité diskutéiert an esou weider. Mir gesi jo, zu wat dat féiert: Zwee Joer Diskussiounen iwwer eppes, wat een awer relativ séier kéint léisen, wann e gudde Wëllen do wär. Dat sinn dach keng Zoustänn, déi mer kënnen akzeptéieren!

Also, fir eis ass ganz kloer: En ass vläicht emblematesch, deen heiten Dossier Potaschbiere, et kënnen och aner sinn, mee deen Defizit an enger Gesondheitspolitik, wéi d'LSAP se elo säit x Legislaturperiode bedreift – déi éiweg Regierungspartei, dat ass d'LSAP, et ass net eng aner –, déi huet hei versot a mir wäerten dat hei matënnerstëtzen an engagéiert derfir anrieden, dass d'Rechter vun de Patienten hei am Land besser vertruede ginn.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. Dann hat den Här Kersch d'Wuert gefrot.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Vu dass ech jo och direkt ugeschwat gi sinn, probéieren ech dann awer nach éischtens emol menger Satisfaktioun Ausdrock ze verleien, dass d'CSV awer zumindest duerch d'Wieder vum Här Wiseler hei zum Ausdrock bréngt, dass se wëllt eng Léisung sichen am Interêt vum Patient, an net eng Léisung fir e spezifesch Projekt, deen eeben elo dann am Osten entstanden ass. Dat ass emol schonn, mengen ech, e Fortschrétt.

*(Interruption)*

Dat ass e Fortschrétt par rapport zu deenen Aussoen, déi Äre Virriedner vun Ärer Fraktioun ...

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Et ass net wouer, Här Kersch.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... gemaach huet, ...

**M. Claude Wiseler** (CSV) | Elo geet et awer duer.

**M. Dan Kersch** (LSAP) | ... dee gemengt huet, hie wär dee Responsabelen, deen derfir gesuert huet, dass d'Gesondheitspolitik elo endlech och an den Osten antrëtt.

Ech mengen net, dass mer hei sollten eng Diskussioun féieren tëschen de Regionnen, mee et geet drëms, fir eng national Gesondheitspolitik insgesamt op de Wee ze kréien. An deem Sënn begrëissen ech dann och déi Stellungnam, déi den Här Wiseler hei geholl huet.

Et geet effektiv ëm den Interêt vum Patient. Ech hunn och festgestallt, dass den Här Gloden zumindest an enger Reaktioun op main Tëscheruff vu virdu net bestridden huet, dass bei deem konkrete Projet, iwwert dee mer virdu geschwat hunn, och privat Interêten hannendru stinn. An déi privat Interête si keng Interête vu Gutmenschentum, mee et sinn éischter Interête finanzieller Aart a Weis. Dat schéngt jo emol op jidde Fall elo och opsäite vun der CSV zumindest emol akzeptéiert ze ginn.

An den Här Kartheiser huet dat elo an en anere Kontext gesat. En huet gesot, et misst een Drock ausüben op déi Leit, déi wëlle verhënnern, dass am Lëtzebuurger Gesondheitsystem privat finanziell Interêten Iwwerhand huelen. Do gëtt et eng Partei, déi dat mécht! Jo, dat ass richtig, Här Kartheiser, do hutt Der ganz Recht, säit Joerzëngen: Dat ass d'LSAP! Mir wëllen dat net a mir wäerten et net toleréieren a mat eis wäert dat net méiglech sinn! Esou einfach ass dat ze verstoen.

Da komme mer bei déi méi juristesche Froen. An do fannen ech awer zumindest: D'Approche, déi d'Ministesch gestallt huet, ass jo awer dann déi richtig. Kommt, mir loosson eis déi richtig an déi néideg Zäit fir ze analyséieren, wat ze maachen ass. Kommt, mir probéieren dat, wat eventuell an der privater Initiativ kann entstoën, ënnerzebréngen an e gesamte Kontext, an eng Kooperatioun mat de Spideeler, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. An da si mer um richtege Wee.

Ech mengen och, Här Wiseler: Viru Kuerzem hutt Der hei d'Gewerkschaften zitéiert, deene mer heiansdo sollten nolauscheren. Dat ass dee Wee, deen och vun de Gewerkschaften zu Lëtzebuerg ëmmer erëm an de Vierdergrond gesat gëtt! Et ass deen, deen am Fong virgezeecht ginn ass, dee mer kënne gemeinsam goen, wou et drëms geet, esou wéi de Mars Di Bartolomeo virdu gesot huet, fir e gemeinsame Wee ze goen, wou mer och déi nämmelecht Rechter, déi nämmelecht Zougangsméiglechkeete fir jiddwereen zur Lëtzebuurger Medezinn kënne garantéieren. An et gëtt keen aneren! Et gëtt keng Alternativ, ausser Dir géift eis elo hei eng presentéieren. An da wär ech gespaant drop, fir dat emol eng kéier ze héieren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kersch. Da kritit d'Madamm Josée Lorsché d'Wuert.

**Mme Josée Lorsché** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wéilt betounen, dass mir als Gréng natierlech frou wären, wann déi Prozesser méi séier géifen oflafen. Mir mengen, dass eng Analys vun Secteur extrahospitalier scho längst hätt misse gemaach ginn. An do gi mer Iech scho Recht, dass dee Prozess einfach e bësse schleeft. Et ass awer natierlech kloer: D'Pandemie huet munches retardéiert. Mee et muss een awer och elo zügel no vir kucken a mir sinn iwwerzeegt, dass dat och elo gemaach gëtt. Jiddefalls nennt een dat „Prinzip Hoffnung“.

*(Interruptions)*

Vun der Ausrichtung hier si mer awer ganz kloer op der Säit vun deem, wat de Mars Di Bartolomeo virdu huet gesot huet, an notamment do, wou et drëms geet, eng national Planifikatioun op d'Been ze stellen, wat jo och den Inhalt wär vun enger Carte sanitaire,



déi eebe grad d'Besoinen definéiert, déi am ländleche Raum bestinn. Op Basis vun där Carte sanitaire extrahospitalière géif een dann déi Besoinen, déi am ländleche Raum eebe grad bei de schwéieren Apparater bestinn, och definéieren a se dann an en nationale Plang afléisse loossen.

Et läit eis och wierklech um Häerz, dass Kollektivverträgg opgestallt ginn, dass d'Aarbeitskonditiounen gereegelt sinn no deene Krittikären, déi mer säit éiwegen Zäiten hei am Santésweise kennen. Dozou gehéieren natierlech och d'Garden, déi alle Patientinnen a Patienten an deem Land um Häerz leien. Ouni Gardë kann een net en charge geholl ginn, virun allem net nuets.

Da gehéieren natierlech och d'Konditiounen dran, an dee ganze Prozess, dee muss definéiert ginn: d'Konditiounen, ënnert deenen déi Apparater fonctionéieren. An natierlech ass d'Fro vum Tarif eng essenziell. An déi muss natierlech och kloer si fir all Mënsch, egal wou e wunnt, an egal, wou en en charge geholl gött. Dat ass fir eis fundamental an dat gehéiert zum Lëtzebuerger Sozialwiese säit éiwegen Zäiten.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Goergen d'Wuert gefrot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Also, dat ass eng ganz interessant Motioun, virun allem, well gefillt elo schonn éiweg, sief et an der Press oder heibannen, driwwer diskutéiert gött. Ech verstinn, dass d'Leit dobaussen ëmmer méi – kommt, mir soen et op gutt Lëtzebuergeresch – rose ginn. Well dat doten ass jo einfach déi ganzen Zäit just e Pingpong hin an hier, wou d'Regierung iergendwellech Excusen – ech hunn Iech och op der Antenn nogelauschert bei RTL – sicht, firwat deen IRM do net ka benotzt ginn.

Jo, Här Di Bartolomeo, Dir hutt vläicht Recht, dass do verschidde Saachen net gekläert ginn. Mee Dir als Regierung ... De Koalitionsaccord, a mir hunn e matgestëmmt, dat war viru véier Joer.

*(Interruption)*

Als Regierungspartei mat ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Chamber!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir hutt awer d'Santéskommissioun. Déi hätt Der och scho laang kënnen uleieren.

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Mir hunn dat jo mat ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Goergen huet d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir kënnt Iech opreegen, Här Di Bartolomeo, mee ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ma ech reege mech dach net ëmmer op!

**Une voix** | Ey!

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir hätt et scho laang kënnen maachen. Da bräicht Der nämlech hei déi Froen net ze stellen, well heibannen ass warscheinlech keen, deen Iech eng Äntwert ka ginn op alleguerten Är Froe ronderëm déi Struktur, déi um Potaschberg ass. Ben, ech hu mam Potaschberg ... Ech weess emol net, wou et ass! Also, ganz éierlech, ...

**Une voix** | A!

*(Brouhaha et hilarité)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... ech weess just, dass den Osten déi ...

*(Interruptions)*

Jo, gesitt Der emol! Et gött ganz neutral Leit hei.

*(Brouhaha générale et coups de cloche de la présidence)*

Et gött ganz neutral Leit hei! Den Oste brauch dat an do brauche mer och net laang eng Etüd ze maachen. Ech mengen, wann ee mat de Leit schwätzt ... Aner Leit mussen owes ... Et ass déi leschte Kéier eng Fra bei mech komm. Owes um 11.00 Auer kréien déi nach Rendez-vous fir an den IRM. Also, wannechgelift, dat ka jo net sinn! Dat heescht deementspriedend: Den Oste brauch eng ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Kënnt Der eis emol soen, wéi wäit dass een a Frankräich muss fuere respektiv an Däitschland muss fueren, fir en IRM ze kréien?

*(Brouhaha)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Här Kersch ...

*(Brouhaha)*

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Kënnt Der eis emol eng Kéier soen, wéi wäit dass déi Leit muss fueren, fir iwwerhaapt een ze kréien?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Här Kersch ...

*(Brouhaha générale et coups de cloche de la présidence)*

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Maacht Iech dach net lächerlech!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir wësst, wéi oppen ech a meng Partei sinn, och mat de Frontalieren. A mir wäerten eis net op déi Diskussioun aloossen, déi virun hei ugefouert ginn ass iwwert d'Frontalieren, well dat ass eng ganz aner. Ech fannen, déi Diskussioun ass och e bësse penibel. Et deet mer leed!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Wat virun hei ugefouert ginn ass mat de Leit, mat de Frontalieren, deenen Der alleguerte Merci gesot hutt während der Kris, dass se heihinnerkommen. An elo sot Der op eemol – wéi hutt Der gesot? – „Cityhopping“. Ech weess net wat nach alles! Mir si fou fir jiddereen, ...

*(Interruption)*

... deen heihinner kënnt an eis hëlleft an der Medezinn.

Mir als Partei, mir si komplett oppen. Mir wëllen déi Diskussioun net féieren. Mir féiere keng Diskussioun géint d'Frontalieren. Mir wäerten déi Motioun och haut matstëmmen, well mer der Meenung sinn: Do muss en Text kommen, fir eeben alleguerten déi Froen, déi Dir hei opgeworf hutt, och ze klären!

Mee et ass awer Är verdéngten ... Dir hat Iech verdéngt gemaach, dass et nach net do ass. Dat ass de Problem! Da wäeren déi Froen elo hei net opkomm. Dofir wäerte mir déi Motioun haut matstëmmen, fir dass endlech en Text kënnt. Well ech fäerte ganz: D'nächste Kéier – wéini sinn elo d'Walen? D'nächst Joer! –, da wäert nach ëmmer keen Text do sinn an d'Leit wäerten nach ëmmer keen IRM hunn, wuer se kënnen goen.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Hartmann ginn, iert den Auteur vun der Motioun, den Här Léon Gloden, d'Wuert kritt.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Also, d'DP an och selwer ginn am Fong ganz positiv aus dëser Diskussioun eraus. Ech mengen, d'Madamm Gesondheitsministesch huet hei eng kloer Annonce gemaach, nämlech dass mer am Fong niewent der Basis, déi mer um Niveau vun der Loi hospitalière hunn,

hei an Zukunft, an dat ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn, och e Gesetzestext wäerten hunn, deen de Secteur extrahospitalier wäert geréieren.

Ech mengen, dass dat eng gutt Nouvelle ass fir déi gesondheetlech Versuergung vun dem ganze Land. An ech denken do haaptsächlech och un de ländleche Raum an notament och u meng Regioun, un den Osten, un den Norden an un de Rescht vun dem ländleche Raum, déi dann, wa mer déi gesetzlech Basis do hunn, och e Kader hunn, fir dass dee Secteur extrahospitalier do och kann opgebaut ginn.

Dofir ënnerstëtzen ech dat duerchaus, wat hei vun der Gesondheitsministesch gesot ginn ass. Ech hunn och de President vun der Santéskommissioun héieren, dee gesot huet, dass mer pragmatesch Léisunge mussen fannen. Dat ass eppes, wat ech déi lescht Deeg och gesot hat. Dofir sinn ech hei komplett op der Majoritéitssäit a wäert dann och déi Motioun hei net ënnerstëtzen.

*(Brouhaha)*

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Madamm Hartmann. Här Gloden, wann Der d'accord sidd, ginn ech och nach fir d'éischt der Madamm Oberweis d'Wuert. Da kritt Dir als Auteur fir d'lescht d'Wuert. Ech mengen, dann hu mer méi eng kohärent Diskussioun.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Dann hu mer den Tour gemaacht. Ech wollt eigentlech näischt soen, well, ech mengen, et ass bal jiddwerengem bewosst, wat eis Positioun ass. Mir droen dës Motioun net mat. Mir sinn der Meenung, dass am Extrahospitalier missen Antenne stoen, déi ënnert dem Spidolwiese stinn. Mir ënnerstëtzen natierlech awer, dass deen Extrahospitalier effektiv soll esou schnell wéi méiglech kommen, och dat Gesetz. Mee mir droen dat heite ganz kloer net mat.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. Sou, Här Gloden, elo ass et awer un Iech als Auteur vun der Motioun.

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | Ech loossen all d'Damme gäre vir schwätzen, Här President. Kee Problem.

*(Interruptions et hilarité)*

Merci fir déi verschidde Remarken. E puer zousätzlech Punkten zu deenen, déi mäi Parteipresident hei gesot huet.

Ech si gär bereet, dee Considerant ewechzeloossen do iwwert d'Cour constitutionnelle, wann dat kann hëlfechen.

Zweetens muss ech awer och soen: Ech sinn awer erstaunt elo op eemol iwwert déi Diskussioun hei, dass Leit, déi aus der Groussregioun an engem Etablissement hei zu Lëtzebuerg schaffen, elo op eemol déi Béiss wieren. Ech fannen, an do ginn ech dem Här Goergen Recht, ...

*(Brouhaha)*

... an ech sinn net bekannt dofir, dass ech dem Här Goergen ëmmer Recht ginn ...

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Här Mars Di Bartolomeo, loosst mech och ausschwätzen! Ech hunn Iech och ausschwätze gelooss.

... dass dat elo op eemol eppes Schlechtes wier. Dir hutt mat Recht gesot: „Mir hu geklappt.“ Musek ass gespillt gi fir all déi Leit, déi aus der Groussregioun iwwerall am Secteur médical geschafft hunn – an net

nëmmen déi an de Klinicken, mee och déi an de Klinicken –, fir eis ze hëllefen, dës Pandemie ze bewältegen.

An da sinn ech awer erstaunt, besonnesch vu sozialistescher Säit, wann ech dat Argument permanent héieren: „Et muss e Service d'urgence an et muss d'Garde assuréiert ginn.“ Ech wëll Iech soen: Ech si säit 2000 an der Politik. An dat kann een noliessen, wat mir als CSV Osten, wat eenzel Kolleeginnen a Kolleeg besonnesch aus dem Oste geschriwwen hunn, vun alle Parteien – an ech kucken hei och d'Madamm Hartmann an hirer leschter Publikatioun eng Kéier oder an engem Interview am „Wort“ –: „Den Osten ass d'Stéifkand.“ Et war keen CSV-Mann oder keng -Fra Gesondheetsminister an ech scho guer net. An et ass näischt gemaach ginn!

Wéi oft hu mir gefrot, datt eng Maison médicale kënn? Wéi oft hu mer dat gefrot, fir eebe kënnen en Urgencendéngscht an e Service de garde ze assuréieren? Et ass ëmmer gesot ginn: „Den Osten, dee laange Schlauch, dat ass net méiglech hinzekréien. Dir kritt keng Maison médicale.“ Dat war kee vun der CSV! Dat waren d'LSAP-Gesondheetsministeren, déi haut op där anerer Säit setzen.

*(Interruption)*

Dach, dach!

*(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)*

Dann, zu deem Argument vun der Loi hospitalière, Madamm Ministesch: Dir féiert ëmmer d'Gesetz vun 2018 u fir ze soen, esou en Etablissement wéi dee Centre médical géif do net drënnerfalen. „Et ass kee Spidol“, sot Der, „an et ass keen Diagnosticzenter.“ Ech sinn d'accord: Et ass keen Diagnosticzenter an et ass kee Spidol. Et ass e Fachärztezentrum!

Et schaffen Dokterer do, wéi ënner anerem e Kardiolog, Orthopeden, déi déi Apparater do brauchen, déi vu Radiologen exploitéiert ginn, fir kënnen hire Beruff auszeüben. Et ass dat selwecht, wéi wann Der géift engem Zänn Dokter soen: „Du bass en Diagnosticzenter, well s de e Radiologieapparat hues, fir de Kifer ze röntgen, an dann duerno d'äerfs de net exercéieren.“ Dat ass dach totale Quatsch! Et ass totale Quatsch!

Mir maachen hei eppes fir d'Patienten an et muss endlech reagéiert ginn. An ech sinn zwar erstaunt, dass d'Madamm Hartmann elo seet, si wier berouegt vun den Aussoe vun der Madamm Ministesch. Also, ech sinn net berouegt, well et ass keen Datum genannt ginn.

Madamm Hartmann, am zweeten Turet oder am éischten Turet am Invite geet et jo wierklech drëm, dass déi Leit elo esou schnell wéi méiglech kënnen rembourssiéiert ginn. An Dir hutt um „100,7“ gesot betreffend d'Patienten am Centre médical vum Potaschbiere, si missten elo schnell a pragmatesch eng Léisung kréien, fir rembourssiéiert ze ginn. Dat ass net dat, wat Der elo haut sot, well et mat deenen Aussoen, déi hei Är Koalitionspartner gesot hunn, soen ech Iech, datt nach an engem Joer keng Verbesserung do ass. An dann, Här Mars Di Bartolomeo, hutt Der dem Tess Burton net gutt nogelauschert: Et ass net an der Industriezon vu Gréiwemaacher! Well d'Industriezon, dat ass e Syndicat intercommunal. Dat ass, wann Der vun der Autobunn kommt, riets. An dat heiten ass lénks an der Rue Flussweiler, wou einfach e puer Betriber sinn. D'ailleurs huet de Staat am Gebai niewendru Büro gelount vun der Éducation nationale fir d'Direktioun vun der Schoul vun Osten.

Voilà! Also, keng Onwourechte verzielen! Dir hutt et einfach verschlof, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Léon Gloden** (CSV), auteur | ... ënner sozialistescher Gesondheetspolitik, den Osten a Consideratioun ze huelen. De ländleche Raum war d'Stéifkand. Ech hunn et oft genuch hei an der Deklaratioun iwwer de ländleche Raum gesot. Et ass ni nogelauschert ginn. Elo hat een de Courage, mat sengen eegene Suen do eppes opzeiichten. Elo gëtt dee verdäiwelt, wéi wann dat e béisen Investor wier. Dobäi sinn et Dokterer, déi déi Apparater bezuelen hunn, well an der Klinik bezuele mir als Steierzueler mat.

An da soen ech eppes, ech hunn dat bis elo net gesot, mee ech soen dann haut hei als Deputéierten: Ech krut Uriff vu Leit, déi véier, fënnf, sechs Méint op en IRM hei zu Lëtzebuerg gewaart hunn! Da gi se op Tréier oder an d'Belsch, wou se da jo méi schnell bäikommen. Da komme se mat deem IRM-Bild oder mat der CD, wéi et dann och ass, zréck bei den Dokter an d'Spidol an da seet den Dokter: „Dat erkennen ech net un“, an da kréie se direkt – direkt! – e Rendez-vous am IRM vum Cabinet médical an der Klinik an den IRM! Dat si Mafia-Tricken!

**M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) | Richtig!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir musst dann och nach soen, wat déi Leit bezuelen hunn zu Tréier!

*(Interruption)*

Kënn Der eis herno nach soen, wat déi Leit zu Tréier bezuelen hunn?

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. Da freet den Här Mars Di Bartolomeo nach eng Kéier d'Wuert.

*(Brouhaha)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, just zwou Rektifikatiounen, well ech net gär am Raum stoe loossen, dass bei eis hei am Land Gesondheetspersonal an Dokterer net wëllkomm wieren. Déi si selbstverständlech ganz wëllkomm, wa se d'Konditiounen vun der Stee erfëllen a wann dat Gesondheetspersonal, wann et zu Lëtzebuerg schafft, no de Lëtzebuurger Kollektivvertrag bezuelen gëtt. Et ass dat, wat ech wollt soen!

Dat Zweet: Déi successiv Gesondheetsministeren, inklusiv déi, déi nach virdu waren, ware beméit, fir eng Rei vu Strukturen och am ländleche Raum ze schafen; och eng Maison médicale am Osten. Wann dat awer zur Sprooch komm ass, da sinn et automatesch dräi oder véier Kandidaturen am Oste ginn: entweeder zu Mondorf, een zu Iechternach, een zu Maacher, een zu Lënster.

An dann een Element, dat awer net onwichtig ass, Här Gloden: Sengerzäit, fir eng Maison médicale ze implantéieren, hunn d'Dokterer, déi dat Ganzt matorganiséieren, gesot: „Mir packen dat net. Mir packe schonn déi Maison médicale net, déi mer elo hunn.“ An du si mer op de Wee gaangen, fir Gruppepraxissen ze avantagéieren. Den éischte Budgetkredit ass agesat ginn. Souwäit ech weess, sinn déi Budgetkreditter mangels Interêt bis elo net gebraucht ginn.

An ech sinn nohalteg der Meenung, dass, wa mer wëllen en intakte Réseau halen, mer vum Finanzement vum „tout-hospitalier“ – an dat war ëmmer eng Positioun, déi mer vertraueden hunn – ewech musse kommen an déi Strukturen, déi mer an der Médecine primaire brauchen, haaptsächlech, änlech mussen ënnerstëtze bei der Installatioun a beim Ékipement a souguer an der Multidisziplinaritéit wéi aner Strukturen hei am Land.

An do ass Loft no uewen. Et sinn éischt Schrëtt gemaach ginn. Et sinn éischt Kreditter virgesi ginn. Mee, ech mengen, d'Zäit war deemools nach net räif, fir an

déi dote Richtung ze goen. Ech stelle mat ganz grousser Satisfaktioun fest, dass déi Zäit elo räif ass.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, mir kënnen ...

*(Interruption par Mme Paulette Lenert)*

Nee, d'Madamm Ministesch wëllt nach eppes soen.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo, wann Der erlaabt.

**M. Fernand Etgen**, Président | An Dir kritt och d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement (suite)**

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Et ass de groussen Tour gemaach ginn. Vläch vum hannen ugefaangen: Dir weist op mafiös Praxissen hin. Ech ginn dovunner aus, dass Der an Är gudder Gewunnecht dat dohinner weiderginn hutt an denoncéiert hutt, wéi dat sech gehéiert. Dat huet jo elo mat der Politik net direkt eppes ze dinn, wann en Dokter eppes mécht, wat net rechtens wär.

*(Brouhaha)*

Dann, wann Der erlaabt, Här President, géif ech gäre verschidde Saachen ...

*(Interruptions)*

Et ass just eng kleng ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wat heescht dat elo?

*(Brouhaha général)*

**Une voix** | Denoncéiert, Här Gloden!

**M. Fernand Etgen**, Président | Wannechgelift!

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wat heescht dat do?

*(Brouhaha)*

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Jo, et gëtt Gremien, déi fir den Dokterer hir Deontologie ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Wat heescht dat do?

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Majo, et gëtt Gremien, déi sinn zoustänneg fir d'Deontologie vun Dokterer. Wann ech richtig verstinn ...

**M. Gilles Roth** (CSV) | Mee Dir sot hei „an enger gudder Gewunnecht“.

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Roth, Dir hutt d'Wuert net!

**Une voix** | Den Här Kersch hat et och net!

*(Hilarité)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Jo, wann den Här Gloden mir ...

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Roth huet awer elo geschwat!

*(Brouhaha général)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Den Här Kersch huet de Privileeg vun der fréier Gebuert.

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Ech hu leedeglech drop verwisen, dass den Här Gloden Jurist ass a sécherlech ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wann et en Dokter gëtt – ech mellen en direkt weider!

**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | Den Här Gloden ass Jurist ...

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Wuert huet d'Madamm Ministesch, a soss keen!



**Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | ... a weess sécherlech, wou en déi Saachen hinzedinn huet. Et ass dat, wat ech gemengt hunn. Et ass do, wou et sech gehéiert. Et geet op déi richteg Plaz an ech denken, dass Der et sécherlech wéss, wann esou eppes an Ärer Famill oder an Ärem Ëmfeld geschitt ass. Dir hutt mir och vun deem Fall geschwat, dass Der dat dohinner weidergitt, wou och derno gekuckt gétt. Mee dat ass just eng kleng Klammer.

Wann Der erlaabt, géif ech gären e bësselchen d'Emotionen hei eroffueren an eng Rei Fakten awer nach eng Kéier kloerstellen. Et gétt vill vun der Zäit geschwat, déi vergaangen ass. Et ass en Urteel komm, en éischt Urteel, an deem dote Beräich: de 5. Juli 2019. Dat ass net vum Groupement d'intérêt économique Potaschberg gefouert ginn. Deen ass eréischt am Joer 2019 iwwerhaapt kreéiert ginn. Et ass en aneren Acteur gewiescht.

*(Interruption)*

Jo, ech stellen et just eng Kéier erëm kloer an de Raum.

En éischt Urteel, wéi gesot, de 5. Juli 2019. Do ass en Délai d'appel, dee leeft. Ech weess, dass ech an der Zäit scho Récksprooch hat, nach just zum Schluss virum Oflaf vun der Frist, fir Appell ze maachen oder net. Du ware mer eis eigentlech scho mat mengem Virgänger eens, dass mer keen Appell géife maachen. Dat hätt de Staat jo kënne maachen. Hei si och vill aner fréier Amtsträger, déi och Recoursen um Verwaltungsgeriicht emol haten. Do gétt awer ganz oft Appell gemaach vusäite vum Staat, do och mehrfach.

Dat hu mer hei decidéiert, net ze maachen. Firwat? Mir hunn ons och mat de Leit zesummegesat. Mir hu gesot: „Mir wëllen hei konstruktiv weiderkommen. Et ass net an eisem Interêt a mir wëllen dat och net hei elo bis op dat Lescht alles ausschöpfen, wat mer vu juristische Weeër hunn. Mir wäerten eng Solutioun sichen.“ Firwat? Well mer wëllen eeben den Extrahospitalier net einfach opmaachen, mee eebe reglementéieren. Dat ass elo oft genuch an de Raum gesat ginn.

An deem Sënn ass dann och ... Wéi gesot, Juli 2019 éischt Urteel, éischt Instanz, wou een hätt kënne Appell maache mat engem Delai, deen am Summer ënnerbrach ass. Da wäre mer warscheinlech knapps derduerch haut, wa mer dat gemaach hätten.

Dann hu mer ... De 14. Februar 2020 ass direkt de Gesondheetsdësch opgaangen, wou dat doten eent vun den Haapttheeme war. Et war eng vun den Aarbechtsgruppen, déi direkt en place gesat ginn ass, fir dat komplex Thema, wat eng Analys vum Extrahospitalier bedeit, wat eng Planung dovunner bedeit, unzegeen. Ech brauch Iech hei och net drun ze erënneren, firwat déi Aarbechte vläicht net iwwert déi zwee lescht Joren esou schnell virugaange sinn, wéi mir eis dat all-eguerter gewënscht hätten. Mee et ass u jiddwerengem ze beurteilen, ob dat verschlof ass oder net.

Wourëms geet et? Mir wëllen eng Vernetzung mat de Spideeler, ganz kloer. Mir hunn eng Problematik vu Garden, déi och an der Bearbechtung ass. Mir hu Ressourcen, déi rar sinn. An et geet eis drëm, effizient ze schaffen, d'Acteuren op e selwechten Niveau ze kréien, dass mer net ënner ënnerschiddleche Bedingunge schaffen, dass een deem aneren op eemol Konkurrenz mécht, Personal ewechhëlt, dat souwisou scho Mangelware hei am Land ass. Ech mengen, do si mer eis och alleguerter politesch eens.

Dann hu mer haut eng Situatioun, an där vun engem anere Gesetz rieds ass. Mir hunn och eng Loi hospitalière. Dat ass déi, déi ech an deem jëtzege Fall invoquéieren an dat ass mäi gutt Recht. Dat ass d'besteend Legislatioun, déi do ass, déi an deem Haus

gestëmmt ginn ass mat eeben enger monopolitescher Vue op de Secteur hospitalier. Ech denken, dass et eis alleguerter net zousteet ... Wann een dat ufachte wëllt, dann ass dat jo och säi gutt Recht an engem Rechtsstaat, mee et ass net un eis, doriwwer ze urteilen. Mir hunn déi Reglementer an déi Gesetzer, déi en place sinn, ze applizéieren! An dat ass dat, wat ech gemaach hunn.

Wann do den Exploitant wëllt dergéint virgoen, ass dat selbstverständlech säi gutt Recht. An et ass um Geriicht, dat ze evaluéieren, ob mir déi richteg Interpretatioun hunn oder net. Do hu mir als Exekutiv och net d'lescht Wuert. An esou engem Fall huet da gegebenefalls, falls ee géif kloer goen am Fall vun enger Fermature, e Geriicht dat lescht Wuert ze schwätzen. Dat ass esou, wéi dat an engem Rechtsstaat ofleef. An och hei si mer a Gesprécher, fir eeben ze kucken, eng Lösung ze fannen.

Ech géif awer och nach gären, wa mer vun der Zäitschinn schwätzen, erëm eng Kéier rappeléieren: Urteel, wéi gesot, Mëtt 2019; éischt Urteel an där doter Matière ouni Appell. Da si mer vun 2018 u vu siwen op eelef IRMen eropgaangen. Do si véier zousätzlech IRMe komm! Et ass also net näischt geschitt. Do si mer amgaangen, ze evaluéieren, wou mer genau elo sti mat den Delaien. Dat kann ee scho gesinn, dass eng Tendenz do ass, déi sech verbessert. D'Urgencé gi bannent de 24 Stonnen ofgewéckelt. Den Detail vun deenen anere Servicer kréie mer och. Mir si sécher nach net do, wou mer hiwëllen, soss hätte mer eis jo och net direkt no deem Urteel 2019 engagéiert, fir weiderzeschaffen an eeben den Extrahospitalier ze reegelen.

Ech géif awer nach gären op dem Claude Wiseler seng Remark reagéieren, wat d'Motioun ugeet. Dir frot eebe justement ... Also, ech hunn Är Motioun verstanen, dass Der gären hätt, dass et eebe Modeller sinn, „telles que“ de Potaschbiere. Mir wëllen eebe justement net esou e Modell weider promovéieren, wéi elo grad de Potaschbiere en place ass.

Firwat? Well de Potaschbiere eeben net verlinkt ass mat engem Spidol. An dat ass eis wichteg. Dat ass ee vun de Prinzippien, dee mer an där Gesetzgebung, un där mer schaffen, wëlle verankert gesinn: dass e Lien muss si mat engem Spidol. Dat ass am Moment net de Fall! An dofir hunn ech eebe Problemer mam Wording vun der Motioun, well Der gesot hutt, Dir hätt gären eng Reglementatioun, déi eeben Etablissementer „telles que“ de Potaschbiere ... An dat ass net innocent, den Detail am Libellé, well mer eebe justement op eng aner Schinn wëlle goen.

Wa mer e Modell wéi de Potaschbiere wéilte promovéieren, da géife mer effektiv en Tariff en place setzen. Dat géif bedeuten, dass all Dokter, dee sech hei zu Lëtzebuerg niderléisst, automatesch deen Tariff ... Da si mer guer net an där Planungslogik, déi mer awer ustriewen, fir eeben e vernünftegen Ëmgang och mat eise finanzielle Ressourcë kënne ze assuréieren.

De Gesondheetssystem zu Lëtzebuerg huet e Käschtepunkt. Jiddwereen huet d'Recht op déi selwecht Dëngschtleeschungen. Dofir kann een eis och net onbedéngt mat anere Länner vergläichen. Ech géif och gären an de Raum setzen, dass mer ... Mir hunn dat gekuckt mat den Delaien: Mat der Unzuel un IRMe si mer am Verglach zum Ausland deels ... Mir sinn op alle Fall schonn erëm vill besser an der Moyenne, wéi mer dat waren. Mir sinn iwwert der Moyenne deels, natierlech vu Länner wéi Däitschland, wou e Privatesen huet, wou Leit méi schnell bäikommen. Ech weess awer och net ... Et zitëiert ni een d'Delaien, déi een huet als normale Keesepatient an Däitschland. Hei ass wierklech d'typescht Beispill vum Privatpatient, dat zitëiert gétt. An dat ass net eise System

hei an ech war och ëmmer der Meenung, dass do e breede Konsens wär, dass mer un dee System net wëlle résele goen. Dat ass dat, wat d'Stärkt ass vun eisem Land!

An ech géif och ofschléissend gären soen: Esou schlecht, wéi et ëmmer duergestallt gétt, ass net alles. Mir hunn et grad virduen héiere bei de Maternitéen. Vill Leit kommen iwwert d'Grenzen och bei eis an eis Servicer, si kommen heihinner accouchéieren. Dat ass bestëmmt net, well et hei méi schlecht ass wéi déi aner Säit vun der Grenz.

Do gétt et Grozonen. Dat muss een alles am Detail kucken an analyséieren an dat ass sécherlech net eppes géint Frontalieren. Au contraire! Mir brauchen déi, mir fonctionéiere mat deenen. Mir wëlle se just hei integréieren, mir wëllen hei keng Situatiounen schaffen, wou d'Radiologen, déi an de Spideeler schaffen, musse Garde maachen, Contrainten hunn, déi dann anerer eeben am Extrahospitalier net hätten.

Et geet drëms, dat ze reegelen. An ech sinn der Meenung, dass säit deem Urteel, dat gesprach ginn ass am Juli 2019, éischt Instanz, an der klorer Ausso vun der Regierung, fir net an Appell ze goen, net ze streiden, mee ze schaffe mat enger Pandemie, déi sech schonn iwwer zwee Joer zitt, mer eigentlech hei trotzdem nach vill Efforte gemaach hunn. An ech sinn och zouversichtlech, dass mer an deenen nächste Méint dee Projet fäerdeg hunn. Do schaffe mer net eréischt elo drop, do schaffe mer all fräi Minutt drop. Mee Dir wéssst et genauou gutt wéi ech, dass déi fräi Minutten an de leschte Joren nun eeben emol heiansdo e bësselche Mangelware waren, well mer aner Saachen op der Agenda haten, déi mer eis net erausgesicht hunn.

Voilà! Dat war dat, wat ech dozou nach ze soen hat.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Lenert.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

**Vote sur la motion**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An dës Motioun ass bei 25 Jo-Stëmme géint 33 Neestëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Ont voté non* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

*Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

## 10. 7763 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis aux fins d'introduire un fonds de travaux

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënt de Projet de loi 7763 iwwert d'Aféierung vun engem obligatoresche Renovatiounsfong fir Koproprietären. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech géif d'Wuert an d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ginn, déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Logement

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetz, dat den 9. Februar 2021 vum Minister Kox deposéiert gouf, geet et ëm d'Aféierung vun engem obligatoresche Renovatiounsfong fir Koproprietäre mam Zil, déi allgemeng Renovatioun ze fërderen an am Besonneschen d'energetesch Sanéierung vun de Residenzen.

Doduerch, dass dëse Fonds de travaux obligatoresch gëtt, wäert d'Duerchféierung vun Astandhaltungs-, Reparatur-, Verbesserungs-, Ëmbau- a Renovatiounsaarbechte méi einfach ginn. Dat géllt besonnesch fir d'energetesch Sanéierung wéi och d'Installatioun vun Anlage fir d'Produktioun an d'Späicherung vun Energie aus erneierbaren Energiequellen.

D'Ariichtung vun dësem Fonds de travaux soll derzou bäidroen, d'Bewosstsi bei de Proprietären ze erhéien, dass et net just duergeet, eng Immobilie ze kafen, mee dass een eeben och fir d'Käschte vun der Astandhaltung an d'Optimiséierung vum Gebai muss mat opkommen.

De Fonds de travaux erlaabt et, dass d'Proprietäre vun Appartementer kënnen regelméisseg spueren, fir déi grouss Renovatiounsaarbechten, déi an hiren Haiser ustinn, méi einfach ze finanzéieren. Anstatt am Moment vun enger Renovatioun duerch de Betrag vun enger héijer Rechnung erschloen ze ginn, kënnen si iwwert d'Joren déi néideg Suen am Fonds de travaux uspueren.

Doriwwer eraus stellt dëst Gesetz elo kloer, dass fir energetesch Renovatiounsaarbechten, Aarbechten an der Partie commune fir d'Installatioun vu Gaines techniques an d'Aarbechte fir d'Installatioun vu Produktiouns- an/oder Späicheranlage fir erneierbar Energien an der Partie commune eng Majorité simple vun alle Koproprietären am Syndic duergeet, fir kënnen duerchgefouert ze ginn.

Wichtig ass och, dass d'Sue vum Fonds de travaux net Deel si vum Capital investi an esou och keen Impakt hunn op de Loyer, deen de Locataire bezuele muss. Eréischt wann d'Suen tatsächlech investéiert ginn, si se Deel vum Capital investi.

De järeleche Mindestbäitrag pro Meterkaree Energiebezuchsfläch, also d'Surface de référence énergétique an dësem Fonds de travaux, gëtt determinéiert duerch d'Wärmeisolationssklasse, déi am Energiepass vum Gebai uginn ass. E variéiert jee no Klasse tëscht 3 a 6 Euro pro Meterkaree pro Joer.

Dës Wärmeeffizienz ass nämlech e gudden Indicateur fir d'Aschätzung vun der Envergure vun de künftegen néidegen Aarbechten. Ausserdeem ass den Energiepass obligatoresch an also e Referenzdokument, dat zur Verfügung steet, fir de Minimalbäitrag

ze rechnen. Jee no Gréisst vun der Wunneng an der Energieklasse beleeft sech de Betrag, deen esou ugespuert gëtt, op 25 bis 50 Euro de Mount.

Fir Neibaute gëtt dëse Fonds de travaux och obligatoresch. Esou ass d'Logik vum Spuere fir zukünfteg Aarbechte vun Ufank u present. An den éischte Jore kënnen dës Suen zum Beispill genotzt gi fir d'Virfinanzéierung vun Aarbechten, déi opgrond vu Baumängel noutwendeg ginn, och wann d'Proprietäre méi spéit géint de Verantwortleche virginn. Spéider kënnen dann dës Sue fir d'Ëmsetzung vun Astandhaltungs-, Reparatur-, Verbesserungs-, Ëmbau- a Renovatiounsaarbechte genotzt ginn.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun. De Gesetzesprojet ass den 9. Februar 2021 deposéiert ginn. D'Minister Henri Kox a Claude Turmes hunn de Projet de loi an d'Regierungsamendement den 9. Dezember 2021 an enger gemeinsamer Sëtzung vun der Logements- an Ëmweltkommissioun de 24. Februar 2022 virgestallt. An der Sëtzung vum 10. März 2022 goufen dann nach eng Rei Amendement-parlementairen ugeholl an de schréftleche Rapport den 22. Abrëll.

Zu den Avisen: An engem éischten Avis hat de Staatsrot eng Opposition formelle ausgesprach, well verschidde Formulatiounen net prezis genuch waren. Dëse konnt iwwer Amendement awer Rechnung gedroe ginn an de Staatsrot huet seng Opposition formelle opgehuewen.

D'Chamber vun de Staatsbeamten an Employéé schwätzt sech géint de Prinzip vun der Obligatioun aus fir d'Schafe vun engem Renovatiounsfong. D'Salariatskummer mengt, dass de Renovatiounsfong duerch an der Lag ass, energetesch Sanéierungen ze acceleréieren. An hirem Avis complémentaire begréisst si, dass de Fong net méi Deel vum Capital investi ass.

D'Chambre de Commerce ass zwar grondsätzlech d'accord mam Prinzip vun esou engem Fong, wënscht sech awer méi Flexibilitéit. Si plädéiert och derfir, dass de Fong zum Capital investi gezielt gëtt.

D'Chambre des Métiers ass net d'accord, dass de Renovatiounsfong obligatoresch gëtt, begréisst awer, dass d'Decisioun fir eng Renovatioun mat enger einfacher Majoritéit am Syndic ka getraff ginn.

D'Dateschutzkommissioun proposéiert verschidde Präzisierungen am Gesetz iwwert d'Kopropriétéit.

An engem gemeinsamen Avis weise sech déi sougenannte „chambres immobilières“ an de Groupement vu Syndics professionnels éischer positiv, wat de Prinzip vun esou engem Renovatiounsfong ugeet, a formuléieren eng Rei vun Observatiounen.

D'Chamber vun den Nottäre mierkt nach un, dass de Solde an d'Cotisations vum Renovatiounsfong sollen am Compromis de vente festgehal ginn.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport a wëll un dëser Stell nach eng Kéier jidderengem villmools Merci soe fir d'Aarbechten un dësem Projet a ginn och den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Thill.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Marc Lies** (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och der Rapportrice, dem Jessie Thill, hei Merci soe fir de Rapport iwwert dëse Gesetzestext.

An der Kommissioun, mengen ech, do huet d'CSV scho ganz kloer hir Positioun zu dësem Text geäussert. An deene leschte Méint a Jore schwätze mir ëmmer nëmme vun erschwénglechem Wunnengsbau. Dat geet effektiv wéi e roud Fueodem duerch all Diskussioun, déi an der Chamber gefouert gëtt. A wann ech dann awer kucken, wat an deene leschte Jore fir Gesetzestexte hei an der Chamber deposéiert gi sinn, déi och gestëmmt gi sinn, wou effektiv d'Prozedure verlängert ginn, wou vill méi komplex an zäitopwändeg Moosname mussen ergraff ginn, fir effektiv dann zu engem erschwénglechem Wunnengsbau ze kommen, an da gëtt ëmmer nach eng Schëppchen dropgepaakt!

Amplaz vun enger Simplification administrative gi mir ëmmer nëmme nach eng Schëpp dropleeën, fir datt de Wunnengsbau nach méi deier gëtt. An dat heiten ass effektiv nees eng Kéier e Paradebeispill fir genau dat!

Éischtens emol, datt d'Saachen obligatoresch ginn. Mir hunn et hei wierklech mat renger Ideologie ze dinn, wou et ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Lies** (CSV) | ... op där enger Säit entweeder Verbuert ass oder et ass Obligatioun. A mat esou enger Politik kann eng CSV sech definitiv net averstanen erklären!

Mir sinn derfir, datt d'Gebaier sanéiert ginn. Mir sinn enger Energiekris. Mir hunn effektiv Problemer, wat d'Energiezoufuer ugeet, eeben opgrond vun deene Krisen, déi mer hunn. Mee ech mengen, dat soll ëmmer nach de Choix si vu jiddwerengem, ob en effektiv da seng Gebailechkeet wëllt sanéieren, jo oder nee. An ech mengen, dat ass de Prinzip, no deem d'CSV verfiert an no deem d'CSV och hir Proposen an deene leschte Jore gemaach huet. Kee Verbuert, keng Obligatioun, mee d'Leit mat an d'Boot huelen an zesumme mat hinne ze kucken, a wat fir eng Richtung mer solle goen.

Mir stinn zum Eegenheim. Absolutt! A wann een effektiv dësen Text hei kuckt, dat mécht d'Eegenheim nach eng Kéier méi deier. Och fir de Locataire gëtt et méi deier. Dofir ass dat heiten ënnert dem Stréch een Text, dee sécherlech net fondéiert ass, wou sech nach eng ganz Partie Froen och stellen. Zum Beispill gëtt hei vu residentiel geschwat a vu Kopropriétéiten, mee et gëtt awer och vill Haiser, wéi eng Maison bifamiliale oder trifamiliale, an deene keng Gerance, näischt, dran ass. Wéi gëtt dann effektiv domat ëmgaangen? Dat sinn effektiv Froen, déi sech stellen. Et sinn nach eng ganz Partie Saachen, déi och monéiert gi vun der Chambre immobilière. Mir fanne keng Äntwerten dorop an d'fir kann d'CSV dësen Text ganz sécherlech net matdroen!

Et wonnert eis just, datt verschidde Regierungsparteien, entre autres déi liberal Demokratesch Partei, sech bereeterklären, fir esou en Text matzedroen. Also, alles, wat Energiesanéierung ugeet oder energetesch Sanéierung vun de Gebailechkeeten, do si mer honnertprozenteg dermat averstanen! Deen nächsten Text, deen hei um Ordre du jour steet, dee kënnen mer sécherlech zu 100 % matdroen. Mee dësen Text wäert net den Accord vun der CSV-Fraktioun fannen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Lies. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

**M. Max Hahn** (DP) | Här President, de Logement stellt nom Verkéier dee Beräich mam gréissten CO<sub>2</sub>-Aspuerpotenzial duer, fir eis Klimaziler domat ze



errechen. Besonnesch beim Albau ass nach enorm vill Potenzial, fir eeben eis Emissiounen ze reduzéieren.

An den nächste Jore muss mir dofir Efforten an deem Beräich maachen. An déi, déi mer aktuell scho maachen, déi muss mer nach däitlech eropschrauben. An, jo, do ass jiddere gefuerdert, souwuel de Staat selwer, fir op där enger Säit mam gudden Beispill virzegoen, awer och d'Menagen, deene mer konkreet ënnert d'Äerm mussen gräifen.

D'Regierung huet hei schon eng ganz Rei Mesuren an déi Richtung ënnerholl, respektiv et ass nach déi eng oder déi aner Mesur virgesinn. D'Aféierung vun engem obligatoreschen Fonds de travaux ass een Deel dovunner. D'Subsidie vun der PRIME House oder d'Klimabank – deen nächste Projet hei um Ordre du jour – si weider Mesuren an deem Kader.

Während de Staat allerdéngs d'Leit mat de Subventionen direkt finanziell ënnerstëtzt, gëtt mat deem Projet d'Obligatioun agefouert, e Fonds de travaux bei Koproprietäten ze schafen, fir generell Renovatiounen a méi speziell Aarbechten am Kader vun enger energieetescher Sanéierung ze realiséieren.

Als DP si mir der Meenung, dass doduerch, dass dee Fonds sech lues a lues féllt, effektiv e gewëssenen Ureiz entsteet, déi Suen och iergendwann ze notzen an eppes dermat ze maachen. Eng komplett Sanéierung ass nämlech wierklech kee klengen Projet, deen een einfach mol esou realiséiert. Net jiddereen huet déi néideg finanziell Moyenen. Dowéinst hu mer d'Aiden am Kader vum Tripartite-Accord och nach emol sozial selektiv ugepasst.

Mee net jiddereen ass och bereet, déi Investitiounen ze maachen, souguer wann en d'Suen huet. Grad wann een zu méi esou eng Decisioun huele soll, wéi eeben an enger Koproprietät, kann et virkommen, dass eeben net all d'Proprietäre sech eens sinn.

Déi aktuell Situatioun weist eis allerdéngs, dass mir all Interêt hunn, nach méi staark op erneierbar Energien an nach méi staark op energieetescher Sanéierung ze setzen. Ugeziicht vun der Präisdeierecht, déi mer grad erliewen, an déi besonnesch d'Stéit mat niddregem Akommes trifft, ass déi energieetescher Sanéierung en zentralen Hiewel, fir sech virun dese Präisschwankungen ze schützen.

Eis Ofhängegkeet vun Energieimporter aus engem Land, dat e kriminellen Ugrëffskrich géint ee vu sengen Nopere féiert, zwéngt eis iwwerdeems, eis energieetesche Autonomie, souwäit et méiglech ass, auszubauen an opzehalen, dee kriminelle Regimm ze finanzéieren. De Fonds de travaux ass dowéinst fir eis als DP e gudden Ureiz, fir d'energieetescher Sanéierung bei de Koproprietäten virunzedeieren.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei a géif der Rapportrice Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten.

**M. Fernand Etgen, Président** | An ech soen dem Här Max Hahn Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Yves Cruchten.

**M. Yves Cruchten (LSAP)** | Merci, Här President. A virop och e grouse Merci un d'Madamm Thill, déi e ganz, ganz gudden an och detailléierte Rapport gemaach huet. Dat erlaabt mir et elo, vun der Plaz ze schwätzen an net meng ganz Ried ze halen, well ech Iech net nach eng Kéier wëll eng ganz Partie Saache widderhuelen, déi scho gesot goufen.

Mee et ass awer richtig, dass et nieft der Klimaeffizienz ganz vill aner Grënn gëtt, firwat mer allegueren Interessi drun hunn, fir d'baulech Qualitéit vun eisem Doheim héichzhalen. Virun allem wann en Haus

schlecht isoléiert ass a mat vill Gas oder Mazout gehëtzt muss ginn, dann huet dat eeben net nëmmen negativ Effekter op d'Ëmwelt, mee och op de Portmonni.

Mat deem Fong reegele mer dat och an de Koproprietäten, wou dat méi schwéier war bis elo. Dat ass fir eis e wichtegen Impuls.

Vläicht lount et sech doduerch och e bësse manner, fir an Zukunft seng Wunneng eidel stoen ze loosse, wat jo och e Phenomeen ass, wou mer eis eigentlech heibannen eens sinn, dass mer dee wëlle bekämpfen.

Op alle Fall nach eng Kéier merci fir de Rapport. An ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Cruchten. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR)** | Jo, Här President, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un d'Madamm Rapportrice fir hire Rapport.

Ech hunn, wéi mäi Vir-, Vir-, Virriedner, wann ech richtig gezielt hunn, mech och gefrot: Wéi kann d'Demokratesch Partei heihinnerkommen an dat hei justifiéieren? Ech hat net un den Här Putin geduecht, mee en ass awer elo e gutt Argument fir alles! Also, mir huelen dann zur Kenntnis, dass d'DP heimadder averstanen ass, fir de Proprietäre virzuschreien, wat se solle maachen, fir an d'Fräiheet vun de Leit anze-gräifen, fir d'Wunnen nach méi deier ze maachen. Well et dierf ee jo keng Illusiounen hunn! Ech mengen, e Proprietär, deem dat hei imposéiert gëtt, ... do wäerten déi allermeescht dat natierlech op d'Loyerspräisser weiterrechen.

Dat heescht, dat hei ass e kloeren Akt vu staatlecher Bevormundung. Et ass en Akt, mat deem erëm eng Kéier d'Wunne verdeiert gëtt an notament d'Locataire getraff ginn. An et ass eppes, wat mir als ADR net kënnen matdroen. Firwat net? Majo éischtens, mir si fir d'Fräiheet vun de Leit. Mir respektéieren d'Eigentum vun de Leit. Jo, natierlech ass eng energieetesche Sanéierung oder eng aner Sanéierung vun engem Bien immobilier méi wünschenswäert. Mee et ass nach ëmmer esou, dass mer e fräit Land sinn! An dat hei ass e Schrëtt, fir d'Leit ze zwéngen, do Reserven unzeleeën.

A mir brauchen eis jo kengen Illusiounen hinzeginn, deen nächste Schrëtt, deen ass jo och schon evident! Mir ginn elo gezwongen, e Fong unzeleeën, eeben och mat gewëssenen Onsécherheeten, mee an enger Koproprietät ginn d'Leit gezwongen, dann e gewëssene Fong unzeleeën. Deen nächste Schrëtt, an e puer Joer, dat ass dann, dass d'Leit och gezwonge ginn, dat unzewenden, dass si gesot kréien: „Ma elo musst Der investéieren! Wann der elo fennef Joer ugespuert hutt, da musst Der dat an dat maachen!“

Et brauch ee jo keng Illusiounen ze hunn: Déi Parteien hei – déi Gambia-Regierung – hunn an esou ville Beräicher de Leit Virschreite gemaach, déi hunn absolutt keng Hemmungen, wa se kënnen virschreien, fir dat do ze maachen, an dann dat nächst ze implementéieren. Ech froe mech haut schon, wat d'DP da wäert maachen, fir dat dann ze argumentéieren.

D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hu ganz kloer op e puer Problemer higewisen. Si hu gesot, dass, wa mer elo de Fong maachen, dat jo nach keng Garantie ass, dass d'Sue benotzt ginn. An dat ass jo genau dee Punkt, wou se vläicht och nach ze naiv waren. Wéi gesot, an e puer Joer kréie se genau dat hei virgeschriwwen: „Elo musst Der déi Sue benotzen!“ Dat läit jo op der Hand!

Also, fir eis ass et ganz kloer: Dat hei, dat sinn einfach Méikäschten, méi Administratioun, méi Bürokratie,

méi Bevormundung duerch de Staat. Dat ass näischt, wat eng Partei wéi d'ADR kéint matdroen. Mir soen Nee dozou.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmoos, Här Kartheiser. An dann ass et elo un der honorabelen Madamm Nathalie Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** | Merci, Här President. A merci der Rapportrice fir dese Rapport.

Fir eis geet d'Gesetz definitiv an déi richteg Richtung. Et ass e wichteg Gesetz am Kampf géint de Klimawandel. Lëtzebuerg huet sech jo d'Ambitioun ginn, fir bis 2030 55 % manner CO<sub>2</sub> auszestosse wéi 2005. A besonnesch staark soll d'Reduktioun jo och am Wunberäich sinn: minus 64 % laut Klimagesetz. Héich Ambitiounen brauchen dann och staark Engagementer. A vum selwen, dat wësst Der, geschitt näischt. Dat hei ass esou e Gesetz, dat mir matstëmmen, well et fir eis an déi richteg Richtung geet, och wa bei Wäitem net alles perfekt ass.

Ech ginn net op d'Gesetz an, d'Rapportrice huet dat gemaach. D'energieetesche Sanéierung vu Wunnegebaier ass jo eng Prioritéit, déi bis ewell net seriö genuch ugepaakt ginn ass. Déi virleidend Zuelen, déi weisen eis dat. Am PNEC gëtt en Taux de rénovation vun 3 % d'Joer uviséiert bis 2030, fir d'Ziler ze errechen. An haut leie mer tëscht 0,4 % an 1 %. D'Erausforderung an deem Beräich kenne mer natierlech, wat och de Grond derfir ass, dass mir eis vill domadder beschäftegt hunn a Modeller presentéiert hunn, wéi een diesen Taux kann eropsetzen. Ech verweisen op eise Projet, eis Proposition de loi vum Assainissement énergétique.

D'Gesetz betrëfft d'Koproprietäten a soumat ass déi sozial Fro hei besonnesch wichteg, well déi meeschte Locataire a manner gutt situéiert Proprietäre meeschtens an esou Koproprietäten liewen. Et sinn awer d'Locataire, oder allgemeng Stéit mat wéineg Revenuen, déi dacks a schlecht isoléierte Wunnengen an der Energiefial sëtzen, déi an der aktueller Situatioun besonnesch uerg ass.

D'Obligatioun, fir esou e Fonds des travaux vun de Proprietären an der Koproprietät ze schafen, fanne mir richtig. Et ass eng kloer Reegelung, déi iwwer finanziell Incitatiounen, zum Beispill steierlecher Natur, erausgeet. D'Obligatioun bleift awer do stoen. Keng Koproprietät gëtt effektiv och quasi gezwongen, Aarbechten ze maachen, also obligéiert, Aarbechten ze maachen, sief et fir eng Renovatioun oder erneierbar Energiequellen. Dat ass fir eis eng gréisser Limitatioun a werft d'Fro op, ob dat duergeet, fir der Urgence climatique Rechnung ze droen. Mir mengen net.

Eng Obligatioun, zumindest bei der Renovatioun, wier an eisen Aen hei ubreucht gewiescht a Fonctioun vum Zoustand vum Gebai. Eng öffentlech Finanzéierung, gestaffelt no soziale Kritären, sou wéi och d'CSL et virschléit an hirem Avis, kéint de Proprietäre mat mander Revenu hei eng Hëllefstellung bidden, fir dass si duerch esou Investitiounen net aus hire Wunnenge verdrängt ginn. Eng Lacune ass dat, déi engem an d'A spréngt bei deem Gesetz, an dat ass och eng aner duuss Mobilitéit, déi hei net soll viséiert ginn. Als Beispill kéint een e lokalen Ënnerstand fir Vëloen oder Trottinnetten nennen, eng Infrastruktur, déi fir eis och zu enger eescht gemengter Energietransitioun gehéiert.

Schliisslech riskéieren awer och bei deem Gesetz déi-jéineg, de Kierzen ze zéien, déi keem Immobiliekapital hunn a loune mussen. Och wann d'Cotisatioun net direkt an de Capital investi mataberechent gëtt, esou ass et awer och hei esou, dass d'öffentlech Subventiounen fir Renovatiounsaarbechten dem Proprietär

zeguttkommen, hien awer dee ganze Montant vum Invest an de Capital investi bäirechnen a soumat de Loyer deementspriechend erhéije kann. Dat ass eng Ongerechtegkeet am Loyersgesetz, déi onofhängeg vun deemem Gesetz iwwert d'Kopropriétéiten ze gesinn ass.

Mee dëst Gesetz schaaft awer nach eng aner Ongerechtegkeet. D'Infrastruktur fir erneierbar Energië gëtt dem Locataire och op de Loyer gerechent iwwert de Capital investi, dat hunn ech scho gesot, mee den eventuelle Produit, deen duerch d'Aspeise vun Energie an de Réseau entsteet, fléisst awer an de Fonds des travaux, also un d'Propriétaires. Dat ass ongerecht a weist eis, wéi zentral de Grond- respektiv den Immobiliebesëtzer ass am Kader vun der Energietransitioun zu Lëtzebuerg. An et ass definitiv eng Limit! Leit mat Terrain fir Wandrieder, mat Diecher fir Panneau-voltaïquë kënnen eng Wand- oder Sonnerent unzapen, während Leit unni Kapital bei der Energietransitioun mussen nokucken an, wa se Pech hunn, Nuisancen a Kaf mussen huelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen (Piraten)** | Merci, Här President. Dat heiten ass sécherlech e Gesetz mat enger ganz nobeler Cause, an dat een och kann zimmlech einfach no bausse verkafen, andeems ee seet, dass et fir de Klimaschutz ass, ouni direkt ze soen, dass jo awer esou e Fong mol muss opgebaut ginn. Dat heescht, wa mer iwwert de Klimaschutz schwätzen, wäert et sou ongeféier bis 2030 daueren, ier een iwwerhaupt emol e Fong huet, dee grouss genuch ass, fir iergendeng Renovatioun ze maachen. Dat heescht, mat deem Gesetz, dat haut gestëmmt gëtt, gëtt eigentlech guer net esou schnell gehandelt, wéi verschidde Virriedner dat hei schéischwätze wollten.

Mir Piraten stousen eis an deemem Gesetz un zwee Punkten. Deen éischte Punkt ass ganz kloer den Date-schutz. Do ass nach kee grouss drop agaange vun der Regierungsparteien, mee d'CNPD huet awer do e ganz kriteschen Avis ofginn. An zwar ass herno ganz transparent an de Communautéiten, wie wat wou verbraucht. An de Syndic beziéungsweis déi, déi bei Iech am Haus wunnen, kommen un Informatiounen, déi se eigentlech net dierften hunn. Dat huet d'CNPD och e puermol an hirem Avis opgeworf. Et gouf awer net wierklech dorobber reagéiert.

A vill méi schlëmm fir eis Piraten ass nach, dass dat doten eigentlech an der aktueller Logementskris e Gesetz ass, wat d'Präisser wäert eropdrécken. Well Dir kënnt dat elo schéi verkafen, dass dat herno weeder op de Loyer nach op de Verkafspräis géif gedréckt ginn. Nee! Et wäert awer geschéien! Also kënnt Der Iech ganz sécher sinn, wa mer elo kucken, an et wunnt een an engem net esou gutt Renovéierten, mécht dat herno 540 Euro d'Joer. 45 Euro de Mount. Dat ass fir verschidde Familijen, déi elo schon zimmlech d'Waasser ganz héich stoen hunn, an ech mengen, Dir sot jo ëmmer grouss, Dir géift elo Hëllef ginn, déi sinn herno 20 Euro, 30 Euro de Mount, hei klaakt Der de Leit einfach mol, als Beispill, bei 90 Meterkaree 45 Euro, wann een elo eng gréisser Famill huet, bei 120 Meterkaree 60 Euro de Mount méi dohinner, déi een einfach muss herno a senge Chargé bezuelen an, wéi virdu gesot, wou een da vläicht 2030 genuch Geld an deem Fong huet fir ze renovéieren.

Dat ass jo de Knackpunkt fir eis. D'Leit ginn elo bei d'Keess, mee se kréien awer hir Renovatioun, wou se eppes kéinte spueren oder eppes fir d'Ëmwelt géife

maachen, eréischt vill méi spéit, wann dee Fong grouss genuch ass, well Dir kennt jo heibannen alleguerten d'Präisser, déi een iwwerhaupt emol muss hunn, ier een déi Renovatioun ka maachen. Dofir hätt missen e ganz anere Modell gewielt ginn, an zwar iwwer e Virfinanzement. Mee do kommen ech herno bei de Kreditter nach eng Kéier drop zrëck, well dat ass jo dat nächst Gesetz.

Deementspriechend wäerte mir dat haut och net matstëmmen.

Ech stellen awer nach eng Fro un den Här Minister: Wéi ass et mat deene Residenzen, déi elo schon hir Reserven haten? Well do gëtt et jo Residenzen, déi elo schon esou Fongen haten, déi sech dat konnte leeschte fir Renovatiounen. Ginn déi integral direkt mat eriwergéhol? Ass dat méiglech? Kréien déi dat dann op deem dote Gesetz guttgerecht?

Merci.

**M. Sven Clement (Piraten)** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Logementsminister Henri Kox.

*(Interruptions)*

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Henri Kox, Ministre du Logement** | Merci, Här President. Merci och alleguerten de Virriedner a speziell och der Rapportrice fir deen ausféierleche mëndlechen, awer och schrëftleche Rapport zu deemem Projet.

Erlaabt mer, dass ech elo net an all Detailler nach eng Kéier op de Projet aginn, awer vläicht déi grouss Linnen nach eng Kéier soen.

Vläicht ass elo bei villen an der Debatt ... an ech sinn och frou, dass dat erwänt ginn ass, dass et ganz wichteg ass, dass eng Sanéierung an den Haiser passéiert, well den Energieverbrauch ass awer, europawäit gekuckt, bei 40 %, iwwer 40 %. Hei zu Lëtzebuerg ass en e bësse manner, ech mengen, e läit bei 37 % oder 36 %, wat an den Haiser verbraucht gëtt. Et ass eng Erausforderung, déi mer alleguerte mussen ugoen, fir dat ze maachen.

Mee wat vergiess gëtt hei an deemem Projet, et ass a sech net direkt geduecht, fir Energiesanéierung ze maachen. Et ass och, fir Energiesanéierung ze maachen. An do ..., déi lescht Fro, déi ech gestallt kritt hu vum Här Goergen: Et gëtt déi Fongen haut schon op fräiwëlleger Basis. An et ass dat déi Erfahrung, déi mer eebe gemaach hunn. Do, wou esou e Fong ass, geet et ganz gutt. Et ass nämlech e Schutz – an dat ass déi Fro, déi virdu gestallt ginn ass – fir déi, déi vläicht manner betuucht sinn, fir sech zäitlech eppes opzebauen, fir wann d'Rechnung kënnt. An net onbedéngt, well se vun enger energeetescher Sanéierung kënnt. Nee! Well e Lach am Daach ass, de Kullang futti ass, am Keller eppes futti ass, d'Fassad gemaach muss ginn.

Alleguerten déi Renovatiounen mussen gemaach ginn, an dat seet net dës Regierung, och net déi Regierung virdrun, mee e Code civil, deen et iwwer 200 Joer scho gëtt hei zu Lëtzebuerg. Et ass een nämlech verflücht, seng Propriétéit an der Rei ze halen. An dat gëllt natierlech émsou méi, wann een an enger Kopropriétéit läit. An et ass ëmmer déi Ausenanersetzung, déi et do gëtt, wann eng Renovéierung usteet, fir déi kënnen duerchgeféieren. An dat gëllt fir sämtlech Renovatiounen.

Also dëst Gesetz huet zwee Elementer, an d'Madamm Thill huet et gesot an et ass och an hirem Rapport ze liesen, zwee Elementer. Dat éischt Element ass emol d'Aféierung vun deem Fong. An dat gëllt fir sämtlech

Aarbechten, déi mussen gemaach ginn, an natierlech och a Richtung – wat mech natierlech och interesséiert respektiv nach ganz vill heibannen – fir energeetesche Sanéierung. Dat ass emol den éischte Fall. An et schützt grad déi kleng Proprietären, déi net vill Akommes hunn, sech zäitno eppes opzebauen, fir, wann déi déck Rechnung kënnt, dass se net aus der Këscht fueren an dass se dat och kënne finanzéieren.

An dat zweet Element ass dat natierlech, wann Der eng Transition écologique, Transition énergétique wëllt ukucken, dat ass d'ganz Elektromobilitéit: Wéi ass et mat de Borne? Ech wëll awer en Elektroauto hunn. Jo, mee mir sinn awer net do, fir Dir däin Elektroauto ze finanzéieren. Da gesäit dëse Projet de loi just vir, dass de Commun, do, wou d'Schaltstatioun ass, dat sinn allgemeng Installatiounen, déi gemaach ginn. Dat ass fir de Generellen an dat gëtt doriwuer bezuelt. Awer de Kabel bis bei säin Auto, wou dann de Stecker ass, dat gëtt vun den Einzelnen nach weider gedroen.

Also déi zwee Elementer si wichteg. Dat éischt ass, d'Erfahrung huet et gewisen: Do, wou et ass, funktionéiert et ganz gutt. Et schützt dee Klenge mat dem manner bemëttelten Akommes, fir eppes opzebauen. An dat ass net esou belaauschtend, dass en et net kann droen. Well wann d'Rechnung kënnt, muss se bezuelt ginn. An dat zweet sinn eben d'Majoritéitsverhältnisser, wou och d'Erfahrung weisen, dass dat wichteg ass.

Dofir: Merci fir déi, déi dëse Projet ënnerstëtzen. An déi nächst Projeten, déi jo elo nach gestëmmt ginn, passe sech an dëse Projet mat an, soudass dat am Ganze muss gekuckt ginn.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools dem Logementsminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7763. Den Text steet am Document parlementaire 7763<sup>17</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7763 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Tess Burton), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Lies), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;



MM. Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## 11. 7821 – Projet de loi relative aux aides à des prêts climatiques

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 7821 iwwert d'Bäihëlfelefen am Kader vun engem Klimaprêt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Rapportrice, d'Madamm Jessie Thill, ass scho prett fir de Rapport. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission du Logement

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dësse Projet de loi gesäit eng Rei Upassungen a Vereinfachungen vir fir d'Förderung vun energieetescher Sanéierung, déi iwwer e Prêt finanziéiert ginn an déi mam Gesetz vum 23. September 2016 (veuillez lire: 23. Dezember 2016) iwwert d'Förderung vum Klimaprêt agefouert gouf.

Duerch Finanzhëlfelefen a Form entweder vun engem Klimaprêt zu engem Taux zéro oder Klimaprêt mat engem reduzierten Zënssaz wollt de Legislatuer d'Zuel vun den energieetesche Sanéierung vu Wunnengen ewéi och d'Zuel vun den techneschen Installatiounen zur Notzung vun erneierbaren Energiequellen däitlech erhéijen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Esou géif een net nëmmen zum verantwortungsvollen Energieverbrauch oder zur Erhaltung vun der Ëmwelt bäidroen, mee och d'Energiekäschte reduzéieren an d'Valeur vun der Wunneng erhéijen. Den Erfolleg vun dësem Aideregim war éischer mässeg. Säit dem 1. Januar 2017 gouf et nëmme 4 Accorde fir e Klimaprêt à taux zéro. Zousätzlech goufen 129 Klimaprête mat engem reduzierten Zënssaz accordéiert.

Dësse Projet de loi konzentréiert d'Regelungen op zwou Moosnamen. Éischtens d'Aféierung vun enger eenzeger Zënssubventionéierung mat der Bezeichnung „subvention d'intérêt pour prêt climatique“, déi fir all betraffe Proprietären zougängelech gemaach gëtt, an dést mat enger vereinfachter Procedur. Esou ass den Accord vum Logementsministère net méi néideg, fir de Prêt ze froen. D'Subventionéierung gëtt accordéiert no enger Decisioun iwwert d'Aide PRIME House, also no Ofschloss vun den Aarbechten, wéi et och haut schon de Fall ass. D'Iwwernam vun de Käschten erfollegt réckwierkend ab dem Datum, wou d'Aarbechten ugefaangen hunn. D'Leit verléieren also näischt par rapport zum aktuelle Regimm, mee déi ganz Hëllef gëtt méi schnell accordéiert a méi einfach ëmgesat.

Zweetens: D'Méiglechkeet, fir eng Garantie vum Staat ze kréien, bleift bestoen a gëtt fir all Demandeur méiglech, fir deen d'Finanzinstitut jugéiert, dass den Demandeur net iwwert déi néideg Garantië verfüügt.

Hei sinn zwee Cas-de-figuré méiglech. Éischtens: am Fall vun engem Hypothéikeprêt, dee fir d'Acquisitioun vun enger Wunneng mat uschlëssender Renovéierung gemaach gouf. Da kann e Prêt duerch eng staatlech Garantie ënner änleche Konditiounen ewéi bei der Loi modifiée vum 25. Februar 1979 iwwert d'Aide au logement gemaach ginn. Oder am Fall vun engem Hypothéikeprêt, dee just fir d'Renovatioun vun enger

Wunneng opgeholl gouf, gesäit den Text vun dësem Gesetz och vir, dass eng staatlech Garantie méiglech ass, déi d'Garantie, ewéi se am Gesetz vum 2016 virgesi war, ersetzt. An dësem Fall brauch et awer den Accord de principe vun der Ëmweltverwaltung, well de Finanzéierungsplang vun den Aarbechte gemaach gëtt. Nëmme esou ka séchergestellt ginn, dass dës Prêteen tatsächlech fir eng energieetesche Sanéierung am Sënn vun dësem Gesetz genotzt ginn.

(Interruption)

Et ass ze bedenken, dass de Projet de loi 7821 Deel vun enger ëmfaassender Neigestaltung vum Aidësystem vun Aiden am Kader vun der Energietransitioun ass. Esou gouf notament d'Gesetz PRIME House verlängert, simplifiéiert an ausgebaut.

Derbäi kennt de Projet de loi 7938 relative zu den Aides individuelles au logement, deen dës ganze Mesurëpak renforcéiert duerch d'Aféierung vun enger Verbesserungsprämie fir energieetesche Sanéierungen. Dës Primm besteet aus enger zousätzlecher finanzieller Ënnerstëtzung, déi nëmme accordéiert gëtt, wann d'Akomesbedéngungen erfëllt sinn.

Zu den Avisen an Aarbechten an der Kommissioun: De Staatsrot hat keng Opposition formelle par rapport zum Projet de loi. En hat just eng Rei legistesche Modifikatiounen, déi och iwwerholl goufen.

D'Chambres professionnelles hunn all Simplificatioun vun de Prozedure begrësst.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet nach regrettéiert, dass de Regimm elo manner avantagéis wier ewéi den Dispositif, deen aktuell en vigueur ass.

D'Chambre des Salariés revendiquéiert nach d'Aféierung vun enger Majoratioun vun alle staatleche Subventiounen op Basis vu soziale Krittären.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers recommandéieren alle béid, dass och Entreprises a Personnes morales d'Méiglechkeet kréien, fir vum Klimaprêt ze profitéieren. D'Chambre des Métiers fuerdert doriwwer eraus nach eng Erhéijung vum Maximalmontant vun 100.000 Euro op 200.000 Euro.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, dass de Projet de loi den 12. Mee 2021 (veuillez lire: de 6. Mee 2021) deposéiert gouf an no den Aise vun de verschiddene Chambres professionnelles an dem Avis vum Staatsrot de 24. Mäerz vum Minister Kox an der Logementskommissioun virgestallt gouf. An den 31. Mäerz gouf de schrëftleche Rapport och approuvéiert.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech wëll och jidderengem hei nach eng Kéier villmoos Merci soe fir d'Aarbechten un dësem Projet a ginn den Accord fir déi gréng Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och.

An éischte Riedner ass den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Marc Lies** (CSV) | Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech soen och der Rapportrice Merci fir hiren ausféierlechen Exposé vun dësem Text.

Ech wäert et direkt soen, ech hunn et virdru scho gesot beim viregen Text: D'CSV wäert dësem Text hei zoustëmmen, well dat genau dat ass, wat eis dann dee Moment hëllef, wann et ëm energieetesche Sanéierung geet, respektiv déi richteg Dispositiounen en place setzt, fir deem och kënnen Rechnung ze droen.

Duerfir, dat heiten ass en Text, deen déi sougenannte Klimabank, wéi se 2016 pronéiert ginn ass ... Erlaabt mer, dass ech eng Kéier kuerz schmunzelen. 2016 gouf d'Klimabank vun eisen demokratesche Frënn wierklech als deen absoluten Top Act duergestallt, als géifen an deenen nächste Joren ... an ech zitéieren hei aus der Press vum 14. Juli 2016, dass effektiv mat dëser Klimabank „eine regelrechte ‚Sanierungswelle‘“ an deenen nächste Jore géif en place gesat ginn. Sou wéi d'Rapportrice virdru gesot huet, waren dat am Ganzen, wann et ëm Conseil en énergie geet, 19 Demanden, an dann dovu goufen der 3 accordéiert. Bei dem Prêt climatique à taux zéro 26 Demanden, dovu gouf 1 accordéiert. An effektiv de Prêt climatique à taux réduit 201 Demanden, an dovu goufen der 84 accordéiert.

Duerfir mengen ech, kënnen mer haut déi Klimabank, wéi se deemools och pronéiert ginn ass, a wou mer och deemools an der Chamberskommissioun vu Säite vun den zoustännege Ministeren, souwuel vum Här Gramagna, awer och dem Här Hans, dann duergeleecht kritt hunn, wat genau dann d'Fonction vun där Klimabank sollt sinn ... Mir kruten deemools net allze vill konkret Äntwerten drop. Ech mengen, d'Äntworten hu mer mat deem elo kritt, wat de Bilan aus deene leschte fënnef Joer ass. Dat heiten ass dee richteg Wee. A wéi gesot, d'CSV-Fraktioun wäert och dësem Text hei dann dee Moment hiren Accord ginn.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Jo, nom virege Gesetzestext stëmme mer dann elo nach en zweete wierklech wichtige Projet am Kader vun der energieetescher Sanéierung vu Gebaier.

Et brauch een et zwar net ze soen, mee ech maachen et dann awer. D'Emissiounen am Logement, wa mer déi wëllen erofkréien, da geet dat iwwert d'Sanéierung vum Albau. Dat ass e Beräich, wou ganz vill Potenzial dra stécht, wou am meeschte Potenzial dra stécht. Et ass awer och gläichzäitig dee gréisste Chantier, wou een am meeschten Efforte muss maachen, fir eppes ze realisieren.

Beim Neibau, dat wësse mer, do sti mer gutt do. Jo, do sti mer souguer ganz gutt do mat eisen héije Standarden. Mee beim Bestand muss an deenen nächste Joren nach eng Schëpp dropgeluecht ginn.

Ugesiichts vun den héijen Energiepräisser, déi verréckt spillen, ass et natierlech och am eegenen Interêt vun de Leit, dass se an d'Sanéierung vun hire Wunnengen investéieren, fir a puncto Energie nach méi onofhängeg ze ginn.

Gläichzäitig stellt esou eng Sanéierung natierlech och e gewëssenen Invest duer, deen net jidderewéi well oder net kann ouni Problem bewältegen. D'Leit mussen also ënner d'Äerm gegräff kréien. Si mussen incitéiert ginn, wéi dat mam virege Projet iwwert de Fonds de travaux de Fall war. A si mussen gehollef kréien, wéi dat mat dem Projet vun de Subside vu PRIME House de Fall ass.

D'Klimabank ass eng laang Fuerderung vun der DP gewiescht. Et war mer dofir och eng Éier an eng Freed, am Dezember 2016 de Rapport vun dësem Gesetzesprojet kënnen ze maachen. Leider huet sech iwwert d'Joren erausgestallt, dass dës Modell net onbedéngt dee Succès hat, dee mer eis deemools erhofft an erwaart haten. Ech mengen, de Projet wier och, Här Lies, mat ganz grousser Majoritéit hei am Haus esou gestëmmt ginn.

Dat heescht och elo net, dass mer d'Iddi vun der Klimabank net méi gutt géife fannen. Ganz am Géigendeel: Als DP si mir nämlech och haut nach ëmmer vum Prinzip iwwerzeegt, mee d'Praxis weist engem eben dacks Saachen, déi een an der Theorie net onbedéngt viraussoe konnt. Knapp sechs Joer méi spéit, nom Vott, ass et dowéinst nëmme richtig ze kucken, wat gutt fonctionéiert a wat net gutt fonctionéiert huet. Ech mengen, dat ass d'Aufgab vun eis als Politik. Do fällt kengem eng Zack aus der Kroun, och eis als DP iwwerhaupt guer net. Ech freeë mech d'ailleurs immens, dass mer probéieren, dese Produit vun der Klimabank dann nach méi attraktiv ze maachen, dass méi Leit en notzen, dass méi Leit hir Haiser energieetesesch sanéieren, fir dass mer eis Klimaziler kënnen errechen.

Wann d'Prozedure sech nämlech als ze ëmständlech a komplizéiert erausstellen, wéi dat hei de Fall ass, wann net nëmme déi normal einfach Bierger Problemer dermat hunn, mee souguer Leit an Experten aus dem Secteur, wann et legal Onkloerheete gëtt, ben, da muss een deem Rechnung droen an da muss een d'Gesetzestexter adaptéieren. An do, wéi gesot, si mir ganz frou, dass mir als DP hei eng Hand mat konnten upaken, fir deen Outil vun der Klimabank ze verbesseren.

Mam neien Text gëtt hei also nogebessert, den Dispositif an d'Prozedure gi vereinfacht. Als DP kënnen mer dat nëmme begréissen a mir hoffen natierlech, dass des Reform elo derzou bäidréit, dass nach méi Leit d'energieetesesch Sanéierung vun hirem Logement maachen, nach méi do dran investéieren. An och wann dat net de Fall sollt sinn, ben, da wäert eis nach eng Kéier keng Zack aus der Kroun falen, fir souguer nach eng Kéier Adaptatiounen ze maachen, well d'Klimabank kennt véier Gewënner. Dat ass natierlech de Klimaschutz un éischerter Plaz. Dat ass eist Handwierk. Dat ass all Einzelnen duerch eng Entlaaschtung vu sengem Portmonni. An dat ass natierlech och eng energieetesesch Onofhängegkeet, déi mer alleguerte wëllen a ganz oft hei déi lescht Wochen a Méint op deser Tribün pronéiert hunn.

Dëst gesot, e ganz grouse Merci un d'Rapportrice fir hire schrëflechen an hire mëndleche Rapport an ech géif dann heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

**Une voix** | Très bien!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**M. Yves Cruchten** (LSAP) | Merci, Här President. An nach emol merci, Madamm Thill, fir dee gudden Rapport, deen Der gemaach hutt. Och hei kann ech mech da kuerzfaassen. Ech mengen effektiv, d'Offer vun der Subventioun bei der Klimaprête gouf bis elo net wirklech wouergeholl. Et kann een och soen: De Succès war zimlech bescheiden. Ech mengen, den Här Lies huet e puer Zuele genannt. Déi soen eigentlech alles.

Dat huet natierlech, wéi et elo och scho gesot gouf, domadder ze dinn, dass et zimlech ëmständlech war, fir Gebrauch vun diesen Hëllefren ze maachen. Och waren d'Konditiounen, fir an de Genoss vun den Hëllefren ze kommen, nawell streng. Mir hunn eis awer allegueren zum Zil gesat, fir d'Renovierungsarbeiten ze ënnerstëtzen an ze férdere, well nëmme esou kënnen mir eis Haiser héichwärtig halen, eis Klimabilanz verbessere an eis dann och manner ofhängeg maache vu fossille Brennstoffer.

Dofir si mir frou mat deem Entworf, dass méi Leit Zougang zu diesen Hëllefren kréien, an ech ginn domadder den Accord vun der LSAP.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. An da si mer beim Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Majo, villmools merci, Här President. Nach eng Kéier e grouse Merci un d'Madamm Rapporteur fir hire Rapport.

An ech ka just den Accord vun der ADR ginn. Mat der Bemierkung natierlech, dass mir eis och gewünscht hätten, dass d'Entreprises, Personnes morales och hättten heivunner kënnen profitéieren. Dëst ass e Gesetz, dat een also nach kann an deem Sënn virunentwëckelen, awer dëst stëmme mer mat.

Villmools merci.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. Dann huet d'Wuert d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci nach eng Kéier un d'Rapportrice fir de Rapport.

Dëst Gesetz hu mir och scho bei sengem éischter Worf ferm kritiséiert. Den David Wagner war deemools, 2016, scho ganz kritesch. Hien huet deemools schon erkläert, dass d'Klimabank guer kee Fortschritt bei den energieetesesch Assainissementer géif bréngen. An an eisen Ae sollt hie Recht behalen.

Haut geet et eis och net anescht mat där Analys. Et ass e gesetzleche Kader, dee mir esou net kënnen ënnerstëtzen, a mir wäerten en dann och net matstëmmen.

E puer Zuelen, Dir kennt se alleguer: 26 Demandé goufe fir e Klimaprêt mat Nullzëns gemaach, wovun just eng eenzeg accordéiert gouf. Iwwer 200 fir de Klimaprêt à taux réduit, vun deenen der eppes iwwer 80 accordéiert goufen. Et muss ee sech agestoen, dass dëst e ferm Echech ass. Wien dat net gesäit, ass entweeder blann oder verblent. Mir sinn der Meenung, dass, wann ee schlecht Rezepter wëll applizéieren a wa se sech bis als ineffikass ...

*(Interruption par la présidence)*

... erweisen, ee se dann awer soll si loossen.

Dir sot mer elo: „Jo, mir loossen de Klimaprêt mam Nullzëns jo sinn“, mee an eisen Aen ass et e Ganz. Déi ganz Approche ass an eisen Ae verkéiert. Eis Kritik bezéie sech dobäi op zwee Aspekter. Éischters: d'Verkennung vun der finanzieller a sozialer Situatioun vun engem Stot, deen Urecht huet op esou en Nullzënsprêt an dee ganz vill Preoccupatiounen huet. An eng energieetesesch Sanéierung gehéiert sécherlech net zu senger prioritärer Preoccupatiounen.

Zweetens: d'Implikatioun vu enger Privatbank, wat vill Stéit d'office ausschléisst, sief et, well se kee Prêt accordéiert kréien oder dat einfach och net wëllen.

Béid Kritikpunkte ginn awer elo hei net ugepaakt. Am Géigendeel: Den Nullzënsprêt gëtt ofgeschaaft. D'Prime en capital an Héicht vu 5.000 Euro, déi um Prêt houg, fällt domat och ewech. Mee strukturell geet domat d'Offer fir akommeschwach Stéit verluer an déi riskéieren elo, méi schlecht gestallt ze sinn, soubal d'Zëns klammen a se also iwwert den Taux erausginn, dee mam neie Gesetz, mat der Subvention d'intérêt vum Staat en charge geholl gëtt.

Et ass an eisen Aen onverantwortlech, den Nullzënsprêt einfach ofzeschaffen, vu d'Situatioun a Saachen Energieprekaritéit a Klimaschutz. Den Dispositif hätt an eisen Ae misse verbessert ginn.

Mir proposéieren – an Dir wësst et, mir hunn e Projet, e Modell vum Assainissement énergétique – eng éffentlech Finanzéierung, sozial gestaffelt Primmen an e Prêt, dee rembourséiert ka ginn a Fonctioun vu

soziale Krittären an a Fonctioun och vun den Aspierungen op der Energierechnung.

Fir déi betraffte Stéit och ze errechen, mussen d'Gemengen an aner lokal Acteure proaktiv ginn an op d'Leit duergoen a wirklech e Suivi an e Support ubidden. Mam neie Gesetz sollen en plus och elo nach d'Multipropriétaire vun der Subvention d'intérêt profitéieren kënnen. Si kréien also Zëns geschenkt, si kréie Primmen, rechnen alles op de Loyer a kréien also hiren Invest méi wéi rembourséiert. De Locataire däerf dann och nach eng Subvention de loyer ufroen. Dat nenne mer eng effikass Budgetféierung: De Staat finanziert e puermol déi selwecht Aarbechten.

Energieetesesch Renovatiounen kënnen net just Leit virbehale ginn, déi eng ekologesche Conscience hunn an op Budget, fir sech déi Conscience och ze leeschten. Dofir féiert de Staat jo och Primmen an Hëllefren an, well en erkennt, dass et eleng duerch d'Iwwerzeegung net hëllef. Dës Hëllefstellungen sinn awer nu mol esou konzipéiert, dass an éischerter Linn Leit mat ekologescher Conscience den ekonomeschen Interessi an esou Investitiounen fir sech erkennen. Wa méi Stéit dobäi solle matmaachen, da mussen d'Hëllefstellungen ugepasst ginn, fir et méi Stéit interessant ze maachen. Virun allem – esou proposéiere mir et – muss d'Initiativ vum Staat ausgoen, respektiv vun de Gemengen ausgoen, soudass déi prekärst an isoliertst Stéit, déi sech net selwer mellen, dann och errecht ginn.

Dëst Gesetz geet an eisen Aen net an déi richtig Richtung, mee deit éischerter drop hin, dass d'Regierung en Deel vun der Gesellschaft mat hire Besoinen a Preoccupatiounen einfach ausblent. Dofir stëmme mir géint des Reform.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci och. A leschte Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, bei deene Statistiken, déi mer presentéiert kruten an der Kommissioun, war ech och e bëssen erschreckt, dass dat der esou wéineg waren. Mee d'Fro stellt sech, ob vläicht net de System dee falsche war an net onbedéngt dem Bierger säi Wëllen net do war. Mee op där anerer Säit ass et awer och e bëssen, wéi d'Diskussioun vun Beamten an der Kommissioun gefouert ginn ass, dass et a sech och oft um Geld selwer hänt. Well de Problem vun deem heite System ass jo, dass ee mol fir d'éischt muss dee Prêt accordéiert kréien, dee Kredit bezuelen an déi Zomme prefinanzéieren. An dat ass jo ee Problem bei där ganzer Formule, och wann haut elo kleng Ajustement gemaach ginn, wou d'CGFP da gesot huet, et wär awer eigentlech méi schlecht wéi de Projet virdrun, wat dann erëm deem widdersprécht, wat hei virdu vun der Regierungsparteie gesot ginn ass. Dann hoffe mer mol, dass et net esou ass, dass et net eng Verschlechterung wäert sinn.

Mee fir zréckzekommen op de Kredit: Et ass eeben net esou einfach, wann ee grad an Haiser wantt, déi am Moment energieetesesch schlecht opgestallt sinn, fir bei de Banken esou e Kredit ze kréien. An do ass de Problem. Ech weess net, ob Der elo esou vill méi Demandé wäert kréien, wann Der elo eng Simplificatioun macht. Well a sech, wann een d'Statistike jo e bësse kuckt, et war e bëssen och de Problem, dass am Logementsministère ganz vill Dossierien hougten an der zum Beispill 18 op eemol mat hirem Dossier opginn hunn.

Bon, et kann een och denken, dass et e bëssen ze laang gedauert huet. Dofir verstinn ech och elo, dass d'Entscheidung geholl ginn ass, et net méi iwwert de Logementsministère ze accordéieren.



Mir bleiwen awer beim Problem, dass een dee Kreditt muss kréien. Duerfir si mir Piraten éischter fir eng aner Formule an zwar, dass déi éffentlech Hand géif déi energieetesche Renovatioun maachen an déi eenzel Saachen, an dass een et dann iwwer eng Aart Leasingsformule géif zréckbezuelen, well dann hutt Der de Virdeel, dass Der net dee Prêt muss accordéiert kréie bei de Banken, dass Der et kënn esou opstellen, dass och déi sozial méi Schwaach kënnen eng energieetesche Renovatioun maachen.

Well wat ass mat dëser Formule? Mat dëser Formule wäerten elo a sech just erëm alleguerten déi Leit déi benotzen, déi souwisou elo schonn d'Méiglechkeeten hätten, mee on top awer elo nach e bëssen déi Reduktioun vun hirem Taux derbäikréien, woubäi den Taux zéro leider ewechfällt, wat awer – ech hat et extra erausgedréckt – am Koalitiounsaccord explizitt stoung. Also et stoung explizitt am Koalitiounsaccord, dass Der den Taux gären op 0 % hätt. Bon, dat ass et eeben net ginn. Ech mengen, déi gréng hate virdrun hei e ganz schéine Saz gesot: „D'Regierung lieft a verschiddeenen Texter vun der Hoffnung.“ Ech mengen, hei war et warscheinlech och esou. Mee den Taux zéro hätt ee wéinstens kënnen bäibehalen an eng Simplificatioun maachen, well d'Leit mussen méi einfach un déi Kreditter kommen.

Mir stëmmen et haut mat, mee eebe mam Bauchwéi, dass mer soen: Déi Leit, déi eng energieetesche Sanéierung brauchen, kréie souwisou d'Kreditter net, sou dass herno déi Happy Few, déi dat kënnen maachen ... Ok, déi kréien haut e klenge Kaddo mat den Zënzen, mee mir missten op eng Leasingsformule goen, fir dass et vill méi einfach ass fir all d'Stéit, un eng energieetesche Renovatioun ze kommen.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo**, Président de séance | Merci. Domat si mer un Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

An d'Wuert huet elo den Här Wunningsbauminister. Här Minister.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Henri Kox**, Ministre du Logement | Merci, Här President. Merci alleguerten de Leit, alleguerten de Virriedner, déi hei zum Projet geschwat hunn. Och erëm wéi virdu muss ech awer och nach eng Kéier ausdrécklech Merci soe fir de ganz ausféierleche Rapport virdu vun der Rapportrice vun dësem Projet, der Madamm Thill. Dofir brauch ech net allze vill op de Projet selwer anzegoen, well ech ... Et ass gesot ginn, dass eng ganz Rei vu Simplificatiounen erakomm sinn. Et soll méi einfach ginn. Et soll méi zougänglech sinn.

Et gouf och vläicht eng Konfusioun iwwert de Begrëff. Engersäits ass vu Klimabank geschwat ginn, wat sécherlech och deemools ... Ech hunn dee Projet jo och deemools ënnerstëtzt an och matgedroen, well et keng Klimabank als solch gëtt, wou ee Sue kritt. Et war ëmmer eng Hëllef, wann een e Prêt gemaach huet, an ech mengen, dat hu mer hei an dësem Projet da wëlle vereinfachen, dass och d'Sprooch ganz einfach gëtt, dass et méi Zougäng gëtt an dass mer net zwee ënnerschiddlech Systemer hunn.

Et muss een dëse Projet awer an engem Ganze kucken. An dofir zitieren ech nach aner Gesetzter. Mir hunn déi vu virdu genannt: de Fonds de réserve, de Projet, deen Der d'lescht Woch oder virun zwou Wochen hei gestëmmt hutt, nämlech dee vun der PRIME House, deen ass vereinfacht ginn. An da muss een awer och dësen huelen. An dann eppes, wat nach kee monéiert huet – dach, d'Madamm Rapportrice hat et kuerz erwänt –, nämlech deen Top-up, dee mer maachen

am Kader vun der Tripartite, deen ech jo souwisou am Kader ... An et huet och en aneren et nach gesot, dass mer bei deem Projet de loi, deen ech deposéiert hunn, iwwert d'Aide individuelle, wou mer en Top-up vu 40 % fir grad déi sozial Schwaach virgesinn hunn, deen duerch d'Diskussiounen an der Tripartite op 100 % an d'Luucht gesat hunn, fir grad deenen entgéintzekommen, deenen et méi schlecht geet, déi vläicht eeben net direkt esou eng Renovatioun kënnen ugoen. An dat geet degressiv vum Decile 1 bis erof op den Decile 5. Mir ginn also cibléiert un déi Leit erun, fir deenen ze hëlfe, déi energieetesche Sanéierung ze maachen.

Dofir muss een dat als Ganz kucken: déi véier Projeten, déi ech genannt hunn, an dee Projet de loi, deen ënnerwee ass, nämlech dee vun den Aides individuelles. Do ass nämlech och d'Garantie derbäi, wann ee Schwierigkeiten huet, op enger Bank Suen ze kréien, dass de Staat déi Garantie iwwerhëlt.

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

Esou hu mer eng ganz Rei vu Projeten, déi an déi selwecht Richtung ginn, nämlech d'Leit mat an d'Boot ze huelen, cibléiert Hëlfelefen dohinner goen ze loossen, wou se gebraucht ginn. An da kréie mer och zesummen déi Klimakris an de Grëff, fir dann déi néideg Sanéierung kënnen duerchzesetzen.

Merci fir d'ënnerstëtzung.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Logementsminister Henri Kox.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7821. Den Text steet am Document parlementaire 7821<sup>6</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7821 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(*Assentiment*)

Et ass also esou decidéiert.

## 12. 7891 – Projet de loi portant approbation de la déclaration unilatérale du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg définissant les modalités de la poursuite transfrontalière en application de l'article 41, paragraphe 9, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des États de l'Union économique du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen, le 19 juin 1990

Als nächste Punkt um Ordre du jour hu mer de Projet de loi 7891, eng Ofännerung vun de Modalitéite vun der grenziwwerschreidender Poursuite. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen Iech haut de Rapport iwwert de Projet de loi 7891. Et ass e Gesetz iwwert d'Modalitéite vun de Poursuites transfrontalières mat eisen Nopeschlänner. Déi aktuell bestoend Dispositione basieren um Artikel 41 vun der Konvention vun der Applikatioun vum Schengen-Accord, deen tësch den Benelux-Staate plus Däitschland a Frankräich iwwert déi graduell Suppressioun vun de Kontrollen op eise gemeinsame Grenzen ofgeschloss ginn ass.

Dass mer dëst haut ofänneren, läit och dorunner, dass reegelméisseg Evaluatiounen iwwert d'Applikatioun vum Schengen-Accord stattfannen an dass bei der leschter Evaluatioun d'Experte vun der EU-Kommissioun festgestallt hunn, dass de Kader, dee mir zu Lëtzebuerg am Kader vun der grenziwwerschreidender polizeilecher Zesummenaarbecht hunn, net ganz kohärent ass an net wierklech den Evolutione vun de leschten zwee Joerzëngte gerecht gëtt.

Och leet d'Kommissioun vill Wäert drop, dass de Prinzip vun der Reciprocitéit respektéiert gëtt. Deemno soll an de jeeweiligen unilateralen Deklaratiounen, déi an all Land festgehele ginn, ...

(*Interruptions*)

... ech héiere mech bal selwer net, ... den Esprit vun der Equivalenz vun de Regimenter dies- a jenseits vun de Grenzen héichgehele ginn. Duerfir huet d'Kommissioun recommandéiert, dass Lëtzebuerg sollt seng sougenannt unilaterale Deklaratiounen iwwert d'Modalitéite vun der Poursuite transfrontalière à jour setzen.

Doropshin huet Lëtzebuerg sech mat sengen Nopeschlänner concertéiert, fir eng Harmonisatioun vun de Reegelen erbaizeféieren. Dëse Projet de loi, dee mer also haut stëmme, soll deemno eis Déclaration unilatérale à jour setzen.

Ëm wat geet et elo konkreet? Mir stëmme haut e Gesetz, dat déi grenziwwerschreidender Poursuiten, wéi gesot, zu eisen Nopeschlänner nei reegelt an d'Méiglechkeeten dovunner och ausweit. Mat dësem Gesetz gi mer der Regierung d'Autorisatioun, eng nei Déclaration unilatérale ze deposieren. Et handelt sech ëm e Gesetz mat engem Article unique, dee festleet, wéi eng

Infractiounen kënnen zu enger grenziwwerscheidender Poursuite féieren, wéi ee Perimeter heifir op eisem Territoire festgehale gëtt, an och, ob déi auslännesch Polizistinnen a Polizisten e Recht drop hunn, Leit hei bei eis ze interpelléieren. D'Modalitéiten heifir sinn awer ënnerschiddlech jee no Nopeschland a ginn dofir och separat pro Land festgehale.

Dir erënnert Iech vläicht un de rezente Vott iwwert de Benelux-Traité, dee mer am Dezember 2021 hei geholl hunn. An deem Kader waren ënner anerem och nei Modalitéiten vun de grenziwwerscheidender Poursuite festgehale ginn. De Projet de loi hei mécht also elo och Referenz op déi nei legal Basis a verweist, wat elo d'Kollaboratioun mat der Belsch ubelaangt, konsequenterweis elo och op d'Modalitéiten, déi am Artikel 21 vum Benelux-Traité festgehale gi sinn.

Wat Däitschland ubelaangt, do war et esou, dass Däitschland eis eigentlech onni Limitatioun vu Raum an Zäit Accès op hiren Territoire accordéiert huet, während mir eng Limit vum 10 km bis elo festgehale haten. Och hat Däitschland eis e vill méi breeden definéierten Droit de poursuite accordéiert. An deem Sënn gi mir elo hin an hiewen eis Limit vum 10 km op a mir alignéieren eis och op d'Types d'infractions, déi kënnen zu enger Poursuite transfrontalière féieren an domat ass dann och d'Reciprocitéit mat Däitschland garantéiert.

Wat elo Frankräich ubelaangt, do ass et esou, dass bis elo d'Konditiounen méi restriktiv waren, wéi dat fir d'Belsch an Däitschland de Fall war. Sou war fir Frankräich bis elo och e Rayon vum 10 km hannert der Grenz festgehale an och d'Type vun Infraktiounen, déi kënnen zu enger grenziwwerscheidender Poursuite féieren, waren op 14 Type vun Infraktiounen limitéiert. Mir haten eis dunn och op des Dispositiounen alignéiert. Allerdéngs hu mer eis elo mat Frankräich concertéiert an hunn eis drop géeneegt, de Champ d'application vun de Poursuiten e bëssen auszeviden, dëst ganz am Esprit vun der Equivalenz vun eise jeeeweilege Regimenter. An deem Sënn ass elo och d'Limit vum den 10 km a Frankräich gefall, also d'Limit vum 10 km zu Lëtzebuerg ass am Kader vun der Kollaboratioun mat Frankräich gefall.

Wat allerdéngs den Droit d'interpellation an d'Lëscht vun den Infraktiounen, déi eng grenziwwerscheidend Poursuite kënnen mat sech bréngen, ubelaangt, sou ass et allerdéngs nach ëmmer esou, dass Frankräich do méi restriktiv ass a bleift. D'Lëscht vun den Infraktiounen bleift op déi 14 limitéiert an et bleift och dobäi, dass keng auslännesch Polizistinnen a Polizisten op hirem Territoire en Droit d'interpellation hunn. An deemno ass Lëtzebuerg och hei op diesen Dispositiounen alignéiert bliwwen.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun ubelaangt, ass dësse Projet de loi den 28. September duerch den Ausseminister deposéiert ginn. De 16. November huet de Conseil d'État säin Avis ofginn. En hat och keng Observatiounen. A mir hunn de Projet de loi den 8. Februar an der Kommissioun analyséiert an de Rapport och de 24. Mäerz uegholl.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn heimat och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Léon Gloden** (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a

mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi. Et ass e wichtege Projet de loi, och wann en à première vue e bëssen technesch klénge. Et ass och e Projet de loi, deen an d'Consideratiounen vun der CSV fällt, well mir schonn e puermol hei op dësem Riednerpult gesot hunn, dass besonnesch d'Kriminalitéitsbekämpfung an der Grenzregioun muss verstärkt ginn. Hei ass eng weesentlech Verstärkung.

Et erënnert mech esou e bëssen u fréier. Do huet och kee Pompejesauto vu Lëtzebuerg dierfen an Däitschland fueren, well mer anscheinend verschidde Sireenen haten. Och do sinn an Tëschenzäit Progrès gemaach ginn. An dat hei ass an der selwechter Linn, fir dass déi geografesch Grenzen tëschen eise Länner keng Grenze méi sinn. Et ass also och e konkrete Beweis dofir, dass Europa, wann a méi engem klengen Kader zesummege schafft gëtt hei am Schengen-Kader, eppes ka beweegen, well d'Kriminalitéit – an dat ass déi lescht Joren och schonn e puermol hei um Riednerpult gesot ginn – keng Grenze kennt. A besonnesch fir een, deen aus der Grenzregioun kënnt, ass dat hei wichtig.

Et gëtt der Police déi néideg Moyenen, géif ech bal soen, fir recto verso kënnen ze fueren, ausser natierlech am Fall vu Frankräich, wou den Droit d'interpellation eebe leider net méiglech ass, well eis franséisch Kolleegen dat net wëllen. Also kënnen mir dat opgrond vun der Clause de réciprocitéit och net stattfanne loosse. Mee soss ass dee Projet de loi grosso modo gutt, wichtege a richtig. An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Gloden. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

**M. Claude Lamberty** (DP) | Jo. Villmools merci, Här President. Als Alleréisch emol merci der Rapportrice fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, mir hunn hei zwee Sujeten: Dat éischt ass d'Sécherheet an dat Zweet ass d'Zesummenaarbecht. An dat sinn zwee Sujeten, déi d'Leit an och d'Länner interesséieren an déi wichtege sinn. Et gëtt, mengen ech, an där grenziwwerscheidender Poursuite den Aktiounen hei einfach méi kloerheet. Et gëtt méi einfach Reegelen. Et gëtt regulariséiert. An am Endeffekt – dat, wat den Här Gloden och elo nach eng kéier et, ass schonn e puermol gesot ginn – hält d'Kriminalitéit jo net bei Landesgrenzen op. An ech mengen, et ass dat, wat mat dësem Gesetz nach eng kéier méi kloer gëtt, dass een déi Gesetzesiwwerscheidungen och besser ka verfollegen.

Wéi gesot, et ass e Projet, dee mir absolutt ënnerstëtzen, an ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Lamberty. An d'Wuert geet weider un déi honorabel Madamm Lydia Mutsch.

**Mme Lydia Mutsch** (LSAP) | Merci, Här President. Mir beweegen eis hei am Beräich vun der grenziwwerscheidender Policekooperatioun, déi mer iwwert dat heite Gesetz verbesseren a verstärken.

Et ass keen abstrakt Gesetz. Et ass e Gesetz, dat ganz praktesch Repercussiounen an der grenziwwerscheidender Zesummenaarbecht wäert hunn, sief et d'Harmoniséierung vun de Reegelen a vun de Modalitéiten oder och all d'Dispositiounen ronderëm Asätz, Poursuiten oder Infraktiounen.

Eis ass dat ganz wichtege. Eis läit dat um Häerz, dass mer hei eng Verbesserung a Verstärkung vun der Zesummenaarbecht errechen. An dowéinst wëll ech der Rapportrice fir hiren detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci soen an och den Accord

vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet mat op de Wee ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Mutsch. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus der Madamm Empain e grouse Merci fir de Rapport, dee se eis gemaach huet.

Et ass effektiv esou – an ech mengen, mir mussen e bëssen zrëckkucken op d'Geschicht vum Schenge-Raum –, dass déi oppe Grenze vun eis alleguer begréisst ginn. Mir wëssen awer och, dass eis Sécherheet ...

*(Interruptions)*

... Et mécht e bëssen ..., et irritéiert mech e bëssen, Dir Häre Ministeren, wann Der ënnerenee schwätzt, jo, am plaz vläicht dem Orateur nozelauschteren, ...

*(Brouhaha)*

... voilà! Villmools merci. Villmools merci! Well ... Also ech fänken dann nach eng kéier un, well ech weess elo, dass den Här Minister Kox och opmierksam nozelauschtert ...

*(Interruption)*

Jo, jo.

Et ass einfach esou, dass mer déi oppe Grenzen alleguer begréissen. Mee et ass och esou, dass – ech mengen, dass ass onbestridde fir all déi Leit, déi sech e bësse mat der Polizeiaarbecht auskennen –, d'Sécherheet och natierlech duerch déi oppe Grenze geliddert huet. A mir sinn elo an engem Exercice, wou mer Schrëtt fir Schrëtt probéieren, d'Sécherheet ze retableieren an op engem Niveau ze etabléieren, deen eis erlaabt, déi oppe Grenzen onni Problem oder onni gréisser Contestatioun ze halen.

Elo ass et esou, dass den Droit de poursuite, dee mer elo hei hunn, deen „hot pursuit“, een Element dovunner ass, a well et op der Basis vun der Reciprocitéit ass, kann d'ADR dat och selbstverständlech matdroen. Et ass richtig: Déi Kriminell kenne keng Grenzen. Da muss d'Policezesummenaarbecht och esou organiséiert sinn, dass se effikass ka fonctionéieren.

Dat geet awer net duer! A mir hunn als ADR schonn e puermol gefuerdert, dass den Dispositif muss completéiert ginn. Et geet net nëmmen duer, dass d'Police iwwert d'Grenze ka verfollegen, mee mir mussen och den Echange, zum Beispill vu Polizeidonnéeën, en direkten Echange vu Polizeidonnéeën, erlichteren an net ëmmer iwwert d'Justiz fueren. Do ass en Zäitverloscht. Et ass en administrative Verloscht. An déi Kooperatioun, nom schweedesche Modell, muss ëmmer verbessert ginn an intensivéiert ginn, fir dass mer och den direkten Echange vun Donnéeën tëschen de Policen erlichteren.

An e ganz wichtege Aspekt ass, dass een net därer vergiessen, dass mer och – an dat ass och eng ADR-Fuerderung – limitéiert a cibléiert Grenzkontrollen mussen erlichteren, och am Schenge-Raum. An dat huet och seng Ursachen! Ech weess, et sinn eng Rei Parteien heibannen, déi hunn dat ëmmer contestéiert. Dofir war et ganz interessant, wéi mer an der Zäit vun der Pandemie Manifestatiounen haten. Wéi op eemol nach Anarchisten aus Frankräich sollten heihinner demonstrieren kommen, do hunn eng Partie Parteien op eemol no Grenzkontrollen gefrot, déi virdrun déi Iddi vun der ADR refuséiert haten. Déi hu gesot: „Mir mussen an den Zich Kontrollen hunn“, an hei an do. Mir hunn dat scho laang gefuerdert. Mir hätten dat gär cibléiert, limitéiert, fir d'Sécherheet hei am Land ze verbesseren!



Dat muss fir déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit gëllen. An dat hu mer zum Beispill bei deene Bankomat-Iwwerfäll, déi mer haten, ëmmer erëm gesinn. Mir hu bei Iwwerfäll an Haiser gesinn, bei Abréich an Haiser, datt dat, zum Deel, alles grenziwwerschreidend Kriminalitéit ass. Mir hunn et, wéi gesot, bei der öffentlecher Sécherheet gehat, bei Demonstratiounen, wou sou Grenzkontrolle méi wéi sënnavoll gewiescht wären. Mir hunn et och am Beräich vun der illegaler Immigratioun, wou dat eng ganz grouss Valeur ajoutée kéint sinn, fir eebe limitéiert a cibléiert Grenzkontrollen ze maachen.

Um Prinzip vun den oppene Grenze wäert d'ADR sécher ni eppes änneren. Dat ass e grouss Gewënn vun der europäescher Integratioun, datt mer eeben net méi Grenzen hunn, wou mer mussen alleguer stoe bleiwen, an esou weider. Mee eise Grondgedanke bei där Diskussioun ronderëm d'Sécherheet un de Grenzen, ass: Mir hätte gär oppe Grenze fir déi éierlech Leit.

(Interruptions)

Awer mir wëllen deenen onéierleche Leit ...

**Une voix** | O!

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | ... net en Espace, en oppenen Espace, offrëieren, an deem d'Kriminalitéit kann ëm sech gräifen.

(Interruptions)

Jo, déi Reaktioun heibanne weist ganz kloer – an ech mengen, et ass wierklech gutt, datt mer dat gesinn –, datt et genee eng Partei heibanne gëtt, déi d'Sécherheet op déi éischt Plaz setzt.

(Hilarité)

An dat ass d'ADR.

**Plusieurs voix** | O!

(Brouhaha)

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mir brauche Sécherheet viru Leit wéi Iech, Här Kartheiser.

**M. Fernand Etgen**, Président | Da wier et um nächsten ageschriwwene Riedner an dat ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Claude Lamberty** (DP) | E kënnt sech es net méi zou.

(Hilarité)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Jo, Här Lamberty, Dir hutt Recht! Ech komme mir es net méi zou. Also, wann ech mech nach erënneren un d'Diskussiounen vun den Demonstratiounen a wat net nach alles, déi den Här Kartheiser hei ugefouert huet, an elo kënnt en hei an hätt gär méi Sécherheet. Also ech weess net, a wéi enger Welt ech liewen!

Mee zum Projet: Natierlech wäerte mir dat matstëmmen. Och merci un d'Stéphanie Empain fir de gudden Rapport. Ech liewen an engem Dräilännereck do ënnen zu Péiteng. De Gangster weess net, wann en zu Rodange duerch de Rond-point fiert, a wéi engem vun deenen dräi Länner en nach ass.

(Hilarité)

Dofir ass et wichteg, dass mer do grenziwwerschreidend ënnerwee sinn, well et mierkt een et och, wann een ...

**Une voix** | E weess net, wou en ass.

(Hilarité)

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... grad mat de Polizisten do ënnen um Terrain schwätzt. Da soe se, dass et genau dat doten ass, wat se brauchen, well de Gangster soss op eemol fort ass a si stoe mussen bleiwen. An ech mengen, déi Situatioun dierfe mer net akzeptéieren an deementspreechend ass dat heite Gesetz haut gutt.

A mir hunn elo gutt Erfarunge gemaach mat dem Benelux-Traité, deen elo schonn dräi, véier Méint a Kraaft ass, wou d'Poliziste just positive Feedback ginn hunn. Da wäert dat och elo mat Frankräich an Däitschland de Fall sinn.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | D'Regierung huet d'Wuert, den Här Policeminister Henri Kox.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure | Ech erlabe mer dann, dat vun hei hannen ze maachen an awer ausdrécklech mol fir d'éischt e Merci ze soen un d'Madamm Empain fir dee ganz ausféierleche Rapport, net nëmme schréftlech, mee och mëndlech. Si huet ee Projet genannt, dee mir och ganz wichteg war. Dat ass de Benelux-Traité, deen erneiert gouf an deen nach net ganz ënnerschriwwen ginn ass. Dee wäert den 1. Juli ënnerschriwwen ginn, soudass deen dann och applizéiert ka ginn.

Hei ass e wichtige Projet, deen d'Kooperatioun férdert. Dat ass virdrun och vum Här Gloden gesot ginn. Dat ass eppes, wat ech ganz staark an de Vierdergrond gestallt hunn a wou ech mat de Kolleegen an der Groussregioun, awer net nëmmen an der Groussregioun, an deene véier Länner ronderëm – ech huelen do Holland mat derbäi – e ganz groussen Austausch dorüwer hunn. An dëst vereinfacht sécherlech d'Aarbecht an de Poursuitten, wat d'Grenzkontrollen ubelaangt.

Ech war erschreckt, wéi während der Pandemie zu Réimech op eemol eng Grenz zou war. Dat wëll ech jiddefalls net méi erliewen. An dofir, mengen ech, ass déi Kooperatioun eng *conditio sine qua non* fir e sécher Europa. An dat wëll ech weider no vir bréngen.

Merci fir d'Ennerstëtzung. A merci och Iech allegueren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Policeminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7891. Den Text steet am Document parlementaire 7891<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7891 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler) et Claude Lamberty ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 13. 7907 – Projet de loi portant :

**1° organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;**

**2° modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

Den zweetleschte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7907 iwwert de Museksunterrecht. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech ageschriwwen bei dësem Projet de loi: d'Madamm Octavie Modert, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**M. Claude Lamberty** (DP), rapporteur | Här Président, léif Kolleegen, kënnt Der Iech ganz kuerz Är Liblingsfilmzeen virstellen? Am beschten eng Filmzeen, wou grouss Emotiounen am Spill sinn. A während Dir warscheinlech direkt dat eent oder anert Lidd am Kapp hutt, dat onweigerlech dermat verknäppt ass, stellt Der Iech eng Kéier kuerz déi selwecht Zeen, awer ganz ouni Musek vir!

Ëmmer nach Emotiounen. Ëmmer nach schéi Biller. Ëmmer nach e Film, deen Dir ganz bestëmmt ganz gär hutt, mee bei Wäitem manner Effet, manner Gefiller a bestëmmt och manner Gänsehaut.

Duerch Musek gi Gedanken a Gefiller ausgedréckt, wou et ganz selte Wieder gëtt, fir déi Emotiounen kënne ze beschreiwen. Musek ass en Deel vun der mënschlecher Existenz. Si gehéiert einfach zum Liewen dozou. De Mënsch spillt gäre Musek, huet Freed un der Musek a verbënnt oft déi allerwichtigst Momenter a sengem Liewe mat enger ganz bestëmmter Musek. Schon am fréisten Alter kënne d'Kanner e Gespier fir Rhythmus a Gesank an hir Passioun fir d'Musek entwéckelen.

Etüde weisen, wéi wichteg déi musikalesch Bildung fir déi kognitiv, déi kulturell an och déi sozial Entwécklung vum Kand ass. Duerch de Museksunterrecht léieren d'Kanner net just, Nouten a Lidder ze memoriéieren an e Gefill fir Rhythmus ze entwéckelen, mee och, mat anere Kanner zesammen ze musizéieren an den eegene Kierper kennen ze léieren. An engem Orchester gesinn déi Jonk, wéi et sech ufillt, en Deel vun engem Ganzen ze sinn an zesumme mat Gläichgesénnten ze harmonéieren.

Natierlech erfuerdert d'Léiere vun engem Instrument oder engem Tanz oder d'Matwierken an engem Theaterstéck zimmlech Efforte vun deene Jonken. Dofir léiere si och schonn a fréiem Alter eng gewëssen Disziplin un den Dag ze leeën. Hei dernieft kënnen d'Kanner awer och eemoleg Erfarungen an Experienzen an de Museksschoule sammelen, nei Frëndschafte schléisen a sech charakterlech weiterentwéckelen.

Besonnenesch déi Jonk, déi vun Natur aus vläicht éischer méi schei sinn, kënnen duerch de Museksunterrecht u Courage an u Selbstwärtgefill gewonnen. Schliesslech ass et net evident, sech als jonke Mënsch op eng Bün ze stellen a virum Public ze musizéieren, ze danzen oder och ze schauspillen.

Mir gesinn also, dass e gudder Museksunterrecht vill Virdeeler fir d'Entwécklung vum Kand mat sech bréngt. Natierlech sollen dës Coursen de Jonken och Freed maachen. Do si mer eis eens! Dofir ass et wichteg, hinnen en altersgerechten Enseignement kënnen unzebidden.

Am Éveil musical ginn d'Kanner spilleresch un d'Welt vun der Musik erugefouert a kréie kandgerecht déi éischt theoreeteschen an och prakteschen Notioune vermittelt. A genee bei deene Jéngste gesäit een, dass d'Nofro fir d'Musekskursen vu Joer zu Joer an d'Luucht geet. Dofir gëtt d'Offer och deementspreechend ëmmer weider ausgebaut. Ab dem Alter vun nëmmen dräi Joer kënnen d'Kanner un engem vun den iwwer 100 verschiddene Musekskursen deelhuefen a vun engem Niveau op deen nächste progresséieren.

Zu Lëtzebuerg hu mir méttlerweil esou eng grouss a villfälteg Offer, dass fir jiddereen eppes derbäi ass. Anescht wéi a villen anere Länner bidden eis effentlech Musekschoulen nämlech Coursen fir sämtlech Alterskategorien un: vum Eveil bis hin zur Erwuesse nebildung.

Säit dem leschte Joer bitt d'Uni Lëtzebuerg ausserdeem e Bachelor an der Pédagogie musicale un, wat net nëmmen op där enger Säit eng immens flott Saach fir déi Jonk ass, déi hir Passioun zum Beruff wëlle maachen, mee och fir d'Musekschoulen, déi et méi einfach gemaach kréien, fir neit Personal kënnen ze rekrutéieren.

Et kann ee frou sinn, dass dës Projet de loi all Kand an all Jugendlechen Zougang op e qualitativ héichwärtegen a fräi zougängleche Museksunterrecht gëtt. Do ware mir eis an der Kommissioun, wou mir interessanter, deels kontroverser, awer och flott Diskussiounen haten, allegueren eens.

Dëst Gesetz kënn virun allem Familljen entgéint, déi sech et bis elo net leeschte konnten, hir Kanner an eng Musekschoul ze ginn. An Dir frot Iech elo vläicht: „Ass de Museksunterrecht da wierklech esou deier?“ Wéi vill spueren d'Familljen dann duerch d'Gratuitéit vun de Coursen? D'Antwort ass do net esou einfach! Et depends. Et gëtt den Ament nämlech immens grouss Ënnerscheeder, wat d'Minervalle vun de Coursen ubelaangt. All Gemeng huet do hir eege Struktur an och eegen Tariffer. Dat ka vu ganz klengen, symbolesche Montanten, soen ech elo mol, goe bis awer och hin zu e puer Honnert Euro. Wann een dann awer e Kand huet, wat méi Coursen wëllt maachen, oder eng Famill mat e puer Kanner, da kann dat scho relativ deier ginn. An dann ass et och kloer, dass verschidden Elteren dat entweder net kënnen oder och net wëlle bezuelen.

Dofir muss eise Reflex als Politik sinn, dës Situatiounen ze vermeiden an den Accès, a soumat d'Virdeeler vum Museksunterrecht net un de Portmonni vun den Elteren ze knäppen.

Musek verbënnt. Musek ass eng universell Sprooch, déi vu jidderengem geschwat a verstane gëtt. Dofir ass Musek och e wichtege Facteur fir d'Integratioun, besonnenesch fir e multikulturellt Land wéi Lëtzebuerg. Eng Musekschoul kann neien Awunner zum Beispill d'Méiglechkeet ginn, fir sozial Kontakter ze knäppen a sech um Liewe vun der Gemeng ze bedeelegen, an dat net nëmme fir d'Kanner, mee och fir d'Elteren. D'Gratuitéit vun de Musekskursen wäert also positiv Auswierkungen op d'Integratioun vun neie Matbierger hunn.

Här President, am Koalitionsaccord vun 2018 steet, dass de Museksunterrecht an Zukunft fir all Kand soll accessibel sinn, egal wéi vill seng Eltere verdéngen. D'Chancéglichheet spillt bei dësem Projet also déi éischt Gei. De musikaleschen Unterrecht soll kee Privileeg fir Famillje mat den néidege finanziellen Moyene sinn, mee e Recht fir all Kand. Dofir wäerten d'Musekskursen vun der nächster Rentrée u gratis sinn.

Den zweeten a wichtegste Punkt vum Projet de loi gesäit nämlech vir, dass d'Aschreiwungskäschte fir de gréissten Deel vun de Musekskursen komplett ewechfale, an dat fir sämtlech Schüler ënner 18 Joer.

Hei dernieft wäerten d'Käschte fir déi vereenzelt Coursen, déi weiderhi payant bleiwen, no uewe gedeckelt ginn, fir d'Tariffer tëscht de Gemenge sou gutt wéi méiglech ze harmoniséieren. Schliesslech wëlle mir vermeiden, dass e Schüler aus der Gemeng XY fir den nämleche Cours méi muss bezuele wéi de Schüler aus der Gemeng AB oder ëmgedréit.

D'Gratuitéit an de Plafonnement vun den Aschreiwungskäschten suergen also derfir, dass all Schüler gläich behandelt gëtt, egal a wéi enger Gemeng en an d'Schoul geet.

Här President, nieft der Chancéglichheet fir all Kand gëtt bei dësem Projet de loi och dovun profitéiert, fir aner Prinzippien op de Leescht ze huelen. Aktuell gëtt d'Organisatioun an de Finanzement vum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg iwwer e Gesetz aus dem leschte Joerhonnert gereegelt. Dëst Gesetz ass allerdings iwwerholl a spigelt net méi d'Realitéit vum Terrain erëm.

D'Gemengen hunn hautdesdaags mat vill méi groussen administrativen Opwänn ze kämpfen, ewéi dat nach viru 25, 30 Joer de Fall war. Schliesslech gouf d'Offer vum Museksunterrecht ëmmer nees weider ausgebaut, nei Coursen entwéckelt, nei Schoulen uechtert d'Land opgemaach. Dofir ass et wichteg, dass mir dat aalt Gesetz un déi nei Erausforderunge vun de Gemengen upassen.

De Rapport spécial vun der Cour des comptes iwwert d'Participatioun vum Staat un den Depensé fir de Museksunterrecht hat dunn eng weider Problematik opgeworf: D'Gesetz géif eng aner Method fir d'Berechnung vun der staatlecher Participatioun virgesi wéi d'Exekutiounsreglement. D'Reform vun dësem Calcul ass deemno e wichtege Punkt vun dësem Projet de loi. D'Subventiounen vum Staat wäerte sech an Zukunft op d'Unzuel vu Minutte baséieren, déi pro Woch an enger Musekschoul ënnerriicht ginn, a variéieren deemno och vu Joer zu Joer.

Anescht wéi haut wäert de Montant also net méi un eng global Limit pro Joer gebonne sinn. De Syvicol huet dës Ënnerung ausdrécklech begréisst. De Calcul vun de Subventiounen gëtt domadder méi transparent, wat de Gemenge budgettechnesch eng gréisser Planungssécherheet wäert bidden.

An engem drëtten Punkt adaptéiert dës Projet de loi d'Konditiounen fir d'Rekrutement vun de Museksenseignantinnen. An de lokalen a regionale Musekschoulen sinn d'Enseignantinnen an Zukunft aus der Karriär A2. A seelene Fäll kënnen d'Gemengen och Enseignantinnen ouni Bachelordiplom engagéieren, an zwar an der Karriär B1. Dat geet awer nëmmen, wann d'Commission de classement, déi iwwerregens duerch dës virleiende Gesetzestext kreéiert gëtt, am Virfeld e positiven Avis dozou ofginn huet.

An de Conservatoiren dogéint kënnen a solle souguer prioritär Enseignantinnen aus der Karriär A1 agestellt ginn. De virleiende Gesetzestext gesäit nämlech vir, dass op

d'mannst een Drëttel vun de Stonnen an de Conservatoiren vu Museksproffen, also vun Enseignantinnen mat engem Masterdiplom, assuréiert gëtt. Nom Akraafttriede vun dësem Gesetz hunn d'Conservatoiren fënnef Joer laang Zäit, fir där neier Reegel gerecht ze ginn.

Wat d'Organisatioun vum Museksunterrecht betrëfft, sou kënnen d'Gemenge fräi entscheeden, wéi eng Zorte vu Coursen an hire Schoulen enseignéiert ginn: vu Solfège iwwer Piano, Theater, Gesank, bis hin zu Jazz, iergenden Danz, Orchester, alles ass méiglech! Am Gesetz gëtt da just festgehalten, wéi eng Divisiounen, also wéi eng Unterrechtsniveaue, an de Schoule kënnen enseignéiert ginn.

E weidert Zil vun dësem Projet de loi ass et, déi administrativ Prozedure fir d'Organisatioun vum Museksunterrecht ze digitaliséieren an d'Gemengen doduerch ze entlaaschten. Mat Hëllef vun engem informatieschen Tool solle sämtlech Donnéeën fir de Calcul vun de staatleche Subventiounen digital gespäichert an automatiséiert ginn. Doduerch gëtt engersäits de Calcul méi transparent an anerersäits kënnen déi perséinlech Donnéeën vun de Schüler besser geschützt ginn.

Zu gudder Lescht schaaft dës Projet de loi dann och nach de Poste vum Commissaire du Gouvernement adjoint à l'enseignement musical.

Här President, ech kommen dann nach schnell zu den Avisen. Fir den Detail verweisen ech natierlech op de schréffleche Rapport.

An hirem Avis hu souwuel de Syvicol wéi och d'Staatsbeamtekummer d'Reform vun ale Museksgesetz a besonnenesch d'Afëierung vun de gratis Musekskursen begréisst. Béid Instanze ware frou ze gesinn, dass déi staatleche Subventiounen an Zukunft net méi plafonéiert ginn an dass de Calcul eleng op d'Durée vun dem geleeschtenen Unterrecht baséiert gëtt.

De Syvicol begréisst och d'Mise en place vun enger digitaler Plattform fir d'Gemengen an d'Musekschoulen, déi engersäits d'Gestioun vun den Donnéeën méi sécher a méi einfach mécht an déi anerersäits de Calcul vun de staatleche Subventiounen automatiséiert.

Dësen Tool vereinfacht also net just déi administrativ Demarché fir d'Organisatioun vum Museksunterrecht, mee suert och fir eng besser Transparenz a Planungssécherheet vun de Gemengen.

Nieft dëse Bemierkungen hat de Syvicol awer och e puer konstruktiv Kriticken a sengem Avis geäussert, besonnenesch wat d'Delaie fir d'Inscriptioun vun de Schüler a fir d'Organisatioun vum Museksunterrecht betrëfft. An deem Kader hat de Syvicol och éischer plädéiert, dass déi staatleche Subventiounen net just op Basis vun deene Schüler gerechent ginn, déi hiert Joer ofgeschloss hunn, mee fir sämtlech Schüler, déi um Datum vum 1. Dezember an enger Musekschoul ageschriwwen wieren. Soumat géif ee verhéieren, dass d'Gemenge fir d'Unzuel vun den Abandone gestrooft ginn, déi dem Syvicol senger Meinung no duerch d'Gratuitéit riskéieren an d'Luucht ze goen.

Hei donieft mengt de Syvicol och, dass déi verschidden Taux-de-basen, déi fir de Calcul vun de Subventiounen benotzt ginn an déi jee no Divisioun vum Museksunterrecht variéieren, net esou wäit auserneen dierfte leien. Fir weider Detailler, wéi gesot, verweisen ech op de schréffleche Rapport.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis fënnef Oppositionsformelles ausgeschwat, déi awer allegueren konnten opgehewe ginn, nodeems mir den Text an der Educatiounskommissioun amendéiert haten.

Als Rapporteur vun dësem Gesetz sinn ech immens frou, dass mir an Zukunft all Kand, all Kand d'Méiglechkeet



ginn, an eng Museksschoul kënnen ze goen, seng musikaalesch Talenter ze entdecken an eng Passioun fir d'Musek, den Danz an den Theater ze entwéckelen. All Kand an all Jugendleche soll an de Genoss vun de ville Virdeeler vum Museksunterrecht kommen an dat onofhängeg vum Portmonni vun den Elteren. Lëtzebuerg spillt hei op en Neits eng Virreiderroll an der Groussregioun a vläicht souguer weltwäit.

Ech gesinn heibanne ganz vill Gemengepolitiker an déi begrësse bestëmmt, wéi ech selwer, d'Reform vun der staatlecher Finanzéierung vum Museksunterrecht. D'Gemengen hunn an de leschte Joren immens grouss Efforte geleescht, fir e qualitativ héichwäerteg Museksunterrecht ze offréieren, an dofir solle si och weiderhin an hirem Engagement ënnerstëtzt an och gestärkt ginn.

Wéi mir all wëssen, hat och de kulturelle Secteur an der Coronapandemie mat ganz villen Aschränkungen ze kämpfen. Engagement am Veräin, an der Musek oder an der Museksschoul war net ëmmer einfach während där Zäit. Genee wéi bei de Grondschoulen a Lycéë gouf probéiert, de Museksunterrecht sou gutt wéi méiglech ënnert den néidege sanitäre Mesuren ze assuréieren an déi Jonk weiderhin um Ball – oder besser gesot beim Instrument – ze halen. Elo wou d'Pandemie a méi enger roueger Phas ass, ass et ëmsou méi wichteg, déi Jonk nees verstärkt zrëckzekeréieren bei d'Musek. Dofir kann ech och déi Campagne, déi de Ministère lancéiert huet, „Fann deng Bün!“, nëmmen ënnerstëtzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Lamberty** (DP), rapporteur | Net just déi Jonk, mee och d'Enseignanten a sämtlech Acteure vun der Musekslandschaft solle virun Ae gehale kréien, wéi wichteg d'Musek, den Danz an den Theater fir déi perséinlech Erfüllung vum Kand sinn.

Mir schafe mat dësem Text en harmoneschen Orchester, an deem all Kand eng Plaz huet a wou déi Jonk kënnen dru wuessen. Eng Bün, fir hir Talenter fräi ze entfalten an ënner Beweis ze stellen, hir Passiounen ze entdecken a sech zu räifen Erwuessenen ze entwéckelen.

Léif Kollegeginnen a Kollegeen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen dem Här Rapporteur Claude Lamberty villmoos Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner. Dat ass déi honorabel Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Den 28. Abrëll 1998 ass en neien Zäitalter fir de Museksunterrecht ugaangen hei zu Lëtzebuerg. Et war d'Gesetz iwwert d'Harmoniséierung vun kommunale Museksunterrecht an eng staatlech Kofinanzéierung fir dese Museksunterrecht. Ech mengen, dat Gesetz huet en immensen Opdriff bruecht fir de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg an dat iwwerall am Land. Et huet eng grouss Dynamik an e substanzuelle Qualitéitssprong bruecht. Ech mengen, dat ass eng Feststellung, mat där jiddwereen ëmmer averstanen ass a war.

Haut stëmme mir zousätzlech Verbesserungen zum deemolege System. No enger Zäit imposéiert sech souwisou esou eppes a vun 2012 un ass och un enger Reform geschafft ginn. Si konnt net deponéiert gi wéinst där ofgekierzter Legislaturperiod.

Am Hierscht 2021 ass dese Projet de loi an d'Chamber komm an e bréngt, wéi gesot, eng Rei Ajustementer a Verbesserungen, déi ganz kloer sinn. En hätt der souguer nach méi bréngen kënnen!

Fir d'CSV ass de Museksunterrecht ganz wichteg. Et ass wichteg fir e Kand, fir e jonke Mënsch, Kontakt mat der Musek ze kréien. Et hëlleft him a senger Entwécklung, et hëlleft him sech auszudrécken. Et ass wichteg fir säin emotionaalt Wuelbefannen, fir seng perséinlech Entfaltung.

Mir hunn haut 18.000 Schüler, déi ageschriwwen sinn am Museksunterrecht uechtert d'ganz Land. Mam ale Gesetz vun 1998 hu mir also 18.000 Schüler esou hikritt an dem Museksunterrecht. Dat Gesetz ass a war also en Erfolleg, et ass net gescheitert.

Mam neien, zukünftege Gesetz, Här Minister, hoffen ech, dat et a Richtung vu 25.000 Schüler geet oder méi, well Musek ass kee Luxus. E Gehierfuerscher, Manfred Spitzer huet e geheescht, deen huet gesot: „Wissenschaftlich gesehen wäeren die wichtigsten Schulfächer Musik [...]“. En huet och gesot: Sport, Theater spillen a Konscht. Fir d'CSV ass et also evident, dat mir dat neit Gesetz matdroen a stëmmen. Et ënnerstëtzt d'Gläichheet an d'Musek als Integrationsfacteur. An dat huet och schonn de Rapporteur gesot, deem ech Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a fir säi flotte mëndleche Rapport.

Ech bedauern an deem Kontext allerdéngs, dat mä Virschlag net ugeholl ginn ass, fir keng Altersgrenz fir d'Zrëckbezuere vun den Aschreiwungskäschten anzuschreiwene. Sou hätt een deenen Erwuessenen, déi sech et net sou gutt leeschte kënnen, méi Chancë bidde kënnen am Museksunterrecht. Do hätt ee jo och zum Beispill en anere Plaffong aschreiwene kënnen wéi dee vun dräi an engem hallwe Mol de Mindestloun. Dat wär, mengen ech, am Beräich Chancëgläichheet och flott gewiescht.

D'Verbesserungen hätten also nach kënnen verbessert ginn, Verbesserungen, déi ganz kloer do sinn.

Verbessert hätt och kënnen ginn, dat zum Beispill d'Finanzéierung Hallschecht-Hallschecht gewiescht wär, fifty-fifty zwëschen Staat a Gemengen, amplaz vun där Drëttelsoopdeelung. Et huet jo geheescht, hei géif vill geännert ginn. Mee dann, Här Minister, hätt een hei och nach kënnen en neie Wee goe wéi virdrun.

Dat neit Gesetz bréngt also och net méi Gläichheet zwëschen de Gemengen. Dir hätt sollen all Gemeng d'selwecht matbezuere loosse an direkt um Finanzement vum Unterrecht vu sengen Awunner bedeelegen, egal wou se ageschriwwen sinn, egal a wéi enger Museksschoul oder wéi engem Conservatoire se sinn. Elo bleiwen déi méi finanzschwaach Gemengen, déi e Museksunterrecht organiséieren, op Méikäschte sëtzen a grad si hu jo missen héich Aschreiwungskäschte froen an der Zäit, aus finanziellen Ursaachen. Dat gött jo elo ofgeschaaft. Dat ass gutt fir d'Schüler, ganz sécher! Awer ob d'Kompenséierung vum gratis a gedeckeltem Minerval esou opgeet, wéi dat behaupt gött, dat wär natierlech ze hoffen, bleift awer definitiv ze gesinn an der Praxis, well et bleift ze gesinn, wéi et mam Finanzéierungsbedarf an de Méikäschte fir d'Gemengen opgoe wäert.

Mir hunn ëmmer gesot kritt vun Iech, Här Minister, oder vun Ärem Verrieder, dat wär esou. Et gött awer och aner Prognosen. Deckt déi nei finanziell Bedeelegung vum Staat zum Beispill dann och tatsächlech déi nei Gehälter komplett mat of, sou wéi mer dat och gesot kritt hunn? Well och do gött et Stëmmen, déi dat unzweifelen. Dofir, Här Minister, kënt Dir eis dat wannegglift am Detail erklären?

A wa mer bei de Gehälter sinn, dann ass natierlech och d'Fro: Wéini kënt dat separat Gesetz iwwert d'Gehälter an d'Chamber a wéi gesi seng Dispositiounen aus, nodeems se jo wéinst Oppositionsformelles vum Staatsrot an dësem Gesetz erausgestrach gi sinn? Eng Revaloriséierung ass richteg, mee d'Gemenge mussen d'Konsequenze richteg aschätzen an droe kënnen respektiv derbäi gehollef kréien.

Dofir hunn ech och e puermol gefrot, fir de Basistaux op 40 Euro amplaz op 30 Euro pro Minutt ze setzen. Dat hätt vläicht och gehollef bei de ville CDDen, wou et gutt wär, et géifen der an Zukunft manner kënnen ginn. Ech mengen, dat wär sécherlech och e Punkt gewiescht, deen do derbäi besser mat virun hätt kënnen kommen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | An dofir fënnt d'CSV et richteg, d'Applikatioun vun dësem neie Gesetz fréi genuch ze evaluéieren. Ech mengen, dat ass allgemeng eng gutt legislativ Aart, an ech denken, jiddwerengem heibannen ass dat wichteg.

Dofir, Här President, géif ech eng Motioun hannerleeën an deem Sënn.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– *considérant que la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal a, pour la première fois, introduit un cofinancement étatique de l'enseignement musical communal et l'a organisé d'une façon homogène pour l'ensemble du pays ;*

– *que cette loi a conduit à un essor indéniable de l'enseignement musical et une recrudescence du nombre d'élèves inscrits ;*

– *que le présent projet de loi n° 7907 porte réforme de la loi de 1998 précitée incluant un certain nombre d'améliorations structurelles, ainsi qu'une redéfinition du mode de cofinancement étatique ;*

– *que ces adaptations s'imposent à la lumière des enseignements tirés au fil des années de l'application de la loi de 1998 ;*

– *qu'il s'imposait de revoir e. a. le financement de l'enseignement musical ;*

– *que les nouvelles modalités de financement, dont la participation financière étatique, doivent être suivies dans leur application pratique et concrète, de même que les délais et procédures concernant les inscriptions et leur validation administrative,*

*invite le Gouvernement*

– *à procéder à une évaluation de l'application de la présente loi portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal au plus tard dans deux années, et annuellement par la suite ;*

– *et à présenter les résultats de l'évaluation à la Chambre des Députés afin, le cas échéant, d'apporter les adaptations nécessaires.*

(s.) Octavie Modert, Diane Adehm, Emile Eicher, Max Hengel, Georges Mischo.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Och bei den Infrastrukturen, do gött et an Zukunft oder vläicht och schonn haut e Subsid vu 25 % vun Ärem Ministère, Här Minister. Dat hätt een och nach besser maache kënnen, besser wéi dat virdrun a Finanzkrisenzäite méiglech war. Well et muss ee froen: Firwat gött hei d'Subventionéierung net mat den normale Schoulgebäuer gläichgezunn? Dir hutt jo och de Minerval esou behandelt. Ech mengen, da wär dat och eng logesch Folleg gewiescht.

Ech wëll nach zwou Bemierkunge maachen zu den Delaien. D'Kanner mussen bis de 15. September am Museksschoulunterricht ageschriwwen sinn. Un deem Datum ass net geréckelt ginn. An an der Praxis heescht dat, datt nom 15. September keen neie Schüler méi kann ageschriwwen ginn. Bis ewell hunn d'Musekschoulen awer ëmmer nach Schüler akzeptéiert, déi an den éischten zwou Wochen, nodeems de Schoulufank war, nach nokomm sinn, an et ass dramatesch, wann dat elo net méi geet.

Et wäert ëmmer nach vill Leit ginn, déi hir Kanner eréischt nom Schoulufank vum hallwe September an d'Fräizäitaktivitéiten anschreiwe wëllen. Do wär den 30. September méi realistesch gewiescht. A souguer all Dag nom 15. September – a wär et och nëmmen den 20. September gewiescht – wär schonn eng Verbesserung gewiescht.

Änlech ass et mam Datum vum 15. November. Wann e Schüler ophält – a mir hunn e puermol an der Kommission doriwwer diskutéiert –, da kann zwar e Schüler een aneren, deen ophält, ersetzen. Et kann awer zousätzlech keen neie méi bäikommen nom 15. November an all Schüler, deen duerno ophält, kréien d'Gemengen net bezuelt. Mir sinn hei awer net am reguläre Schoulunterricht, wou een eeben net ophalen däerf. De Problem stellt sech heibäi schonn, wann e Kand an eng aner Gemeng plënnert. Souguer do stellt sech d'Fro schonn an ech denken, Här Minister, dat hätt kënnen e bëssen aneschter gereegelt ginn.

Dofir ass et och e bëssen ze bedauern, datt d'Virschléi, déi an der Chambersaarbecht komm sinn, och wa se nëmme vun der Opposition waren, net interesséiert hu mam Argument: „Dat ass net gefrot gi vun de Stakeholder.“ Sou huet et geheescht. Dat ass schued. Souvill dozou, wat dës Regierung vum Parlament an dem Parlamentarismus hält. Amplaz nëmme just eppes unzuhuelen, wann et vu bausse vun der Chamber kënn.

Mee mir wëllen dem neie Gesetz eng Chance ginn an him all Chance wënschen. De Museksunterricht ass der CSV ze wichteg an, léif Kolleegen a Kolleeginnen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, seng Uwendung ka jo evaluéiert an ugepasst ginn. Déi Méiglechkeet besteet jo ëmmer. Mir hoffen dofir, datt Dir eis Motioun matdrot.

Bis zur Evaluéierung ka jo och d'Zesummenaarbecht an d'Zesummeeréckele vum Museksunterricht an dem reguläre Schoulunterricht zur Reegel ginn iwwert déi haiteg Pilotprojeten eraus, wat eng gutt Saach ass mat de Pilotprojeten an eng gutt Saach wär a wäert sinn, wann et definitiv ass. Et gétt jo esou e puer Pilotprojeten op ville Plazen, zum Beispill zu Jonglënster, wou eis Kolleegin Françoise Hetto eis seet: „Dat funktionéiert dann, wann dat normaalt Léierpersonal mat derbäi ass, am beschten.“

*(Interruption)*

Op jidde Fall ass dës Rapprochement vu Schoulunterricht a Museksunterricht oder Musekskontakt eng ganz gutt Saach. A mat dem Kompetenzwiessel vum ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Di Bartolomeo, piano, wannechgelift!

**Plusieurs voix** | O!

**Une voix** | Ey!

**Plusieurs voix** | Ey! Ey! Ey!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Dat ass ganz richtig. Mezzo forte, Här Di Bartolomeo, Der braucht elo guer net ze äntweren. Piano war ganz gutt. Elo fuere mer da mat der Musek weider virun, wéi de President ...

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**Mme Octavie Modert** (CSV) | ... d'Nout hei uginn huet.

*(Interruptions et hilarité)*

Jo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Macht Dir virun.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Also ech fanne jiddfalls dee Rapprochement eng gutt Saach. A wann de Kompetenzwiessel vum Musekschoulunterricht aus dem Kulturministère eraus an den Educationsministère dat mat sech bréngt géif, well dat d'Saach sécherlech vereinfacht, da wär dee Wiessel dofir scho gutt gewiescht. Da wär ech och doriwwer frou dann.

Ech mengen och, de Bachelor am Museksunterricht – och deen huet de Rapporteur schonn ugeschwat – kann een da vläicht schonn e bësse besser ofgesinn, wéi et ass. Vläch hutt Dir awer, Här Minister, och haut d'Zuelen. Et huet net direkt eppes mam Gesetz ze dinn. Et ass trotzdem fir d'Gesetz och wichteg, wéi vill Leit ageschriwwen sinn a wéi de Succès do dervun ass.

Natierlech wär et och gutt, wann de Staat dann elo nach säi Projet vum Veräinsbus, deen d'Regierungserklärung virgesinn hat, realiséiere géif an deen net op d'Gemengen ofwälze géif. Dir hutt dat annoncéiert. Dat wär sécherlech dann och e gudden Akt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Musek ass e profund humanisteschen Akt. Et ass eng Passioun. Wann eis Fangere sech op d'Taste leeën, eise Mond Melodien aus engem Instrument verwandelt an eis Stëmm se klänge léisst, dat beréiert eis ganz direkt, ouni Filter. An ech hu schonn ëmmer gesot: Musek ass eng universell Sprooch. Jiddwee verstee se, ouni Grenzen, ouni Barriären, mat Gefiller! Egal wou Schenge läit, Musek verbënnt iwwer all Grenzen eraus a si verbënnt all d'Generatiounen an all d'Kulturen.

An dofir, léif Kolleeg/innen: „Dat Besch an der Musek steet net an den Nouten.“ Dat sot schonn de Gustav Mahler. D'CSV ass fir de Museksunterricht a stëmmt dëst Gesetz mat.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Modert. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, de fréieren däitsche Bundeskanzler Helmut Schmidt huet emol gesot: „Lasst uns dafür sorgen, dass in unseren Wohnungen und in unseren Schulen gesungen und Musik gemacht wird, auf dass die Nachwachsenden lernen, daran Freude zu haben. Es wird Zeit für jene Sprache, die unsere Seele ohne Umwege erreicht.“

De Professor Michael Schulte-Markwort, dat ass en erkannten däitsche Kanner- a Jugendpsychiater, huet och gesot, dass een net fréi genuch domat ufänke kann, d'Kanner un d'Musek ze gewinnen, andeems een hinnen eppes virséngt oder zesumme mat hinne séngt. D'Kanner reagéieren nämlech ganz fréi op Musek. Experimenter hunn erginn, dass scho Bébeeën am Bauch op eng bestëmmt Musek reagéieren a se dann och herno no der Gebuert erëmmerkennen. An d'Kanner géifen natierlech dovun profitéieren, wa se fréi mat dëser Welt vun de Kläng an de Rhythme a Verbindung kommen, seet de Kannerpsychiater weider.

Et gétt vun Ufank un aner Gehierzentre mat der Musek ugeschwat wéi bei der Sprooch zum Beispill. Ënnersichungen hunn erginn, dass d'Sproochentwécklung vun de Kanner besser a méi séier ofleef, wa se vill

Musek lauschteren. An esou huet den Här Schulte-Markwort weider gesot, d'Musek géif och hëllefen, d'motoresch Entwécklung ze féerden a Spannungen ofzebauen an natierlech géif d'Gediechnis och gestärkt, wann een zum Beispill Lidder auswennege léiert.

Aner Wëssenschaftler a Psychologen hunn erausfonnt, dass d'Musek glécklech mécht. Et ass wëssenschaftlech beluecht, dass de Museksunterricht de Kanner derbäi hëlleft, hir Émgéigend besser wouerzehuelen a besser ze verstoen. Si léieren, sech méi kloer matzedelen. Doduerch entwéckele si emotional a sozial Fäegkeeten, wéi zum Beispill och eng gutt Kommunikatioun, an och d'Konzentratioun gétt am Museksunterricht geféiert.

E Kand, dat en Instrument léiere wëllt, sollt dozou encouragéiert ginn, well ganz vill Grënn derfir schwätze géifen, soen d'Wëssenschaftler weider. Aktivt Musizéiere férdert d'Intelligenz an d'Sproochverméigen. Dat hunn ech jo schonn am Ufank gesot.

Wann een en Instrument léiert, beschäftegt ee sech mat sech selwer. Déi sozial Kompetenz ginn och verbessert, d'Konzentratioun geféiert, an och d'Gedold an d'Ausdauer. Studie beleeeën och, dass Kanner, déi Musek maachen, besser schoulesch Leeschtunge bréngt wéi déi, déi mat Musek näischt um Hutt hunn.

Doriwwer eraus si Musek a Gesank e wichtegen Deel vun eiser Kultur. A meng Virriedner hunn dat och scho gesot. D'Wëssenschaft geet dervun aus, dass d'Musikalitéit eng Fäegkeet ass, déi eis Mënschen alleguer ugebuer ass. An all Kultur gétt et Danz a Musek. Musek ass eppes, dat eis alleguer verbënnt a sproochlech Barriären iwwerwënnt. Et ass immens wichteg, dass mir dës universell Sprooch bei eise Kanner a Jonke féerden, fir d'Kultur weiderzeginn an d'Entsteung vun neie kulturellen Entwécklungen ze ënnerstëtzen.

Här President, d'Haaptzil vun dësem Projet de loi ass jo, d'Roll vum Museksunterricht als feste Bestanddeel vun eiser Educatioun ze stäerken a Kanner a Jonker fir Musek, Gesank, Diktioun, Theater an och Danz ze begeeschteren. Mir wëssen, dass d'musikalesch Erfahrungen doheem, an der Famill an och am Spillschoulsalter a soss an der Schoul e groussen Afloss hunn op d'grondleeënd Astellung vun engem Kand vis-à-vis vun der Musek. Dofir huet den Enseignement musical eng wichteg kulturell, sozial a politesch Aufgab.

Et ass wichteg, dass all Kand Accès zum Museksunterricht huet. Mir brauchen an eiser Gesellschaft Plazen, wou Kanner a Jonker Musek kënnen léieren a sech aktiv a bewosst mat Musek ausenanersetzen a beschäftege kënnen. Dës Plazen definéiert de Projet de loi elo ganz kloer. Et sinn: d'Musekschoulen an de Gemengen, d'regional Museksschoul an d'Conservatoiren.

Dës Projet de loi renforcéiert déi zentral Roll, déi déi dräi Zorte vu Museksschoule spillen. D'Conservatoiren erfëllen hei eng national Missioun. Fir dës national Missioun ze erfëllen, mussen d'Conservatoiren de Museksunterricht, nieft der allgemenger Ausbildung vun deenen aneren, och an den Divisions „moyenne spécialisée“ a „supérieure“ an am „degré supérieur“ assuréieren.

Mir setze mat dësem Projet de loi – an, ech mengen, de Rapporteur huet dat scho gesot – zwee Punkten aus eise Koalitiounsaccord ëm. Dat ass engersäits de gratis Accès fir eng grouss Partie vu Coursé bis 18 Joer an anersäits d'Reform vum Finanzement vum Ministère, dee fir méi Gerechtegkeet tëscht de Gemenge suergt. De Minervall kann awer weiderhin och vun de Gemenge selwer festgeluecht ginn.

Gratis Museksunterricht, deen elo mat dësem Projet de loi ugebuede gétt, ass u sech e Paradigmewiessel an eng grouss Ouverture, fir Kanner a Jugendlecher fir d'Kultur ze sensibiliséieren. Museks-, Gesank- an



Danzcoursen dierfen op kee Fall e Privileeg sinn an de Kanner a Jonke vun Eltere mat den néidege finanzielle Méttelen oder aus Gemenge mat entsprechende Ressourcé virbehale sinn.

Dése Projet de loi reforméiert grondleeënd d'Aart a Weis, wéi d'Participatioun vum Staat gerechent gëtt. E gesäit vir, dass de staatleche Finanzement vum Enseignement musical en Deel vum Budget annuel vum Ministère ass. De Calcul vun der staatlecher Participatioun baséiert sech op de Basistaux pro Minutt Cours, dee gehale gëtt. An hefir mussen d'Gemengen d'Donnéen an engem informatesche System validéieren.

De Basistaux pro Minutt variéiert dann tëscht 30 Euro an 105 Euro an hântk tatsächlech vum Niveau vum Cours of. Zousätzlech gëtt dann och nach e supplementären Taux agefuert, deen erlaabt, dass e groussen Deel Coursé fir Kanner a Jonker ënner 18 Joer komplett gratis ass. Et gëtt also eng breet Palett vu Coursen ugebueden, déi fir d'Schüler gratis sinn an an deene verschidde Beräicher eng ganz gutt Basisausbildung duerstellen.

D'Participatioun vum Staat ass dann domat net méi plafonéiert a gläichzäiteg och méi transparent, wéi dat aktuell nach de Fall ass. D'Gemengen, déi fir déi lafend Käscht vum Coursé responsabel bleiwen, kënnen am Verglach zu der aktueller Situatioun méi einfach plangen. Heimat gëtt also eng zolidd Basis geschaaft, déi d'Gemengen net nëmme an finanzielle Plang, mee och administrativ entlaascht. D'administrativ Demarchen, déi fir d'Organisatioun an de Finanzement noutwendeg sinn, gi fir d'Gemengen nämlech vereinfacht. Mat der Aféierung – an dat ass jo och scho gesot ginn – vun engem informatesche Gestionsystem ginn d'Minutte Cours, déi pro Woch an all Gemeng gehale ginn, einfach erfaasst. Domat gëtt och déi finanziell Participatioun vum Staat automatesch gerechent. Dése System garantéiert dobäi och de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën vun de Museksschüler.

An der Kommissioun hu mer eng Zäitchen iwwert den Aschreiwungsdatum diskutéiert. D'Madamm Modert huet virdrun och schonn driwwer geschwat. D'Fro ass do opkomm, dass et net genuch flexibel wär fir d'Museksschoulen oder d'Conservatoires, wa just den Datum vum 15. September festgehale géif ginn als leschten Datum, fir Schüler unzehuelen. Bis elo waren d'Schoule do ëmmer e bësse méi kulant an hunn och emol no deem Datum Kanner a Jonker ageschriwwen. Mir hunn awer erkläert kritt, dass dës aus Organisationsgrënn a weinst dem Plange vum Finanzement esou festgeluecht ginn ass. An och aus pedagogesche Grënn wär et besser, wann d'Schüler vun Ufank an derbäi wäeren.

Et bleift jo awer och elo bis d'Rentrée nach Zäit, fir dës an de Schoulen esou ze organiséieren, dass ee fréi genuch ka sensibiliséieren a motivéieren, dass d'Leit sech da matzäiten, also virum 15. September, kënnen aschreiwene oder d'Elteren hir Kanner kënnen aschreiwene. Et ass jo och net esou, dass kee Schüler kann no deem Datum méi opgeholl ginn, mee de Finanzement vum Ministère fir dese Schüler ass dann net garantéiert.

Wat awer kloer ass an dat fanne mir och ganz gutt: Wa Schüler aus iergendwelleche Grënn net un de Coursen deelhuele a fréizäiteg ophalen, kënnen dës Schüler duerch en anere Schüler ersat ginn, egal och fir wéi ee Cours. An do ass dann de Schoulen och eng gewisse Flexibilitéit garantéiert.

Här President, dese Projet de loi gesäit iwwregens och vir, dass fir déi Coursen, déi net gratis sinn, eng Famill kann eng finanziell Hëllef ufroen, fir de Minimalwert iwwerholl ze kréien. Dës Hëllef kënn fir Kanner ënner 18 Joer a Fro, wa si aus enger Famill kommen,

déi manner wéi 3,5-mol de sozialen net qualifizéierte Mindestloun huet. Den Delai fir dës finanziell Hëllef ass de 15. Oktober vum jeeweilege Schouljoer an dat appreciéiere mir ganz staark.

Eng weider Neierung an deemem Projet de loi ass d'Kreatioun vun engem Poste vum Commissaire du Gouvernement adjoint à l'enseignement musical. A wéi de Rapporteur scho beschriwwen huet, ware jo fënnf Oppositions formelles am éischten Avis vum Staatsrot. Den Text ass an der Kommissioun och vill diskutéiert ginn – positiv, och heiansdo net esou positiv –, mee bearbecht ginn. Dat ass awer eng ganz flott Aarbecht gewiescht. Eng Partie Dispositionen hu missen erausgeholl ginn a ginn an engem separate Projet de loi vum Inneministère opgefaangen. Dat ass néideg ginn, well de Staatsrot a sengem Avis eng Opposition formelle gemaach huet an deem Sënn, dass d'Aarbechtskonditiounen an d'Remuneratioun vum Personnel enseignant Matière réservée à la loi sinn. Bis elo huet e Règlement grand-ducal de legale Kader fir dës Bestëmmunge regléiert.

Am Inneministère ass, wéi gesot, e Projet de loi an der Maach, deen esou séier wéi méiglech deposéiert gëtt. Ech géif gär betounen, dass dese separate Projet de loi um Niveau vun den Aarbechtskonditiounen näischt ännert fir d'Personal, awer um Niveau vun de Paien eng Revalorisatioun vun de Karriäre virgesinn ass.

Et ass jo och esou, dass d'Personal mat engem Masterabschluss desen och unerkannt kritt huet an deemem sprochen an d'Karriär A1 kënn. Fir eis als LSAP war et wichteg, dass déi Chargé-de-coursen, no jorelaangem Fuerderen, hiren Diplom am Juli d'lescht Joer unerkannt kritt hunn. Déi betraffe Persounen wäerten also weider elo an deser Karriär virufuere kënnen, déi awer dann opgewäert gëtt an der Karriär vum administrativen an techneschen Agenten ugepasst gëtt.

Ech ginn heiroop an, well dee virleiende Projet de loi jo virgesäit, dass an de Museksschoule vun de Gemengen am Prinzip just nach Personal mam Statut vum Employé communal a vum Salariaé an der Karriär A2 ka rekrutéiert ginn – dat souwuel fir de Chargé de direction wéi fir d'Enseignanten.

An de regionale Museksschoulen ass jo déi héchst Karriär, also den A1, just fir den Directeur an den Directeur adjoint virgesinn. A fir d'Chargés de direction souwéi fir d'Enseignanté vun de regionale Museksschoulen ass d'Karriär A2 festgeluecht.

An dann an de Conservatoire kënnen den Directeur an den Directeur adjoint Museksprofesseren, déi de Statut vum Fonctionnaire communal hunn, dann eeben och an der Karriär A1 agestellt ginn. Déi aner Enseignanten, och am Conservatoire, kréien d'Karriär A2 am Regimm vum Employé communal. Just an deem Fall, wou et sech erausstellt, dass et onméiglech ass, en Enseignant an der Karriär A2 anzustellen, kann an Zukunft awer och op en Enseignant aus der Karriär B1 zréckgegraff ginn.

Dat ass e bëssen technesch, mee ech fannen et ëmmer erëm wichteg, et nach emol ze bestätegen.

An de Conservatoire muss dann awer weinstens, an dat ass och scho gesot ginn, en Drëttel vun hirem Personal am Statut vum Fonctionnaire sinn, wat elo schonn gréisstendeels de Fall ass. An do, wou et nach net de Fall ass, gëllt dann en Delai vu fënnf Joer vun deem Moment un, wou d'Gesetz a Kraaft trëtt.

D'Bestëmmungen iwwert de Rekrutement vum Personal sinn engersäits natierlech fir dat zukünfteg neit Personal vun de verschidde Museksschoulen an hir Valorisatioun wichteg. Anerersäits ass et och e Wee, fir d'Qualitéit vun den Ausbildungen ze garantéieren. Ouni kompetent Enseignanten, déi an deem, wat si

maachen, passionéiert sinn, kënnen mer eise Kanner a Jonke keng qualitativ héichwärtig Musekscoursen ubidden, déi hinne solle Freed maachen, déi si solle fir d'Musek begeherten an déi hir Talenter féerden.

Wann Der erlaabt, géif ech nach gären op e Punkt agoen, dee mer och um Häerz läit. An dat ass e bësse parallel zum Museksunterricht an de Museksschoulen a Conservatoires: dat ass de Museksschoulunterricht an der Schoul.

Ech géif et wichteg fannen, dass mer net vergiessen, dass an der Grondschoul d'Förderung vu Musek a Gesank nach weider héichgehale gëtt. Ech ka mech gutt erënneren: Déi Zäit, wou meng Generatioun an d'Schoul gaangen ass, ass nach vill méi gesonge ginn an der Schoul. Haut, mengen ech, ass dat net grad méi esou de Fall. Mee an der Grondschoul gehéiert d'musikalesch Bildung wuel zum Léierplang am Kader vun der Aféierung an d'Ästhetik, d'Kreatioun an d'Kulturen, d'Konscht an d'Musek mat spezifischem didaktesche Material. Mee wann ee sech e bëssen esou ronderëm ëmlauschert, ass dat awer vläicht net ëmmer an all Klassesall de Fall.

Natierlech huet och all Enseignant seng Talenter. Ech denken awer, dass et wichteg ass fir d'Entwécklung vum Kand, och hei déi musikalesch Bildung net ze vergiessen. Et ass och kloer, dass trotz deemem Projet de loi elo net all Kand wäert ageschriwwen ginn, fir Musek a Gesank oder Danz an enger Museksschoul ze léieren. Dofir ass et fir eis als LSAP och wichteg, desén Aspekt nach weider ze berücksichtegen an och an de Schoulen d'Konschterzéiung weider ze féerden, wuel wëssend, dass elo schonn verschidde Aktiounen vum Ministère, also vum SCRIPT, an d'Liewe geruff gi sinn, déi des kulturell Förderung ënnerstëtzen. Ech schwätzen elo hei vun der Plattform „kulturama“ un oder och vu „mimamu“, déi sech speziell fir d'Förderung vun de musikalesche Kompetenzen an Erliefnisser an der Schoullandschaft asetzen, fir nëmme elo déi ze nennen.

Dës Iddie gehéieren elo net direkt hei zu deemem Projet de loi, mee et war mer awer wichteg, och an deemem Kader op dës anzugeen, well dese Volet zur musikalescher Bildung vun eise Kanner gehéiert a wourun dese Projet jo och uknüppt.

Et gëtt och eng etlech Gemengen, an deenen eng gutt Kollaboratioun tëscht Conservatoires a Museksschoul besteet a wou och ganz vill op d'Bee gestallt gëtt; sief dat an der Grondschoul oder och an den SEAen. Et gëtt och Gemengen, déi hir Kanner mat eegene Camionnetten an d'Museksschoul oder och an d'Sportsveräiner féieren. Ech kennen do eng, déi dat mécht. An do si mer sécherlech all frou, wann dann dee Projet och vum Kannerveräinsbus Realitéit gëtt, wou dann och all d'Gemenge kënnen mat op de Wee goen an den Transport besser organiséieren.

Ech si frou, dass dese Projet de loi schonn ab der nächster Rentrée, also ab dem Schouljoer 2022/2023, soll a Kraaft trieden. D'musikalesch Talenter vun alle Kanner mussen geförderet ginn an all d'Talenter mussen déi selwecht Chance kréien.

Ech soen op deser Plaz dann awer och dem Claude Lamberty – als Sportler – Merci fir säi musikalesche schrëftleche a mündleche Rapport. Ech ginn heimat dann natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. An – wéi kann et aneschtens sinn? – ech halen dann nach mat engem Zitat op, an zwar vum Victor Hugo. Deen huet gesot: „La musique exprime ce qui ne peut être dit et sur quoi il est impossible de rester silencieux.“

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Margue** (déi gréng) | Sangt gutt!

**Mme Djuna Bernard** (déi gréng) | Nee, ech sange meng Ried elo net, Här Margue!

(Hilarité)

Här President, erlaabt mer direkt am Ufank, dem Här Rapporteur en häerzleche Merci ze soe fir säi ganz ausféierlechen an anschauliche Rapport.

Mir begréissen dëse Projet, deen e Versprieche aus dem Koalitionsaccord ëmsetzt, nämlech, e besseren an e méi breeden Zougang zum Museksunterrecht unzibidden. Den Zougang zur Kultur fir all Alter an all Hierkonft ass eng staark Prioritéit fir dës Regierung an dat ënnerstëtze mer ausdrécklech.

Derbäi komme mat dësem Gesetz eng Rei Verbesserunge bei der praktescher Organisatioun, déi och de Gemengen zeguttkommen. Den Enseignement musical gëtt vun de Gemengen organiséiert ënnert der Tutelle vum Educatiounsministère fir déi pedagogesch Aspekter an ënnert där vum Interieur fir déi administrativ a finanziell Aspekter.

Aktuell zielt den Enseignement musical zu Lëtzebuerg eng 18.000 Schülerinnen a Schüler ab dem Alter vu véier Joer. Encadréiert gi si vu ronn 750 Enseignanten. Um Niveau vun de Schoulen ziele mer 3 Conservatoires, 12 regional an 23 lokal Museksschoulen. Dës Dräideelung wäert och am Projet de loi vun haut bestoe bleiwen.

De Projet beinhalt och en Aspekt vun der Digitaliséierung. Esou kréien d'Gemenge fir d'Organisatioun vum Museksunterrecht an Zukunft en informatesche System un d'Hand, deen d'Organisatioun vereinfacht an och d'Datesécherheet garantéiert.

Déi lescht inhaltlech Neierung vum Projet de loi ass d'Schafung vum Poste vum Commissaire du Gouvernement adjoint à l'enseignement musical. Dëst ass eng sënnavoll Neierung, well d'Zuel vun den Aufgabe fir de Kommissär an och d'Zuel vun de Schülerinnen a Schüler säit dem urspréngleche Gesetz vun 1998 natierlech staark geklommen ass. Mir begréissen awer och, dass hei während de Kommissionsaarbechten nach Ufuerderunge fir dee Poste prezisiéiert goufen, esou wéi och verschidden Avisen dat gefuerdert hunn.

Dëse Projet de loi kascht natierlech eppes. An de Montant vun der staatlecher Participatioun um Financement vun de Museksschoulen ass an Zukunft net méi fix plafonéiert. Si orientéiert sech elo un de Minuten, déi effektiv enseignéiert ginn. Esou sollen déi reell Käschte méi prezis iwwerholl ginn. Et entsteet doduerjer méi Transparenz a méi Previsibilitéit fir déi Concernéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, den Accès zur Kultur an den Éveil à la culture si wichteg Piliere vun eiser Kulturpolitik, wéi mir Gréng se och ëmmer erëm héichgehalen hunn. Fir dass d'Kultur als e Vecteur vun der Inklusioun an eiser Gesellschaft ka funktionéieren, ass et wichteg, dass jiddereen Zougang dozou huet. Besonnesch bei Kanner a Jonken heescht dat, dass si d'Wëssen an d'Sensibilitéit musse mat op de Wee kréien, fir hiren Interessi u Kultur ze entdecken a weiderzuentwéckelen.

Musek ass e wichtegen Deel am Liewe vu ganz ville Leit an all Alter a queesch duerch d'Gesellschaft. D'Grondnotiounen vun der Musek sinn en Deel vun der Allgemengbildung. Musek kann och derbäi hëllefen – an et gouf och scho vu menge Virriedner/inne gesot –, fir an anere Wëssensberäicher Fortschrëtter

ze maachen. Eng musikalesch Ausbildung ass also en Deel vun enger ganzheetlecher Erzéiung vum Kand. A mat den zousätzleche Beräicher – Danz an Theater – promovéiere mer doduerjer och eng ganzheetlech Notion vun der Kultur vum fréisten Alter un. Esou wéi et am Sport den Ënnerscheid vum Breedessport an dem Spëtzesport gëtt, déi alle béid um Jugendberäich opbauen, esou ass och an der Musek eng gutt Basisformatioun eng wichteg Basis fir déi, déi spéider eng weiderféierend Ausbildung an der Musek wëllen absolvéieren oder se souguer zu hirem Beruff maache wëllen.

An deem Sënn kann de Projet vun haut och bei der weiderer Professionaliséierung vun eiser Kulturzeen eng Roll spillen, esou wéi se eeben och am Kulturentwécklungsplang a vum Kulturministère geförderet gëtt.

A wa mer dës Basisausbildung weider denken an der Optik, fir d'Perspektive fir jonk Museker a Konscht-schafender allgemeng auszubauen, da gehéiert et fir eis Gréng och dozou, fir d'berufflech an universitär Perspektiven an der Kultur weider auszubauen an awer virun allem och an der Orientatioun d'Kulturberuffer an hir villfältig Méiglechkeeten net ze vergiessen.

E weidere Punkt, deen ech wëll ervirhiewen, ass d'Tatsaach, dass d'Sensibiliséierung an d'Ausbildung an der Musek awer och zur Stärkung vun de Museksveräiner bäidroen. A sëllegen Uertschafte stellen d'Harmonien, d'Chorallen, d'Fanfare de Kär vum lokale Veräinsliewen duer. Hei begéine sech d'Awunner. Si musizéieren zesummen a bréngen esou och Mënsechen vu ganz ënnerschiddlechen Hannergrënn an Hierkonfte beieene. Mir leeschten also duerch e gutt opgestallte gratis Museksunterrecht och e Bäitrag zum Beräich vum Benevolat a vun engem staarke Veräinsliewen an eisen Uertschaften. An deem Sënn si mer natierlech eng gespaant op den État des lieux, deen an dësem Beräich ausgeschafft gëtt.

E ganz wichtegen Aspekt vum Gesetz betrëfft och d'Reform vum Statut vum Personal, dat an de Museksschoule schafft. Esou wäert de Rekrutement vun Enseignanten an de lokalen an an de regionale Museksschoulen an Zukunft um A2-Niveau stattfannen; dee vun de Conservatoires deelweis weider um A1. Mir begréissen, dass de Minister hei mat de Gewerkschaften en Accord konnt fannen, deen eng Unerkennung vun de Kompetenzen an der Erfahrung vum bestoende Personal erlaabt. Dëst betrëfft aleng fir de Masterofschloss eng 300 Chargéen, dat heescht, hei schwätze mer net nëmme vun e puer Eenzelfäll. D'Vereenheetlechung an d'Revaloriséierung vum Statut vun de Musekschargéé suert fir méi Fairness a setzt e Schlusstréck ënner eng Benodeelung, déi säit mëttlerweil e puer Joerzénge Bestand hat.

Fir d'Zukunft froe mer eis awer och, ob duerch den Ënnerscheid tëscht de lokalen a regionale Musekschoule mam A2-Statut an dem Conservatoire mam A1 net de Risiko besteet, dass hei den Androck vun engem Zwouklassesystem entsteet, an dat notamment mat Bléck op déi Coursen an Niveauen, déi op béide Plazen enseignéiert ginn. Hei wäert et an den nächste Jore gëllen, d'Aschreiwungen am A ze behalen an ze kucken, ob sech esou een Trend weist.

Beim d'Thema Rekrutement geet et awer och ëm d'Fro, ob d'Enseignanten ënner CDD oder CDI age-stallt ginn. Hei ass et jo bekanntlecherweis esou, dass et am Beräich vum Enseignement musical eng speziell Derogatioun gëtt, déi et erlaabt, fir CDDen ze enchainéieren. Fir déi Betreffen ass dat natierlech, besonnesch an engem deiere Land wéi Lëtzebuerg, eng äusserst schwierig Situatioun. Mat Bléck op de Wunnengsmarché ass e CDD e grouse Risiko fir eng méi grouss Prekaritéit a quasi eng Onméiglechkeet,

fir hautzedaags nach kënnen e Prêt ze maachen. Eng schwierig Situatioun fir jonk Leit an eng Verantwortung, där sech d'Gemenge musse bewusst sinn.

Wéi ech dëse Sujet, dee mer vu ville jonke Chargéen zougedroe gouf, an de Kommissioun wéi och an eiser gemeinsamer Question parlementaire mam Här Benoy opbruecht hunn, gouf oft op d'Autonomie communale verwisen. An effektiv: Wann d'Gemengen zoustänneg si fir d'Organisatioun vum Museksunterrecht, musse si och am Kontext vum bestoende legale Kader kënnen iwwert d'Konditiounen vum Rekrutement entscheeden. An der Kommissioun huet sech de Minister mat Bléck op d'Gemenge gewünscht, dass d'Enseignante méiglechst ënner CDI sollen age-stallt ginn. Iwwerall do, wou dat natierlech méiglech ass. Dat ass en Appell, dee meng Fraktioun nëmme kann ënnerstëtzen an deen ech dofir och nach eng Kéier hei op dëser Plaz wollt ervirbréngen.

Wéi verschidden aner Kolleegen hunn och mir eis Froe par rapport zum Prinzip gestallt, dass de Staat zitt d'Käschte fir déi Schülerinnen a Schüler iwwerhëlt, déi hiert Joer komplett ofschléissen. Domat musse d'Gemengen d'Käschte fir den Unterrecht vun de Schülerinnen a Schüler iwwerhuelen, déi am Laf vum Joer ophalen. Hei gëllt de Stéchdatum vum 15. November. Bis dohi kënnen Ersatzkandidat/inne vun de Gemenge genannt ginn.

Wéi mir an der Kommissioun erkläert kruten, gëllt et, an dësem Kontext ze bedenken, dass d'Schülerinnen an d'Schüler, fir hiert Joer ze packen, net ze vill Coursen dierfe verpassen. Et gëtt also pedagogesch Grënn, fir de Stéchdatum fir Remplacement net ze wäit an d'Joer eranzeléeen. Mir verstinn dat Argument, mee mir wieren awer frou, wann déi zoustänneg Stellen a Verwaltung beim Staat a bei de Gemengen an den nächste Joren an A géifen drop halen, ob hei praktesch a finanziell Schwierigkeete fir d'Gemenge kéinten entstoen.

Am Laf vun de Kommissionsaarbechten huet eis Fraktiounschefin Josée Lorsché de Rapprochement vum Museksunterrecht am Fundamental respektiv de Betreuungstrukturen, also dem SEAs-Beräich, thematiséiert. Hei waren 2018 eng ganz Rei Pilotprojeten ugelaft, wou d'Titulairé vun de Klassen an d'Museksprofessoren zesummen de Museksunterrecht assuréiert hunn. Mëttlerweil sinn dës Projeten op eng méi permanent Basis gestallt ginn. A si goufe säit der leschter Rentrée och op d'Centres de compétences an d'Classes d'accueil ausgeweit.

Als Gréng begréisse mir dës Projeten, well si déi formal an déi nonformal Bildungsariichtung méi no zesummebréngen a well si och eng grouss inklusiv Roll kënnen spillen. De leschte Joresrapport vum MENJE lëschet hei eng 15 Gemengen op, déi matmaachen, dozou zwee Kompetenzzentren an dräi Accueilsklassen.

Hei wollt ech de Minister froen, ob scho Gesprécher lafen, fir dës Projete weider ze verbreedere respektiv fir Reklamm ze maachen an de Gemengen, fir dës Projeten ze promovéieren a weider auszubauen, an natierlech och, ob d'Informatioun besteet, ob e Financement fir esou Pilotprojete vusäite vum Ministère ugebuede gëtt.

E Punkt, dee besonnesch mat Bléck op den nonformale Beräich an d'Betreuungsstrukturen och nach eng wichteg Roll spillt, ass den Transport. Et ass nämlech esou, dass net all Gemeng eng physisch Proximitéit tëscht de Raimlechkeete vum Enseignement musical an de Schoulen a Betreuungsstrukturen huet respektiv dass hei net all Gemeng en effikassen Transport bis elo erméigleche konnt. Wéi schued ass et fir d'Kanner, déi weeder vun den Elteren nach vun enger Gemeng kënnen an eng Museksschoul bruecht ginn, obwuel de



Wëlle besteet an obwuel natierlech dee grouse finanziellen Aspekt an déi besoten Entlaaschtung vun dësem Projet de loi bestinn? Wéi schued ass et, dass d'Kanner esou doduerjer keng Chance kéinten hunn, fir vun dëser wichteger a flotter Offer ze profitéieren?

An ech weess, dass an der Vergaangenheet verschidde Léisungen ugestriift goufen. Mee wéi een awer esou héiert, besteet de Problem weiderhin duerch d'Land. An hei wollt ech den Här Minister froen, wéi eng Messuren et aktuell oder an Zukunft gëtt, fir dësen Transportproblem – Stéchwuert „Kannerveräinsbus“ – ze evitéieren oder ze léisen.

Fir dass de Projet de loi vun haut richteg ka gräifen, ass et nämlech wichtig, dass d'Kanner an d'Jugendlech iwwerall am Land och effektiv d'Méiglechkeet kréien, fir un deene Coursen deelzehuelen, fir déi si sech interesséieren. De beschte Finanzement an de beschten Enseignant bréngen näischt, wann d'Kand net kann un de Coursen deelzehuelen!

Här President, mir komme mat dësem Gesetz e gutt Stéck weider, fir eng ganzheetlech kulturell Bildung vun eise Kanner a Jonken a fir den Accès zur Kultur méi breet unzibidden. E puer oppe Froe bleiwen eis a mir hoffen, vum Här Minister seng Visioun, fir dës Froen ze léisen, ze héieren.

Ech ginn heimaddeer elo emol den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Mammad Bernard. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, jo, d'Musek am Lëtzebuurger Land huet ëmmer eng ganz grouss Roll gespillt. A Lëtzebuerg war och ëmmer bekannt als e Land mat ganz ville Leit, déi Musek gemaach hunn, an och, proportional gesinn, ganz ville Gesellschaften, déi Musek gemaach hunn.

Dat huet zu all Fest ëmmer derzou gehéiert, och haut nach. Allerdéngs stellt een awer fest, dass dat am allgemenge Beräich trotzdeem amgaangen ass, ofzehuelen. Vill Museken am Land hu Problemer, Leit ze fannen, respektiv mussen deelweis ophalen oder fusionéieren. D'Situatioun ass also elo net ëmmer esou rosseg, wéi se vläicht duergestallt gëtt.

An d'Fro, ob do och méi Schüler an de Museksschoule kënnen hëllefen, dat ass natierlech eng aner, wéi elo hei am Gesetz behandelt gëtt. Mee dat ass eng Fro, déi ee sech awer ka stellen, well haut och d'Motivatioun net méi esou do ass fir vill Kanner, déi Musek geléiert hunn, fir dat duerno och am Duerf – soen ech elo emol – weiderzemaachen.

De Museksunterrecht ass ganz kloer eppes ganz Wichtiges fir eis an och fir d'Gesellschaft, fir eis Kanner. Nieft Kultur, Zesummesinn an einfach der Schéinheet vun der Musek – dat ass hei e puermol ugeschwat ginn – ass de Museksunterrecht awer och vun engem immense Wäert fir d'Kanner, fir d'Schoukanner, well se nieft der Musek selwer eng ganz Partie aner Saachen do léieren.

Musek léieren, dat ass Gehiergymnastik. Et léiert een Disziplinn, et léiert ee Fläiss. Natierlech och emotional a sozial Fäegkeeten. An ech mengen, jiddwereen, deen emol Kanner huet, déi am Museksunterrecht sinn, do mierkt een: Déi wëllen och net ëmmer goen, well dat ass ustrengend. Déi wëllen och net ëmmer d'Hausaufgabe maachen, well dat ass ustrengend.

Et ass also eppes, en Hobby, deen net geschenkt ass, deen engem duerno ganz vill bréngt, mee wou een

awer och als Elteren – an, ech mengen, do ass dann och d'Gesellschaft eebe gefuerdert – muss derhannert bleiwen, dass d'Kanner dat maachen. Ech géif mer wënschen, dass ganz vill Kanner dat géife maachen an – firwat net? – alleguer d'Kanner géifen an esou e Museksunterrecht goen.

Dass d'Schüler elo am ganze Land méi e bëllegen oder gratis Zougang kréien zum Museksunterrecht, ass natierlech an deem Sënn emol ze begrëssen. Allerdéngs – ech wëll awer e bëssen nuancéieren – war de Präis a ville Gemengen och elo schonns ganz niddreg. Wann ee seet: 60 Euro, 100 Euro d'Joer – dat ass wierklech, mengen ech, awer och keng Hürd gewiescht. D'autant plus, dass et jo awer och do nach d'Méiglechkeet gëtt, fir iergendwéi déi Suen nach vläicht erëmmerstatt ze kréien. Mir leie bei deene Montanten och dätlech méi niddreg wéi bei ville Sportsveräiner, wou haut och beim Fussball, beim Basket dann emol iwwer 200 Euro musse fir d'Memberskaart fir ee Joer bezuelt ginn.

Bon, mir begrëssen also, dass dat fir déi meescht Kanner dann an der Theorie méi abordabel gëtt, allerdéngs froe mer eis, ob doduerch wierklech méi Kanner wäerten deelzehuelen. D'Zuele wäerten eis dat weisen. Mee dass een elo hei schwätzt, bei dësem Gesetz, vun engem grouse Schratt an eng Zukunft, an där dann all d'Kanner do an dee Museksunterrecht ginn an esou weider an esou fort, dat, mengen ech, kann een awer e bësse méi skeptesch gesinn. Ech ka mer net virstellen, dass elo – mee dat ass Spekulation – vill méi Kanner wäerten deemnächst an de Museksunterrecht goen, well de Präis sech ännert respektiv well et gratis gëtt.

Deen anere Problem, deen ugeschwat ginn ass, dat ass natierlech och déi Fro, wou ech och net richteg also verstinn, firwat et esou ass: De Subsid vum Staat fir d'Gemeng gëtt nei geregelt an déi Bestimmung leet fest, dass de Staat d'Gemenge just am Hibleck op déi Schüler ënnerstëtzt, déi hiert Joer fäerdeg maachen. Hei ginn iergendwéi also d'Gemenge bestrooft, wa Schüler op eemol d'Fleem hunn, eppes, wat awer och riskéiert, doduerch, dass den Unterrecht gratis gëtt, méi oft virzekommen. Do kann ee sech da froen: Firwat ass dat wierklech elo gutt?

Dann dee véierte Punkt, an dat ass dann och eppes, wat elo vläicht haut e bëssen ze kuerz komm ass: Dat sinn och déi Kriticke vun der Staatsbeamtekummer. Do geet et ëm d'Qualitéit vum Personal. Ech mengen, fir kënnen de Kanner Musek bäizebréngen, geet et an Zukunft duer, wann een en Diplôme du 1<sup>er</sup> Prix luxembourgeois huet. De Projet de loi gesäit souguer vir, dass een ënner Ëmstänn ouni dësen Diplom, an zwar just mat engem speziellen Zertifikat, dee vun der Commission de classement ënnerschriwwen gëtt, Musek ënnerriichte kann. Dat ass eiser Meenung no awer och ze wéineg. Fir ze verhënnere, dass d'Qualitéit vum Museksunterrecht an Zukunft ofhëlt, muss séchergestallt sinn, dass d'Kandidaten den Diplôme supérieur hunn.

D'Staatsbeamtekummer huet an deem Kontext souguer geschwat vun enger lächerlecher Situatioun, vu „ridicule“. A Qualitéit ass wichtig, well och déi Kanner, déi an deem Museksunterrecht sinn ... Wéi ech virdu gesot hunn: Do gëtt jo Fläiss an Disziplinn geléiert. Dat soll jo awer, wann ech richteg verstanen hunn, och bäibehale ginn. Dat soll jo duerno net e Cours ginn, an deen een einfach geet, wéi een zum Beispill elo a Fräizäit-Nomëttesaktivitéit geet. Dat soll jo awer eppes sinn, wou een och eppes léiert an eppes leescht!

Gutt. Et kann een dann nëmmen d'Leit motivéieren, ee groussen Deal vun hirer Fräizäit mat Musek ze verbréngen, mat Üben a Prouwen, an, ganz wichtig ass eeben, dass se begleet gi vu guddem Personal.

Zum Schluss: Bon, hei an deem Projet sinn eng ganz Partie ganz interessant Saachen, bei deene mer och soen: „Déi si gutt“, mee do weess een net, ob dat wierklech déi gewënschten Auswierkung wäert hunn. Op där anerer Säit hu mer awer och hei Saachen, déi mer beanstanden, vun deene mer net ganz iwwerzeegt sinn. Dofir hu mer decidéiert, dass mer eis bei dësem Projet wäerten enthalen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Mammad Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci Här President. Här President, dem Rapporteur als Alleréisch emol villmools merci fir säin exzellente mëndleche wéi och schrëftleche Rapport.

Virewech geholl, déi Lénk wäerten dëse Projet de loi matstëmmen. Dëse fäerdeg Text ass schlussendlech jo och am Accord mat de Recommandatiounen vun den Avisen, déi jo all am Allgemenge positiv sinn, geholl ginn. Et gouf keen negativen Avis, ausser déi Opposition-formellé wéinst Formalitéite vum Staatsrot, déi awer och am zweeten Avis behuwe goufen. Och d'Gemenge si mat an dësem Projet de loi agebonne ginn, wat jo och net méi wéi normal ass, well si sinn déi, déi dat Ganz ëmsetzen an et och um Laf musse halen. Si kréien heimat och e Méi u Personalkäschte rembourséiert wéi virdu.

D'Revaloriséierung vun de Karriäre vun de Chargéen, déi de Gros vun den Enseignanten am Enseignement musical ausmaachen, ass an dësem Projet de loi virgedriwwen ginn. Dës Revaloriséierung – sprécht: Unerkennung – vun den Diplomer vun de Chargéen, déi hinnen Zougang ze enger A1- oder A2-Karriär kënnen ginn, géllt awer just fir de Beräich vum Enseignement musical, wat jo bei deem heite Gesetz normal ass.

Dofir wëll ech awer eng ganz kleng Klammer opmaachen: Am Fondamental an am Secondaire gehéieren d'Chargéen nach ëmmer zu der zweeter Klass Muppi vum Enseignantspersonal. Nach ëmmer hu si bei gläicher Aarbecht a gläichem Diplom net déi selwecht Aarbechtskonditiounen an net déi selwecht Paien. Am Secondaire hale Chargéen deels een Drëttel méi Coursé wéi fonctionariséiert Enseignanten. Si schaffe ganz einfach méi Stonne fir manner Pai. Hir Altersdechargen existéieren um Pabeier, mee net an der Praxis, well se einfach méi Stonne musse maachen. Nach ëmmer gëtt et kee Gesetz, fir déi geplangte Fonctionariséierung vun de Chargéen och endlech kënnen ëmzesetzen. Eng gutt Partie Chargéé kéint och scho fonctionariséiert ginn, well si schon op d'mannst 15 Joer fir de Staat geschafft hunn. Et handelt sech hei ëm 365 Leit am Secondaire an 29 aus der Berufsausbildung. D'Antwort op eng Question parlementaire: Eréisch 13 vun deene Chargéé sinn ewell fonctionariséiert ginn. Et gëtt also nach e bëssen ze dinn.

An et ass net esou, wéi wann dat heite Gesetz, dat mir natierlech ënnerstëtzen, wéi jo schon am Ufank ugekënnegt, net och scho méi laang hätt kënnen realiséiert ginn. Banbriechend ass et also och net. Et ass just normal, dass den Enseignant musical, dee während der sanitärer Kris suspendéiert ginn ass, elo déi Ënnerstëtzung kritt, déi néideg war fir seng Weiderentwécklung, gradewéi d'Enseignanten an deem Beräich elo d'Méiglechkeet kréien, hirer Formatioun no gerecht bezuelt ze ginn. Dofir kënnen mir dat Gesetz do mat rouegem Gewësse matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Mammad Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner

ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, spéitstens no – mee u sech hätt et och scho virdu misse sinn – deem dach desastreüse Rapport vun der Cour des comptes stoung fest, datt kee Wee ëm eng Reform vum Museksgesetz géif féieren. Dat huet och kee bestridden, weeder opsäite vun der Majoritéit nach vun der Oppositouion. Mir hatten zwar e Gesetz, mee d'Reglementer, déi eigentlech d'Ausféierung vum Gesetz reegele sollten, hunn entweder gefeelt oder dem Gesetzestext direkt emol widersproch. Mir hate Ministären, déi Aufgaben iwwerholl hatten, déi hinne guer net zoustoungen, a Kommissioune, déi sech säit Jore net méi getraff hatten oder geschaff hunn, wat awer um Terrain manifestement och kee wierklech gestéiert hätt, wa mer mol éierlech sinn.

A jo, an da gouf et nach deen ominéisen Excelstablo vu 25.000 Zeilen, op deem déi ganz Finanzéierung gefoussst huet, et muss ee soen, op ganz wackelege Féiss, well et ass eng eenzeg Persoun, déi deen Tablo manuell beschafft huet. Wa se am Krankeschäi war oder am Congé, ass et net weidergaangen. An een aneren anzuschaffen an deen Tablo, wär warscheinlech quasi onméiglech gewiescht, well absolutt näischt automatiséiert war.

Eppes war also kloer: Et ka mat enger Reform nëmme besser ginn. A mir brauchen endlech eng propper Gesetzeslag, fir d'Zoustännegkeete vun de Ministären, d'Berechnung vun der staatlecher Finanzéierung an den Asaz vun digitalen Outilen ze klären. D'Férdere vu Kompetenzen an de Beräicher vun der Musek, dem Danz an dem Theater an de Gemengen ass eng Aufgabe, déi un der Schnëttstell tëschent Kultur, Bildung an duerch d'Responsabilitéit vun de Gemengen och dem Interieursminister ënnerläit. Well et awer schwéier ass, d'Responsabilitéit nozevollzéien, wa vill Acteuren involvéiert sinn, begréisse mer et, datt mat dësem Text entscheet gouf, d'Attributioune tëscht dem Bildungs- a Banneministère opzedeelen an hei kloer festzeleeën, wie sech ëm wéi eng Voleten ze këmmere huet.

Dat wäert hoffentlech zu engem System féieren, dee méi iwwersiichtlech ass a wou jidderee weess, wat en ze maachen, awer och ze loosse huet.

Selbstverständlech freeën ech mech och, datt mat dësem Text d'Digitaliséierung hire Wee an d'Berechnung vun der Finanzéierung fir d'Museksschoule fanne soll. Bon, elo kann ee soen, en Excel, dat wier schonn Digitaliséierung, mee si mer éierlech: Et kann nëmme besser ginn!

Als Deputéierte vun enger Partei, fir déi d'Digitaliséierung jo awer e Kärtheema ass, kënnst Du Iech virstellen, dass ech net schlecht gestaunt hat, wéi ech de Rapport vun der Cour des comptes deemools gesinn hat, an deem drastoung, datt dat manuell, op der Hand gemaach gëtt. Jo, quasi hätt een et och nach kënnen um Pabeier maachen, esou komplex war et. D'Feelerüfüllegkeet bei de Berechnunge war natierlech immens grouss, a guer net ze schwätze vum Zäitopwand!

An Zukunft kéint een déi digital Outilen awer vläicht och nach ausbauen, dat hei ass en éischte Schrëtt, mee de Schoulen och de System ubidden, deen et hinnen erlaabt, d'Zensuren, d'Diplomer vun de Schülerinne a Schüler direkt an digitaler Form auszustellen, jo, firwat net och an digitaler Form ze halen, soudatt d'Schülerinne an d'Schüler et och nach Jore méi spéit kënnen iwwer hire Portail op myguichet.lu zum Beispill recuperéieren.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, loosst mech dann awer op déi ganz grouss a wichteg Ännerung vun dësem Gesetz ze schwätze kommen:

d'Gratuitéit vun de Coursé fir d'Kanner. Dëst ass e wichtige Schrëtt a Richtung Chancéglichheet an dofir kritt dës Mesure och eis voll Ënnerstëtzung. Onofhängeg vun der finanzieller Situatioun vun den Eltere sollt all Kand d'Méiglechkeet kréien, en Instrument ze léieren oder Danzcoursen ze huelen, wann et dat wënscht.

D'Ofschafe vum Minerval ass hei en éischten, mee e wichtige Schrëtt, dee mir wéi gesot och voll a ganz Ënnerstëtzen. Trotzdeem bleiwen um Niveau vun der Chancéglichheet am Enseignement musical awer dach nach eng Rei Punkten op. Et geet schliisslech net duer, sech just an enger Museksschoul anzuschreien. Well just duerch d'Aschreiwung léiert een nach keen Instrument. Et muss een och dat Instrument hunn, fir kënnen drop ze spillen. Verschidde Museksschoulen an och Veräiner – an déi soll een och luewenswäert ernimmen – verloune Instrumenter u Familljen, déi entweder net genuch Suen hunn, fir se ze kafen, oder déi sech dat virum Kaf vun esou engem deieren Instrument awer vläicht eng Zäitche iwwerleeën sollten, ob deen neien Hobby da wierklech dat ass, wat een och eng Zäitche wäert maachen.

Also ech war als Kand net onbedéngt deen, deen dofir bekannt war, fir beim éischten Hobby, deen en ausgewielt huet, laang ze bleiwen. An ech mengen, datt et eng ganz Rëtsch Kanner an och eng ganz Rëtsch Deputéierter heibanne gëtt, bei deenen et d'nämmlecht war, déi mat engem Hobby ugefaangen hunn, en anere probéiert hunn a bei engem Drëtze vläicht hänke bliwwen sinn.

Hei gëtt et awer leider dann och grouss Ënnerscheeder. A jo, den Här Kersch laacht, well bei mir war et net d'Musek, ginn ech ...

**M. Dan Kersch** (LSAP) | Dir hätt besser gehat, an d'Turnen ze wiesselen.

(*Hilarité*)

**M. Sven Clement** (Piraten) | Turnen hunn ech ni probéiert, Här Kersch, dat iwwerloossen ech Iech. Nee, ech mengen, dat war en Educationminister vun der CSV, dee sech eng Kéier beim Turnen dach béis wéigedoen hat, wéi e gemengt hat, bei der Foire de l'étudiant d'Kopplabunz ze schloen, an duerno, mengen ech, ...

(*Interruptions*)

... e puer Woche mat enger Schëller geplot war. Ech si scho bei deem bliwwen, wat ech konnt. Ech hu mam Fussball ugefaangen, duerno Basket gespilt a beim Volleyball sinn ech dunn hänke bliwwen. A bei der Musek leider net, obwohl et mer ganz vill Spaass gemaach huet, mee vum Produzéiere vu waarmer Loft beim Léiere vun engem Blossinstrument sinn ech dann an d'Politik komm. Elo kéint ee bal soen: Dat ass net wäit auserneen.

Hei gëtt et, an ech kommen zrëck bei d'Theema, well ech loosse mech net stéieren, Här President, awer grouss Ënnerscheeder tëscht de Gemengen an der Offer, déi an de jeeweilige Gemengen ass, an och bei den Instrumenter. Eng Trompett kritt ee meeschtens relativ génschteg, voire gratis ze léinen, während et bei engem Cello, enger Harf oder engem Piano awer dach scho ganz anescht ausgesäit. Eng wierklech Chancéglichheet hu mer also net. Mir müssen also hei dru schaffen, datt d'finanziell Situatioun vun den Elteren net den Accès zum Instrument dierf beaflossen, well soss müssen d'Kanner dat léieren, wat eebe grad an der Museksschoul disponibel ass oder wat d'Duerfmusek grad brauch. Esou war et mir gaangen: Dofir war ech bei der Trombonn gelant, wat net meng éischt grouss Léift war.

Et wär also e wichtige Schrëtt, fir zum Beispill en nationale Pool un Instrumenter ze schafen, wou d'Elteren an eeben och d'Kanner, déi dat da léiere wëllten, sech kéinten aschreien, fir esou eng richtig Chancéglichheet ze schafen. Jiddereen, ob en enger Gemeng mat enger lokaler regionaler Museksschoul oder eventuell souguer engem Conservatoire lieft, huet jo och Zougrëff op verschidde Coursen. E muss eeben dann och den Zougrëff op déi verschidden Instrumenter kréien.

Mee niift deem kommen dann och d'Proffen a virun allem déi ënnerschiddlech diploméiert Proffen zum Asaz. An dat Theema gouf haut schonn ugeschwat, well während am Conservatoire eng Mindestunzuel u Stonne muss vu Persounen mat Bac+5 gehale ginn, ass dat fir d'Museksschoul jo net de Fall. Elo verstinn ech, datt nëmme Museksproffe mat engem Bac+5 ze rekrutéieren warscheinlech dozou féiere géif, datt kee Musekscours méi gehale géif ginn oder vill manner wéi dat, wat mer haut kennen an deenen ënnerschiddlechen, virun allem lokale Museksschoulen. Mee datt mer awer déi Ausnamen, déi am Gesetz virgesi sinn, ëmmer méi zur Reegel maachen, dat deet mer dann awer e bëssen déck.

Mir gesinn, datt et u sech iwwerall, ob an de Museksschoulen, am Fondamental oder am Secondaire, ëmmer méi Usus gëtt, datt d'Chargéen u sech déi Lächer stoppen, wou u sech diploméiert Enseignante gefuerdert wäeren. Se sinn eeben déi méi käschtegëschteg a méi flexibel Alternativ, mee mir brauchen Optioune. Mir mussen fest ugestallt Personal schafen, an zwar och dären mat deenen néidegen Diplomer. Mir müssen incitéieren, datt déi Diplomer dann och gemaach ginn, well: ET ass e fairen Émgang, wann déi Leit, déi déi nammlecht Aarbecht maachen, och d'nammlecht bezuelt ginn.

Wat nàmlech net geschéien dierf, ass, datt Leit, déi déi selwecht a genee déi selwecht Aarbecht maachen, awer ënnerschiddlech bezuelt ginn, well se en aneren Titel hunn. An ech mengen, do si mer eis eens, an ech mengen, datt do och de Ministère u sech ganz op eiser Linn läit, fir ze soen: Mir wëllen diploméiert Personal. An ech hoffen, datt mer genuch diploméiert Personal fannen an dann och kënnen rekrutéieren.

An dann dee leschte Punkt – an da kommen ech zum Schluss, Här President – ass déi lescht Inconnu, déi, mengen ech, d'Gemengebudgeten nach wäert belaauchten oder zumindest wou sech ëmmer eng Fro gestallt gouf. Dat war och scho vun der Cour des comptes opgeworf ginn, an hei dann awer och erëm. Dat ass nàmlech de Fait, datt de Staat jo just d'Aiden ausschëtt fir d'Kanner, déi hiert Joer fäerdeg maachen, während d'Käschte vun de Salairen awer weiderlafen, an zwar, ob dann dee Schüler oder déi Schülerin de Cours mécht oder net. Do müssen d'Gemengen, grad bei de lokale Museksschoulen, jo dofir surgen, datt déi Salairen do sinn. An do mengen ech, mussen mer vläicht nach eng Kéier kucken, wat do den Impakt ass. An dofir wäerte mer och d'Motioun vun der CSV matënnerstëtzen, wou et eeben drëm geet, eng Evaluatioun ze maachen. Ech mengen, zwee Joer sinn do eng richtig Period, fir sech bewusst ze ginn, wat den Impakt vun där Mesure ass. Belaascht dat wierklech d'Gemengebudgeten oder ass dat méi e Stuerm am Waasserglas? Ouni Zuele kann een dat net feststellen. An dofir mengen ech, ass eng Evaluatioun ganz sënnvoll.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Minister fir Educatioun, Jugend a Kanner, zoustänneg fir de Museksunterricht, den Här Claude Meisch.



### Prise de position du Gouvernement

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci och dem Claude Lamberty fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci och fir déi breet Harmonie bei dësem Sujet, wou mer allegueren d'Bedeutung, d'Wichtigkeet vun der Musek ënnerstrach hunn.

Dëst Gesetz ass sécherlech e Paradigmewissel nach emol. Wa mer hei de groussen Deel vun de Coursen, virun allem fir Kanner a Jonker, gratis ubidden, déi éischt siwe Joer vum Museksunterricht gratis ugebuede gi fir jiddereen, deen a jonke Jore wëllt Musek léieren oder wëllt Danz léieren oder wëllt Theater léieren, alles dat, denken ech, fanne mer a kengem anere Land ewéi hei zu Lëtzebuerg. Ech kann Iech soen, dass ech an deene fräie Momenter, déi ech déi lescht puer Wochen hat, vill gegoogelt hunn doruechter, fir en anert Land ze fannen. Et gëtt keent. Et ass mer op jidde Fall keent esou opgefall.

An ech mengen, dass een duerfir zu Recht hei ka soen: Mir maachen hei e ganz grouss Schratt, deen net nëmme e symbolesche Schratt ass, e symbolesche Schratt och dowéinst, well mer nach eng Kéier ganz kloer de Stellwäert vun der Musek ënnersträchen, de Stellwäert vun der Musek an eiser Gesellschaft, awer och d'Bedeutung vu wichtige Traditione vun eisem kulturelle Patrimoine, dee mer un eng nei Generatioun, déi eropwäiss, wëlle weiderginn, de Stellwäert vun der Musek awer och am Sënn, dass d'Musek Leit zesummebréngt. Et feiert een zesummen. Et ass ee bei Musek och emol traureg zesummen. Et verléift ee sech bei Musek. De Claude Lamberty huet vun der Filmmusek geschwat, déi eigentlech Musek an de Film bréngt souwéi Musek an d'Liewe bréngt. Ouni Musek wär de Film dach, wéi wann e schwaarz-wäiss wär. An d'Liewen ouni Musek wär och e Liewen, wéi wann et schwaarz wäiss wär. Duerfir mengen ech, maache mer hei ganz, ganz viles, fir dass d'Liewe vun de Kanner an deene Jonken a vu jidderengem eigentlech e Stéck wäit méi faarweg ka ginn, well et mat Musek ass.

Mer wëssen – bal jiddereen, deen elo hei an där leschter Stonn intervenéiert huet, huet dorop higewisen –, dass Musek och Perséinlechkeete bilt, Perséinlechkeete stäerkt an dass se d'kognitiv Entwécklung vu Kanner a vu Jonken ënnerstëtzt, dass e gudd Museksunterricht déi sozial Kompetenz vu Kanner a vu Jonken, ënnerstëtzt, well Musek mécht een zesummen. An et muss ee léieren, sech och do op deen aneren anzeleossen, sech op deen aneren och kënnen ze verloossen. Musek ënnerstëtzt déi emotional Kompetenz vun de Kanner an deene Jonken, well viles, wat ee vläicht mat Wieder, an dat ass och hei vum Simone Asselborn gesot ginn an engem flotten Zitat vum Victor Hugo, mengen ech ... Musek ënnerstëtzt eeben och déi emotional Kompetenz vun de Kanner, well viles, wat ee mat Wieder net kann ausdrécken, kann een dach mat Musek ganz gutt vermëttelen. Musek ënnerstëtzt d'Kreativitéit vun de Kanner an deene Jonken.

A wann ech dat doten emol nëmme alles kucken – déi kognitiv Kompetenzen, déi sozial Kompetenzen, déi emotional Kompetenzen, d'Kreativitéit –, dann ass et eigentlech alles dat, wat mer eis géife wënschen, dass Kanner a Jonker op hirem Wee eran an d'21. Joerhonert géife mat op de Wee kréien. An duerfir ass et wichteg an duerfir ass et eigentlech a mengen Aen nëmme normal, dass dee Museksunterricht do och gratis ass, fräi zougänglech fir all Kand a fir all Jonken hei am Land, well et einfach och e Stéck ass vun den Zukunftschancë fir jiddereen an domadder och haut e feste Pilier an eiser Bildungslandschaft hei zu Lëtzebuerg ass.

Deen zweeten, ganz wichtige Punkt vun dësem Gesetz, dat ass, dass mer d'Träger vum Museksunterricht, nämlech d'Gemengen, ganz anescht ënnerstëtzen, well mir kréie kee gudd Museksunterricht assuréiert an allen Ecker vun eisem Land, wann net d'Gemenge sech mat engagéieren. A wa mer déi Entwécklung haten – op déi d'Octavie Modert zu Recht higewisen huet – zanter dem Gesetz vun 1998, déi positiv war, déi sécherlech eng quantitativ a qualitativ Verbesserung war zu där Welt vu virun, dann ass dat de Meritt vun deem gesetzleche Kader, mee et ass sécherlech och de Meritt vun dem Engagement vu ganz ville Gemengen, déi sech am Museksunterricht engagéiert hunn, déi – an dozou komme mer jo nach – net gekuckt hunn, wat elo de Staat a wat eigentlech d'Gemengen do mussen aus hirem Budget bäileeën, mee et gemaach hu fir hir Bierger, fir déi Jonk an och déi Erwuessen aus hirer Gemeng.

Duerfir war et mir och hei wichtig, dass mer kucken, d'Gemengen esou opzestellen, dass se déi Entwécklung, déi de Museksunterricht duerch dësen neie gesetzleche Kader wäert kréien, och iwwert déi nächst zéng an zwanzeg Joer kënnen matbegleeden, jo, net nëmme begleeden, mee e carrement droen, well ouni si wäert et net goen.

Déi staatlech Participatioun, déi mer opgrond vun dësem neie Gesetz dann och wäerten an Zukunft un d'Gemenge verséieren, ass dann och daitlech eropgaangen. Iwwer 50 % wäerte vum Staat aus méi bäigeluucht ginn un d'Gemengen. Wa mer elo emol einfach e Modelljoer huelen, wéi 2021, dann huet de Staat do 18 Milliounen bäigeluucht. A wa mer dat ausrechnen op Basis vun deenen neien Dispositiounen, géife mer 28 Milliounen bäileeën. An ech denken, dass dat nach eng Kéier ënnersträcht, a wat fir engem Mooss mer hei de Gemengen entgéintkommen, natierlech och, fir déi Gratuitéit, déi en Ausfall u Recettë fir d'Gemengen duerstelt, kënnen ze kompenséieren, natierlech och, fir d'Adaptatioun vun de Karriäre kënnen ze kompenséieren, mee virun allem awer och nach eng Kéier, fir de Gemengen ze soen, dass se do net aleng gelooss ginn an dass mer als Staat net nëmme e Kader setzen, mee eis Responsabilitéit ganz kloer matiwuerhuelen.

Dat Zweet ass net nëmme de Montant vun där finanzieller Ënnerstëtzung, mee dat, wat, mengen ech, fir d'Gemengen op d'mannst gradesou wichtig ass: Dass d'Previsibilitéit, dass ee gesäit, wat een eebe kritt. Mir haten e System, an dat ass jo scho virun e puer Joer mam Rapport spécial vun der Cour des comptes ganz besonnesch ënnerstrach ginn, an deem et zu absurde Situatiounen konnt kommen, dass, wann niewendrun eng Gemeng eng nei Museksschoul opgemaach huet, dat bedeit huet, dass déi aner Gemengen, obscho se net méi Schüler haten, net manner Schüler hate wéi virun, eigentlech manner vum Staat bäigeluucht kritt hunn, well de Gesamtmontant plafonéiert war.

An dat, denken ech, ass eng Absurditéit, wou et héich Zäit war, dass mer se mat dësem Gesetz ofgeschafft hunn. An duerfir sinn ech frou, dass mer wierklech hei op deen dote Wee kënnen goen. Mir hunn dat enk mam Syvicol och diskutéiert an ech denken, dass mer do de Gemengen op ganz, ganz ville Punkte konnten entgéintkommen, bis op déi puer, déi och vläicht de Mëtten hei nach emol ugeschnidde goufen.

D'Gemeng weess haut, wa se eng Schouloorganisatioun stëmmt, wat den Engagement, de finanziellen Engagement, vun der Gemeng ass, a se weess och, wat den Apport vun Staat do wäert sinn. An deene Jore virun, bis haut eigentlech, wat dat ëmmer e bëssen eng Virwëtzut, wou een dann am Nachhinein, wann d'Budgetsjoer scho laang ofgeschloss war, gesot kritt huet: „Du kriss dat doten nach fir den Exercice virdu vum Staat.“ Dat ass déi Manéier, wéi ech eigentlech

de Museksunterricht net méi wollt fonctionéieren dinn, an duerfir sinn ech wierklech frou, dass mer op dese Wee hei konnte goen.

Jo, et gëtt déi Diskussioun – déi hu mer och mam Syvicol gefouert – iwwert den Delai, bis wéini ee sech dann nach kann aschreien a wou dann duerno nach eng Inscriptioun méiglech ass, mee déi staatlech Participatioun net dorobber gerechent gëtt. Dat ass wouer. Ech wëll awer just drun erënneren, dass dat e minimalen Deel ausmécht par rapport zu deem grouss Risiko, deen d'Gemenge virdu gedroen hunn, wou se komplett am Niwwel waren an eigentlech net wussten, wat se dann iwwerhaupt u staatlecher Participatioun géife kréien, an dass déi sougenannten „Abandonen“ ni matconsideréiert goufe bei där doter Berechnung.

An ech verstinn, dass d'Gemenge soen: „Mir brauchen natierlech och eng Sécherheet, eng Planungssécherheet“, an déi hu mer hei eigentlech geschafen. Jo, de Staat brauch déi awer och op senger Säit. An e muss natierlech och wëssen, wat en a säi Budget schreift. Ech muss wëssen, wat ech Enn des Joers – an da si mer dann awer ronderëm d'Réntree vun engem Schouljoer, nämlech de 15. September – dem Finanzminister da soen, wat fir dat Budgetsjoer drop muss an de staatleche Budget kommen, an duerfir kënnen mer dat net einfach esou lafe loosse. Duerfir brauche mer och do iergendzwoesch eng Planungssécherheet op der Säit vum Staat.

Déi eng oder déi aner Aspekter, déi wichtig sinn, sinn de Mëtten an der Debatt ugefuert ginn. Ech denken och un d'Aarbechtskonditiounen vun den Enseignanten. Jo, ech verstinn – an ech war selwer responsabel als Gemengepolitiker fir eng Museksschoul –, dass net jiddereen direkt e CDI ka kréien. Ech verstinn d'Gemengeresponsabel, wa se soen: „Ech brauch do eng Garantie, dass ech déi Leit nach weider ka beschäftegen. Ech kann net direkt, well elo eeben en Enseignant vläicht méi gebraucht gëtt an deem doten Instrument, deem direkt en Engagement gi fir déi nächst Joren a Joerzénge.“ Do muss ee kucken, ob dat och déi Joren drop esou de Fall ass.

Ech verstinn awer natierlech op där anerer Säit och d'Situatioun vun deene Beschäftegten, an dass ee gutt Personal och nëmme mat enger gudder Bezuelung – an dozou komme mer jo nach –, mee awer och mat gudde Aarbechtskonditiounen kann halen a fideliséieren an domat e gudd Service an e qualitativ héichwärtigen Unterricht ka garantéieren. Dat ass och kloer. Ech wëll awer just soen: Et sinn d'Gemengen, déi d'Aarbechtskonditiounen do diskutéieren an diktéieren an och virginn, an dann och decidéieren, ob et dann direkt e CDI gëtt oder vläicht fir d'allerléiercht emol e CDD.

Ech si frou, dass mer hei eng breet Zoustëmmung eigentlech bei allen Acteuren fonnt hunn iwwert déi grouss Linne vun deem neie Gesetz. Ech mengen, dass läit och dorunner, dass mer et laang diskutéiert hunn. Schonn Enn der leschter Legislaturperiod huet de Kulturstaatssekretär Guy Arendt Assisen iwwert de Museksunterricht organiséiert, wou eng ganz Rei vu Problemer schon opgeworf goufe respektiv Léisungsvirschléi och scho mat op de Wee gaange sinn.

Mir hunn dann an dëser Legislaturperiod och do iwwerholl. Ech hunn e Comité de réflexion vun allen Acteuren aus dem Gemengeberäich, vun de Musekschoulen, vun de Conservatoiren an och vun aneren Acteuren och associéiert, fir och do ze gesinn, wat déi eenzel Acteuren aus hirer Siichtweis dann eigentlech vun engem neie Museksunterrichtsgesetz géifen erwaarden. Ech selwer sinn op vill Plaze kucke gaangen, an d'Conservatoiren an an d'Museksschoule queesch uechtert d'Land, fir mer och do e Bild ze maachen. Ech hunn do mat den Direktiounen geschwat, mat de

Gemengeresponsabele geschwat, mat den Enseignante geschwat, awer och mat de Schüler oder den Eltere vun de Schüler geschwat, fir mer e Bild ze maachen, wat eigentlech an den nächste Jore vu Museksunterrecht misst weiderdeveloppéiert ginn. A mir haten och en enken Austausch mam Syvicol, wou och eng ganz Rei vun, mengen ech, net onweesentleche Punkte jo duerno nach eng Kéier geännert goufen, wou mer openeen duergaange sinn.

E Punkt, wou mer och op d'Interlocuteurs – an ech denken, nieft de Gemenge mat déi wichtegst – duergaange sinn, dat sinn d'Enseignanten, déi hei representéiert sinn duerch eng Rei vu Gewerkschaften oder Associatiounen. Do hu mer eis eens gemaach, d'Inneministesch Taina Bofferding an ech, zesumme mat der ACEN (ndlr: Association des chargés de l'enseignement national) an der FGFC (ndlr: Fédération générale de la fonction communale), fir eeben och eng Opwärtung, eng substanzuell Opwärtung vun de Karriäre vun de Museksenseignanten ze kréien. Hei schwätze mer elo vun A2 an A1. Mir musse vläicht och nach eng Kéier erënneren, datt dat, wat mer elo als A2 bezeichnen, besser bezuelt ass wéi dat, wat virun an deem speziellen A1, an där spezieller A1-Karriär, déi fir de Museksunterrecht ganz speziell fixéiert gouf, gegollt huet, soudatt et hei wierklech fir jiddereen zu engem däitlech besserer Situatioun kéint, wéi dat bis elo de Fall war.

Et ass och virdu jo schon ugeschwat ginn, datt mer eigentlech déi Opwärtung wollten an deem Gesetz maachen an de Staatsrot zu Recht drop higewisen huet, datt dat net geet, an d'Kolleegin Taina Bofferding un engem Projet de loi schafft, deen nach virum Summer soll deposéiert ginn. An den Effet ass jo och am Gesetzestext festgeschriwwen oder wäert am Gesetzestext festgeschriwwen sinn, nämlech den 1. Januar 2023, esou wéi et an deem Accord och ofgemaach war. Dat ass wichteg, well e gudd Museksunterrecht kréie mer nëmme mat guddem Personal, dat mer och gutt bezuelen an a Fonctioun vu sengen Diplomer a senge Leeschtunge wäerten an Zukunft kënne bezuelen. Doriwwer sinn ech och ganz besonnesch frou.

Dann ass d'Fro opgeworf ginn: „Jo, wie kritt dann elo en A1 an en A2? Féiert dat dann awer elo net zu enger Distorsioun vun der Qualitéit?“ Do wëll ech awer och drop opmierksam maachen, datt heiansdo esou Vergläicher gutt sinn, mee mer se dann awer och solle komplett maachen. Mir hunn an eisen École-fondamentale Leit, déi mer an der Reegel nom A2 bezuelen, déi och e Bachelor gemaach hunn. Mir hunn am Lycée Leit, déi mer an der Reegel nom A1 bezuelen. Hei soe mer dann: D'Reegel ass, datt een och dann e Bachelor soll hunn am Enseignement musical, fir do eng A2-Karriär kënne ze huelen. A wann ech méi wäit ginn am Conservatoire, muss de Conservatoire awer och Posten opmaachen – op d'mannst een Drëttel vu sengen Posten –, fir am A1 kënne Professer ze ginn am Museksunterrecht. An dat schéngt mer e gudd Parallelismus ze si par rapport zu deem, wat mer an der öffentlecher Schoul hunn.

Et wär scho gelungen, muss ech soen, wa mer d'Kanner moies an d'Schoul géife schécken, an d'Grondschoul, an do wär den Enseignant nom A2 bezuelt, a mëttes géife se fräiwëllig an de Museksunterrecht goen an do wär d'Reegel, datt d'Enseignanten nom A1 bezuelt wäeren. Dat, denken ech, wär dann awer och vläicht däers Gudden iergendwéi e bëssen ze vill, nieft dem Aspekt, datt mer vläicht och guer net genuch Leit mat deenen entsprechehenden Diplomer fir déi Karriären do géife fannen.

Mir hu jo och parallell eng ganz Rei vun aneren Initiativ geholl, déi net am Gesetz hei optauchen, well se einfach net zum Gesetz gehéieren, mee déi awer zu engem ganze Package vu Reformen am Enseignement

musical zielen, ënner anerem och dee Bachelor, deen d'Uni.lu zesumme mat deenen dräi Conservatoire op de Wee bruecht huet, wou an deem akadeemesche Joer scho siwe Studentinnen a Studenten ageschriwwen sinn. Mer hoffen natierlech, datt dat der nach e Grapp méi wäerte ginn iwwert déi nächst Joren, well mer och eis Eegeresponsabilitéit als Land mussen iwwerhuelen. Wa mer e Secteur wéi den Enseignement musical wëlle weiderdeveloppéieren, da mussen mer och an d'Ausbildung vun deem Professionelle vun deem Secteur investéieren. Dat ass meng Devise. An duerfir sinn ech frou, datt d'Uni.lu zesumme mat de Conservatoire op deen dote Wee gaangen ass.

Ech wëll och Merci soe fir déi Ënnerstützung, déi hei ausgedréckt ginn ass fir déi Kollaboratiounen tëschent de Musekschoulen, de Conservatoire an de Grondschoulen, well ech fannen dat ganz, ganz wichteg. Mir hunn och parallel zu dësen Efforten, zu engem weidere Ausbau vun dem Museksunterrecht eng ganz Rei vun Efforte gemaach, fir d'Qualitéit vum Museksunterrecht an der Grondschoul ze verbesseren. Ënner anerem ass d'didaktescht Material, d'Léiermaterial, komplett iwwerschafft ginn an ech denken, datt mer och nach e weidere Sprong an der Qualitéit kënne erreechen, wa mer méi enk zesummeschaffen. Duerfir hu mer zanter dräi Joer och éischt Pilotprojete lafen, bei deenen d'Klassen aus de Grondschoule mat hiren Enseignanten zesumme Projete realiséieren mat Enseignanten aus de Musekschoulen.

Mir ënnerstëtzen och – an dat wëll ech hei soen – finanziell d'Gemengen als Träger vun deene Musekschoulen doranner, andeems mer soen: Mir sinn d'accord, datt bis zu engem Trimester vun engem Schouljoer eng Klass och eng Duebelbesetzung kritt fir esou e Projet. Dat heescht, datt den Enseignant aus der Grondschoul an den Enseignant aus der Musekschoul zesumme kënne intervenéieren an enger Klass, fir do en Transfert de compétences ze kréien, fir datt do deen ee vun deem anere ka léieren. An ech denken, datt dat a béid Richtunge ka goen, au profit virun allem vun de Kanner. Mir ënnerstëtzen – nach emol – d'Gemenge méi staark doranner, well déi dote Projeten dann och Direktënnerstützung bis zu 50 % kënne kréie vum Ministère fir deen Enseignant aus der Musekschoul.

An ech gesinn heibanne genuch Gemengepolitiker. Mir wäere frou, wa mer d'Gemengen och nach méi staark kéinte motivéieren, mat op deen dote Wee ze goen. Et ass och hei an der Debatt gesot ginn, an dat ass dee grouse Paradigmewissel, iwwert dee mer frou sinn: Jo, mir hunn haut eng Gratuitéit vum Museksunterrecht fir Kanner a Jonker! Mee mer mussen awer och dee Museksunterrecht u Kanner a Jonker erubréngen. An dat erreeche mer eeben duerch déi Kollaboratiounen vun de Musekschoulen, de Conservatoire an de Grondschoulen, well mer do all Kand erreechen a well do d'Kand jo eigentlech d'Méiglechkeet huet, säin Talent ze entdecken. An et wäert net jiddereen Freed um Museksunterrecht hunn. Et gétt vill Kanner, déi hiert Talent anzwousch anescht ers entdecken. D'Haaptsaach ass, se entdecken et! Mee et ass schued fir all Kand, dat säin Talent am musikalesche Beräich eeben net selwer kann entdecken. An duerfir fannen ech dat dote ganz, ganz besonnesch interessant.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier villmools Merci soe fir déi breet Ënnerstützung hei. An ech fannen et eigentlech normal, wa mer Gesetzer stëmme, déi awer dës Envergure hunn, datt mer duerno och eng Evaluatioun maachen. D'Chamber ka sech vläicht eens ginn, wéi dacks dat ass. Et schéngt mer vläicht e bëssen iwwert d'Zil erausgeschoss ze sinn, fir permanent ze evaluéieren. Et soll een evaluéieren an da Konklusiounen zéien. Dat schéngt mer eng gutt legislativ Praxis ze sinn.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7907. Den Text steet am Document parlementaire 7907<sup>6</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7907 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuration. Da waarde mer nach eng hallef Minutt.

(Hilarité)

**Une voix** | Piano.

**M. Fernand Etgen**, Président | Piano.

(Hilarité)

De Vott ass ofgeschloss. Bal Harmonie puer.

Bei 4 klenge Mësstéin ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme a 4 Enthaltungen ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);*

*Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy (par Mme Djuna Bernard), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Se sont abstenus: MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### **Motion 1**

Da komme mer nach zur Motioun, déi bei deemem Projet de loi deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Claude Lamberty.

**M. Claude Lamberty** (DP), rapporteur | Jo. Merci, Här President. Ech mengen, wéi de Minister et elo grad gesot huet a wéi och d'Virriedner et schonn an hire Riede gesot hunn: Eng Evaluatioun, mengen ech, déi ass effektiv richtig. Mee mer sollen awer och net méi evaluéieren, wéi mer schaffen. Dofir denken ech, dass ee sech do kéint op en Zweekoresrhythmus eeneegen. Dat wär dann d'Propos.

A wann ech der Madamm Modert hiert Kopfnicke richtig interpretéieren, mengen ech, kéinte mer da



vläicht souguer eng Unanimitéit kréien, dass mer dat do mat 60 richtegen Noute géife gestëmmt kréien.

(Interruptions)

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Modert.

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Jo, merci, Här Lamberty. Domadder kann ech liewen. Wichtig ass virun allem, datt fréi ugefaange gétt ze kucken, wéi d'Gesetz gräift a wou vläicht nach Mësstéin wären, déi géifen da kënnen evaluéiert a geännert ginn, wann dat esou wär. An dat ass dat Wichtigst derbäi.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Modert.

### Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– considérant que la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal a, pour la première fois, introduit un cofinancement étatique de l'enseignement musical communal et l'a organisé d'une façon homogène pour l'ensemble du pays ;

– que cette loi a conduit à un essor indéniable de l'enseignement musical et une recrudescence du nombre d'élèves inscrits ;

– que le présent projet de loi n° 7907 porte réforme de la loi de 1988 précitée incluant un certain nombre d'améliorations structurelles ainsi qu'une redéfinition du mode de cofinancement étatique ;

– que ces adaptations s'imposent à la lumière des enseignements tirés au fil des années de l'application de la loi de 1998 ;

– qu'il s'imposait de revoir entre autres le financement de l'enseignement musical ;

– que les nouvelles modalités de financement, dont la participation financière étatique, doivent être suivies dans leur application pratique et concrète, de même que les délais et procédures concernant les inscriptions et leur validation administrative,

invite le Gouvernement

– à procéder à une évaluation de l'application de la présente loi portant organisation de l'enseignement musical dans le secteur communal au plus tard dans deux années, et biennuellement par la suite ;

– et à présenter les résultats de l'évaluation à la Chambre des Députés afin, le cas échéant, d'apporter les adaptations nécessaires.

(s.) Octavie Modert, Diane Adehm, Emile Eicher, Max Hengel, Georges Mischo.

### Vote sur la motion 1 modifiée

Wie mat där liicht modifizierter Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun ugeholl.

## 14. Question écrite n° 5978 de M. Marc Spautz relative à la construction d'un parc éolien à Oberkorn

Da kéime mer nach zu deene Froen, bei deenen den Délai de réponse erfall war a wou am Ufank vun der Sitzung gefrot ginn ass, fir dës Froe während der Sitzung mëndlech ze stellen.

Da komme mer fir d'éischt zur parlamentarescher Fro Nummer 5978 vum Här Marc Spautz iwwert de Wandpark Uewerkuer. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Déi Fro hate mer gestallt den 23. März 2022, well zu Uewerkuer vun der Gemeng geplangt war, e Wandpark ze installéieren am Kader vun der eegener Energieversuergung. Do sinn och ganz vill Gutachte gemaach ginn, mee duerno huet d'Ministesch decidéiert gehat, do kéint kee Wandpark installéiert ginn, well do wiere Problemer am Naturschutzgebitt. Mee d'Gesetz hätt awer d'Méiglechkeet ginn, nom Artikel 33.1, dass d'Ministesch eng Ausnam kéint maachen.

An eis Fro war – dat war jo alles scho virun der Ukrain-Kris, wou mer nach net esou grous diskutéiert hunn iwwer alternativ Energien –, wéi et dann elo ass, ob do eng Bereitschaft besteet vun der Regierung, nodeem d'Gemeng Déifferdeng schon esou vill Geld do investéiert hat, fir do e Wandpark ze maachen, awer iwwert dat ewechzegoen no deenen neien Erkenntnisser, déi mer hunn duerch d'Ukrain-Kris, an zweetens, ob de Staat och wëlles huet, de Gemengen trotzdem awer nach ze hëllefen, déi bereet sinn, Wandparken ze installéieren. Well et ass schon e bësse komesch: Déi eng wëllen der maachen a kréien et verbueden an anerer kréien der octroyéiert an déi hunn da Schwieregkeeten, fir et ze realiséieren.

Dat waren d'Froen, déi mer un d'Ministesch gestallt haten.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Spautz. Den Här Energieminister a Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, den Här Claude Turmes, huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Ministre de l'Énergie | Gudden Owend. Fir d'éischt emol entschëllegt, dass mer et net fäerdegruecht hunn, déi Froen do schrëftlech ze beäntweren, an duerfir sinn ech elo och gäre komm.

Also, ech gi vläicht einfach mol den allgemenge Kader. Et ass jo esou, normalerweis därfen een an der Gréngzon net bauen, ausser eng Rei Saachen. An d'erneierbar Energien, déi hunn den Interêt général. Duerfir kënnen dann eeben op Autorisatioun Wandparken oder eenzel Wandturbinne gebaut ginn, wa se standuertgebonne sinn.

Gutt. An dann, mengen ech, ass et do zu Déifferdeng esou, dass dat effektiv eng Plaz ass, wou mer wierklech e Konflikt haten zwëschent Naturschutz op där enger Säit an eeben erneierbarer Energieproduktioun op där anerer Säit. Dat ass esou tranchéiert ginn. Deen Dossier ass elo zou. Et ass awer esou, dass mer mat de Responsable vun der Déifferdenger Gemeng amgaange sinn ze kucken, ob mer net kënnen e Solarpark iergendwou himaachen.

An Dir musst wëssen, mir maachen elo iergendwéi virum Summer – oder nom Summer, ech muss kucken, wéi schnell mer elo weiderkommen – eeben och d'Gréngzonen op fir Agri-PV, mat ganz strenge Bedéngungen. Mir sinn domat amgaang, mir hunn dat mat de Baueren diskutéiert, an dann offiziell e Landwirtschaftsminister, den Ëmweltminister an den Energieminister. An dat ass da jo och fir déi Gemengen, déi elo eventuell Pech hunn, dass se keng Wandmille kënnen oprichten. Déi kënnen dann éischer an de Beräich vun der Solarenergie goen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Turmes.

## 15. Question écrite n° 5979 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'extension des parcs éoliens

Da komme mer elo zur Fro Nummer 5979 vum Här Jean-Paul Schaaf iwwert d'Wandmille. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Jo, merci fir d'Méiglechkeet, déi Fro hei ze stellen. Ech hunn eng Fro gestallt – et war och den 23. März 2022 –, net iwwert e spezifesch Wandmilleproblem, mee et war am Fong geholl eng generell Iwwerleeung. Et sinn der esou vill. Mir kréien et ëmmer erëm mat, wann eng Kéier an der Press rieds dovunner ass: En Dossier ass eppes ginn, en Dossier ass näischt ginn, et gétt eppes gebaut, et gétt e Repowering gemaach an esou weider, et gétt erëm e Refus, et gétt an de Gemengeréit diskutéiert an esou weider. Et ass e bëssen eng Geschicht, bei där een den Iwwerbléck verléiert.

Duerfir hat ech d'Fro gestallt, wat fir eng Projete vun de Wandmille an deene leschten zéng Joer am Fong geholl an d'Prozedur komm sinn, wéi eng ugefrot gi sinn, deposéiert gi sinn a wat mat deene geschitt ass. Konnte se geneemegt ginn? Konnte se net geneemegt ginn? Wa se net geneemegt gi sinn, firwat? Sinn et Froe vum Kommodo, also vum Sécherheetsaspekt, deen och de Gesondheetsaspekt ubelaangt. Sinn et Froe vum Naturschutz? Oder sinn et aner Ursachen, wéi zum Beispill Biergerinitiativen oder Änlechens? Aus wat fir engen Ursache si wéi vill Projeten ënnerwee gestoppt ginn a wéi gesäit dat op der Zäitschinn aus?

Dat waren am Fong geholl meng Froen. Ech hunn awer och näischt dergéint, wann Der mer dat nach eng Kéier am Detail noerecht. Mee Dir kënnt et awer och hei fir all Projet erklären.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Villmools merci, Här Schaaf. Den Här Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, den Här Claude Turmes, huet nach eng Kéier d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech mengen, et hänkt elo dovun of, wivill Zäit Der den Owend nach hutt. Ech fänken dann un:

– 30.11.2012: Wandpark Kehmen-Heischent, geneemegt den 10.10.2013.

– Wandpark Heischent bei Clierf: den 22.03.2019 agereecht, den 31.03.2020 geneemegt.

**Une voix** | Hengescht.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech kéint elo esou weiderfueren. Et ass en Dokument vun enger Rei Säiten. Ech hunn et du selwer de Mëtteg nach eng Kéier am Detail gekuckt. Also, déi meescht Wandparken, déi ugefrot si ginn, si geneemegt ginn. Si sinn och ganz, ganz oft ganz, ganz schnell geneemegt ginn. Also, ech sinn eigentlech positiv iwwerrascht gewiescht, wéi schnell se geneemegt gi sinn.

Gutt, an dann hutt Der heiansdo Projeten, an deen Déifferdenger ass derbäi ... Wann Der e Standuert huelt, dee vun der Biodiversitéit hier oder aus engem anere Grond extreem komplex ass, dann dauert et laang, well jo ëmmer erëm Froe gestallt ginn. An da kann et natierlech heiansdo och sinn, dass se verworf ginn.

Insgesamt ass et esou, dass mer déi lescht Jore gutt virukomm sinn. Mir hunn och elo déi lescht Méint ganz, ganz enk mat der Ëmweltministesch zesummeschafft. Mir kréien elo eng ganz Rei Projeten

iwwerall am Land. Also, bis elo war d'Wandenergie jo haaptsächlech am Norde vum Land, elo kritt de Rescht vu Lëtzebuerg och d'Freed, fir Wandmillen ze kréien.

A fir dass Der dat einfach aschätze kënn: Mir si méi schnell wéi eis ambitiéis Zil am PNEC. Mir wäerte warscheinlech dat Zil, dat mer eis fir 2030 gesat hunn, schonn 2025 errechen. Ech géif Iech virschloen, dass mer net den Owend elo nach laang hei ... Ech mengen, et mécht elo kee Sënn, datt ech hei Säiten a Säite virliessen. An deenen nächsten Deeg kritt Der dann déi detailléiert Äntwert.

Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Turmes.

### 16. Question écrite n° 5980 de Mme Martine Hansen relative aux arbres le long de la route

Da komme mer zu der parlamentarescher Fro Nummer 5980 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Stroossebeem.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Martine Hansen** (CSV) | Villmools merci, Här President. Meng Froe si méi kuerz. Dofir denken ech, datt se och kënn ganz beäntwert ginn.

Well leider nach ëmmer schwéier Verkéiersaccidenter mat de Stroossebeem geschéien, hat ech am Januar eng Fro gestallt, an déi war leider net ganz zu menger Zefriddenheet beäntwert ginn. Dofir hunn ech nach eng Kéier bei dräi Froen nogehaakt.

Déi éischt Fro: Kann den Här Minister confirméieren, datt mat der Ëmsetzung vum Pilotprojet, deen u sech 2019 ugekënnegt ginn ass an der Gemeng Jonglënster, fir tËschent Gonnereng an Eeschwëller Beem an déi übergrenzend Felder ëmzeplanzen, nach net ugefaange gouf? A wa jo, firwat? Firwat ass no dräi Joer u sech nach näischt geschitt?

Déi zweet Fro: An der Äntwert op meng Question parlementaire vum Januar haten d'Ministere mer geäntwert, et wäeren nach net vill Beem duerch Hecken ersat ginn. Ech wëll einfach gäre wëssen: Wat heescht dat konkreet? Wéi héich ass d'Zuel vu Beem, déi duerch Hecken ersat gi sinn? Well et eeben e Fakt ass, datt Hecke manner schwéier Accidenter provozéieren wéi Beem.

An déi lescht Fro: Kann den Här Minister mer d'Unzuel vun Demandé soen, déi fir d'Ewechmaache vu Beem an eng Natura-2000-Zon agereecht gi sinn. A wivill

sinn der dovunner geneemegt ginn? A wivill sinn der refuséiert ginn a firwat?

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hansen. Den Här Minister fir Ëmwelt als Verrieder vum Mobilitéitsminister, den Här Claude Turmes, huet d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Villmools merci fir d'Fro. Also, ech mengen, déi Stroossebeem sinn natierlech e prägend Element an eise Landschaften. Mee heiansdo sti se op Plazen, wou se ze geféierlech sinn, an dann, mengen ech, ass et och gutt, wa se ewechgemaach ginn.

Vläicht zu Är éischer Fro: Um CR132, do gouf et eng Iddi vun der Association des victimes de la route, fir e Pilotprojet ze maachen.

*(Interruptions)*

An dee Pilotprojet géif aus Follgendem bestoen: Mir hu grouss Beem laanscht d'Strooss. An d'Iddi ass, fir déi Beem méi wäit hannen ze setzen.

*(Éternuement et hilarité)*

Ech si frou, dass ech zu déser Stonn nach hei zum allgemenge Gelächter ...

*(Brouhaha)*

**M. Fernand Etgen**, Président | Mir soe Merci fir dat allgemengt Gelächter.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ok.

**M. Fernand Etgen**, Président | Dir dærf virufueren.

*(Interruptions)*

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | De Problem ass, an ech mengen, Dir sidd jo an deem Milieu och gutt doheem: Déi Baueren, déi do Felder ronderëm hunn, déi sinn net immens bereet, well déi dann d'Impressioun hunn, datt se Terrain verléieren, datt se Schiet kréien. An dee Projet, do si si amgang drun ze schaffen, mee si si sech nach net eens gi mat deene Baueren an och net iwwert déi finanziell Kompensatioun.

Ech mengen, de François Bausch an ech – a merci fir d'Fro –, mir wäerten dat nach eng Kéier kucken. Mee et ass net esou einfach, well Der hutt jo da keng Emprisé méi op deene Plazen. Dir sidd op de Goodwill ugewise vun de Propriétaire vun den Terrainen. Gutt. An dat ass leider net esou gutt virugaang.

Dann zu den Hecken, oder ier ech bei d'Hecke kommen ... Dëst Joer, also 2022, ass geplangt ... Et ass jo esou, dass d'Ponts et chaussées systematesch kucken:

Ass do e Bam, dee wierklech ze geféierlech ass? Dëst Joer sinn et 42 isoléiert Beem, déi als geféierlech agestuift sinn, déi sollen ewechgemaach ginn an déi och ewechgemaach ginn.

An dann, wat d'Hecken ubelaangt: Op der N15 Heischtergronn, op dem CR234A, zu Conter, op der N6 bei der Europaschoul zu Mamer och, um CR226 um Kreesverkéier zu Sire sinn Hecke gesat ginn. Op der N7 zu Luerenzweiler, op der N2 zu Aassel, op der N2 zu Bous, op der N10 zu Iechternach, op der N1 um Potaschberg, ...

*(Interruptions)*

... um Potaschberg, ech weess net, ob deen elo den IRM do verstoppt oder net, ...

*(Hilarité)*

... an dann den CR139 zu Hierber.

Dat heescht, déi Iddi vun der Associatioun, déi jo och eng sënnvoll Iddi ass, gëtt elo no an no konsequent vun de Leit vu Ponts et chaussées zesumme mat der Forstverwaltung an och mat dem Naturschutz ëmgesat.

An dann Är lescht Fro. Natura 2000 beinhalt kee spezifesche Schutz fir Stroossebeem, dat heescht, duerfir gëtt dat och net gekuckt. Dir hutt den Artikel 14, mengen ech, vum Naturschutzgesetz, deen ëmmer muss gekuckt ginn, deemno wou et ass. Mee ech kréien dat gesot, an ech mengen, ech kann nëmmen elo, an deene puer Deeg, wou ech Ëmweltminister sinn, dat hei repetéieren; wat ech gesot kritt hunn, dass bei Natura 2000 esou keen Ënnerscheet gemaach gëtt zu enger normaler Gréngzon. An duerfir gëtt et do och keng Statistik, well déi Fro eiser Meenung no net relevant ass.

An dann nach zu Är leschter Fro. Et sinn 248 Ufrozen d'lescht Joer traitéiert ginn. A bis dato sinn 200 Dossieren autoriséiert ginn, wat, mengen ech, awer och e gudd Rapport ass. Gutt. A wou déi 48 elo dru sinn, dat kann ech Iech net soen. Et ka sinn, dass do awer deen een oder deen aneren, aus gudder Grënn, da stoe bliwwen ass. Mee nach eng Kéier; fir de Gros vun den Demanden ass vun Naturschutzsäit dann och eeben de Go gi ginn, fir eeben déi geféierlech Plazen do ze eliminéieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Minister Claude Turmes. Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

*(La séance publique est levée à 19.20 heures.)*

## 48<sup>e</sup> séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | Mme Djuna Bernard, Vice-Présidente | M. Marc Spautz, Vice-Président

### Sommaire

- |  |  |
|--|--|
| <p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> ..... p. 47<br/>M. Fernand Etgen, Président</p> <p><b>2. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler</b> ..... p. 47<br/>Exposé : M. Claude Wiseler</p> <p><b>3. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding</b> ..... p. 48<br/>Exposé : Mme Viviane Reding</p> | <p><b>4. Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis</b> ..... p. 49<br/>Exposé : Mme Nathalie Oberweis</p> <p><b>5. Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR)</b> ..... p. 49</p> |
|--|--|



Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Présentation du programme national de réforme (PNR) : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

**6. Question élargie n° 139 de M. Laurent Mosar au sujet des difficultés en matière d'ouverture de comptes en banque professionnels rencontrés par des ressortissants de pays tiers résidant au Luxembourg ..... p. 54**

M. Laurent Mosar | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Yuriko Backes

**7. 7654 – Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages**

**7656 – Projet de loi relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement**

**7659 – Projet de loi modifiant :**

**1° la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;**

**2° la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement**

**7699 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008**

**a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs**

**b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets**

**7701 – Projet de loi relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ..... p. 56**

Rapports de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf (dépôt de la motion 1) | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 2) | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti (dépôt des motions 3 à 6) | M. Marc Goergen (interventions de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7654 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7656

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7659 et dispense du second vote constitutionnel

Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 7656

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7699 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7701 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. François Benoy | M. Jean-Paul Schaaf | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : M. Marc Goergen | Mme Jessie Thill | M. Marc Goergen | M. Jean-Paul Schaaf

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : M. François Benoy | M. Sven Clement | M. Fred Keup | M. Jean-Paul Schaaf | Mme Myriam Cecchetti (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motions 4 et 5 : M. François Benoy | Mme Myriam Cecchetti (interventions de M. François Benoy)

Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission (adopté)

Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission (adopté)

Motion 6 : M. François Benoy | Mme Carole Hartmann | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur le renvoi de la motion 6 en commission (adopté)

**8. Ordre du jour ..... p. 76**

M. Fernand Etgen, Président

**9. 7841 – Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières ..... p. 76**

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary

Discussion générale : M. Aly Kaes | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti (dépôt des motions 1 et 2) | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. le Ministre François Bausch

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7841 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Sven Clement | M. Aly Kaes | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 1 (intervention de Mme Diane Adehm) (rejetée)

Vote sur la motion 2 (intervention de M. Fernand Kartheiser) (rejetée)

**10. 7868 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat ..... p. 81**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. François Benoy

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7868

**11. 7980 – Projet de loi portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel ..... p. 82**

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Jessie Thill

Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7980 et dispense du second vote constitutionnel

**12. 7868 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat (suite) ..... p. 85**

Dispense du second vote constitutionnel

**13. Question urgente n° 6109 de Mme Jessie Thill relative à l'arrêt des livraisons de gaz russe à la Pologne et à la Bulgarie ..... p. 85**

Mme Jessie Thill | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Turmes, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Une voix** | Nee, Här President.

**2. Dépôt d'une motion par M. Claude Wiseler**

**M. Fernand Etgen**, Président | Da géif ech d'Wuert ginn un den Här Claude Wiseler fir den Depot vun enger Motioun.

**Exposé**

**M. Claude Wiseler** (CSV), auteur | Villmools merci, Här President. Ech wollt am Fong, datt mer de Mëtten

oder dës Woch eng Heure d'actualité maachen iwwert d'Ukrain, déi ech eragereecht hat. Déi ass awer net ugeholl ginn, well den Här Asselborn net am Land ass. Mir wollten zwar och net den Här Asselborn, mir wollten den Här Bettel, fir iwwert déi Situatioun ze schwätzen. Mee, wéi gesot, se ass net ugeholl ginn.

Dofir wollt ech haut eng Motioun déposieren, well Dag fir Dag dee mäerderesche Marsch an der Ukrain weidergeet, well Mënsche leiden, well Mënsche

stierwen, well Mënsche vergewaltigt ginn, well Mënschen op der Flucht sinn, op där enger Säit, a well een och op där anerer Säit spiert, datt bei eis an an de westleche Länner d'Urgenzgefill, wat mer am Ufank haten, lues a lues erfoget, well sech eng Gewunnecht stellt, well een och d'Impressioun huet, datt deen een oder deen aneren hofft, datt dat Ganzt laanscht eis géif goen an eis net aus eiser Komfortzon géif erausgehen.

Dat ass awer net esou, dovunner si mir ganz fest iwwerzeegt. Dat hei ass net just e Krich an der Ukrain, et ass e Krich géint d'Demokratie a géint déi westlech fräiheetlech Regimenter.

Mir sinn iwwerzeegt, datt, wann den Här Putin dee Krich gewënnt, da fiert e weider, ob dat a Moldawien oder an de baltische Länner oder enzwoosch anescht ass, elo, an zwee, a véier oder a sechs Joer. Dat muss mer eis kloer sinn. Dovunner muss mer ausgoen.

Hei ass e Krich, dee géint de Weste gefouert gëtt, wou Ukrainer an eisem Numm kämpfen, e brutale Krich ouni Rücksicht, mäerderesch och géint d'Zivilbevölkerung. An dofir si mer verantwortlech, alles ze maachen, fir den Ukrainer esou vill wéi méiglech ze hëllefen.

D'Europaparlament huet virun zwou Woche ganz kloer geschwat a mat Courage geschwat! Mat 513 Stëmme op 554 hu se eng Motioun ugeholl, déi däitlech Wieder gesot huet, d'ailleurs – an ech wëll dat kloer soen – mat de sechs Stëmme vun de Lëtzebuurger Europaparlamentarier, déi alleguer derfir gestëmmt hunn.

Déi Motioun, déi ech haut proposéieren, ass a groussen Deeler wuertwärtlech déi selwecht, an ech soen dat, wuertwärtlech déi selwecht, wéi se am Europaparlament ofgestëmmt ginn ass. Se ass e weineg verkiezt an adaptéiert op de Lëtzebuurger Besoin, mee och an dem Wuertlaut ass se tel quel iwwerholl ginn. Dat ass och wëllentlech geschitt. Fir eis Diskussioun ze vereinfachen, wollt ech deen Text net emännere, well och net nëmmen déi sechs Lëtzebuurger Europaparlamentarier derfir gestëmmt hunn, mee alleguer d'Parteien, déi am Europaparlament vertruede sinn.

Et geet hei drëm, fir datt d'Ukrainer esou vill wéi méiglech Waffe geliwwert kréien. Et geet drëm, fir fir Couloir-humanitäre ze plädéieren. Et geet och drëm, fir d'Ukrain ze ënnerstëtze bei hirer Volontéit, EU-Member ze ginn oder op jiddé Fall d'Perspektiv vun der EU-Memberschaft ze kréien, andeem ee seet, datt een zumindest hinnen elo emol déi Méiglechkeet gëtt, Kandidat ze ginn – duerno kënn nach eng ganz, ganz laang Prozedur, wou nach vill sech muss conforméieren –, an an Tëschenzäit eng Integratioun an de Marché unique ze maachen iwwer Accords d'association, souwäit d'Situatioun dohannen et dann erlaabt.

Et geet drëm, datt déi Sanktiounen uerdentlech ëmgesat ginn. Et geet drëm, datt och nei Sanktiounen geholl ginn, wa se effikass sinn an datt Lëtzebuerg se och soll ënnerstëtzen.

Et geet och drëm, direkt en totalen Embargo op Pétrol, op Kuelen, op nukleare Brennstoffen an op Gas ze ënnerstëtzen, wann en dann europawäit gemaach gëtt. Et ass an eisen Aen onmoralesch, datt mat méi wéi 600 Milliounen den Dag déi russesch Krichsmaschinn ënnerstëtzt gëtt. An esou eng Mesure wär effikass, fir Russland effizient am Häerz ze treffen.

Et geet drëm, fir nach eng Kéier fir eng Diversifikatioun vun den Energieressourcen, notament nom europäesche Pacte vert, ze plädéieren a fir och kloer an däitlech ze soen, datt iwwer d'Krichsverbriechechen an d'Verbrieche géint d'Mënschheet, esou wéi se elo an der Ukrain geschéien, net kann ewechgekuckt ginn

an datt schlussendlech déi Schëlleg mussen virun d'Tribunal geholl ginn.

Wéi gesot, am Europaparlament hunn all d'Parteien matgestëmmt. An ech hoffen, datt mer déi selwecht Eenheet och hei an dësem Parlament kënnen fannen.

Wannechgelift, Här President!

### Motion

– *Considérant que la guerre en Ukraine continue de faire des victimes innocentes et que les atrocités perpétrées par les troupes russes ont franchi un nouveau cap avec la découverte, le dimanche 3 avril 2022, de corps de civils, hommes et femmes, allongés dans les rues de Boutcha ;*

– *considérant que l'armée russe poursuit les bombardements aveugles et les attaques aériennes contre des zones résidentielles et des infrastructures civiles telles que les hôpitaux, les écoles et les crèches, ce qui a conduit à la destruction complète ou quasi complète de Marioupol, de Volnovakha et d'autres villes et villages ;*

– *considérant que les sanctions ont un effet, mais que les achats de combustibles fossiles de l'Union en Russie continuent de fournir au régime des moyens qui contribuent au financement de la guerre ;*

– *considérant que des études montrent que l'interdiction des importations de combustibles fossiles russes aurait une incidence sur la croissance économique de l'Union, et se traduirait par des pertes estimées à moins de 3 % du PIB, alors que les pertes que subirait l'économie russe au cours de la même période représenteraient 30 % du PIB et contribueraient à mettre un terme à l'agression russe ;*

– *considérant les différentes décisions prises par le Conseil européen concernant des sanctions et des mesures restrictives à l'égard de la Russie ;*

– *considérant l'adoption par le Parlement européen de la résolution concernant l'évolution de la guerre en Ukraine et les sanctions de l'UE contre la Russie le 7 avril 2022, résolution largement reprise par la présente motion ;*

– *rappelant l'adoption unanime de la motion du 24 février 2022 par la Chambre des Députés et la condamnation de l'attaque non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie,*

*la Chambre des Députés*

– *condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, ainsi que l'implication de la Biélorussie dans cette guerre, et exige que la Russie mette un terme immédiat à toutes ses activités militaires en Ukraine et retire sans condition l'intégralité de ses forces et équipements militaires de la totalité du territoire ukrainien internationalement reconnu ;*

– *partage la douleur de la population ukrainienne qui subit des pertes et des souffrances indicibles ;*

– *souligne que cette agression militaire et cette invasion constituent une violation grave du droit international, en particulier de la Convention de Genève et ses protocoles additionnels et de la Charte des Nations Unies ;*

– *exprime la colère et l'indignation que lui inspirent les atrocités dont il est fait état, y compris le viol et l'exécution de civils, les déplacements forcés, le pillage et le ciblage d'infrastructures civiles, telles que les hôpitaux, les installations médicales, les écoles, les abris et les ambulances, et les tirs visant les civils qui tentent de fuir les zones de conflit en empruntant les couloirs humanitaires définis d'un commun accord, et qui ont été commises par les forces armées russes dans un certain nombre de villes ukrainiennes occupées, dont Boutcha ;*

– *rappelle avec insistance que les auteurs de crimes de guerre et d'autres violations graves de droits ainsi que les représentants gouvernementaux et les chefs militaires responsables devront répondre de leurs actes ;*

– *rappelle qu'en cas de crimes de guerre et de génocide, la communauté internationale est tenue d'agir et devrait utiliser tous les instruments à sa disposition ;*

– *soutient pleinement l'enquête lancée par le procureur de la CPI sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ainsi que les travaux de la commission d'enquête du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,*

*invite le Gouvernement*

– *à poursuivre et à soutenir les livraisons d'armes pour permettre à l'Ukraine de se défendre efficacement ;*

– *à demander la mise en place de couloirs humanitaires et de passages sûrs pour évacuer les civils qui fuient les bombardements ainsi qu'à soutenir les renforcements des réseaux d'aide humanitaire de l'Union en Ukraine ;*

– *à soutenir, suite à la volonté exprimée par l'Ukraine dans sa demande d'adhésion à l'Union européenne présentée le 28 février 2022, l'envoi d'un signal clair par les institutions de l'Union européenne en faisant en sorte d'accorder à l'Ukraine le statut de candidat à l'Union européenne, conformément à l'article 49 du traité sur l'Union européenne et sur la base de ses mérites, et, dans l'intervalle, de continuer à œuvrer à son intégration sur le marché unique de l'Union, conformément à l'accord d'association ;*

– *à veiller à ce que la mise en œuvre des sanctions existantes soit intégrale et effective au Luxembourg ;*

– *à soutenir toute demande permettant d'accroître l'efficacité des sanctions existantes ;*

– *à soutenir la mise en place d'un embargo total et immédiat sur les importations russes de pétrole, de charbon, de combustible nucléaire et de gaz et à demander à la Commission européenne de présenter un plan visant à continuer à garantir la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne à court terme ;*

– *à continuer à diversifier les ressources, les technologies et les voies d'approvisionnement énergétiques, mais également à investir encore davantage dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les solutions de stockage de gaz et de l'électricité et à effectuer des investissements durables à long terme conformément au pacte vert pour l'Europe ;*

– *à apporter son soutien à tous les processus internationaux et nationaux légitimes d'enquête sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre présumés commis en Ukraine, afin que tous les auteurs et complices répondent de leurs actes devant les tribunaux.*

(s.) Claude Wiseler, Martine Hansen, Viviane Reding, Gilles Roth, Marc Spautz.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Wiseler.

### 3. Dépôt d'une motion par Mme Viviane Reding

Da géif ech d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Viviane Reding, och fir den Depot vun enger Motioun.

#### Exposé

**Mme Viviane Reding** (CSV), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, an där selwechter Logik, déi elo grad virbruecht ginn ass vum Här Wiseler, leit déi aner Motioun, déi d'CSV Tech elo wäert ginn.

Hei geet et drëm, fir den ukrainesche Flüchtlingen ze hëllefen. Zu Lëtzebuerg ass et jo esou, datt de Staat, d'Hëlleforganisatiounen, d'Privatpersounen, d'Gemengen, d'Entreprises alleguerten engagéiert sinn, fir eng Hand mat unzepaken. An Europa hu sech déi



grouss an déi kleng Telekomsgesellschafté gëeeneget, fir d'Roamingkäschten a Grenzen ze halen oder einfach net anzefuerderen, fir datt d'Flüchtlinge solle kënnen mat hirer Famill a mat hire Frënn op der Plaz weider a Kontakt bleiwen.

Den 8. Abrëll dëses Joers hu 25 Telekomorganisatiounen eng gemeinsam Stellungnam an en Engagement an deem Sënn ënnerschriwwen. Do sinn der derbäi wéi Deutsche Telekom, Bouygues, KPN, Orange, Proximus, Telefónica, TIM, FFR, British Telecom et j'en passe.

Deen, deen net derbäi ass, dat ass d'Post! Do freet ee sech: Firwat? Hunn déi dat verpasst? Ass et en Oubli? Oder e Manque de solidarité? Mir hoffen, datt et en Oubli ass. An dofir wëllt d'Chamber an där Motioun hei vun der Regierung fuerderen, datt se sech soll mat de Lëtzebuerger Telekombedreiwere ronderëm den Dësch setzen, fir datt déi eppes ënnerhuelen an deem selwechte Sënn, wéi déi 25 Telekomsentreprisen europawäit et ënnerholl hunn.

Et geet hei ëm en Deel Mënschlechkeet. An ech mengen, besonnesch Entrepreneuren, déi jo gudd dostinn, deene géif et net schueden, wa se déi Mënschlechkeet géifen ënner Beweis stellen.

### Motion

*La Chambre des Députés,*

– *considérant que la guerre en Ukraine continue de faire des victimes innocentes ;*

– *considérant que l'armée russe poursuit les bombardements aveugles et les attaques aériennes contre des zones résidentielles ;*

– *constatant que l'ONU s'attend à 8,3 millions de réfugiés contre un peu plus de 5 millions actuellement ;*

– *considérant que le Luxembourg continue d'accueillir et de prendre en charge des réfugiés en provenance d'Ukraine ;*

– *estimant qu'il s'avère important pour les réfugiés de pouvoir se connecter à travers l'Europe et de pouvoir rester en contact avec leurs familles respectives en Ukraine ;*

– *constatant que de nombreux opérateurs mobiles européens et ukrainiens ont signé une déclaration conjointe visant à démontrer leur détermination à assurer la connectivité aux réseaux mobiles de ceux qui ont dû fuir la guerre en Ukraine ;*

– *déplorant que le principal opérateur national de télécommunication n'est cependant pas signataire de cette déclaration,*

*invite le Gouvernement*

– *à entrer en contact avec tous les opérateurs luxembourgeois de télécommunication pour trouver dans les plus brefs délais une solution voire une offre adéquate et accessible pour les personnes concernées.*

(s.) Viviane Reding, Diane Aehm, Emile Eicher, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Reding.

## 4. Dépôt d'une motion par Mme Nathalie Oberweis

An da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis fir den Depot vun enger Motioun.

### Exposé

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk), auteure | Jo, merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, mäin Uleies haut ass net ganz nei. D'Kolleegein Martine Hansen hat scho virun e puer Wochen an och

respektiv virun e puer Méint dat Thema eng Kéier ugeschwat heibannen. Et ass awer dofir net manner traureg a schlëmm an dramatesch.

Eisen Informatiounen no sinn an de Spideeler nach ëmmer d'Visite beschränkt op eng Stonn den Dag, op eng Persoun den Dag, wat d'Patienten ugeet. Mir hunn do eeben Informatiounen kritt, dass dat nach ëmmer esou en place ass, obwuel, wéi mer alleguerete wëssen, d'sanitär Situatioun awer e wéineg eng aner entre-temps ass.

Natierlech hu mer an de Spideeler och e CovidCheck. Deen ass nach ëmmer en vigueur. Mir wëssen, an ech mengen, dat ass och näischt Neits, wa mer dat elo soen, dass esou eng Circonstance, eng Stonn den Dag, eng Persoun, eng Visitt den Dag extreem schlëmm an och en traumatéiert Erliefnis ass fir de Patient selwer an och fir de Visiteur. Wann elo zum Beispill e Patient an enger Palliativstatioun ass oder schwéier krank ass, ass dat wierklech extreem traumatiséierend.

Mir mengen deemno, dass dat wierklech net méi proportional ass u sech zur sanitärer Situatioun. An och, wat wierklech d'Rechter ugeet vun de Patienten a vun de Visiteure respektiv vun der Famill, menge mer, dass dat wierklech net méi ugepasst ass a géifen deemno och eng Motioun hei ënnerbreeden, fir, bon, d'Santésministesch opzefuerderen, dat nach eng Kéier ze iwwerkucken.

Mir wëssen, dass si deemools, wéi d'Martine Hansen dat ugeschwat hat, gesot huet, et wär d'Autonomie vun de Spideeler. Mir mengen awer, dass d'Circonstancen déi sinn, dass dat wierklech eng Fro ass, wou de Ministère sech misst abréngen. Mir wëssen, dass de Ministère Representanten huet an de Verwaltungsréit vun de Spideeler, vum CHL, vum CHEM, a wäeren deemno frou, wa si sech géifen iwwer hir Representante fir déi Saach engagéieren.

Villmools merci!

### Motion

*La Chambre des Députés,*

– *vu l'accalmie relative de la circulation du virus Covid-19 ;*

– *vu les mesures de protection en place et en particulier le système CovidCheck à l'entrée des hôpitaux ;*

– *vu les mesures restrictives en place dans les établissements hospitaliers concernant la circulation de personnes et en particulier la limite des visites des patient(e)s ;*

– *vu l'impact dramatique de ces limites de visites sur l'état mental et émotionnel des patient(e)s et des visiteur(euse)s ;*

– *vu l'impact de ces mesures sur les droits des patient(e)s et des visiteur(euse)s ;*

– *considérant les demandes antérieures de l'honorable Députée Martine Hansen ;*

– *considérant le renvoi vers l'autonomie des hôpitaux de la Ministre suite à l'interpellation de ladite Députée ;*

– *vu les représentants de l'État siégeant dans les conseils d'administration des hôpitaux,*

*invite le Gouvernement*

– *à s'engager rapidement à travers ses représentants, les délégués de l'État dans le conseil d'administration, de lever immédiatement la limite d'une heure par jour et un(e) visiteur(euse) par jour.*

(s.) Nathalie Oberweis, Myriam Cecchetti.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis.

## 5. Présentation par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, et par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, du programme de stabilité et de croissance (PSC) et du programme national de réforme (PNR)

Mir héieren elo den Exposé vun der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC souwéi iwwert de Relanceprogramm PNR. Madamm Finanzministesch, Dir hutt d'Wuert.

### Présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC)

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mat der russescher Invasioun vun der Ukrain sinn däischter Zäiten iwwer onse Kontinent agebrach. Esou Biller, wéi mer se all Dag aus der Ukrain gesinn, hate mir gehofft, just nach an onse Geschichtsbicher ermëtzefannen.

D'Zäit vum Krich, d'Zäit vun der Gewalt an der Groussmuechtspolitik ass an hirer ganzer Tragik erëm an den europäeschen Alldag agebruecht. Ons Solidaritéit géllt dem ukrainesche Vollek, dat fir seng Fräiheet a fir seng Souveränitéit kämpft.

Dëse Krich ass net nëmme eng humanitär Katastroph. D'Invasioun vun der Ukrain ass och eng flagrant Violatioun vun de Prinzippe vum internationale Recht an domadder vun der Weltuerdnung, wéi mer se säit dem Zweete Weltkrich kann hunn.

**Une voix** | Richtig!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Dat lescht Joer war am Fong mat Hoffnung an Zouversicht op en Enn gaangen. No zwee laange Jore Pandemie hate mer geduecht, d'Luucht enfin nees um Enn vum Tunnel ze gesinn. D'Luucht ass op eng ganz brutal Aart a Weis nees ausgeknipst ginn.

De Programme de stabilité et de croissance, de PSC, deen ech Iech haut wëll virstellen, schreift sech leider an dëse Kontext an. De PSC ass eng Bestandsopnam vun der budgetärer Situatioun vum Land, déi Deel och vum Semestre européen ass. All Land muss virun Enn Abrëll der Europäescher Kommissioun seng Pläng ënnerbreeden, fir dass si d'Finanzsituatioun vun den einzelnen États membres vergläiche kann an eebe pro Land Recommendatioune formuléieren.

Wéi huet sech d'Bild ufangs des Joers zu Lëtzebuerg presentéiert?

Mir hunn dës Pandemie besser iwwerstane wéi vill aner Länner an der EU. D'Resilienz vun onsem Land gouf op d'Prouf gestallt, a mir hunn dëse Schock gemeschert. 2021 ass de PIB vu Lëtzebuerg ëm 6,9 % gewuess, bal dräi Prozentpunkte méi, wéi et am PSC vum leschte Joer virgesi war.

Well mer eng gesond Finanzsituatioun haten, hu mer iwwert déi néideg Capacitéiten an och iwwert déi néideg Flexibilitéit verfüügt, fir d'Covidkris ze packen. Onsen Triple-A gouf während dësen zwee Joer vun alle Ratingagencen ëmmer erëm confirméiert. Well mer genuch finanziell Marge haten, konnte mir d'Leit an d'Wirtschaft ënnerstëtzen. Ganzer 2,8 Milliarden Euro hu mir dofir ausginn, Stand haut. Dëst huet Vertraue geschaaft an d'Kafkraaft gestärkt.

D'Reprise huet sech Enn 2020 ugekënnegt an iwwert d'lescht Joer acceleréiert. Dëst huet sech och bei onse Staatsfinanze spierbar gemaach. 2020 hate mer och beim Gesamtstaat en historeschen Defizit vun 2,2 Milliarden Euro. Fir 2021 gesi mir elo e Plus vu 650 Milliounen Euro. Dat entsprécht enger Verbesserung vu bal 3 Milliarden.

Den Defizit beim Zentralstaat konnt donieft vun 2020 op 2021 duerch zéng gedeelt ginn. Waren et am Joer 2020 nach 3,1 Milliarden Euro Defizit, esou leie mer 2021 bei 326 Milliounen Defizit. Nieft enger rigouroséier Exekutioun vum Budget bei den Depensen huet de staarken Opschwung d'Recetten nees massiv ugekuerbelt.

2021 hat onst Land domadder d'budgetär Trajectoire vu virun der Pandemie erëmfonnt. Dës Verbesserung hat sech ouni de Krich an der Ukrain weider confirméiert, esou wéi mer et och nach an den Zuele virum éischten Trimester 2022 gesinn hunn.

Mam Krich huet sech dësen Trend leider komplett gedréit. D'Energiepräisser, déi virdu schonn ugezunn haten, si reegelrecht explodéiert. Zur Ofhängegkeet vun de fossille Brennstoffen kommen d'Enkpäss an de Liwwerketten derbäi, iwwerall op der Welt.

An esou enger Situatioun ass et ganz wichteg, ze agéieren. Dëst hu mir mam Energiedesch an och mam Solidaritéitspak gemaach. D'Mesuren entsprechen och all de Recommendatiounen vun den internationalen Organisatiounen, déi eis soen, fir sozial, cibléiert an an der Zäit limitéiert ze agéieren. De Solidaritéitspak chiffriert sech op ronn 753 Milliounen Euro, dat entsprécht ongeféier 1 % vum PIB.

Mam Energiedesch maachen et ganzer 827 Milliounen Euro aus. Dozou kënn dann nach de Regimm vun de garantierte Prêten an enger Héicht vu 500 Milliounen Euro derbäi. Dat sinn am Ganzen 1,3 Milliarden Euro oder 1,7 % vum PIB.

Dëst gëtt de Leit an den Entreprisë Vertrauen. Et gëtt hinnen och Previsibilitéit. D'Regierung léisst keen am Ree stoen; dat hu mer och während der Covidkris bewisen.

An dësem onsécheren Kontext ass et nach méi schwéier wéi soss, fir prezis Prognosen opzestellen. Fir de Budget vun dësem Joer ass de Statec virun e puer Wochen nach vun engem Wuesstum vun 3,5 % ausgaange fir Lëtzebuerg. Dem Statec seng aktuellst Previsioun läit haut nëmme bei nach 1,4 % Croissance. An dodrop, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ass dann dës PSC opgebaut.

Dëst alles huet natierlech och e ganz staarken Impakt op d'Staatsfinanzen. De Budget ass vun engem Defizit vun 1,2 Milliarden Euro ausgaange beim Zentralstaat. Elo gi mer vun engem Defizit vun 1,6 Milliarden Euro aus. Dës Zuele bleiwen awer eng Momentopnam opgrond vun deenen Elementer, déi dem Statec an och menge Servicer am Finanzministère zur Verfügung stoung bei der Opstellung vun dësem PSC.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, meng Presentatioun haut huet zwee Deeler. Am éischten Deel ginn ech nach méi am Detail op de makroökonomesche Kontext an, an dee sech dës PSC aschreift. Am zweeten Deel ginn ech op d'Zuelen an op d'Eckwäerter vum PSC an.

D'lescht Woch war ech zu Washington op de Spring Meetings vum Fonds monétaire international, dem FMI, an der Weltbank. Ech hat do d'Méiglechkeet, fir mat enger ganzer Rei vu Leit Echangingen ze hunn, mat mengen Homologen an och mat de Responsable vum FMI a vun der Weltbank.

Den allgemenge Konsens ass, dass d'Perspektive fir déi nächst Joren éischer schlecht an d'Onsécherheete grouss sinn, dat souwuel um geopolitesche wéi och um ekonomesche Plang. D'Krisalina Georgieva, Generaldirektesch vum FMI, rechent mat engem groussen Réckgang vun der Croissance fir d'Weltwirtschaft. Fir Lëtzebuerg huet den FMI seng Prognos ëm ganzer zwee Prozentpunkten erofgeschraaft.

Wéi gesäit et an der Eurozon aus? Wéi geet et an der Eurozon weider?

An der Eurozon gouf et fir d'Joer 2021 e Wuesstum vu 5,1 %. Virun der russescher Invasioun sinn dofir déi allermeeschten Ekonomisten am Fong dervunner ausgegangen, dass d'Normaliséierung um sanitäre Plang sech weider positiv op d'Wirtschaftsentwécklung géif auswierken.

Et war een och dervunner ausgegangen, dass d'Enkpäss an de Liwwerkette sech kéinten opléisen an den Inflationsdruck mat der Zäit géif erofgoen. An anere Wieder, d'gesamtwirtschaftlech Tendenzen hunn endlech erëm an eng positiv Richtung gewisen. De Konflikt an der Ukrain huet dës positiv Dynamik op eng brutal Aart a Weis ofgebremst.

De Krich féiert elo schonn zu gréisserer Verwerfungen, a virun allem bei de Matières premières, soudass d'Energiepräisser weider op engem héijen Niveau riskéieren ze bleiwen. Och d'Präisser fir d'Agrarproduiten an d'Metaller si staark geklommen. Dëst alles verstärkt d'Inflatioun a belaauscht de Menagen hir Kafkraaft. Ouni déi néideg Previsibilitéit di sech d'Chef-d'entreprise méi schwéier ze investéieren an och nei Aarbechtsplazen ze kreéieren.

Och op de Finanzmäert wäert d'Nervositéit sech breetmaachen, mécht sech scho breet. D'Volatilitéit bleift héich, wat net derzou bäidréit, Vertrauen ze schafen.

Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? D'lescht Joer war vun enger staarker Reprise gepräägt. De PIB ass ëm bal 7 % geklommen. Fir dëst Joer gesäit de Statec elo eng däitlech Verschlechterung. Eigentlech war een nach vun engem Wuesstum vun 3,5 % ausgang, elo schrauft de Statec seng Previsiounen op 1,4 % erf. 2023 géif de PIB erëm 2,9 % wuessen a sech dann déi nächst Joren op engem änlechen Niveau halen.

Wat d'Inflatioun ugeet, rechent de Statec mat 5,2 % fir dëst Joer. Dës Schätzung hält och de positiven Impakt vun de Mesurë vum Solidaritéitspak mat en compte. Fir d'nächst Joer soll d'Inflatioun op 1,6 erofgoen.

Den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg géif trotzdeem nach weider dynamesch bleiwen. Hei geet de Statec vun enger Croissance vun 2,4 % fir dëst Joer aus. Mëttelfristeg wäert d'Croissance hei bei 2 % leien.

Lëtzebuerg wäert also trotz de méi schlechten Ëmstänn weider Aarbechtsplaze schafen. De Chômagetaux géif deementspreechend weider falen. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Nouvelle.

Wéi sinn d'Perspektive fir déi Joren drop? D'wirtschaftlech Situatioun wäert zum groussen Deel vun der Entwécklung vum Krich an der Ukrain an de weidere geopoliteschen a wirtschaftleche Repercussiounen ofhänken, mee dat ass net deen eenzege Facteur, dee spillt. Och wa bei ons d'Pandemie duerch déi héich Impftauxen ëmmer ënner Kontroll bleift, ass se um globalen Niveau nach laang net eriwuer. Jiddereen huet d'Billen vum Lockdown zu Shanghai gesinn. Wat d'Konsequenzen op déi global Produktiouns- a Liwwerkette wäerte sinn, dat bleift effektiv nach ofzewaarden.

Weider muss mir d'Reforme vum internationale Steuersystem am Beräich vun der Gesellschaftsbesteuerung am Bléck halen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Beméiungen ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Här Halsdorf, vläicht e bësse méi lues! Da géifen déi aner, déi hei wëllen nolauschten, och eppes verstoen. Et versteet een Iech zu Momenter besser hei uewe wéi d'Riednerin um Pult!

**Plusieurs voix** | Merci, Här President.

**Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances** | Domadder ass den Här Roth elo méi no bei mech komm.

*(Hilarité)*

**M. Fernand Etgen, Président** | Jo, genau, souguer den Här Roth huet net méi gutt héieren do, genau, soudatt hee méi no bei d'Riednerin komm ass.

*(Hilarité générale)*

**Une voix** | Très bien!

**Une autre voix** | Félicitatioun un den Här Roth.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci fir d'Versteesdemech, Här Halsdorf.

**Une voix** | Soulaang den Här Roth net méi no riets kënn.

*(Brouhaha)*

**Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances** | Weider muss mir d'Reforme vum internationale Steuersystem am Beräich vun der Gesellschaftsbesteuerung am Bléck behalen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Beméiungen, mee de konkreten Impakt op eis Wirtschaft kann de Moment kee genau virausgesinn.

D'Situatioun, virun där mir stinn, ass deemno gepräägt vu vill Onsécherheet a wéineg Previsibilitéit. Dëst dierf ons awer net dervunner ofhalen, weiderhin ons Investissementer héichzehalen. Éffentlech Investissementer sinn a bleiwen e weesentleche Pilier vun der Budgetpolitik vun der Regierung, éischters, fir esou séier wéi méiglech aus der Kris erauszekommen, an zweetens, fir onst Land op d'Zukunft virzubereeden.

D'Klima- an d'Energietransitioun ware fir dës Legislaturperiod an och fir déi virdrun eng Prioritéit vun der Regierung. De Krich an der Ukrain weist, dass de Sujet méi dréngend ass wéi jee. Hei misste mir net nëmme zu Lëtzebuerg, mee an der ganzer Unioun a sécherlech och weltwäit déi néideg Efforte maachen. Dat ass och d'lescht Woch a menge Gespréicher bei de Spring Meetings zu Washington ëmmer erëm ënnerstrach ginn.

Mat engem Invest vun op d'mannst 3 Milliarde pro Joer oder iwwer 4 % vum PIB bleift Lëtzebuerg e Virreider an Europa an investéiert massiv an den Ëmwelt- a Klimaschutz, an d'Mobilitéit, an de bezuelbare Wunraum, an d'Santé an an d'Education.

Dës Prioritéit sinn och reflektéiert an der nationaler Ëmsetzung vum europäesche Plan pour la reprise et la résilience, kuerz gesot PRR. Dës Plang besteet aus enger Panoplie u Reformen an Investitiounen, déi eis Wirtschaft a Gesellschaft méi nohalteg a méi resilient opstellen a besser op déi gréng an op déi digital Transitioun virzubereeden.

Am PNR, dem Programme nationale de réforme, deen de Wirtschaftsminister presentéiere wäert, fannt Dir dëst Joer fir d'éischte Kéier e Kapitel, dat eng Bestandsopnam vun Lëtzeburger PRR mécht. Et ass esou, dass fir all eenzelne Projet, deen am PRR opgeléicht ass, all Land muss eng Rëtsch vun sougenannte „milestones and targets“ erfëllen, fir dass déi europäesch Gelder och fléissen. D'Aarbechte sinn hei um ganz gudden Wee. Iwwert d'Hallschent vun dësen „milestones and targets“ sinn erreicht respektiv amgang finaliséiert ze ginn. Un deenen anere schaffe mer nach, fir se alleguer am Laf vun dëser Period 2022-2026 ze erfëllen.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech géif Iech dann elo d'Eckwäerter vum PSC presentéieren.

Wann Der erlaabt, fänke mir beim Zentralstaat un. Wann ee sech d'Zuele fir den Zentralstaat ukuckt, da stellt een als Éischt emol fest, dass d'Staatsfinanze sech d'lescht Joer ganz staark erholl hunn. 2021 schléisst den Zentralstaat nämlech mat engem Defizit



vun nëmnen nach 326 Milliounen Euro of, während de Budget fir dat selwecht Joer vun engem Defizit vun 2,7 Milliarden Euro am Fong ausgaangen ass.

Et hätt een eigentlech kënnen dervunner ausgoen, dass dës positiv Tendenz sech weiderentwéckelt hätt. Mam Krich an der Ukrain huet sech dat ganz ekonomesch Ëmfeld awer, wéi gesot, gedréit.

D'Recettë verléieren éischtens un Dynamik, well d'Konjunktur den Otem verléiert. Zweetens wäerten d'Mesurë vum Solidaritéitspak an och dem Energie-dësch e weesentlechen Impakt op eis Staatsfinanzen hunn.

Stand haut gi mir dervunner aus, dass de Sold vum Zentralstaat dëst Joer bei minus 1,6 Milliarden Euro leie wäert. Dat ass eng Verschlechterung par rapport zum Budget vun dësem Joer. Iwwert d'Lafzäit vum PSC gesäit een eng progressiv Verbesserung vum Sold vum Zentralstaat. D'Richtung stëmmt also, mee mir musse virsiichteg bleiwen: Mir hunn awer iwwert déi ganz Period weider en Defizit.

De Gemengesector huet 2021 en Iwwerschoss vun ronn 70 Milliounen Euro ausgewisen. Laut dem PSC géif dee Sectors d'nächst Joer mat engem Sold vu knapp 200 Milliounen Euro ofschléissen an déi Joren duerno och weiderhin am Plus bleiwen.

Bei der Sécurité sociale gétt dëst Joer e Plus vun 900 Milliounen Euro erwaart. Dat ass änlech wéi 2021. D'nächst Joer géif dësen Iwwerschoss erofgoen, an zwar op 745 Milliounen Euro. D'Chifferen aus dem PSC entsprechen deenen aus dem Rapport vun der IGSS, déi de Minister Haagen, deen haut och hei ass, gëschter presentéiert huet. Se confirméieren, dass mëttelfristeg den Trend no ënne weist. Dat ass haaptsächlech doduerch ze erklären, dass den Emploi manner staark wüsst an d'Cotisationsen an Zukunft manner séier klamme wéi d'Depensen.

Wéi gesäit d'Bild dann elo fir de Gesamtstaat aus, wou d'Zuelen aus dem Zentralstaat, der Sécurité sociale an de Gemengen alleguete beieneekommen? Och hei stellt een als Alleréischt emol fest, dass eng staark Verbesserung am Joer 2021 war. D'ëffentlech Recettë klammen zesummen ëm bal 13 %, während d'Depensen ëm nëmnen 2,4 % gewuess sinn am Verglach mam Krisejoer 2020.

Duerch dee positive Schéiereffekt huet de Gesamtstaat d'lescht Joer mat engem Plus vu 650 Milliounen Euro respektiv plus 0,9 % vum PIB ofgeschloss. Dat ass dat bescht Resultat an der Eurozon.

Wéi ech scho virdrun erkläert hunn, wësse mer, dass et dëst Joer wäert ansicht sinn. Fir 2022 rechne mer am Gesamtstaat mat engem Minus vu knapp iwwer enger hallwer Milliard Euro. Schonn d'nächst Joer géif den Defizit erëm liicht ofgebaut ginn an da bis 2026 progressiv un den Equiliber erukommen.

Ech kommen elo op d'Staatsschold ze schwätzen. Déi negativ Auswirkung vum deene successive Krise spigele sech natierlech och um Niveau vun der Staatsschold erëm. Lëtzebuerg huet haut déi zweetniddregst Schold an Europa. Ouni de Krich an der Ukrain hätte mer an deenen nächste Joren d'Schold och weider progressiv eroffuere kënnen. Vu déi héich Depensen, déi eis hëllefen, duerch dës nei Kris ze kommen, wäert dat elo awer net méi esou séier méiglech sinn.

Esou wéi ech dat d'lescht Woch a menge Gespräicher zu Washington und ganz gutt feststelle konnt, ass Lëtzebuerg iwwregens net eleng an dëser Situatioun.

Ons Staatsschold wäert d'nächst Joer an absoluten Zuele bei 20,8 Milliarden Euro leien a bis 2026 op 23,7 Milliarden eropgoen. Dobäi d'äerf een awer net vergiessen, dass och eis Wirtschaftsleeschung all Joer

klëmmt, op iwwer 90 Milliarden am Joer 2026 laut Stater, soudass par rapport zum PIB d'Staatsschold sech iwwert déi ganz Period ronderëm 26 % stabilisierende wäert.

Domadder leie mer zu all Moment ënnert dem Plafong vun 30 %, déi am Regierungsprogramm festgehale sinn, a mir leien och wäit ënnert de 60 %, déi an den europäeschen Texter virgesi sinn.

Dat sinn iwwregens keng abstrakt Limiten, mee konkret Referenzen, un deene Lëtzebuerg och international gemooss gétt.

Nëmme wa mer d'Schold par rapport zum PIB weider am Grëff halen, kënnen mer dervunner ausgoen, dass d'Ratingsagencë Lëtzebuerg och an Zukunft den Triple-A mat stabiler Perspektiv confirméiere wäerten.

Ech wëll och dorobber hiweisen, dass d'Zäiten, an deenen d'Länner sech konnt zu negativen Zësen refinanzéieren, op en Enn komm sinn. Mir mussen eis also drop stellen, dass deen nächsten Emprunt, deen d'Tresorerie wäert ophuelen – an dat kéint nach virum Summer de Fall sinn –, erëm positiv Zësen wäert kaschten.

Ier ech dann zu menger Konklusioun kommen, wëilt ech Iech nach e puer Wuert iwwert den europäesche Kader soen.

D'Reegele vum Stabilitéitspakt sinn zënter 2020 ausgesat. Och fir 2022 gëllt weiderhin de Prinzip, dass d'EU-Memberstaaten alles solle maachen, fir d'Post-Covid-Relance ze stäipen.

Gläichzäitig lafen d'Gespräicher am Eurogrupp an och am ECOFIN, fir de Stabilitéitspakt ze reforméieren a besser op d'Defie vun 21. Joerhonnert unzepassen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt dës Beméiungen, fir d'Budgetsreegelen ze iwwerdenken.

Och op dësem Punkt huet de Krich den Echeancier total op d'Kopp gestallt. Éischtens ass et net kloer, ob d'Reegele fir 2023 weider sollen ausbleiwen. Zweetens gétt et bis elo nach keng konkret Reformproposen vun der Europäescher Kommissioun.

Lëtzebuerg bleift awer senger traditioneller Linn trei. Mir halen d'Reegele schon 2023 erëm komplett an, also vun deem Zäitpunkt un, wou de Stabilitéitspakt theoreetesche nees kéint spillen. Dat heescht konkret, dass de sougenannten „Objectif budgétaire à moyen terme“, den OMT, 2023 integral respektéiert gétt, esou wéi dat am Regierungsprogramm och virgesinn ass.

Ech wëll och ënnersträichen, dass duerch dës PSC den Niveau vum OMT nei fixéiert gétt, an zwar op 0 %. Lëtzebuerg huet sech dobäi, esou wéi d'Regierung dat och ëmmer gemaach huet, un dee Minimalwäert gehalen, deen d'Kommissioun virgerechent huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir hunn d'Pandemie nach net ganz hannert eis a mir hunn et gläichzäitig mat enger Rekordinflatoun a mat engem brutale Krich an Europa ze dinn. Doriwwer eraus d'äerfe mer d'Klimakris an déi gesellschaftlech Erausforderungen, och déi vun der Digitalisatioun zum Beispill, net vergiessen.

An esou enger Situatioun ass et fir mech als Finanzministesch wichteg, eng duerchduecht a responsabel Budgetpolitik ze maachen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Responsabel sinn, dat heescht, an dëser Situatioun net esou maachen, wéi wann alles beim Ale wär.

Maache mir eis näischt vir: Kee Mënsch ka soen, wéi et an den nächste Méint wäert weidergoen an der Ukrain a wat déi laangfristeg Konsequenze vun dësem brutale Krich wäerte sinn. Dofir brauche mer Spillraum.

Responsabel sinn, dat heescht, gewëssenhaft mat de Steiergelder ëmgoen, net dervunner ausgoen, dass d'Recetten an den Himmel wuessen, an oppassen, dass mir d'Depensen am Grëff behalen.

Responsabel sinn, dat heescht, derfir ze suergen, dass aus enger geopolitescher Kris net eng déif Wirtschaftskris gëtt. Dat heescht, déi néideg Mesuren huelen an Hëllef bereetstellen, fir d'Entreprisë kompetitiv ze halen an Aarbechtsplazen ofzesécheren. Dat ass extrem wichteg.

Responsabel sinn, dat heescht, de Mënsch an de Mëttelpunkt stellen, d'Kafkraaft erhalen, dat soziaalt Netz weider stärke mat cibléierten Hëllef, fir déi Leit ze ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen, genaous, wéi mer et och am Solidaritéitspak virgesinn hunn.

**Une voix** | Ganz gutt!

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Responsabel sinn, dat heescht fir mech virun allem, d'Zukunft virzereeden. Dofir hält d'Regierung och déi nächste Joren d'Investitiounen ganz héich, besonnesch am Beräich vun der digitaler a vun der grénger Transitioun, fir dass och laangfristeg, esou wéi de Programm et seet, d'Stabilitéit an d'Croissance zu Lëtzebuerg garantéiert sinn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci der Finanzministesch, der Madamm Yuriko Backes. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Finanzministesch.

A mir héieren elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, fir eis d'Presentatioun vum nationale Reformprogramm PNR ze maachen. Här Wirtschaftsminister Franz Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**Présentation du programme national de réforme (PNR)**

**M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéierten, et ass mer eng Freed, de Mëtten hei de PNR virzestellen, wat jo kee ganz lëschteng an digest Dokument ass. Ech hunn an der Chamberskommissioun gesot, dass et kee „Lustiges Taschenbuch“ ass, dat heescht, et ass net flott ze liesen, och net als Bettlektür, ausser et wëllt ee schnell aschlofen. Mee duerfir maachen ech Iech elo hei den Exposé a wann Der mer dann e bëssen nolauschtert, da braucht Der et och net ganz ze liesen, dann hutt Der e gudd Resümee dervunner.

*(Brouhaha et hilarité)*

Léif Deputéiert, ech brauch net vill ze soen iwwert d'Grosswetterlag an der Wirtschaft, d'Yuriko Backes huet dat scho gemaach, mee Dir wësst awer, dass mer – an dat ass och vill an der Tripartite thematiséiert ginn –, obwuel mer 2021 eng staark Croissance haten, ëm déi 7 %, wat jo och e Rebond war par rapport zu 2020, dem Joer vun der Pandemie an och en historesch niddrege Chômage hunn zurzäit mat 4,8 %, wat esou niddrege ass wéi säit 2008 net méi, trotzdeem ganz vill schwaarz Wolleken um Himmel hunn.

Mir hunn de 24. Februar mam Ausbroch vum Krich an der Ukrain ganz vill weider Incertituden an eiser Wirtschaft. Mir hunn Energiepräisser, déi nach eng Kéier méi staark an d'Luucht gaange sinn, wéi dat scho säit September 2021 de Fall war. Mir hu Liwwerketten, déi komplett ënnerbrach gi sinn. Mir hunn eng ganz Partie Matière-première, déi aus der Ukrain an aus Russland kommen, déi net méi erbäikommen: Metaller, Matière semi-produite, -finie, an esou weider. An alles dat bréngt mat sech, dass mer ganz vill Unsécherheet an och ganz vill Volatilitéit hunn. Duerfir ass et extrem

schwéier, haut virauszesoen, wéi d'Wirtschaft wäert evoluéieren iwwert déi nächst Méint an och nach méi schwéier fir virauszesoen, wéi dat iwwert déi nächst Joer wäert evoluéieren.

De Statec seet eis fir d'Joer eng Croissance virus vu just nach 1,4 %. D'nächst Joer ass scho bal wéi an enger Kristallbull liesen, mir schwätzen dann erëm vun enger méi héijer Croissance. Mee ech mengen, alles dat steet nach an de Stären. Do hänkt et ganz, ganz vill dervunner of, wéi dee Krich do wäert evoluéieren, wéi laang en dauert a wat fir eng Onsécherheeten an Disruptiounen en nach mat sech bréngt.

Dobäi kënnt och, dass d'Pandemie natierlech nach net fäerdeg ass. Dir gesitt alleguerten, wat de Moment a China amgaang ass ze passéiere mat Lockdownen, ganz staarke Lockdownen zu Shanghai, elo zu Beijing, déi eng ganz Stad betreffen an déi natierlech och ganz vill Konsequenze mat sech bréngen, net nëmmen, wat d'Produktioun ugeet a China, déi industriell Produktioun, awer och, wat d'dauerhaft Presenz vu westleche Betriber, iwwerhaapt d'westleche Presenz a China ugeet. An alles dat wäert natierlech och Konsequenzen hunn op d'Entwécklung vun dëser extreem wichteger Ekonomie a wäert natierlech och Repercussiounen hu fir eis hei an Europa.

Här President, vläicht e puer Wuert zum Kalenner, an hei gëtt et dann elo direkt schonn e bësse méi dréchen. Ech mengen, et ass awer wichteg, fir dat nach eng Kéier ze rappeléieren. Mir si jo hei am Semestre européen. Dat Ganzt fänkt un am November vun all Joer. Dat war d'lescht Joer och de Fall, wou d'Europäesche Kommissioun eng nei Editioun presentéiert huet vun hirem „Examen annuel de la croissance durable“, dee sech dann och an d'Kontinuitéit vun der Kommissioun hirer Strategie fir en dauerhafte Wuesstem ageschriwwen huet, deem 2020 eng éischte Kéier verëffentlecht gouf.

D'Kommissioun verfollegt hei véier grouss Prinzippien, wann et drëm geet, fir en dauerhafte Wuesstum an och eng dauerhaft Kompetitivitéit vun Europa ze erzielen. Dat ass éischstens d'Ëmweltnohaltegkeet, zweetens d'Produktivitéit, drëttes d'Equitéit, dat heescht u sech d'Gläichheet a véiertens déi makroekonomesch Stabilitéit. Déi véier Prinzippie spille mateneen, wa mer gären eng nohalteg Kompetitivitéit an eng nohalteg Entwécklung vun Europa hätten.

Et sinn natierlech och eng Rei Modifikatiounen am Semestre européen, déi doduerch kommen, dass mer no der Pandemie sinn, dat heescht, dass mer déi ganz Dimensioun vun der Facilité pour la reprise et la résilience dran hunn, wou d'Yuriko Backes jo och schonn drop agaangen ass, wat sech jo dann an de Länner duerch e Plan de résilience et de relance iwwerdréit. Dat ass am Häerz vum Next-Generation-EU, Europa sengem Plan de relance, fir aus der Pandemie erauszekommen. Bei eis wësst Der, dass dee Pak ëm déi 98 Milliounen Euro staark ass, an am Plan national de réforme ass en État des lieux, wou mer dru si mat der Ëmsetzung vun eisem Programme de reprise et de résilience.

An deem Paquet d'autome ass entre autres e Rapport iwwert de Mécanisme d'alerte. Dat ass e Rapport iwwert déi grouss makroekonomesch Desequiliberen, déi e Land méiglecherweis huet. An do huet d'Kommissioun eis u sech bezeit, dass mer um Ufank vun der Kris vu Covid-19 keng grouss makroekonomesch Desequiliberen hatten, dass mer awer trotzdem Risiken hunn a gesinn, déi liiert sinn un den héije Wuessstum vun de Präisser am Logement, an awer och déi héich Verschëldung vun de Menagé bei eis am Land. Dat si Risiken, wou se eis soen, dass se elo nach eng Kéier an d'Luucht gaange sinn. Dat heescht, dat sinn

also Saachen, op déi mer gutt oppasse mussen. An ech kommen och nach duerno bei deene verschiddene Politikfelder dorobber ze schwätzen. Et sinn also e puer Neiegkeeten, an dësem Semestre européen par rapport zu deem, wat Der vu vieregte Jore kennt. Dat huet, wéi gesot, mat der Pandemie ze dinn an dat huet eeben och mat deem Next-Generation-EU-Pak ze dinn.

Wat sinn déi Modifikatiounen? Maja, dat ass, wéi scho gesot, engersäits dee Rapport iwwert d'Plans nationaux pour la reprise et la résilience, deem elo agebaut ass an de Semestre européen. Dat sinn zweetens awer och eng Partie nei Saachen, déi dra sinn, besonnesch de Socle social, deem och elo am PNR mat dran ass, wou mer och mussen e Plang ausschaffen. An da wäert och de Kalenner sech e bësse verréckelen, well déi Recommandations par pays, déi mer vun der Kommissioun um Enn vum Semestre européen kréien, déi wäerten d'Joer eréischt Enn Mee kommen an net, wéi déi Jore virdrun, scho méi fréi am Joer, am Ufank vum Joer, mat de Recommandations par pays. Dat ass also no hanne verréckelt ginn.

Mir hunn also an dësem Semestre européen eppes gemaach, wat ech och gären hei wëll ënnersträichen, wat mer immens wichteg ass: Mir hunn e Sozialdialog organiséiert am Kontext vun dësem Semestre européen. Mir hate bis elo dräi Reuniounen mat de Sozialpartner a mir wäerten nach eng véiert Reunioun am Juni hunn.

Déi dräi Reuniounen, firwat hu mer dat gemaach? Majo, mir hunn et gemaach, well mer effektiv eng gewësse Frustratioun bei de Gewerkschaften an och beim Patronat gesinn hunn, well déi Recommandatiounen, déi se gemaach hunn, notamment am Kader vum Conseil économique et social, do hate se d'Impressioun, dass mer ni richtig drop agaange sinn. Dofir hu mer den 23. Februar d'Joer eng éischt Reunioun gemaach, fir de Kader eng Kéier ze presentéieren an och de Sozialpartner deem neie Kalenner eng Kéier virzustellen.

Dunn hu mer den 1. Abrëll 2022 eng zweet Reunioun gemaach, direkt no der Tripartite, an der Woch, wou mer u sech d'Tripartite ofgeschloss hatten, fir mat hinnen zesummen op déi Froen anzegoen, déi se a vergaangene Positiounen, a vergaangenen Exercicen à l'endroit vun der Regierung formuléiert hunn. Dat ass eng Reunioun, wou mir als Regierung eng Presentatioun gemaach hunn a wou d'Sozialpartner op déi verschidden Theeme mat hiren Observatiounen geäntwert hunn. An ech muss soen, dat war e ganz gudden Dialog, dat war eng gutt Diskussioun, wou d'Sozialpartner eis och gesot hunn, dass se der Meenung waren, dass se eescht geholl goufen. An déi Diskussioun fannt Der och erëm am PNR. Ganz am Ufank, direkt hannert der Introductioun, ass e Kapitel iwwert den Dialogue social, wou op e puer Säite resuméiert ass, wat do bei deene Gespräicher erauskomm ass.

Dunn hate mer elo nach dës Woch, also gëschter, eng drëtt Reunioun, wou mer hinnen och de PNR an de PSC kuerz presentéiert hunn an och erëm eng Kéier eng Diskussioun mat hinnen hatten.

A mir wäerten eng véiert Reunioun hunn am Juni, fir do eebe méi vorausschauend mat hinnen op d'Recommandatiounen vun der Kommissioun ze kucken, fir zesummen ze analyséieren, wat d'Kommissioun eis am Fong recommandéiert ze maachen, an dann eeben och do méiglecherweis méi prospektiv mat de Sozialpartner no gemeinsame Léisungen ze sichen oder fir gemeinsam Reformen e bëssen auszeloten.

Ech mengen, dat ass e Sozialdialog, dee seriö ass, deem also lieweg ass hei am Kontext vum Semestre européen. Ech mengen, dat ass och eng gutt Schabloun fir déi kommend Joren.

Wéi ass dee PNR do also opgebaut? Bon, wéi gesot, de PNR ass am Fong kee spannend Dokument an där Hisiicht, dass en nei Saachen diskutéiert. Et ass en Dokument, gradeso wéi de PSC, dat no hanne kuckt. Dat heescht, de PNR mécht de Bilan, an dofir huet e kee ganz gudden Numm. Do misst een och vläicht eng Kéier driwwer nodenken. De Programme national de réforme ass eppes, wat réckbléckend ass, wat u sech och eng Aart Reporting ass, e Rapport, deem een un d'Kommissioun mécht, fir der Kommissioun ze soen: „Dat heiten hu mer als Äntwert op Är Recommandatiounen vun deene vergaangene Joren gemaach.“An do ginn eng ganz Rei Saachen dran analyséiert.

Dat ass éischstens, wéi gesot, den État des lieux, de Reporting iwwert déi Projets de réforme oder Investissementsprojeten, déi am PRR stinn, déi 98 Milliounen, déi fir Lëtzebuerg am NextGenEU erausgespronge sinn. Dann zweetens och politesch Äntwerten op déi grouss ekonomesch a sozial Defie vu Lëtzebuerg. Drëtens eng Partie iwwert de Socle européen des droits sociaux. A véiertens en État des lieux iwwer eng Partie Objectifs de développement durable, ODDen. Dat si fénnef Objectifs de développement durable, déi mer hei zu Lëtzebuerg als ganz relevant gesinn hunn, vun deene 17, déi jo an der Agenda 2030 vun der UNO am Fong als Zilsetzung fir d'ganz Welt identifizéiert goufen.

Trotz der Pandemie an dem Krich an der Ukrain ass et esou, dass déi Recommandatiounen, déi 2019 bis 2021 gemaach goufen, nach ëmmer pertinent sinn.

Wat sinn also déi grouss Defien, déi mer gesinn an déi mer och am PNR dës Kéier thematiséiert hunn? Majo, dat sinn der am ganze 15 un der Zuel. Déi kann ech lech och kuerz enumeréieren.

Dat sinn:

1. déi laangfristeg Nohaltegkeet vun eisen öffentleche Finanzen, besonnesch vum Pensiounssystem, e ganz aktuell Thema am Claude Haagen sengem Rapport, deem e gëschter presentéiert huet,
  2. de Kampf géint déi aggressiv steierlech Planifikatioun,
  3. de Kampf géint de Blanchiment vu Geld a géint de Finanzement vun Terrorismus,
  4. d'Reduktioun vun den Obstakelen zu der Konkurrenz,
  5. en Investissement vun den Entrepreneuren,
  6. d'Innovatioun bei den Entrepreneuren,
  7. d'Digitalisatioun, besonnesch am Privatsecteur a bei den Entrepreneuren,
  8. déi progressiv Dekarboniséierung vun eiser Ekonomie
  9. den Transport an d'Mobilitéit,
  10. déi propper an effizient Energienotzung.
- An elo sinn ech amgaangen, mech ze verzielen:
11. d'Wunnengspolitik,
  12. d'Augmentatioun vum Taux d'emploi vun den eeleren Aarbechter,
  13. d'Attenuatioun vum Impakt vun der Kris op den Emploi,
  14. de Shortage vu Leit mat Kompetenzen, dat heescht, de ganzen Theemeberäich vun den Talenter,
  15. d'Resilienz vum Santéssystem, wou mer jo allegerde gesinn hunn an der Pandemie, wéi wichteg déi ass.

Ech géif elo gären op e puer Punkten méi am Detail agoen, déi mer och am PNR als Äntwerten op déi verschiddene Recommandatiounen do formuléiert hunn.

Deen éischte Punkt, dat ass dee vun der grénger Transitioun. Déi Haaptäntwert, déi mer do ginn, dat ass, dass mer am Fong e ganz héijen Invest an alles



maachen, wat Klima- an Ëmweltschutz ass. Mir gesinn, dass mer 24,2 % vun eiselem gesamtëffentlechen Invest fir 2022, also 765 Milliounen Euro, investéieren an de Klimaschutz an an de Schutz vun der Ëmwelt. Do sinn dräi Theemeberäicher besonnesch relevant.

Deen Éischten, dat ass alles, wat d'Mobilitéit an den nohaltegen Transport ugeet. Do kann een d'Strategie MoDu 2.0 nennen. Et kann een awer och de gratis ëffentlechen Transport nennen, dee säit dem 1. Mäerz 2020 en vigueur ass. Et kann een awer och de Projet de loi fir de Régime d'aide nennen, fir Entreprises ze incitéieren, elektresch Bornen an den Entreprises ze installéieren, nennen, a finalement och de Régime d'aide „Clever fueren“.

Deen zweete Sujet am Beräich vun der Transition verte, dat ass dee vun der progressiver Dekarbonisatioun vun der Economie. Hei hu mer mam Haut-Comité pour l'industrie en Aarbechtsgrupp, dee sech spezifesch mat deem Thema do befaasst, à savoir: Wéi dekarboniséiere mer eis Industrie an eis Economie au sens large? Do ass och eng Etüd amgaang, gemaach ze ginn, wéi dat ka vustattegoen an do gëtt eng Feuille de route nationale ausgeschafft, fir d'Dekarbonisatioun vun der Industrie manufacturière. Dat ass natierlech net nëmmen e Sujet fir Lëtzebuerg, mee e Sujet fir ganz Europa an och fir d'ganz Welt, wou mir eis natierlech och heiheem ganz kloer dermadder beschäftegen.

Dann ass et de Pacte climat pour entreprises, dee wäert kommen an eng Strategie fir d'Kreeslafwirtschaft, déi mer d'lescht Joer mam Energieminister an och mat der Ëmweltministesch virgestallt hunn, fir eeben hei zu Lëtzebuerg déi Kreeslafwirtschaft opzebauen an ewechzekomme vun där lineärer Economie, wou mer Saachen an der Produktioun verwenden, déi extreem ressourcenintensiv sinn a wou duerno alles am Endeffekt um Tipp lant. Mir wëssen, dass mer müssen dovunner ewechkommen a méi iwwer Kreesleef nodenken.

Den drëtten Punkt, dat ass dee vun der Produktioun vun erneierbaren Energien an och d'Notze vun deenen Energien. Do gëtt et véier Aktiounen, déi ee kann ervirsträchen. Dat ass éischtens d'Strategie hydrogène fir Lëtzebuerg, zweetens d'Verlängerung an d'Reorientierung vun Regimm PRIME House, drëtzens d'Révision à la hausse vun den Exigence fir d'Energieeffizienz vun de Gebaier an da schlussendlech och nach eng Partie Mesuren, déi am Kader vum Energiedësch geholl goufen.

En zweete Punkt, dee wichteg ass an där ganzer, an där duebeler Transitioun, an där mer ënnerwee sinn, dat ass dee vun der digitaler Transitioun. Och do sinn eng ganz Rei Saache geschitt. Mir hunn och do e ganz héijen Invest. 7,4 % vum totalen ëffentlechen Invest vum Land ginn an déi digital Transformatioun. Dat sinn 234 Milliounen Euro.

Hei kann een och eng Rei Saachen eraussträchen, obwuel mer do scho säit Joren amgaange sinn, och an der Suite vun der Rifkin-Strategie, wou mer jo eng ganz Digitalisatiounsinfrastruktur hei am Land opgebaut hunn, déi extreem performant ass. Mee do hu mer zum Beispill d'Programmer Fit 4 Innovation a Fit 4 Circularity vu Luxinnovation, déi d'Entreprises um Wee an d'Digitalisatioun an an d'Kreeslafwirtschaft begleeden.

Mir hunn awer och e Fong Digital Tech Fund, dee soll a Startuppen an an nei Entreprises investéieren am Beräich vun ICT. Dann hu mer d'Strategie „Ons Wirtschaft vu muer“, déi drop erausziilt, fir eng Datenökonomie opzebauen, mat allem, wat drunhänkt, och erëm eng Kéier mat Infrastruktur, awer natierlech och gekoppelt mat méi enger ëmweltfrëndlecher Economie.

Dann hu mer och eise Supercomputer, de MeluXina, deen d'lescht Joer an de Betrieb gaangen ass an deen an engem europäeschen Netz vu Supercomputeren dran ass, dem EuroHPC.

Mir hunn awer och eng Stratégie nationale pour très haut débit, ultra haut débit, 2021 bis 2025 fir elektresch Kommunikatiounen. An da sinn och do eng Partie europäesch Projeten, bei deene mer matmaachen. Dat ass éischtens den IPCEI-CIS. Do geet et drëm, eng europäesch Cloud opzebauen. Cloud-Edge Continuum an Europa, dat ass ee vun deene groussen industrielle Projeten, déi Europa elo opgesat huet, och als Äntwert op d'Pandemie.

Dann hu mer och de GAIA-X, do si mer derbäi. Do geet et jo drëm, no der Invalidatioun vum „privacy shield“ och eng nei Infrastruktur opzebauen, déi konform ass zum RGPD. Och do si mer Chef de file, zum Beispill an der Santé am Kontext vun deem Projet GAIA-X.

An dann huet déi digital Transformatioun natierlech och ganz vill mat Formatioun a mat Educatioun ze dinn. An do gesi mer, dass mer en neie BTS an der Cybersecritéit opgebaut hunn, awer och en Digital Learning Hub, wou mer an der Berufsbildung nei Weeër ginn an och do Formatiounen ubidden, fir d'Leit eebe fit ze maache fir digital Aarbechtsplazen.

En drëtten Punkt, deen ech kuerz wollt uschwätzen, dat ass de Logement. Logement ass natierlech och ëmmer en Dauerbrenner an all PNR. Dat ass ëmmer eng Recommendation vun der Europäescher Kommission. Mir schwätzen oft heibannen iwwer Logement, iwwert d'Logementspolitik, wéi mer dee komplexe Problem do kënnen léisen. Mir wëssen alleguerten, dass et do kee sougenannte „silver bullet“ gëtt, keng eng Lösung derzou, mee nawell sinn eng Partie Saachen an deem Beräich gemaach ginn, fir op déi Recommendationen vun der Kommission ze äntwerten.

Mir hunn zum Beispill d'Gesetz vum 25. Februar 1979 iwwert d'Logementshilfe reforméiert. Mir hunn awer trotzdeem och eng Rei nei abordabel Logements locatifs gemaach mat ëffentleche Promoteuren, mat grouse Projete wéi zu Kielen Elmen, zu Diddeleeng NeiSchmelz an och Wunne mat der Wooltz. Mir maachen Efforten am Beräich vun der Mobilisatioun vu Bauterrainen. Mir hunn och en neie Pacte Logement 2.0 mat de Gemengen. Mir maachen Efforte géint d'Spekulatioun an och, fir d'Transparenz vun de Präisser um Locatiounsmarché ze verbessern.

Dann hu mer e Fonds spécial fir de Soutien au développement du logement gemaach. Mir hunn eis Participatioun an der Gestion locative sociale eropgesat a schlussendlech hu mer och eng Refonte gemaach vum Gesetz iwwert de Bail à loyer.

Mir wëssen alleguerten, dass et domat net gedoen ass, dass mer alleguerten zesammen, Staat, Gemengen, privat Baupromoteuren, nach müssen Efforte maachen, fir an där Logementsproblematik do weiderzekommen.

Bei der Santé sinn och eng Rei Saache geschitt. Mir hunn zum Beispill e Plan national de santé gemaach, fir déi grouss Linnen ze fixéiere fir d'Evolutioun vum Santéssystem bis 2030.

Mir hunn en Observatoire de la santé, deen opgesat ginn ass. Mir hunn och eng Agence luxembourgeoise du médicament, déi hei bei eis amgaangen ass, geschaaft ze ginn, e laangjäreg Besoin. Mir sinn och ënnerwee an der Digitalisatioun vun eise Santéssystemer. An dat ass eng ganz spannend Intersectioun zwëschen der Santé an der Economie, wou mer gesinn, dass e ganz neit Feld entsteet, wou d'Patientendate gebraucht a benotzt kënnen gi fir méi eng personaliséiert a

méi eng performant Medezinn. Do si se an Däitschland ënnerwee mat deenen digitalen Apps, déi e bësse wéi Medikamenter fonctionéieren. An do gëtt et, wéi gesot, en extreem Potenzial, wou och elo zu Lëtzebuerg, mengen ech, all d'Acteuren alignéiert sinn, fir wierklech an déi Richtung do ze goen. Bei eis huet dat natierlech och e Boost kritt beim Suivi vun der Pandemie iwwert déi leschten zwee Joer, dat ass ganz kloer.

Dann hu mer och nach eng Partie zousätzlech Ressource mobiliséiert, fir e Plan d'action en cas de pandémie ze maachen. Mir hunn eng Centrale nationale d'achat et de logistique opgesat fir Ekipementer a Produiten am Beräich vun der Santé. Mir hunn och eng Refonte an eng Aktualiséierung vun de Missiounen an den Attributiounen vun de Santéprofessionellen an och eng Reform an der Formatioun vu Santéprofessionelle gemaach.

A schlussendlech dann e Projet, dee mer och ganz staark um Häerz läit, dat ass d'Kreatioun vun engem Campus, dee wierklech fir Technicien aus der Santé dedéiert ass. Dat ass de Campus HEAL, deen an e puer Joer zu Esch entstoe wäert.

E lescht Politikfeld, wat ech nach wollt hei ernimmen a kuerz drop agoen, dat ass dat vun der Educatioun a vun de Kompetenzen. Mir wëssen, dass, wa mer gär déi Economie bauen, déi mer amgaange sinn ze bauen, also eng, déi extreem innovativ ass, déi an d'Digitalisatioun geet, déi méi gréng a méi nohalte gëtt, wou et ëm ganz héich Valeurs ajoutées geet, da brauche mer staark Kompetenzen an da brauche mer och eng Educatioun, déi fonctionéiert.

Och do sinn eng Rei Reformen an deene leschte Joren geschitt, ugefaange mat der Diversifikatioun vun der Schouloff. Mir hunn eng Partie nei Parcours mat Sproochesektiounen, déi méi un déi ganz verschidde linguistesche Profiler hei bei eis am Land adaptéiert sinn. Mir hunn doriwwe eraus och deen traditionelle Schoulsystem reforméiert doduerch, dass mer méi an nei Sektione geschaf hunn, wéi zum Beispill déi nei Sektione N a P.

Mir hunn och nei Beruffsformatiounen agefouert mam Diplôme de technicien an dem Diplôme d'aptitude professionnelle, den DAP op Englesch.

Doriwwer eraus hu mer och en neie Cours Digital Sciences agefouert, dee säit September 2021 an all den ënneschte Klasse vum Secondaire classique a général agefouert gouf. Mir hunn och de Lifelong Learning relancéiert mat der Université populaire, déi sech un de Grand public adresséiert. A mir hunn och eng ganz Rei Mesuren am Kader vum Skills-Dësch, dee vum fréieren Aarbechtsminister zesumme mam Educatiounsminister lancéiert gouf, no där éischter Tripartite am Juli 2020, och schon als Äntwert op d'Pandemie an déi Kris, déi doraus entstanden ass. An do sinn zum Beispill déi Programmer Future Skills a Skills-Plang, déi doraus erauskamen.

Mir hunn awer och nach en neie Sockel an eiselem PNR, dat ass de Socle européen des droits sociaux. Do geet et u sech ëm e Plan d'action, deen nach an der Maach ass, deen nach net um Dësch läit, fir op déi dräi grouss Objektiv, déi d'EU sech fixéiert huet, ze äntwerten.

Dat heescht, dat ass éischtens en Taux d'emploi vun 78 % bis 2030. Mir wëssen, dass deen 2020 an der EU eréischt bei 71,7 % louch a bei eis bei 72,1 %.

Zweetens, den Taux de participation u Formatiounsaktivitéiten, wou en Taux vu 60 % cibléiert gëtt. Do si mer nach wäit vum Schoss. Dat waren 2016 an der EU 37 %. Do hu mer Efforten ze maachen.

An drëtzens dann d'Reduktioun vun deene Mënschen, déi vun Aarmut, Aarmutsrisiko oder sozialer Exklusiv

menacéiert sinn. Bei eis zu Lëtzebuerg sinn dat ëmmerhi fir 2019 nach 119.000 Leit, an an der EU 95 Milliounen. Do ass den Objektiv, fir dat ëm op d'mannst 15 Milliounen ze reduzéieren. Do ass, wéi gesot, um nationalen Niveau e Plan d'action, deen amgaang ass, ausgeschafft ze ginn. Eng éischt Versioun dovunner gétt et. Déi ass elo op Bréssel bei d'Europäesch Kommissioun geschéckt ginn. Do waarde mer eeben op de Retour, an dee misst awer an deenen nächste Méint dann och vum Aarbechtsminister kënne presentéiert ginn.

Do sinn awer elo schon eng Rei Saache geschitt. Ech géif do gären als Beispill d'Integratioun an d'Aarbechtswelt vu Leit soen, déi en Handicap hunn, déi verbessert ginn ass. Mir hunn natierlech och d'Indexéierung vum Kannergeld erëm agefouert, fir d'Kafkraaft vun de Famillje mat Kanner ze verbesseren. Mir hunn och d'Work-Life-Balance verbessert duerch d'Reform vum Congé parental a vum Congé de paternité, dee jo scho säit dem 1. Dezember 2016 en vigueur ass.

Mir hunn och d'Gläichheet tëschent Männer a Frae renforcéiert, zum Beispill duerch d'Gesetz vum 15. Dezember 2016. Do gétt et ëmmer nach Ongläichheeten. Och do muss mer nach weider dru schaffen, mee do ass awer och scho munches geschitt. An dann och d'Afëierung vun enger Couverture universelle de soins de santé, fir dass d'Leit, déi net kënnen affiliéiert oder koaffiliéiert ginn, och kënnen Accès op Prestatiounen vun der Assurance maladie mat konventionéierten Associatiounen kréien.

Als leschte Punkt, Här President, géif ech just nach gären op e puer Objectifs de développement durable agoen, déi och am PNR als besonnesch relevant fir Lëtzebuerg ervirgetrach ginn. Dat sinn der am ganze sechs un der Zuel.

Dat ass éischts den Objektiv 1: Pas de pauvreté. Och do gétt am PNR ganz kloer gewisen, wat fir eng Lacunne mer nach hunn, wou mer am europäesche Verglach viraus sinn a wou mer am europäesche Verglach e bëssen hannendrun hinken. Ech ginn elo net an den Detail, mee op deene sechs Punkte wëll ech awer e puer Beispiller gi vu Saachen, déi geschitt sinn iwwert déi leschte Joren.

Beim Objektiv 1, pas de pauvreté, kann een nach eng Kéier och de Congé parental nennen, wou d'Indemnitéit an d'Luucht gaangen ass, awer och d'Augmentatioun vum REVIS a vun der Allocation de vie chère souwéi d'Afëierung vun enger Primm Energie.

Dann hu mer den Objektiv 4, do geet et ëm eng Qualitéitseducatioun. Nach eng Kéier, d'Diversifikatioun vun der Schouloff, d'Initiativ Staark Kanner, awer och den Développement vun der Université populaire fir de Lifelong Learning kënnen op deem Punkt als Beispill genannt ginn.

Dann hu mer den Objektiv 7, dat ass Énergie propre et d'un coût abordable. Hei och nach eng Kéier, déi méi héich Ufuerderungen un d'Energieeffizienz bei de Gebaier vum 1. Januar 2023 u fir all nei Konstruktione, dat ass ee Punkt, dee mer do gemaach hunn, an dann och eng Stratégie hydrogène fir d'Dekarboniséierung vun eiser Industrie.

Den Objektiv 8, travail décent et croissance économique, do maache mer weiderhin och eng Diversifikatiounspolitik vun eiser Economie. Mir hunn natierlech eng ganz staark Finanzplaz. Mir hunn och soss eng gutt diversifiéiert Economie, mee mir mussen weiderhin un eise Businessmodell schaffen. Mir mussen eis konstant iwwerleeën, a wat fir eng Richtung mer eis wëllen hin orientéieren, och en vue vun deene grousse Tendenzen, déi mer hunn. Do hu mer eng ganz Rei Strategien, déi an deene verschiddene Ministèren ausgeschafft ginn. A mir hunn elo mat Luxembourg

Stratégie eng Direktioun an der Economie, déi sech ëm d'Prospektive bekëmmert mat all deenen anere Ministèren zesummen, an déi probéiert ze verstoen, wéi mer eis och kënne méi laangfristeg opstellen, fir eng gutt a performant Economie ze hunn.

Dann hu mer d'Mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention des accidents du travail, d'„Vision Zéro“.

Beim Objektiv 9 geet et ëm Industrie, innovation et infrastructure. Do kann een als Beispill de Régime d'aide financière „Clever fueren“ nennen. Et kann een awer och déi pluriannuell Konventiounen nenne fir d'Universitéit, eis Centres de recherche an de Fonds national de recherche. Dat sinn déi Contrats de performance, déi do gemaach ginn.

An da schlussendlech den Objektiv 13, Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques. Do hu mer u sech eis Adaptatiounsstrategie fir de Klimawandel vu Juni 2022 u revidéiert. Mir hunn och nach eng Kéier d'Strategie Modu 2.0 an deem Beräich a mir maachen am Kader vum Klimagesetz och en Accompagnement vu berodende Gremie vun där ganzer Strategie.

Voilà, Här President, ech mengen, dat ass, wéi gesot, e bëssen en Taux d'horizon iwwert de PNR, bei deem mer no hanne gekuckt hunn, wat alles gemaach ginn ass. An natierlech, mat all deenen Defien, déi mer hunn, an deem Ëmfeld, an deem mer dra sinn, wat extreem komplizéiert ass, woubäi mer eis natierlech och baséieren op déi Zuelen aus dem PSC, kënne mer eis net ausrouen a mer mussen konstant weiderschaffen an all deene verschiddene Beräicher, fir déi Problemer ze léisen, déi mer weiderhin nach hunn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot Merci a ginn him Akt vu senger Deklaratioun.

Muer de Moien um 9.00 Auer féiert d'Chamber eng Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstemsprogramm PSC an iwwert den nationale Reformprogramm PNR.

## 6. Question élargie n° 139 de M. Laurent Mosar au sujet des difficultés en matière d'ouverture de comptes en banque professionnels rencontrées par des ressortissants de pays tiers résidant au Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiterter Fro Nummer 139 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Schwieregkeeten, déi Drëttlänner a Staatsbierger hunn, fir e professionelle Bankkonto opzemaachen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Finanzministesch, de Sujet vun haut, d'Bankkonten, ass een, dee schon e puermol eis Finanzkommissioun beschäftigt huet. Mir haten do och eng Entrevue, op déi ech nach ze schwätze kommen, mam President vun der ABBL. Loosst mech awer vläicht als Introductioun zwee, dräi Wieder soen, wat d'Problematik ugeet.

Fir d'alleréisch, mengen ech, an dat brauch ech eigentlech net ze widerhuelen, ass d'Recht, e Kont opzemaachen an e Kont ze hunn, e Mënscherecht, an dat muss eigentlech all Bierger accordéiert kréien, egal aus wat fir engem Land dee Bierger och hierkënn.

Et ass awer elo esou, dass eng ganz Rei vu Bierger, awer net nëmme Bierger, och Entreprises, déi ganz besonnesch aus Drëttlänner kommen, dat heescht

Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun, immens Schwieregkeeten hunn, fir iwwerhaupt nach e Kont opgemaach ze kréien. Do geet et notament ëm – fir déi vläicht elo mol fir d'alleréisch elo ze nennen – Leit, déi hei de Flüchtlingsstatut froen an och kréien, déi aus Drëttlänner kommen, wou et quasi onméiglech ass fir déi Leit, fir iwwerhaupt e Kont opgemaach ze kréien. Mee net nëmme déi dote Leit, och ganz vill einfach Bierger, déi aus Drëttlänner heihinner kommen an déi wëllen Aktivitéiten developéieren, hunn déi selwecht Problemer.

Och ONGen, déi mat Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun – an dat si jo déi Länner – zesummeschaffen, hunn effektiv enorm Problemer, fir Konten a fir Virementen an déi Länner ze maachen. An dat alles ass natierlech net am Interessi vun de Bierger, mee et ass och net am Interessi vun eise Land; – an ech schwätzen emol hei guer net vun der Finanzplaz, ech schwätzen einfach vun eise Land –, wann et esou vill Problemer gétt, fir einfach nëmme en normaalt Mënscherecht auszeüben, an dat ass eeben dat, fir e Kont opzemaachen.

Elo ass et esou, dass mir den Här President vun der ABBL während quasi annerhallwer Stonn bei eis an der Finanzkommissioun haten. An ech wëll Iech dat net am Detail nach eng Kéier hei resuméieren. Ech wëll just soen, dass den Här Hoffmann all déi Bedenken, déi ech Iech elo hei gesot hunn, 100%eg confirméiert huet. Dat heescht, déi Suergen, déi mir hei hunn, ginn integral och vun der Associatioun vun de Banquiere gedeelt.

An en huet eis zum Beispill do gesot, an dat musst Der Iech virstellen – ech ginn dat da vläicht och Iech all-eguerten als Beispill –: Dir kritt all Mount Är Pai vun der Chamber ausbezuelt, a wann Der déi Pai dann op Äre Kont kritt, géift Der déi vläicht gären op en anere Kont iwwerweisen. Déi Transaktiounen mussen am Detail nogepréift ginn um Niveau vum Blanchiment, woubäi null Gefor ass. Wann eng Chamber – ech gesinn elo den Här Arendt hei viru mer setzen –, dem Här Arendt seng Pai iwwerweist a wann den Här Arendt déi op en anere Kont iwwerweist, muss dat um Niveau vum Blanchiment gekuckt ginn. Ech kann Iech just soen: Dat ass jo de Wansinn! Dat ass jo wierklech de Wansinn! An esou Beispiller huet den Här Hoffmann, senges Zeechens, wéi gesot, President vun der ABBL, eis do ginn.

Duerfir wollt ech Iech eng Rei vu Froen dozou stellen, Madamm Finanzministesch. Fir d'alleréisch: Sidd Dir Iech där Thematik bewusst a wéi gesitt Der se? Ech wëll och vläicht do soen, dass Äre Virgänger an enger vu senge leschten exzellenten Interventiounen d'ailleurs selwer gesot huet, hie wär sech der Thematik bewusst an dat wär eppes, wou onbedéngt eppes misst ënnerholl ginn.

Zweetens: Wat gedenkt Dir an d'Regierung selwer do ze maachen, fir dass d'Leit hiert Mënscherecht kënnen ausüben an e Kont kënnen opmaachen?

Drëttens: Sidd Der net der Meinung, dass d'Gesetz vum 13. Juni 2017, dat a sech op där enger Säit eng Obligatioun fir d'Banquiere virgesäit, fir de Leit e Bankkonto opzemaachen, dat awer gläichzäitig hannendru seet, dass, wann awer och nëmme dee geréngste Risk besteet, se dat net mussen maachen, dass een deen Artikel emol eng Kéier op de Leescht misst huelen? Well da kréie mer och gesot, dass déi meeschte Banken dann, wann, ech soen elo einfach, e Staatsbierger aus der Ukrain zum Beispill heihikënn an e Kont wëllt opmaachen an do nëmme dee geréngste Risiko besteet, dee Kont net opmaachen. Duerfir, sidd Dir net der Meinung, dass mer wierklech eng Kéier dat Gesetz do missten op de Leescht huelen?

An dann, véiert Fro. Déi ganz Mesuren hunn natierlech mam Blanchiment ze dinn, an ech hunn dat



schonn e puermol hei op dëser Tribün gesot. Mir sinn amgaang, an ech soen net mir, mee Bréissel, einfach eng Iwwerreglementatioun vum esou Dispositiounen ze maachen. An haaptsächlech ass d'EU amgaangen, e Wee ze goen, deen d'OECD net matgeet, mam Resultat, datt ëmmer méi Leit iwwerhaupt net méi hei op Lëtzebuerg kommen, fir Aktivitéiten ze maachen. Mee déi gi muer vill léiwier op London, fir do hir Aktivitéit ze maachen, well do hu se déi ganz Contrainten net.

An duerfir, an dat ass da meng lescht Fro, Madamm Minister: Misst Dir an och d'Regierung do net emol eng Kéier mat der Fauscht op den Dësch schloe fir ze soen, datt een zu Bréissel – mat allem Respekt, a mir si vollkommen d'accord, datt ee géint de Blanchiment virgeet – emol erëm eng Kéier op de Buedem vun der Realitéit zrëckkomme soll?

Merci fir Är Äntwerten.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

**Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | Merci dem honorabelen Deputéierte fir dës Froen. Dat schéngt mer e ganz wichtege Sujet. Ech sinn elo nei an dësem Job säit e puer Wochen, soudass ech dat dann och decouvrieren a ganz seriö huelen.

Dat heescht, ech hu mech och elo e bësse renseignéiert a probéieren, déi ganz Problematik do ze verstoen.

Dat Éischt, wat ech awer dann heizou wëll soen opgrond vun deenen Informatiounen, déi ech hunn, ass, dass eis weeder vun der Säit vun der CSSF nach vun der ABBL iergendwellech Indicateuren oder Informatiounen virleien, déi géife bestätegen, dass d'CSSF d'Reegele géif méi streng oder anescht uwenne wéi hir Homologen an anere Länner.

Ech hat och d'Chance, fir de Moien op der Assemblée générale vun der ABBL ze sinn an ech hunn d'Hierarchie dorop ugeschwat, déi mer am Fong e bësse voire carrement eppes aneres gesot huet wéi dat, wat Dir hei sot, dass si gesot hätten.

Dofir, bon, ech mengen, dat muss een da vläicht e bëssen approfondéieren. Mee op Basis vun deenen Informatiounen, déi mir elo zur Verfügung stinn, géif ech Iech da gären e bësse soen, wéi mer dat vun eiser Säit aus gesinn. Dat schléisst awer natierlech net aus, dass mer weider iwwert dees Sujet schwätzen, deen ech natierlech ganz enk wäert suivéieren an am Detail wäert weiderstudéieren.

Just eng Saach, ier ech da vläicht e bësse méi an den Detail ginn, wat déi konkret Problematik elo vun Ouverture vu Konten ugeet. Esou huet d'CSSF zwëscht 2017 an 2021 just zwou Reklamatiounen kritt zum Sujet Accès op e Bankkonto fir Leit aus Drëttlänner, déi eng professionell Aktivitéit wëlle lancéieren.

Mee erlaabt mer dann, e bësse méi op den Detail an och – ech probéieren et op alle Fall – op Är Froen dann anzegoen.

D'Banken hunn eng ganz Rei Obligatiounen, un déi se sech hale mussen, wa se engem Client e Kont opmaachen. Dat wësse mer. Dozou gehéieren d'Identifikatioun vum Client, d'Originne vun de Fongen an och eng Evaluatioun vun de clientspezifische Risiken an der Natur vun de Relations d'affaires.

Dës Reegele gi souwuel EU-wäit festgeluecht, notament iwwert déi europäesch Antiblanchimentsdirektiv – Dir hutt se och mentionéiert –, wéi och um internationalen Niveau. Dat bezitt sech dann op d'Recommandatiounen vum GAFI. Da gëtt et och d'Ligne

directrice vun der europäescher Bankenautoritéit, dat ass d'EBA.

Dëse Kader gëtt zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner ugewannt an et ass och kee sougenannte „goldplating“ gemaach gi bei der Ëmsetzung vun den entsprechenden Direktiven an internationale Recommendations enner eiser nationaler Gesetzgebung. Ech mengen, déi kennt Dir jo och ganz gutt.

Souwuel d'Banke selwer wéi och d'CSSF, déi zoustänneg ass fir d'Ëmsetzung vun dëse Reegelen, hale sech also un de gemeinsamen internationale Kader, deen dann och tel quel zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn ass.

Et ass sécherlech richtig, dass dëse Kader souwuel op EU- wéi op internationalem Niveau iwwert déi lescht Joren ëmmer weider verstärkt ginn ass – Dir hutt et och mentionéiert –, dat och zum Deel als Äntwert op relativ héich mediatiséiert Skandalen a verschiddene Länner, awer och, fir op déi nei Risikoe vu Blanchiment oder Finanzement vun Terrorismus eeben anzegoen a fir déi en compte ze huelen.

Dës Entwécklungen, notament de méi strikte regulatoresche Kader, hunn natierlech och en Impakt op de Risikoappetit, wann een dat esou kann nennen, vun eenzele Banken oder vu Bankgruppen. Mee dëst ass eng méi generell Tendenz an ass sécherlech net op eng méi strikt Ëmsetzung oder Applikatioun vun de Reegelen hei zu Lëtzebuerg zrëckzuführen.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass d'Ligne directrice vun der EBA, un déi sech d'Banken hei zu Lëtzebuerg mussen halen, keen Ënnerschied mécht zwëscht de Konsumenten a professionelle Clienten. D'Banken ënnerleien hei deene selwechten Obligatiounen.

Konkret heescht dat, dass d'Akzeptatioun vun engem Client an domadder d'Ouverture vun engem Kont vun der Evaluatioun ofhänkt, déi d'Bank mécht zum jeeweilege Blanchimentrisiko vum Client oder der Relation d'affaires. Dozou gehéieren natierlech och potenziell geografesch Risiken.

Bei der Ouverture vu Bankkonten kënnt nieft de Reegelen, un déi sech all Bank hale muss, awer och nach den individuelle Risikoappetit vun eenzele Banken an d'Spill a virun allem hir Politique commerciale.

Et ass net um Finanzminister, wéi Der Iech kënnt virstellen, sech an d'kommerziell Strategie vun de Banken anzemeschen an an hir Gestoun vum de Risiken anzegräifen. Hei huet effektiv all Haus seng eege Politik.

Wann eng Bank d'Evaluatioun vum Client gemaach huet, egal ob et sech hei ëm e Lëtzeburger oder ëm en Netlëtzeburger handelt, a séchergestallt huet, dass de Client och richtig identifizéiert ginn ass an dass d'Originne vun de Fongen dann net suspekt ass, ass et eleng d'Decisioun vun der Bank, ob se dësem Client e Kont wëll opmaachen oder net.

Et ass och wichtig ze präziséieren, dass dat net heescht, dass eng Bank kee Risiko dierf agoen, mee si muss potenziell Risiken eeben identifizéieren, zum Beispill wann e Client aus engem Héichrisikoland kënnt oder Geschäfte an esou engem Land huet an dës Risiken deementspreechend dann och encadréiere muss respektiv mitigéiere muss, zum Beispill duerch méi reegelméisseg an déifgräifend Kontrollen. Dëst ass natierlech och e Käschtepunkt fir d'Banken.

Wat d'Activité professionnelle ugeet, esou kommen do natierlech och eng ganz Rei aner Krittären derbäi. Hei froen d'Banken och zum Beispill no engem Businessplan, en Iwwerbléck iwwert d'Fluxen duerch professionell Aktivitéiten, déi op e Kont kommen oder nees erausginn, wann et sech ëm e Kont handelt, dee fir eng Firma opgemaach gëtt, wien eventuell d'Aktiönäre sinn an esou weider an esou weider.

Och hei gëllen also d'Liberté contractuelle an d'kommerziell Strategie vun der Bank, et si weeder d'CSSF nach de Finanzministère, déi hei intervenéieren. D'Clienté selwer sinn natierlech fräi, och no anere Banken ze kucken. Hei spillt natierlech d'Logik vum fräie Maart a vun der Konkurrenz, wat och eng gutt Saach ass, mengen ech.

Wéi scho gesot: Eis leien elo keng objektiv Krittäre vir, déi an iergendenger Form géife beleieën, dass d'CSSF méi strikt wier wéi d'Regulateuren an anere Länner. Mee generell wéilt ech awer och de Punkt maachen, dass et net zillféierend ass ze probéieren, de Verglach ze maachen zwëscht der Lëtzeburger internationaler Finanzplaz a vläicht eisen Nopeschlänner, déi am Bankesektor eeben och haaptsächlech hiren eegene Marché domestique viséieren.

En gros sinn d'Banken zu Lëtzebuerg aktiv am Fongebereich, notament an der Banque dépositaire, natierlech och am Corporate Banking an an der Banque privée. Dës Banke maachen am Prinzip keng Konten op fir einzel Leit, ausser eeben am Kontext vum Private Banking an och net fir Leit, déi eng Entreprise lancéieren. Dat ass eeben de jeeweilege Banken hire Choix an enger fräier Maartwirtschaft.

De facto gëtt et also just eng Handvoll Banken zu Lëtzebuerg, déi am Segment vun der Banque de détail an der Banque commerciale aktiv sinn, wou een iwwerhaupt kann dann e Kont opmaachen.

Déi meescht Banken hei zu Lëtzebuerg sinn also éischter fir institutionell Clienten a si virun allem international aktiv, an dës Situatioun ass an deem Sënn net wierklech vergläichbar mat där an eisen Nopeschlänner.

Derbäi kënnt och, bis op e puer rar Ausnamen, dass praktesch all d'Banken hei zu Lëtzebuerg och zu engem internationaler Grupp gehéieren. Ganz oft ass et hei de Grupp, dee souwuel d'Politique commerciale wéi och de Risikoappetit vu sengen Entitéiten zu Lëtzebuerg festleet.

Contrairement zu eisen Nopeschlänner hunn d'Banken dagdeeglech mat Netresidenten als Clienten ze dinn, mee och mat Residenten aus Drëttlänner. Eebe grad well Lëtzebuerg eng internationaler Finanzplaz ass, si sech d'Banken zu Lëtzebuerg wierklech hirer Responsabilitéit och besonnesch bewosst. Lëtzebuerg steet als internationaler Finanzplaz dofir eventuell och vill méi ënner Opsicht oder Beobachtung wéi Länner, déi vill manner international och exposéiert sinn, wat hire Finanzsektor ugeet.

Wat d'Ëmsetzung vun europäeschen an internationale Reegelerwierker wéi dem Antiblanchementsgesetz ugeet, ass sech Lëtzebuerg senger Responsabilitéit als internationaler Finanzplaz natierlech ganz bewosst. Ech mengen, et geet hei wierklech schlussendlech och ëm d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz.

D'Gesetz iwwert d'Comptes de paiement huet trei eng europäesch Direktiv an nationaalt Recht ëmgesat. Dëst Gesetz, wéi Der och gesot hutt, garantéiert am Prinzip all Konsument, dee legal an der EU resident ass, e Recht op e Basiskonto. D'europäesch Direktiv gesäit awer och eng Rei Fäll vir, an deene Banke kënnen respektiv och mussen d'Demande fir e Basiskonto refuséieren. Dat gëtt et och, notament, wann d'Ouverture oder de Fonctionnement vun engem Kont géint d'Antiblanchementsreglementatioun géif verstoussen. Dëst ass dann och esou am Gesetz iwwerhol ginn a muss dofir och vun de Banken agehale ginn.

Bon, ech verschléisse mech elo awer och net, fir dann op Är Fro zrëckzekommen, fir am Kader vun enger Iwwerschaffung vun der europäescher Direktiv um EU-Niveau dëse Volet nach eng Kéier op de Leescht ze

huelen. An ech mengen, an deem Sënn kommen ech dann och ganz gäre weider a bleiwen dann och mat Iech an der Chamberskommissioun am Gespréich.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Finanzministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Jo, merci fir d'éischt fir all déi interessant Informatiounen vun der Madamm Ministesch, déi mer awer op zwou trotzdeem weesentlech Froen nach net geäntwert huet. An duerfir muss ech déi awer nach eng Kéier reiteréieren.

Madamm Minister, et ass eigentlech net e Problem vun der CSSF, et ass wierklech e Problem vum Gesetz vum 13. Juni 2017. An erlaabt mer vläicht, well ech dat awer net kann akzeptéieren, datt et e bëssen elo duergestallt ginn ass, wéi wann dat, wat ech hei gesot hunn, net esou um Niveau vun der ABBL gesot gi wier. Ech zitéieren hei den Här Guy Hoffmann. Ech liesen Iech déi Sätz awer vir, well se net onwichtig sinn.

Den Här Guy Hoffmann seet also iwwert dat Gesetz vum 13. Juni 2017: „La loi stipule cependant que les établissements concernés peuvent rejeter une demande d'ouverture de compte de paiement de base lorsque l'ouverture ou le fonctionnement d'un tel compte entraînerait une violation de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.“ An dann, an dat ass dee wichtege Saz: „Cette disposition incite les établissements à orienter leur politique commerciale vers une prise de risque minimale, voire nulle.“

Dat heescht, d'Banken interpretéieren dat Gesetz esou, datt wa quasiment nëmmen e minimalen Doute vun engem Risk besteet, de Kont net opgemaach gëtt. An do kann d'CSSF strictement näischt maachen. D'CSSF mécht e super Job, mee hei ass wierklech e Problem um Niveau vum Gesetz.

An duerfir nach eng Kéier meng Fro, Madamm Minister: Misste mer net awer wierklech eng Kéier dat dote Gesetz op de Leescht huelen? An ech hu mer dat och am Ausland ugekuckt. Dat ass keng Transpositioun vun enger Direktiv. Dat ass esou libelléiert, an dat féiert eeben derzou, datt dat de Moment e ganz problematesche Punkt ass. Dat ass also déi éischt Fro, déi ech nach eng Kéier gär beäntwert hätt.

Déi zweet Fro hutt Der mer och net beäntwert.

*(Interruption par la présidence)*

Dat eent sinn d'Ouverture vun de Konten. Dat Zweet ass awer, datt Transaktiounen, bei deenen awer emol net en Debut vu Blanchiment ka sinn, müssen eng ganz Rei vu Kontrollen duerchlafen, déi nun null Sënn maachen.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci, Här Mosar. Ech wëll Iech drop opmierksam maachen, datt mer an enger Prozedur sinn, wou de Froesteller fënnf Minutten huet. Dir hat scho siwe Minutte gebraucht, fir d'Haaptfro ze stellen an dann nach eng Kéier dräi Minutte bal hannendrun.

**M. Laurent Mosar (CSV)** | Dir wësst, datt schonn d'Haaptfro méi laang ass, Här President, an zousätzlech ...

**M. Fernand Etgen, Président** | Eeben. Dir musst Iech dorunner gewinnen, d'Reglement anzehalen. An domadder ginn ech d'Wuert erëm eng Kéier zrëck un d'Madamm Finanzministesch.

*(Interruption)*

**Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances** | Merci. Bon, also wéi gesot, mir kënnen weider gären doriwwer

schwätzen. Ech mengen, dat, wat ech Iech ka soen, ass, dass d'Reegelen iwwerall déi selwecht sinn. Dat heescht, d'Banke mussen sech un den EU-Kader halen. Mir kënnen gären an der Cofibu iwwert déi Saache méi am Detail weiderschwätzen. Dir wësst, ech stinn Iech do ëmmer zur Verfügung. Wat d'Ouverture vu Bankkonten ugeet, dat ass eng Saach vu Risikoappetit a vun der Politique commerciale vun de Banken. Do gräife mir net an.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci der Madamm Finanzministesch.

## 7. 7654 – Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2017 relative aux emballages et aux déchets d'emballages

### 7656 – Projet de loi relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement

#### 7659 – Projet de loi modifiant :

1<sup>o</sup> la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

2<sup>o</sup> la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

### 7699 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008

a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs

b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

### 7701 – Projet de loi relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques

Mir kommen elo zu de Projets de loi 7654, 7656, 7659, 7699 a 7701, enger Rei Projeten iwwert den Offall. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dese Projet-de-loien, den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapports de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Här Émweltminister, mat de fënnf neien Offallgesetz laude mer hei zu Lëtzebuerg e Paradigmewiessel an. Onsen Émgang mat de Ressourcë gëtt grondleeënd geännert. Den Offall gëtt eng Ressource, déi net verluer geet, mee erëm benotzt, reparéiert a recycéliert gëtt, fir eng nei Verwendung ze kréien. Lëtzebuerg geet eraus aus der Wegwerfgesellschaft, eran an d'Kreeslafwirtschaft. Duerch Offallvermeidung a Reduzéierung respektiv Erëmnutzung schützen mir ons Ressourcen, d'Natur an de Klima.

A wat bis elo vill Verantwortung war, déi op de Schëllere vun de Bierger louch, dat gëtt elo mat deem Gesetzepak, bei deem mer héich Ziler hunn a vill Mesuren hunn, op alleguerten d'Acteure verdeelt: de

Staat, d'Gemengen, d'Ekonomie. An esou ginn d'Wei-che gestallt fir en „Null-Offall-Lëtzebuerg“.

Onnëtz Verpackungen a Produite verschwanne lues a lues, zum Beispill d'Verpackunge vu frësche Friichten a Geméis. Offallfräi Restauratioun a Fester ginn d'Reegel. Becheren, Besteck, Telleren, Fläschchen a Béchsen, déi just emol benotzt ginn, gi lues a lues duerch Produiten ersat, déi méi dacks benotzt kënnen ginn.

D'Produzenten an de Commerce ginn an d'Responsabilitéit geholl. Offallvermeidung gëtt esou méi kamoud. D'Dreckstippe müssen 2030 zougemaach ginn. Iwwerflësseg Reklammen a Mikroplastik an der Kosmetik gi verbueden. D'Strofe vum Littering ginn erhéicht.

D'Ressourcëverschwendung an d'Naturverschmutzung ginn also net toleréiert. An d'Ressourcenzentere ginn ausgebaut a fir all d'Bierger gëtt recycéliéieren elo nach méi einfach, an dat just fir e puer Beispiller aus desen Offallgesetzter ze nennen.

Och wann d'Offallproduktioun zu Lëtzebuerg an de leschte Joren zrëckgaangen ass, esou leie mer ëmmer nach wäit iwwert der europäescher Moyenne mat 14,8 Tonnen Offall pro Kapp am Joer 2018. 42,3 Kilo Verpackungsoffall aus Plastik pro Kapp d'Joer hu mer zu Lëtzebuerg. An aus der Reschtoffallanalys vun 2018 an 2019 geet ervir, dass et zu Lëtzebuerg och nach vill Potenzial fir de Recycling gëtt, well an der groer Poubelle zu deem Moment nach 32 % organeschen Offall war, 18 % Pabeier respektiv Carton a 17 % Plastik.

Grad Lëtzebuerg huet also eng grouss Responsabilitéit, fir am Offalldossier Ambitioun, Courage an Innovatioun ze weisen. A genau dat maache mer mat deenen heiten Texter.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, d'Grundlag fir d'Gesetzter ass den europäesche Pak aus dem Joer 2018 vun den Direktiven an de Beräicher Kreeslafwirtschaft an Offall, fir d'Offallgestioun méi nohalteg an effizient ze gestalten, méi Ressourcëschutz ze maachen an d'Transitioun op d'Kreeslafwirtschaft anze-lauden.

Et geet hei drëms, méi ambitiéis ze sinn, fir prioritär all Produktioun vun Decheten ze vermeiden, also a Richtung null Offall ze goen, fir d'Hierarchie vun den Decheten ze applizéieren, also d'Responsabilitéit élargie vun de Produzenten, de Reemploi, d'Reutilisatioun, d'Preventioun, d'Valorisatioun, d'Collecte séparée an eng héich Qualitéit vum Recycling.

Et geet ëm Objektiv, et geet ëm Mesuren an et geet ëm Investissementer. Et geet drëms, fir en effikassen Tri ze offréieren a fir eng kohärent Kompetenzenopdeeling tëscht dem öffentlechen an dem private Secteur ze hunn.

An och am Regierungsprogramm war d'Elaboratioun vun enger Null-Offall-Strategie virgesinn, an den Émweltministère huet doropshin am Joer 2019 eng breet a participativ Approche am Virfeld vun der Elaboratioun vun der Strategie an den Null-Offall-Gesetzter gewielt mat sechs Workshoppe fir de Grand public an techneschen Ateliere fir d'Gemengen, d'Syndikater, d'professionell Federatiounen, d'Organismen, d'Büroen an esou weider.

Ech erënneren dann och nach eng Kéier drun, dass mer hei an der Chamber mat enger Petitioun, fir Plastikoffall ze reduzéieren, befaasst waren an dass mir och eng Orientéierungsdebat iwwer null Offall am Mee 2019 haten, déi op meng Initiativ zrëckgaangen ass.

Do gouf och unanime eng Motioun vu mir ugehall, an där d'Regierung ënner anerem derzou operuff



gouf, fir dass Lëtzebuerg en europäesche Virreider ass an der Preventioun, der Gestiou vun den Offäll, fir a Richtung „zero waste“ ze goen, fir ambitiéis an effikass Mesuren ze formuléieren an och méi wäit wéi d'Direktiven ze goen, notament am Beräich vun der Reduktioun vun de Verpackungen, fir d'Produzenten ze responsabiliséieren, fir a Richtung vu reutilisabelen a consignéierte Behälter a Flaschen ze goen, fir méi Centres de tri ze schafen an ze kucken, dass d'Collecte séparée och op verschidde Plazen ugebuede gëtt, also och an de Residenzen de Porte-à-porte, fir de Bierger e bessere Service ze offréieren.

D'Gesetzter baséieren also op europäeschen Direktiven, dem nationale Plang fir d'Gestiou vun den Offäll an de Ressourcen, dem Koalitiounsaccord – dat alles aus dem Joer 2018 –, enger Motioun hei aus der Chamber aus dem Joer 2019, de Viraarbechte vun de Strategië vum „Null Offall“ an der Kreeslafwirtschaft an enger breeder Debatt mat de Bierger an dem Secteur.

De 25. August, den 1. September an den 10. November 2020 huet d'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg du fënnf Gesetzter virgeluecht. De Gesetzesprojet 7659, deen d'Offallgesetz an d'Gesetz iwwert den Ëmweltfong modifizéiert, de Gesetzesprojet 7654, deen d'Verpackungsgesetz ännert, de Gesetzesprojet 7656, fir den Impakt vum Plastik op d'Ëmwelt ze reduzéieren, de Gesetzesprojet 7699, deen d'Gesetz iwwert d'Batterien an d'Akkue gradewéi d'Gesetz iwwert d'Preventioun an d'Gestiou vun den Dechete modifizéiert, a schliesslech de Gesetzesprojet 7001 (veuillez lire: 7701) iwwert d'elektresch Ekipementer. Deene Gesetzter sinn iwwregens nach dräi Reglementer unhängeg.

Bei der Presentatioun vun de jeeeweilege Gesetzter gouf ech als Rapporteur nominéiert an ons parlamentaresch Aarbechten un den Texter hu sech an aacht Sitzungen iwwer een an en halleft Joer gezunn.

Am Dossier parlementaire fannt Der am ganze 57 Avisen zu deene fënnf Gesetzter. Verschidde Punkte widerhuele sech an dofir wollt ech virun der Presentatioun vun den eenzelen Gesetzter e puer méi generell Remarken dozou maachen.

De Staatsrot huet eng Partie Opposition-formellé wéinst Mangel u Prezisioun gemaach, wat, grad wa Sanktiounen an Amenden am Spill sinn, jo wichteg ass. Da gouf et och formell Oppositionen, well d'Direktiv am Projet net konform transposéiert gouf. D'Problemer konnten aus dem Wee geraumt ginn, ouni dass awer déi generell Prinzipie vun de Gesetzter a Fro gestallt goufen.

De gemeinsamen Nenner vun den Avisa vun de Beruffskummeren dann ass hir Fuerderung zur Ëmsetzung „selon la directive, rien que la directive“, wat jo bekanntlech awer net am Sënn vun der parlamentarescher Majoritéit war, déi hei eng ambitiéis Ëmsetzung wollt maachen, fir Offall ze reduzéieren an e grouse Schrëtt a Richtung Kreeslafwirtschaft ze maachen. D'Direktive gesi jo och eng gewësse Marge de manoeuvre vir, wéi eng Mesuren d'Staaten dann huelen, fir hir Ziler ze erreechen.

Et muss en awer derbäi soen, dass am Sënn vun enger gudder Ëmsetzung a well jo och vill op de Secteur duerkënn, en cours de route vun der Chamberskommissioun och Ännerunge gemaach goufen. Notament goufen eng Partie Delaien no hanne verreckelt. Domat kréien déi verschidden Acteuren och méi Zäit, fir d'Mesuren ëmzesetzen. An dat gouf och an deenen zousätzlechen Avisa vun de Beruffskummere begréisst.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen da bei de Gesetzesprojet 7659, d'Offallgesetz. Hei geet et drëms, d'Offall ze reduzéiere vu Produiten, déi eemol genotzt ginn, a Richtung Reutilisatioun ze goen,

d'Ressourcen ze schounen an d'Natur besser ze schützen, andeems manner Offäll an der Natur landen.

Et sinn doranner Mesuren, fir d'Offäll ze reduzéieren, also fir Preventioun ze maachen. A Restauranten, bei Liwwerdéngschter, am Takeaway, bei Fester a Manifestatiounen gëtt lues a lues reutilisabelt Geschier agefouert an den Einweg verbueden. Vum nächste Joer u mussen Moolzechten, déi op der Plaz konsuméiert ginn, op reutilisabelen Telleren, Besteck, Tassen a Glieser zerwéiert ginn. Vun 2023 u sinn op Fester Plastikstellere, -glieser a -besteck verbueden. Vun 2025 un, also a knapp dräi Joer, müssen all d'Behälter an d'Besteck am Takeaway a bei de Liwwerdéngschter reutilisabel sinn. An op öffentleche Fester sinn ab 2025 all d'Produiten, déi just eemol benotzt ginn, verbueden, wéi Telleren, Tassen, Glieser, Dousen, onofhängeg vum Material, ausser gliese Flaschen. Also keng Panik: Beim Crémant bleift alles beim Alen!

*(Hilarité)*

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Am Offallgesetz sinn och Mesurë géint de Mikroplastik virgesinn. Dat si ganz kleng Plastikdeeler, déi duerno iwwert d'Ofwaasser an de Gewässer an am Mier landen, do Gefter unzéien a vun den Déiere gefriess ginn – also eng grouss Gefor hei fir d'Ëmwelt besteet –, an déi awer och duerch d'Narungsketten duerno um Teller vun de Mënsche landen.

Bestëmmte Produite mat Mikroplastik däerfen net méi op de Marché kommen. De sougenannte „primäre“ Mikroplastik gëtt an der Kosmetik agesat, zum Beispill fir Peelings. De sekundäre Mikroplastik entsteet bei der Notzung vu Plastik, zum Beispill wa synthetesch Textilie gewäsch ginn oder och duerch Pneuen. Dofir müssen d'Wäschmaschinen ab 2025 e Mikroplastikfilter hunn.

Am Beräich vun der Publicitéit fir kommerziell Zweck, déi iwwert d'Bréifboitte verdeelt ginn, muss een an Zukunft ausdrécklech signaléieren, dass ee se gären hätt. Hei dréie mir also d'Logik ëm, déi mer bis ewell hunn. Da gëtt d'Verdeele vu Reklammen op den Autoe verbueden.

En Drëttel vun de weltwäit produzierte Liewensmëttel lant an der Poubelle, an dofir müssen d'Supermarké vum iwwer 400 Meterkaree an Zukunft och e Plang zur Vermeidung vu Liewensmëtteleffäll erstellen an deen och ëmsetzen.

Am Beräich vum Recyclage dann: Recyclingzentere gi Ressourcenzentere, an deenen et net just ëm de Recyclage geet, mee och ëm d'Collecte séparée vun de Produkter en vue vun hirem Reemplot.

All d'Ressourcenzentere ginn och fir d'Bierger allegueren op, egal wou se wunnen. Da wäert et an Zukunft och méi Méiglechkeete fir de Recyclage ginn. Ab dem nächste Joer müssen d'Commercé vun iwwer 400 Meterkaree, déi Liewensmëttel am Selfservice ubidden, getrennte Sammelplazen ubidden, fir Verpackungen zréckzuehuelen. A vun 2024 u müssen d'Supermarké vum iwwer 1.500 Meterkaree eng Infrastruktur fir eng getrennte Sammlung vu Pabeier, Carton, Glas, Plastik, Batterien, Metall a klenger Elektronik ubidden.

An de Bauschutt, dat ass jo e grouse Problem zu Lëtzebuerg, an dee mécht mat iwwer dräi Véierel en iwwerproportionalen Deel vun onsem Offall aus, do ginn elo Reegelen agefouert fir d'Vermeidung an d'Erëmbenotze vum Bauschutt. An Zukunft muss all Maître d'ouvrage déi enzel Fraktiounen getrennt sammelen. Ab enger bestëmmter Gréisst vu Gebai muss och e Materialpass erstallt ginn.

D'Deponéiere vun Déchets municipaux op enger Decharge grad ewéi och den Export dovu sinn ab 2030 verbueden.

Am Beräich vun den Déchets municipaux ginn ambitiéis Recyclageziler agefouert: 55 % bis 2023, 60 % bis 2030, 65 % bis 2035. An Zukunft ginn d'Gemengen iwwregens net méi just op den errechten Taux, mee op Basis vun engem méi breede Katalog evaluéiert.

Da muss a Residenzen ab véier Parteien eng Collecte séparée vu Pabeier, Carton, Biodechets, Verpackungen, Batterien an Akkuen ugebuede ginn.

An à propos Gemengen a Kompetenzopdeeling am Beräich vun der Offallgestiou: Fir eng kohärent Opdeeling an eng kloer Opdeeling ze hunn an eng besser Gestiou ze assuréieren, gouf d'Definitioun vun den Déchets municipaux ménagers ugepasst. Dorënner fale Menagen, Copropriétéen, mee och Commercen, Structures d'accueil, Artisanen, wann d'Offäll déi selwecht Charakteristiken a Quantitéiten hunn, dass se op déi selwecht Aart a Weis kënnen agesammelt an traitéiert gi wéi d'Dechete vun de Menagen. D'Gemengen hunn d'Obligatioun, d'Gestio vun den Déchets municipaux ménagers ze assuréieren, quitte dass se se och kënnen outsourcen.

D'Kompetenze vun de Gemenge goufen awer par rapport zum leschte Gesetz an deem Sënn ausgeweit, dass se och d'Kollekt, den Transport, d'Valorisatioun an d'Eliminatioun vun den Déchets municipaux non ménagers kënnen iwwerhuelen. D'Responsabilité élargie vun de Produzente gëtt gestärkt, dat heescht, d'Produzente vu Produite müssen hir finanziell respektiv organisatorisch Verantwortung iwwerhuelen am Beräich vun der Preventioun, dem Reemplot an der Gestiou vum Dechet.

D'Produzente mussen proaktiv hëllefen, dass d'Ziler vum Gesetz erfüllt ginn. Dee Regimm gouf méi kohärent a méi effikass an och op den elektronischen Handel ausgeweit.

Och d'Konditiounen fir d'Organismes spécifiques, un déi d'Produzenten hir Obligatiounen kënnen delegéieren, goufe renforcéiert. Bekanntent Nimm aus deem Secteur sinn d'Valorlux oder d'Ecotrel.

Schliesslech gi mat dësem Gesetz, wéi d'Chamber dat jo schrëttweis bei alleguerten den Ëmweltlegislatiounen mécht, d'Strofen an d'Amenden eropgesat. Dat geet zréck op eng Evaluatioun vun dem Europäesche Conseil iwwert den Ëmgang mat Ëmweltkriminalitéit hei zu Lëtzebuerg, déi vun enger internationaler Delegatioun duerchgefouert gouf an an hire Konklusione sot, dass d'Sanktiounen müssen eropgeschrafft ginn, fir hirem repressiven an dissuasive Charakter gerecht ze ginn a fir dass och déi néideg technesch Enquête ka gemaach ginn. Ëmweltdeklitker kënnen bei Mënsch an Ëmwelt nämlech ganz grouss Schied urichten.

Zu den Avisen hat ech jo schonn Haaptremarque gemaach, déi sech op de ganze Gesetzespak applizéieren.

De Gemengesecteur huet a sengem Avis zu dësem Gesetz op en Cherrypicking vun de privaten Acteuren higewisen, déi sech déi lukrativ Volete vum Marché géifen eraussichen. Dofir plädéiere si derfir, dass eng exklusiv Kompetenz vun der Gestiou vun den Déchets municipaux géif bei hinne leien. En cours de route gouf den Text jo och an deem Sënn ugepasst, dass d'Gemengen, wa se wëllen, och den éischten Zougrëff op d'Déchets municipaux non ménagers hunn. Domat ginn hir Kompetenze par rapport zum leschten Offallgesetz däitlech ausgeweit. Déi verschidden Acteure vum Privatsecteur awer begrëissen dat net.

De Gemengesyndikat SIGRE dann huet sech géint d'Interdictioun vun der Mise en décharge vun den Déchets municipaux vun 2030 u gewiert, well dat en negative finanziellen Impakt op seng Anlag hätt. Ech rappeléieren, dass d'Decharge vun Offäll eng reng Eliminatioun vun Offäll a keng Valorisatioun ass.

Mir kruten an der Kommissioun vun der Ëmweltministesch erkläert, datt et schonn zanter Jore Gesprécher tëscht de verschiddenen Acteure gëtt, fir déi Decharge och anescht kënnen ze notzen.

D'CSV huet och Amendementer zu deem heite Gesetespak agereecht. Si wëllen zum Beispill net, dass d'Collecte séparée a Residencë kënn, déi scho gebaut sinn. Si wëllen och manner Verflüchtunge fir den Handel, zum Beispill, wat d'Centres de recyclage an de Supermarchéen ugeet. Si wëllen och d'Decharge eréischt 2035 an net schonn 2030 verbidden.

Déi Amendementer sinn net am Sënn vun der Majoritéit vun der Chambersëmweltkommissioun, déi keng minimal Transpositionen vun Direktiven an net manner, mee méi Ambitioun am Beräich vun der Offallwirtschaft wollt. An dofir goufe se ofgeleent.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen da bei den zweete Gesetzesprojet vun deene fënnf, de Gesetzesprojet 7654, d'Verpackungsgesetz. Hei geet et drëm, fir eng Reduktioun vun de Verpackungen ze erreechen an och eng besser Valorisation am Recycling. Fir dass manner Verpackungsoffäll ufalen, dierfen ab 2025 keng Behälteren aus Plastik méi beim Gedrénks an Iesse gratis zur Verfügung gestallt ginn. Dat selwecht gëllt fir Tuten, egal wéi grouss se sinn an egal aus wat fir engem Material se gemaach ginn, dat heescht, och Pabeierstute bei Bréidercher an esou weider falen heidrënner. Well et geet jo eeben net just drëm, ee Produit géint en aneren auszetauschen, mee et geet drëm, fir Offäll ze reduzéieren.

Fir dass méi Offäll revaloriséiert ginn, ginn d'Ziler fir de Recycling vun de Verpackungsoffäll gehéicht op 65 % bis 2026 an op mindestens 70 % bis 2031. Hei ginn dann och nach spezifesch Ziler agefouert fir verschidden Zorte vu Verpackungen: Holz, Plastik, Glas an esou weider.

Da schaaft dëst Gesetz eng Base légale fir d'Aféierung vun engem Pfandsystem – an dat dierft den Aly Kaes, deen e grouss Verfechter dovunner ass, besonnesch freeën –, fir also e Pfandsystem anzeféieren op Gedrénksfläschen. D'Consigne kann tëscht 10 Centimes an 1 Euro leien. D'Modalitéiten heifir mussen awer nach an engem Règlement grand-ducal geregelt ginn.

Och bei dësem Gesetz gëtt d'Responsabilitéit élargie vum Produzent a fir Verpackungsoffäll detailléiert, grad ewéi och déi penal Sanktiounen an d'administrativ Amenden eropgesat ginn.

An hiren Avisen opposéieren d'Berufskummere sech géint d'Aféierung vun engem Pfandsystem bei Gedrénks. Dat wär nämlech mat engem groussen Opwand verbonnen. Wann dat dann awer sollt agefouert ginn, da wär et wichteg, d'Entreprises an där Transitioun ze begleeden. De Pfand ass bekanntlech eng Measure, déi a puncto Reutilisatioun ganz effikass ass an dofir gouf se och bäibehalen.

De Commerce huet sech och un der Aféierung vum Prix dissuasif fir den Emballage de service gestéiert. Fir hinnen entgéintzekommen, gouf d'Restriktioun e bëssen agregrenzt op Tuten an et gouf och explizitt festgehalten, dass ee beim Verzicht op d'Tut eng Remise krit. Och den Datum vun der Aféierung vun dëser Measure gouf no hanne verréckelt.

Här President, Dir Dammen an Hären, dann zum Gesetzesprojet 7656, fir den Impakt vum Plastik op d'Ëmwelt ze reduzéieren. Déi weltwäit Produktioun vum Plastik ass nämlech an de leschten 20 Joer verduebelt ginn a läit elo bei 460 Milliounen Tonnen. Schätzungsweis sinn 20 Milliounen Tonnen an de Mier an 109 Milliounen Tonnen an de Gewässer gelant. D'Ëmweltverschmutzung ass also riseg an dofir huet

d'EU-Kommissioun d'Single-Use-Plastic-Direktiv proposéiert, soudass direkt zéng Plastikproduiten europawäit verbuede solle ginn. Dat si verschidde Produiten aus Plastik, déi nëmmen eemol kënnen benotzt ginn, déi net méi dierfen op de Marché kommen, zum Beispill Wattestäbercher, Besteck, Telleren, Schallimoen, Behälter fir Iessen a Gedrénks aus expandéiertem Polystyrol.

Aner Mesuren aus dësem Gesetz sinn: Frëscht Uebst a Geméis ënner 1,5 Kilo muss ab dem Juli 2023 ouni Plastikemballagen ugebuede ginn. Et gi Reduktionsziler fir d'Produzente vu verschiddene Plastikbehälter fir Iessen a Gedrénks, déi nëmmen eemol kënnen benotzt ginn, agefouert: 20 % bis 2026 an duerno all Joer op d'mannst 10 %.

Da mussen d'Stëpp vun de Plastikfläschen, déi just eemol benotzt ginn, an Zukunft un de Fläschen drunhänken, an et gi Minimalforderunge fir den Undeel u recycéléiertem Material bei PET-Fläschen agefouert, nämlech mindestens 25 % bis 2025 an 30 % bis 2030.

Et gi mat dësem Gesetz awer och bestëmmten oxo- ofbaubar Plastik verbueden. Dacks si se aus fossille Ressourcë produzéiert, fragmentéieren zwar séier, mee se sinn eeben net komplett biologesch degradabel a verschmotzen also d'Ëmwelt mat Mikroplastiker.

A fir derfir ze suergen, dass Produkter besser entsuergt ginn, ginn och nei Exigencen agefouert, wéi dass eng Informatioun zum Material an der korrekter Entsuerung op verschiddene Produkter – zum Beispill Tamponen, Bechere, Zigaretten – muss dropstoen.

A grad ewéi och bei anere Gesetzer gëtt d'Responsabilitéit élargie vun de Produzente gestärkt. Ech wëll he notament ervirhiewen, dass d'Produzente vu verschiddene Produiten, wéi zum Beispill Zigaretten, mussen fir d'Botzen an d'Entsuerge vun den Zigarettestemp op de Stroossen opkommen. An och hei ginn d'Sanktiounen an d'Amenden ugepasst.

Den Handel huet sech a sengem Avis géint de Verbuet vun dem Plastikemballage bei Geméis a Fruchten ënner 1,5 Kilo ausgeschwat. Fir dass de Secteur Zäit huet, fir dës Measure ëmzesetzen, gouf den Delai hei no hanne verréckelt. A just fir en anert Beispill ze nennen: A Frankräich ass eng änlech Measure schonn a Kraaft.

De Conseil supérieur des personnes handicapées huet vum Verbuet vum Apake vu geschieltem oder geschniddelem Geméis gewarnt, well dat fir Leit mat verschiddene Behënnerungen awer néideg wär. An dofir gouf déi Dispositioun och net zréckbehalen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen da bei de Gesetzesprojet 7699 iwwert d'Batterien an d'Akkuen. An och hei geet et drëms, fir den Ëmweltimpakt ze reduzéieren. Fir dass d'Batterien an d'Akkuen net op den Dechargen oder op de Verbrennungsanlagen landen, gouf bis 2023 eng nei Mindestsammelquot vu 70 % agefouert. D'Kollekt muss och assuréiert ginn an d'Kontrollmechanisme beim Export vu Batterien an Akkue gi verstäerkt fir ze garantéieren, dass de Recycling och ausserhalb vun der Europäescher Unioun ënnert de selwechte Konditiounen gemaach gëtt, wéi dat an der Europäescher Unioun de Fall ass. An och hei gëtt d'Responsabilitéit vun de Produzente gestärkt an d'Strofe gi renforcéiert.

De Gesetzesprojet 7701 dann iwwert d'elektronesch Ekipementer: Och hei gëtt de Fokus op de Reemploi vun Elektro- an Elektronikgeräter geluecht, dat heescht, och hei gëtt d'Prevention grous geschriwwen, et gi Krittären definéiert, wat esou reemployabel Geräter ausmécht, an e verflücht d'Produzente vun deene Geräter oder Drëtter, déi fir si agéieren, fir déi

reemployabel Geräter unzehuelen, ze sammelen an ze sortéieren.

Den Text leet och fest, dass déi Geräter zréck an den ekonomesche Circuit mussen, y compris der Économie sociale, an dass déi Produkter eng Mindestgarantie vun engem Joer hunn. An da mussen d'Konsumenten an Zukunft méi Informatiounen zur Entsuerung iwwert dës Produkte kréien. An och hei gëtt also d'Responsabilitéit vun de Produzente gestärkt an d'Strofe gi renforcéiert.

Ech hunn Iech elo schonn hei ganz vill erkläert, mee bei esou engem substantielle Pak wësst Der, dass ech och net an all Detail konnt goen. An dofir verweisen ech op meng fënnf schrëftlech Rapporten fir all weider Informatiounen an all weideren Detail.

**Une voix | Très bien!**

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen esou lues zum Schluss. An dat, wat ech awer nach wëll maachen, ass der fréierer Ëmweltministesch e ganz grouss Merci ze soen. D'Carole Dieschbourg huet mat der Visioun „Null Offall“ e Prozess ugestouss, dee mam Stëmme vun dësem Gesetzer nach laang net ofgeschloss ass. D'Ëmstelle vun enger Wegwerfgesellschaft op eng Kreeslafwirtschaft ass e Prozess, deen eis nach iwwer Jore wäert begleeden an dee mir mam Stëmme vun dësem Gesetz lancéiere wäerten.

An dësem Gesetz vum Carole Dieschbourg gëtt elo mat ganz, ganz vill Mesuren an a ganz ville Beräicher genau dee Steen un d'Rulle bruecht. Hei gëtt wierklech geliwert! An dofir wëll ech dem Carole villmools Merci soen.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | An dee Merci kënn vu mir als President vun der Ëmweltkommissioun an als Rapporteur vum Offallpak vu ganzem Häerzen. An ech sinn iwwerzeegt, dass och eng ganz Rei Memberen aus der Ëmweltkommissioun sech deem uschlësse kënnen.

Ech wëll awer och all deene villen anere Leit Merci soen, déi iwwer all déi Joren um Prozess vun der Elaboration vun dësem Gesetzer bedeelegt waren, well mir si scho laang amgang. Haut gëtt dee Prozess ofgeschloss, mee muer fänkt d'Ëmsetzung un. Dat heescht, d'Aarbecht gëtt net manner, och wann et vläicht eng aner Aarbecht gëtt. Dofir, all de ville Bedeelegten dofir villmools merci. A menger parlamentarescher Assistentin op dësem Dossier, dem Sarah Jacobs, wëll ech dann och hei eemol speziell Merci soe fir hir immens engagéiert a kompetent Aarbecht am Hannergrond.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Hären, „Null Offall Lëtzebuerg“ heescht éischtens an absolutt prioritär d'Prevention doduerch, dass mir Offäll maximal vermeiden an dass mir de Reemploi weider stäerken, an zweetens recycéléieren, soudass mir d'Ressourcen zréck an de Kreeslaf féieren a se net verluer ginn. „Null Offall Lëtzebuerg“ heescht, dass mir erkennen, dass alles, wat an onser Poubelle lant, aus enger wäertvoller Ressource produzéiert ginn ass an och weiderhin eng wäertvoll Ressource bleift.

Et mécht kee Sënn, laanglieweg Materialie wéi zum Beispill Plastik anzesetze fir Produkter, déi no enger extreem kuerzer Nutzungszäit direkt an der Poubelle landen. Mir mussen eis Ressourcë méi effikass setzen. A genau dat maache mer mat dësen neien Offallgesetzer, déi mer haut stëmmen. Mir ginn ons héich Ziler fir Reutilisatioun a Recycling a mir féieren eng Hellewull u konkrete Mesuren an, déi de Bierger, déi haut



schonn drop oppassen, manner Offäll ze produzéieren, d'Liewe méi einfach wäerte maachen.

Wann d'Chamber dëst Gesetz haut stëmmt, da weist se Courage an Innovatioun a mécht e wichtegt Investissement an d'Zukunft vun onsem Land, fir dass ons Kanner an déi nächst Generatiounen och nach op engem liewenswäerte Planéit kënnen liewen.

Domadder soen ech Iech villmools Merci fir d'No-lauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech soen dem Här Rapporteur François Benoy villmools Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorablen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Voilà, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Kommissionspräsident a Rapporteur, e grouse Merci wëll ech dem François Benoy wierklech op dëser Plaz soen. Seele kritt een esou e Rapport fir e Gesetzesprojet, deen esou costaud ass wéi deen doten. Also, wien dee gelies huet, deen hat fir e puer Owender. Dat ass remarkabel. Dat ass vill Aarbecht an et stécht och ganz vill Aarbecht an der Preparatioun heivunnen.

Ech stinn hei an der Plaz eigentlech vum Paul Galles, deen an eise Reie fiederféierend dësen Dossier geréiert huet, dee sech enorm vill hei engagéiert huet, deen ech awer leider haut muss entschëllegen. Dofir maachen ech mäi Bescht, fir dem Paul seng Iwwerleeungen a Gedanken hei mat anzubringen a se korrekt duerzeleeën.

Fakt ass jo, dass déi fënnf Gesetzer, iwwert déi haut ofgestëmmt gëtt, eigentlech Gesetzer sinn, déi, de façon générale, wann ee se esou kuckt, am Geescht vun der Zäit lieen. Déi Suerg ëm d'Ëmwelt – an et ass e besselchen do, wou de Rapporteur elo opgehale huet a wou ech wëll ufänken –, dat ass eng, mengen ech, déi och jidderee sech op säin eegene Fändel haut schreift. An dat ass eng Suerg, déi besonnesch bei de jonke Leit eng grouss Suerg ass. Si stellen och un eis, also un déijéineg, déi haut d'Weihe stellen, déi berechtigt Fuerderung, dass mer alles drusetzen, fir eng Welt nohalteg, zukunftsgerecht an esou opzestellen, dass se dauerhaft an der selwechter Qualitéit bewunnbar bleift.

An der Press ass den Entworf vun dëse fënnf Gesetzer jo ewell thematiséiert ginn, an do sot meng Duechter zu mir: „Super Papp, dat do ass jo flott! D'nächst Woch stëmmt der e Gesetz fir manner Offall a géint de Plastik.“

**Une voix** | Très bien!

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Dat kléngt gutt, muss ech soen. Dat huet mer Freed gemaach. Mee et kléngt eigentlech op den éischte Bléck ganz gutt, an ech muss leider natierlech op e puer aner Aspekter vun dësem Gesetzespak awer nach agoen.

Ech wëll domadder ënnersträichen, dass d'office eigentlech e positive Gedanken ass bei enger Null-Offall-Strategie. Dat ass kloer. Fir déi ze realiséieren – an dorobber kommen ech –, hätt een awer e puer aner Weeër kënnen goe wéi déi, déi Der gaange sidd.

Déi Gesetzer sinn net eleng hei an dësem Haus, der Chamber, oder am Ëmweltministère entstanden. Si baséiere jo op EU-Direktiven, déi mer ëmsetzen hunn an déi eis och unhalen, de Recyclage oder d'Neinotzung vu Matière-première eropzesetzen, d'Batterien en charge ze huelen an a Richtung vu wierklech engem zirkulärer Economie ze goen. Dat ass kloer.

Well awer Lëtzebuerg op EU-Niveau e klengt Land ass, muss mer eis natierlech an deenen doten Domänen mam Ausland ofstëmmen: de fräie Wuerenhandel, dass mer en Importland sinn an esou weider. Och wat d'Vepackungen ubelaangt, kënnen mer net handelen, ouni eis Grenzen ze respektéieren. Dorobber kommen ech nach zréck.

Eis Aufgab als Politiker an och als Oppositioun, dat ass et, d'fir ze suergen, dass d'Gesetzer zum Zil féieren an e beschtméiglechen Entworf sinn. Do huet sech d'CSV och abuecht, vill diskutéiert – intern, awer och mat externen Auteuren. De Paul Galles, deem ech hei wierklech op dëser Plaz e grouse Merci soen, huet dat alles koordinéiert. Mir hunn och doropshin Amendementer gemaach. De Président-rapporteur ass dorobber agaangen – ech wëll déi net nach eng kéier hei alleguerete virdroen – an huet eeben Ännerungsvirschléi erabuecht.

Een aneren, deen eppes Interessantes erabuecht huet bei eis, dee wëll ech och ernimmen, dat ass de Marc Spautz. An der interner Diskussioun huet de Marc Spautz gesot: „Majo, kuckt Iech och elo emol deen EPI-Index un, den Environmental Performance Index, also dee Performanzindex am Environnement. Dee vergläicht 180 Länner mateneen. Dee leschte Rapport ass elo publizéiert ginn an huet d'Date vun 2020, an e stuufft Dänemark als éischt Land vun 180 an, mat 82,5 Punkten, an op der zweeter Plaz mat 82,3 Punkte steet Lëtzebuerg.“

*(Applaudissement)*

Sou! An da kéint ee jo soen: „De Minister ass zefridden. Et ass alles a Botter, mir brauchen also näischt méi ze maachen.“ Dat wär déi eng Lektür. Déi aner Lektür wier déi fir ze soen: „An der Vergaangenheet ass villes richteg gemaach ginn.“ Och déi Lektür soll een awer hei zouloosse fir ze soen: „Et ass vill erreicht ginn, et ass scho villes gemaach ginn. An dat, wat gemaach ginn ass, ass gutt.“ Duerfir, fir elo vun engem kompletten Neufank ze schwätzen, ass ganz e bëssen ambitionéiert, wann een dat dote kuckt.

Wann een natierlech dann den Detail kuckt vun där Etüd, och dat muss ee soen, da gëtt et och ee Volet, deen heescht Waste Management. An am Waste Management steet Lëtzebuerg op der Plaz 15, also genau dee Beräich, dee mer hei thematiséieren, den Offall a wéi mer domadder ëmginn, do si mer net op der zweeter Plaz vun 180 Länner, mee op der 15. Plaz. Do ass also nach e bësse Loft no uewen. Dat ass d'Ausgangssituatioun, an där mer eis befannen.

Aus deene Gespréicher, déi mer gefouert hunn, an och aus deene villen Avisen, déi mer alleguerete kritt hunn, notamment rezent nach dräi – zwee, déi zesummen en Avis gemaach hunn, d'clc an d'FLAD, d'Fédération luxembourgeoise de l'alimentation et de la distribution, an duerno dann och nach d'Confederatioun vum Liewensmittelhandwerk –, do zeechent sech awer ee Bild, dat eis derzou féiert, dass och déi Amendementer, déi mer eraginn hunn, zum Deel awer déi selwecht Konklusiounen zouloosse wéi an deenen doten Avisen, an dass mer eis doropshin eigentlech och mussen ënnerchiddlech behuele bei deene fënnf Gesetzer.

*(M. Marc Spautz prend la présidence.)*

Zwee wäerte mer der net stëmmen an dräi wäerte mer der stëmmen. Ech wäert dat herno nach eng kéier erklären.

Ech wëll nach e puer méi generell Remarke maachen an dann och op e puer Kritikpunkten agoen.

Dat éischt, dat ass: Mir hunn et mat engem wichtige Pak u Gesetzer ze dinn, well ënnert der Iwwerschrëft „Null Offall“, do verstoppe sech jo déi fënnf Texter. An d'Konsequenze vun deem Pak wäerte mir alleguerete

spieren. Positiv Konsequenzen, a vläicht déi eng oder déi aner eng manner positiv Konsequenz.

Mir wäerten et mierken ab Januar bei Fester, a Restaurants, bei Eeweeverpackungen, bei Sperrmüllsammungen, déi mussen getrennt ginn, bei Installatiounen, déi an de grouse Geschäfte wäerte sinn, bei Verpackungsmaterial, wat sech wäert änneren a wat och wäert erofgoen a senger Quantitéit, bei Recyclingzentren, déi wäerten entstoen, an esou weider an esou fort. Et wäert also eng Rei Verännerunge ginn a jidderee wäert dat mierken.

Zweet Remark: D'Offallreduzierung wäert zu engem Theema gi bei ville Leit. Dat ass eigentlech eng positiv Entwécklung vun deem, wat mer haut decidéieren. Et ass de Sujet: „Wat ass mat eisem Offall lass a wat kënnen mir a jidder Einzelne vun eis maachen?“ Dat wäert iergendwéi e roude Fuedem an där grénger Politik ginn, déi mer haut hei decidéieren.

Et ass awer net esou, wéi wann ee sech bis elo nach ni doriwwer Gedanke gemaach hätt. Als Buergermeeschter weess jidderee dat, als Gemengeresponsabele gesäit een, wéi d'Klibb sech Gedanke maachen, wéi se mëttlerweil vum Plastik zum Glas zréckgewieselt sinn, wéi d'Eeweeverpackunge verschwannen, wéi Spullweenercher erëm aktuell ginn. Gemenge verbidden den Eewe bei Fester gréisstendeels iwwerall. Also, et ass schonn, mengen ech, eng Geschicht, wou vu sech aus och schonn d'Biergerinnen an d'Bierger ganz vill op dee Wee ginn.

An hiren Avisen – nach eng aner Feststellung zum Gesetzespak – seet keen, dass een alles soll loosse, wéi et ass, an dass ee sech der Demarche verschléisst, déi hei amgaangen ass.

Den Avis vun der clc an der FLAD, dee schwätzt eng kloer Sprooch. Si deelen d'Zilsetzung. Och d'Liewensmittelhandwerk seet dat a si soen: „Mat e bësse gudden Willen hätt ee méi wäit kënnen goen!“ An dorobber kommen ech nach kuerz zréck.

Wann een esou een an a fir sech eigentlech positiivt Gesetz stëmme wëllt an och e positiven Echo an en Elan an der Populatioun wëllt lasstréppelen, da muss een eigentlech op dräi Saachen oppassen. An déi éischt Saach, dat ass déi, dass ee muss mam Secteur schwätzen. An dat war jo definitiv, wa mer hir Avise liesen, net de Fall. Iwwerall, wou mer higaange sinn, wou mer mat de Leit aus dem Secteur geschwat hunn an och an deem, wat mer kënnen liesen, wat se geschriwwen hunn – ech wëll elo keng Citatiounen hei nach virbringen, fir och net ze laang ze sinn –, do hu mer constatéiert, dass net am Virfeld mat hinne geschwat ginn ass, mee dass se eeben eréischt geruff an informéiert gi sinn, wéi de Projet de loi fäerdeg war an dat am Fong géhört net déi Diskussioun war, déi si gäre gehat hätten. An dat sinn der vill. Dat sinn d'Berufschamberen, et sinn d'Produzenten, et sinn d'Händler, et ass d'Handwerk, et sinn d'Offallgestionnairen, et sinn der eng ganz Rei, déi hei concernéiert sinn, a mat deenen ass leider net geschwat ginn.

Déi zweet Remark oder Saach, op déi – wéi ech et wëll formuléieren – ee muss oppassen, dat ass, dass, wann een eng EU-Direktiv ëmsetzt, dann huet d'EU-Direktiv jo zum Zil, dass et eng Harmoniséierung gëtt, méiglechst eng europäesch Harmoniséierung vun de Reegelen, déi applikabel ginn. A wann een dann iwwert d'EU-Direktiv erausgeet oder sech net mat den Nopeschlänner koordinéiert an ofschwätzt, da riskéiert een, isoléiert ze ginn op deem evenen oder deem anere Punkt, an et riskéiert een eventuell, manner effikass ze sinn, wéi ee sech et eigentlech erhofft huet mat engem Alleingang ze sinn.

Déi drëtt Remark: Et muss een eigentlech och sécherstellen, dass dat neit Gesetz oder Elementer dovunner,

besser si wéi dat, wat elo schonn do ass. An do stellt sech natierlech d'Fro vun de Ressourcenzentere an de Supermarchéen, well do stelle sech ganz vill Froen. Ech kommen och direkt dorobber zréck. An dat ass dann och deen éischte vun deenen, wat ech emol géif nenne Kritikpunkten, dat sinn de Recycling oder d'Ressourcen an de Supermarchéen.

Zu deem Punkt gouf et vill Kritik vun de Chamberen. Et feelen Etüden, déi beweisen, dass de Recycling oder dat, wat elo hei ugeduecht ass an de Supermarchéen, méi effizient ass wéi dee Recycling, dee mer alleguerter kennen, dee landeswäit implantéiert ass an dee vun der Valorlux bedriwwer gëtt.

Et gëtt geschwat dervunner, dass 45 nei Centres de ressources oder de recyclage – fir datt mer nach all wëssen, vu wat mer schwätzen am Land – an deene Supermarchéen, déi méi wéi 1.500 Meterkaree hunn, wäerten entsto. Dat riskéiert dann, zu engem double Emploi ze féieren, well ee souwuel d'Valorlux wéi eeben och déi do muss finanzéieren, wou eeben och hei eleng Personalkäschte vun enger Millioun pro Mount, also 12 Milliounen Euro pro, Joer fir d'Commerçanten, déi dat musse maachen, geschätzt ginn. An dat si reng Personalkäschten, also de loin nach net d'Fraisen alleguer! Den Haaptproblem ass also eng Afroststellung – oder ass et keng Afroststellung, et weess een et net richtig – vun dem System vu Valorlux.

Mir haten duerfir och gesot, dass mer iwwer en Amendement kénnte sécherstellen, dass dat net e reelle Ressourcenzentere, wou ech all Méiglechkeiten dohinneféieren, mee dass ech dat, wat ech am Buttekafen, kann doloossen, falls ech et net brauch. D'Logik ass jo déi, dass ech e Minimum vu Verpackungsmaterial iwwerhaupt nach kafen an e Maximum vun deem Material, wat ech dann hu misse matkafen, kann doloossen. Dat ass jo d'Logik dervun. Esou wäit, esou gutt. Deen Amendement ass an der Kommissioun abruucht ginn an deen ass awer net zréckbehalde ginn. Do derneft wollte mer selbstverständlech Batterien, kleng elektresch Geräter an esou weider huelen, dat wär fir eis alles kee Problem.

Dat, wat an deem do Kontext nach feelt, dat ass och d'Etüd vum Centre Drive-in vum Houwald, déi jo virgestallt ginn ass, och contestéiert ginn ass, a Fro gestallt an esou weider an esou fort, déi eeben am Opdrag vun der Ëmweltverwaltung gemaach ginn ass am Kader vun engem Pilotprojet, deen iwwer zéng Joer ennerwee war, a wou eeben eng vun de Konklusione war, dass et „keine Alternative zur Erweiterung der PMG-Sacksammlung“ ass.

Dat ass eeben esou an et gouf drop higewisen, dass een do misst souguer driwwer diskutéieren, dee Projet nees anzustellen. Dat ass e bësselchen eng Situatioun, an där mer sinn, well et eeben zu enger Erhéijung vun de Käschte vum Recyclage féiert ouni Plus-value. An duerfir soen ech: Et muss ee jo, wann een en neie Projet mécht, kucken, dass een eppes besser mécht wéi dat, wat een hat. A wann do Fachleit, déi dat evaluéiert hunn, soen: „Et bréngt eigentlech just Käschten, awer keng Plus-value“, da muss een dat a Fro stellen oder zumindest nach eng Kéier op de Leescht huelen.

Dann déi zweet Remark dozou, dat ass, dass een eigentlech déi Harmonisatioun am Land net méi wäert hunn. Et wäert Plaze ginn, wou méi Angebot ass. Geografesch wäert dat net méi iwwerall d'selwecht sinn. An och déi Präferenz, déi d'Leit ausgedréckt hunn, notament iwwer d'TNS-ILReS-Ëmfroen, fir ze soen, dass se mat deem bloe Sak am Fong zefridde sinn an dass se bei deem System wëlle bliewen, där Iwwerleeung gëtt hei och net Rechnung gedroen. Zumindest gëtt deem keng wierklech Wäertschätzung an dëser Diskussioun entgéintbruecht.

Duerfir deposéieren ech hei op dëser Plaz eng Motioun. Här President, leet Äre Kapp a Rou, et gëtt just eng Motioun, ...

(Hilarité)

... fir justement Iech ze froen – an ech hoffen do op eng Zoustëmmung –, dass mer am Fong soen: Hei gëtt eppes komplett Neies agefouert, nieft eppes, wat mer en place hunn, da sollt een no zwee Joer eng Evaluatioun maache fir ze kucken, ob dann am Fong geholl dat, wat ee sech als Zil ginn huet, eeben och erfollegt ass, respektiv datt een de System vun der Valorlux an de System, deen elo mat de 45 neie Ressourcenzentere, déi wäerte mussen entsto, einfach eng Kéier objektiv, transparent matenee vergläicht an dann och déi Konklusione heihinner bréngt. Dat ass am Fong geholl de Wording dovun. Voilà.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

– *rappelant les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et le réchauffement climatique du 12 décembre 2015 ;*

– *rappelant le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) du Luxembourg qui constitue la stratégie-cadre en matière de politique de l'énergie et de l'action pour le climat ;*

– *considérant que le projet de loi n° 7659 impose aux supermarchés de se doter, après la sortie des caisses, d'un point de reprise par collecte séparée des déchets d'emballage issus des produits achetés dans cet établissement, voir même (selon sa surface) d'un point de reprise par collecte séparée des déchets municipaux ménagers de papier, de carton, de verre, de plastique, des piles et accumulateurs portables, des emballages métalliques, des emballages composites et des déchets d'équipements électriques et électroniques de très petite dimension ;*

– *rappelant qu'un système de collecte de déchets en plastique est déjà en place ;*

– *rappelant qu'une étude a constaté que le système Valorlux, c'est-à-dire un système de collecte à domicile est plus efficace qu'un système de collecte dans un supermarché,*

*invite le Gouvernement*

– *à procéder à une évaluation du système de collecte dans les supermarchés, et de comparer ce système de collecte à celui de la collecte à domicile de Valorlux au plus tard dans deux années ;*

– *et à présenter les résultats de l'évaluation à la Chambre des Députés afin, le cas échéant, d'y apporter les adaptations nécessaires.*

(s.) *Jean-Paul Schaaf, Emile Eicher, Martine Hansen, Aly Kaes, Gilles Roth.*

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci, Här Schaaf.

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Merci, Här President. Da kommen ech duerno zu engem zweeten, e bësse méi kritesche Punkt. Dat sinn – an et ass ugeschwat ginn – déi 1,5 Kilo-Emballagen. Bon, dat ass eng Diskussioun, déi ee ganz komplex, mengen ech, ka féieren.

Et muss ee soen, dass dat jo drop zréckzeféieren ass, dass mer eigentlech – ech kommen nach eng Kéier drop zréck – e klengt Land sinn, wat déi meescht Wueren importéiert. An notament de Secteur seet och, datt e sech net opposéiert fir esou eng Reegel, mee datt ee se hätt solle koordinéieren mam Ausland.

Dat riskéiert – an et kléngt witzeg, wann een et seet –, derzou ze féieren, well déi grouss auslännesch Fabrikanten hir Emballagen net wäerte fir dee klenge Lëtzebuerger Marché adaptéieren a liwweren, dass Produite geliiwert ginn, datt se hei mussen ausgepaakt ginn,

fir se dann net agepaakt an d'Regal ze stellen a se da gegeebenefalls erëm mussen anzepaken, fir se mat heem ze huelen. Dat ass dat, wat de Secteur seet. Dat riskéiert an esou eng Richtung ze goen.

Et hätt een et vill méi einfach kéinte maachen an den Här Benoy huet dat virdrun ugeschwat. En huet gesot: „Frankräich huet och esou eng Reegel.“ Jo, Frankräich huet eng Reegel an huet déi EU-Direktiv, déi mir haut ëmsetzen, schonn ëmgesat. A si hunn zënter dem 1. Januar eng Lëscht vu Produkter, déi mir eigentlech hätte kënnen unhuelen. Mir hätten eis do kënnen ralliéieren, koordinéieren mat der franséischer Produktlëscht, da wier zumindest alles dat, wat vun do kënn, am Emballage identesch hei an et hätt ee keng nei Gestiou, et hätt een et net nach eng Kéier missen an d'Hand huelen. Dat hätt ee kënnen maachen. Dat ass am Fong geholl eng Ofsprooch, déi leider net do war.

En anert Argument bei deenen 1,5-Kilo-Geschichten ass eeben dat, dass ee riskéiert, dass eigentlech méi grouss Quantitéite wäerte kaaft oder agepaakt oder ugebuede ginn, wat net onbedéngt sénnvoll ass, wa mer och nëmmen e bëssen AntiGaspi wëllen denken.

Drëtt kritesch Remark – ech hunn der sechs, da gesitt Der, wou mer dru sinn –, dat ass eng zum Pfandsystem. Bon, mir hunn eis an der Fraktioun och intensiv doriwwer Gedanke gemaach, mir haten och en Amendement dozou preparéiert, hunn deen awer finalement net agreeecht. Mir deelen allerdéngs d'Kritik, déi d'cl, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers gemaach hunn. D'Chambre des Métiers schreift souguer „s'oppose catégoriquement“ zum System. De Pfand huet eeben einfach organisationell, finanziell, logistesche Problemer, déi ganz schwierig wäerte sinn.

An do komme mer op déi selwecht Problematik zréck, déi ech virdrun ernimmt hunn: Et wäert keen internationale Gedrënkshändler eng Bécks oder eng Etikett oder e Glas maachen, wou eis Pfandindicatioun wäert dropsto. Dofir ass eise Marché ze kleng. Däitschland huet dat, mee déi sinn zu 65 Milliounen. (veuillez lire: 83 Milliounen). Mir sinn nëmmen zu 600.000. Mir wäerten dat ni kréien, an da wäert de Pfandsystem schwierig bis onméiglech ëmzesetze sinn. Ech weess net, wéi een et soss mécht op der Grenz. Ech ginn déi Säit meng Bécks kafen, ech geheie se des Säit an an ech kréie Pfand fir eppes, wat ech hei guer net kaaft hunn an esou weider.

Also, dat gëtt nach spannend. Ech weess net, wéi Der dat dote wëllt ëmsetzen. De Pfandsystem hätt een och a Koordinatioun mat den Nopeschlänner mindestens missen diskutéieren. Ech weess net, wéi dat doten an der Praxis ëmsetzbar ass. Dat ass e Riseproblem, an dat ass och, mengen ech, net mat engem Acteur wéi der Valorlux ofgeschwat oder diskutéiert ginn.

Viert Remark, an dat ass éischter dann eng Fro, dat ass déi Deponie „Muertendall“. Ech nenne se hei mam Numm, dat ass méi kloer, da weess jiddereen, wat et ass. An de Rapporteur huet et och gesot, dass mat dësem Gesetz eigentlech déi Lafdauer vun den Deponien, déi elo nach EU-konform bis 2035 erlaabt sinn, ëm fënnf Joer verkierzt gëtt. Elo ass et awer esou, dass hei eeben e Businessplang mat dem Horizont 2035 gemaach ginn ass an net mam Horizont 2030, dass do also fënnf Joer feele fir Amortissementsfraisen an esou weider. An dass dat natierlech de Bedriwwer Schweesspärelen op d'Stier dreift, dat ass kloer.

Mir haten och heizou en Amendement preparéiert, mir hunn en awer net an d'Kommissioun abruucht, well eeben notament d'Madamm Ëmweltminister, d'Ministesch Carole Dieschbourg, gesot huet, si wier mam Secteur an der Diskussioun, fir do eng Léisung ze fannen. Duerfir ass meng Fro, Här Minister, ob et



schon esou eng Léising gëtt, ob mam Secteur, mam SIGRE an dësem Fall, dann och geschwat ginn ass an ob een do ka soen: „Voilà, do si mer op engem gudden Wee.“ Et gëtt jo eventuell dee Moment, wéi gesot gouf, eng aner Notzungsméiglechkeet fir déi Deponie, fir dass eeben d'Leit net herno finanziell ganz staark an d'Labrante kommen.

Fënneft Remark, dat ass déi vun der Organisatioun vun de Ressourcenzentere, deene Ressourcenzentere, déi elo zousätzlech zu deem, wat mer hunn am Land, wäerten entsto. Déi solle jo am Fong geholl jidderengem fräi zougängelech sinn. Mir hüten do eigentlech proposéiert, een nationale Kaartsystem ze organiséieren, fir datt net eng Zort Tourismus do entsteet, datt ee seet: „Mee do ass den Déngscht besser, do kommen ech besser bäi“, oder „Dat do läit op mengem Aarbechtswee“ an esou weider an esou fort. Well dat wäert jo d'Konsequenz hunn, dass Gemengen, déi eebe vläicht méi zentral oder op enger Achs leien, wou och ëmmer, riskéieren, datt hire Recyclingpark iwwerlaf gëtt mat Leit, déi iwwerhaupt net an der Gemeng wunnen, an op déi anerer Manéier anerer eventuell net méi déi Leit hunn, obwuel se d'Capacitéit hätten, fir Leit ze empfänken.

Duerfir hätt een dat eigentlech kënne mat engem nationale Kaartsystem organiséieren respektiv derfir suergen, dass an enger Form déi Fraisen, déi entstinn, och da vun där Gemeng, wou d'Bierger hierkommen, refacturiert kënne ginn. Dat wäert elo net méiglech sinn, well et hei am Fong geholl biergerno – dat ass richtig – ganz einfach gemaach gëtt, mee et bleift awer herno eng Fro. Ech weess net, ob de Minister eis ka soen, ob doriwier nogeduecht gëtt, wéi een dat dote wëllt geréieren, well am Fong geholl d'Fraisen och dohinner gehéieren, wou d'Leit wunnen.

Déi sechst Remark, an dat ass bei menge kritesche Remarken – wann ech dat esou däerf nennen – déi Lescht, dat ass déi vun de Reklammen. Dat ass eigentlech éischter och eng Froestellung. Mir begrëisse generell, dass en Opt-out-System duerch en Opt-in-System ersat gëtt, wou ech also d'Optioun huelen, dass eppes a meng Boîte gehäit gëtt. D'office däerf näischt dragehät ginn. Ech muss also op menger Bréifkëscht soen: „Ech wëll Reklamme kréien.“ Dat ass prinzipiell eng gutt Saach. Et wäert awer derzou féieren, dass et och komesch Momenter wäert ginn. Mir wäerten do sécherlech nach e bësse brauchen, bis dass jiddereen dat dote fonnt huet. Mee et wäert derzou féieren, dass zum Beispill e Geschäft, wat an enger Lokalitéit opmécht, net däerf d'Leit doriwier informéieren. Et däerf keng Publicitéit maache fir ze soen: „Ech maachen eng Ouverture, ech ruffen d'Leit.“ Ausser et géif dann de Wee goe fir ze soen „Wann elo e Veräin do ass, deen e Flyer mécht, da sponsere mer deen an da kënne mer do eng Informatioun drop bréngen.“

Dat ass elo einfach praktesch geduecht, mee et wäerte sech ganz vill Froen do stellen. Wéi wäit kann dat goen? Net dass mer herno Billerbücher hunn, déi an d'Boitté kommen, wou iergendwou ënnen den Auteur dann e Club ass, dee seet: „A jo, ech feieren dëst oder dat den nächste Weekend, kommt laanscht kucken!“

Dat ass nach spannend. Also, et ass eppes, wou ee seet: „Dat ass gutt!“ Mee d'Detailarbecht hannendrun, dat muss een awer wierklech a Fro stellen. Et muss een awer wierklech soen, datt dat, fir dass mer zillféierend sinn, dann awer nach soll kommen.

Zum Schluss wollt ech nach just e puer Saachen uschwätzen, déi am Fong geholl net am Gesetzespak stinn. Dir hutt et gemierkt, ech sinn och elo guer net op déi eenzel Detailer vun de Saachen agaangen, ech hu just eebe generell e puer Kritikpunkten opbruecht.

Et gëtt beim Plastik – an et ass och ugeschwat ginn –, beim Mikroplastik déi Situatiounen, déi mer jo och

alleguerte kennen, dass mer Fotoen entdecken, wou Plastik uechtert d'Welt am Mier, an der Arktis, souguer dann och am mënschleche Blut noweisbar ass, oder och an der Otemloft nozeweisen ass. Dat sinn dramatesch Situatiounen. Et ass evident, mengen ech, dass een do muss handelen.

Elo ass et awer esou, dass zwee Drëtzel vun deem Plastikoffall, deem Mikroplastik, eigentlech aus der Kleedung kommen, vun den Textilien. Duerfir ass elo eng Léising déi fir ze soen: „Ma et ginn elo Wäschmaschine mat Filter geholl, dann hu mer deen zumindest op deem dote Volet eraus.“ Nach hu mer se awer um Kierper. An duerfir meng Fro, ob een net och op EU-Niveau eemol muss doriwier nodenken, ob eigentlech den Taux vun der synthetischer Kleedung dauerhaft soll esou sinn, ob een hei einfach elo seet: „Dat ass elo gutt esou, wéi et ass!“ – dat ass jo e bëssen d'Fro – oder ob een op deem dote Punkt, op deem Niveau, net eigentlech misst eng Diskussioun ustousséieren fir ze soen: „Hei lauschtert, dat do ass awer eigentlech e Stéck vum Problem!“

Dat anert – an ech ka mech elo geiert hu mat deenen zwee Drëtzel an een Drëtzel, ech mengen, et sinn zwee Drëtzel bei den Autos pneuen an een Drëtzel ass deen aneren, neelt mech net dorobber fest – ass d'Ofreiwe vun den Autos pneuen, dat ass am Fong geholl jo deen aneren Deel. Och do misst ee sech eigentlech d'Fro stellen, ob d'Fuerschung net eppes Besseres ka produzéieren wéi dat, wat mer haut hunn. Et weess een et net. Mir wëssen, dass et eng Firma gëtt, déi probéiert oder déi Tester mécht a Fuerschung mécht fir ze kucken, ob een net aus PET-Flaschen och Deeler vu Gummispneue ka maachen. Voilà, ob dat awer elo derzou féiert, dass déi dann net méi herno als Mikroplastik doruechter schwiewen, dat ass eng aner Diskussioun. Do kenne mer eis net aus. Dat betrëfft d'Fuerschung. Och dat ass en Appell fir ze soen, datt een och do misst Verschmutzungsszenarien hunn an och do vläicht misst Léisunge fannen.

Ben, dat ass de Problem vun der Fuerschung. Da gëtt et awer och nach en anere Problem an dat ass dee vun der Neinotzung, well et geet jo drëm, dass mer iwwerhaupt esou mann wéi méiglech nach Offall produzéieren sollen, wat kloer ass. Mee et wäert es ëmmer e bësse bleiwen, dat wësse mer alleguer heibannen. Et wäert also och ëmmer eng Diskussioun ginn iwwert d'Notzung vun deem Plastik, deen dann awer iergendwou an de Recyclage erëm erakënn, also eng nei Notzung. D'Économie circulaire beim Plastik kann een, wann een et ganz staark hält, vläicht benotzen, mee dat geet e bësse wäit.

Fakt ass awer de Problem, dass den Neiplastik aus Äerduelig bis dato ëmmer nach méi bëlleg ass wéi de Plastik aus Recyclater. Dat ass e bëssen de Problem. An do gëtt et zwou Froen, déi ech an deem Kontext hunn. Dat ass déi, datt een misst Initiativen huele fir ze suergen, dass de Plastik méi reng ka getrennt ginn. Do gëtt et Fuerschungsprojeten. Elementer, wéi een dat kéint maachen, wéi dat kéint goen, sinn, dass dee Plastik zum Beispill agefierft gëtt, eenzel Deeler dervun, déi dann ënner Laser ze trenne sinn, déi net ze gesi sinn, mee déi awer d'Maschine kënne vuneene trennen. Esou Iwwerleeunge gëtt et. An dat géif derzou féieren, dass een eigentlech eng besser Qualitéit am Recyclage kéint kréien.

Dat Zweet, dat ass – an dat wollt ech de Minister froen –, ob net ugeduecht ass, datt een och vläicht mat Subventiounen kéint funktionéieren, fir dass Recyclater iwwerhaupt eng Chance hunn, um Marché kënne konkurrenzfähig ze sinn an erëm kënne genotzt ze ginn.

Dann nach eng aner Remark. An Däitschland gëtt et e System bei der Post, wou se e Mehrwegsystem

agefouert hunn. Si nennen e RePack. Et ass am Fong geholl esou, dass d'Päck, déi zougestallt ginn, esou emballéiert sinn, dass den Emballage, wat eng Zort Posch ass, méi dacks ka benotzt ginn. Dat wier och vläicht eng Iddi, déi een enzwousch eng Kéier kéint mathuele bei Leit vun eiser POST, fir sech eng Kéier unzekucken, ob net och hei esou e System kéint interessant sinn.

Dann nach eng lescht Remark mengersäits, da sinn ech fäerdeg, zu deene Gesetzesprojeten, déi hei drastinn vum Recycling vun elektronische Geräter. Do mierke mer jo awer nach eng aner Problematik hannendrun, an dat ass déi, dass et ganz oft keng Reparaturméiglechkeet gëtt bei ganz villen, besonnesch klengen Apparater, net nëmme beim Handy, zum Deel souguer, well einfach keng Ersatzstécker produzéiert ginn, well dat einfach net gemaach gëtt. Bei den Handyen ersetze mer alles, amplaz dass mer en Deel ersetzen. Dat ass kloer.

Eis däitsch Noperen hunn an hirem Koalitionsvertrag esou e „Recht auf Reparatur“ drastoen. Dat ass nach net ëmgesat, se hunn et awer drastoen, dat ass interessant. Här Minister, Dir sidd jo dacks ënnerwee, Dir kéint jo da vläicht och eng Kéier froen, ob se schon e Stéck weiderkomm sinn. Et kann ee sech jo inspiréieren u gudden Iddien.

Eng aner gutt Iddi ass awer déi: Frankräich an Éisträich ginn hire Leit e Reparaturbonus. Dat ass esou eng Aart Primm fir en Haushalt, wann een Elektrogeräter reparéiert, amplaz dass ee se ewechgeheit. Si soen: „Dir hutt eppes zegutt, wann Der se an eng Reparatur gitt, da gëtt en Deel dovunner iwwer eng Primm ofgedeckt.“ Och esou Systemer kann ee sech iwwerleeën. Ech denke schon, dass beim Elektroschrott nach munches ze maachen ass.

Et ass jo och net fir näischt, dass et esou Repair-Café an Änlech gëtt, well d'Leit dach awer och ganz dacks net wëllen eppes ewechgeheien, wou se soen: Ass et wierklech esou futti, dass et net méi ze flécken ass?

Voilà! Ech kommen awer zum Schluss. Et kéint een nach vill iwwert d'Offallgesetzgebungen hei soen. Ech hunn et virdu gesot: Et ass an a fir sech e positiven Elan. Mir sollen dee positiven Elan och ënnerstetzen.

Mir soen awer gläichzäiteg, dass mer just zu dräi Projeten, an zwar de 7656, de 7699 an de 7701 – ech ginn net méi op den Detail an, wat se beinhalten –, eis Zoustëmmung ginn. Mer ginn d'Zoustëmmung awer net zu deenen aneren zwee Projeten, deen een, de 7654, an deen aneren, de 7659, eng Kéier haaptsächlech wéinst dem Pfandsystem, well mer fannen, dass deen de Moment verfréit kënnt an d'Problemer net geléist sinn, an dat anert ass d'Fro vun de Recycling- a Ressourcenzentere an de Supermarchéen, an Haaptkritikpunkt, ech hu virdu probéiert, e bësselchen ze erklären, wou mir stinn.

Dat gesot, Här President, soen ech Merci fir d'Gedold, fir d'Nolauschteren an ech war mam Timing richtig gutt.

Merci!

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci dem Här Schaaf. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Hahn. Här Hahn, wannechgeeft.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. An de Bëscher, op de Plagen, um déifste Mieresbuedem, souguer um Nord- an um Südpol, et gëtt keng Plaz méi op dësem Planéit, wou de Mënsch net seng

Spueren hannerlooss hätt; net seng Spueren, méi richtig ass, net säi Knascht! Laanscht d'Strooss, wann d'Leit mengen, hiren Dreck mussen aus dem Auto ze geheien, an Bësch, wou Verschiddener sech net genéieren, hir Dreckskescht eidel ze maachen, oder op der Plage, wou d'Mier all Méiglech uspullt. Mir kennen alleguerten déi schrecklech Biller vun Déieren, déi elendig zugronn ginn, well se Plastik gefriess hunn.

Mee net all Knascht gesäit een! An deenen ofgeleeënste Regiounen vun der Äerd, wéi an der Antarktis, hu Fuerscher scho viru Jore Mikroplastik fonnt. Op Plazen, wou nach ni e Mënsch war, leeft eis eisen ekologesche Foussofrock viraus. An et brauch ee guer net esou wäit sichen ze goen!

Am Mäerz vun dësem Joer hu Wëssenschaftler fir d'éischte Kéier Plastik am mënschleche Blut fonnt. Obwuel déi gesondheetlech Auswierkungen heivunner net bis an den allerleschten Detail gekläert sinn, wësse mer alleguer: Dat kann net gutt sinn! Méi däitlech kéinte mer net virun Ae gefouert kréien, dass mer net esou weidermaache kënnen. Iwwerall, wou mer hikucken, iwwerall, wou mer wulle ginn, fanne mer Plastik: an eisem Iessen, an eisem Waasser, souguer an der Loft a schlussendlech och an eisem Kierper.

Dobäi ass de Plastik sécher eent vun de krasste Beispiller, mee awer net deen eenzege Problem, deen den aktuelle verschwendereschen Émgang mat eise begrenzte Ressourcë schaaft.

D'Klimakris, de Verloscht vu Biodiversitéit, d'Verknaschtung vun de Weltmierer, vun eise Bëscher, Wisen a Felder hänke fundamental zesummen. Dat eent huet en Afloss op dat anert. Mir kënnen net dat eent upaken an dat anert leie loossen. Mir mussen staark Mesurë géint de Klimawandel huelen a gläichzäiteg och der Wegwerfgesellschaft de Kampf usoen, soss hu mer net vill erreecht.

Vill Géigestänn sinn esou konzipéiert, fir se einfach ewechzegeheien, wa se futti sinn. Et ass eis all bestëmmt scho virkomm, dass een zum Beispill eng al Méimaschinn, en Hochdruckreiniger oder wat och ëmmer, déi eigentlech nach tiptopp an der Rei waren, vläicht e klengen Defekt haten, net méi flécke gelooss huet, well d'Reparatur einfach vill méi deier wier oder änlech deier wier, wéi en neit Gerät ze kafen.

Et gi vill esou Beispiller. Vill Saache ginn nëmme produzéiert, fir duerno direkt an der Poubelle ze landen! Wäertvoll Ressourcë ginn op déi Manéier verbëtzt a Bierger vun Offall verknaschten d'Natur.

De Prinzip vun der Kreeslafwirtschaft gesäit vir, d'Resourcen esou effizient et nëmme geet ze notzen, andeems se ëmmer erëm nei verwäert ginn. Dat ass e komplexe Paradigmewissel par rapport zur Aart a Weis, wéi mer haut fonctionéieren. An dach ass et am Fong déi Approche, déi vill méi sënnavoll ass.

D'Iddi vun der Kreeslafwirtschaft esou gutt et geet an alle Beräicher ze applizéieren, ass sécher keng kleng Erausforderung, an awer ass et hei d'selwecht wéi a villen anere Beräicher. D'Opportunitéit sinn enorm. Lëtzebuerg zu engem Virreider an deem Domän ze maachen, ass eng ganz grouss Chance fir eis Wirtschaft, fir eise Standuert a fir eis Gesellschaft am Allgemengen.

Stand 2019 fléien zu Lëtzebuerg awer nach all Joers 200 Kilo Offall pro Persoun an déi schwaarze Dreckskescht, 200 Kilo, déi zum gréissten Deel zu Leideng verbrannt ginn an domat och fir ëmmer verluer sinn. 60 % dovun kéinte recycéliert ginn, kéinten an enger oder an där anerer Form nach eemol benotzt ginn a kéinten domat nach eng Kéier en anert Liewe kréien.

Mir gesinn also: Do ass nach vill Sputt no uewen! Am Verglach mat anere Länner sti mer zwar haut schon net esou schlecht do, mee trotzdem muss och hei a Lëtzebuerg sech nach vill an dësem Beräich doen.

An ech mengen och, dass vill Leit dobaussen dat d'selwecht gesinn. D'Sensibilitéit fir dee Sujet ass an de leschte Joren immens geklommen. Dat gesäit een eleng un de sëllegen Initiativen, déi an d'Liewe geruff goufen. Ech denken zum Beispill u verschidde Butteker, déi, jo, ganz ouni Verpackungen auskommen an hir Produiten esou do verkafen. Oder ech denken un d'Bewegung vun de Repair-Caféen, déi sech och zu Lëtzebuerg ëmmer méi verbreedden.

A Sondagë sinn nieft dem Logement Froe vun der Nohaltegkeet schon zënter enger gudder Zäit ëmmer mat virbäi. Während der Pandemie hunn och ganz vill Leit de Wäert vu lokalen a regionale Produiten nei entdeckt. Alles an allem mierkt een et ganz gutt, dass eng Demande vun de Leit do ass, weider Efforten ze maachen. D'Leit erwaarde sech, dass d'Politik hir Responsabilitéit iwwerhëlt an ambitiéis Mesuren decidéiert, fir den Offall ze reduzéieren, fir eis Ëmwelt besser ze schützen a fir de Kampf géint de Plastik seriö unzegoen. Dës Regierung mécht genee dat!

Mat dësem Package vu fënnf Gesetzesprojete maache mer e grouss Schrëtt a Richtung Paradigmewissel, wat den Émgang mat eise Ressourcë betrëfft. D'Zil ass ganz kloer: Null Offall.

Wat heescht dat genee?

Éischtens: „reduce“. All onnéidegen Offall soll, esou gutt et geet, evitéiert ginn. Am beschte Fall sinn eis Produite vun Ufank un esou konzipéiert, dass esou mann wéi méiglech Knascht ufält an dass op onnëtz Verpackungene verzicht gëtt.

Zweetens: „reuse“. Mir mussen ewechkomme vun den Eeweeproduiten, déi eemol benotzt ginn an duerno direkt an d'Poubelle fléien. Fir ganz vill Produite gëtt et Alternativen, déi e puermol benotzt kënnen ginn. Derbäi kennt dat Beispill, dat ech virdu vun der Méimaschinn oder vum Hochdruckreiniger genannt hunn. Vill ze vill Saache ginn einfach ewechgehäit, och wa se u sech eigentlech nach tiptopp an der Rei wiere respektiv just Klenggekeeten drun ze flécke wieren.

D'Benotzdauer vu villen Alldagsproduite kéint däitlech verlängert ginn duerch kleng Reparaturen oder andeems se – firwat net? – zu e puer genotzt ginn. Hei si mer da beim Stéchwuert Sharing Economy. Wéi dacks brauch een dann elo wierklech eng Buermaschinn? Perséinlech hänken ech elo net grad all Dag nei Biller op.

*(Hilarité)*

Och hei kéint een dës zum Beispill mat senger Noperschaft, mat senger Familljememberen zesumme kafen an zesumme benotzen an deelen. Och do stieche mer hei zu Lëtzebuerg nach an de Kannerschung, wann een eis vergläicht mat anere Länner op eisem Planéit. Do kënnen mer definitiv nach besser ginn.

Drittens: „recycle“. Wéi scho gesot, kéinte 60 % vun deem, wat an eiser schwaarzer Dreckskescht lant, en neit Liewe kréien, amplaz verbrannt oder, nach schlëmmer, vergruween ze ginn. Och hei kann intelligenten Design vill derzou bäidroen, dass verschidde Produite besser recycéliert kënnen ginn. Eng Verpackung just aus engem Material léisst sech däitlech méi einfach recycéliieren, wéi wa se aus verschidde Materialien, déi am schlimmste Fall souguer nach net uerdentlech maschinell ze trenne sinn, konzipéiert ass.

*(Interruption)*

Gläichzäiteg gëllt et och, d'Leit ze incitéieren, hiren Offall och tatsächlech ze trennen. An do stinn

d'Gemengen dann natierlech och an der Verantwortung, zum Beispill duerch en Taxesystem, deen de Recycling encouragéiert. Ech wëll sécher hei net mam Fanger op deen een oder anere weisen, mee wann et op verschidde Plazen hei am Land nach keng separat Kollekt gëtt vun organeschem Offall, Glas, Pabeier a Reschtstoff, da brauche mer eis, salopp gesot, net ze wonneren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Max Hahn** (DP) | De Package, ëm deen et haut de Mëtten hei an der Chamber geet, proposéiert eng ganz Rëtsch u Mesuren, fir eis Ziler an der Offallgestioun ze errechen.

De Rapportier, an deem wëll ech op dëser Plaz scho Merci soen, ass schon am Detail op déi verschidde Dispositiounen vun de fënnf Gesetzer agaangen. Ech wëll mech dowéinst drop beschränken, verschidde Elementer erauszepicken, déi eis als Demokratesch Partei als ganz wichteg erschéngen.

De Kampf géint den Eeweplastik gehéiert ouni Zweifel zu deem Wichtigsten an Dréngendsten an dësem Beräich. D'Decisioun op EU-Niveau, eng ganz Lëscht vun esou Produiten ze verbidden, stellt sécherlech e Meilesteen duer. Domat ass d'Arbecht awer nach laang net gedoen!

Vill aner Produite bleiwen nämlech nach weider am Émlaf, déi net verbuede ginn. Hei hëlt den Text d'Produzente verstäerkt an d'Verantwortung, fir d'fir ze suergen, dass de Verbrauch vu verschidde Produiten aus Eeweplastik erofgeet. Och musse se sech un de Käschte bedeelegen, fir den Dreck ewechzemaachen, wann hir Produiten an d'Ëmwelt gehäit ginn.

Besonnenesch d'Produzente vun Zigarette sinn heivu betraff. Wann ee kuckt, wéi vill Zigarettestëmp einfach op de Buedem geworf ginn, a wann ee sech bewosst ass, wéi eng Verknaschtung dat duerstellt, da gëtt et héich Zäit, dass sech hei eppes deet!

De sougenannte „Littering“, dee sech natierlech net nëmmen op Zigarette beschränkt, ass e Phenomeen, dee sech ëmmer méi verbreet an och d'Allgemengheet deier kascht. Ronn 1,2 Milliounen Euro gëtt de Lëtzeburger Staat all Joer aus, fir eleng de Knascht laanscht d'Stroossen ewechzemaachen! De Littering ass eng Plo, där mer mat alle Mëttele musse probéieren, Meeschter ze ginn.

Als DP begrëisse mir dowéinst, dass mer mat dësem Gesetzesprojekt nei Weeër ginn, an dass d'Produzenten, jo, mat an d'Boot geholl ginn, fir géint de Littering ze kämpfen.

Här President, grouss Fester sinn traditionell déi Momenter, wou zwar ëmmer manner, mee trotzdem nach ëmmer ganz vill Eeweplastik benotzt gëtt. Sief et Sportevenementer, Concerten, Nationalfeierdag oder soss Geleeënheeten, wou et ze iessen an ze drénke gëtt: Et ass hei, wou an der Reegel nach vill ze vill Offall produzéiert gëtt a soumat och Offall kann evitéiert ginn.

Mir sinn als DP och der Iwwerzeugung, dass et guer net esou komplizéiert ass, fir hei aner Weeër ze goen. Et ginn hei och scho ganz gutt Beispiller, wou dat immens gutt fonctionéiert. Dernieft ginn et genuch Beispiller, wou dat, wéi gesot, op grouss Manifestatiounen europäescher Natur souguer mat Dausende vu Leit schon exemplaresch geklappt huet. Et geet, wann een et just wëll!

Dowéinst gëtt et fir eis dann och keng Excuse, dat net iwwerall am Land obligatoresch ze maachen. Ab dësem Oktober dierf keen Eeweplastik méi, sief et Telleren, Becheren, Besteck an esou weider, op öffentleche Veranstaltungene genotzt ginn. Domat bleift genuch Zäit



fir d'Klibb, fir iwwert d'Summerméint de leschte Stock opzebrauchen. Et muss ee wëssen, d'Mise sur le marché vun dësen Artikelen ass jo souwisou schonn zënter Juli 2021 an der EU net méi erlaabt.

Bis Juli 2024 sollen dann nach just Mehrwegproduiten of de Fester benotzt ginn. Et ass an eisen Aen eng vergläichweis einfach Measure, déi awer e groussen Impakt wäert hunn.

En anert Beispill, bei deem och vill onnützen Offall entsteet, och erëm beim Iessen, ass, wann een eppes bestellt oder eppes mat heem hält. Perséinlech bestellen ech zum Beispill emol gäre Sushi doheem. Wat mech do ëmmer stéiert, dat sinn déi enorm Quantitéiten u Verpackung a ganz oft och Plastikverpackungen, déi een da kritt, déi dacks de Wee direkt an d'Dreckskëscht oder an d'Valorlux-Tut fannen.

Och hei dierft et net allze schwéier sinn, Alternativen unzebidden. De Ministère huet jo schonn de Projet vun der Ecobox an d'Liewe geruff. Ähnlech kann ee sech virstellen zum Beispill bei anere Liewensmëttel, déi ee vläicht méi einfach verpaakt kritt wéi Sushi, deen ech genannt hunn, oder firwat net, och d'Pizzaen.

Mir begrëssen aus deem Grond, dass dat bis 2025 obligatoresch wäert ginn. Am beschte wier et natierlech, e System auszeschaffen, wou de Gros vun de Restaurateuren am Land géife matmaachen, fir de Switch hin zu engem méi ëmweltfrëndleche System och esou einfach wéi méiglech fir de Client ze maachen.

Fir eis als Demokratesch Partei ass dat e ganz sprangende Punkt. Selbstverständlech muss mer d'Leit sensibiliséieren a responsabiliséieren, fir dës Transition hinze kréien. Jiddweree muss nämlech säin Deel dozou bäidroen.

Gläichzäiteg muss een awer och kucken, keng onnéideg Ëmstänn ze schafen, de Leit d'Liewen net onnéideg schwéier ze maachen. Bei esou engem ambitiöse Programm wéi deem mussen d'Leit matgeholl ginn, och déi, déi net vu sech aus direkt dervun iwwerzeegt sinn.

E positivt Beispill an déi Richtung ass sécher d'Tat-saach, dass een an Zukunft an dee Ressourcenzenter ka goen, deen am noosten ass. Dat kënn sécherlech esou munchem entgéint, deen net onbedéngt heiwéinst en Ëmwee brauch ze fueren.

Mee och Systemer wéi d'Valorlux, déi sech an der Ver-gaangenheet bewäert hunn, solle fir eis an Zukunft weider ënnerstëtzt, wann net esouguer ausgebaut ginn. Nieft enger genereller Preventioun vun Offall ass dat fir eis dee beschte Wee, fir esou vill Leit wéi méiglech mat op dee Wee ze huelen.

Fir awer nach ee Moment op de Plastik zrëckzekommen: Eng vun de gréisste Geforen, déi vun Plastik ausgeet, ass, wann e sech bis a minuscule Partikelen zersetzt an esou iwwerall verbreet, jo, souguer bis an de mënschleche Kierper. Déi Erkenntnis kann ee wierklech net kalloossen. Si weist ganz androcksvoll, dass et absolut noutwendeg ass, de Kampf géint de Mikroplastik weider ze verstärken. D'Dispositiounen an där Hisiicht, fir zousätzlech Filteren a Wäschmaschine virzeschreien a verschidde Produiten, déi Mikroplastik enthalen, jo, souguer carrement ze verbidden, sinn dowéinst an eisen Aen och déi richtig Decisioun.

Här President, ech ka leider net op all eenzel Measure vun deem Package agoen. An et géif sécher nach ganz vill ze soe ginn. Ech wëll zum Schluss nach op ee Punkt agoen, dee fir eis als DP och ganz bedeutend ass.

De Bausecteur ass ee Beräich, an deem immens vill Ressourcë verbraucht ginn, wou vill Material gebonne gëtt a wou et deemno ganz sënnavoll wier, d'Prinzippe vun der Kreeslafwirtschaft konsequent ëmzesetzen.

Fir eis als DP sollen déi zukünfteg Gebaier quasi als Rostofflager kënnen genotzt ginn, an aus dëse Ressourcë vun engem ale Gebai misst et dach méiglech sinn, erëm neier operiichten. E wictege Schrëtt an deem Kader ass, fir mol fir d'éischt genee ze wëssen, wéi eng Materialien dann och wierklech verbaut ginn. Aus deem Grond gëtt mam neie Gesetz en Inventaire agefouert, an deem dës Informatioun festgehalte mussen ginn.

Tatsächlech benotzt de Gesetzestext och de Begrëff vun der Dekonstruktoun vun engem Gebai, woumat explizit op d'Idi vun der Kreeslafwirtschaft verwisen gëtt. D'Dekonstruktoun vun engem Gebai muss vun Ufank u matgeduecht an aberechent ginn. Dësen Inventaire ass den éischte Schrëtt an déi richtig Richtung.

Et gëtt do sécher och nach vill Aarbecht, fir nei an innovativ Léisungen ze entwéckelen, bis dass mer effektiv e Gebai hunn e bësse wéi an der Lego-Technik, an dass d'Materialien eeben ëmmer nei benotzt kënnen ginn.

Als DP denke mir awer och, dass genee dat de richtige Wee ass, a mir sinn och iwwerzeegt, dass dës Entwécklung aktiv gefërdert an ënnerstëtzt muss ginn, och iwwert dëse Gesetzestext eraus.

Här President, am Virfeld vun deem Gesetzespa-kage hu sech eng jett Froe gestallt. Et gouf och Kritik vu verschidde Säiten, grad ewéi Suergen, wéi een Impakt dës Texter um Terrain wäerten hunn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et wictege, dat esocht ze huelen. Mir mussen elo an deenen nächste Méint a Jore mat alle concernéierten Acteure kucken, fir d'Ëmsetzung beschtméiglech ze begleeden an ze suivéieren. Dofir ass d'Motioun – herno wäert se deposéiert ginn – fir eis och ganz wictege, déi dann ënner anerem e Bilan no zwee Joer zu dëse Gesetzestext wäert virgesinn.

Et muss nämlech gekuckt ginn, ob mer déi éiergäizeg Ziler, déi mer eis zweifellos heimat setzen, och tatsächlech an der Praxis erreechen. Mir mussen eng objektiv Analys maachen, fir ze kucken, wat gutt functionéiert huet, wat manner gutt a wat och vläicht kontraproduktiv war. An da muss mer deementspriedend nobeseren.

Fir eis als DP geet et nämlech drëms, konkret Fortschreitter an där Matière ze erzilen, an dëst op eng pragmatesch an objektiv Aart a Weis. Et ass dat, wat fir eis allegueren zielt. Et geet schliisslech ëm eng grouss Erausforderung, virun där mer als Gesellschaft stinn. An do muss mer all d'Mesuren huelen, déi néideg sinn, fir dës ze meescheren.

Déi fënnf Gesetzestexte, déi haut zur Debatt stinn, sinn e wictege Schrëtt an déi richtig Richtung. Si setzen d'Jalonen, fir d'Offallgestioun an den nächste Joren nei auszeriichten. D'Offallvermeidung gëtt als éischt Prioritéit definéiert. Knascht, deen net zustane kënn, ëm deen ee sech och keng Gedanke méi brauch ze maachen, dat ass de richtige Wee.

Fir de Rescht muss mer dohinner kommen, eis Ressourcen esou effizient wéi méiglech anzesetzen, andeems mer ënner anerem d'Kreeslafwirtschaft ukuerbelen. Dës Gesetzter sinn do just en Ufank. An Zukunft muss weider Efforte gemaach ginn, fir Lëtzebuerg zu engem Virreider an der Circular Economy ze maachen.

Eis natierlech Ressourcë si begrenzt. Esou weiderzemaache wéi bis elo ass hei sécherlech keng Optioun. D'DP ënnerstëtzt all Schratt am Sënn vun engem intelligenten Ëmgang mat eise Ressourcen an de Kampf géint d'Verknaschtung vun der Natur.

Ech sot et virdu schonn, mee ech mengen, well seng Aarbecht esou gutt war iwwer all déi Méint, vill iwwer Videokonferenzen, géif ech et dann nach eng Kéier maachen an dem Rapportier nach eng Kéier Merci soe fir seng zwee ganz gutt Rapporten. Ech géif Iech Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech géif den Accord ginn zu deene fënnf Gesetzestexte an ech géif op dëser Plaz och nach gären der Ministesch, déi zoustänneg war fir déi heiten Texter, dem Carole Dieschbourg, Merci soe fir hire konsequenten Asaz an deem Domän, wann et drëms geet, fir d'Offallvermeidung hei zu Lëtzebuerg konsequent virunzebréngen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Marc Spautz**, Président de séance | Merci dem Här Hahn. Deen nächste ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, et ass un Iech.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt emol wéilt ech dem Rapportier e grouse Merci soe fir säi gudde mëndleche Rapport an déi fënnf schrëftlech Rapporten. An och wann ech begrëssen, dass mir hei déi fënnf Gesetzesprojete an enger Diskussioun zesummefaassen, esou hu mir et hei wierklech mat engem ganz villschichteg Sujet ze dinn.

Dir hutt et gesot, Här Rapportier, et ass e Paradigme-wiessel an der Offallwirtschaft an et ass fir eis och e richtige Wee an e wictege Wee a Richtung Kreeslafwirtschaft. Ech mengen, mir sinn eis heibannen allegueren eens, dass e groussen Handlungsbedarf besteet, wat den Offall betrëfft. Iwwer Joerzengten hu mir d'Ressourcë souzesoen iwwerbenotzt an domadder hu mer se fir d'Zukunft méi knapp an och méi deier gemaach.

De Krich mat Russland gëtt eis e klengen, ech géif bal soen, e klenge brutale Virgeschmaach, wat et bedeit, wann d'Energie an d'Liewensmëttel zum Beispill net méi esou ganz einfach zur Verfügung stinn. Och doduerch gesi mer eis an Zukunft gezwongen, méi effizient mat den natierleche Ressourcen ëmzegoen. Konkreet bedeit dat, dass mer opphale sollen, d'Ressourcen ze verschwenden an no engem ganz kuerze Gebrauch op den Tipp ze geheien.

Manner Offall produzéiere geet Hand an Hand mat enger Reduktioun vun der Ëmweltverschmutzung. An dat gëllt net nëmme fir problematesch Chemikalien, mee virun allem awer och fir eisen Ëmgang mam Plastik, deen an eise Alldag iwwerall present ass. Merci dofir dem Max Hahn fir seng Verbildlechung vun där Problematik.

D'Bewosstsinn dofir, wat fir e Schued dass dat no sech zitt, huet an de leschte Joren däitlech zougeholl. D'LSAP ënnerstëtzt deemno d'Ziler vun der neier Offallpolitik voll a ganz. Am wictegstem ass et eis awer dofir, d'Preventioun vum Offall ze thematiséieren. Den Design vu Produkter an och d'Aart a Weis, wéi se verpaakt sinn, spillen e entscheidend Roll. Wa méi Produkter a besonnesch Liewensmëttel am Lassene géife verkaaft ginn, kënn dat dem Consommateur entgéint, well e jo da just déi Quantitéit ka kafen, déi en och tatsächlech brauch.

Mir mussen och derfir suergen, dass esou vill wéi méiglech Wäertstoffe no engem éischte Gebrauch erëm fir nei Produkter kënnen gebraucht ginn. Produkter an och Materialien, déi liicht recycléiert kënnen ginn, mussen dofir favoriséiert ginn. E weideren Challenge ass och d'Qualitéit vun der Mülltrennung op allen Niveauen, ouni déi de Recycling natierlech net méiglech ass.

An enger leschter Etapp wäert et natierlech net ouni d'Reschtoffall goen, déi net méi kënnen an e

Produktionskreeslaf zréckgefuert ginn. E ganz gudden Deel dovunner sollt zumindest energeetesche kënnen genotzt ginn, an esou sollen esou mann wéi méiglech Offall am Endeffekt op enger Deponie gelagert ginn.

Dat sinn déi grouss Prinzippien, déi eisen Émgang mat de Ressourcë steiere mussen. Bei deene fënnf Gesetzesprojeten, déi mer hei virleien hunn, handelt et sech zum allergréissten Deel ëm eng Ëmsetzung vun den EU-Direktiven. Et ass immens wichteg, dass awer verbindlech Reegelen um EU-Niveau festgeluecht ginn. Mir sinn an engem eenzege Bannemaart an dee kann nëmmen ouni gréissert onfairt Konkurrenzdenke funktionéieren an nëmmen, wann all d'Produkter, déi op dësem Marché circuléieren, deene selwechte Reegelen och ënnerworfen sinn, egal a wat fir engem EU-Land se produzéiert ginn oder awer och, vu wou se importéiert ginn.

Den Nodeel vun enger harmoniséierter Politik ass awer de Fait, dass all d'Memberstaate mussen zesummen en Accord fannen. Eng heefeg Kritik un der EU ass déi, dass ee sech dacks just op dee klengste gemeinsamen Nenner kann eenegen. An d'EU riskéiert esou, fir Länner mat méi ambitiësen Ziler zur Fortschrittsbrems ze ginn. Fir dat ze vermeiden, erlaben d'EU-Richtlinien et de Memberstaaten, besonnesch an Ëmweltfroe punktuell méi wäit ze goe wéi d'Mindestnormen, déi gemeinschaftlech festgeluecht goufen. Dat ass och bei der Offallgesetzgebung de Fall. An all eenzelne Punkte beschränke sech d'Gesetzesprojeten, déi mer virleien hunn, eeben net op de Mindeststandard, mee se ginn doriwwer eraus. Op d'Konsequenzen dovunner wäert ech dann e bësselche méi spéit nach agoen.

Mir dierfen eis näischt virmaachen. De Liewensstil, dee mir am Moment hunn, ass ganz wäit ewech vun den Null-Offall-Ziler. Eleng d'Mindestnormen, déi mer an der Offallpolitik iwwert déi rezent EU-Direktive respektéiere mussen, awer och natierlech déi zousätzlech Oplagen, déi Lëtzebuerg aféiere wëllt, wäerten an der Praxis eng grouss Ëmstellung mat sech bréngen. Heiansdo sinn dat wierklech nëmme Klengegkeeten, déi sech zum Deel schonn agebiert hunn, zum Deel sinn et awer och ganz grouss Verännerungen, déi net nëmmen e Mentalitéitswiessel, mee virun allem awer och Investitiounen, Schoulung vu Personal, Iwwerschaffe vu Businessmodellen an esou weider no sech zéien an domadder och Onmut a verschiddene Secteure mat sech bréngen.

Dofir wéilt ech just an e puer Beräicher kuerz drop agoen, wat déi nei Reglementatioun fir déi verschiddenen Acteure bedeit.

D'Preventioun vum Offall: Hei spillt ënner anerem de Projet de loi 7654 iwwert d'Verpackungen eng weesentlech Roll, an natierlech och de Projet de loi 7656, dee méi speziell de Plastik betrëfft. Wat bedeit dat fir d'Produzenten? Wat bedeit et fir de Commerce?

Mir kruten eng Rei Avisen eran, déi duerchaus kritesch vis-à-vis vun deenen neie Bestëmmunge sinn. Ënner anerem gesäit de Gesetzesprojet jo vir, dass Uebst a Geméis onverpaakt muss ugebuede ginn an dass de Client fir d'Verpackunge muss bezuelen.

Et huet eis awer e bësse berouegt, dass d'Madamm Minister eis verséichert huet, dass Gespréicher mat deene Betreffene gefouert goufen an dass et gutt alternativ a méi ekologesch Léisunge géif ginn.

Mir hunn och d'Delaie verlängert, ab deenen eenzel Dispositiounen a Kraaft trieden, fir genuch Zäit fir eng Ëmstellung ze loosse.

Wat bedeit et fir de Client? Hie kritt et an Zukunft méi einfach gemaach, fir onverpaakt Wueren ze kafen. Well

wien am Moment wëllt méiglechst weineg Verpackung hunn an op Plastik verzichte wëllt, muss sech dacks mat enger ganz beschränkter Auswiel u Wueren zefridde ginn. Och gétt et ëmmer méi Singlehaushalter, déi méi grouss Quantitéite mussen kafen, wéi se eigentlech brauchen, well d'Wueren ganz einfach a bestëmmte Volummen ofgepaakt ginn. A wann et méi Wueren am Lassene géif, wier dee Problem jo geléist.

Negativ fällt awer an deem Kontext och eng wäit verbreete Verfallsstrategie op, bei där d'Leit mat Präisreduktiounen gelackelt ginn, fir am sougenannte „gros volume“ ze kafen, also nach méi, wéi se eigentlech brauchen. Hei sinn dann erëm Foodsharing-Initiative gefuerdert, wa si wëllen deem Problem entgéintsteieren.

Et muss een awer och soen, dass d'Ziler vun deem Gesetzesprojet nëmmen erreecht kënnen ginn, wann et bei de Konsumenten zu engem Ëmdenke këmmt. Vill Leit kafen nun emol léiwere virverpaakte Wueren aus Bequemlechkeet, aus Zäitmangel. A während der Pandemie, während där d'Liwwerservicer u Belëiftheet gewonnen hunn, huet sech déi Tendenz och nach verstärkt. An et gétt leider och nach ëmmer Leit, deenen dat alles zimmlech egal ass, déi nach net mat där Offalthematik a Problematik konfrontéiert goufen an déi hiren Dreck dann einfach an d'Natur geheien, ouni weider nozedenken.

Dat ass eng Erfahrung, déi net nëmmen Hygiëneservicer maachen, dat gesäit och jiddweree vun eis, wann e bei enger vun deene ville Fréijorsbotzaktiounen matmécht, déi reegelméisseg an de Gemengen organiséiert ginn. An dofir e grouss Respekt un all déi Bedelegt.

Meng Virriedner sinn hei schonn in extenso op d'Thematik vun de Verpackunge bei de Liewensmëttel agaangen. Jo, wéi gesot, et sollt esou sinn. Wann et dem Konsument dann awer mat der Zäit ze vill deier an ze vill komplizéiert sollt ginn, dann dierf ee wierklech net vergiessen, dass mir zu Lëtzebuerg vill Grenzen hunn, wou et ganz einfach ass, am Ausland seng Kommissiounen maachen ze goen oder awer online ze bestellen, wat vun der Verpackung a vum Transportwee hier nach eemol eng Kéier e Schratt no hanne bedeit. Dat ass also e Punkt, op deen ee ganz genau muss oppassen a wou ee muss kucken, wéi sech alles herno an der Praxis entwéckelt.

E weidere Punkt, dee ganz kritesch gekuckt gouf vun deene betreffenen Acteuren, betrëfft d'Afféiere vun enger nationaler Consigne. Effektiv gétt et hei leider keng EU-wäit Reegelung. An Däitschland – et ass scho gesot ginn – gétt et e Pfandsystem, dee schrittweis ausgeweit ginn ass, soudass och déi sougenannten „Einwegflaschen“ an Dousen dovunner betrëfft sinn.

De Client bezilt deemno fir d'Verpackung, kritt awer seng Suen zréck, wann en des net einfach ewechgehäit, mee fir eng Weiderverwärtung zréckbréngt. An esou engem klengem Land wéi Lëtzebuerg mat dräi Nopeschlänner mat ënnerschiddleche Systemer ass dat natierlech net ganz einfach. Den Här Schaaf ass och am Detail dorobber agaangen. En nationale Pfandsystem anzeféieren ass do quasi onméiglech, well de Commerce da gezwongen ass, allméiglech Verpackungen zréckzehuele vu Produkter, déi och eventuell guer net do verkaaft ginn.

Zur Preventioun gehéiert et dann och, dass eng Rei vu Produiten, fir déi et méi ekologesch Alternative gétt, ganz einfach vum Marché geholl ginn. An dat wier absolutt ze begrëssen.

Doriwwer eraus gesäit de Projet 7659 awer och Verbueter fir d'Benotze vun Einwegbehältere vir, déi iwwert d'EU-Direktiven erausginn. Dat ass en Element, dat vun eenzele Berufschambere staark contestéiert ginn ass.

D'LSAP ass wuel grondsätzlech d'accord mat méi ambitiëse Virschreften, mee ënnert der Konditioun, dass se um Terrain och kënnen ëmgesat ginn an dass d'Ziler, déi ee sech domadder gesat huet, erreecht ginn. Genau dat gétt vun enger Rei vun Acteuren a Fro gestallt.

D'LSAP erwaart dofir, dass déi praktesch Ëmsetzung vun der neier Gesetzgebung ganz genau suivéiert gétt. Déi zoustänneg Verwaltung mussen de betreffenen Acteure mat enger aktiver Berodung zur Säit stoen, fir dass si déi Ëmstellung och kënnen packen. Falls néideg, muss och kënnen géigegesteiert ginn, wann ee mierkt, dass et punktuell zu Feelentwécklung këmmt, déi net am Sënn vum Gesetz sinn.

Et muss een éierlech zouginn, dass de Pak vu Gesetz, déi mir haut stëmmen, esou vill verschiddene Beräicher betrëfft a vun esou villen Acteuren Verännerunge verlaangt, dass ee wierklech net genee virausgesi kann, wou et herno bei der Ëmsetzung net wäert lafe wéi gewollt.

An op eenzelne Punkte kann een d'Suerge vun deene Betreffenen och verstoen, wa si net direkt eng Léisung fir hir Problemer gesinn. Dat géllt besonnesch fir de Beräich vun de Liwwerservicer an dem Takeaway, déi sech während der Pandemie staark entwéckelt hunn. De Fait, dass si just nach Mehrwegverpackungen dierfen notzen, mécht et besonnesch dësem Secteur ganz schwéier. D'Ecobox ass an deem Kontext wuel e ganz gudden Usaz. Allerdéngs geet et mat zwee Déppercher a verschiddene Gréissten nach laang net duer. Et gouf mol ugedeit, dass hei och aner Formen vu Behälter zesumme mam Horeca-Secteur sollen an den Ëmlaf bruecht ginn. Dat wier besser, wéi wann all eenzele Betrib muss no Alternative sichen. Et huet een awer schonn eng Zäiten näischt méi dovunner héieren. Vlächent kéint den Här Minister eis duerno soen, wou mer do dru sinn.

Verännerunge gétt et och fir öffentlech Fester. Dat gouf och schonn hei ugeschwat. An och hei wier et ganz gutt, wann déi betreffenen Organisateuren vlächent eng Zort Guide kéinte kréie mat den Detailer, wat wéini, vu wéini u verbueden ass, an natierlech awer och Propose fir sënnavoll Alternativen.

En zweeten, ganz wichtege Volet vun der neier Gesetzgebung ass de Recycling. A Grondvoraussetzung fir de Recycling ass natierlech e propperen Tri vum Offall. Dat ass eng grouss Erausforderung, well all Einzelne muss hëllef, fir dass et klappt. An net nëmme mussen mer all motivéiert ginn, fir den Offall ze trennen, mir mussen déi Trennung och verstoen, wat wouhinne gehéiert. Bei Glas a Carton ass dat jo nach relativ einfach, obwuel et och hei ëmmer nach beschichte Produkter gétt. Mee spéitstens bei der Valorlux-Tut ... Ech weess net, wéi et Iech geet, mee do ass et ënner Ëmstänn heiansdo schwéier erauszefannen, wat dann elo an déi Tut dierf oder och net.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass scho bei de Verkaufsstellen d'Méiglechkeete geschafe ginn, fir bestëmmten Zorten Offall ofzeginn. Vun eenzelnen Acteuren gouf net nëmmen den Opwand kritiséiert, deen dat fir de Commerce bedeit, mee d'Qualitéit vum Tri op esou Plaze gouf och a Fro gestallt. Wann dat bis en place ass, muss dat och iwwerpréift ginn.

Verännert ginn och d'Bestëmmungen doriwwer, wien den Offall asammelt a wéi en agesammelt gétt. Hei gouf d'Roll vun de Gemenge gestärkt. Allerdéngs geet de Projet de loi net esou wäit, wéi de Syicol dat gefuerdert hat, deen och am léifste gehat hätt, dass déi ganz Offallentsuergung an d'Kompetenz vun de Gemenge komm wier.

Opgrond vun der EU-Direktiv huet d'Definitioun vun den Déchets municipaux awer geännert. An des



Definitiou eleng seet awer näischt doriwwer aus, wien d'Responsabilitéit huet, fir den Offall anzesamelen.

Dofir gesäit de Projet de loi eng Ënnerdeelung vir an „déchets municipaux ménagers“ an „déchets municipaux non ménagers“, woubäi d'Gemenge fir déi éischt Kategorie zoustänneg sinn, awer och zum Deel d'Déchets municipaux non ménagers kënnen ofhuelen.

Dës Formulierung léisst e gewëssenen Interpretationsspillraum, dee bei den Acteure fir Veronsécherung suergt. Fir d'LSAP ass dës Reeglung esou bleift wéi bis elo, woubäi d'Gemengen e bësse méi eng grouss Responsabilitéit, awer och méi Kontroll iwwert den Offall kréien, deen op hirem Territoire produzéiert gëtt. Mir gesinn d'Gemeng awer net als Konkurrent op Aenhéicht mat den Entreprises, ...

*(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)*

... mee als Responsable fir d'Salubritéit um lokale Plang, deen d'Servicer selwer iwwerhëlt, do, wou et Sënn mécht, an dës Aufgab un de private Secteur iwwerdréit, jee no den eegene Capacitéiten. D'Formulatioun am Gesetz ass vläicht net ganz prezis, mee si dréit der Tatsaach Rechnung, dass d'Situatioun an de verschiddene Gemenge ganz ënnerschiddlech ass.

Bestärkt gëtt an deem neie Gesetz och, dass den Haushaltsoffall nëmme ka vun enger externer Firma ofgeholl ginn, wann d'Gemeng dat och ausdrécklech geneemegt, well nëmme esou kann d'Gemeng och verlässlech iwwerpräiwen, ob se hir Reduktionsziler erreicht oder net.

Fir méi dicht besidelt Gemenge wär et ausserdeem en Uleies, e Matsproocherecht bei der Organisatioun vun der Kollekt vun den Déchets non ménagers ze hunn. Si sinn dofir zwar net zoustänneg, hunn awer en Interêt dorunner, dass d'Faarte vun deenen eenzelen Entreprisë koordinéiert sinn, soudass et net zu onnéidege Behënnerungen am Verkéier kënn.

Eng Rei vu Froen huet bei den Acteuren um Terrain dann och nach d'Roll vun deenen neie Centres de ressources opgeworf. Et ass eng gutt Saach, dass Offall op dëser Plaz net nëmme méi gesammelt a prett gemaach gëtt fir de Recycling, mee dass awer och Efforte gemaach gi fir Saachen, déi nach an hirer aktueller Form oder no enger klenger Reparatur kënnen benotzt an u Leit weidergereecht ginn, déi se brauchen. An do erënneren ech op dëser Plaz och u flott Initiative wéi „Repair Café“ oder soss anerer.

Fir dass dat alles kann ëngesat ginn, müssen déi besteeënd Recyclingzenteren adaptéiert ginn. Zum Deel wäert dat mat Investitiounen an zousätzleche Personalkäschte verbonne sinn. De Staat ass hei an der Pflicht, fir dës Upassungen un dat neit Gesetz net nëmme berodend, mee och finanziell ze begleeden.

D'Finanzéierung vun all dëse Mesuren ass en Thema, deen net nëmme vun de Beruffschamberen opgeworf gouf, mee och vun den Offallsyndikater, notament wann et ëm déi nei Bestëmmung vun der Gestioum vum Restmüll geet. Zil ass et jo, fir deen Offall, deen net erëm benotzt oder recycléiert ka ginn, esou wäit wéi méiglech energieetesche ze notzen. Nach bleift en Deel Offall, deen net verbrannt ka gi respektiv no der Verbrennung Rescht bleift.

De Gesetzesprojet gesäit awer vir, dass ab 2030 kee Gemengenoffall méi dærf deponéiert oder exportéiert ginn. Vu dass d'Deponien awer net vum Staat, mee vu Gemengesyndikater geréiert ginn a complementaire zueene sinn, muss et bei der Ëmsetzung vun deenen neie Bestëmmungen zu enger gudder Koordinatioun tëschent deene Syndikater kommen an net zulescht muss och hei d'Finanzéierung iwwerduecht ginn.

Ofschléissend wéilt ech soen, dass d'LSAP eng ambi-tiéis Offallpolitik ënnerstëtzt a bereet ass, iwwerall do iwwert de strikte Minimum erauszegoen, wou et méiglech ass. Sollt et sech awer an der Praxis erausstellen, dass eenzel Bestëmmunge kontraproduktiv sinn, lokal Produzenten a Commercë benodelegt ginn, ouni dass aus ekologescher Siicht eng reell Plus-value entsteet, wäerte mir sécher aktiv matschaffen, fir dës Bestëmmungen ze adaptéieren.

D'Gesetzesprojeten, déi mir haut stëmmen, decken e ganz wäite Spektrum vun Aktivitéiten of an op ganz villen Niveaue si Verännerungen néideg. Et ass kloer, dass dat net ëmmer onproblematesch ass. Ganz wichtig ass et dofir, dass all betreffen Acteure vun deenen zoustänneg Verwaltung gutt beroden an ënnerstëtzt ginn a gegebenefalls op finanziell Hëllef kënnen zréckgräifen. Iwwert déi commend Méint muss e Monitoring gemaach ginn, soudass een zu deene verschiddenen Echeancen, zu deenen nei Contrainten a Kraaft trieden, kann aschätzen, ob d'Ëmsetzung gutt preparéiert ass an ob et nach méi seriö Problemer gëtt.

An deem Sënn ass et och wichtig, a reegelméisseg Ofstänn eng Evaluatioun vun de Fortschreter bei der Offallgestioun ze maachen an de gesetzleche Kader an deem Sënn ze iwwerpräiwen.

Erlaabt mer ganz zum Schluss, och vu menger Säit aus der Madam Dieschbourg e ganz, ganz häerzleche Merci ze soen. Mäi Respekt fir hiren Engagement, och an dësem Gesetz, dat mir wierklech um Häerz louch. An ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP zu dëse fënnf Gesetzesprojeten.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, dat mer haut zum Vott virleien hunn, ass fir eis Gréng e ganz wichtige Moment, op deen net just mir, mee och vill Leit dobausse laang gewaart hunn. Wa mer haut dervunner schwätzen, e Paradigmewissel anzelauden, dann entsprécht dat och dem Wonsch vun enger Majoritéit vun de Bierger an dësem Land an natierlech ass dat och ee vun deene Sujeten, bei deene besonnesch vun eis Gréngen eppes erwaart gëtt.

Mir sinn deemno och ganz frou, hei e ganz ambitionéierten Text konnten ervirzebréngen. Deen Text, un deem laang geschafft ginn ass, liwwert duerchaus och Äntwerten op Lektiounen oder Konklusiounen, déi mir als Politik, mee och méi breet als Gesellschaft aus der Covidpandemie gezunn hunn.

Dir erënnert Iech, am Ufank vu Corona, während dem Lockdown ganz besonnesch, hu mir gesinn, wéi ofhängeg mer vu verschiddene Produkter, Rostoffer a funktionéierende Liwwerkette sinn a wéi schnell mer a Bedrängnis komme kënnen, wann déi op eemol ausfallen. Covid a Lockdown hunn däitlech derzou bäigedroen, dass méi Menschen de Wäert vun der Natur méi héichhalen. Dat ass och aus enger representativer ILReS-Etüd ervirgaangen. An dëser Ëmfro hunn 32 % vun de Befroete gesot, post Lockdown dem Konsummanner Bedeitung bäizemoosse wéi virdrun.

Mat Corona ass deemno och de Wonsch vu villen einhergaangen, kee „back to normal“ no Corona ze kréien. Et war d'Hoffnung, dass mir als Gesellschaft Léieren aus der Pandemie zéie kënnen an dës vläicht och als Startschoss gesinn, fir déifgräifend Verännerungen anzeleeden an der Aart a Weis, wéi mir wirtschaften a mat Ressourcen ëmginn.

Covid wier deemno quasi och als e Weckruf fir eng Neiorientéierung ze gesinn. Iwwer 66 % vun de Befroeten hu gesot, dass elo de Moment wier fir grondleeënd Verännerungen. A genee dat ass an de leschten zwee Joer och an alle Sonndesrieden ervirgehuewe ginn. Corona huet eis gewisen, dass mer aneschters wirtschaften müssen. No iwwer zwee Joer nom Ufank vun der Pandemie kann een awer elo trotzdem net behaupten, dass mer wierklech weltwäit Lektiounen doraus gezunn hätten an d'Hiewele konsequent ëmgeluecht hätten.

Al Automatismen ware méi séier erëm do, wéi ee kucke konnt. Dobäi ass et eng kloer Erwaardungshaltung vun eiser Gesellschaft un d'Politik, Reformen unze-stoussen an de Kader esou ze gestalten, dass e reelle Changement ka stattfannen, an zwar net am Schleekentempo. A virun allem: 84 % vun de Befroeten aus der genannter Etüd sti kloer fir e kloeren an ambitionéierte Kader, an deem d'Verantwortung net op de Verbraucher ofgewälzt gëtt.

Kaum e Konsument, deen ee freet, géif soen, dass e Freed drun huet, Ressourcen ze verbëtzen, an déi meescht Leit versichen, där Verschwendung am Alldag och aktiv entgéintzewierken. Allerdéngs stousse mer am Alldag alleguer allze oft op Hürden, déi eis et quasi onméiglech maachen, eis der Verschwendung ze entzéien. Dat betrëfft souwuel iwwerflësseg Plastikverpackunge wéi och Artikele mat schiedlechem Mikroplastik bis hin zum Takeaway, dee bei engem doheem d'Poubelle no enger eenzegger Commande scho quasi zum Sprengel bréngt.

Et gëtt Leit, mee dat ass net d'Majoritéit, déi sech déi Zäit ganz bewusst huele kënnen a wëllen, fir am Virfeld vun engem Akaf Recherchen ze maachen. Mee wa mer wierklech als Gesellschaft eppes wëlle beweegen, dann ass et gradesou wichtig, dass mer d'Responsabilitéit verlageren, ewech vum Konsument, erop op déi méi systeemesch Ebene, fir dass d'nohaltegt Akafen an Agéieren en normalen Alldagsgest fir jiddereen ka ginn.

De Problem vum Offall an notament vum Plastik, mee awer net nëmme vum Plastik, ass leider allgéigewäerteg. Plastik an de Weltmierer, an eise Séier, an eise Flëss, am Buedem, un de Stränn, an de Fësch, déi do ugespull ginn, souguer am Longegewebe vu liewege Mënschen huet eng Studie dëst Joer Mikroplastik nogewisen. Mee et geet wierklech och nach wäit heiriwwer eraus. Wa mer vu Plastik schwätzen, da schwätze mer och vun engem wichtige Standbeeg vun der Pétroliindustrie. Mer schwätze vun héijen Zärgasemissionen an vu Liwwerketten. Mir schwätzen am Allgemenge vun Ofhängegkeeten.

Eis Ofhängegkeet vu Plastik verzögert den Ausstieg aus de fossillen Energien. A grad an der aktueller Situatioun mam Krich vu Russland an der Ukrain brauche mer, mengen ech, kengem e Bild ze molen, dass och dowéinst eng Reduktioun vu Plastikoffall sech méi wéi ubitt. Et geet, wéi gesot, och méi allgemeng ëm d'Ofhängegkeet vu Rostoffer an domadder einhergeend d'Ofhängegkeet vun extreem volatile Präisser an extremer Präisdeierecht mat Momenter. Dëst mécht eise System och ufälleg. En effizienten Ëmgang mat Ressourcë mécht also och wirtschaftlech Sënn. An dofir muss mer eraus aus dëser linearer Économie an eeben eran an eng richtig Économie circulaire.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Dëst fir ze soen: Och aner Ressourcëverschwendunge verstärken Ofhängegkeeten. Den Ëmstieg op circulaire Modeller vun der Ressourcëgestioun par contre stäerkt eis lokal Wirtschaft. A mir dierfen och net vergiessen, dass Produktionsprozesser vun eisen alideeglechen

Objeten Energie verschlängen. A fir hei nach emol op de Plastik zrëckzekommen: D'Plastikproduktioun gehéiert zu den energieintensivste Prozesser vun der cheemescher Industrie, an trotzdem gëtt bal d'Hallschent vum weltwäite Konschtstoff a manner wéi dräi Joer zu Offall. Dat ass ganz vill Opwand, vill Energie, vill CO<sub>2</sub> a vill Verschmutzung fir e Produit, dee mer einfach esou herno ewechschmäissen. An dofir ass et eis Pflicht, dat och ze änneren.

Dat hei ass eng Fro vum Schutz vun der Ëmwelt, vun der Biodiversitéit, vun eise Ressourcen, vun eisem Klima, eiser Gesondheet an der Zukunft vun den nächste Generatiounen.

Ënnert dem Stréch muss mer einfach festhalen, dass Lëtzebuerg seng Hausaufgabe muss maachen. Mir sinn an der Produktioun vun Offall pro Kapp Spëtze-reider a grad dowéinst dierfe mir de Kapp net an de Sand stiechen a mussen eis Responsabilitéit huelen. A genau des Responsabilitéit huet d'Carole Dieschbourg geholl, andeems si eng Strategie „Null Offall“ ausgeschafft huet, en Dokument, dat eis Transitivoun vun der Wegwerfgesellschaft a Richtung Kreislaufwirtschaft begleede wäert.

Dat ass ee vu ville Verdéngschter vum Carole Dieschbourg fir eis Gesellschaft.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | An dofir wéilt ech betounen, dass et eis an der grénger Fraktioun wichteg war, eng ambitionéiert Transpositioun vun den europäeschen Direktive ze maachen an iwwert den „direktive, rien que la directive“ erauszegoen, wéi et an enger Rei vun Aweise gefuerdert gouf. An natierlech bedeit dat och, dass verschidden Automatismen domat passé sinn. Natierlech bedeit et och, dass Betriber mussen ëmdecken a sech ëmstellen.

Mee trotz enger Partie Froen an Zweifelen, déi opkomm sinn, muss ech awer soen, dass vun deene Leit aus dem Secteur, mat deene mir geschwat hunn a mat deene mir Echangingen haten, kee gesot oder gefrot huet, fir einfach poullrecht weider ze wirtschaften wéi bis elo. Jiddereen ass sech bewosst, dass Hiewele mussen ëmgeluecht ginn, an et war keen derbäi, dee sech komplett aus der Responsabilitéit wollt zéien. De Problem gëtt vu jidderengem unerkannt an et gouf net a Fro gestallt, dass misst legiferéiert ginn. An dat maache mir elo.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Dofir loosst mech vläicht e puer Highlights fir eis ervirhiewen aus deem Offallpak, deen, wéi Der schon am Rapport gesinn hutt, ganz komplex ass an an deem vill Mesuren dra sinn. Ech mengen, ervirhiewen ass ënner anerem am Beräich Preventioun, dass mer op ëffentleche Fester progressiv vum Einweg op de Mehrweg ëmklammen. Ab Januar 2023 kann een eng ganz Partie Einwegproduiten aus Konschtstoff net méi benotzen. Zwei Joer duerno klamme mer dann am groussen Ganzen op de Mehrweg op de Fester ëm.

Och an der Gastronomie gi mir op de Wee, wou ab dem nächste Joer keen Einweg méi dierf fir d'Consumation sur place benotzt ginn an duerno och beim Takeaway an an de Restaurante muss op weiderverwendbar Behälter gesat ginn. An hei verweisen ech och op d'Ecobox, déi jo elo schon existéiert, déi mëttlerweil jiddereen misst kennen an déi och a ville Restauranten ugebuede gëtt. An et wier natierlech flott, wann dese System, oder egal wéi en alternatiiv System, nach ausgebaut géif ginn, och an anere Formate géif ugebuede ginn, zum Beispill eeben och déi Fro, déi ëmmer erëmkënn: Wéi bestellen ech dann elo meng Pizza? Dass een eeben och eng Pizza esou ka bestellen.

Ab Juli 2023 muss frëscht Uebst a Geméis ënner annerhallwem Kilo ouni Plastikverpackung ausgeluecht ginn. An eppes, op dat d'Leit ganz positiv, ganz, ganz vill positiv drop reagieren – ech mengen, dat ass eppes, dat vill Leit an deene leschte Joren immens genervt huet –, dat ass d'Tatsaach, dass ee mat esou vill Reklammen a senger Bréifkëscht konfrontéiert ass, Reklammen, déi een eigentlech net wollt, déi just produzéiert gi sinn, fir direkt erëm ewechgeheite ze ginn.

Ausserdeem gëtt mat deem Text och eng legal Basis fir d'Afëiere vun engem Pfandsystem agefouert. An ech mengen, do ass et awer och wichteg ze präzisieren, dass esou en nationale Pfandsystem natierlech en Challenge ass. Mee mir wëllen deen Challenge awer ugoen. An dofir schafe mer mat deem Gesetz d'Basis, dass esou eppes kann agefouert ginn. D'Gesetz leet do awer nach keng Modalitéite fest. Dat muss natierlech elo ausgeschafft ginn. An ech kommen herno och nach eng Käier drop zrëck beim Depot vun eiser Motioun.

Wat de Recycling ubelaangt, do geet et drëm, dass dee vill méi kamoud fir d'Leit muss ginn. Dofir gesäit den Text vir, dass ab Januar 2023 Geschäfte mat enger Verkafsfläch vun iwwer 400 Quadratmeter derfir mussen suergen, dass eng getrennte Sammlung vu Verpackungsoffall ka sur place ofgeholl ginn.

Ab Januar 2024 mussen d'Supermarchéen iwwer 1.500 Meterkaree dann Infrastrukturen ubidde fir déi getrennte Sammlung vu Carton, Pabeier, Glas, Konschtstoff, Batterien, Metallverpackungen a klengen Elektrogeräte. Wat d'Residenten ubelaangt, do ass et esou, dass ab véier Loten och eng Plaz fir Recycling vu verschidde Fraktiounen an de Residenten eebe muss offréiert ginn. Mir stellen och d'Recyclingszentere méi breet op, déi zu Ressourcenzentere ginn, wou de Reemploi vu Produkter, déi nach perfekt brauchbar sinn, vill méi an den Zentrum gesat gëtt. An och net onwichtig: All Awunner kritt Accès op all Zentrum, egal, wou hien oder hatt da wunnt.

Mir halen dann 2030 och mat den Deponien op, an dat ass wichteg, well et einfach iwwerhaapt kee Sënn ergëtt, Ressourcen einfach ewechzegeheien a se iwwerhaapt net méi ze verwäerten.

An och d'Gemenge kréie méi Kompetenzen an domadder och méi Verantwortung. Si kréien elo och d'Kompetenz fir d'Kollekt, den Transport, d'Valorisation an d'Elimination vun den Déchets municipaux ménagers. An d'Gemengen hunn hei och eng grouss Verantwortung an et ass wichteg, dass d'Gemengen hei hir Responsabilitéit huelen. Bis viru Kuerzem gouf et och nach Gemengen, déi net all Fraktiounen ofgeholl hunn. An hei spillt natierlech och d'Autonomie communale eng Roll. Dofir ass eng landeswäit eenheetlech Reegelung net esou direkt a Reechwäit. Fakt ass awer, dass déi Entscheedungen, déi an de Gemenge getraff ginn, e groussen Impakt hunn.

D'Reschtoffallanalys zum Beispill weist: D'Gemengen, déi hir Taxe communale fir den Offall op d'Gewiicht ausleeën, hunn 51,5 % manner Déchets résiduels wéi déi, déi just d'Gréisst vun der Poubelle kucken. Do, wou eng Poubelle fir organesch Offall offréiert gëtt, ass 18,7 % manner d'äers Offall an der groer Poubelle.

Wat ech Iech elo hei opgezielt hunn, mécht natierlech net de gesamte Pak vun de Mesuren aus, mee eleng un dese Mesuren erkennt een awer schon, wéi ambitionéiert desen Text ass. An natierlech ginn et do net just Jubelschreie. Dese Gesetzesprojet gëtt duerchaus och kritesch begleet.

Als Beispill – et sinn der jo e puer genannt ginn – dat gefuerdert Recyclingangebot vu verschidde Fraktiounen an de groussen Supermarchéen. Hei gëtt ugefouert, dass et just géif Onkäschte mat sech bréngen, awer keng Valeur ajoutée, well mer scho genuch

Recyclingzentere an och déi blo Tut hätten. Dat verkennt awer, dass et drëm geet, d'Ulafstell fir de Recycling einfach auszeweiden an dass och haut vill extra Deplacementer op den – wéi mir en nennen – „Tipp“ gemaach ginn.

Mat deem Gesetz gi mir den Awunner ganz einfach méi Previsibilitéit: Wat fannen ech a wéi enger Gréisst a wéi engem Supermarché? Ech kann duer meng Saache mathuelen, wann ech souwisou an de Supermarché fueren. Ech verléieren iwwerhaapt keng Zäit. An d'Offer fir d'Bierger gëtt domadder eropgesat an de grouse Commerçant gëtt weider responsabiliséiert, fir dass d'Ziler vun deem Gesetz och kënnen erreecht ginn.

Des Weidere gesäit d'Grande distribution Problemer bei der Ëmsetzung vun den neie Reegele fir d'Uebst-a Geméistéik, d'est haaptsächlech dowéinst, well hir Fournisseure keng extra Liwwerunge fir Lëtzebuerg wäerten ubidden, fir deenen neie Reegelunge gerecht ze ginn. De Risiko wier laut hinnen, dass se am Endeffekt Produkter mussen aus der Verpackung huelen, fir se duerno dann en vrac auszeleeën.

Dozou muss mer festhalen, dass mer hei eréischt am Ufank vun deem Ëmdenke sinn. A terme wäert de Marché, dee jo och international evoluéiert, sech den neie Gegebenheeten upassen. A kloer muss mer iergendwou ufänken. An dass mer an der Grande distribution mussen vun all deene Verpackungen ewechkommen, ass och net eréischt zënter gëschter gewosst. Den Drock op d'Fournisseure war awer anscheinend net héich genuch. Ma och dat wäert schnell evolüieren, vu d'Urgence, an där mer sinn.

Wéi gesot, et ass net all Dispositioun, déi vu jidderengem mat der selwechter Freed opgeholl ginn ass. Mee mir mussen hei awer festhalen, dass mer dem Secteur duerchaus op verschidde Punkten entgéintkomm sinn, haaptsächlech och bei den Delaie vun de Recyclinginfrastrukturen an de Supermarchéen, bei den Delaie fir d'Plastikverpackunge bei Friichten a Geméis, dem Reuse an der Gastronomie a beim Takeaway, dem Reuse op de Fester, verschidde Obligatiounen fir d'Gemengen, dem Delai och beim Verbuet vun de gratis Tuten an och en Entgéintkomme bei de sougenannten „emballages de service“.

Et war eis awer wichteg, eis Ambitioun héichzehalen an un de groussen Ziler festzehalen. De Grond dofir ass ganz einfach: Mir sinn an der Urgence a wa mir den zukünftege Generatiounen nach wëllen e liewenswäerte Planéit hannerloossen, dann ass elo net de Moment fir Zaghaftegkeet.

Dobäi wëll ech och nach eemol festhalen, dass d'est Gesetz net am „stillen Kämmerlein“ ausgeschafft ginn ass. Au contraire, et baséiert op enger breeder, participativer Approche mat sechs Workshops fir de Grand public an techneschen Atelieren, déi organiséiert gi si fir Gemengen, Gemengesyndikater, Federatiounen, Organismes publics, Bureaux d'études an esou weider.

Wien haut also seet, et hätte keng Consultatiounen stattfonnt, dee vergësst, dass bei deene Consultatiounen, déi stattfonnt hunn, duerchaus Representante vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Métiers, verschidde Syndikater, der FLEA an esou weider, vertruede waren.

Wann een de ganze Prozess also kuckt, dann hu mer mat där ganzer Virlafzäit virum Depot vum Gesetz plus den Iwwergangsfristen, déi elo nach am Gesetz stinn, en Zäitraum vun e puer Joer, deen et awer allen Acteure misst erlabe fir sech unzepassen.

Ech wéilt och nach eemol op d'Motioun aus dem Débat d'orientation vum Mee 2019 hiweisen, déi unanime hei am Haus ugeholl ginn ass. Do huet



d'Chamber der Regierung genee deen doten Optrag ginn. Ënner anerem huet se gefrot, Lëtzebuerg zum Virreider ze maachen an op eng Zero-Waste-Strategie hinzeschaffen, ambitionéiert Mesuren auszeschaffen, déi duerchhaus kënnen iwwert d'Direktiv erausgoen. An et ass also elo den Appell un all d'Acteuren, dat hei och als Chance ze gesi fir innovativ Iddien.

De Secteur muss elo während den Iwwergangsfristen no Léisunge sichen: Horeca, Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, clc, d'Gemengen an natierlech net zulescht och de Ministère.

Hei wäerte sech och nei Wirtschaftssecteuren opdinn, déi gläichbedeitend si mat der Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen an der Stimulatioun vun neie Geschäftsidien.

Et ass elo un eis alleguerten zesummen, derfir ze suergen, dass d'Ziler vun deem Gesetz kënnen erreicht ginn. A fir d'Ziler nach eng Kéier ze rappeliéieren: Et geet hei éischtens ëm d'Vermeidung vu Ressourcëverschwendung, dann awer och ëm d'Reduzéierung vun eiser Ressourcenofhängegkeet, eise Bäitrag zur Erreicherung vum EU-Klimaneutralitéitszil bis 2050, d'Reduzéierung vum Energiekonsum an der Produktioun. Et geet och ëm Ëmwelt- a Gesundheitsschutz, ëm d'Steigerung vun der Wettbewerbsfäegkeet vun eiser Wirtschaft, well Betriber mëttelfristeg manner mat Ressourcëknappheet a Präisschwankunge konfrontéiert wäerte sinn. An zulescht och geet et ëm d'Fërderung vun innovativen a méi effiziente Produktiouns- a Verbrauchsmustere.

An deem Sënn wëllt ech och elo eng Motioun deposéieren, déi vun de Majoritéitsparteien ënnerschriwwen ginn ass.

## Motion 2

« Paquet "déchets" »

La Chambre des Députés,

rappelant

– la motion votée à l'unanimité lors du débat d'orientation sur la stratégie « zéro déchets » et la restriction des déchets en matière plastique au Luxembourg, qui a eu lieu le 16 mai 2019,

considérant

– que le Grand-Duché de Luxembourg et les autres pays sont confrontés à une situation de multicroise, englobant la crise climatique, la crise de la biodiversité et l'épuisement des ressources, phénomènes interdépendants et indissociables ;

– que cette situation de multicroise est essentiellement due à la gestion non durable de nos ressources ;

– que chaque étape de transformation de nos ressources dans les processus de production et la gestion des déchets consomment de l'énergie et que, vu leur caractère souvent non durable à l'heure actuelle, ces processus de transformation contribuent de façon considérable à l'intensification des urgences environnementales et sociétales ;

– que 99 % des matières plastiques sont produites avec des produits chimiques basés sur des combustibles fossiles ;

– que la gestion des déchets et la transformation des déchets en ressources sont dès lors des éléments clés pour résoudre la multicroise ;

– que la prévention de la production de déchets, notamment par le biais de la prolongation du temps d'utilisation d'objets, doit devenir une priorité absolue dans tous les secteurs ;

– que la prévention de la production de déchets, par la favorisation du réemploi d'objets, peut créer des emplois au niveau local et régional ;

– que le Luxembourg a décliné sa vision pour la gestion responsable et durable des ressources et des déchets dans la stratégie « Null Offall Lëtzebuerg » et la stratégie pour une économie circulaire ;

– que l'adoption de la résolution sur le plastique lors de la 5<sup>e</sup> session de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement (UNEA) en date du 5 mars 2022, qui prévoit l'élaboration d'un texte juridiquement contraignant pour au plus tard 2024, ouvre la voie à un traité mondial sur le plastique et représente un pas historique dans la lutte contre la pollution, ainsi que dans la préservation de la biodiversité et du fonctionnement des écosystèmes ;

– que dans le cadre du pacte vert pour l'Europe, la Commission européenne a adopté un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire le 11 mars 2020, qui prévoit notamment la révision des exigences concernant les emballages et les déchets d'emballages, la mise en place d'un nouveau cadre pour les matières plastiques compostables, biodégradables ou bio-basés, ainsi que des mesures pour réduire l'impact de la pollution de microplastiques sur l'environnement,

invite le Gouvernement

– à soutenir le processus d'élaboration d'un texte juridique contraignant au niveau de l'UNEA et à s'engager dans ce contexte pour un résultat ambitieux ;

– à défendre une position ambitieuse au niveau européen en matière de gestion des ressources, notamment lors de la révision des directives sur les emballages et les déchets d'emballages, les microplastiques, ainsi que les plastiques bio-basés, biodégradables ou compostables ;

– à tenir compte des limites et de l'impact environnemental du recyclage et dans ce contexte à soutenir, dans ce contexte, les acteurs concernés dans le développement des solutions qui visent la prévention des déchets et le réemploi ;

– à encourager les acteurs économiques concernés à développer des solutions et services qui vont au-delà du principe du recyclage et qui soutiennent les consommateurs dans la transition vers une économie circulaire ;

– à soutenir les autorités communales dans le développement du réseau national des centres de ressources ;

– à effectuer une évaluation de l'application du paquet « déchets », et à analyser les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs fixés dans ledit paquet, notamment au niveau de l'État, des communes et des différents acteurs économiques, au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur des lois concernées et, dans ce contexte ;

– à rendre compte des progrès faits dans la réalisation d'un système de consigne nationale unique pour les emballages de boissons, notamment en ce qui concerne la concertation avec les pays du Benelux ;

– à adapter le cas échéant, et sur base de l'évaluation précitée, le dispositif législatif ainsi que la collaboration avec les acteurs concernés afin de parvenir aux résultats visés par le paquet « déchets ».

(s.) Stéphanie Empain, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Max Hahn, Cécile Hemmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Empain.

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Dës Motioun ass quasi de Suivi vun der Motioun, déi mer am Mee 2019 hei gestëmmt hunn a rappeliéiert nach eemol, dass mer eis an engem Zenario vun de Multikrise beeweegen, déi interdependent sinn an déi haaptsächlech der alles mee net nohalteger Gestiouen vun eise Ressourcë geschëlt sinn. Duerfir ass et esou wichtig, dass mer eis op EU- a globalem Niveau ëmmer weider fir nach méi héich Ambitiounen asetzen.

An deen Engagement ass wichtig. Et ass net zulescht och wéinst dem Carole Dieschbourg, dass um Niveau vun der UNEA entscheet ginn ass, bis 2024 e globale Plastikstraité opzestellen.

D'Motioun fuerdert awer och, dass d'Regierung eng aktiv Roll anhëlt, fir d'Acteuren um Terrain ze ënnerstëtzen a mat hinnen zesummen no Solutiounen ze sichen, fir Offall ze vermeiden. An där selwechter Optik sollen och d'Gemengen ënnerstëtzt ginn um Niveau vum Ausbau vun de Ressourcenzentere.

A mir fuerderen dann och, dass eng Evaluatioun no zwee Joer gemaach gëtt, an de Ministère soll eis och um Lafenden halen, wéi d'Aarbechte weiderkommen, wat de Pfandsystem ubelaangt.

Ofschléissend wëllt ech nach eemol drop hiweisen, dass mir an enger extremer Urgence sinn an dass all – wierklech all! – d'Länner mussen elo schnell hir Responsabilitéiten huelen. An do gehéiert Lëtzebuerg natierlech derzou a mir sinn immens frou, dass mir hei eng Virreiderroll anhuelen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | Et ass elo endlech un der Zäit, ouni wenn und aber, deem Bierg vun Offall en Enn ze setzen. An et ass wichtig, ëmmer erëm drop hinzeweisen, dass Offall eeben net just Offall ass, mee eng wäertvoll Ressource, déi an Zukunft net méi einfach soll ewechgehe ginn an domadder verluer geet. Et ass eng Demande vun der Bevëlkerung. Et war e Versprieche vun eis a mir hunn et geliewert.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) | An dofir soen ech am Numm vu menger ganzer Fraktioun e ganz besonnenne Merci un d'Carole Dieschbourg. Léift Carole, ouni däin Engagement géife mir haut net mat esou engem ambitiësen Text hei stoen. An domadder ginn ech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, ech wëll fir d'éischt och all menge Virriedner hei Merci soen, déi op d'Problematik vum Offall agaange sinn an iwwerhaupt vum Plastik allgemeng. An dass dat jiddwerengem bewosst ass an dass mer alleguerten do eppes mussen dergéint maachen, ech mengen, dat ass kloer.

Ech wëll awer trotzdem eppes soen: Wa mer iwwer Mikroplastik schwätzen, an dat ass och elo e puermol geschitt, ass dat eppes, wat mir hei mat deem Gesetz elo net direkt vermeiden, well, wéi et och scho gesot ginn ass vum Här SchAAF, de Mikroplastik haaptsächlech duerch d'Textilien an duerch d'Autospneue kënn, an dat betrëfft dat heite jo elo net wierklech. Do muss een also oppassen, dass een déi Saachen trennt.

Et ass emol feststellen, datt d'Lëtzebuerg e ganz laangt an en héicht Ëmweltbewosstsi schonn opweisen. Et gëtt kaum e Land, wou den Ëmweltschutz esou pertinent diskutéiert gëtt a vun de Leit matgedroe gëtt.

Mir hunn zënter ville Joerzénge eng gutt funktionéierend Offallentsuergung, déi vun eise Gemengen an enker Kooperatioun mat privaten Acteuren autonom geréiert gëtt. An deene meeschte Gemenge kënnen d'Leit net nëmme hire Reschtoffall, mee och hire Grünschnitt, hiert Glas an hire Pabeier kamoud vun der Gemeng ofhuele loossen an och am Besuch op de Plastik an aner Verpackungsoffall gëtt et zanter ewell

bal 30 Joer eng kamoud an duerch d'Participatioun vun all Einzelnem gedroe Léisung mat eiser bloer Valorlux-Tut, eng super Saach!

Reduktioun vum Plastikverbrauch ass wichteg a mir setzen eis och vehement a fir en effizienten an ökologische Recycling. Hei mussen mer eis awer froen, ob dës virleidend Texter dat bréngen, wat hei versprach gëtt. An d'Fro ass och, ob ee muss méi wäit goen, wéi d'Direktiv vun der Europäescher Unioun dat virgesäit. An dat ass jo e grondsätzleche Problem, dee mir oft hei begéinen, dass mer méi wäit gi wéi eng Direktiv vun der Europäescher Unioun, eng Direktiv, déi sécherlech gutt gemengt ass, mee et dierf een och net vergiessen – an dat ass och schonn hei bei menge Virriedner ugeklongen –, déi awer an der Praxis de Leit, den Acteuren, de Betriber d'Liewen och méi komplizéiert mécht.

An ech mengen och, mir sinn e klengt Land, mir hunn e puer Kilometer an all Richtung, fir op d'Grenz ze kommen, a mir müssen awer kucken, fir dofir räsonabel ze bliwen.

Wann ee sech dat Ganzt hei ukuckt, da seet een: Dat ass eng Saach, déi an der Zilsatzung jo sécher richtig ass. Eis läit d'Ekologie an d'Natur alleguer um Häerz, mee et ass eng Saach, déi sécherlech iwwert de Knéi gebrach ass, déi vill Geld wäert kaschten, déi extreem schwéier an d'Praxis ëmzesetzen ass an déi héchstwahrscheinlech op ökologeschem Niveau – an dat ass jo dat, wat zielt – net vill bréngen wäert!

Ech wëll och hei drun erënneren, dass dee gréisste Problem vun der Ëmwelt, der Ekologie, dem Ressourcenverbrauch an der Produktioun vun CO<sub>2</sub>-Emissionen a vun Offall zu Lëtzebuerg den onkontrolléierte Bevölkerungswuesstum ass a ganz besonnesch dat domat verbounnen Bauen, d'Konstruktioun.

Wat elo d'Gesetzger ugeet, wëll ech e puer Punkten hei ervirsträichen. Éischtens, Recyclingszentere bei den Akafszentere. Et sollen elo 45 Akafszentere vu méi wéi 1.500 Quadratmeter en eegene Recyclingszenter bedreiwe respektiv opriichten. Dat baséiert op engem Pilotprojet um Houwald, e Pilotprojet, deen zwoelf Joer bestanen huet, awer ni anstänneg analyséiert an evaluéiert ginn ass vum Ministère. Am Contraire, déi eenzeg Etüd, déi et gëtt, weist, dass dës Pilotprojet wirtschaftlech an ökologesch ineffizient ass.

Mir hunn e super System, dat ass dee vun der Valorlux. D'Valorlux, déi vu Privatbetriber bedriwwen gëtt a bezuelt gëtt an déi genau dat sammelt, wat elo d'Leit hei solle bei den Akafszentere zrëckbréngen. D'Valorlux ass e gudd System fir de Recycling, deen och enger Ëmfro no vun 89 % vun de Leit gedroe gëtt.

Firwat soll een elo mat dësem neie Gesetz mam Auto säin Offall an den Akafszenter bréngen, fir en dann do selwer ze trennen, wa mir eng Hausmüllsammlung hunn, wou den Drecksamion kamoud bei d'Dier déi blo Tute vun de Leit siche kënn? Wou ass do de Méiwert bei dësen Decisiounen? Wat bréngt dat?

Et bréngt Milliounen a Milliounen vun Onkäschtchen a wat soll doduerch méi recycéléiert ginn? Mengt Der, dass een, dee säi Plastikoffall net an d'Blo Tut doheem mécht, dee géif elo säi Plastikoffall an den Auto lueden, mam Auto bei de Supermarché fueren an en dann do am Recyclingszenter triéieren, den Offall, deen e soss einfach an d'Tut mécht an deen automatesch, maschinell da vun der Valorlux getrennt gëtt? Ech mengen net, dass dat esou wäert fonctionéieren.

En anere Punkt, dat ass dann d'Verpackung an och d'Plastikgeschier. Ganz sécherlech gebrauchte mir ze vill Plastik an do ginn et jo och déi Beispiller, déi mer alleguer kennen, wou zum Beispill d'Banannen aus der Schuel erausgeholl ginn an dann a Rëndelcher geschnidde ginn an dann an engem Plastik am

Supermarché de Leit ugebuede ginn. Ech weess net, ob dat e grouse Succès ass, mee jiddwereen, mengen ech, hei ass domatt averstanen, dass dat e komplette Nonsens ass.

Et ass awer esou, mir schwätzen hei iwwer Friichten an Uebst, dass mer awer müssen driwwer diskutéieren, ob mer do als klengt Land nach méi wäit wëlle goe wéi eis Nopeschlänner an ob dat dann och eppes bréngt, ob et net souguer kontraproduktiv ass. Well d'Beispill ass jo dat: Dat Uebst a Geméis gëtt op Lëtzebuerg importéiert an enger Verpackung. Da muss et hei zu Lëtzebuerg aus där Verpackung erausgeholl ginn. Déi gëtt dann iergendwéi ewechgehäit, recycéléiert, wann et gutt geet, an da kënn eng nei Verpackung drop, eebe vläicht an enger anerer Mass, an da gëtt et da verkaaft. Ass dat wierklech sënnavoll? Dat muss ee sech froen.

Plastiksbesteck, Plastikbecheren, Schallimoen, et cetera, fir eemol ze benotzen, gi verbueden. Op den éischte Bléck ass dat gutt, fir manner Plastik ze verbrauchen, zemoos wann een un déi Plazen denkt, déi systematesch ëmmer nëmmen all Dag esou Einweggeschier erausginn hunn.

Op där anerer Säit ass et awer esou, dass jiddereen vun eis och emol frou ass, wann en an enger Situatioun d'Méiglechkeet huet, op Einweggeschier, op Einwegbecheren zrëckzegräifen. Mehrwegplastiksbecheren kann een och net onendlech gebrauchen, déi mussen gespult ginn, wou och vill Energie a Ressourcë verbraucht ginn, an allgemeng gëtt ugeholl, dass e Mehrwegbecher sech ekologesch eréischt rentéiert no der 50. Benotzung. Dat ass natierlech eppes, wat dann och eng richtig Erausfuerderung ass, fir dat ze errechen.

Hei ass och geschwat gi vun de Fester, vun de Veräiner an de Gemengen. Dat ass och eng grouse Erausfuerderung fir déi an ech weess do, vu wat ech schwätzen. Ech mengen, dass et do bei villen drop erausleef, fir einfach da Fläschen erauszeginn a keng Glieder méi.

*(Interruption)*

Et kann ee sech och emol froen, ob hei wierklech vill erreicht gëtt. Tuten a Folien aus Plastik gi jo och haut agesammelt, gi recycéléiert. Et kann ee sécherlech nach vill méi maachen an et kann ee se och vermeiden, dat ass richtig. Mee ass elo – esou wéi dat heiansdo gesot gëtt – de Schallimo de grouse Feind? A fir de Verglach muss ee bedenken, dass hei am Land all Joer gebaut a gebaut a gebaut gëtt, wou extreemst méi Ressourcen dropginn an extreem méi CO<sub>2</sub> entsteet, wéi dat elo bei deene Saachen ass, déi hei ugeschwat ginn.

A fir et esou ze soen: op enger Säit Schallimoe verbidden, op där anerer Säit e ganz Land voller riseger Schantercher. Ech mengen, do versteet och e Kand, dass hei fir d'Ëmwelt eigentlech déi falsch Prioritéit gesat gëtt.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!**

**M. Fred Keup (ADR) |** De Pfand: Mir sinn e klenge Maart a wa mer en eegene nationale Pfandsystem opbauen, da muss jo all Produzent, vun deene grouse bis zu deene klengen, seng Verpackung upassen. Da missten d'Produzente jo eng eege Verpackung maache fir Lëtzebuerg. All Etikett, all Gedréns muss nei gemaach ginn.

D'Handelskonfederatioun seet, dass dat net realistesch ass, dass et net méiglech wäert sinn. Wéi wëlle mer eppes Eegestänneges op d'Bee setzen, wa méi wéi 95 % vun all de Produkter aus dem Ausland kommen? Kee Produzent am Ausland wäert eng Reglementatioun un e Lëtzeburger Bedürfnis upassen, dofir si mir ze kleng

am Verglach. Mir wäerten doduerch also riskéieren, verschidde Produkter net méi zu Lëtzebuerg ze kréien.

Déi aner Fro, dat ass och scho kuerz ugeschwat ginn: Mir wëssen natierlech net, wéi d'Reglementatioun iwwert de Pfand wäert ausgesinn, mee wat maacht Der da mat de Wäifläschchen, net nëmmen déi vun hei vun der Musel, mee allgemeng allegueren déi, déi hei am Land dann op de Marché kommen? Gëtt do dann eng Ausnam gemaach? Ech géif dat natierlech begréissen. Mee ass dat dann awer an der Logik vun dësem Gesetz? An ass dat gerecht? Dat ass awer eng Fro, déi ech Iech wëll stellen.

Zu de Batterien an Elektrogeräter gëtt et net vill ze soen negativem. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach, fir d'Weiderverwärtung vun den Elektrogeräter no vir ze bréngen an ze verbesseren, an och d'Entsuerung vu Batterien an Elektrogeräter soumat ze verbesseren.

Zum Schluss: Ech wëll hei en Opruff maachen un all d'Leit an och un d'Betriber, fir verantwortlech ze handelen, wat de Plastik ugeet, wat den Offall ugeet, am Allgemengen, souwäit et méiglech ass, dat ze vermeide respektiv ze recycéléieren.

Dat hei Gesetz ass awer eng Saach, déi eiser Meenung no iwwert de Knéi gebrach ass, déi vill Geld wäert kaschten, ...

**Une voix | Très bien!**

**M. Fred Keup (ADR) |** ... déi vill Komplikatiounen wäert mat sech bréngen, déi extreem schwéier an d'Praxis ëmzesetzen ass an déi héchstwahrscheinlech op ökologeschem Niveau – an dat ass jo dat, wat eis alleguer um Häerz läit – leider, leider net vill bréngen wäert. Mir wäerten hei bei zwee Gesetzter dergéintstëmme, eis bei engem enthalten a bei deenen zwee leschten derfir stëmme. Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président |** Merci villmoos, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) |** Merci, Här Präsident. Här President, mir schwätzen haut hei iwwer eng Revolutioun am Offallberäich, soen emol eis gréng Kolliegen. Déi Revolutioun huet e bëssi op sech waarde gelooss a war souguer ze lues, fir der Bürokratie vun den europäeschen Institutionen nozekommen.

Mir setzen d'europäesch Direktiven nämlech mat Verspéidung ëm, wat eis och scho Kritik vu Bréissel abruecht huet.

**Une voix |** Mir ginn awer vill méi wäit.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) |** D'Echeancé rëtschen esou no hannen a bedeuten, dass nei Obligatiounen am Beräich vun der Offallvermeidung méi spët a Kraaft trieden a soumat méi Ressourcë verbëtz ginn. Déi sougenannte Revolutioun gëtt och an engem Modell 1 fir fënnf Gesetzter hei ofgespeist an eisen Aen. Als kleng Fraktioun hu mir knapp zéng Minuten, hoffen awer op e bëssen Indulgance vusäite vum President, well dat gëtt der Wichtigkeet vun dëser Thematik soss net gerecht. Dat emol zur Form.

Wann ee sech den Inhalt ukuckt, da gëtt et relativ séier kloer, dass mer et hei net mat enger Revolutioun ze dinn hunn. Firwat och? Dat, wat an de Gesetzter steet, kënn gréisstendeels aus europäeschen Direktiven. Mir mengen net, dass e puer EU-Kommissären, déi zu Bréissel hire politesche Spéithierscht verbréngen, elo zu Revolutiounäre gi sinn.

Eppes ass bei dësem Gesetzespak awer kloer. Fundamenteal gëtt näischt a Fro gestallt. Eng Revolutioun misst zumindest mol dee Krittär erfëllen. Vill nei Begreffer fléissen an d'Gesetzgebung an a sträichen dat,



wat mir als Produktivismus a Konsumerismus bezechenen, just nei un. Eng radikal ressourcëspuerend Politik misst méi déif usetzen a kapitalisteschen Produktiouns- a Liewensweisen a Fro stellen. D'Pollutioun zu enger handelbarer Wuer, zum Beispill dem Emissionshandel ze maachen, féiert net zu Klimaschutz, mee zu enger Émschichtung vu Rächtum a sozialen Inegalitéiten. Offäll als Ressourcen ekonomesch lukrativ ze maachen, huet ganz änlech Konsequenzen. Datt domadder awer tatsächlech méi ëmweltschounend produzéiert gëtt, menge mir net.

Éischer entstinn nei Mäert fir oft ganz grouss Entrepreneuren, deenen hir Profitter vun de Leit finanziert ginn, déi parallel awer och mat den Ëmweltschied liewe mussen.

Här President, wéilt een tatsächlech Ressourcë spueren an de sech ëmmer méi beschleunegenden Zyklus vu Produktioun a Konsum an de Grëff kréien, da misst bei de Produktiounsweisen ugesat ginn.

D'Produkt ginn ëmmer méi kuerzliweg a gi vill ze oft ersat. Grouss Konzernner, zum Beispill am Beräich vun der Elektronik, schaffen esoumadder onwarscheinlech Benefisser, während d'Leit ëmmer méi oft Ersatz kafen. Reparature si seelen an d'Fetischisatioun vu Marken an den neitste Gadgets an eiser Gesellschaft verleet vill Leit och derzou, ëmmer méi oft eppes Neies ze kafen. D'Publizitéit an de Marketing spillen hei och eng ganz problematesch Roll. Mir reechen dozou eng Motioun eran.

### Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant que la publicité commerciale a pour objectif de stimuler la surconsommation ;

– considérant que ces publicités incitent le plus souvent à la consommation de produits climaticides et polluants ;

– considérant la présence dans l'espace public et notamment aux gares, à l'aéroport et dans les transports en commun de publicités commerciales ;

– considérant la consommation énergétique ainsi que la pollution lumineuse générées par les panneaux publicitaires numériques et lumineux,

invite le Gouvernement

– à interdire les panneaux publicitaires numériques et lumineux ;

– à interdire la publicité des produits et services les plus émetteurs de gaz à effet de serre et producteurs de déchets sur tous les supports publicitaires dans les espaces publics, ainsi que dans les gares, les aéroports et aux arrêts des transports en commun.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | D'Smartphoné sinn e gutt Beispill. Wann d'Liewenszäit vun deenen Apparater vun dräi op zéng Joer géif verlängert ginn, kéinte bis 2030 zirka 50 Milliounen Tonnen, jo, 50 Milliounen Tonnen CO<sub>2</sub> agespuert ginn, also zirka fënnf Joer CO<sub>2</sub>-Ausstouss vu Lëtzebuerg. Wéilt een hei eppes veränneren, da misst déi legal Garantie op esou Produkter vum Elektro an dem Elektromanager substanzli verlängert ginn, fir esou d'Produzenten an d'Veantwortung ze huelen. E Reparabilitéitsindex misst agefouert ginn an d'Ekokonzeptioun vun de Produkter misst vill méi staark virgeschriwwen ginn. Dofir reeche mir Iech nach zwou Motiounen eran.

### Motion 4

La Chambre des Députés,

– vu la priorité donnée à la réduction des déchets et l'instauration du principe légal de la hiérarchie des traitements ;

– considérant que le réemploi et la réutilisation contribuent au prolongement de la durée de vie des produits et participent à l'économie circulaire et à la réduction de la production de déchets ;

– considérant que le recours à la réparation constitue un outil de lutte important contre l'obsolescence des produits ;

– vu que la France a introduit en 2021 un indice de réparabilité pour cinq catégories de produits électroménagers et électroniques visant à informer les consommateurs sur le caractère plus ou moins réparable des produits concernés, invite le Gouvernement

– à introduire à l'instar de la France l'affichage obligatoire d'un indice de réparabilité pour certains produits électroménagers et électroniques.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

### Motion 5

La Chambre des Députés,

– vu que le paquet législatif sur les déchets (projets de loi n<sup>os</sup> 7654, 7656, 7659, 7699, 7001) a pour objectif la réduction de la consommation de ressources et de la production de déchets ;

– considérant que l'obsolescence programmée de certains produits participe à un accroissement de la vente de nouveaux produits et ainsi à la consommation accrue de ressources en même temps qu'à la production de déchets ;

– considérant que le réemploi, la réparation et la réutilisation contribuent au prolongement de la durée de vie des produits et participent à l'économie circulaire et à la réduction de la production de déchets ;

– considérant que selon une étude commanditée par l'ADEME (Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), 80 % des produits sous garantie sont ramenés au producteur ou au vendeur pour être réparés, tandis que ce taux chute à moins de 40 % après échéance de la garantie ;

– considérant que le Code de consommation luxembourgeois prévoit une durée de garantie légale de deux ans à compter de la délivrance du bien ;

– considérant pourtant qu'après un délai de six mois, il appartient au consommateur d'apporter la preuve qu'un défaut du bien existait au moment de la délivrance du bien, et donc que le défaut n'est pas dû à une mauvaise utilisation ou manipulation du bien par le consommateur,

invite le Gouvernement

– à œuvrer au niveau européen pour une réglementation commune visant un allongement des durées de garantie légale sur certains produits ;

– à étudier dès à présent l'opportunité et la faisabilité au Luxembourg d'un allongement des durées de garantie légale sur certains produits au-delà de deux ans ;

– à renvoyer la charge de preuve de la non-défectuosité du bien vers son producteur ou le vendeur et ce pour toute la durée de la garantie légale.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Donieft misste seriö Strukturen fir de Reemploi an d'Reparatur en place gesat ginn. D'Ersetze vun de Recyclingzenteren duerch d'Ressourcenzenteren vermëttelt zumindest kommunikativ, datt sech eppes ännere soll. Mee mir denken awer, datt et domat awer net ka gedoe sinn an datt dättelech méi Efforte musse gemaach ginn.

De Reemploi an d'Reparatioun vu Produkter mussen net nëmmen theoreeteschen méiglechen sinn, mee och an der Praxis. De Staat muss dës Méiglecheiten och

kënnen assureieren. D'Gemenge mussen ënnerstëtzt ginn an en ambitiöse Cahier de charges hu fir hir Ressourcenzenteren. D'Gemenge selwer mussen Aufgaben an deem Beräich vun der Zirkularwirtschaft erfëllen an och solidarwirtschaftlechen Acteuren déi néideg Plaz ginn. Mir gesinn och e Besoin bei der Ausbildung, fir datt qualifizéiert Personal fir d'Handwerksbetriber do ass.

Mir mengen awer och, datt et nach aner Méiglecheete gëtt. Zum Beispill ass d'TVA op Reparaturen nëmme fir e puer Produkter bei 8 %. Dese Punkt steet am Koalitionsaccord, ass bis haut awer nach net thematiséiert ginn. D'TVA muss esou wäit wéi méiglech op de Reparaturen erofgesat ginn. Donieft bezuelen d'Gemengen an de Staat Primmen aus fir den Neikaf vu Produkter, awer net, fir d'Reparatiounen ze finanziieren, mat Ausnam vun der Gemeng Wolz. Staat a Gemengen hunn hei ganz staark Hiewelen, fir Produktioun a Konsum a méi nohalteg Bunnan ze lenken, se misste se just notzen.

Bei der Reduktioun vu Verpackungsoffäll a Plastik bleift d'Gesetz en gros bei der Direktiv, ouni doriwwer erauszegen. D'Regierung beléisst et hei bei engem Verbuet fir oxo-degradabele Plastik, also Plastik, deen net kompostabel ass, mee sech awer a kleng Partikelen zersetzt an duerno am Waasser lant. Dat ass richtig. Mee e komplette Verbuet vun Einwegplastik wier noutwendeg an och méiglech.

Verschidden Einwegprodukter gi verbueden, wéi Stréihällem an Telleren zum Beispill, mee bei villen anere Produkter bleift et just bei einfache Reduktionsziler. Emballagé vun Uebst a Geméis fir e Gewicht bis 1,5 Kilo am Plastik gi verbueden, mee sollen elo duerch aner biodegradabel Emballagen ersat kënnen ginn. Eng Léisung ass dat net. Déi Emballagé musse produzéiert ginn an e Recycling dovunner gëtt et eent zu eent och net. Si gehéieren op kee Fall an déi gréng Dreckskëscht.

Et bedeit weider e Verbrauch vu Ressourcen, deen net noutwendeg ass. En interessante Volet, dee mir an deem Kontext begrëissen, ass d'Consigne vun den Emballagé vum Gedränk. Mir sinn do derfir, mee och hei stelle sech Froen zur Ëmsetzung. Mir brauche lokal, regional Spullanlagen, soss ass den ekologesche Bilan vun de Consignen net onbedéngt positiv. Mir brauche genormte Fläschchen, fir datt et egal ass, wou ee se zrëckbréngt a woumat se duerno befëllt ginn a fir d'Spullen och esou effikass wéi méiglech ze maachen.

Vun engem ekologesche Standpunkt spuert eng reutilisabel Fläsch immens vill Ressourcë par rapport zu Einwegfläschchen an och recyclebele Plastikfläschchen. Et muss just gutt organisiert ginn, fir datt et och vun de Leit ugeholl gëtt. D'Vemeidung vu Fläschchen geléngt och mat ëffentlech zougänglechen Drénkwaasserquellen a Waasserspender „right to water“ mat gratis Leitungswaasser am Horeca oder mat obligatoresche Pfandkaffisbecheren. Dowéinst hei eis véiert Motioun.

### Motion 6

La Chambre des Députés,

– vu que le paquet législatif sur les déchets (projets de loi n<sup>os</sup> 7654, 7656, 7659, 7699, 7001) a pour objectif la réduction de la consommation de ressources et de la production de déchets ;

– vu que le projet de loi n<sup>o</sup> 7654 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages vise entre autres la prévention des déchets d'emballages ;

– saluant que le projet de loi n<sup>o</sup> 7654 prévoit l'introduction d'une base légale pour la mise en place d'un système de consigne sur les emballages de boissons ;

– *considérant que la réduction des emballages de boissons pourrait être davantage favorisée par la mise en place d'un accès facilité à l'eau potable au plus grand nombre ;*

– *considérant que l'accès à l'eau potable est un droit fondamental,*

*invite le Gouvernement*

– *à prévoir l'installation de points d'eau reliés au réseau dans des endroits stratégiques (gares, écoles, université ...) et – dans la mesure du possible – la remise aux normes des fontaines existantes sur le territoire ;*

– *à obliger les entreprises du secteur de l'Horeca à servir aux clients une carafe d'eau du robinet.*

(s.) *Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.*

**M. Fernand Etgen, Président.** | Merci.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Och wann et hei eng Partie fräiwëlleg Initiative gëtt, feelt et eis awer un Ambitiounen. D'Zäit vun de fräiwëllegen Initiative fir Leit, déi et gutt mengen a sech et leeschte kënnen, fir en vrac, also ouni Verpackung, akafen ze goen, ass scho laang eriwuer. Mir brauche gesetzlech Verpflichtungen. Déi feelend Politik bei der Offallvermeidung verlagert d'Gewicht an eisen Aen ze staark op de Recycling, mat deem de Leit och Sand an d'Ae gestreet gëtt.

Natierlech soll recycéléiert ginn. Mee wann d'Hierarchie vun de Ressourcen, esou wéi se hei am Gesetz och dran ass, eescht geholl géif ginn, da misst vill manner recycéléiert ginn. Hei ginn et direkt e puer Problemer. D'Recyclagetauxen orientéiere sech un der Direktiv a si wéineg ambitiéis. Wat bréngt Recyclagetauxen, déi lues a lues sollen eropgoen, wa parallel awer de Gesamtvolumen vu Produkter an Offäll esou séier klëmmt, datt de Volume vun net recycéléierten Offäll am Endeffekt riskéiert ze klammen?

D'Recyclabilitéit vu Produkter seet näischt iwwert de Recycling aus. Engersäits spille Rentabilitéitsaspekter eran. Wann e Recycling ze deier ass, da gëtt net recycéléiert. Anerersäits gëtt et fir verschidde Produite keng Filiären, zum Beispill fir verschidde Zorte Plastik.

Ee gutt Beispill ass och dat vun de PET-Flaschen, déi ab 2025 minimum 25 % recycéléierte Plastik solle behalven. Mol dervunner ofgesinn, datt sech dës Zilsetzung just op d'Wënsch vun der Industrie alignéiert a guer net ambitiéis ass, weist dësen Taux just, datt ee fir esou Flaschen ëmmer vill Matière vierge, also neie Plastik brauch, ëmmerhin nach ëmmer 75 %, fir eng nei Fläsch hierzestellen. De „bottle to bottle“ ass eng Illusoun. Et misst elo vill méi op Offallvermeidung gesat ginn.

D'Eko-Organisme sinn an eisen Aen och problemaresch, beispillsweis d'Valorlux. Doduerch, datt d'Valorlux vun de Betriber finanziert gëtt, déi bestëmmten Emballagen op de Marché bréngen mat hire Produkter, stellt sech d'Fro, wien hei fir wie schafft. Sinn d'Kontributionen u Valorlux esou gestaffelt, datt se wierklech Offallvermeidung initiéieren? Mir zweifelen dorunner.

Am Endeffekt sinn et net d'Produzenten, déi de Gros vun de Käschten droe fir d'Offallgestioun, mee d'Allgemengheet, besonnesch d'Gemengen. Dat ass e rekurrennte Constat. A ville Beräicher ginn d'Käschten, wat den Offall uegt, an éischer Linn vun der Allgemengheet gedroen, während d'Privatwirtschaft sech déi lukrativ Elementer – de Verkauf vun der Matière première – selwer eraushält. Mir hunn et am Dossier SuperDrecksKëscht gesinn, wéi Privatentrepris sech d'Filetsstécker vun der Offallwirtschaft zu ganz favorable Konditiounen erauspicke kënnen.

Laut deem neie Gesetz soll elo all Akafsfläch ab 1.500 Meterkaree eng Kollekt vun Offall organiséieren. Alles deit drop hin, dass dës Zentere privat exploitéiert gi mat manner gudden Aarbechtsbedéngunge wéi an de Gemengeninfrastrukturen, ouni demokratesch Kontroll, wéi dat bei de Gemengen de Fall ass an, wéi mir och fäerten, ouni ekologesch a sozial Vokatioun.

Änlech ass et bei den Infrastrukture fir den Tri an de Copropriétéite mat véier a méi Wunneenheeten. Den Offall an dëse Copropriétéite soll laut Gesetz net ënnert d'Déchets municipaux ménagers falen a ka soumatt vun aneren Akteure wéi de Gemenge kollektéiert ginn. Dëse Punkt ass am Avis an an de Kommissiounen vill diskutéiert ginn. Fir eis ass dëse bis haut net zefriddestellend geléist an ass soumat eng weider Entreesdier fir Privatfirmen an d'Offallwirtschaft a kéint en plus zu ënnerschiddlechen Offalltaxen op engem Gemengenterritoire féieren.

Här President, ech kommen elo zum Schluss. D'Gesetzter, déi eis haut hei virgeluecht ginn, behandele formal gesinn d'Offäll, mee a Realitéit hu mir et awer mat enger Thematik ze dinn, déi wäit an eis Wirtschaft eragräift. D'Offäll an de klammende Verbrauch vu Ressoucé sinn en elementare Bestanddeel vun enger kapitalistescher Wirtschaft, an dofir ass et eng Illusoun ze mengen, datt dës Problemer mat dëse Gesetzter seriö an de Grëff ze kréie sinn.

Et gi Symptomer behandelt vu Produktivismus a Konsumerismus. An där begrenzter Zäit hunn ech de Fokus op dës fir eis zentral Froe geluecht. Dat soll awer net doriwuer ewechtäuschen, datt eis verschidden Aspekter sympathesch sinn. Ech hunn d'Consigné genannt, mee ech hätt och iwwert de Verbuët vu Pabeiersreklammen an de Boïtten, vu verschiddene Plastikemballagen an Einwegprodukter oder nach vun der Schafung vu Ressourcenzentere an iwwer aner méi detailléiert Mesurë kënne schwätzen.

Trotz allem bleift fir eis hei e batteren Nogeschaach an d'Gefill, datt mir am gemittleche Spadséiergang Erausforderungen noginn, déi eis mat der Vitess vun engem TGV virun der Nues fortueren.

Mee ech kann Iech berouegen, mir wäerten awer all déi Gesetzter matstëmmen. Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président** | Merci villmools, Mammad Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech probéieren, an där kuerzer Zäit eise Kommentar iwwert déi vill Gesetzter ofzeginn. Dat ass haut sécherlech e wichtegt Gesetz fir den Ëmweltschutz, och an der Klimakris. An alles, wat och scho virdu gesot ginn ass un nobele Causen, firwat een dat Gesetz mécht, oder déi Gesetzter, dee ganze Pak, do si ganz vill nobel Causen, wou mir als Piraten och derhannert stinn. Et ass awer net ëmmer esou, dass fir dat Zil, wou een hiwëllt, een och iwwerall dee richtege Wee gewielt huet. Dofir wäerte mir haut dräimol mat Jo stëmmen an zweemol mat Nee.

Et sinn am ganze Package gutt Usätz derbäi, mee et sinn der awer och, déi komplett falsch ëngesat ginn. Et muss een natierlech och soen, dass wéi déi Gesetzter entstane sinn, et nach en anere Kontext war. Deemools hate mer net 10, 20, 30 % Präissteigerung op der Alimentation an de Supermarchéen. Et ass de Leit deemools net esou schlecht gaangen, wéi et am Moment de Fall ass.

Jo, mir Piraten fannen de Pfandsystem, deen hei ugeschwat ginn ass, och ganz sympathesch. Mir hunn eis do och schon deemools 2018, wéi mer de Walprogramm geschriwwen hunn, Gedanken driwwer gemaach a sinn deemools zur Konklusioun komm, dass

esou e System nëmme Sënn mécht, wann een dat mat den Nopeschlänner, mat der Groussregioun, zesumme mécht.

An et ass ee vun de Punkten, deen eis natierlech stéiert ass: dass Der e Règlement wëllt draus maachen, anstatt dass Der de Pfandsystem iwwer e Gesetz, iwwert d'Chamber ganz transparent géift hei erabréngen a mer hei nach eng Kéier kéinten iwwert dee Pfandsystem diskutéieren. Well mir stinn dem Pfandsystem positiv géigeniwwer, mee awer net der Aart a Weis, wéi Der e wëllt ëmsetzen!

A wann Der e wëllt ëmsetzen, ass eis Demande, dass Der et mat der Groussregioun maacht. Ech mengen, mir hu jo och eng Ministesch fir d'Groussregioun, et gesäit een se zwar net oft, wann et ëm d'Groussregioun geet, mee hei wär e Punkt, wou se op d'mannst kéint aktiv ginn.

Beim Geméis an Uebst, do hu mir a sech ni verstanen, firwat dat grouss muss am Plastik agepaakt ginn. Mee och do si mer mam Zil, wat d'Regierung sech ginn huet, eens, mee awer mam Wee erëm net. Well et ka jo net sinn, dass et weiderhin erlaabt bleift, dat Ganz am Plastik ze importéieren, heihinner ze bréngen, et hannert dem Riddo am Supermarché auszepaken, fir et da virum Riddo dohinnerzeleeën. Well dee Plastik ass produziéiert ginn, also ass der Ëmwelt guer net gedéngt. Dat ass esou e bèsse Greenwashing, deen ee mécht. Hanne paakt een et aus a vir gëtt et da schéi geluecht. An dat ass eppes, wou mer d'Regierung net kënnen ënnerstëtzen. Wann Der hei hätt wëllen eppes géint de Plastik maachen, hätt Der misse soen, dass dat emol guer net importéiert dierft ginn. Et dierft emol guer net heihinnerkommen, well esou oder esou, ob et virum Riddo oder hannert dem Riddo herno an d'Poubelle flitt, hutt Der jo do net vill erreecht.

Zum Recycling. Do hat ech op wort.lu interessant Donnéeë gelies, zum Beispill, dass 87 % do gesot hunn, dass se léiwier doheem ofgehall kréien, wat se ze recycéléieren hunn, dass nëmme 10 % géifen an de Recyclingzenter fueren.

Bon, wann ech bei eis an der Gemeng d'Schlaang kucken fir bei de Recyclingzenter, wou een heiansdo laang brauch, hunn ech d'Gefill, dass méi Leit géifen an de Recyclingzenter goen, mee ech loosse déi Zuelen emol einfach esou dosto. Mee nach vill méi interessant war dat, wat d'Regierung elo vun deem Drive-in do an d'Gesetz gesat huet. An ech kommen herno nach op eng ganz aner Kritik, eng Kritik, firwat dass mer d'Gesetz och am Groussen net wäerte matstëmmen.

Deen Drive-in ass an deem Konzept, wéi d'Regierung et elo hei ëmsetze wëllt, 16-mol méi deier, wéi wann ee recycéléiert an dat doheem ofgehall gëtt. Ganz konkreet 6.653 Euro d'Tonn kascht dat an deem Projet, an där Form vun deenen Drive-innen, déi Dir et elo gären hätt, géint 416 Euro d'Tonn, wann et doheem ofgehall gëtt. An Dir kennt mer net soen, dass dat elo en Ureiz soll sinn, dass d'Leit an d'Firmen an d'Gesellschaft méi recycéléiere sollen, wann et op eemol 16-mol méi deier soll ginn, wéi et aktuell de Fall ass. An et ass ee vun de Problemer, dass an deem Gesetz net wäit genuch geduecht ginn ass.

Dee gréisste Kritikpunkt, an ech mengen, Dir hutt et scho vun eis Piraten erwaart, ass déi SuperDrecksKëscht. Dee ganze Kontrakt ass zougesechnitten op d'Firme ronderëm d'SuperDrecksKëscht, dat heescht: Haut gëtt e Gesetz gestëmmt, ouni dass virdu d'SuperDrecksKëscht legaliséiert ginn ass. Dat steet jo nach ëmmer am Raum, dat dierft een net vergiessen.

Dee ganze Skandal, deen déi gréng eis bruecht hu ronderëm d'SuperDrecksKëscht, ass nach net geléist. Dat dierft een net vergiessen. An haut gëtt awer dat Gesetz



gestëmmt. Wéi huet Reporter.lu richteg do geschriwwen: „Der Verdacht einer Bevorteilung von CCN“ – dat ass déi Firma, déi fir d'SuperDrecksKëscht schafft an dat Ganz mécht – „hinter den Kulissen mit Einwirkung auf politische Diskussionen“ .An dann: „Das neue Abfallgesetz könnte nämlich die Machtposition des SuperDrecksKëscht-Imperiums weiter festigen.“ Sou, an dat ass dat, wat déi gréng haut hei an d'Chamber bruecht hunn. D'SuperDrecksKëscht däerf mat hire Machtschafte weidermaache wéi virdrun, unni dass se virdu legaliséiert ginn ass, unni dass iergendeppes geschitt ass. Nee, an top hu se et jo nach an enger Pressekonferenz ugekënnegt.

An iwwregens, Pressekonferenz, wa mer dobäi sinn: D'Chamber ass virdrun, während mer hei tagen, informéiert ginn, dass eng nei Ëmweltministesch do ass. Bon, dat kann ee maachen, muss een awer net! Heiansdo kann een d'Chamber och nach respektéieren, dat hätt een net esou misse maachen.

Mee et ass nach ëmmer keng Léisung do gewiescht fir d'SuperDrecksKëscht. An deemools an der Pressekonferenz ass jo gesot ginn, dass Dir där Firma elo nach esou vill Milliounen méi gitt mat Ärem Gesetz, wat Der wëllt maachen. Deementspriedend ...

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här Goergen, kënnst Der eis just nach erklären, zanter wéini nominéiert dann d'Chamber Ministeren?

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dat hunn ech jo elo net gesot.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Dir hutt dat dach elo grad gesot.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech hu just gesot, et wär vu Respekt gewiescht, wa mir hei alleguerete sëtzen, an nach zu Ëmwelttheemen, ...

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, dat huet jo guer keen Zesumm...

**M. Marc Goergen** (Piraten) | ... dass Der eis et op d'mannst och virdu matgedeelt hätt an dass mir net mussen hei eisen Handy opmaachen, fir iwwer eng Push gewuer ze ginn, wien dann elo den Nächsten an der Regierung ass. Mir si gewinnt, dass et méi oft wiesselt.

*(Brouhaha)*

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mir si gewinnt, dass et méi oft wiesselt.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Kommt, mir kommen zréck zum Sujet!

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Mee aus Respekt ...

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Kommt, mir kommen zréck zum Sujet!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Dir hutt mech jo elo gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dir hätt net missen ënnerbriechen, Här Bausch.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Aus Respekt virun der Chamber hätt Der dat alt wéinstens kéinten hei soen, ganz transparent, wa mer vun Ëmweltdossiere schwätzen, ...

**M. Fernand Etgen**, Président | Här Goergen, ech bieden Iech, zu de Gesetzter ze schwätzen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, wann d'Theema d'Ëmweltministesch net zu dësem Gesetz gehéiert, da weess ech net, vu wéi engem Theema mer haut schwätzen.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här Goergen, den Ëmweltminister sëtzt hei. Laut dem Arrêté sëtzt den Ëmweltminister hei niewent mir.

**M. Fernand Etgen**, Président | C'est l'orateur qui s'écarte du sujet.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, Här President, ech ginn elo net weider sichen.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Riicht Iech wannechgelift un den Ëmweltminister, deen hei sëtzt.

**Une voix** | Très bien!

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Et ass deen, deen de Moment Ëmweltminister ass.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ech weess, et muss een all Dag nei kucken, wie grad Ëmweltminister ass, do hutt Der Recht.

**M. Fernand Etgen**, Président | Genau dat. De Moment ass de Claude Turmes Ëmweltminister.

*(Brouhaha)*

An d'nächst Woch ass et vläicht een aneren.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, Dir hutt elo gesot: Wiem seng Schold dass et? – jo, d'nächst Woch ass et vläicht en aneren – Dir hutt elo gesot, wien seng Schold? Dat ass jo awer elo net meng Schold, dass d'Ëmweltministesch huet misse goen. Also, ech mengen ...

*(Interruption et hilarité)*

O Mamm o Mamm! Ech mengen, do hunn ech e Punkt bei deene Gréngen erwëscht, deen net esou ganz ugesi war. Mee bon.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Reegt Iech net esou vill op!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | O, ech reege mech net op, wësst Der.

*(Brouhaha)*

Ech probéieren ëmmer, d'Nimm ze verhalen, wie grad an der Regierung ass. Deels sinn et gutt Texter, déi Der ...

*(Brouhaha)*

Dir kënnst Iech dach all och elo e bëssen erëm ofreegen! Ech mengen, et ass jo net esou dramatesch!

*(Interruption)*

Maja. Et si jo deels gutt Texter. Huele mer zum Beispill dat vun de Bréifboitten: Dat gefält eis ganz gutt, well bis elo war et ëmmer esou, dass souwisou kee sech dru gehalten huet, wann een deen Autocollant do hat, dee war jo och net rechtsbindend. Deementspriedend ass dat dote ganz flott. Wat mer awer e bësse kritesch gesinn, ass, dass et weiderhin erlaabt ass, dass d'Schäfferéit, unni dass een dat kéint verhénnere, hir Fotoalben an d'Boitte geheien. Deementspriedend hätt een do och nach kënne méi maachen.

A beim Wegwerfgeschier, jo, dat gesi mer alles ganz positiv. Wéi gesot, mir wäerten haut dräi Gesetzter matstëmme an zwee stëmme mer der net mat. An den Haaptkritikpunkt ass, dass d'SuperdrecksKëscht nach ëmmer net legaliséiert ginn ass, dass do nach ëmmer eng ganz grouss Fro driwwer hänkt. An dat

hätt misse virun engem Offallgesetz ganz kloer hei an der Chamber gekläert ginn, ier esou e wichtege Punkt, wou esou vill Milliounen herno um Spill sti fir eng Firma, hei zum Vott kënnst.

Merci.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. An dat ass haut den Här Claude Turmes, Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteteg Entwécklung. Här Turmes, Dir hutt d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg. Dat hei ass, mengen ech, wierklech e grouse Moment fir d'Ëmweltpolitik zu Lëtzebuerg. An dee Moment, deen hu mer dem Carole Dieschbourg ze verdanken, awer ech mengen, och all deenen Deputéierten, déi déi lescht Méint, an dat ware vill Méint, heirunner geschafft hunn.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Wat maache mer mat deene fënneg Gesetzter? Mir brénge Lëtzebuerg elo wierklech op de Wee ewech vun enger Wegwerfgesellschaft hin zu enger Zero-Waste-, Null-Offall-Gesellschaft. Dat heescht, mir ginn ewech vun Wuert Offall, vum Konzept Offall, a mir ginn a Richtung Kreeslafwirtschaft.

Mir mussen dat maachen. Ech mengen, mir wäerten e Planéit kréien, op deem mer wäerten 10 Milliarde Leit hunn. Wann déi all esou wéineg Rücksicht huelen op Ressourcen, wéi dat deelweis zu Lëtzebuerg an an Europa de Fall ass, dann hu mer, mengen ech, einfach net genuch Ressourcen. Dat heescht, duerfir muss mer et maachen. Mir mussen et och aus Klimaschutzgrënn maachen. Eng Tonn Plastik si sechs Tonnen CO<sub>2</sub>. A virdu si jo hei d'Chiffere genannt ginn. Mee et si Milliounen, Honnerte Milliounen Tonne Plastik, an dat mussen Der allkéiers mat sechs multiplizéieren. Da sidd Der séier bei Milliarden Emissiounen vun CO<sub>2</sub>.

An dat Drëtt, an ech mengen, dat ass wierklech och wichteg, well dat en ënnerschätzte Problem ass, dat ass d'Gesondheet. De Fait ass: Mir hu syntheetesche Kleeder, déi gewäsch ginn. Déi Mikroplastiker kommen iwwert den Offall, iwwert d'Ofwaasser an e Floss, duerno an den Ozean, duerno a kleng Planzen am Ozean, duerno an de Fësch an dann herno erëm op eisen Teller. Dat heescht, mir verseuchen eis selwer iwwer eeben dee Mikroplastikkonsum. An ech mengen, do ass et och wichteg, dass mer hei éischt Schrëtt huelen, och wann déi Schrëtt nach net duerginn. An ech mengen, dat war opgeworf gi vum Här Schaaf.

Um europäeschen Niveau leeft am Moment eng Biergerpetitioun, an d'Europäesch Kommissioun muss an e puer Wochen dozou Stellung huelen. A mir sinn als Regierung der Meenung, an och do hannendru mat eeben entsprechemdem politeschen Drock, dass um EU-Niveau nach méi wäit muss gaange gi bei de Mikroplastiker.

An da gött et eppes Véiertes, wat mer hei maachen. D'Leit dobause wëlle méi, besser Strukturen hunn, fir manner Offall ze maachen. Si wëllen éischters, dass manner Verpackungen an de Supermarché sinn. Si wëllen zweetens, dass se méi einfach Strukturen hunn, fir dann entweeder Saachen ze reparéieren oder Saachen eeben ze recycléieren oder nach eng Kéier ze gebrauchen. An iwwer déi heite fënneg Gesetzter verbessere mer d'Strukturen am Land, fir et de Leit méi einfach ze maachen an och deenen aller-, aller-, allermeeschte Betriber.

Gutt, dann hu mer der e puer, déi natierlech Oplage kréien. Mee ech mengen, et kann net aneschters sinn, wéi dass mer zum Beispill an de Supermarchéen, an de ganz virgelagerte Logistikette vun den Narungsmittelen, per Gesetz mussen Saachen änneren, well deen Einzelnen dat net léise kann.

Ech wollt op e puer Kritikpunkten agoen. Ech mengen, den Här Schaaf huet gesot, et wier net geschwat gi mat de Secteuren. Ier d'Gesetz deposéiert ginn ass, ware Biergerreuniounen. Do hu mer de Bols gespuert vun de Bierger. An et waren op d'mannst 15 Reuniounen, en présence vun der Ministesch, iwwer all déi Méint mat dem Secteur. An et ass jo esou, an ech mengen, dat ass och aus den Erklärungen notament vum Rapportier ervirgaangen –, dass mer jo och Saachen ugepasst hunn. Mir hu Saachen ugepasst. Mir hunn Datumen ugepasst, mir hunn och heiansdo an der Substanz Saachen ugepasst, awer ëmmer an der Iddi: Mir mussen ambitiéis sinn!

Da kënn e Punkt, Här Schaaf, an deem ech Iech net Recht ginn. Dir hutt gesot, EU-Direktive wieren do fir ze harmoniséieren. Wann d'EU wëllt harmoniséieren, da mécht d'EU e Reglement, dat eent zu eent ëmgesat gëtt. An da ginn ech Iech eng Zuel, an déi Zuel eleng erkläert, firwat mir hei zu Lëtzebuerg mussen an deem heite Beräich iwwert d'EU-Direktiv erausgoen. An zwar – an ech mengen, et ass eng Zuel, déi wichteg fir eis alleguerten ass – maache mir zu Lëtzebuerg am Schnëtt 790 Kilogramm Offall, 790 Kilogramm Offall pro Kapp. D'Moyenne an der EU ass 505 Kilogramm Offall.

Dat ass kee Wonner, wann ee weess, dass mir e Land mat engem héijen Akommes sinn. Wann d'Leit méi en héicht Akommes hunn, dann ass och méi Konsum. Dat heescht, wa mir net Gesetzer maachen, déi besser si wéi den Duerchschnëtt, da kënnen mer ni gutt ginn. An dat ass eng ganz, ganz logesch Erklärung. Mir mussen an de Gesetzer ambitionéiert sinn. Mir mussen iwwert den EU-Minimum erausgoen. Well mer an engem Ëmfeld sinn, an deem mer, well mer méi Revenuen hunn, eeben deelweis och méi Konsum hunn, gëtt eeben och méi ewechgeworf. An dat mussen mer eeben duerfir ënnerbannen.

Zu der Fro: „Wéi vill Recyclingstrukture braucht de nach?“ Ech mengen, déi komplementar Offer, déi mer an de Supermarché schafen, dat huet d'Madamm Empain och nach eng Kéier gutt erkläert. Ech mengen, d'Leit ginn an de Supermarché. Firwat solle se Verpackung mathuelen, wa se erausginn, déi se net brauchen? Déi kënnen se direkt doloossen. Et mécht jo kee Sënn, dass se fir d'éischt mat heem huelen an dann en Ëmwee iwwert de Recyclingcenter maachen. Dat maache se dann direkt op der Plaz.

An dat anert ass: Wa se zréckginn an de Supermarché, da kënnen se jo och verschidde Saache mat zréckhuelen. Dat gi kleng Strukturen. Do gëtt et éischt Pilotprojeten. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat e Succès gëtt. An dee Succès wäerte mer dann an deem Monitoring, dee mer do och maachen, feststellen.

Nach eng Kéier vläicht zum Muertendall: Mir hunn nach déi Deponie. Dat ass manner wéi 5 % vun eisem Gesamtstoffall. Mee och do, mengen ech, ass et wichteg, dass mer en Enddatum setzen. An ech mengen, d'Madamm Dieschbourg hat scho Gespréicher ugefaang mam SIGRE, dem Bedreier vum Muertendall. Wann ech Iech nëmmen ee Beispill ginn: Wa mer Klärschlamm verbrennen an notzen, zum Beispill als Zement, dann hu mer Schlaken. An et si Gespréicher zum Beispill: Dat wier eppes, amplaz dat dann an d'Ausland ze féieren, kéint esou eppes dann do quasi am Muertendall verbuddelt ginn, am gudde Sënn. Dat heescht, mir hunn do alternativ Notzungen, amplaz do nach

weider quasi Ressourcen ze verbuddelen, wat jo da kee gudden Usaz ass.

Zu de Reklammen: Ech si frou, dass hei all Gemeng dat begréisst. Ech mengen, et ass dach e wonnerbaren Dag fir all eis Bierger, déi sech säit Joerzénge opreegen iwwer all déi Reklammen, déi s de an d'Bréifboite gestach kritt hoes. Et huet keen duerno gefrot. An elo hu mer endlech e System, wou et den ëmgedréite Wee ass, dat heescht, dass de dat muss soen. A mir hunn och do Gespréicher ugefëiert mat den Acteuren. An dat wäert warscheinlech drop erauslafen, dass herno déi Leit, déi onbedéngt wëlle Reklamme kréien, sech melen an dass dann déi, déi nach Reklammen ausdroen, da Löschen hunn, esou dass de do och net onbedéngt e Sticker op denger Bréifboite braucht. Dat heescht, do si mer och amgaang, eng Léisung ze sichen, déi ganz pragmatesch ass.

Zu de Mikrooffall hat ech geschwat. E wichtige Punkt – an deem ass erwänt ginn, mengen ech, och vum Max Hahn – ass de Bauschutt. A beim Bauschutt, ech mengen, wat mer do muss maachen, ass natierlech ultimativ.

Déi nei Gebaier, déi mer bauen, dat si Ressourcëbanken. All d'Glas, wat do agebaut gëtt, all de Koffer, deen agebaut gëtt, muss repertoriéiert ginn. Mir sinn do als Lëtzebuerg ee vun de Virreider an Europa. A wann déi ofgerappt ginn a 15, 20, 30 Joer, da wësse mer, wat do dran ass. Mee gutt, mir hunn awer och déi besteeënd Gebaier.

Wat mer elo amgaange sinn ze maachen a wat wichteg ass ze verstoen: Beim Bëton zum Beispill kënnen mer an d'Richtung goen, fir Bëton ze huelen, deen 30, 40 % recycelierte Bëton huet. Mee da muss e fir d'éischt zertifizéiert sinn op d'Stabilitéit. An ech mengen, de François Bausch als Marché-publics-Minister wäert dann och an den nächste Joren, wann dat da bis zertifizéiert ass, Marché-publicken ausschreien, bei deenen dann en Deel vun deem, wat an d'Gebaier kënn oder op anere Plazen agebaut gëtt, eeben en héijen Undeel huet vun zertifizéiertem recycelierte Bëton. Dat ass ee Beispill, an do wäerte mer och nach weider an déi Richtung goen.

En anere Punkt, dee mer, mengen ech, hei elo wierklech an eng aner Dimension bréngen, ass den elektronischen Offall. An eleng, dass mer d'Recyclingzenterer ëmbauen a Ressourcenzenteren, firwat maache mer dat? Besonnesch och, fir dass d'Leit endlech eng Plaz hunn, wou se hir elektronesch Geräter kënnen ofginn a wou hannendrun dann iwwer kollektiv Aktiounen reparéiert ka ginn an eng zweet Notzung ka geschéien. Dir wësst, dass mer schonn eenzel Projeten hu vu „social reuse“, fir Leit, déi manner Moyenen hunn, déi déi gefléckten Elektronik notzen. An dat wäerte mer elo vill méi am grouse Stil maachen.

An dann natierlech, dat hat de Max Hahn och erwänt: Sharing. Ech mengen, et gëtt eng ganz Rei Saachen, Buermaschinnen, Méimaschinnen an esou weider, déi herno an de Ressourcenzenteren stoe wäerten. D'Leit wäerte se sech do lounen. An och doriwwer kënnen mer ganz, ganz vill Ressourcen aspueren.

Gutt, ech wëll elo net weider an d'Detailer goen. Zum Schluss nach eng Kéier e ganz, ganz grouse Merci un de François Benoy, de Rapportier. Ech mengen, ech vergläichen dech mat engem Kapitän vun engem Schëff. Dat war e grousst Schëff, e Cargoschëff. An do ware Leit dobaussen, déi hunn heiansdo ganz héich Welle gemaach, verbal Wellen an heiansdo nach e bësse méi hefteg Wellen. An Du hoes als Kapitän dat Schëff an de sécheren Hafe bruecht. Duerfir e grouse Merci.

Mäi gréisste Merci geet awer haut un d'Carole Dieschbourg. Ech hätt dem Carole wierklech gewënscht, dass hatt haut hätt kënnen hei stoen. Dat do

war säin Häerzensblutt. Hatt wollt dat dote Gesetz gutt maachen. Et huet ganz, ganz vill Zäit heiranner gestach. An ech fannen et esou onfair, wa souguer, nodeems et zréckgetrueden ass, nach ëmmer Leit hei sinn, déi notréppelen. Gutt, wann dat méttlerweil zu eiser politescher Kultur gehéiert ... Et ass eigentlech traureg, ...

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | ... well eigentlech ass dat hei e Monument fir d'Carole.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Ëmweltminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7654. Den Text steet am Document parlementaire 7654<sup>14</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7654 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Ech waarden nach eng hallef Minutt. Da waarden ech nach zéng Sekonnen. Da komme mer elo bei de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass bei 33 Jo-Stëmmen, 20 Neestëmmen an 1 Abstentioun uegholl.

*Ont voté oui* : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Stéphanie Empain), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

*Ont voté non* : Mme Diane Adehm, MM. Emile Eicher, Paul Galle (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Marc Lies, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*S'est abstenu* : M. Aly Kaes.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7656. Den Text steet am Document parlementaire 7656<sup>13</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7656**

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. Do feelt nach e bëssen. De Vott ass ofgeschloss.



An dëse Projet de loi ass mat 51 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7656 est adopté par 52 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Lydia Mutsch), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Da kéime mer zum Projet de loi 7659. Den Text steet am Document parlementaire 7659<sup>24</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7659 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo bei de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dëse Projet de loi ass mat 33 Jo-Stëmmen, 21 Nee-Stëmme a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Lydia Mutsch), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Lies), Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

**Dispense du second vote constitutionnel du projet de loi 7656**

Dat selwecht froen ech fir dee Projet virdrun. Do hat ech vergiess, d'Dispens ze froen. Freet d'Chamber och d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel fir de Projet de loi 7656?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

Da komme mer elo bei de Projet de loi 7699. Den Text steet am Document parlementaire 7699<sup>8</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7699 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dëse Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7699 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7701. Den Text steet am Document parlementaire 7701<sup>12</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7701 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dëse Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmme ugeholl.

**Plusieurs voix | O!**

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7701 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert (par M. Claude Wiseler), M. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Dan Kersch), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

**M. Fernand Etgen, Président | Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?**

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**Motions**

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motiounen.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Schaaf deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här François Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President, fir d'Wuert. Et ass jo eng Motioun, wou den Haapttenor vun der Motioun ass, dass mer eng Evaluatioun maachen no der Mise en vigueur vun dem Gesetz, awer par rapport zu enger ganz spezifescher Dispositioun. Ech wëll soen, dass et eng Motioun och gëtt, déi meng Nopesch deposéiert huet, an där et drëms geet, fir eng generell Analys natierlech am Kader vun der Mise en œuvre vum Gesetz ze maachen. Dat heescht, an där Logik wëll ech eigentlech soen, dass déi Motioun, déi d'Stéphanie Empain deposéiert huet, do vill méi komplett ass a selbstverständlech och deen ee kleng spezifesche Punkt, deen hei erausgeholl ginn ass, eigentlech och consideréiert.

Da wëll ech awer soen, wann ech da méi genau an den Detail vun der Motioun ginn an ech kucke mer d'Consideranten un, ass natierlech do déi Analys par rapport zum System vun der Valorlux. Ech wëll just soen, ob dat elo méi effikass soll si wéi en anere Système de collecte. Mir wëssen, dass et do och methodologesch Diskussiounen driwwer gëtt. Ech wëll déi elo net hei erëm ganz auspaken, mee et féiert op alle Fall derzou, dass een dee Verglach, op alle Fall esou, mengen ech, wéi en hei an der Motioun steet, net ka maachen.

Ech wëll dann awer och soen, dass een de System vun der Valorlux als Complement zu deem Centre de

recyclage soll gesinn, deen elo mat deem heite Gesetz agefouert gëtt. Et ass nämlech esou, dass et kee Wäert huet, elo dat eent géint dat anert auszespillen. Dat sinn zwou Saachen, déi mer eigentlech brauchen. A wann Der och genau den Text gekuckt hutt vum Gesetz, dat mer elo gestëmmt hunn, da wësst Der, dass déi Centre-de-collecten, déi mer an de Supermarché maachen, och vill méi wäit gi wéi dat, wat ee souguer an déi ausgeweit Valorlux-Tut kann drageheien, soudass ee wierklech gesäit: Dat sinn zwou verschidde Saachen, déi een eigentlech net esou niewentenee ka stellen a quasi dat eent géint dat anert ofweien. Dat sinn zwou verschidde Mesuren, déi mer allen zwou brauchen, déi alleguerten hir Wichtigkeet hunn, mee déi e bëssen eng aner Finalitéit hunn.

Da wëll ech awer och generell zu där Evaluatioun no zwee Joer soen, dass zu deem Zäitpunkt, wou mer déi Evaluatioun hei maachen, déi dote Mesure eigentlech eréischt e puer Méint a Kraaft ass, fir dat elo mol einfach dohinzeustellen. Entscheedend ass, dass mir déi Motioun esou net kënne matdroen aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Den Här Schaaf als Auteur vun der Motioun.

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Ech wollt Merci soe fir d'Explikatiounen. Ech wollt awer just dem Här Benoy soen, dass jo eebe genau dat de Sujet kéint sinn, dass een emol eng Methodologie definéiert. D'Iddi war: Et gëtt jo net akzeptéiert vu jidderengem. Da muss jo den Auteur vun der Evaluatioun sech jo eng Methodologie ginn, an e seet: „Wat wëll ech genau kucken?“ An et geet och net drëm, ze soen, wat fir ee vun deenen zwee Systemer besser ass, mee éischter: Wat sinn d'Inzidenze vun deem engen op deen aneren? Elo hu mer eppes, dat um Marché scho laang funktionéiert. Elo kënnt eppes aneres derbäi. Wat ännert? Wéi sinn d'Komplementaritéiten? Wéi sinn d'Differenzen?

Also, et goug net drëm ze soen: Ass dat eent besser wéi dat anert? Dat war eigentlech domadder net gesot, soudass ech soen: Wann ee seet, et wär net vergläichbar, da fannen ech dat elo net. Ech fannen et interessant, dass Dir an Ärer Motioun, déi Der eraginn hutt, jo bal an déi do Richtung gitt, just leider net wäit genuch. Dann hätte mer kënne soen, Dir hätt et iwwerholl.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Schaaf. D'Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, ech si beim Här Schaaf do derbäi. Wann ech mech net ieren, gëtt et dat jo awer schonn, dass Supermarchéen esou Kollekte maachen. An dat hätt jo och scho kënne evaluéiert ginn, ier mer iwwerhaapt op dee Gesetzestext hei gaange sinn. Deen ee Projet ass jo awer schonn eng Zäit um Lafen an dat hätt ee jo awer kënne evaluéieren an do hätt ee kënne Faziter erauszéien.

Dofir, ech fannen elo net, datt déi zweet Motioun déi heite géif ersetzen. Ech fannen, dat hei ass complementaire zu der zweeter Motioun. An ech fannen och, wéi den Här Schaaf gesot huet, datt ee kéint doraus zéien: Wat leeft vläicht gutt oder net esou gutt? Wat kéint ee verbesseren? An ech denke schonn, wann dat a Privathänn ass, misst een op alle Fall dat méi genee mat der Lupp kucken. Also mir ënnerstëtzen des Motioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Cecchetti. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun där Motioun kommen.

#### **Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 1 ass mat 27 Jo-Stëmme bei 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Mars Di Bartolomeo), Francine Cloeser, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.*

#### **Motion 2**

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 2, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Do ass viles dran, wat eis sympathesch ass, virun allem hate mer virun zwee Joer eng Motioun hei deposéiert als Piraten, dass all Gemeng sollt eng gréng Poubelle kréien. Deemools hat nämlech nach net all Gemeng eng gréng Poubelle. An dat gehéiert jo och zu deem Kontext. An do hu mer d'lescht Joer am November nach eng Kéier nogefrot an et konnt een nach ëmmer net an all Gemeng de Biooffall an enger grénger Poubelle ofginn. Zum Beispill Walfer war dat. Do konnt ee just de Grünschnitt ofginn an et konnt een net ...

*(Interruption)*

Et ass dat, wat d'Ministesch eis deemools geäntwert huet, virun e puer Méint. Do war et Walfer. Dofir si mer frou, dass dat elo ëmgesat gëtt, ...

*(Interruption)*

... déi Motioun mat de Poubellen.

*(Interruption)*

An de Punkt, firwat mer et awer net wäerte matstëmmen, ass ganz einfach, well mer net der Meinung sinn, dass déi ganz Vidange-Consigne iwwer e Règlement muss gereegelt ginn, och wa mir se sympathesch fannen. Dat misst e Gesetz sinn. Et kann net sinn, dass dat laanscht d'Chamber geet.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. An dann huet d'Madamm Jessie Thill d'Wuert gefrot.

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Jo, ech wollt da just op déi doten Ausso reagéieren. D'nächste Kéier verifiéiert Är Fakten. Mir hunn zu Walfer mëttlerweil eng gréng Poubelle.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Thill. An da freet d'Wuert den Här Jean-Paul Schaaf. Fir d'éischt vläicht den Här Goergen als Äntwert dorobber.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Also, ech vertraue meng Quellen. Meng Quell war den Ëmweltministère, dee mer op eng Question parlementaire geäntwert huet, dass Der zu Walfer just de Grünschnitt akzeptéiert a keng Offäll aus der Kichen. Bon, dann deet et mer leed, dass ech déi falsch Äntwert krut op eng Question parlementaire.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet den Här Schaaf d'Wuert gefrot.

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Jo, also net zum Kichen-offall, mee allgemeng zu der Motioun hei. Et ass eng Motioun, déi mir kënne matstëmmen. Ech wollt awer just zwou Remarke soen. Eng Kéier, bon, et ass eng Dommheet: Am „invite le Gouvernement“, drëtten Tilet, do steet dat Wuert „dans le contexte“ zweemol am Saz. Dat muss een emol sträichen. Mee dat ass awer just, fir d'Archive richtig ze maachen.

An da freeën ech mech driwwer, dass awer d'Kriticken, déi komm si vun den Organisatiounen a vun der Chamber, notament hei awer och e bëssen opgeholl ginn an deser Motioun fir ze soen, dass een elo mol sech beméit ëm eng Concertatioun vun de Pays Benelux. Ech fannen dat gutt. Ech wëll soen, datt een dat virdrun hätt misse maachen, mee et ass awer gutt, dass Der elo sot: „Da kucke mer dat elo“, an dass eben och eng Evaluatioun vum Paquet déchet gemaach soll ginn.

Dir sot natierlech och „innerhalb vun zwee Joer“, woubäi Der virdru gesot hutt, zwee Joer wäeren ze fréi. Mee ech sinn awer frou fir déi zwee Joer, fir dat ze maachen. An eben och, dass d'Autorités communales sollen ënnerstëtzt ginn, fir e Réseau national des centres de ressources opzebauen. Et geet also och dodrëm, fir ze kucken, wéi mer dat mateneen ofstëmmen. Et ass e bësselchen dat, wat ech a menger Ried virdrun och gesot hunn, dass mer jo eng Problematik hunn, dass mer keen Tourismus wëllen organiséieren an der Kollekt. Do si mer da gespaant, wat dobäi erauskënnt. Mir wëllen dat hei ënnerstëtzen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Schaaf. Ech mengen, da kënne mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

#### **Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass bei 52 Jo-Stëmme, 2 Nee-Stëmme a 4 Abstentiounen ugeholl.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est adoptée par 51 voix pour, 2 voix contre et 4 abstentions.*

*Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Cloeser, MM. Yves Cruchten, Mars*



*Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

### Motion 3

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 3, déi vun deene Lénken deposéiert ginn ass, an där et drëm geet, fir d'Publicitéitspannoen ze verbidden. Den Här François Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. Ech wëll soen, dass dat, wouréms et hei geet, jo ganz vill och d'Kompetenz ass vun de Gemengen – also ze soen: „Wat erlaben ech a mengem PAG? Wat erlaben ech a mengem öffentleche Raum? Wéi ginn ech domadder ëm?“ – respektiv och vu privaten Acteuren, soudass ech eigentlech mengen, dass dat zum Deel eis hei net concernéiert, respektiv, dass aner Acteuren do och hir Verantwortung am Kader vun der aktueller Legislatioun kënnen iwwerhuelen.

Da wëll ech awer och vläicht nach eng Kéier dozou soen, dass mer virun enger Zäitchen hei e Gesetz gestëmmt hunn, nämlech wéi mer d'Naturschutzgesetz aktualiséiert hunn. Do hu mer eis eeben och eng Basis ginn, justement fir géint d'Liichtverschmutzung virzegoen. An an deem Sënn wëll ech soen, dass dee Problem, dee sécherlech do ass vun der Liichtverschmutzung, deen dat heiten och concernéiert, zu engem groussen Deel mat deenen Dispositiounen, déi mer an deem Gesetz geholl hunn, scho reduzéiert gëtt, op alle Fall fir deen Deel, wann et deen da gëtt an der Gréngzon, also ausserhalb vum öffentleche Raum an de Gemengen.

Mee fir de Rescht ass dat heiten och ganz vill eng Fro, wat d'Gemengen autoriséiere respektiv wat d'Baute-reglementer an d'PAPen an d'PAGen an de Gemengen hierginn.

An do muss all Gemeng, mengen ech, kucken, wéi si domadder ëmgeet a wéi si hir Prioritéite wëllt setzen, quitte dass ech et absolutt novollzéie kann, voilà, dass d'Verschmutzung, soen ech elo mol, vum urbane Raum duerch d'Publicitéit eppes ass, géint dat een op alle Fall och eppes ka maachen. Mee ech mengen, d'Gemenge sollten do virun allem emol hir Verantwortung iwwerhuelen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech liesen zwee Invitten, déi soen „à interdire“. Dat stéisst mer schonn e bësse sauer op, well einfach mol ze verbidden, ouni eng Alternativ ze proposéieren, ass e bësse kuerz gegruff. An da kënt awer en zweete Punkt. Dat doten ass jo net nëmme am öffentleche Raum dobaussen. Dat do kann och an dem öffentleche Raum dobanne sinn. Et ginn notament d'Garen an de Flughäfen. Mir hunn nëmme ee Flughäfen zu Lëtzebuerg gemellt.

An da muss ee sech awer d'Fro stellen, wat mat deem zweeten Invite soll gemengt ginn. Soll elo um Flughäfen verbuede ginn, Werbung ze maache fir e Vol? Well mir sinn eis alleguerten eens, dass d'Fléien net onbedéngt

dat Klimafreundlech ass, a gläichzäitig soll dann um Flughafen – genau do, wou vläicht awer eng Airline wéilt hir Destinatiounen promouvieren – verbuede ginn, dass se nach soll hir Offer kënnen promouvieren. Ech fannen dat awer e bësse ridicule, muss ech soen. An ech hätt nach iergendwéi dermat lieve kënnen, wa mer gesot hätten: am öffentleche Raum dobaussen. Mee spëtstens op de Garen an op dem Flughafen ass et en plus Propriété privée, déi just öffentlech zougänglech ass. An do eppes ze verbidden, fannen ech, dat géif awer eisem Parlament net direkt zoustoen, virun allem, well ech d'Ziler hei zwar ënnerstëtzen, awer net verstinn, wéi se sollen erreecht ginn.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Keup d'Wuert gefrot.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, also, am Fong, d'Reklammen, wann ech dat kucken hei, am öffentleche Raum, um Flughafen, op de Garen, dat ass am Fong eppes, dat mer zu Lëtzebuerg jo gottseidank, soen ech elo mol, vläicht net esou vill kenne wéi an anere Länner, an deenen dat vill méi generaliséiert ass, och laanscht d'Stroossen an iwwerall. Dat hu mer hei net esou. An ech fannen et am Fong gutt, dass mer et net hunn. An et ass mer am Fong och sympathesch fir ze soen, dass een déi Reklamme sollt op e Minimum reduzéieren.

Natierlech, fir hei elo ganz „interdire“ ze soen, geet vläicht e bësse méi wäit, ze wäit. Mee dee groussen Problem gesinn ech am Fong hei, fir ze schwätze vun de „produits climaticides“ respektiv „les plus émetteurs de gaz à effet de serre“ an de „producteurs de déchets“. Wat ass dat dann? Dat ass jo effektiv de Flieger, dat ass jo d'Kazefudder, dat ass jo am Endeffekt quasi alles, fir dat am Moment Reklamm gemaach gëtt. Da froen ech mech, firwat een iwwerhaupt nach Reklamm kéint maachen. Duerfir wäerte mer dat heiten net matstëmmen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Keup. Dann huet den Här Jean-Paul Schaaf d'Wuert gefrot.

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Jo, just fir et kloerzestellen: Mir wäerten dat heiten och net matstëmmen. Ech sinn eigentlech éischter beim Här Benoy fir ze soen: Dat doten ass eng kommunal Reglementatioun an tëschent dem Alles an dem Näischt gëtt et och nach eppes dertëscht. Dat kann een zum Beispill ston-neméisseg reegelen. Et kann een a Bushaisercher derzou iwwergoen, dass ee seet: Ma d'Belichtung am Haische gëtt ersat duerch d'Belichtung vum Panneau publicitaire an Änleches. Also et muss net ëmmer nëmme alles reng negativ sinn. Et gëtt och eppes do dertëscht. An et ass kommunal ze reegelen an net national ze verbidden. Mir stëmmen dat net.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Schaaf. An da geet d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Jo, Dir wäert Iech jo virstelle kënnen, dass mir dat alles elo net esou fannen. Also, mir fannen déi Motioun immens gutt, well mir géint Publicitéite sinn.

(Hilarité)

Dir hutt e Gesetz gestëmmt, laut deem mer solle manner Publicitéit maachen. A virun allem geet et hei drëms, dass et gewësse Multinationale gëtt – déi, bei déi ganz vill Jonker iesse ginn –, déi ganz klimaschiedlech sinn a wou grad dann déi Reklammen do sinn op de Garen oder op de Flughäfen oder wou ech ëmmer. A mir kënnen jo awer net esou zwee Gesichter hunn. Op där enger Säit soen: Mir wëllen CO<sub>2</sub>-Emissionen aspueren, mir wëllen eng aner Liewensaart a - weis hunn. Mee dozou gehéiert och, dass ee vläicht manner flitt. An dofir behale mir awer eis Motioun bäi, och wa se superfetatoire ass an hei elo total ofgeschoss gëtt.

(Interruption)

Et ass awer egal, si ass, si ass ... Ech hunn dat gesot. Ech dierf dat dach soen. Ech wëll dat Wuert och emol eng Kéier an de Mond huelen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat heescht, Dir gitt selwer zou, dass se superfetatoire ass. Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | An iwwregens ass et u mir elo ze schwätzen. Ech hunn nach net héieren, dass de President engem aneren d'Wuert ginn huet. Voilà.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | An d'Gare si jo awer och an der Zoustännegkeet vun engem Ministère, wou de Minister heibannen ass. Also, do kéint een awer, wann een och déi hei Motioun elo ofschéisst, e bëssen Efforte maachen, fir ze kucken, wat fir Reklamme mer zouloossen. An d'Gemengen – et si jo och genuch Double-mandatairen heibannen – kënnen jo dann och an hirem PAG kucken, fir eppes ze maachen. Voilà.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An ech fannen, dass mer elo iwwert dës Motioun kënnen ofstëmmen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

### Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. Mir kommen dann zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 3 ass bei 2 Jo-Stëmmen an 52 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Résultat définitif: la motion 3 est rejetée par 2 voix pour et 57 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), M. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen.*

### Motions 4 et 5

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, an där et drëm geet, dass soll en Affichage obligatoire gemaach ginn, wat d'Reparabilitéit bei den Haushaltsgeräte ubelaangt. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här François Benoy.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Jo, villmools merci, Här President. Ech erlabe mer, zur Motioun 4 a 5 zesammen ze schwätzen. Also do kéint een effektiv elo soe bei deene Motiounen: Déi si superfatatoire. Well ech froe mech dann awer e bëssen, ob d'Madamm Cecchetti genau gekuckt huet, wat an deene Gesetzer alles drasteet. Ech weess elo net, ob se se gestëmmt huet. Dach, si huet se gestëmmt.

Well justement si mer jo grad bei den elektronische Geräter wéi och bei anere Geräter derbäi, de Produzenten elo ze soen: Dir musst Är Produite méi laang haltbar maachen! Dir musst méi laang garantéieren, dass se erëm an de Circuit kommen. Dir musst kucken, dass, wa se kënne reparéiert ginn, se am Marché bliwen an esou weider an esou fort. Ech maachen elo net erëm eng Kéier mäi Rapport komplett.

Gläichzäiteg wësse mer awer och, dass op europäeschem Niveau déi Entwécklung vun deenen Direktiven an déi Weiderentwécklung vun deenen Direktiven och ëmmer nach weidergeet. Dofir géif ech proposéieren, dass mer eis bei de Motioun 4 a 5 Zäit huelen an dat an der Kommissioun vläicht eng Kéier kucken, ok. A vläicht dann deene Leit, déi d'Gesetz net esou frësch drohunn, dat se elo grad gestëmmt hunn oder och net gestëmmt hunn, eng Kéier genau erklären, wat wierklech an där Dispositioun hei dran ass, respektiv Dir kuckt dat dann nach eng Kéier virun der Kommissioun. A vläicht och eng Kéier genau d'Analys ze maachen: Wat fir eng Direktive sinn elo ënnerwee?

Wann déi Lénk awer net mat op dee Wee wëlle goen, da kënne mer dat heiten net matdroen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Benoy. Ech géif dann direkt d'Wuert un den Auteur vun der Motioun gi fir ze kucken, ob se d'accord sinn, fir dës Motiounen an d'Kommissioun ze verweisen.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Natierlech si mir d'accord, dat do ze maachen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Mee mir mussen eis hei och net esou beléiere loossen, pardon. Hei steet eppes vun engem Indice de réparabilité drop. Et steet net drop, wéi laang a wat a wou, mee datt och de Client et direkt weess, wann en eppes keeft. Ech mengen, déi Motioun ass net verstane ginn. Et geet hei drëms, datt de Client direkt weess, ...

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Madamm Cecchetti, ech hu grad gesot, ech hunn och zur Motioun 5 geschwat.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Ech schwätzen elo mol vun der Motioun 4. Do steet nämlech drop, en Indice de réparabilité ...

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Ma da sot net, ech hätt vun der Motioun 4 geschwat.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | ... an dat ass fir eis wichteg. Bon, et ass och egal. Dat do huet ee wierklech net ...

(Brouhaha)

**Vote sur le renvoi de la motion 4 en commission**

**M. Fernand Etgen**, Président | Also, ass d'Chamber d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da gëtt dës Motioun, d'Motioun Nummer 4, an d'Kommissioun verweisen.

(La motion 4 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)

**Vote sur le renvoi de la motion 5 en commission**

Bei der Motioun Nummer 5 ass dat och proposéiert ginn. Ass d'Chamber d'accord, fir och d'Motioun Nummer 5 an d'Kommissioun ze verweisen?

Wien d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Dat heescht, och dës Motioun ass eestëmmege an d'Kommissioun verweisen.

(La motion 5 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)

Dat do war eng ganz gutt Übung, fir de Fréisport muer de Moien net brauchen ze maachen.

**Motion 6**

Da kéime mer bei d'Motioun Nummer 6, wou eebe gefrot gëtt, datt verschidde Pointen, wou Waasser offréiert gëtt, sollen installéiert ginn, respektiv datt och am Secteur Horeca de Clientë soll eng Karaff zur Verfügung gestallt ginn. Den Här François Benoy freet d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Ech weess net, ob Der Iech erënner: Mir hate virun e puer Joer, virun der Pandemie, en Débat public hei, wou mer eebe justement driwwer diskutéiert hunn, ob ee Karaffewaasser soll an der Restauratioun ubidden. Ech preziséieren: net gratis! Dat war net Objet vun där Petitioun. Einfach ubidden, och géint e Präis. Dorëms ass et gaang. A gläichzäiteg wëll ech och soen, dass do ganz vill Gemenge sinn, déi Efforte scho maachen haut, dass och Dréinkwaasser am ëffentleche Raum ugebuede gëtt.

Dozou wëll ech soen, dass et e Projet de loi gëtt, dee kierzlech vun der Regierung deposéiert ginn ass, nämlech de 7995, an deem et drëms geet, fir eeben Accès am ëffentleche Raum zu Dréinkwaasser, Leitungswaasser ze offréieren. Gläichzäiteg gouf an deem Débat public do dee Moment gesot, et géif e Pilotprojet gemaach, eebe fir ze kucken, wéi ee kann Dréinkwaasser offréieren am Horeca-Secteur.

Bon, duerno ass d'Pandemie komm. Ech géif et interessant fannen, wa mer an enger Kommissioun einfach eng Kéier géife kucken, wou deen Dossier do drun ass.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Benoy. Dann hat d'Madamm Hartmann d'Wuert gefrot.

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Jo, merci, Här President. Also, zum zweeten Deel vun dem Invite: Do ass et natierlech net méiglech op der Basis vun eiser Verfassung, fir eng Entreprise ze obligéieren, Waasser mat enger Karaff unzebidden, well mer domadder géint d'Liberté de commerce virgoe géifen. Mee well et dee Pilotprojet gëtt, ass et, mengen ech, duerchaus interessant fir ze kucken, wou mer do dru sinn. An dofir géif ech soen: Wa mer dat heiten ofänneren a soen „à sensibiliser les entreprises“, well mer se eeben net obligéiere kënnen, sollte mer an der Kommissioun effektiv doriwwer schwätzen.

Merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, d'Madamm Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Also, ech sinn dermadder d'accord, datt mer an der Kommissioun doriwwer schwätzen. Da muss mer jo bal deen Objet

do ofänneren. Et ass just e bësse komesch: An eisen Nopeschlänner ronderëm eis, do gëtt et iwwerall am Horeca-Beräich Karaffen, déi ee kritt. Et brauch ee just ze froen. Hei kritt een emol keng, souguer wann ee wëllt bezuelen. Souguer wann ee seet: „Ech hätt gär Krunnewaasser, ech bezuelen et!“, kritt ee mol keent. Dat ass den Ënnerscheed.

Déi aner Saach ass déi: Mir hunn haut nach, d'Madamm Hartmann war derbäi, mat enger Schouklasses geschwat, déi an enger Schoul sinn, an där d'Schüler selwer d'Schoul, d'Direktioun froen, fir e Spender dohin ze kréien, fir kënnen hir Fläschchen opzefüllen, fir net musse Fläschchen ze kafen am Plastik. Do seet d'Direktioun einfach Nee, si hätten aner Problemer, si géifen dat net maachen.

An dorëms geet et hei jo, datt wierklech déi Sensibiliséierung weidergedriwwen gëtt an datt och dee leschte Lycée hei am Land awer wierklech agesäit, datt et wichteg ass, senge Schüler kënnen esou e Spender dohinustellen.

Ech ka mer net virstellen, datt dat d'Geld vun der Welt kascht. A wann d'Schüler et och froen, fannen ech dat scho bal e bësse komesch, datt d'Direktiounen dat dann net maachen.

Also, op alle Fall, ech sinn d'accord, datt mer se an d'Kommissioun weiderginn.

**Vote sur le renvoi de la motion 6 en commission**

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Wien d'accord ass, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

An da muss d'Kommissioun sech domadder beschäftegen.

(La motion 6 est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)

## 8. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, de Punkt 6 vum Ordre du jour virum Punkt 5 ze huelen, well de Minister éischter fort muss. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

## 9. 7841 – Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Da komme mer elo zum Projet de loi 7841 iwwert d'Sécherheet vun de Stroosseninfrastrukturen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Wuert huet direkt d'Rapporteurice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics**

**Mme Chantal Gary** (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleginnen a Kollegegen, Här Minister, beim Projet de loi 7841 geet et ëm d'Gestioun vun der Sécherheet am Stroossebau an ëm d'Ëmsetzung vun neien europäeschen Dispositiounen an dësem Beräich.

Déi ursprénglech EU-Direktiv vun 2008, déi mer zu Lëtzebuerg mam Gesetz vum 27. Abrëll 2012 ëmgesat hunn, gouf virun dräi Joer vun der EU-Direktiv Nummer 2019/1936 geännert an ergänzt. De Projet de loi,



dee mir de Mëtten zur Ofstëmmung virleien hunn, setzt dës Ännerungen deemno a Lëtzeburger Recht em.

An eisem nationale Kontext ass et, vun der Form hier, allerdéngs net just eng Modifikatioun vum besteeënde Gesetz vun 2012, mee d'Abrogatioun an de Remplacement vum ale Gesetzestext duerch de virleierende Projet.

Am Beräich vun der Verkéierssicherheit bestinn déi strateegesch Ziler vun der Europäescher Unioun doran, d'Ziel vun de Verkéiersdoudege bis 2020 am Verglach zu 2010 ze halbieren a bis 2050 op null ze setzen. Allerdéngs war de Progrès bei der Erreechung vun dësen Ziler net esou wéi erhofft, an dowéinst gouf schonns Mëtt 2017 en neit Zwëschenzill festgehalten, an zwar, datt d'Ziel vun de Schwéierverletzte bei Verkéiersaccidenter tëscht 2020 an 2030 soll halbéiert ginn. Et sinn also nach vill weider Efforten ze maachen a gefuerdert, fir dës Ziler dann och ze erreechen.

Wéi eng Ännerunge bréngt eis also déi nei EU-Direktiv?

Un éischter Stell steet de Geltungsberäich vun den neie Virschrëften. De Champ d'application ass mat der neier Direktiv erweidert ginn, soudatt d'Direktiv eng Verbesserung um Niveau vun der Sécurité routière viséiert, an dat am kompletten transeuropäesche Verkéiersnetz, dem kompletten Autobunnreseau souwéi och op allen Haaptstroossen an der gesamter Europäescher Unioun, an dat onofhängeg dovun, ob dës Infrastrukture schonn a Betrib sinn, en construction oder eréischt an der Planungsphas.

Doriwwer eraus gëllt dës nei Direktiv och fir Stroossen a Stroosseninfrastrukturprojeten, déi net zu den elo just genannten Tronçone gehéieren, mee déi och ausserhalb vun den urbanen Zone leien a vun der EU finanziert oder deelfinanziert sinn, mat Ausnam vu Stroossen, déi net fir d'allgemeng Circulatioun vu motoriséierte Gefierer geduecht sinn, wéi zum Beispill Vëlosweeër oder Zoufaartstroosse fir Industrie- oder Landwirtschaftssitten. Weiderhi gëllt dës Direktiv och net fir Stroosentunnellen. Hei gëllt eng aner Direktiv.

Weider Innovatiounen, déi d'Direktiv 2019/1936 mat sech bréngt, betreffen d'Evaluatiounsprozedure vun der Sécherheet vum gesamte Stroosereiseau, déi reegelméisseg Inspektiounen souwéi de Suivi vun de Prozeduren. Och changéiert d'Sécherheetevaluatioun vum gesamte Stroosennetz vun enger reng statistescher Bewäertung zu enger Evaluatioun, déi de proaktive Volet an de statistesche Volet kombinéiert.

Do dernieft gëtt och eng grouss Opmierksamkeit op d'Stroosemarkéierungen an d'Stroosbeschëlderung geluecht, fir d'Liisibilitéit an d'Effikasitéit vun dësen ze erhéijen, an dat speziell och fir déi ëmmer méi wichteg elektronesch Fuerassistenzsystemer an eise Gefierer.

Ausserdeem – an dat ass dee leschte wichtige Punkt, deen ech erwäne wëll – verflucht dës Direktiv d'EU-Memberstaaten och, en nationale System en place ze setzen, wou d'Verkéisersuseren Deklaratiounen maache kënnen, fir op potenziell Gefore bei de Verkéisersinfrastrukturen opmierksam ze maachen.

De schrëftleche Rapport vum Projet de loi 7841 gouf den 21. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert och der Plenièr d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

An heimat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Tech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice, der Madamm Chantal Gary, Merci fir de Rapport.

Ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Aly Kaes.

### Discussion générale

**M. Aly Kaes** (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci der Madamm Chantal Gary fir d'Explikatiounen, fir de Rapport, sougutt dee mëndleche wéi dee schrëftlechen. Si huet quasi alles gesot. Ech erlabe mer awer, op zwou Saachen anzugeen.

Déi eng ass déi, datt et ganz wichtig ass, datt mer nach zousätzlech Efforte maachen, fir datt mer natierlech manner Verkéisersdoudeger a manner Schwéierblesséierter op der Strooss hunn.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg esou munches an deene leschte Jore gemaach. Eng Rei Saache kéinte mer awer nach zousätzlech ëmsetzen. Ech wëll net méi am Detail drop agoen, jidderee weess, wat ech speziell mengen. Et kéint een also ganz sécher nach zousätzlech Doudeger verhéieren, well deemno wat fir eng Stroossen ee firt, begéint ee ganz vill Blumen, Kräizer an aner Merkmalen, déi drop hiweisen, datt do op där Stroossen Doudege war. Wéi gesot, hei misste mer nach ganz vill maachen, fir dat kënnen ze verbesseren, net ouni awer déi Efforten ze ënnersträichen, déi scho gemaach gi sinn.

Dat Zweet, wat awer genausou wichtig ass, dat ass, datt effektiv soll e System en place gesat ginn, fir datt d'Bierger awer kënnen selwer bei dëser oder där Geleeënheet, wou se eppes feststellen, hir Meenung soen an hir Suggestiounen maachen, wéi een zum Beispill déi eng oder déi aner geféierlech Plaz op eise Stroosse ka verbesseren. Ech mengen, dat ass e ganz wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier der Rapportrice Merci a ginn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Här Kaes. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Här President. Eist Zil, wat mer eis gesat hunn – keng Schwéierblesséierter a keng Doudeger méi op der Strooss – ass ganz ambitiéis. Dat ass eppes, wat mer absolutt ënnerstëtzen. An all d'Efforten, déi an d'Richtung gi vu méi Verkéiserssicherheit op eise Stroossen, sinn natierlech nëmmen ze begréissen, grad vläicht elo an enger Zäit, wou erëm déi gutt Saison ufänkt fir d'Motorradfuerer, fir dobauen ze fueren. Et ass natierlech grad do, wou och vill Accidenter sinn, oft och mat Doudegen. Et ass wichtig, dass mer hei eis Efforte maachen.

Dëst gesot, géif ech den Accord gi vun der Demokratescher Partei zu dësem Gesetz. An ech géif och der Rapportrice Merci soe fir hir zwee Rapporten, souwuel hire schrëftleche wéi hire mëndlechen.

**M. Fernand Etgen**, Président | Villmools merci, Här Hahn. Da wier et un der honorabelen Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci och der Rapportrice. Ech wëilt an dësem Zesummenhang och un déi Interpellatioun erënneren, déi mer haten, d'lescht Joer, mengen ech, zum Thema „Vision Zéro“. Dat hei reit sech och e bëssen an déi Richtung an. Et geet ganz kloer drëm, d'Doudezuellen an natierlech och iwwerhaapt d'Affer vun de Verkéisersaccidenter erfroze kréien. Mir brauchen do natierlech eng ganz gutt Infrastruktur, dat heescht, sécher Stroossen, déi net nëmmen Accidenter vermeiden, mee och Fuerfeeler kënnen verzeien.

An dann anerersäits musse mer eise Reseau kontrolléieren an och d'Knet esou séier wéi méiglech identifizéieren. Mir brauchen eng stänneg Iwwersiicht an

Evaluatioun vun eisem Stroosennetz. An duerfir sinn ech och ganz beim Här Kaes, wann e seet, mir bräichten eng stänneg Iwwersiicht an och eng Evaluatioun, wou d'Mësstänn op der Strooss iwwer e landeswäite System kënnen vu jiddwerengem gemellt an och agesi ginn.

Wichtig ass awer och, mengen ech, dass mer déi souzese „vulnerabel“ Persounen an dëse Prozess materanhuelen, well grad wa Foussgänger an och Vëlofuerer am neie Mobilitéitsplang 2035 dem Auto solle gläichgestallt ginn, ass et och néideg, hinnen déi selwecht Qualitéit an der Infrastruktur ze ginn. D'Stroosesignalatioun muss evident ginn. Dat gëllt net nëmme fir elo, mee och fir déi zukünfteg automatiséiert Gefierer, déi zu all Moment mussen an der Lag sinn, d'Émfeld am Bléck ze hunn.

An alles dat, wat ech elo opgezielt hunn, ass e Bestanddeel vun dësem Gesetzesentwurf, an alles dat wäert och der Verkéiserssicherheit an der Stroosessicherheit zeguttkommen. All Doudegen op der Strooss ass een ze vill! An duerfir gëtt d'LSAP natierlech den Accord zu dësem Projet de loi. A wann heimadder Mënscheliwe gerett ginn, da musse mer a Betruucht zéien, dës nei Mesuren op dem ganze Stroosereiseau auszebauen.

Merçi.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An de Mikro ass elo fräi fir den Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Jo, an dee ka sech, well wierklech alles gesot ass – an et ass en extreem wichtige Sujet! – dowéinst och drop beschränken, der Madamm Rapportrice villmools Merci ze soen an och d'Ënnerstëtzung vun der ADR ze bréngen. Villmools merci.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabelen Madamm Myriam Cecchetti.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Här President. Als Alleréisch emol der Rapportrice e grouse Merci fir den exzellente mëndlechen a schrëftlechen Rapport. Mir wäerten dëse Projet de loi selbstverständlech matdroen, well alles, wat am Stroosseberäich gemaach gëtt, fir dës Beräich méi sécher ze maachen, och an eisem Interêt ass.

Mee souwisou hu mir net vill Choix, well et sech ëm eng europäesch Direktiv handelt, déi esou oder esou och hei zu Lëtzebuerg muss ëmgesat ginn. An dësere Direktiv geet et drëms, den transeuropäesche Réseau de transport, den Autobunnreseau souwéi all d'Route-principallen an der ganzer EU esou ze sécheren, datt bis am Joer 2050 d'Stiewensrat op null geet. Dat gëtt an eisen Aen zwar ganz schwieereg bis bal onméiglech, mee soll awer d'Zil sinn.

D'Zil null Doudeger sollen d'Ponts et chaussées virun Aen hunn, soubal si eng nei Strooss plangen. Eiser Meenung no kann een all déi Aspekter zwar virun Aen hunn a se consideréieren, mee wat awer wierklech ganz kloer ass, dat ass, datt just déi Stroossen ouni Accidenter wäerte bleiwen, déi net gebaut ginn. An dofir hoffe mir natierlech, datt esou onnéideg Stroossebauprojete wéi verschidde Contournementen einfach net gebaut ginn, virun allem virum Hannergrond vun enger Klimakris mat Klimaverännerung an Diversitéitsverloscht.

Déi bestoend Reseau sollen awer och gepréift ginn an alles gemaach ginn, fir dës ze verbesseren, se reegelméisseg ze kontrolléieren an an deem Sënn ze werten. De Marquage an d'Signalementer musse kloer an däitlech sinn.

Mir begréissen och de System vun de fräiwëllegen Deklaratiounen, en Internetsite, wou d'Bierger hir Beobachtunge kënnen uginn iwwert déi geféierlech Plazen. Mee dëse Projet de loi gëtt eis awer och d'Geleechenheet, zwou Motiounen eranzeginn am Kader vun der Sécherheet, awer och vun der Energiekris an der Klimakris.

Här President, hei ass emol déi éischt.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés, considérant*

– qu'une baisse générale des limitations de vitesse est de nature à améliorer considérablement la sécurité routière et à participer ainsi à atteindre les objectifs nationaux dans ce domaine ;

– qu'une baisse générale des limitations de vitesse est de nature à permettre des économies en matière de consommation en énergie, alors que l'efficacité et la sobriété énergétique constituent une des priorités dans le cadre de la lutte contre le changement climatique ;

– qu'une baisse générale des limitations de vitesse est de nature à améliorer la qualité de l'air et à diminuer les nuisances sonores au profit d'une meilleure qualité de vie pour les habitantes et habitants ;

– les nombreux exemples de baisses de limitations de vitesse dans d'autres pays européens et notamment le rapport final d'évaluation très positif de la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes hors agglomération en France,

*invite le Gouvernement*

– à mettre en œuvre une diminution générale de la limitation de vitesse de 50 km/h à 30 km/h à l'intérieur des agglomérations (sauf signalisation contraire), de 90 km/h à < 80 km/h à l'extérieur des agglomérations (sauf signalisation contraire) et de 130 km/h à < 110 km/h sur les autoroutes.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

**M. Fernand Etgen, Président | Eemol.**

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Här President, hei ass eng Motioun, an där mir fuerderen, endlech flächendeckend d'Zon 30 an den Uertschaften a Stied anzeféieren, esou wéi dat scho säit Längerem a Stied wéi Paräis a Bréissel de Fall ass, an awer och a Länner wéi Spuenien.

Op den iwwergeuerdente Staatsstroosse fuerdere mir, vun 90 km/h op 80 km/h erofzegen, esou wéi dat scho méi laang a Frankräich de Fall ass. An op der Autobunn wäre mir frou, wann d'Vitesslimitt op 110 km/h erofgesat géif ginn.

Mir kéinten eis natierlech och méi eng streng Vitesslimitt virstellen, wann dat hei an der Chamber gewënscht wär. Mir sténgen deem net am Wee. Dës Mesurë géifen net nëmmen d'Stroosse méi sécher maachen – well Dir wësst jo, manner Vitess ass gläich manner grouse Bremswee –, mee et géifen och manner CO<sub>2</sub>-Emissiounen ausgestouss ginn a manner Spritt verbrannt ginn. An doniewent géif d'Liewensqualität an den Uertschaften, awer net nëmmen do, och eropgoen a si wäre méi liewenswäert fir d'Kanner an all déi Leit, déi do wunnen.

Här President, dann hei nach eng zweet Motioun, well et esou schéin ass.

**Motion 2**

*La Chambre des Députés, considérant*

– les tensions actuelles sur les marchés des hydrocarbures dues essentiellement à la guerre en Ukraine, suscitant des hausses des prix et des perspectives de pénurie ;

– la nécessité de réduire rapidement les gaz à effet de serre pour combattre le changement climatique ;

– que l'introduction d'un ou de plusieurs « dimanches sans voitures » entraîne inéluctablement une baisse de la consommation en hydrocarbures au niveau national ;

– que le Luxembourg a connu des « dimanches sans voitures » dans le passé et notamment en 1956 et en 1973 ;

– que des « dimanches sans voitures » peuvent être l'occasion de mettre en place des initiatives de promotion des transports en public et de la mobilité douce ou encore des initiatives culturelles ou touristiques en milieu urbain ;

– que des exceptions peuvent être mis en place pour les trajets essentiels et les urgences, tels qu'évidemment les services de secours ou encore les trajets professionnels inévitables et les urgences personnelles,

*invite le Gouvernement*

– à prévoir la mise en place de plusieurs « dimanches sans voitures » durant le printemps et l'été 2022 exceptés les trajets d'urgence et les trajets essentiels ;

– de procéder à une large évaluation de cette initiative qui prend en compte tous les aspects sociétaux et de décider sur base de cette évaluation si de tels initiatives méritent d'être répétés à l'avenir.

(s.) Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci.**

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Hei dann eng zweet Motioun fir e puer autofräi Sonddeger. Déi ënner Iech, déi schonn e puer Joer um Bockel hunn, kënnen sech bestëmmt nach un déi Zäiten erënneren, wou mir sonndes mat der Famill trëppele gaange sinn, esou wéi dat och elo am Confinement vill de Fall war.

*(Interruption)*

Natierlech misst dës Mesure esou ausgeluecht ginn, datt déi Leit, déi schaffe ginn, awer dohinnerkommen, respektiv den ëffentlechen Transport soll an där Zäit och ausgebaut ginn, soudatt et och sonndes méiglech ass, enzwousch hinzekommen, ouni stonnelaang mussen ze waarden.

Dës Mesure géif och méi Sécherheet op der Strooss versprieche, manner CO<sub>2</sub>-Emissiounen, manner Sprittverbrauch an et géif een an engems eppes fir seng eege Gesondheet maachen.

Domadder kéinten awer och flott Initiative verbonne ginn, wéi zum Beispill Vélos- oder Trëppeltouren, kulturell Fester oder Sportsveranstaltungen op de Stroossen, an de Stied an an den Dierfer.

Dir héiert, et sinn der Kreativitéit keng Grenze gesat. Natierlech soll dës Mesure och evaluéiert ginn an doropshin decidéiert ginn, ob se weidergefouert soll ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti.** An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. A merci dem Chantal Gary. Wat eis besonnesch gutt gefält an deem ganze Projet, ass dat autonomt Fueren an d'Assistenzsystemer. Dat war jo och, wéi mer nach deemools am Cercel driwwer geschwat hunn, ee vun eise grouse Kritikpunkten, dass dat hei zu Lëtzebuerg nach net iwwerall esou fonctionéiert, wéi et soll, an dass déi Autosystemer dat leider nach net richtig verschafft kréien, well d'Schëlde oder d'Markéierungen net richtig sinn. Dass mer elo endlech op dee Wee ginn, well dat eeben e Sécherheetsplus ass. A wa mer 2050 iergendeng kéier dohinnerkommen, dass mer

keng Doudeger méi hunn, ass dat sécherlech och duerch d'autonomt Fueren, wou dat méiglech ass.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.**

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier a Mobilitéitsminister, den Här François Bausch.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, merci, éischters, der Rapportrice** fir hire gudd schrëftlechen a mëndlechen Rapport a selbstverständlech och der Chamber fir déi ganz breet Zoustëmmung, déi dat Gesetz hei kritt. Duerfir brauch ech dozou elo net méi vill ze soen.

Ech wollt dann, wann Der erlaabt, eppes zu deenen zwou Motiounen soen, déi d'Madamm Cecchetti elo just presentéiert an och deposéiert huet.

Déi éischt betrëfft jo Vitessreduktiounen. Dir kennt meng Meenung dozou, ech hu se schon oft och dobausse gesot, och a Pressekonferenzen an och hei an der Chamber. Natierlech soll d'Stroossekonfiguratioun an d'Vitess, déi dorobber festgeluecht gëtt, esou sinn, datt d'Vitess kann agehale ginn. Dat heescht, dat eent muss bei dat anert passen.

Ech hu scho méi wéi eng kéier gesot, et mécht kee Sënn, einfach en Dëppche Faarf ze huelen an op iergend eng Strooss ze goen an ze soen: „Elo schreiw mer einfach hei 30 dorobber!“ an dann ze mengen, datt dann all Mënsch och géif 30 fuere respektiv datt dat ze kontrolléiere wär.

Wann d'Stroossekonfiguratioun net esou gemaach ass, datt dann och 30 wierklech kann oder soll hei gefuer ginn, datt dat realistesch ass par rapport zu deem, deem am Auto sëtzt a fiert, da bréngt et net schrecklech vill. Da bewierken ech just de Contraire. Da bewierken ech falsch Sécherheeten. Ech bréngen dann d'Foussgänger an aner Teilneemer a Gefuer, well déi jo dervunner ausginn: „Hei ass eng 30er-Zon, an et hält natierlech och jiddweree sech drun. Oder et misst jiddweree sech drun halen.“ Mee dat ass keng gutt Ausgangspositioun. An dofir bleiwen ech bei menger Meenung, datt een d'Stroosseviteess soll gestalten a Fonctioun vun der Situatioun, wou ee grad ass.

Et gëtt jo eng Rei allgemeng Reegelen, déi mer hunn. Et gëtt och Reegelen, wéi ee kann Zon 20 aféieren, wéi ee kann Zon 30 aféieren. Et ass allgemeng dem Mënsch schon haut fräigestallt, inklusiv op Staatsstroossen, Zon 30 an 20 ze maachen. Dat Eenzegt, wat ech gären hätt, dat ass, datt da verschidde Konfiguratiounen och hiergestallt ginn, dat heescht, datt d'Strooss esou gebaut gëtt oder ëmgebaut gëtt, datt dat herno och wierklech realistesch ass. Et huet kee Wäert, datt mer de Leit eppes virtäuschen. Dat bréngt eis näischt.

Dat nämmlecht ass d'Fro: Haut ass et 90 op de Landstroossen; fir elo symbolesch ze soen, mir géingen op 80 erof, do kann ech Iech soen – effektiv huet just Frankräich et gemaach bis elo –, do ass et awer ganz geméisch, wat do vu Resultater bis elo erauskomm sinn a Frankräich. An och do bleiwen ech bei där nämmlecher Meenung: Et gëtt Stroossen, wou ech der Iwwerzeugung sinn, datt dat net Zon 80 ass, mee 70, vläicht souguer 50, jee nodeem, wéi d'Konfiguratioun ass. Mee da soll een dat kucken. An da soll een natierlech de Courage hunn an do, wou gewësse Geforepunkte sinn, wou zum Beispill Leit wunnen a wou een der Meenung ass, dass ee wéinst der Liewensqualität vun de Leit dann op deene Stroosse punktuell ënner 90 erofgeet, op 80 oder – 80 ass zu Lëtzebuerg elo net esou Traditioun – zum Beispill op 70. Dat ass kee Problem! Dat gëtt och ëmmer méi gemaach. An ech muss



och soen, ech hunn ëmmer méi Gemengen, déi Demandé bei mir erarechen, fir op déi Weeër ze goen. An dat gëtt an der Reegel och ganz proaktiv a positiv vu menge Leit am Ministère betruucht.

Duerfir géif ech der Chamber recommandéieren, déi Motioun einfach ofzeleenen, well dat näischt bréngt, esou global, pauschal Approchen ze wielen.

A bei där zweeter Motioun, do geet et jo drëms ...

Elo hunn ech de Fueдем verluer. Madamm Cecchetti, déi zwee Motioun, Dir hat se ...

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Autofräi Sonndeger.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | A jo, pardon, jo, autofräi Sonndeger. Och dat si symbolesch Aktiounen. Mir maachen där jo och. Mir maachen e Vëlossummer, wou mer verschidde Stroosseraim ganz kloer fir den Auto späre während enger Rei Wochen oder während engem Weekend. An da kënnen do déi Aktivitéite stattfannen, wou d'Madamm Cecchetti och dervu geschwat huet.

Mee elo generell einfach esou autofräi Sonndeger ze decidéieren, och dat bréngt net schrecklech vill, well dat just reng symbolesch Aktiounen sinn an och dobausse vun de Leit, mengen ech, net ganz gutt verstante gëtt.

Ech si souwisou kee Frënd – dat wësst Der – vun deene moraleschen Appeller. Ech fannen, wat richtig ass, dat ass, dass mir sollen den öffentlechen Transport an d'Stroossekongfigurationen alles esou bauen, datt mer eng aner Mobilitéit kréien an datt d'Leit dat och mat Loscht a mat Freed maachen, sech anescht mobill verhalen. Ech halen awer näischt dervunner, fir vu moies bis owes mam moraleschen Zeigefinger do ze stoen an ze maachen, wéi wa jiddweree misst e schlecht Gewëssen hunn, wann en iergendwann eng Kéier den Auto hëlt.

**Une voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7841. Den Text steet am Document ... O, d'Madamm Oberweis freet nach d'Wuert, oder d'Madamm Cecchetti.

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Wann ech dierf, just zwee Wieder. Et ass u sech net mäin Dossier, mee wann den Här Bausch hei seet, dass et géif, dass – wéi waren d'Wieder? –, dass et eng falsch Sécherheet wier, wann ee mat der Faarf eng aner Zuel op de Buedem schreift ... Also, ganz éierlech, ech fannen dat eng Frechheet par rapport zu deene Leit, déi hir Kanner verluer hunn oder aner Leit verluer hunn!

(Brouhaha)

Nee, sorry. Mir hunn hei net vun enger Faarf geschwat, mat där ee 50 oder 30 dohinnerschreift. Et geet konkret drëms, d'Vitess ze limitéieren vu 50 op 30, vun 90 op 80 oder op 70, net vu Faarf an usträchen. Ze soen, dat wäre falsch Sécherheeten, fannen ech eng Frechheet par rapport zu deene Leit, déi Leit verluer hunn, Familljemembere verluer hunn an Autosaccidenter op der Strooss.

Et ass gewosst aus dem Ausland, dass d'Vitesslimitatioun vu 50 op 30 zum Beispill Accidenter, Doudeger a Blesséierter erofsetzt. Et gëtt Zuelen an Etüden dozou. An ech si mer sécher, dass Dir et wësst.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech ginn d'Wuert direkt un den Här Mobilitéitsminister zréck.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech muss Iech soen, ech si villes gewinnt, mee dat, wat d'Madamm Oberweis elo hei gemaach huet, dat fannen ech wierklech eng Frechheet, muss ech éierlech soen. Fir hei mir esou d'Wieder an de Mond ze leeën, wéi wann ech gesot hätt, Vitessreduktiounen géifen näischt bréngen an ech géif hei de Geck maache mat Leit, déi e Liewe verluer hunn op der Strooss. Dat ass inadmissibel!

Ech kann Iech soen, ech setze mech zënter Laangem a fir Vitessreduktiounen. An ech war laang an der Gemeng, do hat ech Responsabilitéiten. Ech hu quasi an der ganzer Stad Lëtzebuerg, an deene meeschte Quartieren, flächendeckend Zon 30 agefouert. An ech hunn dat gemaach op eng Aart a Weis, datt et herno awer och agehale gëtt. An et ass dat, wat ech hei gesot hunn. Ech wëll net hunn, datt ech Vitessreduktiounen hei einfach decidéieren an da soen, datt ech elo eppes gemaach hunn, well ech einfach gesot hunn, datt ech vun 90 op 70 oder vu 70 op 30 erofgaang sinn. Ech wëll, datt et herno dann och fonctionéiert an datt donc déi Sécherheet, déi ech effektiv wëll schafen duerch Vitessreduktiounen, och herno an der Praxis fonctionéiert. Dat hunn ech hei gesot.

An ech akzeptéieren net esou eng Aart a Weis wéi dat do fir virzegoen. Et deet mer leed, Madamm Oberweis, ech hat, an ech hunn,, vun all Deputéierten eng ganz respektabel Meenung, an ech géif Iech bidden, och par rapport zu engem Minister eng respektabel Meenung ze hunn a keng esou Ennerstellung wéi dat do ze maachen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président | Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir d'Madamm Oberweis.

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) | Ech hunn Iech gutt nogelauschert a mer d'Wieder opgeschriwwen. (Interruption)

Dach, wierklech, ech menge schonn, wann Dir esou eng Motioun, déi konstruktiv gemengt ass, déi positiv gemengt ass, mat esou Wieder erofmaacht ...

(Brouhaha)

Ech si ganz rassuréiert ze wëssen ...

(Brouhaha)

Jo, pardon! Ech sinn immens rassuréiert ze wëssen, dass Der dat net gemengt hutt. Ech soe jo, ech hunn Iech et gegleeft. Duerfir verstinn ech net dee Besoin, fir dat esou duerstellen.

Ech menge ganz éierlech, dass dat déi Oppositionslogik hei ass. Dir musst ëmmer déi Motiounen aus der Opposition erofmaachen a fäerdegmaachen. Dohier kënnt dee Besoin, Saachen, déi u sech gutt gemengt sinn, futti ze maachen, obwuel Der u sech dat net esou mengt.

**M. Fernand Etgen**, Président | Ech ginn d'Wuert kuerz zréck un den Här Bausch.

**M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Nach eng Kéier ganz kuerz. Ech wëll der Madamm Oberweis just soen: All Deputéierten huet selbstverständlech d'Recht, all Meenung hei ze vertrieeden an och all Motioun ze deposéieren! Mee et ass och mäi Recht, net d'accord ze si mat enger Motioun. A wann ech der Chamber géif proposéieren, Är Motioun net unzehuelen, ass dat, well ech vum Fong hier, wéi Dir et proposéiert, net averstane sinn. An dat ass och dat, wat ech hei zum Beschte ginn hunn, méi net.

**M. Fernand Etgen**, Président | Merci villmoos.

An ech mengen, mir kënnen elo zum Vott iwwert de Projet de loi 7841 kommen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7841 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. An da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi 7841 ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmmegeg uegholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Claude Wiseler), Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydia Mutsch), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

**Motions**

Ech mengen, da kënne mer elo nach zum Vott vun de Motiounen kommen.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, wou et drëm geet, d'Vitess erofzesetzen. Do freet den Här Sven Clement d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Ech ginn dem Minister Bausch net ëmmer Recht, mee an deem heite Fall huet en awer eppes ganz Richteges gesot. Wa mer wëllen 30er-Zonen an de Stied hunn, da mussen mer och an de Stied – an do sinn all d'Gemengepappen a -mamme gefuerdert – d'Stroossen esou amenagéieren, datt d'Leit 30 fueren, ...

**Une voix** | Ganz gutt!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... well d'Strooss sech esou uffilt. Wa mir an den Uertschaften Autobunnen hunn, véiersproocheg Stroossen, déi poulriicht sinn, da mussen mer eis net wonneren, wann d'Leit, egal wat mer fir Schëlde opriichten, egal, wéi vill Vitesskontrolle mer do maachen, ze séier wäerte fueren. Da mussen mer eis net wonneren, wann do Leit leie bleiwen.

Wa mer also eppes wëlle maachen, fir d'Vitess an den Dierfer ze reduzéieren, da muss mer déi baulech Moosnamen huelen, déi sech imposéieren. Dat ass dat eent. An ech mengen, dat war d'Ausso, déi de Minister gemaach huet, net méi, net manner.

Zu der Vitess 80 versus 90, 110 versus 130, muss ech ganz éierlech soen: Jo, sécher manner CO<sub>2</sub>, sécherlech méi e kuerze Bremswee, dat ass Physik. Ech mengen, datt déi meescht Leit, déi hei zu Lëtzebuerg Auto fueren – an déi meescht vun eis gehéieren dach ab und zu och dozou –, seelen iwwerhaupt déi Maximalvitessen op de Stroossen, grad zur Rushhour, kënne fueren, well mer am Stau stinn. A wa mer wëllen eppes géint den CO<sub>2</sub> maachen, da misste mer als Éischt emol domadder ufänken, d'Stauen ze reduzéieren, well ech mengen, datt dat e vill méi groussen Impakt huet wéi d'Vitess.

Dat gesot, mengen ech, muss hei déi Lénk Partei net probéieren, déi gréng bei de Vitesslimitatioun riets ze iwwerhuelen. Dat wäert hinne warscheinlech ni geléngen. A mir wäerten déi Motioun och net matstëmmen.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.** Dann huet den Här Kaes d'Wuert gefrot.

**M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President,** fir d'Wuert. Jo, einfach Vitessreduzéierungen ze froen, dat ass responsabel, jo. Wat een d'Vitess méi erofsetzt, wat ganz sécher d'Gefor a bestëmmte Situatiounen reduzéiert gëtt. Kloer ass awer, datt een ëmmer erëm d'Vitess muss upassen, jiddeeren Eenzelen, un déi Situatioun, an där ee sech befënnt. Ech denken do zum Beispill u schlecht Wieder, u Reen, un Niwwel an esou weider. Et ass also ganz schwéier fir ze soen: Wann een d'Vitess reduzéiert, dann huet ee kee Problem méi!

Nee, ech mengen, mir mussen alles maachen, fir datt déi eenzel Benotzer vun der Strooss a sech responsabel sinn a gesinn, ob op enger Landstrooss, och wann 90 do steet, eventuell 80 besser wier. Dat ass konstruktiv, dat ass am Sënn vun der Saach. An ech mengen net, datt een et besser mécht doduerch, datt een ëmmer nëmme Verbuutschëlder opstellt. Mee neen, et muss een och, mengen ech, deem, deen d'Strooss benotzt, vertrauen, datt en déi Strooss responsabel benotzt. An duerfir mengen ech, datt et net richtig wier, wa mer hei allgemeng eng Reduzéierung vun der Vitess géife maachen. An duerfir stëmmt meng Fraktioun dëst net mat. Merci.

**Une voix | Très bien!**

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kaes.** An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President,** villmools merci. Ech wëilt och ufänken, deene Lénke Merci dofir ze soen, déi zwee Sujeten hei unzeschwätzen. Ech verstinn déi moralesch Iwwerleeungen do derhannert an ech respektéieren dat och selbstverständlech.

Ech verstinn och deem Här Minister Bausch seng pragmatesch Approche, wann en doriwwer schwätzt. Ech muss soen, et schéngt eis och logesch, datt ee kuckt, wou et eeben e Sécherheetsbesoin gëtt, e besonnesche Sécherheetsbesoin, an datt een dann och do higeet an d'Vitesslimitatioun als eng Méiglechkeet ugesäit, niewent aneren, fir déi Sécherheet dann ze erhéijen. Also, eng pragmatesch a flexibel Approche ass sécherlech net schlecht. Eng allgemeng Limitatioun aus méi ideologesche Grënn, dat ass e Wee, dee mir net géife mee. Mee wat eis interesséiert, ass selbstverständlech de Schutz vum Liewen an d'Sécherheet vun de Leit.

Ech wëll awer vläicht zwou Observatiounen maachen, wat déi zwou Motiounen ugeet, well se eise Bléck op

aner Saachen riichten. A mir mussen do e bëssen an d'Zukunft kucken.

Déi éischt Motioun betrëfft jo d'Vitesslimitatiounen. A mir wësse jo, datt mer hei verschidde Parteien hunn, déi elo zum Beispill e Kuelendioxidbudget op de Kapp rechnen. Mir hunn dat gefrot gehat, ech menge bei Iech, Här Minister Turmes, viru Kuerzem. Dir hutt eis gesot, datt am Abléck e Lëtzebuerg, oder e Bewunner vun eisem Land, egal wéi d'Nationalitéit ass, eng 13,1 Tonnen Equivalent Kuelendioxid pro Joer op de Kapp verbraucht. Ech mengen, dat waren Tonne pro Joer, dat war déi Zuel, déi Dir eis genannt hutt. A verschidde Parteien wëllen dat elo op 8 an d'Regierung op 6 erofsetzen à moyen terme.

Gutt, da muss mer eis froen: Wéi wëlle se dat da maachen? An ass d'Beschränkung vum Individualverkéier net awer dat, wat iergendwéini kënnt? Och Vitessbeschränkungen, Aschränkungen vun der perséinlecher Mobilitéit, vun der individueller Mobilitéit, domadder Fräiheitsaschränkungen. Also ech mengen, datt dee Sujet, deen hei ugeschwat ginn ass, eng reell Perspektiv huet, awer am Hibleck op een anere Kontext, nämlech an deem Versuch vu Verschiddenen, eis komplett Liewensweis ëmzestellen duerch deen Drock iwwer e perséinleche Kuelendioxidbudget.

Déi zweet Motioun, déi riicht eise Bléck och op eng ganz aktuell Situatioun. Ech hunn och nach déi Erënnungen un déi autofräi Sonndeger. Ech sinn al genuch, fir dat nach erlieft ze hunn. Dat war natierlech fir eis deen Abléck ganz flott. Ech mengen, datt ass an der Rei, mee de Kontext war guer net flott.

Mir haten eng Pétrolskris, mir haten eng enorm ekonomesch Kris an dat huet dat eeben du provoziert. An haut komme mer an eng änlech Situatioun duerch déi Sanktiounsspiral. Mir wäerten an deenen nächsten Deeg a Wochen nach doriwwer schwätzen, well déi Sanktiounen a Géigesanktiounen, déi mer am Abléck hunn duerch de Konflikt an Europa an déi ëmmer nach augmentéiert gi mat Saachen, féieren natierlech och zu där Méiglechkeet, datt mer mussen rationéieren.

Dir wësst, d'Regierung, den Här Turmes hat eis dat och gesot, datt d'Rationéierung vu Brennstoff, vu Bensinn, vun Diesel eng Méiglechkeet ass, déi d'Regierung sech virbehält, wann eeben déi Sanktiounsspiral eis an eng Situatioun féiert, wou mer mussen de Verkéier limitéieren, fir iwwerhaupt nach genuch Ressourcen ze hunn.

Dat ass elo keen utopeschen Szenario, deen Dir hei entwéckelt, mee et ass eng reell Perspektiv. Et ass ee vun deene Grënn, firwat d'ADR déi Sanktiounen hannerfreet: Wëlle mer dat? Wéi wäit gi mer, emol vum geopolitische Kontext ofgesinn, mee en Vue op d'Konsequenzen op eis Ekonomie, d'Konsequenzen op eis Méiglechkeeten hei am Land? An dat muss een alles diskutéieren.

Ech si frou, datt den Här Wiseler haut eng Motioun hei deposéiert huet. Ech hat geduecht, mir géifen doriwwer de 17. Mee schwätzen. En huet haut eng Motioun deposéiert, fir iwwert de Kontext Ukrain ze schwätzen. Muer de Moien, mengen ech, wäerte mer doriwwer ofstëmmen. An et ass einfach wichtig, datt mer eis op eng global Manéier mat Sanktiounen, Géigesanktiounen an ekonomesche Konsequenzen ausersetzen. An déi Perspektiv, déi d'Madamm Cecchetti eis hei recommandéiert huet, dat riskéiert Realitéit ze ginn, awer aus anere Grënn wéi déi, un déi Dir vläicht geduecht hat.

Ech soen Iech Merci.

**M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.** Da freet nach d'Madamm Cecchetti d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo,** also ech muss awer elo e puer Saachen heizou soen. Éischtens sinn ech e bëssen erfieert iwwert d'Envergure vun der Diskussioun, wéi déi sech elo hei gedréint huet.

Déi éischt Saach ass emol déi, do wëll ech emol direkt drop äntweren: Mir, déi Lénk, mussen déi gréng net riets iwwerhuelen. Wa mir eng Motioun hei eraginn a wann dat vläicht vun der ganzer Chamber emol verstane gëtt, firwat mir se eraginn: Mir ginn déi Motiounen net hei eran, fir d'Regierungsparteien ze blaméieren oder hinnen eng op de Bak ze ginn oder besserwisesesch ze sinn. Mir maachen dat net. Mir maachen dat, well mer wierklech u verschidde Saachen gleewen a einfach wëlle Verbesserungsvirschléier eraginn.

*(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)*

Et geet hei net ëm méi an net ëm manner. Deen heite Virschlag mat där Motioun, mat den 30, 80 an 110, hu mir wierklech eraginn an deem But, well mir jo och wëssen, datt dat an Nopeschlänner do scho laang leeft, an do diskutéiert keen driwwer.

Wéi ech kleng war, ass nach 60 a méi an den Dierfer gefuer ginn. Do war e Skandal, wéi dat sollt op 50 gesat ginn, an duerno war e Skandal, wéi verschidde Stroossen op 30 gesat gi sinn. An dann ass e Skandal, wann a verschiddene Stroossen 20 gefuer gëtt, well dat da Spillstroossen oder Shared-Space-Stroosse sinn. Dat Ganz brauch eng Zäit, a wann dat net diskutéiert gëtt an ëmmer erëm op den Ordre du jour kënnt, kënne mer eis ni domadder ufrënnen.

Déi aner Saach ass déi, wa mer da soen: „Et geet net duer, e Schëld dohinner ze stellen.“ Ech si ganz d'accord domat, mee dat heite seet dat jo och net! Dat hei seet: „mettre en œuvre une diminution générale.“ Wéi een déi en œuvre setzt, datt ass jo awer elo net eis Aarbecht, fir dat an d'Motioun ze schreiwen. Da muss een als Ministère awer och higoen – d'Gemenge sinn hei genannt ginn – an de Gemengen awer och ënnert d'Äerm gräifen an och vläicht méi séier déi Projeten ëmsetzen, déi d'Gemenge hu bei Schoulen, fir Zon 30 ze maachen, wou se jorelaang op d'Geneemegung waarde vun de Ponts et chaussées, wou se jorelaang higehele ginn a wou d'Gemengen och nach mussen de Gros dovunner bezuelen.

Ech mengen, wann ee wëll esou eng Transitioun hunn als Staat, da muss een awer och de Gemengen do finanziell ënnert d'Äerm gräifen, notamment och bei de Vélosweeër an den Uertschaften.

80 km/h, huet de Minister elo gesot, dat wier och falsch, dat géif näischt bréngen. Ech war elo dohin, ech hunn him hei e Graphique gewisen, wou dat a Frankräich gekuckt ginn ass. Et ass gekuckt gi virdrun, ier et 80 km/h war, an et ass gekuckt ginn duerno, wéi vill Doudeger an Accidenter op der Strooss waren. An dat ass erofgaangen. Et ass bewisen, et geet erof. An dat ass kee bidons Site. Et ass e Site vum Ministère de l'Intérieur a Frankräich. Dat heescht, dat ass kee bidons Site. Ech ginn dat weisen, an da kréien ech esou gesot: „Wat wëll dat do dann heeschen?“ Ech mengen, dat sinn Zuelen, déi léie jo awer net! An 110 op eisen Autobunne kéint och direkt sinn.

*(Interruption par la présidence)*

**Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci.**

**Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) |** Dat misst net onbedéngt sinn, datt dat 130 ass. Ech mengen, hei ass näischt, wat een net kéint maachen.

**Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Cecchetti.** Wa soss keng Wuertmeldunge méi sinn, da komme mer elo zum Vott vun der éischter Motioun.



**Vote sur la motion 1**

De Vott ass op. Mir kommen elo zu de Procuratiounen ... Ass et net gaang?

**Plusieurs voix** | Neel!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Ok.

*(Brouhaha général)*

Ech maachen de Vott op.

*(Hilarité)*

Jo, jo, ech hunn et verstan. A, voilà!

*(Hilarité)*

Da kënt Der elo ofstëmmen. D'Procuratiounen. Et ass déi éischte Kéier, dass ech dann e Vott hei presi-déieren. Dir gesitt, dat fonctionéiert ganz gutt bis elo.

*(Hilarité)*

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Elo nach richtig ziele.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Genau, elo muss ech nach richtig ziele. Merci, Madamm Adehm, dat wäert ech nach hikiréien.

D'Motioun ass ofgeleent mat 56 Nee-Stëmmen, 3 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun.

*Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Claude Wiseler), Léon Gloden (par Mme Martine Hansen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydia Mutsch), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.*

**Motion 2**

An da komme mer elo zur zweeter Motioun.

Wie wëllt sech dozou zu Wuert mellen? Déi ass schonn? A, ok.

**Vote sur la motion 2**

Da komme mer och hei zum Vott. An dann zu de Procuratiounen.

An dës Motioun ass mat 57 Nee-Stëmmen zu 52 Jo-Stëmmen bei kenger Abstentioun och ofgeleent ginn.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Si mer zu 109?

*(Hilarité)*

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Hunn ech dat da falsch gelies?

*(Brouhaha)*

52 Nee-Stëmmen, bon, ech gesinn et elo net méi viru mer. 57 Nee-Stëmmen an 2 Jo-Stëmmen, entschëllegt.

*Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 2 voix pour et 58 voix contre.*

*Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Marc Lies), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert (par Mme Martine Hansen), M. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydia Mutsch), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.*

*(Hilarité)*

Et war e laangen Dag bis elo.

## 10. 7868 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat

Sou, an da komme mer elo zum nächste Projet de loi 7841 concernant la gestion de la sécurité ..., a nee, dat ass net deen, entschëllegt.

*(Hilarité)*

**Une voix** | Den Här President huet Iech schéin ugeschmiert, hein?

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Voilà, hei hu mer en, entschëllegt. Ech muss hei Uerdnung an den Dossier kréien, deen ech kritt hunn.

Mir kommen elo zum nächste Projet de loi um Ordre du jour, de Projet de loi 7868, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Klima. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno och follgendermoossen opgedeelt.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

## Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Madamm Presidentin. Mam Klimaschutzgesetz vum 15. Dezember 2021 (veuillez lire: 2020) huet Lëtzebuerg de gesetzleche Kader fir Klimaschutz um Wee an d'Klimaneutralitéit geschaf. Haut wëssen nach méi Leit wéi deemools, wéi wichtig dee Kader fir d'Lëtzebuurger Klimapolitik ass, dee Reduktionsziler fixéiert, déi néideg Instrumenter schaaft an déi verschidde Secteure verantwortliséiert, fir Klimaschutz ze maachen, awer och fir méi onofhängeg vun de fossillen Energien ze ginn.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Just de Rapporteur huet d'Wuert, wannechgelift. Merci.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | De Gesetzesprojet 7868 modifizéiert d'Klimaschutzgesetz op e puer klengen technesche Punkten, nodeems d'Europäesche Kommissioun e puer kleng Remarque formuléiert huet par rapport zur Transpositioun vun der Direktiv 2018/410 vum 14. Mäerz 2018 iwwert d'Ännerung vun der Direktiv 2003/87/EG zur Ennerstëtzung vu käschteneffizienten Emissiounsreduktiounen a Forderung vun Investitiounen mat wéineg CO<sub>2</sub>-Ausstouss.

Dës Direktiv huet notament verschidden Ännerungen am europäeschen Emissionshandel, méi prezis der Phas 4, gemaach, em déi et bei dësem Gesetzesprojet och geet.

D'Europäesch Kommissioun huet ons Transpositioun gekuckt an ons op e puer Punkten opmierksam gemaach:

D'Gesetz misst preziséieren, dass e Fënnfjoreszyklus gëllt bei der Kommunikatioun un d'Kommissioun vun der nationaler Lëscht vun den Installatiounen, déi ënner den Emissionshandel falen. Dëst passe mir un an integréieren och nach déi aner Elementer aus dem Artikel 1 Paragraf 17 vun der Direktiv, wou preziséiert gëtt, wat an der Lëscht muss drastoen. Ech ginn duerno beim Avis vum Staatsrot am Detail dodrop an.

D'Kommissioun huet awer och bemierkt, dass mir an onsem Artikel 32 virgesinn haten, dass Emissiounskreditter, déi et ënnert dem Kyoto-Protokoll gouf, kënnen ugerechent ginn. Dat ass awer net méi de Fall an der Phas 4 vum Emissionshandel. Dësen Artikel gëtt mam Gesetzesprojet abrogéiert.

Et gëtt dann awer och dervu profitéiert, fir e puer kleng Erreur-matérielen ze verbesseren. En Datum am Gesetz war falsch, nämlech dass de Reglement d'sektorieel Ziler bis Enn 2030 festleet an net bis Enn 2029. An da gëtt och nach d'Numerotatioun an der Annex korrigeiert.

A sengem Avis vum 22. Februar 2022 gëtt de Staatsrot säin Accord zum Text, ma constatéiert awer, dass de proposéierten Text net all d'Elementer vum Artikel 1 Paragraf 17 iwwerhëlt. Et géifen nämlech Dispositiounen feele par rapport zu den Informatiounen, déi an der Lëscht misste beinhalt sinn, wéi och e Saz, dass de Minister nëmme gratis Emissiounsquoten un Installatiounen ka ginn, fir déi déi Informatiounen och weidergereecht gi sinn.

De Staatsrot freet, dass mer, wa mir den Text esou bäibehalen, bei der Kommissioun nofroen, ob déi inkomplett Transpositioun vun deem Paragraf duergeset. Fir där Remark vum Staatsrot gerecht ze ginn, hu mir de Paragraf 17 komplett transposéiert, esou wéi et an der Direktiv steet.

De Staatsrot huet iwwerdeems festgestallt, dass e falsche Renvoi misst verbessert ginn. Dofir hu mir en zousätzlechen Artikel agefüügt an de Staatsrot an

engem Bréif doriwwer informéiert. Hie war d'accord, huet awer eng aner Formulatioun vum Artikel proposéiert, déi mir iwwerholl hunn.

D'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg huet den Text de 4. August zejoert deposéiert. Mir hunn d'Gesetz de 7. Mäerz an der Kommissioun duerchgeholl an ech gouf och dunn zum Rapporteur ernannt. De Rapport hu mir den 23. Mäerz ugeholl.

Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Villmools Merci, Här Rapporteur.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Also ech wëll just op dëser Plaz dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin explizitte Rapport. Ech mengen, méi ass dozou net ze soen. Ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Max Hahn agedroen.

**M. Max Hahn** (DP) | Wann den Här Schaaf scho mengt, dass alles gesot wier, dann ass dat wuel esou.

**Plusieurs voix** | A!

**M. Max Hahn** (DP) | Deemno géif ech et och dann dobäi beloussen, just dem Rapporteur Merci ze soen an den Accord vun der Demokratescher Partei ze ginn.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Déi nächst agedroen Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Jo, merci, Madamm Presidentin. Ech géif just soen: Idem fir d'LSAP. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Hemmen. Als nächsten agedroene Riedner ass den Här Fred Keup agedroen.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Och merci un de Rapporteur. A mir ginn eisen Accord. Merci.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Den nächsten agedroene Riedner ass de Marc Goergen. Här Marc Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci. Och d'selwecht hei: Mir ginn den Accord.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Villmools merci. An dann hätt elo d'Regierung d'Wuert.

**Une voix** | déi Lénk!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Vun deene Lénke steet hei keen op menger Lëscht, nee.

Voilà, dann ass et un der Regierung.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Ech wäert Iech elo keng zwou Stonne Ried heiriwwer halen. Merci, Här Benoy, fir de Rapport. Dat hei si jo technesch Ännerungen a merci, dass se esou breet gedroe ginn.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Den Här Rapporteur. Här Benoy, Dir frot d'Wuert.

**M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur | Jo, ech wollt just soen, ech hunn a mengem Rapport elo grad en Datum falsch gelies, nämlech dass ... D'Klimaschutzgesetz ass wuelverstanen – et ass mer schonn opgefall, wéi ech do stoung, mee ech hunn et dunn awer falsch virgelies –, d'Klimaschutzgesetz ass aus dem Joer 2020 an net aus dem Joer 2021.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci fir dës Rektifikatioun, Här Benoy.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7868. Den Text steet am Document parlementaire 7868<sup>3</sup>.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7868

An d'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. An de Vott ass heimadder ofgeschloss.

An dëst Gesetz ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiuonen.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert (par M. Max Hengel), M. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Egen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Francine Closener), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mars Di Bartolomeo (par Mme Lydia Mutsch), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber (par M. Dan Kersch) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.*

*Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Villmools merci. An Dir gesitt, mir rodéieren eis hei wonnerbar an, lues awer sécher. Ech kéint elo nach dee ganzen Owend weidermaachen.

## 11. 7980 – Projet de loi portant prise en charge par l'État des frais engendrés par l'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel

Mee mir kommen dann elo zu deem leschte Gesetz vun haut: Um Ordre du jour ass de Projet de loi 7980 iwwert d'Prise en charge duerch de Staat vun den Netzkäschte vum Gas. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen den Här Jean-Paul Schaaf, den Här Max Hahn,

d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Fred Keup, d'Myriam Cecchetti an de Marc Goergen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Jessie Thill. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

**Mme Jessie Thill** (déi gréng), rapportrice | Madamm Presidentin, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Energiepräisser sinn an de leschte Méint massiv eropgaangen, besonnesch beim Gas, wat sech ëmmer méi op d'Liewe vun der Bevëlkerung auswierkt. Effektiv sinn d'Präisser vum Gas um Grousshandelsmarché ganz héich.

Virun der Pandemie ware mir nach bei 20 Euro pro Megawatt/heure. Dunn, während dem Summer 2020, wéi d'Demande wéinst de Confinement ganz kleng war, louche mir bei 5 Euro pro Megawatt/heure.

Mat der Erhuelung vun der Weltwirtschaft ab Ufank 2021 ass d'Demande no Äerdgas esou eropgaang, dass d'Offer net konnt mathalen, wat zur Folleg hat, dass Drock op d'Energiepräisser am Allgemengen an am Besonneschen op de Gas opgebaut gouf. Derbäi muss ee soen, dass déi russesch Gasexporter an Europa säit Ufank 2021 réckleefeg waren, wat zousätzlech Drock op d'Präisser vum Grousshandelsmarché gemaach huet, esou dass mir Enn 2021 bei iwwer 150 Euro pro Megawatt/heure louchen.

Ufank 2022 huet sech dës Entwécklung liicht verännert an d'Präisser sinn erëm op 60 bis 100 Euro pro Megawatt/heure gefall. Nom Afall vu Russland an d'Ukrain sinn d'Präisser erëm an d'Luucht geschoss a louchen zäitweis bei iwwer 300 Euro pro Megawatt/heure, also 15-mol méi héich wéi den übleche Präisniveau virun der Pandemie.

Generell schwanken d'Präisser um Grousshandelsmarché fir Gas an de leschten dräi Joer ganz staark an et deit sech un, dass d'Marchéspräisser 2022 op engem héijen Niveau bleiwen, a méiglecherweis och 2023. Dohier ass den Ustig vun de Gastariffer fir den Ennverbraucher onvermeidlech, och wann d'Erhéijung manner héich ausfällt wéi den Ustig vun de Präisser um Grousshandelsmarché selwer.

Als Reaktioun op dës Präisentwécklung huet d'Regierung den 28. Februar 2022 eng Rei Moosnamen am Kader vun engem Mesurëpak annonciéiert, dee sech virun allem u Menagé riicht, déi besonnesch staark vun den Energiepräisser betraff sinn: eng Energieprimm fir Menagé mat niddregem Akommes, d'Stabiliséierung vum Stroumpräis, de Renforcement vun der finanzieller Ënnerstëtzung fir d'Renovatioun vu Gebaier, der PRIMe House, d'Promotioun vun op erneierbaren Energië baséierenden Heizsystemer, nohalteg Mobilitéit, d'Produktioun vun erneierbaren Energien an elo mat dësem Projet de loi d'Iwwerhuele vun den Netzkäschte vum Gaspräis.

Doduerch dass de Staat 100 % vun dese Käschten iwwerhëlt, senkt sech also d'Rechnung vum Ennverbraucher, soudatt bal d'Hallschent vum Ustig vun der Energiekomponente vun 2020 bis 2022 ausgeglach gëtt. Dës Moosnam ziilt soumat dorop of, dass den integréierte Gaspräis trotz der Entwécklung vun Marchéspräis fir den Haushaltsclient erschwénglech bleift.

D'Netznotzungsgebühren, déi vum Régulateur, dem ILR kontrolléiert a geneemegt ginn, beinhalten d'Käschte fir den Transport an d'Verdeelung vum Gas vun de Produktiounssitte bis zum Ennclient an erméiglechen dem Netzbedreier esou, seng Käschten ze decken.

Als kleng Erënnerung, de Gaspräis setzt sech aus dräi Hauptkomponenten zesummen: d'Energiekomponent,



d'Netznutzungskäschten an d'Steieren, d'Gassteier, d'CO<sub>2</sub>-Steier an d'Méiwäertsteier. Aktuell maachen d'Netznutzungskäschten ongeféier 18 % vun der Rechnung vun engem Menage mat engem duerchschnëttleche Joresverbrauch vun 2.500 Meterkibb aus.

Generell kann ee soen, datt d'Haushaltsclienten zu Lëtzebuerg ronn 38 % vum Marchésvolume mat ronn 86.000 Versuergungspunkten an engem Verbrauch vun dräi Terrawatt/heure ausmaachen.

De Gesetzesprojet, deen ech Iech haut hei virstellen, huet als Zil, d'Auswirkung vun der Äerdgaspräisentwicklung fir d'Bierger/innen ofzefederen, andeems de Staat d'Käschte fir d'Notzung vum Gasreseau fir Ennclientë vum 1. Mee 2022 bis den 31. Dezember 2022 iwwerhëlt.

D'Tarifstruktur deelt d'Notzer vun de Gasverdeelnetzer an dräi Kategorien. Betreff vun dëser Mesure sinn d'Clienten, déi an d'Kategorie 1 an 2 falen, dat heescht Clientë mat engem G4- bis G16-Compteur, mat enger maximaler Capacitéit vun 250 Kilowatt, a mat engem G25- bis G40-Compteur, mat enger maximaler Capacitéit vu 650 Kilowatt respektiv 65 Meterkibb/Stonn. D'Kategorie 3 betrëfft gréisser Verbraucher, wéi zum Beispill d'Industrien, déi net vun dësem Projet de loi viséiert sinn.

D'Iwwerhuele vun de Käschte fir d'Netznotzung ass eng Moosnam, bei där de Verwaltungsofwand bei hirer Ëmsetzung iwwerschaubar bleift, well si haaptsächlech déi dräi eenzeg Netzbedreier vun de lëtzebuerger Äerdgasnetzer, d'Creos, d'SUDenergie an d'Stad Diddeleng, betrëfft.

Während dësen aacht Méint stellen déi dräi Gasnetzbedreier zu Lëtzebuerg dem Client final keng Netznotzungsgebüer méi a Rechnung an d'Fournisseure kënnen dës och net méi un hire Client weiderverrechnen.

Wat de Remboursement vun de Käschte fir d'Netzbedreier ubelaangt, ass et esou, datt den Netzbedreier eng Lëscht mat den Netznotzungsgebüeren, déi se net erhuewen hunn, erstellen a se dann un den Energieministère schécken. Hire finale Bilan muss se si spéitstens den 30. Juni 2023 erareechen.

Finanziell wäert dës Mesure de Staatsbudget mat 35 Milliounen, mat enger klenger Marge de manœuvre, belaauchten. Dorënner falen an der Kategorie 1 27,7 Milliounen an an der Kategorie 2 3,1 Milliounen Euro.

Zu den Avisen: A sengem Avis vum 1. Abrëll 2022 huet de Staatsrot keng formell Opposition zum Gesetzesprojet ausgeschwat, an et ass och nach en Avis vun der Chambre de Commerce erakomm, deen dës Gesetzesprojet generell begréisst a sech erwaart, datt an Zukunft och Entreprisé vun esou enger Mesure profitéiere kënnen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift ze soen, datt de Gesetzesprojet den 21. Mäerz 2022 vum Energieminister an der Chamber deposéiert gouf. Den 19. Abrëll huet déi zoustänneg Chamberskommissioun de Gesetzesprojet esouwéi den Avis vum Staatsrot analyséiert a si huet de Rapport den 22. Abrëll an enger Sëtzung uegoholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen op dëser Plaz nach eng Kéier jidderengem Merci, datt dës Projet esou schnell konnt hei an d'Chamber kommen, an ech ginn och den Accord fir déi gréng Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci der Rapportrice.

An als éischt agedroene Riedner ass et um honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) | Jo, merci, Madamm Presidentin. Ech erlabe mer awer trotzdeem, heihinner ze kommen, och wa mer zu spéider Stonn sinn an d'Sitzung scho fënnel an eng hallef Stonn amgaangen ass. Ech muss awer nach e puer Sätz heizou soen. Déi Energiepräisser an dat, wat sech dorausser ergëtt, et ass jo net fir d'éischt, dass an der Chamber respektiv an der Chamberskommissioun, awer och an de Fraktiounen an op ville Plazen doriwier diskutéiert gëtt. Dat ass eppes, wat de Leit reellement vill Suerge mécht. Dat muss een einfach soen.

D'Jessie Thill, d'Madamm Rapportrice, huet hei ganz gutt – an ech wëll Merci soen duerfir – och den Historique ernimmt, wéi d'Gaspräisser schwanken, also vun 20 Euro vu virun der Pandemie bis Spëtze vun 300 Euro pro Megawatt/Stonn. Dat ass en onwarscheinlechen Up and Down, an et wess nach keen esou richtig, wou d'Rees higeet. Duerfir si mer natierlech alleguer, an ech denken, dat si mer all heibannen, ganz frou iwwert dës Gesetzesprojet, dass dat doten elo en route kënn.

Schonn am Hierscht hat d'CSV sech staarkgemaach fir Mesuren an hat dunn am Wanter och véier ganz konkret Moosnamen proposéiert. De Kofraktiounspresident, de Gilles Roth, hat eng Heure d'actualité zum Thema heibannen, déi och ganz vill diskutéiert ginn ass a wou och déi konkret Propositionen nach eng Kéier duergeluecht gi sinn. Enn Februar gouf et dann en Energiedësch, bei deem dann eeben ënner anerem och déi heite Moosnam komm ass.

Duerfir, mengen ech, muss een all deenen, déi sech schonn an deem Parcours bis dohinner abruucht hunn, wierklech op dëser Plaz einfach Merci soen. Ech wëll awer och der Regierung Merci soen a felicitéiere fir dee Gesetzesprojet. Et ass jo och rekordverdächtig. En ass den 21. Mäerz abruucht ginn. Elo si mer fënnel Wochen drop an elo gëtt e scho gestëmmt. Dat ass net ëmmer de Fall bei Projeten. Et ass jo och e relativ einfachen Text vum Textuellen hier, mee et muss een et awer maachen, et muss een et awer gutt preparéieren, et muss awer séier duerchbruecht ginn. Wierklech, dat ass exzellent, dass dat sou séier ka geschéien.

Fir ofzekierze wëll ech awer eebe just nach zwou Froen un de Minister stellen.

Déi éischt ass – mir hu jo eigentlech dräi Fournisseuren am Gasreseau: Creos, SUDenergie an d'Stad Diddeleng –, ob mat de Fournisseure geschwat ginn ass, fir dass eeben och déi Baisse hei, soen ech emol, déi jo 18 % vum Gaspräis ausmécht, direkt ukënn, fir dass d'Avancen, well d'Leit bezuele jo mat Avancen, net nach méintelaang weiderlafen, bis dass dann iergendwann an engem Dekont der Baisse Rechnung gedroe gëtt, dass dat also séier ka geschéien. Elo just eng Fro, ob dat gekläert ass.

An dann hunn ech awer eng zweet Suerg a Fro, an déi ass e bësse méi speziell. De Minister ass net iwwerrascht, well ech hat se och schonn an der Kommissioun gestallt. Et ass jo esou, dass eng Grenz gesat ginn ass bei 65 Kubikmeter Flux horaire, also dat, wat pro Stonn duerch d'Netz geet, fir ze soen: Voilà, bis 65 Meterkibb kënn een an de Genoss heivunner. Déi, déi driwwer sinn, dat sinn also industriell Anlagen, an déi kommen hei net an dee Genoss. Mee do falen awer och Blockheizkraaftwierker drënner, där et awer nach eng Rëtsch am Land gëtt. Ech hu keng Recherche gemaach, fir d'Zuel ze kennen, mee d'Netzbedreier wëssen dat. Et gëtt nach Blockheizkraaftwierker, déi dann natierlech privat Clienten, Haushalter bedéngen an déi also

déi selwecht Konsequenz hunn: héijen Akaf vun der Energie, dee se mussen weiderginn un hir Leit, a si profitéieren hei net vun der Reduzéierung vun 18 %, hunn also duerfir keng Hëllef.

Duerfir meng Fro, ob déi privat Clientë vun de Fernwärmenetzer also iwwer en anere Wee kënnen gehollef kréie respektiv hiren Netzfournisseur, deen dat d'Blockheizkraaftwierker bedreift – dat kënnen Gemengen oder aner Institutionen sinn –, ob déi dann als Industriell gekuckt kënnen ginn an iwwert dee Wee eng Hëllef kréien. Dat ass also nach déi Fro, déi ech hei hannendru wëll stellen.

An da wëll ech selbsterständlech op dëser Plaz d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Schaaf. An als nächsten agedroene Riedner wier et um Här Max Hahn.

**M. Max Hahn** (DP) | Merci, Madamm Presidentin. Ech mengen, d'Energiedeierecht ass net nëmme bei deene sozial ganz Schwaachen ze spieren, mee se ass scho wäit bis an de Mëttelstand erakomm. Et ass e reelle Problem. D'Tripartite, ech mengen, do war d'Regierung rezent gefuerdert. Et ass e flotten Accord fonnt ginn, fir de Leit an och de Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen. Schonn do virdrun ass et zu deem méi bekannten Energiedësch komm, wou haaptsächlech zwou grouss Mesuren decidéiert gi sinn: Dat eent, dat ass d'Energieprimm fir déi sozial schwaach Stéit, an op där anerer Säit dann dat, wat mer haut stëmmen, dat heescht, fir d'Netzschächten ze neutraliséieren, wat da laut Minister ëm 20 % ausmécht, de Staat ronn 35 Milliounen wäert kaschten, déi hei iwwerholl ginn, eppes, wat mer begrëssen. An ech mengen, et ass déi richtig Mesure an der Regierung ass ze felicitéieren, virun allem fir d'Vitess, mat där se hei virgaangen ass. An dat ass eppes, wat mir als Demokratesch Partei voll ënnerstëtzen, an duerfir stëmme mir dee Projet hei och mat.

Ech géif just nach gären der Rapportrice villmools Merci soe fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Hahn. An déi nächst agedroene Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

**Mme Cécile Hemmen** (LSAP) | Jo, vu mir e grouss Merci un d'Rapportrice fir dee ganz detailléierte Rapport, dee se eis presentéiert huet. Jo, ech wëilt och drun erënneren, dass dat heiten net déi eenzeg Mesure ass, déi d'Regierung op de Wee bruecht huet, fir der Hausse vun den Energiepräisser entgéintzewierken.

An als LSAP si mer awer och der Meenung, dass mer an deenen nächste Méint d'Situatioun vum Energiemarché wierklech ganz penibel am A hale mussen an de Cas échéant de Stéit mat weidere Mesurë cibléiert hëllef mussen, wann d'Entwécklung vun der Situatioun dat erfuerdert sollt. A mir gi selbsterständlech eis Zoustëmmung.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Hemmen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Fred Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Madamm Presidentin. Ech denken, dat hei ass eng Saach, déi mir och gefuerdert haten, dass mer eppes maachen, fir d'Energiepräisser, déi immens staark an d'Luucht gaange sinn, erëm erfzesetzen – dat heiten ass elo beim Gas, mee

dat zielt och fir déi aner – an dass mer dat och solle bäibehalen.

Dat hei geet natierlech do an déi komplett richteg Richtung. An duerfir wäerte mer dat heiten natierlech och ganz gäre matstëmmen. Merci.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Keup. Déi nächst agedroe Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) | Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, am Februar scho gouf um Energiedesch tëscht Regierung, Gewerkschaften a Patronat déi Mesure annoncéiert, iwwert déi mir haut elo hei ofstëmmen an déi ab dem 1. Mee soll gräifen.

Et huet also awer eng zimmlech Zäitche gedauert, fir e Gesetz mat engem klengen Artikel virzeleeën. An der Vergaangenheet hu mir scho méi en héijen Tempo bei dréngende Gesetzer gesinn. Zweek Méint mat immens héije Präisser sinn also an der Tëschenzäit verstrach. Fir d'Regierung huet dëst natierlech elo den Avantage, datt se dës Mesure nodréiglech als Deel vum Tripartitesaccord a Contrepartie vun der Indexmanipulatioun ka verkafen.

D'Mesure, déi dora besteet, residentiel Gasconsommateure vun de fixe Reseauskäschtchen a soumat aktuell vun zirka 18 % vun de Gaskäschtchen ze befreien, huet den Avantage, datt et eng substantziell Entlaaschtung ass vun de Stéit, déi mat Gas hëtzen.

Eng integral Kompensatioun vun de Präishaussen ass et awer net, well d'Stéit op d'mannst awer op 50 % vun de Präishausséi sëtze bleiwen. Dat ass och direkt e Problem vun dëser Mesure: Si entlaascht all Stot an änlech Mooss. Stéit mat klengem Revenu bleiwen awer staark belaauscht duerch d'Hausse vun de Präisser. Fir Stéit mat déckem Revenu dogéint ass et eng verzichtbar Mesure, well se d'Haussen ouni Weideres konnte finanzéieren, ouni dobäi bei aneren Ausgabe Verzicht üben ze mussen.

Mee trotz dëser Kritik iwwerweit bei dësem Punkt awer en aneren Aspekt. Mir si souwisou der Iwwerzeugung, datt d'Energie e Service public ass an domadder d'Käschte fir den Entretien vum Gasreseau iwwer effentlech Budgete finanziéiert misste ginn. D'Mesure, wéi se elo hei ëmgesat gëtt, suergt nämlech temporaire derfir, datt méi héich Revenuen iwwer hir Steiere méi zum Ennerhalt vum Gasnetz bäidroen wéi méi kleng Revenuen. Esou ass et sozial méi gerecht wéi déi aktuell Fixkäschtchen, déi de Fournisseur nom Käschtdéckungsprinzip andreift. Dofir si mir och der Meenung, datt d'Reseauskäschtchen net just temporaire, mee ëmmer vum effentleche Budget sollte finanziéiert ginn.

En anere Kritikpunkt betrëfft de Ciblage vun dëser Mesure, wou jo de Minister selwer zouginn huet, datt e schwéierfält. A ville Wunnhaiser an a Kopropriétéite vun de Wunnquartiere wunnen a Wierklechkeet keng Leit, mee schaffen Entreprises. Déi kréien och elo en Nolooss op d'Gasrechnung niewent all deenen anere Kaddoen, déi si och kréien, sief et um Spritt oder natierlech duerch d'Manipulatioun vum Index, am Fall wou se Personal beschäftegen. Och dat weist, datt en Energiegeld als besteierbare Revenu un all Stot méi sënnavoll gewiescht wier. E wier vill méi einfach ëmsetzbar gewiescht, hätt eng Progressioun um Revenu erméiglecht a virun allem wier en universell fir all Stéit, a just fir d'Stéit, gewiescht. Leit, déi mam Vélo fueren, déi ganz wéineg Auto fueren oder vläicht guer keen hunn, hätten och eng Ennerstëtzung kritt, fir all déi aner Deierechten ze kompenséieren, déi jo indirekt och duerch déi héich Energiepräisser entstinn. Beispill: Liewensmittélkäschtchen.

Madamm Presidentin, ech wëll awer och nach e Wuert zu der Explosioun vun de Gaspräisser soen.

Am Exposé des motifs gëtt déi quasi als mechanesch beschriwwen. Et heescht, d'Nofro am Ausgang vun der Pandemie an duerno d'russesch Invasioun vun der Ukrain hätte fir dës Explosioun gesuergt. Dat gräift awer kuerz a blent aus, datt d'Spekulatioun hei eng Haaptroll spillt. Déi Spekulatioun gëtt jo och besonnesch lukrativ an onsécheren Zäiten, wéi mer se aktuell kennen. Op den europäesche Gashubs ass d'Majoritéit vun den Transaktiounen reng spekulativ. Dat geet kloer aus Etüden ervir, entre autre vum Oxford Energy, engem Rechercheteam op der Uni Oxford an England.

Am gréissten europäesche Gashub an Holland sinn 68 % vun den Transaktiounen spekulativ. Déi weisen och, wéi déi héich Präisser schon am Hierscht entstane sinn: Mat réckleefegem russesche Gasliwwerungen huet dat relativ wéineg ze dinn, duerfir awer vill méi mat der Tatsaach, datt an Europa d'Gasspäicheren iwwert de Summer net opgefëllt gi sinn, well hei op déif Präisser spekuléiert gouf, déi dunn awer leider net agegatt sinn. Fir eis weist dat, datt d'Liberaliséierung vum europäesche Gasmarché ganz staark mat zu den enorm schwankende Präisser gefouert huet a mat Schold ass un dem Desaster, an dee mir elo gerede sinn. A wann ee seriö ass, da muss een dës System a Fro stellen, soss widerhuele sech esou Krisen an Zukunft ëmmer erëm. Esou Spekulationen gehéieren endlech ënnerbonnen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Cecchetti. An den nächsten agedroene Riedner ass den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Madamm Presidentin. Och mir wäerten d'Gesetz haut matstëmmen.

Et ass just e klenge Kritikpunkt – deen ech och an der Kommissioun ubruecht hat, wou een eng besser digital Léisung hätt kéinte fannen –, dass eeben net déi Firmen, déi an engem Logement, an engem Appartement oder soss aktiv sinn an do schon e Problem vum Logement maachen, an zwar dass se iwwer Bürofläche Wunnflächen ewechhuelen, an elo och nach vun esou enger Mesure profitéieren kënnen, während déi, déi net an engem Logement aktiv sinn, net vun dëser Mesure profitéieren kënnen. Dat ass einfach ongerecht. En plus verschäerfe mer doduerjer d'Logementskris, dass mer nach eng Kéier ënnerstëtzen, dass ee Wunraum ewechhëlt an dann nach Virdeeler huet.

Fir de Rescht si mer ganz zefridde mam Gesetz. Et ass och gutt, dass haut nach eng Question parlementaire beäntwert ginn ass, déi ganz wichteg ass, well do hutt Der mer nach eng Kéier confirméiert, dass mer am Moment keng direkt Liwwerkontakter mat Russland hunn, déi hei aktuell am Gasreseau aktiv wäeren. Dat berouegt mech, well ech gesécher jo héieren hunn, dass Polen a Bulgarien elo ofgeschnidde gi si vu Gazprom, an haut hutt Der mer da geäntwert, dass Lëtzebuerg net an deem Fall wär, well mer keng direkt hunn. Dat berouegt mech, och wann de Präis weiderhi wäert héich bleiwen an d'Leit elo ënner dem Stréch nach ëmmer méi bezuele wéi virun engem Joer, kréie se awer trotzdeem déi Entlaaschtung vun 30 %, déi och richteg ass an déi och ganz vill Leit am Land brauchen.

Merci.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet elo d'Wuert. Här Energieminister Claude Turmes, Dir hutt d'Wuert.

#### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Merci, Madamm Presidentin. Ech sinn och frou, dass mer

dat elo esou schnell konnten op de Wee bréngen. Ech mengen, mir hunn iwwert déi lescht Woche wierklech probéiert, de Leit hei zu Lëtzebuerg entgéintekommen. Ech mengen, ech weess net, ob Der... Haut an de Medie koum et: An Däitschland hu se haut hire Pak decidéiert. Do geet et ëm 300 Euro, déi d'Leit elo eemoleg kréien. Bei eis, iwwert déi zweet an dann déi liicht verschoben Indexbranche, si mer éischer bei 300 Euro de Mount, dat heescht, doriwwer gëtt schon eng immens Kompensatioun gemaach.

Dann hu mer jo och nach spezifesch Moossname fir de Gas geholl. Dat ass dat, wat mer elo den Owend maachen. An Dir wësst, dass mer elo och beim Masutt eng Léisung fonnt hunn, déi mer och elo ganz schnell op de Wee wäerte bréngen.

Beim Gas war et eeben dat Einfachst, d'Netzkäschtchen elo integral ze iwwerhuelen. Mir hate ganz, ganz gutt a konstruktiv Gespréicher, net nëmme mat Creos, SUD-energie an Diddeleng, déi d'Gasnetzer bedriewen, mee och mat de Fournisseuren a mat deenen, déi de Gas verkafen. Dat sinn der e puer méi, déi och hei an déi Mesure mat agebonne sinn an dat elo zäitno wäerten ëmsetzen. Duerfir ass et och wichteg, dass mer haut ofstëmmen. Mir hu mat hinnen ofgemaach, dass dat dann ab 1. Mee an hir Rechesystemer integréiert gëtt. Ech mengen, et war eng Fro vum Här Schaaf. Dat gëtt och elo direkt mat an den Avancé consideréiert. Natierlech wäerte verschidde Gasfournisseure scho méi fréi wéi anerer en Dekont maachen, dat heescht, déi Moossnam kënnen elo effektiv schnell bei de Leit un.

Zu där Nofro mat de Wärmenetzer: Also mir sinn amgaangen, dat ze kucken. Also et ass technesch schwéier, dat do quasi richteg ze treffen. Wann een do eng Ausnam gemaach hätt, hätt een op eemol extreem vill Industrie dragehat. Da wiere mer net méi bei 35 Milliounen, mee da wiere mer warscheinlech bei 90 Milliounen gewiescht. A mir hunn eebe virgezunn, der Industrie ganz cibléiert ze hëllefen. Dat ass e Projet, deen de Franz Fayot an ech elo geschwé wäerte kënnen virstellen, wou mer jo all deenen Entreprises, déi noweise kënnen, dass se méi Energiekäschtchen hunn an och Defizit maachen, gezielt hëllefen. Soss hätte mer do, mengen ech, wierklech mat der Géisskan Steuersuen ausginn. An dat hu mer vermidde. Mir maachen elo vill méi geziilten Aiden, mee ech kucke mer dat mat de Wärmenetzer an och mat de Präisser awer nach eng Kéier un.

Ech mengen, et ass jo esou, déi hei Moossnam ass elo bis den 31. Dezember. Mir wäerten natierlech kucken, wéi d'Gaspräisser evoluéieren, a wa se fir d'nächst Joer héich bleiwen, wäerte mer déi Moossnam dann och iwwert de Budget misse verlängeren.

Vläicht nach eppes Leschetes. Mir sinn elo och amgaang, ganz aktiv mat den Handwierker ze schaffe fir déi richteg Alternativ: Dat ass jo dann, meng Gasheizung duerch eng Wärmepompe ze ersetzen. A mir wäerten déi nächst Woche mat hinnen do massiv derfir Werbung maachen. Ech weess och, dass bei den Handwierker och scho ganz vill Nofro fir Wärmepompelen ass. An déi gutt Noriicht ass, dass mer och an alen Haiser kënnen eng Wärmepompe nieft eng besteeënd Masutt- oder Gasheizung setzen an doduerch 70-80 % vum Gas oder vum Masutt kënnen aspieren, dat heescht, mir hunn do och eng direkt Léisung. An ech hoffen, dass mer déi nächst Méint do am grouse Stil virukommen.

E grouse Merci och un d'Rapportrice. An ech mengen, da wier alles gesot. Villmoos merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.



Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7980. Den Text steet am Document parlementaire 7980<sup>2</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7980 et dispense du second vote constitutionnel**

A mir géifen da mam Ofstëmmen ufänken. Mir kommen elo zu de Votes par procuracion. An de Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Paul Galles (par M. Claude Wiseler), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Marc Spautz), Mme Octavie Modert (par M. Jean-Paul Schaaf), M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;*

*MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;*

*Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Dan Biancalana), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Francine Closener), Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch et Carlo Weber (par M. Yves Cruchten) ;*

*Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;*

*MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;*

*Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.*

Ech froen d'Chamber no der Dispens vum zweete Vote constitutionnel.

(Assentiment)

**12. 7868 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat (suite)**

**Dispense du second vote constitutionnel**

An ech géif och dovunner profitéieren, well ech dat beim leschte Vott vergiess hunn, fir do och Ären Accord ze froen.

(Assentiment)

Villmools merci dofir.

**13. Question urgente n° 6109 de Mme Jessie Thill relative à l'arrêt des livraisons de gaz russe à la Pologne et à la Bulgarie**

Mir kommen dann elo nach zur Question urgente Nummer 6109 vun der Madamm Jessie Thill iwwert d'Ennerbriechung vun de russesche Gasliwwerungen u Polen an u Bulgarien. Madamm Thill, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Jessie Thill** (déi gréng) | Merci, Madamm Présidente. Ech hale mech och kuerz. Gëschter huet de russesche Konzern Gazprom uegekënnegt, datt si ab haut hir Gasliwwerung u Bulgarien a Polen iwwert d'Jamal-Pipeline astellen. Als Grond gi si un, datt béid Länner géife refuséieren, hir Gasimporter a Rubel ze bezuelen.

An dësem Zesammenhang géif ech da gären dem Energieminister déi follgend Froe stellen: Wéi wierkt sech dës Stopp op Lëtzebuerg aus? Bleift déi national Gasversuergung gewärleescht? Wéi eng Moossname sinn am nationalen Noutfallplang fir Lëtzebuerg ze ergreifen, fir d'Auswierkung vu Versuergungsënnerbriechungen ze verhënneren oder ze verréngeren? An ass et virstellbar, dass deen Noutfallplang tatsächlech misst declenchéiert ginn?

Ech soen Iech Merci.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Madamm Thill. Dann huet den Här Minister elo d'Wuert.

**M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | Villmools merci fir déi Fro. Ech mengen, et ass effektiv: Dat, wat gëschter geschitt ass, dat ass e bëssen esou den Eeschtfall, op dee mer eis déi lescht Woche preparéiert hunn an Europa.

Vläicht zwee Wuert zu der Situatioun a Polen an a Bulgarien. Ech war mat der polnescher Energieministesch zweemol zesummen am leschte Mount. Ech hat si och am Detail gefrot, well si jo quasi méi no un der Front sinn, an enger gewësser Hinsicht. Polen hat souwisou alles preparéiert, fir Enn des Joers null russesche Gas ze hunn, an dat kënnst hinnen elo entgéint. Si hunn hir Gasspäichere gefëllt zu iwwer 60 %. Si hunn och viru Joren e Flëssegasterminal gebaut. An, wat ganz, ganz wichteg ass: Dat hei ass jo net den éischte Gaskrich vum Här Putin. Et ass den zweeten, an deen éischten, dee war jo 2008/2009 och scho géint d'Ukrain.

Duerno hu mer als Europäesch Unioun och investéiert an dat, wat ee „gas reverse flows“ nennt. Bis dohinner, bis 2008, ass de Gas ëmmer nëmme vu Russland Richtung Weste gepompelt ginn, an et war physesch

onméiglech, de Gas an déi aner Richtung ze pompele. A glécklecherweis hu mer zwëschent Däitschland a Polen dunn an de Gasleitungen zousätzlech Investitiounen gemaach, soudass de Gas och kann an déi aner Richtung fléissen. An an dësen Deeg gëtt Polen haaptsächlech aus Däitschland beliwwert.

Gutt, an da kënnst och nach eppes Enn des Joers, wat och virun zwee, dräi Joer op de Wee bruecht ginn ass: Pole kritt elo eng direkt Pipeline Norwegen-Dänemark-Ostsee bis a Polen. Dat heescht, Polen ass gasméisseg da komplett onofhängeg vu Russland.

A Bulgarien gesäit et och am Moment net dramatesch aus, well eeben och a Bulgarien iwwert d'EU eng Rei „gas reverse flows“ gemaach gi sinn, och Bulgarien Richtung Griicheland eng zousätzlech quasi kleng Pipeline krut an a Griicheland och deelweis mat europäesche Suen en LNG-Terminal, also e Flëssegäerdgasterminal gebaut ginn ass.

Et ass awer allerdéngs esou, dass dat doten elo drop hiweist ... Ech mengen, mir diskutéieren de Gasembargo. Mee eigentlech ass dat, wat ech säit Méint soen: Warscheinlech kéint et sinn, dass de Putin engem Gasembargo zevirkënnst. Dir musst nämlech verstoen: Mir kënnen e Gasembargo iwwer zwee, dräi Joer wierklech plangen, an dann huet Russland keng Revenue méi. An dat weess jo dann och de russesche President, an duerfir muss ee sech elo drop astellen, dass dat, wat elo geschitt ass, eventuell nach op aner Länner ausgeweit gëtt.

Ech mengen, de Moie war direkt e Gas Coordination Group. Dat ass dee Gremium, wou all d'Länner dräisetzen, d'Europäesch Kommissioun, all d'Gasnetzbedreiwer. A mir sinn amgang, eis op den Eeschtfall virzebereeden.

Nach eng Kéier fir Lëtzebuerg: Mir sinn am belsch-lëtzebuergesche Gasmarché. Ech hat elo nach dës Woch mat der belscher Ministesch geschwat. Vun do aus si mer op där Plaz an Europa, wou mer bal am mannsten ofhängeg sinn, mee trotzdeem musse mer elo déi nächst Deeg ganz gutt zesummeschaffen um europäeschen Niveau. Mir hunn e Plan de délestage – mee nach eng Kéier: Ech wëll net, dass deen ... – a mir hunn deen och mat der Fedil, mat dem Wirtschaftsministère zesummen duergeschwat déi lescht Deeg. Mee ech hoffen, dass mer dee kënnen am Schaf loosse an net mussen eraushuelen.

Ech soen Iech Merci.

**Mme Djuna Bernard**, Présidente de séance | Merci, Här Energieminister.

Mir sinn um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnst muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

An d'Sëtzung ass heimadder opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.57 heures.)

## Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Procréation médicalement assistée	6315	Fernand Kartheiser	86	Quadricycles légers	6370	Serge Wilmes	94
Impact de la sécheresse sur le secteur horticole	6323	Martine Hansen	86	Stratégie « Food4Future » de Restopolis	6372	Martine Hansen	94
Victimes d'accidents de la route	6325	Nancy Arendt épouse Kemp	87	« Needle spiking »	6379	Gusty Graas	94
Encadrement de l'ING Marathon	6332	Marc Goergen	87	Réglementation de la circulation lors de processions	6380	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	95
Cybergrooming	6333	Nancy Arendt épouse Kemp	88	Étude sur le cannabis	6381	Martine Hansen	95
Indemnité de voyage	6334	Sven Clement	89	Buts de guerre de l'Ukraine	6384	Fernand Kartheiser	95
Secteur maritime luxembourgeois	6340	Lydia Mutsch	89	Résidences pour artistes	6385	André Bauler	95
Réforme fiscale	6348	Diane Adehm	90	Promoteurs publics	6388	Roy Reding	96
Propositions du FMI concernant les impôts	6350	Sven Clement	90	Blocage du transit vers Kaliningrad	6390	Fernand Kartheiser	96
Habitudes de voyage des Luxembourgeois	6353	André Bauler	90	Heures supplémentaires des forces de l'ordre	6391	Marc Goergen	97
Pénurie de cannabis médical	6356	Sven Clement	91	Nuisances sonores causées par des motos	6392	André Bauler	97
Taux de TVA réduits	6357	Nathalie Oberweis	91	Enfouissement de lignes à haute tension	6393	Yves Cruchten	97
Pénurie de vétérinaires	6363	Martine Hansen	92	Utilisation de données personnelles par la Police grand-ducale	6396	Sven Clement	98
Passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire	6365	Sven Clement	92	Sécurité aquatique	6397	Claude Lamberty, Max Hahn	98
Fermeture de distributeurs de billets	6366	Max Hengel, Léon Gloden, Octavie Modert	92	Aide militaire pour l'Ukraine	6400	Fernand Kartheiser	98
„Klima-Biergerrot“	6369	Paul Galles, Max Hengel, Diane Adehm	92	Délai de remboursement	6402	Carole Hartmann	98

### Procréation médicalement assistée | Question 6315 (08/06/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

An hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 6098 vum 26. Abrëll 2022 iwwer d'Praxis vun de PMAen hei zu Lëtzebuerg schreiwen d'Madame Minister: „Fir sämtlech Froen ze tranchéieren, déi an dëser parlamentarescher Fro opgeworf gi sinn, ass de Gesondheitsministère amgaangen, en Dossier opzestellen, fir déi National Eethikkommissioun ze befaassen, dëst am Virfeld vum Ausschaffe vun engem spezifesch Gesetz. Déi Aarbechten hunn ewell ugefaangen a sinn immens komplex, wat mat sech bréngt, dass dës nach Zäit brauchen, bis se ofgeschloss gi kënnen.“

Well sech e puer vu menge Froen awer op aktuell Aspekter vun der PMA-Praxis hei zu Lëtzebuerg bezéien, wollt ech bei der Regierung nofroen:

1. Wat geschitt am Ablack hei zu Lëtzebuerg mat „iwwerschësseg Embryoen“? Gëtt et do spezifesch Reegelen? Wann nee, firwat huet d'Regierung an deem Beräich bis elo net legiferéiert? Wat mécht d'Regierung fir de Schutz vun dësen Embryoen? Kann d'Regierung confirméieren, datt dës Embryoen net fir d'Fuerschung benotzt ginn? Wéi positionéiert sech d'Regierung zum „don d'ovocytes“ an zum „don d'embryon“ (wann eng Koppel, déi hir PMA net weiderféiere wëll, well se beispillsweis gescheet gëtt oder sech trennt, oder weinst „incapacité permanente de décision“, „hiren“ Embryo un eng aner Koppel weidergëtt), zwou Praktiken, déi hei am Land existéieren, awer bis elo net kloer gereegelt sinn?
2. Wat fir Reegele ginn am Ablack am Hibleck op preimplantatoresch a prenatal Ënnersichungen applizéiert?
3. Ass et fir Koppelen, déi eng PMA wënschen, verpflichtend, datt si iwwer d'Risiko vun esou enger medezinnescher Prozedur genau Bescheid wëssen?

### Réponse commune (12/07/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1. D'iwwerschësseg Embryoen an Eezelle gi mat Erlabnis vun der Koppel fir hir perséinlech Besoinen agefruer oder zerstéiert, wann d'Koppel hir PMA net weiderféiere wëll. All fënnef Joer ginn déi betrafte Persounen ugeschriwwen, fir ze kucken, wéi si mat hiren agefrueren Embryoen oder Eezellen virufueren wëllen.

Et ass net erlaabt, dës Embryoe fir d'Fuerschung ze benotzen.

De Gesondheitsministère ass aktuell amgaangen, en Dossier opzestellen iwwer ë. a. déi vun honorabelen Deputéierten opgeworf Froen, fir d'National Eethikkommissioun domat ze befaassen, dëst am Virfeld vum Ausschaffe vun engem spezifesch Gesetz. Au vu vun der Komplexitéit vun dësem Dossier mussen allerdéngs nach eng Rei intern Aarbechten ofgeschloss ginn, iert den Dossier un déi National Eethikkommissioun goe kann.

ad 2. D'Gesetz vum 1. August 2007 „relative aux tissus et cellules humains destinés à des applications humaines“ gëtt applizéiert.

ad 3. Am Kader vun der PMA an de Risiko vun enger PMA gëllt dat modifizéiert Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwer d'Rechter an d'Flichte vum Patient (Loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, article 8, point (4) : « Les soins de santé à un patient disposant de la capacité nécessaire ne peuvent être prestés que moyennant son consentement préalable, libre et éclairé, donné à la suite d'une information adéquate. [...] Comme tous actes médicaux, les problèmes et complications possibles sont accessibles au patient. »). Dëst Gestz gesäit vir, dass all Patient iwwer medezinnesch Akte muss opgekläert ginn.

### Impact de la sécheresse sur le secteur horticole | Question 6323 (09/06/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Well et an de leschte Wochen net genuch gereet huet, hunn de Gaarden- an den Uebstbau staark ënner der Dréchent ze leiden. Gläichzäitig explodéieren d'Produktionskäschte weinst den héijen Energiepräisser. An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wat mécht d'Regierung, fir de Gäertner an den Uebstbauere bei den zousätzleche Käschten, déi duerch Bewässerung vun de Kulturen entstinn, entgéintzekommen, dat virum Hannergrond, datt de Gaardebau am Kader vun der Diversifizéierung vun der Landwirtschaft soll geféiert ginn?
2. D'Waasser ass am Gaardebau e wichtegt Produktionsmëttel. Plangt d'Regierung generell e spezielle reduziéierte Waasserpräis oder eng staatlech Bähëllef beim Waasser fir Gaardebaubetriber?
3. Gesäit d'Regierung speziell Aidé fir Gaardebaubetriber, speziell déi mat Zären, vir, fir déi héich Energiepräisser zumindest deelweis opzefänken, esou wéi dat fir aner energieintensiv Entreprises am Tripartite-Accord virgesinn ass?  
– Wann nee, firwat falen d'Gäertner net ënner dëse Regimm?
4. Zu Conter ass e Pilotprojet geplangt, fir datt d'Reewaasser aus der Industriezon ka fir Bewässerungszwecker genotzt ginn. Wou ass dee Projet drun?

### Réponse (12/07/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Bedéngt duerch de Klimawandel gesäit een elo schonn, dass d'Dréchent am Fréijoer an de leschte Joeren zougeholl huet. De generellen Trend vun de méi



héijen Temperature während der gesamter Vegetationsperiod léisst d'Verdunstung eropgoen, an esou de Waasserbedarf vun de Planzen dann och nach méi héich ginn. D'Resultat heivunner ass, dass eis Gäertner hir Kulture méi oft netze mussen.

Am Eenzenelen hänkt d'Noutwendegkeet vum Netzen natierlech virun allem vum Nidderschlag an den Temperaturen of. Déi geografesch Lag vun de Parzellen huet natierlech och een Afloss, well domadder d'Buedemaart, d'Expositioun an d'Héichtelag festgeluecht ginn. An deene meeschte Fäll huun eis Betriber do awer nëmme eng limitéiert Auswiel vu Parzellen, op deenen si produzéiere kënnen. Des Weidere spillen awer och nach eng ganz Rei vu Parameteren, op déi de Gäertner kann een Afloss huelen, wéi d'Kultur an d'Kulturféierung, den Humusgehalt an d'Buedemstruktur, an natierlech och d'Irrigationsmethod.

Beim Präis vum Netze spillen dann nach aner Facteur mat, wéi zum Beispill „deiert“ Drénkwaasser oder „gratis“ opgefaange Reewaasser. Och d'Energiekäschten, fir d'Waasser bis bei d'Planz ze kréien, esouwéi déi initial Investitiounen an d'Irrigationsinfrastruktur kënnen eng wichteg Roll spillen.

Op länger Siicht ass et d'Zil vun der Regierung, fir d'Gaardebaubetriber ze ënnerstëtzen, fir dass si hire Waasserverbrauch esou wäit méi méiglech optiméiere kënnen. Des Weidere solle besonnesch d'Waasserressourcen ewéi Grund- an Drénkwaasser geschoungt ginn. D'Piste fir dohinzekomme sollen, wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5825 ugekënnegt, am Kader vun enger Etüd a vu Projets pilotes weider verdéift ginn. D'Zil muss et natierlech sinn, dass d'Erfahrungen aus de Pilotprojeten dann och op anere Plaze kënnen ëmgesat ginn, an dem Gäertner esou eng effizient a bezuelbar Irrigatioun erméiglechen, ouni dass domadder eis natierlech Ressourcen an deem Beräich ze vill belascht ginn.

Am kommenden Agrargesetz sollen d'Bäihëllef fir Investitiounen an de Gaardebau erhéicht ginn, sou dass d'Betriber besser an déi noutwendeg Infrastrukturen investéiere kënnen.

ad 2. Wéi schonn an der Äntwert op déi éischt Fro ugedeit gouf, hänkt de Präis vum Irrigationswaasser, deen de Gäertner direkt bezuele muss, dervunner of, wat fir ee Waasser genotzt gëtt. Fir opgefaangt Reewaasser muss de Gäertner keng weider Ofgabe maachen.

Bei Waasser, dat op Basis vun enger Autorisatioun direkt aus engem Uewerflächewaasser oder aus dem Grundwaasser gezu gëtt, ass de Präis am Artikel 15 vum Waassergesetz (Loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau) festgeluecht.

An eisem Waassergesetz ass festgeluecht, dass den Drénkwaasserpräis generell käschtedeckend vun de Gemenge muss festgeluecht ginn. Fir d'Landwirtschaft, zu där och de Gaardebau gehéiert, mussen d'Gemengen ee separate Präis festleeën. Dëst huet mat sech bruecht, dass a ville Gemengen d'Landwirtschaft hei ee méi gënschtege Waasserpräis krut

D'Regierung setzt, wéi erwäänt, an deem Beräich op Investitiounsbäihëlfelefen an net op eng Bäihëllef um Waasser, déi net mam europäesche Recht an Aklang ze bréngen wier.

ad 3. Am Tripartite-Accord si speziell Bäihëlfelefen am Beräich vum Stroum a vum Gas virgesi fir Entrepreneuren aus der Industrie, dem Handwierk an dem Commerce, déi als „grandes consommatrices d'énergie“ qualifizéiert ginn. Am Gaardebau, deen net zu deene Secteuren zielt, schéngt éischter mat Mazout an den Zäre gehéizt ze ginn.

Beim Mazout fir ze hëtze profitéieren d'Betriber dann och bis Enn Dezember vun der Präisreduktioun vu 7,5

Cent. Saisonsbedéngt spillt d'Hëtzen an den Zären aktuell bei eis am Moment keng esou grouss Roll.

Zousätzlech Bäihëllef mussen, wéi fir déi aner Beräicher vun der Landwirtschaft, am Kader vun der Maartevolutioun (Ertråg, Verkaufspräisser, Präisser fir Energie, Dünger asw.) analyséiert ginn. À terme mussen sech d'Betriber hei och u méi héich Präisser upassen.

ad 4. Am Kader vun engem Appel à projets vum Umwelt- a vum Landwirtschaftsministère vum 16. Dezember 2021 sinn eng Rei vu Projeten eragereecht ginn. No enger Evaluatioun, déi praktesch ofgeschloss ass, wäerten déi Responsabel vun de Projeten an noer Zukunft matgedeelt kréien, ob hir Projeten do solle weider entwéckelt an ënnerstëtzt ginn oder net.

#### Victimes d'accidents de la route | Question 6325 (09/06/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Laut de rezente Statistike vum Mobilitéitsministère gouf et am Joer 2021 21 déidlech Verkéiersaccidenter mat zesumme 24 Doudegen. Bei 7 vun den déidlechen Accidenter war Alkohol am Spill, a 4 Fäll waren et Drogen. An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen.

– Wéi vill Alkohol- respektiv Drogekontrolle sinn tëschent 2018 an 2021 pro Joer gemaach ginn?

• Wéi vill Kontrolle ware jeeeweils positiv?

– Am Géigesaz zu anere Länner däer d'Police zu Lëtzebuerg just Kontrolle maachen, wann de Parquet se ordonéiert, respektiv wann d'Behuele vun de Chauffieren op Alkoholkonsum hindeit. Envisagéiert d'Regierung an deem Punkt eng Ännerung vum Gesetz?

• Wa jo, géif esou eng Léisung och am Fall vun Drogekonsum gëllen?

– Wéi schätzt d'Regierung de Risiko an, dass et no der geplanter Legaliséierung vu Cannabis zu méi Accidenter kënn, déi op Drogekonsum zréckzuféiere sinn?

#### Réponse commune (12/07/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Deen hei opgeféierten Tableau léischt d'Zuel vun den Alkoholskontrollen an d'Unzuel vun de positiv kontrolléierte Chauffieren aus de Joren 2018–2021 op, mee ausschliisslech déi, déi vum Parquet ordonéiert goufen. D'Datebanke vun der Police erméiglechen net, mat enger automatiséierter Recherche erauszefannen, wéi vill zousätzlech Alkoholskontrollen am Kader vun normale Verkéierskontrollen (bei manifesten Unzeechen, déi op Alkoholkonsum hindeiten) oder bei Verkéiersaccidenter mat Verletzten duerchgefouert goufen.

Dat selwecht géllt och fir Drogekontrollen, woubäi dobäi kënn, dass hei net systematesch kontrolléiert gëtt, mee ausschliisslech bei manifesten Unzeechen, déi op de Konsum vun illegale Substanzen hindeiten, respektiv bei Verkéiersaccidenter mat Verletzten.

Déi niddere Zuele vun de Joren 2020 an 2021 am Verglach mat de Jore virdu sinn duerch d'Covid-19-Pandemie bedéngt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Wat d'Kontrollen ugeet, esou huet d'Regierung den 30. März vun deem Joer e Projet de loi op den Instanzwee geschéckt (PL N° 7985), dee virgesäit, genee wéi dat bei der Vitess an dem Alkohol haut och schonn de Fall ass, dass, wann een ënner d'Drogen- oder Medikamentenafloss gefuer ass, een direkt op

der Plaz de Führschäi kann ofgeholl kréien (retrait immédiat).

Wat d'Gefor vun der Legaliséierung vum Cannabis fir d'Stroossesécherheet ugeet, esou ass net dovunner ausgezoen, dass et zu groussen Impakter wäert kommen. D'Fueren ënner Drogenafloss bleift, genee wéi haut och, verbueden. Eng Ännerung vum Code de la route ass also an deem Kontext am Moment net virgesinn.

#### Encadrement de l'ING Marathon | Question 6332 (10/06/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den 28. Mee huet an der Stad erëm den ING Night Marathon stattfonnt. Ewéi bei all grousssem Event huun och hei Leit vum CGDIS an der Police fir d'Sécherheet vun de Lieferinnen a Liefer an den Zuschauer gesuergt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet an Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Policebeamte waren op der Plaz, fir de Marathon ofzesécheren?

2. Wéi vill Mann/Stonnen erginn sech heiraus fir d'Police?

3. Wéi vill Leit vum CGDIS waren op der Plaz, fir de Marathon ofzesécheren?

4. Wéi vill Mann/Stonnen erginn sech heiraus beim CGDIS?

5. Wéi vill Prozent vun de Käschte vun de Mann\*Stonnen (50 Leit\*8 Stonnen = 400 Mann\*Stonnen), déi vun der Police geleescht goufen, si vum Organisateur iwwerholl ginn?

Falls et keng 100 % sollte sinn, wéi héich sinn d'Käschten, déi de Staat hei muss selwer droen?

6. Wéi vill Prozent vun de Käschte vun de Mann\*Stonnen, déi vum CGDIS geleescht goufen, si vum Organisateur iwwerholl ginn?

Falls et keng 100 % sollte sinn, wéi héich sinn d'Käschten, déi de Staat hei muss selwer droen?

#### Réponse commune (12/07/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

ad 1. an 2. Aus evidente Sécherheetsgrënn kënnen keng Detailler vun engem Sécherheetsdispositif vun der Police public gemaach ginn. Dëst ass eng operationell Informatioun a läit an der Decisionsbefugnis vun der Police.

ad 3. Nieft dem normalen Dispositif, dee souwisou all Dag an der Stad Lëtzebuerg an Émgéigend en place ass, hat de CGDIS fir den ING Marathon 243 zousätzlech Asazkräfte mobiliséiert (vum Logistiker bis zum Dokter). Donieft waren eng Rëtsch zousätzlech Moyenen an hirem Asazcenter (CIS) a Bereetschaft, dëst virun allem an de CISE ronderëm d'Stad.

ad 4. D'Fraen a Männer vum CGDIS huun am Kader vum Marathon 2.397 Stonne geleescht (34 % duerch berufflech Mataarbechterinnen a Mataarbechter a 66 % duerch Fräiwëlleger). Net matgezielt ginn hei déi Abberzuel u majoritär Fräiwëllegen, déi Bereetschaftsdéngscht an hirem lokale CIS gemaach huun.

ad 5. Eng intern Organisatioun tëscht den Unitéiten erméiglecht et, dass d'Polizisten de service op de verschiddene Plazen am Asaz kënnen sinn. D'Iwwerstonnen, déi eventuell ufalen, ginn op d'respektiv Unitéite verbucht.

ad 6. Opgrond vu sengem Taxereglement hat de CGDIS Gesamtkäschte vu ronn 26.000 Euro, déi zur Hallschent vum Organisateur selwer bezuelt goufen. Deen aneren Deel krut d'Stad Lëtzebuerg am Kader vun enger

Demande de gratuité ugerechent. D'Taxereglement gesäit vir, dass d'Gemenge järelech bei Manifestatiounen (gestaffelt no Awunnerzuel) vun enger gewëssener Gratuitéit vum Dispositif de secours vum CGDIS kënnen profitéieren.

**Cybergrooming | Question 6333 (13/06/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)**

Representativen Zuele vum Nordrhein-Westfälisches Landesamt fir Medien no sinn an Nordrhein-Westfalen ongeféier 24 % vun den 8- bis 18-järege schonn a Kontakt mat Cybergrooming komm a goufen iwwer online Chatubidder ewéi Whatsapp oder Facebook Messenger vu Leit dozou opgefuert, sexuell Handlung vu sech selwer ze filmen an hinnen zoukommen ze loossen. An de meeschte Fäll ginn déi betraffe Kanner iwwert d'sozial Medien ewéi Facebook oder Instagram kontaktéiert, mee et kënn awer och ëmmer méi vir, dass d'Täter Chatforen a beléifte Videospiller benotzen, fir de Kontakt zu hiren Opfer hierzustellen.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un den Här Kommunikatiouns- a Medieminister, un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, un den Här Minister fir Digitaliséierung, un d'Madame Ministesch fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

1. Ass d'Regierung au courant vun den uewe genannten Zuele vum Landesamt fir Medien an Nordrhein-Westfalen?
2. Wëssend, dass d'Fäll vu Cybergrooming ëm 160 % an Däitschland während der Pandemie geklomme sinn, kann d'Regierung ons soen, wéi de Confinement sech op d'Evolutioun vum Cybergrooming ausgewierkt huet?
3. Huet d'Regierung änlech Statistiken ewéi déi vum Landesamt fir Medien an Nordrhein-Westfalen?
4. Wann nee, gedenkt d'Regierung driwwer no, eng representativ Ëmfro ënner Jugendlechen ze lancéieren, fir Statistiken iwwert d'Prevalenz u Fäll vu Cybergrooming ze erstellen?
5. Wéi geet d'Police a Fäll vu Cybergrooming vir?
6. Wéi gedenkt d'Regierung online Chatprovideren ze responsabiliséieren, fir méi geschlosse géint Cybergrooming virzegen?
7. Wéi laang mussen online Chatprovideren Chatverleef späicheren, an deenen et zu Fäll vu Cybergrooming komm ass?
8. Fënn d'Regierung, dass dës Zäit laang genuch ass?
9. Ass et scho virkomm, dass d'Police an engem Fall vu Cybergrooming net enquêtéiere konnt, well d'Date scho vum Provider gelöscht gi sinn?
10. Wéi vill Fäll vu Cybergrooming sinn der Police an der Regierung bekannt?
11. Gëtt d'Thematik vum Cybergrooming am Fach „Vie et société“ ugeschwat, fir d'Kanner op dës konkreet Gefor am Internet opmierksam ze maachen?
12. Wëssend, dass d'Chatkanal vun online Videospiller ëmmer méi vun Täter benotzt ginn, fir a Kontakt mat hiren Affer ze kommen, wéi geet d'Police hei vir, fir Kanner viru potentiellen Täter ze schützen?

**Réponse commune (28/07/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

ad 1. bis 3. D'Regierung setzt sech zesumme mat hire sëllege Partner um Terrain a fir Kanner, déi Affer vu

Gewalt sinn, a bitt hinnen déi Hëllef, déi si brauchen an déi hinnen zousteet.

Niewent dem Afferschutz sinn d'Informatioun an d'Sensibiliséierung an all aner Instrumenter zur Preventioun vun deene verschiddene Formen vu Gewalt en essenzielle Pilier vun der multidimensionaler Approche vun der Regierung. D'Regierung ass beméit, e Maximum vu Leit zu Lëtzebuerg mat hiren Messagen ze errechen an ze sensibiliséieren, fir dass dës Aarbecht en nohaltegen Impact huet.

D'Zuele vun de Justizautoritéiten sinn déi follgend:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Säitens Bee Secure waren déi explizit genannt Zuelen net bekannt, mee et sinn aner Donnéeën an Zuelen iwwert de Grooming bekannt. Bee Secure analyséiert reegelméisseg Zuelen a Resultater aus vergläichbaren Ëmfroen, heizou gehéiere Publikatiounen ewéi de „Gefährdungsatlas“ vun der Bundesprüfstelle für jugendgefährdende Medien an och Studien, déi all Joer verëffentlecht ginn, ewéi d'„Kinder im Netz“ (KIM)-Studie a „Jugend im Netz“ (JIM)-Studie aus Däitschland oder och déi international „EU Kids Online 2020“-Studie mat Resultater vun Ëmfroen aus 19 Länner. Zousätzlech Resultater kritt Bee Secure vum Fuerscherznetzwerk „EU Kids Online“, wat reegelméisseg relevant Zuelen a Fuerscherzresultater op hire Websäite publizéiert.

Als Deel vum Insafe Netzwerck steet Bee Secure als Safer Internet Centre vu Lëtzebuerg a reegelméissegem Austausch (Onlinemeetings, Konferenzen, Trainings, ...) mat den aneren europäesche Safer Internet Centern (Beispill: [klicksafe.de](http://klicksafe.de), [saferinternet.at](http://saferinternet.at), [webwise.ie](http://webwise.ie), [internetssegura.pt](http://internetssegura.pt)). Duerch kënnen aktuell Trends schnell identifizéiert ginn an bsp. a Sensibiliséierungsaktiounen agebaut ginn. E wichtegen Outil fir dës Reseau ass d'CO:RE (Children Online: Research Evidence) Wëssensplattform zu Online-Erfarunge vu Kanner a Jonken.

Grooming ass en Thema, wat mat de Leit vun der Bee Secure Helpline ka beschwat ginn. Déi lescht dräi Joer (2019, 2020, 2021) goufen et zéng Kontaktopname bei der Bee Secure Helpline wéinst dem Grooming bei engem Total vun 2.768 Kontaktopnamen. Dës Service gëtt also méi siele wéinst Grooming kontaktéiert.

An der Police ginn déi spezialiséiert Enquêteure fir dee Beräich an hirer subjektiver Appreciatioun vun enger steigender Tendenz an der Unzuel vun den Affären an deene leschte Joren aus. Ob déi Steigerung direkt mam Confinement zesummenhängt oder ganz einfach ee gesellschaftleche Phänomen ass (ënner anerem féieren d'Leit méi séier Plainte a si besser opgekläert), kann d'Police net soen. Och ginn déi spezialiséiert Enquêteure vun enger gewësser Donkelziffer aus, déi awer net erfaasst gëtt. Oft ass et och esou, dass an den Affäre vu Grooming och kënnen aner connexe Strofote libelléiert ginn.

D'Victimme kommen oft just bei d'Police, wa si guer keng aner Léisung méi gesinn, well dës Fäll immens delikat an intim sinn. Fir d'Affer ass et oft schwéier, sech hiren Eltere matzedeelen a bei d'Police ze goen.

Och Bee Secure geet beim Thema Grooming vun enger héijer Donkelziffer aus, well et eng thematesch Iwwerlappung mat Beräicher wéi „Sexting/Sextortion“, „ongewollt Kontaktopnam“ an „eCrime“ gëtt. D'Bee Secure Helpline spezifesch konnt net feststellen, dass sech méi Leit wéinst Grooming duerch de Confinement gemellt hätten. Och bei den Interventiounen vu Bee Secure an de Schoule konnt keng Zounam vun deem Phänomen festgestallt ginn.

Wat Statistiken ugeet, huet Bee Secure dës Joer eng éischt Editioun vun engem Rapport iwwer Mediennotzungstrends vun de Kanner an de Jonken zu Lëtzebuerg ënnert dem Numm „Bee Secure Radar“ erausginn. An deem Kontext goufe Jonker tëschent 12 an 18 Joer gefrot, fir Onlinerisiken anzestufen. D'Kontaktopnam um Internet duerch Friemer gouf vun de befroete Jonken als e Risikofeld genannt. Se gesinn awer aner Risiken als méi present un: zum Beispill Cybermobbing, Desinformatioun, Hatespeech, Scams an Hacks.

Am Bee Secure Radar goufen och Eltere befrot, wat fir si en Onlinerisiko fir hir Kanner ass. De Grooming war fir 7 % vun den Eltere mat Kanner am Alter vun 3–11 a fir 4 % vun den Eltere mat Kanner am Alter vun 12–16 de bedeitendsten Onlinerisiko.

[www.bee-secure.lu/bee-secure-radar](http://www.bee-secure.lu/bee-secure-radar)

De Bee Secure Radar kënn ab elo all Joer am Februar eraus. Dësen eegent sech als Instrument, fir Statistiken iwwer verschidden Onlinerisiken ze erstellen. Grooming gëtt an deem Rapport thematiséiert. En cas de besoin kann e bestëmmt Risikofeld méi an de Fokus geholl ginn. Aktuell lafe fir déi nächst Editioun schonn Ëmfroen bei de Jonken a bei den Elteren. An dësen Ëmfroen gëtt no änlechen Theme gefrot.

ad 4. Niewent dem heidriwwer genannte Rapport ass d'Regierung amgaangen, eng Analys iwwert d'Situatioun vun der Offer an der Zesummenaarbecht vun den Hëllefsservicer fir Affer vu sexueller Gewalt, ënner anerem Cybergrooming, ze féieren. D'Zil vun dëser Analys ass et, d'Schwächen an d'Stärken vun eisem System ze erkennen an eventuell Verbesserungspisten oder zousätzlech Mesuren erauszeschaffen.

ad 5. Wann d'Police mat enger Enquête am Kader vu Cybergrooming saiséiert gëtt, gëtt d'Enquête ënnert der Leedung vum Parquet/Untersuchungsrichter no de Reegele vum Code de procédure pénale ausgefouert.

ad 6. Déi genee Etendue vun der Responsabiliséierung vun den online Chatprovideren, wat d'Bekämpfung vum Cybergrooming an der ganzer EU ubelaangt, wäert vun deem zukünftege Reglement „Proposal for a Regulation laying down rules to prevent and combat child sexual abuse“, bei där d'Negociatiounen amgaange sinn, ofhänken.

Et sief awer bemierkt, dass aner Instrumenter, déi scho méi fortgeschritt um Instanzewege sinn, änlech Obligatiounen fir d'Chatprovidere solle virgesinn. An deem Sënn gesäit den „Digital Services Act“ (Proposal for a Regulation on a Single Market For Digital Services) schonn eng Rei generell Obligatiounen fir d'Chatprovidere vir, all illegale Contenu ze detektéieren, ze signaléieren an ze läschen.

Anerersäits dierf och net vergiess ginn, dass haut schonn all Entrave zu der Aarbecht vun de Justizautoritéiten am Kader vun enger Enquête (z. B. d'Läsche vun Tracen, Indizien a Beweiser), ka bestrooft ginn.

ad 7. an 8. Am Kader vun Enquête kënnen Chatverleef no de Reegele vum Code de procédure pénale saiséiert ginn. Dës Donnéeën ginn da Bestanddeel vun der Affär an d'selwecht laang gehale wéi déi aner Piëcen och.

ad 9. Et si scho Faite ginn, wou d'Enquête vun der Police net méi op Date vun de Providere konnt zeréckgräifen, well d'Donnéeën scho gelöscht waren. Dës erschweiert natierlech d'Beweisféierung enorm, mee eng Enquête gëtt trotzdem gemaach.

ad 11. D'Fach VIESO erlaabt et dem Léierpersonal an de Schüler/Schülerinnen, aus enger Panoplie vun Theemaen an den eenzele Joergäng eng Auswiel vun Theemaen ze traitéieren. D'Setze vum Schwéierpunkt ass dem Léierpersonal fräigestallt, ënnert der



Voraussetzung, dass déi didaktesch Grondsätz, déi vum Fach virgi sinn, agehale ginn. Déi digital Unterrechtmaterialien am Fach VIESO bidden dem Léierpersonal eng Offer, déi fir d'Unterrechtsgestaltung kann, awer net muss genotzt ginn.

D'Theema Cybergrooming kann an där Hisiicht bannent verschiddenen Theemefelder traitéiert ginn, steet awer weeder als Theema u sech, nach als Begrëff explizitt um Programm. Trotzdeem kann d'Theema am Kader vun den Theemefelder, déi am Programm virgi sinn, op ënnerschiddleche Klassenniveauen traitéiert ginn.

Op 7<sup>e</sup> d'Theema

– Sozial Netzwerker an nei Medien: Ausdrucksformen an de Medien

Op 6<sup>e</sup>

– Léift ass ...? (behandelt an den Unterrechtmaterialien „Sexting“)

Op 5<sup>e</sup>

– Manipulatioun vu Gruppen an Individuen

Op 4<sup>e</sup>

– Sexualitéit a Sexualeethik (mat „Sex am Internet“/ „Sexualitéit a Verantwortung“ an den Unterrechtmaterialien)

– Bezéiung a Selbstbestëmmung

Op 3<sup>e</sup>

– Tabutheemaen an der Gesellschaft an an der Politik ad 12. Dee wichtigste Schutz fir potenziell Affer ass d'Opklärung vun de Jugendlechen an hiren Elteren. D'Eltere sollte sech och fir de Mediekonsum vun hire Kanner interesséieren.

Iwwert d'Referenzsät „www.violence.lu“ gétt iwwert déi verschidde Forme vu Gewalt, déi Fraen, Männer a Kanner betreffen, informéiert. Op dëser Plattform ginn och Informatiounen zu deenen neie Forme vu virtueller Gewalt wéi dem Sexting, dem Upskirting an dem Grooming, déi sech iwwert déi sozial Netzwerker an duerch déi nei Technologie verbreeden, a virun allem Kanner a Jugendlecher betreffen, ugebueden.

**Indemnité de voyage** | Question 6334 (13/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Wann eng Persoun fir ee reegelméisseg Traitement muss an d'Ausland an net ka vun engem Taxi oder enger Ambulanz profitéieren, stinn hir vun der CNS 20 Cent pro Kilometer als Indemnité de voyage zou. Sät Mëtt 2021 klammen d'Energiepräisser esou, dass dës Indemnitéit déi Assuréiert ëmmer manner entlaascht.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi setzt sech den Tarif vun 0,20 €/km zesammen? Wéi eng Kritäre spillen hei eng ROLL?

2. Sät 2015 ass d'Kilometergeld op 0,30 €/km festgehale. Denkt de Minister, dass eng Vereenheetlechung hei géif Sënn maachen? Wéi vill géif dës Vereenheetlechung kaschten?

3. Ass de Minister der Meenung, dass d'Indemnité de voyage net misst reegelméisseg un de Stand vun den Energiepräisser no uewe respektiv no ënnen ugepasst ginn?

**Réponse** (26/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

De Montant vun 0,20 € de Kilometer, dee fir d'Reesindemnitéit virgesinn ass, ass e Forfait, deen onofhängeg vum Transportmëttel, dee vum Assuré gewielt gétt, (ëffentlechen Transport, Privatauto, Covoiturage etc.) festgeluecht gétt.

Betreffend d'Indemnitéit vun 0,30 €/km, déi den honorabelen Deputéierte mentionéiert, ass et wichtig ze präziséieren, datt déi Zoulag fir Déngschtrees mam privaten Auto virgesinn ass, esou ewéi am Règlement vum Regierungsrat vum 19. Juni 2015<sup>1</sup> festgehale gouf.

Dës Zoulag ass net mat der Indemnitéit vun der Gesondheetskeess vergläichbar, déi am Artikel 132 7. Paragraph vun de Statute vun der Gesondheetskeess virgesinn ass, an e forfaitaire Remboursement vun der Prestatioun duerstellt.

D'Erhéijung vum aktuelle Montant vun der Reeszoulag vun 0,20 € op 0,30 € pro Kilometer wier eng Erhéijung vu 50 % vum Tarif pro gereeste Kilometer.

Am Joer 2019 louchen d'Käschte fir d'Reeszoulag déi vun der Krankeversécherung iwwerholl goufen (ausser bei speziellen Indemnitéite fir d'Reesen ausserhalb vun der Europäescher Unioun) bei 420.723,00 €. Wann een déi gläich Zuel un zeréckgeluechte Kilometer berecksiichtegt, géifen d'Gesamtausgaben all Joer op 631.085,00 € klammen.

D'State gi vum Verwaltungsrot vun der Gesondheetskeess etabliert a kënnen prinzipiell zu all Moment adaptéiert gi falls eng Upassung néideg ass. Am Verwaltungsrot sëtzen och Verrieder vum Salarat, vum Patronat a vun de Fräiberuffer. Hei sief ze erwänen, datt am Verwaltungsrot vum 6. Juli 2022 d'Reeszoulag no uewen adaptéiert gouf.

Och muss präziséiert ginn, dat d'Reeszoulag fir den ëffentlechen Transport net ofgeschat gouf ewéi dës Gratis ginn ass. Hei sief och drop opmierksam gemaach, dat wann de Gesondheetszoustand et erlaabt, den ëffentlechen Transport an deene meeschte Fäll eng adequat Optioun duerstellt. Doriwwer eraus gétt reegelméisseg analyséiert op Upassung vun der Prise en Charge néideg sinn, esou ewéi dat de 6. Juli 2022 vum CA vun der Gesondheetskeess fir d'Reeszoulag gemaach gouf.

**Secteur maritime luxembourgeois** | Question 6340 (14/06/2022) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP)

Si le Luxembourg n'a pas d'accès direct à la mer, force est de reconnaître qu'avec plus de 200 navires battant le pavillon au lion rouge et quelque 225 entreprises engageant environ 1.000 salariés, le secteur maritime s'est fortement développé depuis les années 1990.

La pandémie a engendré la mise en œuvre de restrictions sanitaires sur tous les continents à des périodes différentes, provoquant la fermeture de terminaux portuaires débouchant dans des ruptures d'approvisionnement. À cela s'ajoute que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a fondamentalement bouleversé l'architecture en Europe et dans le monde, accentuant des problèmes d'infrastructure, de chaînes logistiques et de livraisons. Elle a également provoqué une hausse importante des prix de l'énergie.

Compte tenu des incertitudes et défis qui planent sur le secteur maritime, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Comment se présente la santé économique générale du secteur maritime luxembourgeois ?

– Quels sont les effets que le contexte international difficile a produit sur l'emploi dans le secteur maritime ? Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance de licenciements dans le secteur en raison du contexte international difficile ?

– Quelles sont les perspectives du secteur dans les années à venir ? Comment les incertitudes et

défis décrits se répercuteront sur le secteur au Luxembourg, spécialisé sur les activités de dragage et d'avitaillement ?

**Réponse** (12/07/2022) de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Le secteur maritime se trouve actuellement en pleine évolution. En tant que maillon central de la chaîne logistique mondiale – environ 90 % des échanges commerciaux se font par voie maritime – le secteur continue de disposer d'excellentes perspectives d'avenir. Cependant, il lui faudra relever des défis considérables notamment au niveau environnemental, afin de substantiellement réduire l'empreinte énergétique des navires et, à terme, décarboniser l'ensemble du secteur. Dans ce contexte, l'extension des réseaux d'infrastructures, en particulier pour les infrastructures portuaires, constitue un autre défi de taille. Parallèlement, la transformation numérique, le recrutement et la formation d'une main d'œuvre qualifiée apte à contribuer à cet avenir demeurent des enjeux capitaux pour accompagner le secteur maritime dans sa phase de transition actuelle.

Face à la pandémie, le commerce maritime semble jusqu'à présent avoir fait preuve d'une certaine résilience : le transport par voie maritime a rebondi de 4,3 % en 2021 après avoir subi un rétrécissement de son activité de 3,8 % en 2020. Même si certaines prévisions pour le moyen terme étaient optimistes en début d'année, la guerre en Ukraine et le contexte géopolitique international très instable fragilisent les effets de cette reprise économique et font peser des incertitudes sur l'évolution de ce secteur et de l'économie en général. La montée inédite des prix des produits pétroliers et l'inflation galopante qui s'en suit ont encore accentué ces incertitudes.

Pour ce qui est de la perspective nationale, le secteur maritime luxembourgeois, traditionnellement moins tributaire de l'activité de commerce maritime, s'en est plutôt bien sorti. En effet, après avoir été contraint de procéder à des licenciements en début de pandémie, les perspectives en termes de chiffre d'affaires se sont rapidement améliorées avec l'assouplissement des restrictions sanitaires, ce qui a permis au secteur de retrouver un rythme de navigation plus favorable. Des entreprises maritimes luxembourgeoises ont d'ailleurs commandé de nouveaux navires qui devraient être livrés à moyen terme.

D'après les informations reçues, le secteur du dragage continue de bénéficier d'un carnet de commandes bien rempli. La récente immatriculation à Luxembourg du premier navire autonome sans équipage, le Beluga, par l'armateur Jan de Nul témoigne en outre de la capacité du secteur à se réinventer et à se positionner en proposant des solutions innovantes.

En outre, le Commissariat aux affaires maritimes, autorité de contrôle et de surveillance du secteur, a également pu observer :

– que le nombre de navires battant pavillon luxembourgeois est resté stable, en restant quasiment au même niveau depuis 2020 : actuellement 214 contre 212 en 2020 ;

– que les problèmes de rapatriement des marins liés à la pandémie se sont, notamment en raison des campagnes de vaccination, beaucoup améliorés en Europe. Même si une situation plus compliquée persiste en Asie, le commissariat n'a plus connu de cas d'extension de contrat significative depuis l'automne 2021. Il y a cependant lieu de remarquer que les armateurs luxembourgeois se plaignent de départs au sein de leur main d'œuvre. En effet, des quarantaines très longues et le rallongement de certains contrats poussent les marins hautement qualifiés à chercher des emplois plus attractifs à terre.

<sup>1</sup> Règlement du Gouvernement en conseil du 19 juin 2015 portant fixation de l'indemnité kilométrique pour les voitures utilisées pour voyages de service

De manière générale, le pavillon luxembourgeois devra, pour relever les défis susmentionnés, continuer à faire preuve de dynamisme et d'un sens de l'anticipation pointu pour ne pas se retrouver en perte de vitesse à moyen terme. La récente annonce de la mise en œuvre d'un plan action « green shipping », initiative qui sera développée conjointement par le Commissariat aux affaires maritimes et le Cluster maritime luxembourgeois, contribuera à positionner le secteur sur l'échiquier international.

Le Cluster maritime luxembourgeois, qui a d'ailleurs accueilli quatre nouveaux membres courant 2022, a pris la présidence des clusters maritimes européens (European Network of Maritime Clusters, ENMC) depuis cette même année, mettant ainsi en lumière le secteur maritime luxembourgeois sur la scène européenne.

Le projet de loi « MLC » n° 7329, en procédure législative depuis 1<sup>er</sup> juin 2018, constituera un autre élément déterminant pour que le pavillon maritime luxembourgeois puisse sereinement se tourner vers l'avenir.

### Réforme fiscale | Question 6348 (15/06/2022) de Mme Diane Adehm (CSV)

An engem rezenten Interview an enger Lëtzebuurger Dageszeitung huet d'Madamm Finanzminister en vue vun der Steuerdebat, déi am Juli an der Chamber soll stattfannen, Folgendes gesot: „Auch wenn es in dieser Legislaturperiode nicht zur großen Steuerreform kommt, so habe ich bei meinem Amtsantritt mit meinen Mitarbeitern ausgelotet, welche Hebel wir dennoch bewegen könnten, und wir haben einen Katalog mit über 30 Maßnahmen zusammengestellt. Infolge des Ukraine-Krieges mit seinen budgetären und wirtschaftlichen Auswirkungen hat sich der Spielraum allerdings reduziert. Ich habe dennoch eine klare Vorstellung, was ich tun möchte, um beispielsweise verschiedene soziale Schichten sowie Alleinerziehende gezielt zu unterstützen [...]“. Ausserdem sot d'Madamm Minister: „[...] Soweit es die allgemeine Entwicklung zulässt, bin ich gewillt, etwas zu machen. Denn der Bedarf ist da [...]“.

Um Nationalkongress vun der Demokratescher Partei den 12. Juni 2022 huet d'Madamm Ministesch fir Famill och Positioun zur Steuerreform bezunn a Folgendes gesot: „Mat der DP wäert déi [Steuerreform] kommen. Mir wäerten de Steiersystem méi gerecht maachen och par rapport zu de Monoparentaux, zu de Wittmänner a Wittfraen. Mir musse kucken, dass individuell jidderee gekuckt an net par rapport zu senger Situatioun, wéi e mat engem aneren zesummelieft [...]“.

Den Här Premierminister huet op deem selwechte Kongress awer kloergestallt, dass et mat senger Partei kee Steiercadeau op Kredit gëtt, verschiddenes kéint ee vläicht net maachen: „Ech kann Iech just soen: Mat enger Demokratescher Partei wëlle mir alles evitéieren, fir dass déi Decisiounen vun haut virun allem Problemer fir muer gi fir déi nächst Generatiounen.“

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen an d'Regierung stellen:

– Kann d'Regierung eis matdeelen, ob si an dëser Legislaturperiode nach wëlles huet, eppes géint Steierungerechtegkeete vis-à-vis vun de Monoparentaux, Wittmänner a Wittfraen ze maachen?

– Wa jo, wéini wëll d'Regierung den deementsprechende Projet de loi deposieren?

### Réponse commune (13/07/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Déi zitëiert Aussoe vun deenen dräi Ministere widder-sprechen sech net an entsprechen der Regierungspositioun, dass no der sozial gerechter Steuerreform

vun 2017 zousätzlech steierlech Upassungen néideg sinn, fir de Lëtzebuergesche Steiersystem nach méi gerecht ze maachen.

Eng responsabel Budgetspolitik verlaangt allerdéngs, datt dës Upassungen nohalteg finanzéierbar sinn an net op Käschte vun den nächste Generatiounen ginn.

Esouwuel déi sëllegen Hëllef, déi d'Regierung während der Pandemie en place gesat huet, fir de Leit an de Betriber finanziell ënner d'Äerm ze gräifen, wéi och d'Mesuren am Kontext vun der Präis- an Energie-deierecht hunn de Staatsbudget staark belaauscht.

Geopolitisch an ekonomesch Facteuren, op déi Lëtzebuerg just ganz limitéierten Afloss huet, brénge staark Ongewëssheeten op d'Evolutioun vun eisem Wirtschaftswesstem a soumat och vum Staatsbudget mat sech.

Et schéngt der Regierung dofir och ubruecht, den Debat zu dësem Sujet an der Chamber ofzawaarden, éier si definitiv Konklusiounen zitt.

### Propositions du FMI concernant les impôts | Question 6350 (15/06/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

An engem Artikel vum 100,7 „Logement: IWF mécht Lëtzebuerg konkret Proposen“ vum 12. Juni 2022 gi verschidde Mesuren thematiséiert, déi den Internationale Währungsfong Lëtzebuerg virschléit. Niewent luewende Wieder mécht de Country Report No. 22/152 och op verschiddenen Émstänn opmierksam, déi en als déficitaire ugesäit. Nohuelbedarf géif et zum Beispill bei der Steuerreform vun 2017 ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Deelt d'Ministesch d'Meenung vum Internationale Währungsfong, dass d'Steuerreform sollt auslaffe gelooss ginn? War dem Ministère am Virus vun dëser Reform bekannt, dass se staark Auswierkungen op d'Demande no Wunnraum géif auslösen?

2. Mat der Steuerreform vun 2017 kann een op e Steierkredit zeréckgräifen ewéi op d'Méiglechkeet, d'Zënsen um Prêt ofzesetzen. Allerdéngs ass et den Ament net méiglech, e(n Deel vum) Loyer vu senger Steieren ofzesetzen. Och wann dëst net am Koalitiounsaccord steet, wéi steet d'Ministesch zu dëser Optioun, déi d'Locataire entlaaschte géif? Wat wier de fiskalen Impakt vun esou enger Mesure?

### Réponse (27/07/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Den honorabelen Deputéierte beriff sech a senger parlamentarescher Ufro op een Artikel vum 100,7 iwwer „Logement: IWF mécht Lëtzebuerg konkret Proposen“ vum 12. Juni 2022. An deem vir genannten Artikel wär erwänt ginn, datt duerch d'Steuerreform vun 2017 Steierkreditter geschaaft goufen an och d'Zomm vun den ofsetzbaren Zënsen erhéicht ginn ass. Laut den Auteurs vum 100,7 Artikel géif den IWF virschloen, déi Steiervirdeeler auslaffen ze loossen, fir d'Demande no Wunnraum ze reduzieren.

Dës Aussoe ginn net gedeelt an där Form, wéi d'Auteurs et schreiwen, an et ass besser, sech de genauen Ausdrock vum IWF-Rapport selwer als Basis ze huelen. De Rapport analyséiert zum Beispill net d'Steierkreditter fir Salariéen a Pensionnairen, déi am Kader vun der Steuerreform 2017 substanzéiert geännert gi sinn. Et ass richtig, datt den IWF recommandéiert, datt een déi aktuell steierlech Dispositiounen, déi am Kader vun engem Hauskaf spillen, méi cibléiere soll.

D'Regierung hält déi Recommendationen vum IWF eescht an analyséiert reegelméisseg déi steierlech

Dispositiounen, déi een allgemeng ka kréien. Grad am Logement wäert d'Regierung duerch d'Reform vun der Grundsteuer an d'Afëierung vun enger Mobilisationssteuer weider Akzenter setzen, fir d'Offer ze stäerken.

Weider Mesur wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, de Loyer oder een Deel dovunner steierlech ofzesetzen, sinn, wéi den honorabelen Deputéierten a senger Ufro erwänt, net am Koalitiounsaccord virgesinn, an wäerten och net agefouert ginn.

### Habitudes de voyage des Luxembourgeois | Question 6353 (15/06/2022) de M. André Bauler (DP)

No zwee Joer Pandemie ass et erëm méi einfach ze reesen. Och d'Lëtzebuurger buchen zurzäit erëm méi Reesen a ginn dofir och e gudden Deel vu hirem järeleche Revenu aus.

An deem Kader wollt ech dem Här Wirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. A wat fir eng Länner reesen d'Lëtzebuurger am dacksten a wéi laang halen si sech do am Duerchschnëtt op?

2. Wéi ee Prozentsaz maachen d'Ausgabe fir d'Vakanz am Budget vun engem Stot hei zu Lëtzebuerg aus? Wéi héich ass dës Part am Budget jee no Akommeskategorie? Wéi huet sech dës Part zanter 2010 entwéckelt?

3. A wat fir engem Mooss huet d'Pandemie d'Reesverhale vun de Lëtzebuurger verännert?

### Réponse (13/07/2022) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

ad 1. D'Quell fir dës Informatiounen ass d'Enquête zum Tourismus (Detailer zum Verlaf der Enquête ënner dem Link: <https://statistiques.public.lu/fr/enquetes/enquetes-particuliers/tourisme-conditions-vie.html>) a gi vum Statec a folgendem Tableau vollständeg publizéiert: <https://statistiques.public.lu/dam-assets/fr/donnees-autres-formats/conditions-sociales/conditions-de-vie/C8300.xlsx>.

Déi zwee Tableaun heidrënner weisen déi heefegst Zillänner fir Fräizäitreesen, also all Zorte vun Openthalt mat Iwwernuechtungen (Vakanzen, Besuch bei Famill a Frënn, Sportsreesen asw.) mat Ausnam vu Geschäftsreesen. Geschäftsreesen stellen insgesamt 9 % vun de Reese mat Iwwernuechtungen duer.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Am Tableau heidrënner ginn d'Destinatiounen fir Geschäftsreesen duergestallt. Déi véier Haaptdestinatiounen sinn déi selwecht wéi fir Fräizäitreesen. 2021 haten d'Geschäftsreesen eng duerchschnëttlech Dauer vu fënnf Nuechten.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 2. D'Quell fir dës Informatiounen ass d'Enquête zum Budget vun de Stéit. (Enquête budget des ménages, Detailer zum Oflaf vun dëser Enquête: <https://statistiques.public.lu/fr/enquetes/enquetes-particuliers/budget-menages-conditions-vie.html>)

Dës Enquête no haten d'Lëtzebuurger Stéit am Joer 2021 an den zwielef Méint virun der Enquête an der Moyenne ongeféier 2.200 Euro fir Reesen ausginn. Dës Montant enthält d'Ausgabe fir Transport, Iwwernuechtungen, Zier a Fräizäitaktivitéiten am Zesammenhang mat Reesen zu Lëtzebuerg oder am Ausland. Bei dëser Berechnung ass et net méiglech, tëschent Reese fir Fräizäit, Geschäftsreesen oder Besuch bei Famill oder Frënn ze ënnerscheeden. 2020 an 2019 hunn dës



Ausgabe fir Reese ongeféier 4.200 Euro ausgemaach. D'Zuele fir 2021 weisen also den Impakt vun de Restriktionen am Kader vun der Covid-19-Pandemie.

Ausgedréckt als Prozentsaz vun de Stéit hire gesamten Ausgaben hunn d'Ausgabe fir Reesen 2021 am Duerchschnëtt 4,3 % duergestallt, awer 2019 an 2020 méi wéi 8 %. Méi wuelhabend Stéit ginn am Duerchschnëtt e méi héijen Undeel vun hirem Budget fir Reesen aus wéi Stéit mat engem méi niddregem Akommes. 2020 hunn déi 10 % räichste Stéit méi wéi 16 % vun hirem Budget fir Reesen ausginn, am Verglach zu 4 % fir déi 10 % vun de Stéit mam niddregsten Akommes. Am Joer 2021 ass dësen Ecart méi kleng gewiescht (2,6 % fir Stéit mat niddregem Akommes a 6 % fir räich Stéit), och dëst ass mam Impakt vun der Covid-19-Pandemie verbonnen.

Zanter 2010 ass de generellen Trend, dass Ausgabe fir Reesen eischer an d'Luucht ginn: si louchen 2010 am Duerchschnëtt bei 3.360 Euro pro Stot an 2015 bei iwwert 3.800 Euro.

ad 3. D'Unzuel vu Reese mat Iwwernuechtunge fir 2021 läit bei 76 % vun der Unzuel vu Reese mat Iwwernuechtunge fir 2019 a bei 62 % vun där fir 2020.

D'Pandemie huet déi dräi Typpe vu Reesen net d'selwecht beaflosst. D'Unzuel vun Iwwernuechtunge vum Joer 2021 am Verglach zu 2019 läit bei:

- 35 % fir Geschäftsreesen
- 86 % fir Fräizäitreesen, dodrënner:
  - 73 % fir Vakanzen
  - 115 % fir Besuch bei Famill a Frënn.

D'Geschäftsreese sinn an der Pandemie also staark erofgaangen. D'Zuel vun de Geschäftsreese pro 100 Awunner, déi schaffen, ass am zweeten Trimester vum Joer 2020 staark gefall am Verglach zum zweeten Trimester 2019 (vu 57 op 5 Reese pro 100 Beschäftegter). E Réckgang gëtt et fir déi dräi Typpe vun Openthalter (Geschäftsrees, Vakanz, Besuch bei Famill oder Frënn), awer nëmme fir d'Geschäftsreesen ass dëse Réckgang an den Trimesteren dono weiderhi festgestallt ginn. Am leschten Trimester 2021 war de Vir-Krisen-Niveau nëmme zur Hallschent erëm erreecht (18 Reese pro 100 Beschäftegter am Verglach zu 39 zwoe Joer virdrun). Déi duerchschnëttlech Dauer vun de Geschäftsreesen ass 2020 an 2021 eropgaangen, vun 3,4 Iwwernuechtungen am Joer 2019 op 4,7 am Joer 2020 a 5 am Joer 2021.

Reese fir Besuch bei Famill a Frënn sinn nëmme wéineg vun der Covid-19-Kris beaflosst ginn. Et konnt nëmme e liichte Réckgang am zweeten Trimester 2020 festgestallt ginn. Zanterhier ass d'Zuel vun esou Reesen um Niveau vum Joer 2019 bliwwen, an ass souguer zanter dem Summer 2021 iwwert deem Niveau.

Ofschléissend kann ee soen, dass d'Vakanzenopenthalter grad ewéi d'Geschäftsreese vun der Covid-19-Kris schwéier getraff gi sinn. Och wann de Réckgang vun de Reesen an de Wochen nom Ufank vun der Pandemie immens grouss war, ass den Tourismus am Summer awer 2020 erëm ugelaft. Den Hierscht, de Wanter an d'Fréijoer dono si vun de Mesuren, fir d'Pandemie ze bekämpfen, weider beaflosst bliwwen. Et kann ee soen, datt d'Hallschent vum Tourismus net stattfonnt huet. Zanter dem Summer 2021 gëtt awer erëm bal sou vill gereest wéi virun der Covid-19-Pandemie.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

### Pénurie de cannabis médical | Question 6356 (15/06/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 11. Mee hunn ech eng Fro un d'Madamm Gesondheetsministesch zum medezinnesche Cannabis gestallt. An dëser Fro hunn ech mech no den

disponibele Quantitéite vu Cannabisbléien an Ueleg informéiert. D'Ministesch huet an hirer Äntwert Quantitéite genannt a gesot, dass et säit Dezember 2021 net méi zu Ruptures de stock komm wier. Mir leien Informatiounen vum CHL an dem CHEM vir, déi soen, dass keng Bléie mat 18 % THC-Gehalt a keen Ueleg u Patienten distribuéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Gesondheetsministesch dës Fro stellen:

1. Wéi erkläert d'Madamm Ministesch dës Aussoe vum CHL a CHEM?
2. Wéini wäerten déi ronn 22 kg Cannabis, déi laut Ministère am Stock si mat 18 % THC-Gehalt un d'Patienten distribuéiert ginn?
3. Wéini wäerten déi ronn 300 Flaconen Ueleg, déi laut Ministère am Stock sinn, un d'Patienten distribuéiert ginn?

**Réponse (13/07/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**

ad 1. Et ass richtig, dass aktuell keng Cannabis-Ueleg distribuéiert ginn. THC-18 %-Cannabis-Bléie ginn allerdéngs nach ëmmer weiderhin ausgelievert.

ad 2. De Stock gëtt aktuell schon un d'Patienten ausgelievert.

ad 3. Et ass aktuell keen Datum dofir virgesinn, well nach op Analyse vun de Produite gewaart gëtt. Mir ginn dovunner aus, dass een am August mat der Verdeelung vum Ueleg kann ufänken, dëst ënner der Konditioun, dass d'Analysen all an den Norme sinn.

### Taux de TVA réduits | Question 6357 (15/06/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

La directive du Conseil (UE) 2022/542 du 5 avril 2022 a effectué des changements aux dispositions européennes concernant la TVA. Elle a notamment élargi de manière assez conséquente la liste des produits qui peuvent bénéficier de taux de TVA réduits et ceci, selon la directive, « afin de permettre l'application de taux réduits dans un nombre limité de situations spécifiques pour des raisons sociales, au bénéfice du consommateur final et dans le cadre de la poursuite d'un objectif d'intérêt général ». De tels allègements peuvent en effet soulager les ménages dont le pouvoir d'achat est fortement sous pression en ce moment.

Ont été ajoutés à cette liste, en guise d'exemple, les produits d'hygiène absorbants, la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés, les prestations de services de réparation d'appareils ménagers, les vêtements et chaussures pour enfants, la livraison de sièges d'enfant pour voitures automobiles, les services de location et de réparation des bicyclettes, ou encore les services juridiques fournis aux personnes sous contrat de travail et aux chômeurs dans le cadre de procédures devant une juridiction du travail.

Sont également ajoutés au champ d'application des taux réduits la livraison d'électricité, le chauffage urbain et le refroidissement urbain, le biogaz produit selon certains critères, la livraison et l'installation de systèmes de chauffage à haut rendement et à faibles émissions, ainsi que, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2030, la livraison de gaz naturel et de bois de chauffage.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre envisage des réductions des taux de TVA sur certains produits et/ou services ?

2) Dans l'affirmative de la question 1, est-ce que Madame la Ministre envisage d'exploiter toute la latitude offerte par la directive susmentionnée ? Sinon, est-ce que Madame la Ministre peut me faire part de la liste des produits et services qui feront l'objet d'une baisse de la TVA ?

3) Toujours dans l'affirmative de la question 1, Madame la Ministre peut-elle m'informer du calendrier de la mise en pratique de ces changements ?

4) Dans la négative de la question 1, Madame la Ministre peut-elle me donner les raisons pour lesquelles une baisse de la TVA sur certains produits et/ou services n'est pas envisagée ?

**Réponse (27/07/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances**

Comme l'indique l'honorable Députée, l'annexe III de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée a été réformée par la directive du Conseil (UE) 2022/542 du 5 avril 2022.

Cette annexe reprend les prestations de services et livraisons de biens pouvant bénéficier de l'application de taux réduits de TVA.

Actuellement, au Grand-Duché il existe trois taux de TVA réduits, à savoir le taux intermédiaire de 14 %, le taux réduit de 8 % et le taux super-réduit de 3 %.

Le taux intermédiaire de 14 % s'applique à 7 catégories de prestations de services et livraisons de biens, le taux réduit de 8 % s'applique à 9 catégories de prestations de services et livraisons de biens, et finalement le taux super-réduit de 3 % s'applique à 21 catégories de prestations de services et livraisons de biens. La liste des prestations de services et livraisons de biens concernés se trouvent dans les annexes A, B et C de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

Il y a ainsi lieu de relever que les services de réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir ainsi que les retouches de vêtements et de linge de maison, de même que le gaz liquéfié ou à l'état gazeux, propres au chauffage, à l'éclairage et à l'alimentation de moteurs, l'énergie électrique, la chaleur fournie au moyen d'un réseau de chauffage et le bois destinés au chauffage sont actuellement déjà soumis au Luxembourg au taux réduit de TVA de 8 %. Les vêtements, coiffures, écharpes, gants et chaussures pour enfants âgés de moins de 14 ans ainsi que les produits d'hygiène absorbants sont soumis au taux super-réduit de 3 %.

Alors que la directive prévoit que les États membres peuvent appliquer un taux super-réduit à seulement 7 catégories, le Luxembourg bénéficie d'une dérogation particulière qui l'autorise à maintenir toutes les catégories qui bénéficiaient au 1<sup>er</sup> janvier 2021 du taux super-réduit de 3% jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2032.

À partir de 2032, seules 7 catégories peuvent bénéficier du taux super-réduit, et le Luxembourg devra donc abandonner l'application du taux super-réduit à bon nombre de catégories qui en profitent actuellement.

La directive prévoit également un nombre limité de catégories pouvant bénéficier du taux réduit, faisant que l'application du taux réduit de 8 % est limitée à 24 catégories.

Outre l'application déjà très large des taux réduits et du taux super-réduit au Luxembourg, la directive donne de nouvelles options additionnelles, comme notamment l'extension de l'application du taux réduit de 8 % aux services de réparation d'appareils ménagers ou d'y inclure également les services de location de bicyclettes ou la livraison et l'installation de panneaux solaires sur des logements privés.

Les options et modalités supplémentaires par rapport à ce qui est déjà en place au Grand-Duché sont à l'étude. Le Gouvernement analysera par ailleurs, comme proposé dans la motion relative à la simplification et à la modernisation du système fiscal, adoptée par 52 voix par la Chambre des Députés lors de la séance publique du 14 juillet 2022, l'opportunité d'adapter le taux de taxe sur la valeur ajoutée sur certains biens et services en raison de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022, pour soutenir la transition énergétique et l'économie circulaire.

**Pénurie de vétérinaires** | Question **6363** (16/06/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

An eisen Nopeschlänner gëtt et zum Deel en akute Mangel u Veterinären. An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéi vill Veterinäre gëtt et insgesamt zu Lëtzebuerg?
2. Wéi vill Veterinäre praktizéieren?
3. Wéi vill Veterinäre sinn am Beräich Groussvéi aktiv a wéi vill am Beräich Hausdéieren?
4. Geet d'Zuel vun den aktive Veterinäre fir eng adequat *Prise en charge* vun den Déieren duer?  
– Wann nee, wat fir Konsequenzen huet de Mangel u Veterinäre fir d'Versuergung vun den Déieren insgesamt?  
– Ass d'Versuergung vum Groussvéi am Agrarsecteur nach garantéiert?  
– Wat wëllt d'Regierung géint dës Penurie maachen?

**Réponse** (15/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Am Regëster hu mir 498 Veterinären enregistréiert, déi eng Aarbechtserlaubnis zu Lëtzebuerg hunn.

ad 2. an 3. Laut Regëster sinn zu Lëtzebuerg 286 Veterinären aktiv, dovu sinn der 43 als *Fonctionnaire* resp. *Employé*en ugestallt an 243 schaffen an enger Praxis. Dovu sinn 170 Veterinäre fir kleng Déieren, 17 fir Päerd a 56 fir Notzdéieren (Ranner, Schwäin, Schof a Geesen, Geflügel).

ad 4. D'Zuel vun de praktizéierende Veterinäre geet net duer, mee trotz allem ass d'Versuergung vun den Déiere séchergestallt, bedéngt duerch den onermiddlechen Asaz vun de Veterinären, déi doduerch vill Aarbechtsstonnen a Kaf huelen.

– Während d'Versuergung vun den Déiere während den normale Bürosstonne garantéiert ass, gëtt et mat der ablécklecher Zuel vu Veterinären ëmmer méi schwéier, e *Garde-System* 24 Stonnen/7 Deeg oprechtzeerhalen. Dëst géllt besonnesch fir d'Veterinärsklinicken. Dat huet zur Folleg, dass verschidde Veterinären net nëmme daagsiwwer, mee och nuets schaffen müssen, an dat och de Weekend an op Feierdeeg. Hei bleift dann net vill Fräizäit, wat en negativen Afloss op d'*Work-Life-Balance* huet, soudass e gewësse Prozentsaz vu Veterinären hire Beruff fréizäiteg opginn, fir anere berufflechen Aktivitéiten nozagoen.

– D'Penurie vu Veterinäre bezitt sech op déi verschidde Beräicher vun der Veterinärmedezinn, mee ass besonnesch gepräagt am Groussdéiereberäich, well hei vill Asaz gefrot ass, an dat zu egal wéi enger Stonn vum Dag inklusiv de Weekend an d'Feierdeeg. Och wann am Moment déi medezinnesch Versuergung vun den Notzdéieren nach garantéiert ass, sou muss een awer no Léisunge sichen, fir dass dat an Zukunft esou bleift.

– Een éischte Schrëtt vun der Regierung war deem, dass d'Veterinärspaktiker fir d'Garden, déi si maachen, finanziell vum Staat entschidegt ginn. Dës

Entschidegung muss an Zukunft den neie Gegebenheete vun der Präisinflatioun ugepasst ginn.

Am Beräich vun der Medezinn vun den Hausdéiere gëtt sech Gedanke gemaach iwwert d'Aféierung vu *Maisons médicales vétérinaires*, wéi se och an der *Humanmedezinn* funktionéieren, wat de *Cliniques vétérinaires* géif erlaben, sech op déi méi komplizéiert Fäll ze konzentrieren.

**Passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire** | Question **6365** (16/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

All Joer schreiwen d'Primärschoulschüler um Enn vum Cycle 4.2 d'Epreuv vum PFS (Passage de l'enseignement fondamental à l'enseignement secondaire). D'Resultater vun dësen Epreuv fléisse mat an d'Entscheidung an, a wéi een Enseignement secondaire e Kand vum Léierpersonal an den Elteren orientéiert soll ginn. Wann d'Elteren an d'Léierpersonal sech net eens gi bei dëser Entscheidung, kann eng Orientierungskommissioun aberuff ginn, déi dann eng Entscheidung trifft.

An deem Zesammenhang wëilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi oft ass an de leschte fënnf Joer esou eng Kommissioun aberuff gi pro Schouljoer?
2. Wéi oft pro Joer gouf an de leschte fënnf Joer vun der Orientierungskommissioun eng Entscheidung getraff, déi der Meenung vum Léierpersonal entsprach huet, a wéi oft där vun den Elteren?
3. Gëtt no de Sëtzunge vun der Orientierungskommissioun e *Suivi* gemaach, fir ze kucken, ob déi concernéiert Kanner no der Orientierung an de *Lycée* d'*Filière* nach wiesselen, well se entweder besonnesch gutt Notten oder awer Schwieregkeeten hunn?  
Falls jo: Wéi vill Kanner, fir déi eng Orientierungskommissioun aberuff gi war, hunn an de leschte fënnf Joer pro Joer hir *Filière* am *Lycée* nach gewieselt (z. B. vum Enseignement secondaire général op den Enseignement secondaire classique oder *émgedréint*)?  
Falls nee: Gedenkt de Minister, an Zukunft dës *Suivi* ze maachen, fir den *Outil* vun der Orientierungskommissioun besser evaluéieren ze kënnen?

**Réponse** (04/08/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Mat Bléck op den Total vun den Orientatiounen vun de Schülerinnen a Schüler aus dem Enseignement fondamental an dem Enseignement secondaire um Enn vum Cycle 4 konnten déi pedagogesch Equippen an d'Elteren nëmme an enger ganz gerénger Unzuel vu Fäll (manner wéi 1 %) keng gemeinsam Orientatiounsdecisioun huelen, wouduerch dës Decisioun duerch eng Orientierungskommissioun huet misse getraff ginn:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

ad 3. No Ofschluss vun der Orientatiounsprozedur soll et fir de *Lycée*, an deem déi concernéiert Schülerinnen a Schüler ageschriwwen ginn, net ersichtlech sinn, datt d'Decisioun vun der Orientatiounskommissioun geholl gouf an et entsprechend keen *Accord* zwëschent der Decisioun vun den Elteren an där vun der Equipe gouf. Um Niveau vun der *Inscription* an de *Secondaire* ginn am Sënn vun der Gläichbehandlung bei de Schüler, bei deenen d'Decisioun vun der Orientatiounskommissioun geholl gouf, keng zousätzlech Informatiounen ofgeruff.

**Fermeture de distributeurs de billets** | Question **6366** (16/06/2022) de **M. Max Hengel** | **M. Léon Gloden** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Eisen Informatiounen no sollen an noer Zukunft de Bankautomat vun der Post an d'Filial vun der Raiffeisen Bank zu Iechternach zougemaach ginn. De Bankautomat gëtt anscheinend opgrond vun de rezenten Iwwerfall op sou Automaten zougemaach. Dat wär, nodeems vill *Service*r am ruralen an am urbane Raum am Osten net méi oder net méi sou vill ugebuede ginn, e weideren Nodeel a puncto *Déngschtleeschunge* fir d'*Bierger* an dësem Bezierk a besonnesch am Raum Iechternach. Dobäi kënnt jo och nach, dass een an de Banke selwer oft keng Sue méi kann ophiewen. Och wa Sprengungen un Automate stattfonnt hunn, d'äerf de Rechtsstaat net an d'*Knéie* goen an dës elementar *Service*r mussen garantéiert bliewen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'*Madamm* Finanzministesch richten:

– Kann d'*Madamm* Ministesch dës Informatiounen confirméieren?

– Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dofir? Spillen déi rezent Iwwerfall eng Roll?

– Wa jo, wéi steet d'*Madamm* Ministesch dozou?

– Wéi gesäit d'*Madamm* Ministesch d'Entwécklung vum *Réckgang* vu verschiddene *Services de proximité* am ländleche Raum? Wéi wëllt d'Regierung géint dës Entwécklung virgoen?

**Réponse** (18/07/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch *Ufro* N° 5984 vum 24. Mäerz 2022 erkläert gouf, handelt et sech bei der *Reouverture* oder definitiver *Schléissung* vu Bankomaten no engem Iwwerfall ëm kommerziell Decisiounen, déi vun de verschiddene Banke selwer geholl ginn. Et gëtt dowéinst och keng zentraliséiert *Erfassung* vun der *Ouverture* voire *Schléissung* vu Bankautomaten uechtert d'Land.

Méi allgemeng kann een awer observéieren, datt en Deel vun de Bankomaten, déi säit 2018 *gesprengt* goufen, erëm opgemaach hunn an aner net. D'Decisioun fir d'*Reouverture* oder d'finalitativ *Schléissung* vu Bankomate gëtt vun de Banken op Basis vun enger ganzer *Rei Critère* geholl, d. h. dës Decisiounen sinn net ausschliisslech op Iwwerfall oder Sprengungen zeréckzeféieren.

Wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch *Fro* N° 5965 vum 22. Mäerz 2022 erkläert gouf, ass d'*Police* säit Joren a permanentem Kontakt mat der Bankenassociatioun ABBL, fir de „*Protocole d'accord sur la sécurité dans les banques*“ weider unzepassen. Den nationale *Préventionsservice* vun der *Police* mécht esou *Recommandatiounen* iwwert déi verschidde *Méiglechkeeten*, wéi een e *Geldautomat* séchere kann, an dat an enker *Zesammenaarbecht* mat der ABBL.

Et ass och ze bemierken, datt zu Lëtzebuerg d'Zuel vu Bankomaten 2020 bei 107 Stéck pro 100.000 *Erwuesener* louch, wat wäit iwwert der Zuel an der *Eurozon* läit, wou ronn 64 pro 100.000 *Erwuesener* vun der *Weltbank* gezielt ginn. Zu Lëtzebuerg ass dës Zuel och iwwert déi lescht 15 Joer relativ konstant bliwwen.

**„Klima-Biergerrot“** | Question **6369** (17/06/2022) de **M. Paul Galles** | **M. Max Hengel** | **Mme Diane Adehm** (CSV)

De 15. an de 16. Juli goufen zwee Artikelen am „*Quotidien*“, déi d'*Funktionsweis* vum *Klima-Biergerrot*



kritisieren, publiziert („Des citoyens déçus, le débat reporté“; „C'était ambitieux, mais réalisable“). De Biergerrot soll jo méttels Reunionne mat Experten erausfannen, ob Lëtzebuerg genuch géint de Klimawandel mécht oder ob et zousätzlech Moosname braucht, a wa jo, déi Moosnamen ze identifizieren. Sou kënnen nei Impulser gesat ginn, déi der Gesellschaft hëllef kënnen, der Klimakris méi effektiv entgéintzewierken.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

– Kann d'Regierung déi zwee Artikeler confirmieren?

– Kann d'Regierung de Frust vun de Participante verstoen?

– Wa jo, wéi wëllt een dem entgéintwierken, fir dass et keen Echec gëtt?

– Wéi vill Experte ware bis dato an de Reunionen involvéiert? Wéi vill vun dësen Experten schaffen op engem Ministère oder an enger parastaatlecher Organisation?

– Wien huet den aktuelle Planning opgestallt? Firwat war deen esou enk bemooss mat sechs Méint?

– Ginn Ännerungen um Planning gemaach? Wann nee, firwat? Wa jo, wéi eng?

– Wéi eng Léiere ginn aus dëser Geschicht gezunn am Bezuch op zukünftge Biergerbedeelegung?

**Réponse commune (04/07/2022)** de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

De Klima-Biergerrot gouf an d'Liewe geruff, fir doriwier ze deliberieren, ob Lëtzebuerg am Kampf géint de Klimawandel kann a wëllt méi wäit goen, a mat wéi enge Moosnamen dat kéint geschéien. De Klima-Biergerrot ass als Projet fir Bierger-Participatioun esou opgestallt ginn, dass déi ausgewielte Bierger hir Propositionen esou onofhängeg wéi méiglech ausschaffe kënnen. Dofir hunn déi concernéiert Ministere decidéiert, sech vun Ufank un aus den alldeegelechen Aarbechte vum Klima-Biergerrot erauszehalen.

TNS ILReS ass dermat beoptraagt ginn, d'Memberen esou auszewielen, dass de Klima-Biergerrot esou representativ wéi méiglech d'Lëtzebuurger Populatioun erëmgeëtt. D'Virbereedung, d'Begleedung a Betreierung, an d'Restitutatioun vun den Aarbechte sinn an enger Ausschreiwung un zwou extern Entreprene – Pétilances SARL an Oxygen & Partners SA – mat dem entspreichenden Knowhow an dësem Beräich ofgetruede ginn, nodeems si zesummen op d'Ausschreiwung geäntwert haten. Gläichzäitge ginn d'Aarbechte vum Klima-Biergerrot vun engem onofhängege Comité d'accompagnement begleet, dee sech aus zéng nationalen an internationale Fuerscher, Experten an Uni-Professeren am Beräich vun der politescher Biergerbedeelegung zesummesetzt. D'Zesummesetzung vum Comité d'accompagnement kann um Internetsite vum Klima-Biergerrot consultéiert ginn. D'Regierung huet och eng Konventioun mat der Uni Lëtzebuerg ofgeschloss, fir de Projet wëssenschaftlech ze begleeden an no der Finalisatioun opzebereeden, fir esou wäertvoll Schlëss fir eventuell zukünftge Participatiounsprojeten ze zéien.

D'Regierung huet déi folgend Äntwerten op d'Froen vun den honorablen Deputéiert mat den uewe genannten Entreprene an dem Comité d'accompagnement koordinéiert, déi hiren Accord zu dësen Äntwerte ginn hunn.

– Allgemeng ass festzustellen, dass den éischten zitiererten Artikel op Aussoe vun zwee anonymen Membere vum Klima-Biergerrot baséiert. Dës Aussoen

entsprechen zum Deel faktuell net der Realitéit, an doriwier eraus gëtt hir generell Positioun zum Prozess vun enger grousser Majoritéit vun de Memberen och net gedeelt. Dës hunn eng sëllege Membere vis-à-vis vun den Organisateuren, intern – op enger interner Kommunikationsplattform vum Klima-Biergerrot – an öffentlech - a Form vu Kommentaren ënnert der Onlineversioun vum Artikel – zum Ausdrock – ruecht. D'Regierung wëllt och ervirhiewen, dass eng Rei am Artikel kritiséiert Virgäng vun de Membere selwer an internen Ofstëmmunge guttgeheescht goufen. Prinzipiell hunn d'Membere vum Klima-Biergerrot zu all Moment Afloss op d'Aart a Weis, wéi si hir Aarbechten organisieren, a virun allem Entscheidungsfräiheet iwwer hir inhaltlech Propositionen.

Am zweeten zitiererten Artikel kommen d'Organisateuren an zwee Membere vum Comité d'accompagnement zu Wuert. Déi Befroten hunn der Regierung ze verstoe ginn, dass si zousätzlech, net am Artikel zitiiert Aussoe gemaach hunn, déi Kriticken aus dem éischten Artikel widderleeën.

Déi concernéiert Ministère goufe weeder am Virfeld, nach no der Publikatioun vun deenen zwee Artikeler vun der Journalistin kontaktéiert.

– D'Regierung wëllt am Numm vun den Organisateuren an dem Comité d'accompagnement nach eng Kéier drop hiweisen, dass den zitiierten Artikel kengesfalls d'Meenung vun all de Membere vum Klima-Biergerrot erëmspigelt, mee sech just op d'Aussoe vun zwee anonymen Membere baséiert. Ganz am Géigendeel, fille sech vill Membere vun dësem Artikel net representéiert. Et ass ganz normal, dass et während engem Projet, wéi dem Klima-Biergerrot mat 100 Participanten, souwéi an all demokrateschem Prozess, zu Oneengkeete par rapport zum Prozess, zur Methodologie an och zu Konflikter op inhaltlechen Diskussione kënn. Dës Konflikter konnten intern geléist ginn an hunn zu kenge gréissere Problemer gefouert. Am Fall vun zwee Memberen hu sech dës Konflikter allerdéngs op d'Interaktioun mat den Organisateuren a mat verschiddenen Experten, wéi och op d'Zesummeschaffe vum Klima-Biergerrot ausgewierkt. Doropshi goufen dës zwee Memberen no Consultatioun mam Comité d'accompagnement vun der Organisation verwarnt a gebieden, hiert Behuelen ze änneren.

Prinzipiell ass et esou, dass den Input an d'Wënsch vun Memberen, wat d'Organisation vun den Aarbechten ubelaangt, gehéiert, eescht geholl a wa méiglech berécksiichtegt goufen a ginn. Sou ass et während dem ganze Prozess ëmmer erëm, an ofsprouch mam Comité d'accompagnement zu klengeren a gréisseren Upassung komm. Sou sinn zum Beispill op Wonsch vun de Memberen zousätzlech Echangé mat Experten organiséiert ginn an et gouf gemeinsam decidéiert, sech op déi deliberativ Aarbecht am Biergerrot ze konzentréieren a bis zur Presentatioun vun de Propositione medial net ze kommunizéieren. Eng aner grouss Ännerung betrëfft d'Verlängerung vun dem Projet insgesamt, déi fir d'éischt op Wonsch vu verschiddene Memberen an op Recommendation vum Comité d'accompagnement proposéiert gouf, an da vum Klima-Biergerrot diskutéiert an decidéiert ginn ass.

– An der Phas 1 vum Projet Klima-Biergerrot an de Méint Februar bis Juni sinn insgesamt 63 national an international Experten intervenéiert, dëst während de Visitten um Terrain, den Online-Presentationen a Froeronnen an den Aarbechtsweekender, fir de Membere vum Klima-Biergerrot e méiglechst breede Kontext, Informatiounen an Erklärungen iwwer déi verschiddene Sujeten ze ginn. Ronn een Drëttel vun dësen Experten schaffen op engem Ministère. Ronn ee Fënneftel vun dësen Experten schafft an enger parastaatlecher

Organisation oder enger Organisation mat engem Lien zum Staat. De Comité d'accompagnement ënnersträicht op dëser Plaz, dass d'Präsenz vun staatlechen a parastaatlechen Experte wichteg ass, fir de gesamte Spektrum vun engem Sujet ze belichten. De Comité d'accompagnement präziséiert och, dass si konnte beobachten, wéi déi staatlech a parastaatlech Experte fräi hir Meenung konnte soen a sech och kritesch zu politeschen Entscheidung geäussert hunn. Dës Experten hunn net aktiv un der Ausaarbechtung vun de Propositionen deelgeholl. Vertrieeder aus Ministère stoung während den Aarbechtsweekender zur Verfügung, fir op Demande vun de Memberen op konkret Froen ze äntweren.

Engagéiert ware Vertrieeder vun natur & ëmwelt, der ANF, IBLA, co-labor, dem Kass-Haff, der Lëtzebuurger Landjugend a Jongbaueren, der Bauerenzentral, der SEO/Soler, dem Syndicat des eaux du sud, der Klima-Agence, der Encevo, dem LIST, dem Klima-Team, dem Energie-Atelier, der Gemeng Schëffleng, der uni.lu, der Fedil, der SNHBM, Neobuild, OAI, CRTI-B, Uni Tréier, Valorlux, Hein déchets, Lamesch, Ecotec, Eco-trel, Voyages Emile Weber, dem LISER, der Creos, SDK, Luxinnovation, CFL, Sales-Lentz, Losch Digital Lab, Witry & Witry an dem Circular Economy Hub.

Och Vertrieeder aus dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohaltig Entwicklung, dem Ministère fir Energie a Landesplanung, dem Ministère fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten an dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwicklung hunn hir Expertis zur Verfügung gestallt, ouni op d'Positiounen vun de Membere vum Klima-Biergerrot anzewierken.

Et ass och ze notéieren, dass eng Rei weider Experte vun den Organisateuren ugefrot gi sinn, déi aus diverse Grënn net deelhuele konnten oder wollten.

– Den ursprüngeleche Planning ass vun de concernéierte Ministere opgestallt ginn, nodeems si Experten am Beräich vun der Biergerbedeelegung consultéiert hunn. Et gëtt ënnerschiddlech Approchen, fir un esou e Projet erunzuegoen. Änlech Projeten an der Vergaangenheet hu gewisen, dass d'Bedelegung vu ville Participanten no e puer Méint ofhëlt. D'Regierung wollt och verhënnern, dass d'Biergerconsultatioun vun de kommunalen an nationale Walcampagnen am Joer 2023 beaflosst gëtt. Dofir huet d'Regierung decidéiert, eng Approche mat méi intensiven Aarbechtsweekender zeréckzebehalen an de Projet Métt Juli 2022 ofzeschlëssen.

No den éischten Aarbechtsweekender huet sech erausgestallt, dass d'Membere sech méi Zäit wënschen, fir hir Propositione méi am Detail auszuschaffen an och hir Iwwerleeunge besser developpieren ze kënnen. Op Recommendation vum Comité d'accompagnement huet de Staatsministère zesumme mat den Organisateuren en alternative Planning ausgeschafft an de Membere virgestallt. Dëst war déi eenzeg Kéier, wou Vertrieeder vun Staatsministere, an ofsprouch mat den Organisateuren an dem Comité d'accompagnement, direkt mat de Memberen interagéiert hunn – och, fir op Froen zur Presentatioun vun de Propositionen, virun allem vis-à-vis vun der Chamber, kënnen anzegeen. D'Memberen hu sech mat grousser Majoritéit mat just zwou Géigestëmme fir dësen alternative Planning ausgeschwat. Dësen neie Planning gesäit vir, dass d'Memberen iwwer de Summer am Kader vun der Aarbechtsgruppe weider un hire Propositione schaffen kënnen, och nach eng Kéier fräi Experte consultéieren kënnen, a Métt September eng final Ofstëmmung iwwer d'Propositionen organisieren. Dës Phas gëtt Ufank Juli lancéiert an et zeechent sech eng Participatioun an e weideren Engagement vun enger grousser Majoritéit vun all de Memberen of. Ueschléissend wäerte Porte-parolle vum Klima-Biergerrot hir Propositionen

der Regierung, der Öffentlichkeit an der Chamber präsentieren. Ofschliessend freet d'Regierung en Débat de consultation an der Chamber un, während deem d'Deputéiert sech politesch zu de Propositione vum Klima-Bierrrot positionéiere kënnen. D'Regierung hirersäits wäert d'Propositionen an d'Ausschaffe vum neien nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) afléisse loosene.

– Et ass dem Comité d'accompagnement wichteg, drop hincweisen, datt de Klima-Bierrrot en demokratescht Experiment duerstellt. Konflikter a Kritik gehéieren zum Prozess vum esou engem Experiment derzou. D'Organisateuren, d'Experten an d'Regierung huelen dës Kriticken dofir ganz eescht, well si derbäi hëllefen, zukünftig participativ Projeten aneschtens ze organiséieren. Wéi schonn erwäänt, huet d'Regierung eng Konvention mat der Uni Lëtzebuerg ofgeschloss, fir de Projet wëssenschaftlech ze begleeden an no der Finalisatioun opzebereeden, fir esou wäertvoll Schlëss fir eventuell zukünftig Participatiounsprojeten ze zéien.

#### Quadracycles légers | Question 6370 (17/06/2022) de M. Serge Wilmes (CSV)

Ëmmer méi Autoshersteller bréngen sougenannten elektresch „quadracycles légers“ op de Marché, déi meeschtens net méi séier ewéi 45 km/h fuere kënnen a virun allem fir den urbanen Transport geduecht sinn. Fir a Frankräich mat engem „quadracycle léger“ oder enger „voiturette“, wéi se och nach genannt ginn, fuere ze kënnen, braucht ee kee Führerschäin, wann ee virun 1988 gebuer ass, währenddeems een hei zu Lëtzebuerg dofir e Führerschäin aus der Kategorie A1 braucht.

An deem Zesammenhang géif ech gär folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

– Gedenkt d'Regierung, de Code de la route esou ze modifizéieren, dass ee fir e „quadracycle léger“ kee Führerschäin méi brauch?

- Wa jo, wat sinn d'Argumenter, déi dofir schwätzen?
- Wann nee, wat schwätzt dogéint?

– Wëssend, dass e „quadracycle léger“ méi eelere Leit hëllefe kann, mobil ze bleiwen am Fall, wou si de Führerschäin net méi verlängert kréien, kéint den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte sech virstellen, an dëse Fäll de betraffene Leit d'Recht ze loosene, e „quadracycle léger“ fuere ze dierfen?

#### Réponse (14/07/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An dësem Zesammenhang ass ze erwänen, datt den Term „voiture sans permis“ irreführend ass, well dat net ganz der Realitéit entsprécht. Wann een a Frankräich virun dem 1. Januar 1988 gebuer ass, da braucht ee fir dës Gefierer effektiv, fir a Frankräich ze fuere, kee Führerschäin. Dëst ass op de sougenannten „droit acquis“ zeréckzeféiere fir déi Führerschäiner, déi virun dem eenheetlechen europäesche Führerschäin ausgestellt goufen. Dat géllt dann awer och just op dem franséischen Territoire. Wann een no 1988 gebuer ass, da braucht een awer, wéi a ganz Europa, de Führerschäin vun der Kategorie AM, fir mat dëse Gefierer op der Strooss dierfen ze fuere.

Dës Disposition ass et zu Lëtzebuerg ni ginn an e Führerschäin vun der Kategorie AM war nach ëmmer obligatoresch, fir e Mini-Auto ze fuere. Et ass och net méiglech, fir dat nodréiglech anzeféieren, well déi europäesch Direktiv dat net méi zouléist.

Dovunner ofgesi geet et drëm, fir all Verkéiersteilnehmer ze schützen, wa Leit de Führerschäin aus medezinesche Grënn net méi verlängert kréien, an och hei gétt et ganz kloer europäesch Reegelen.

#### Stratégie « Food4Future » de Restopolis | Question 6372 (20/06/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

45.000 Menüen zerwéiert Restopolis all Dag a sengen 80 Schoulrestauranten a -cafeteriaen. Zil vun der „Food4Future“-Strategie vu Restopolis ass et, méi lokal an ënnert de Krittäre vun der Biolandwirtschaft produzéiert Liewensmëttel op den Dësch ze bréngen. Wéi et schéngt, sinn awer déi entsprechend Virgabe vum Staat, un déi Restopolis sech bei der Gestiou vum senger Schoulrestauranten a -cafeteriaen hale muss, relativ vague gehalen. Et heescht, et géif keng konkreet Ziler ginn a Form vun Zuelen oder Prozentsätz beim Akaf vu Liewensmëttel aus regionalem an/oder biologeschem Ubau.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

– Kann den Här Minister confirméieren, dass Restopolis keng präzis Virgabe kritt, wat den Akaf vu Liewensmëttel aus lokalem an/oder biologeschem Ubau ugeet?

– Wa jo, wéi positionéiert sech den Här Minister par rapport zu dësem Spillraum, dee Restopolis bei der Gestiou vum sengen Etablissementer huet?

– Ass den Här Minister der Meenung, dass dëse Spillraum am Sënn vum Zil vun der Regierung ass, déi regional an och déi biologesch Landwirtschaft beschtméiglech ze ënnerstëtzen?

– Kann den Här Minister eis eng Opstellung virleeë mat alle Produkter aus der Lëtzebuerg Landwirtschaft, déi aktuell vu Restopolis akaaft ginn?

– Kann den Här Minister eis eng Opstellung virleeë mat de Produkter aus der biologescher Landwirtschaft, déi aktuell vu Restopolis akaaft ginn, opgeschlësselt no Lëtzebuerg, respektiv Net-Lëtzebuerg Produktion?

#### Réponse (04/08/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Restopolis hält sech beim Akaf vu Liewensmëttel aus lokalem an/oder biologeschem Ubau un d'Richtlinnen, déi vun der Regierung ausgeschafft, respektiv validéiert goufen. Et handelt sech dobäi ëm déi folgend Virgaben:

- den nationalen Aktionsplang fir d'Promotioun vun der biologescher Landwirtschaft PAN-Bio 2025;
- den „3<sup>e</sup> Plan de développement durable“;
- d'Entwécklungsplang vun de Schoulen.

Den nationalen Aktionsplang fir d'Promotioun vun der biologescher Landwirtschaft PAN-Bio 2025 gesäit Folgendes vir:

« D'ici 2025, dans les établissements de restauration collective, en commençant par la restauration collective subventionnée par l'État, 50 % des produits proviendront de l'agriculture luxembourgeoise dont 2/5 de produits issus de l'agriculture biologique et 3/5 de produits issus de l'agriculture locale avec priorité accordée aux produits provenant de l'agriculture en conversion. »

(Ausuch vun der Säit 17 aus dem Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique PAN-Bio 2025 vum Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung)

Restopolis setzt d'Richtlinne vun der Regierung gewëssenhaft ëm an huet d'Ziler am Kader vum PAN-Bio 2025 Aktionsplang fir dëst Joer net nëmmen erreecht, mee souguer iwwerschritt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Des Weidere wéll ech nach op d'Food4Future-Konzept verweisen, dat vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend presentéiert gouf an alldeeglech an de Kantine vu Restopolis ëmgesat gëtt. Dëst Konzept definéiert kloer Ziler, déi Restopolis soll errechen.

ad 2. an 3. Hei verweisen ech déi honorabel Deputéiert op d'Antwort op déi éischt Fro.

ad 4. a 5. D'Antworten op dës Froen stinn am Tableau, deen hei ugespéngelt ass.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

#### « Needle spiking » | Question 6379 (21/06/2022) de M. Gusty Graas (DP)

« Le Figaro » du 17 juin 2022, ainsi que les journaux allemands « Augsburger Allgemeine » et « Frankfurter Allgemeine Zeitung » rapportent récemment sur la pratique du « needle spiking », tendance dangereuse ayant fait son retour dans les bars, discothèques, salles de concerts et aux festivals.

Il s'agirait ici d'attaques « sauvages » à la seringue, et qui peuvent avoir des effets immédiats tels des bouffées de chaleur, des vertiges et la perte de connaissance, ainsi que des effets dits « retardés » avec des marques de bleus sur les corps des victimes piquées. Pour une majorité des personnes lésées, un contrôle à l'hôpital s'avère indispensable afin d'examiner si un viol a lieu, ou afin d'administrer des traitements préventifs contre le VIH.

Selon « Le Figaro », 1.098 victimes auraient été enregistrées en France. Cependant, des occurrences se seraient également produites au Royaume-Uni et plus récemment en Allemagne. Avec la saison des concerts « open air » et des festivals devant nous, le Centre universitaire de Dijon a dès lors mis en place un protocole spécifique pour aider les victimes de piqûres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame la Ministre de la Santé :

1) Est-ce que Monsieur et Madame les Ministres sont au courant de cas de « piqûres sauvages » au Luxembourg depuis la réapparition de cette tendance dangereuse au début de cette année ?

2) Quelles sont les démarches de la Police grand-ducale lors d'attaques similaires au Luxembourg ?

3) Quelles sont les démarches à suivre pour des victimes de telles attaques au Luxembourg au niveau policier et au niveau médical ?

4) Existe-t-il au niveau des soins médicaux au Luxembourg une procédure pour traiter des victimes de telles piqûres ?

5) Dans la négative, Madame la Ministre de la Santé considère-t-elle utile la mise en place d'un protocole à l'instar de l'exemple du Centre hospitalier de Dijon ?

#### Réponse commune (22/07/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) La Police grand-ducale n'a pas encore été saisie d'une telle enquête.

ad 2) Lors d'une infraction, indépendamment de sa nature, la police agit dans sa mission de police judiciaire et applique strictement les règles fixées par le Code de procédure pénale.

ad 3) Tout citoyen peut s'adresser à la police dans n'importe quel commissariat de police pour porter plainte en cas d'infraction constatée. Une enquête suit alors son cours.



Au niveau médical les victimes doivent s'adresser dans les plus brefs délais au service d'urgence hospitalier de garde.

ad 4) et 5) Une personne victime d'une piqûre accidentelle ou intentionnelle devrait s'adresser dans les plus brefs délais au service d'urgence hospitalier qui est de garde et qui connaît la procédure à appliquer, notamment pour la prévention de transmission de maladies infectieuses.

Au besoin et en cas de questions, ce service peut également se mettre en contact avec le service national des maladies infectieuses.

**Réglementation de la circulation lors de processions** | Question **6380** (21/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

E Sonndeg, den 19. Juli, waren op verschiddene Plazen am Land Fronleichnam-Prozessiounen, wou, deelweis begleet duerch Museksveräiner, d'Leit zesumme mat Kierchevertrieder duerch d'Dierfer bei d'Kapelle ginn.

Zu Maarnech ass et an deem Kontext zu méi geféierleche Virfäll komm, wat d'Ofséchere vun dëser Prozessiou am Hibleck op de Stroosseverkéier ugeet. An de leschte Joren huet zu Maarnech d'Police de Verkéier gereegelt, wann d'Prozessiou duerch d'Duerf gaangen ass. Dëst Joer war allerdéngs keng Police present, fir de Verkéier ze reegelen, firwat et dann och zu méi chaoteschen, respektiv geféierleche Situatiounen komm ass, wat de Schutz vun de Leit virum Stroosseverkéier ugeet.

An deem Kontext géife mir dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister erklären, firwat notament zu Maarnech – anescht ewéi déi Jore virdrun – keng Police méi op der Plaz war, fir bei der Fronleichnam-Prozessiou de Verkéier ze reegelen?

2. Weess den Här Minister eventuell, ob et och nach op anere Plazen am Land, wou Fronleichnam-Prozessiouen stattfonnt hunn, anescht ewéi déi Jore virdrun, keng Police méi op der Plaz war, fir de Verkéier ze reegelen? Wat sinn d'Grënn hefir?

3. Wéi gesäit allgemeng de rechtliche Kader aus, wat d'Reegele vun Verkéier ugeet bei Manifestatiounen an/oder Prozessiouen, wou gréisser Gruppe vu Leit sech ze Fouss op de Stroosse fortbeweegen?

**Réponse** (12/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. Prinzipiell reechen d'Verantwortlecher vun esou Organisatiounen eng Demande fir Policepresenz eran, sief et schréfflech oder mündlech, där d'Police nokënn, wann d'Situatioun et erfuerdert.

No Ofsprooch mam Verantwortleche vun der Fronleichnam-Prozessiou zu Maarnech war ausgemaach ginn, dass d'Police hei kee Verkéiersdénkscht géif maachen. D'Police huet fir d'lescht am Joer 2018 e Verkéiersdénkscht am Kader vun der Fronleichnam-Prozessiou zu Maarnech gemaach.

Ee Virfall vu Maarnech, deen als geféierlech kéint bezeechent ginn, war onofhängeg vu Policepresenz a war op en onvirsichtegt Behuele beim Eriwwergo vun enger Strooss zeréckzeféieren.

ad 3. D'Artikelen 138 an 162 vum Code de la route reegelen d'gesetzlech Bestëmmungen, déi applikabel si fir Gruppe vu Persounen, autoriséiert Cortègeen, Prozessiouen a Marschkolonnen vun der Arméi, déi sech op der öffentlecher Strooss deplacéieren.

Hei gétt festgehalen, dass et deenen opgezielte Kategorien erlaabt ass, sech op der rietser Säit vun der Fuebunn ze beweegen.

Aner Usagere vun der Strooss dierfe just mat där néideger Virsicht laanscht fueren an op kee Fall sou e Grupp, Cortège, Prozessiou oder Marschkolonn deelen oder schneiden.

Och wann de Code de la route also keng Ofsécherung duerch d'Police virgesäit, kuckt d'Police am Kader vun hirer Obligatioun, d'öffentlech Uerdnung a Sécherheet ze assuréieren, prinzipiell ëmmer no Récksprouch mat den Organisateuren, wéi een am beschte fir de sécheren Oflaf vum Evenement ka suergen.

**Étude sur le cannabis** | Question **6381** (21/06/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Am Kader vun der Legaliséierung vum Cannabis soll tëschent Dezember 2022 an Abrëll 2023 zu Lëtzebuerg eng detailléiert Studie zum Thema Drogen duerchgefouert ginn. Och den Ubau vun Hanf fir medezinnesch Zwecker ass geplangt. An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Wat genee gétt an der Studie analyséiert?
2. Wien ass responsabel fir d'Erhiewe vun den Daten? Wéi gétt déi Etude um Terrain genee duerchgefouert, wéi vill Leit gi gefrot?
3. Ginn d'Resultater vun dëser Studie publik gemaach? Wa jo, wéini?
4. Wat fir Konditiounen mussen Betriber erfëllen, déi wëllen Hanf fir medezinnesch Zwecker ubauen? Ginn déi Betriber, déi zu de Pionéier vum Hanfubau hei zu Lëtzebuerg gehéieren, bevirdeelegt?

**Réponse commune** (21/07/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Am Hibleck op déi zukünfteg Reglementéierung vum Cannabis fir net medezinnesch Zwecker ginn d'Donnéen erhiewen, déi néideg sinn, fir eng entspreechend an nuanciéiert Bewäertung vun der Drogosituation ze erméiglechen. Et ass och wichteg, fir weider Donnéeën virum enger Reglementéierung vum Cannabis ze erhiewen, an eng „Baseline“ ze schafen, fir den Impakt vun där neier Reglementéierung bewäerten ze kënnen.

D'Prevalenz an d'Konsumustere gehéieren zu den Haaptindicateuren, déi vum Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) benotzt ginn, fir d'Drogosituation an Europa ze bewäerten. Dës hëllefen, fir de Konsum, d'Risikoperceptioun, d'sozial a gesondheetlech Korrelatiounen ze verstoen, souwéi och d'Konsequenze vum illegalen Drogekonsum. Dës Indicateure benotzen eng gewëssen Unzuel vun Outils, insbesonnesch probabilistesche Enquêtes an der allgemenger Bevëlkerung („General Population Survey“), déi et erméiglechen, fir zouverlässeg, objektiv a representativ Donnéeën ze kréien.

Eng „General Population Survey“ wäert also d'Disponibilitéit vun nationalen Donnéeën a Statistiken iwwert d'Drogosituation am Grand-Duché erhéijen.

ad 2. Vu dass de Cahier des charges fir dës Studie am Laf vun dësem Summer publizéiert wäert ginn, ass nach net gewosst, wie fir d'Erhiewe vun den Date responsabel wäert sinn. Och hânt et vun där zréckbehaleger Methodologie of, wéi dës Etude genau um Terrain duerchgefouert wäert ginn a wéi vill Leit gefrot ginn.

ad 3. D'Resultater wäerte public gemaach ginn. De genauen Zäitpunkt hânt awer vum Mandataire of.

ad 4. Momentan ass eng Analyse juridique amgaangen. Op Basis dovunner wäerten dann och Äntwerten op eng ganz Rei Froen, ewéi z. B. déi vun de Konditiounen an och den Auswielkrittäre vun de Produzente fonnt ginn.

**Buts de guerre de l'Ukraine** | Question **6384** (21/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Zënter der Annexiou vun der Krim 2014 hunn déi politesch Verantwortlecher an der Ukrain ëmmer nees hire Wëllen ënnerstrach, dës Regioun nees an d'Ukrain ze integréieren. Fir d'lescht huet den ukrainesche President dat a senger Videobotschaft vum 13. Juni 2022 gemaach, verbonne mat der Fuerderung no méi Wafeliwwerunge vun Westen. Allerdéngs huet hie selwer de 24. Mee zu Davos gesot, dass dat nëmme duerch schwéier militäresch Verloschter kéint erreecht ginn.

Am Laf vun der Zäit héiert een och ëmmer nees anescht formuléiert Krichsziler vun ukrainescher Säit.

Lëtzebuerg gehéiert zu deene Länner, déi d'Ukrain politesch an diplomatesch ënnerstëtzen an hir och Waffe liwweren.

Duerfir wëll ech dës Fro un den Här Bausseminister stellen:

1. Wéi eng ukrainesch Krichsziler gi genee vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt? Ass et z. B. „d'Zréckdränge vun de russeschen Truppen op d'Positiounen vu virum 24. Februar“ oder d'„Verdreiwung vun alle russeschen Truppe vun all Stéck vun ukraineschen Territoire“ oder nach en anert Krichszil?

2. Ënnerstëtzt déi Lëtzebuurger Regierung eng militäresch Zeréckeruewerung vun der Krim duerch d'Ukrain? Wa jo, wéi eng Risike gesäit si bei sou enger Politik?

**Réponse** (21/07/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. An der Ukrain stinn sech zwou Krichsparteie géigeniwwer: den Aggressorstaat Russland an d'Ukrain. Lëtzebuerg ass net eng Krichspartei an dësem Konflikt: also keng „partie au conflit“ am Sënn vun internationale Recht. Deemno ënnerstëtzt Lëtzebuerg och keng spezifesch Krichsziler. Laut UN-Charta, a wéi och an der Resolutioun ES-11/1 festgehalen, déi den 2. März 2022 vun der UNO-Vollversammlung ugeholl gouf, huet d'Ukrain Recht op Selbstverdeedegung. Déi selwecht Resolutioun fuerdert Russland dozou op, sech direkt a komplett aus dem Territoire vun der Ukrain a sengen international unerkannte Grenzen zréckzézéien.

ad 2. Zesumme mat 140 anere Membere vun der UNO-Vollversammlung huet Lëtzebuerg d'Resolutioun ES-11/1 gestëmmt, déi Russland dozou opfuerdert, d'territorial Integritéit vun der Ukrain ze respektéieren a sech direkt komplett a bedéngungslos aus dem Territoire vun der Ukrain a sengen international unerkannte Grenzen zréckzézéien.

**Résidences pour artistes** | Question **6385** (22/06/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Viru Kuerzem ass am fréiere Bridderhaus zu Esch-Uelzecht eng Residenz fir Kënschtler ageweit ginn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

– Wéi vill Residenze fir Artiste gétt et de Moment am Land an a wat fir engen Uertschafte sinn si lokaliséiert?

– Wéi vill Kapazität hunn dës Residenzen a wéi sinn si an de leschte Joren ausgelascht gewiescht?

– Wéi laang ginn dës Residenzen am Duerchschnëtt bewunnt an aus wat fir enge Länner kommen déi meescht Kënschtler?

– Wéi vill sou Wunnenge gëtt et de Moment am Éislek a wéi sinn dës ausgelaascht? Ass et virgesinn, fir méi där Wunnengen am ländleche Raum ze schafen, z. B. an enger Uertschaft wéi Clief, déi jo den Titel „Cité de l’image“ dréit, oder zu Veianen, déi jo och reegelméisseg Ausstellungen mat international unerkannte Kënschtler organiséiert? Oder an enger aler Kulturstad wéi Iechternach?

**Réponse** (22/07/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

A senger parlamentarescher Fro bezitt den honorabelen Deputéierte sech op d’Residenz Bridderhaus zu Esch-Uelzecht, déi de 16. Juni 2022 ageweit gouf. Et handelt sech heibäi ëm eng Kënschtlerresidenz, an där d’Kënschtler souwuel wunne wéi och schaffe kënnen.

Woubäi dës Ministère ronn 17 verschidde Strukturen, déi zu Lëtzebuerg Residenzprogrammer ubidden, rezenséiert huet, offrëieren déi mannsten d’Formule Logement plus Kreatiounsatelier a gräife meeschtens op extern Logementsméiglechkeeten zréck. Hei wienner ënner aneren ze ernimmen: d’Residenz vun der AAPL (Association des artistes plasticiens du Luxembourg), Bâtiment 4 vu fr’Esch ASBL, d’Residenzen am DudeTownHouse an am Appartement Dominique Lang vum Centre culturel Opderschmelz, d’Artist Residency vum CNA, d’Struwelpippi Kinder und Jugendbuchautorenresidenz zu Iechternach, d’Résidence d’auteur vum Théâtre national du Luxembourg, d’Residenz vun der Kulturfabrik, d’ILL Residenz vun Independent Little Lies, d’Residenz vun Kulturhuf, d’Luxembourg Philharmonic Orchestra Academy an der Maison des Académiciens, de Residenzprogramm vum TROIS C-L oder nach d’Residenz fir d’Laureate vun der Biennale des étudiants en art et jeunes artistes vu ViArt ASBL zu Veianen. De Kulturministère selwer hat am Kontext vun der Covid-19-Pandemie mat enger finanzieller Ënnerstützung fir den Accueil vun Artistes associés 18 Residenzprogrammer erméiglecht.

Vu datt d’Fro vum honorabelen Deputéierte sech op Residenze mat Wunnenge bezéien, ergi sech follgend Äntwerten.

Et bestinn aktuell 6 Kënschtlerresidenzen, déi souwuel Wunnenge wéi och Kreatiounsraum beinhalten, 2 dovunner sinn eréischt am Laf vun 2022 entstanen an eng am Laf vun 2021. Vun dëser Residenz befanne sech der 3 an der Stad Lëtzebuerg (Casino Display Residenz, Canopée – Résidence pour artistes an Neimënster), eng zu Esch-Uelzecht (Bridderhaus), eng zu Iechternach (Trifolion – Maison gothique) an eng zu Buerglënster (Résidence-mission vum Kulturministère). Zesummen hunn dës Kënschtlerresidenzen eng Kapazitéit vun ronn 50 Persounen.

An de leschte Joren huet den Occupationstaux staark variéiert, notament wéinst der Covid-19-Pandemie. Fir 2022 läit den aktuellen Occupationstaux tëschent 0 % (wéinst Renovéierungsarbeiten) an 100 %. Déi meeschte Kënschtler koumen aus Lëtzebuerg, suivéiert vu Frankräich an Däitschland.

D’Duerchschnëttsdauer vun dëser Residenz variéiert jee no Struktur a situéiert sech tëschent 11 Deeg fir déi eng an 1 bis 3 Méint fir déi aner. D’Résidence-mission vum Kulturministère an den Annexe vum Buerglënster Schlass gëtt dem Artistekollektiv K+A fir dräi Joer zur Verfügung gestallt.

Woubäi eis am Éislek aktuell keng Kënschtlerresidenz, esou wéi se am Kontext vun dëser Ufro definéiert gëtt, bekannt ass, sou ass awer z. B. geplangt, datt am Ermitage zu Klierf deemnächst Kënschtlerresidenz vu

verschiddene Strukturen kënnen ugebuede ginn. Och sief rappeléiert, datt et am ländleche Raum schon Initiative ginn, déi zäitlech begrenzt Residenzprogrammer ëmsetzen, wéi z. B. déi uewe genannte Residenz fir d’Laureate vun der Biennale des étudiants en art et jeunes artistes zu Veianen, oder d’Kënschtlerresidenz vum Kulturhuf zu Gréiwemaacher.

**Promoteurs publics** | Question **6388** (22/06/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

Fir den Drock op den Immobiliemarché ze reduzéieren, gëtt zu Lëtzebuerg vill vun der öffentlecher Hand gebaut, notament duerch de Fonds du logement (FOL) an d’Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM).

An deem Zusammenhang géif ech dem Här Logementsminister gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Wunnunitéite während de Joren 2019 bis 2021 jee weils fir de FOL an d’SNHBM fäerdeg gestallt goufen? Wéi vill bewunnbar Meterkaareen?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi héich den duerchschnëtleche Baupräis pro bewunnebare Quadratmeter war fir de FOL an d’SNHBM 2019–2021?

3. Wéi héich waren d’Personalkäschten an d’Funktionskäschten pro gebauntem a bewunnebarem Quadratmeter fir de FOL an d’SNHBM 2019–2021?

**Réponse** (18/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

Déi vum Deputéierte gefrote Statistike ginn net alle guete systematesch erfaasst a gehéieren a puncto SNHBM SA och zum Deel zu wettbewerbsrelevanten Zuelen a kënnen aus deem Grond net öffentlech gemaach ginn.

ad 1. Déi pro Joer fäerdeg gestallte Wunnenge fannt Dir an de jee weilege Rapports d’activités vun dem Fonds du logement an der SNHBM. Am Detail gesäit dat follgendermoossen aus:

(*tableau à consulter auprès de l’Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)*).

D’Gréisst vun de Wunnengen ass pro Projet disponibel, awer net zentral ofruffbar. Dëst ännert, wann den Nationale Regéister fir déi erschwénglech Wunnengen – RENLA en place ass.

An der Moyenne ass ee Logement ronn 82 m<sup>2</sup> Wunnfläch grouss. Appartementer si jee no Typologie 45–110 m<sup>2</sup> grouss, Haiser maximal 140 m<sup>2</sup>.

ad 2. Duerchschnëttspräisser aus de Ventè vu FdL a SNHBM an de leschte Méint stelle sech follgendermoossen duer:

D’Verkaufspräisser fir subventionéiert Eefamilljenhaiser (Indice 924,32) situéiere sech tëscht 3.889 €/m<sup>2</sup>\_SUH bis op 4.688 €/m<sup>2</sup>\_SUH.

D’Verkaufspräisser fir subventionéiert Appartementer (Indice 924,32) situéiere sech tëscht 4.101 €/m<sup>2</sup>\_SUH bis 4.745 €/m<sup>2</sup>\_SUH.

Wichtig ze soen ass, dass dee Präis mat 17 % TVA ass. D’Acquereure kënnen also nach bis zu max. 50.000 € TVA (Taux réduit 3 %) beim Enregistrement zréckfroen.

ad 3. D’Personalkäschten a Fonctionnementskäschten ginn net eenzel fir all Projet gerechent. An der Vente applizéieren d’Promoteurs publics e Coefficient d’entreprise vun ronn 10 %, deen déi sogenannten „Overhead-Käschten“ ofdeckt an am Verkaufspräis inclus ass. Dëse Koeffizient hëlt direkt an indirekt Personalkäschten, esouwéi all aner indirekt Käschten en charge a

gëtt reegelméisseg opgrond vun der Analys vun de Joreskonten aktualiséiert.

**Blocage du transit vers Kaliningrad** | Question **6390** (22/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Besonnenesch déi fréier Ostblockstaaten an der EU an der NATO an hei virun allem déi baltesch Länner a Polen verrieden eng dacks ganz radikal antirussesch Positioun, besonnenesch och am aktuelle Kontext vum Konflikt an der Ukrain. Russland beschëllegt elo Litauen, de Persounen- a Wuerverkéier mat der russescher Enklav Kaliningrad ze blockéieren an domat méi wäit ze goen, wéi d’EU-Sanktiounen an d’EU-Recht et virgesinn. D’EU a Litauen demontéieren eng Blockad vu Kaliningrad. D’EU wëllt dat awer nach rechtlech iwwerpräiwen.

Et ass evident, datt dës Entwécklung ka ganz geféierlech ginn. Dowéinst wëllt ech der Regierung dës dréngend Fro stellen:

1. Wéi schätzt d’Regierung déi aktuell Spannungen tëschent Russland a Litauen an? Ass si der Meening, datt Litauen am Kontext vu Kaliningrad iwwert déi europäesch Sanktiounen erausgeet oder si strikt respektéiert?

2. Am Fall, wou Litauen d’Sanktiounen sollt korrekt applizéieren, missten d’EU-Sanktiounen dann net esou ugepasst ginn, datt et net zu enger Kris ëm Kaliningrad ka kommen? Wann nee, also wa Litauen sollt Russland wëlle provozéieren, wéi wëllt d’Regierung da reagéieren?

3. Am Kader vun der eFP (enhanced Forward Presence) vun der NATO si Lëtzebuurger Militär a Litauen. Am Fall, wou Litauen d’EU-Sanktiounen sollt „iwwerinterpretéieren“ a bewosst a virsätzlech d’Spannung mat Moskau sollt erhéijen, wär d’Regierung bereet, fir déi Lëtzebuurger Militär direkt ze rapatriéieren?

**Réponse commune** (21/07/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch**, Ministre de la Défense

ad 1. D’Regierung suivéiert d’Situatioun a steet am Kontakt mat hire litauischen Homologen, souwéi mat allen aneren EU-Memberstaaten a mat der EU-Kommissioun. De President vu Litauen an den Héije Vertrieber vun der EU fir Aussen- a Sécherheetspolitik, den Här Josep Borrell, hu kloer gemaach, datt déi litauesch Administratioun d’Richtlinie vun der Europäescher Kommissioun am Aklang mat den EU-Sanktiounen ëmsetzt.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro gesot, huet Litauen d’Richtlinie vun der EU-Kommissioun am Aklang mat den EU-Sanktiounen ëmgesat. D’Kommissioun huet den 13. Juli 2022 nei Richtlinnen erausginn. Dës Richtlinie präziséieren, datt den Transit vu sanktionéierte Gidder duerch den Territoire vun der EU op Kaliningrad iwwert d’Stroos net erlaabt ass. Fir de Schinnentransport gëtt et allerdéngs kee spezielle Regime, deen dëst verbit. Den Transit vu sanktionéierte Militärgidder, Dual-Use Gidder an Technologie, wéi si an dem Reglement (EU) 2021/821 definéiert sinn, bleiwe verbueden.

Dëst hieft d’Verpflichtung vun de Memberstaaten awer net op, all Form vun Ëmgoen vun de Sanktiounen ze verhënneren. D’Autoritéite vun de Memberstaaten sollen dofir geziilt, proportional an effektiv Kontrolle maachen an aner passend Moosnamen ergräifen, fir e Verstouss géint EU-Reglementer ze verhënneren. Dofir sollen d’Memberstaaten och kontrolléieren, datt d’Transitvolumen am Aklang bleiwe mat den historreschen Duerchschnëttswäerter vun de leschten dräi Joer, an datt et do keng ongewéinlech Fluxen oder



Handelsmuster gëtt, déi op en Ëmgoe vun de Sanktiounen hiweise kéinten. An esou engem Fall sollen d'Memberstaaten all néideg Moossnamen huelen, déi an der europäescher Gesetzgebung virgesi sinn, inklusiv de Refus vum Transit an d'Festhale vun de betroffene Wueren.

ad 3. Als Reaktioun op d'Verschäerfung vun der Sécherheetslag un hirer Ostflank huet d'NATO eng Rei Mesurë getraff, ënner anerem en Opstocke vun Truppen, och a Litauen. D'Verschlechterung vun der Sécherheetslag geet zeréck op déi äusserst brutal a vëlkerrechtswidder Aggressioun vun Russland géigeniwwer der Ukrain. D'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt all d'Mesuren, déi vun der NATO geholl goufen an huet dofir och net wëlles, d'Lëtzebuurger Zaldoten aus Litauen ofzezéien.

### Heures supplémentaires des forces de l'ordre | Question 6391 (22/06/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Joer 2021 grad ewéi an deenen éischte Méint vun dësem Joer hunn zu Lëtzebuerg reegelméisseg Manifestatiounen stattfonnt. Dës Manifestatiounen sinn ëmmer vun der Police ofgeséichert ginn, fir d'Manifestanten an och d'Matbierger ronderëm d'Manifestatioun ze schützen an och Materialschied ze vermeiden. An deem Kader si mengen Informatiounen no eng considerabel Zuel un Iwwerstonne vu verschiddene Beamten a Beamtinne gelescht ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Wéi vill Iwwerstonnen hu Beamtenne vun der Police, déi fir d'Manifestatiounen zoustänneg waren, ugesammelt?
2. Wéi vill vun dësen Iwwerstonne goufen erageholl?
3. Wéi vill vun dësen Iwwerstonne goufen ausbezuelte?
4. Wéi vill vun dësen Iwwerstonne sinn nach net ausbezuelte ginn?

### Réponse (07/07/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. Et ass net méiglech, eng generell Äntwert op dës Fro ze ginn, well d'Police keen Zentralregister fir esou Stonnen huet. Heifir missten all eenzel Asätz recherchéiert ginn an d'Stonne vun den Agenten individuell zesummegerechent ginn.

Zousätzlech Informatiounen zum Calcul vun Aarbechtsstonne befanne sech an den Äntwerten heidrënner.

ad 2. bis 4. D'Aféiere vum sougenannten Zäitspuerkont (CET) huet eng quasi individualiséiert Gestiou vun de geleschten Iwwerstonne mat sech bruecht. Et ass schwéier nozevollzéien, ob déi Stonnen, déi spezifesch am Kader vun de genannte Manifestatiounen gelescht gi sinn, um Enn vum concernéierte Mount ausbezuelte ginn, während deem Mount erageholl gi sinn, respektiv weiderhin um Zäitspuerkont stinn, fir se am Laf vun der Carrière eranzehuelen, oder ob se um Moment vun der Pensioun ausbezuelte ginn.

Erschwéierend kënn ënner anerem derbäi, dass Iwwerstonnen, déi eventuell während deem Mount gelescht goufen, déi awer net mat de Manifestatiounen verbonne sinn, an d'Comptabilisatioun vun deem concernéierte Mount afléissen.

Et kann een also just festhalen, dass all concernéierte Member vun der Police d'Iwwerstonne comptabiliséiert kritt, dass keng verluer geet an dass se „kompenséiert“ kënnen ginn, ënner där Form, déi de concernéierte Member am beschten arrangéiert.

### Nuisances sonores causées par des motos | Question 6392 (22/06/2022) de M. André Bauler (DP)

Ëmmer nees fille sech Awunner duerch de Kaméidi vu verschiddene Motorrieder belästegt, grad am Fréijoer a Summer, wou nees méi Motosfuierer ënnerwee sinn. Dat schuet och dem Ruff vun deene Motorradfuierer, déi sech ganz responsabel op eise Stroosse verhalten. An deem Kader ass den Norde vum Land bekanntlech eng beléiften Destinatioun fir de Motorradtourismus, besonnesch deen aus eisen Nopeschlänner.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Motorrieder sinn zanter Juni 2020 a Juni 2022 op eise Stroosse kontrolléiert ginn?
2. Wéi vill vun dësen waren a puncto Sécherheet a Kaméidi net konform zu de virgeschriwwene Reegelen?
3. A wat fir enge Landesdeeler bezéiungsweis op wat fir enge spezifesch Strecken sinn dës Kontrollen gemaach ginn?
4. Wéi vill auslännesch Motorrieder si protokolliéiert ginn? Wéi héich ass hiren Undeel ënner alle protokolliéierte Motorrieder?
5. Huet d'Police an de leschte Jore spezifesch Kontrollen a Wunnquartiere gemaach a puncto Kaméidibelästegung duerch getunete Motorrieder?
6. Ass virgesinn, fir an noer Zukunft verstärkt sou Kontrollen duerchzeféieren?

### Réponse (12/07/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. D'Police féiert keng Statistiken iwwer d'Zuel vu Kontrollen vun engem spezifeschem Typ vu Gefierer. Statistike vu Verkéierskontrollen erméiglechen awer feststellen, wéi vill Infraktiounen vun engem spezifeschem Typ vu Gefierer konstatéiert an duerch en Avertissement taxé sanktionéiert goufen. Datebanken erlaben et och net, automatiséiert erauszefannen, ob ee selwechte Chauffeur fir e puer Infraktiounen sanktionéiert gouf. Ënner all deene Reserve kann ee festhalen, dass an der Period vum Juni 2020 bis Juni 2022 insgesamt 2.468 Avertissements taxés géint Motosfuierer ausgestellt goufen.

ad 2. Vun den 2.468 Avertissements taxés sinn der ronn 900 wéinst diverse Sécherheetsmängel a Kaméidi ausgestellt ginn.

ad 3. Am Kader vu hiren deeglechen Aufgabe féiert d'Police am ganze Land Verkéierskontrollen duerch, woubäi e besonnesche Fokus op déi accidentogène Strecken gesat gëtt. An de Summerméint gi verstärkt Motorradskontrolle gemaach, virun allem am Norden an am Oste vum Land op méi touristesche Strecken.

ad 4. 55 % vun den Infraktiounen goufen tëschent Juni 2020 a Juni 2021 bei auslännesche Motorradfuierer festgestallt.

ad 5. D'Police féiert all Dag am ganze Land Verkéierskontrollen duerch. Heibäi gi verschidde Krittere berécksiichtegt, ënner anerem d'Accidentologie, d'Auswärtung vum eisen automatiséierten Zielungen, Doleancé vu lokalen a regionalen Autoritéiten, fir d'Emplacementer vun de Kontrollen ze bestëmmen.

Wéi schonn an der parlamentarescher Fro N° 6407 vum 27. Juni 2022 vum honorabelen Deputéierte Mars Di Bartolomeo erkläert, verfüügt d'Police net iwwer déi néideg technesch Equipementer, fir spezifesch Kontrollen betreffend Kaméidibelästegung ze maachen. Dowéinst ass dat da bis elo just punktuell an an Zesummenaarbecht mat Experte vum MMTP, SNCA an TÜV Rheinland gemaach ginn.

ad 6. Aktuell verfüügt d'Police iwwer keng Informatiounen, déi verstärkt Kontrolle géifen erfuerderlech maachen.

### Enfouissement de lignes à haute tension | Question 6393 (22/06/2022) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Le 9 août 2019, une tornade avait causé d'importants dégâts dans les communes de Käerjeng et de Pétange. Entre autres, quatre pylônes de la société Sotel avaient été endommagés. À ma question parlementaire n° 1819 du 3 février 2020, qui portait en partie sur la possibilité d'un enfouissement des lignes Sotel, Monsieur le Ministre de l'Énergie avait répondu que « L'envergure des travaux, les coûts y associés et l'impact environnemental et visuel de la mise en souterrain de lignes électriques à haute et à très haute tension étant très importants, la mise en souterrain systématique des lignes à haute ou à très haute tension n'est pas prévue ni par Sotel ni par Creos. »

Or, il me revient que d'importants travaux d'excavation liés à l'enfouissement de lignes à haute tension sur tout le long de l'A13 au départ de la Biff en direction de Sanem ont débuté il y a quelques semaines. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

- 1) Monsieur le Ministre avait-il connaissance du projet de Creos qui prévoit l'enfouissement de lignes à haute tension le long de l'A13 en mars 2020 lorsqu'il a formulé sa réponse à ma question ? Sinon, quand est-ce que Creos a pris la décision concernant ce projet ? Est-ce qu'il s'agit de l'enfouissement de lignes existantes ou de lignes supplémentaires ?
- 2) Au vu de la proximité de la ligne aérienne endommagée en 2019 n'aurait-il pas été possible de profiter de ces travaux d'envergure pour enfouir également en partie les lignes aériennes Sotel ?
- 3) Sinon, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'on devrait dans le contexte du chantier actuel prévoir un enfouissement futur des lignes aériennes existantes ?
- 4) De quelle manière les résidents des communes touchées par le chantier Creos ont été informés sur les travaux en cours et sur leur finalité ?

### Réponse (02/08/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) Afin d'augmenter la fiabilité et la robustesse du réseau à haute tension dans la région Sud-Ouest du pays, et considérant que cette région est principalement alimentée par les postes de transformation de Biff, Lamadelaine et Sanem, et qu'un défaut sur une de ces liaisons pourrait entraîner qu'une partie de ladite région pourrait se voir privée d'alimentation électrique, Creos avait conclu à la nécessité et décidé, conformément à son obligation légale de garantir la sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique des clients finals, de construire une nouvelle liaison de bouclage entre les postes de Lamadelaine et de Sanem permettant ainsi d'avoir une seconde voie d'alimentation en cas d'avarie sur une des autres liaisons. Sur demande, Creos a affirmé que les études pour trouver un tracé de cette nouvelle ligne avaient été réalisées en 2019. Une demande d'autorisation en vertu de l'article 41 de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité a été introduite au ministère en juin 2020.

ad 2) Après la tornade en août 2019, la priorité de Sotel était un rétablissement de l'alimentation en énergie électrique de ses sites dans les délais les plus courts. Une reconstruction de la ligne aérienne endommagée par des câbles souterrains aurait nécessité des études et des travaux de planification

approfondis, ainsi que des travaux de génie civil considérables qui n'auraient pas été compatibles avec l'urgence de la situation.

Non seulement que les deux projets ne se sont pas réalisés en même temps, il y a également lieu de noter que les tracés des deux lignes mentionnées par l'honorable Député se distinguent en très grande partie de manière que des synergies n'auraient pas été réalisables.

ad 3) Je réitère ma conviction signalée dans ma réponse à la question parlementaire n° 1819, à laquelle l'honorable Député fait référence, qu'une mise en souterrain systématique des lignes à haute ou à très haute tension n'est pas prévue dans le futur vu l'envergure des travaux, les coûts y associés et l'impact environnemental bien plus importants que pour des lignes aériennes.

ad 4) L'établissement, la modification et le renouvellement de tout ouvrage électrique, qui sont à réaliser aux conditions économiquement les plus avantageuses par le gestionnaire de réseau qui conserve le choix quant à la façon de les réaliser, sont réalisés en vertu du Chapitre VII, Section I (articles 36 à 44) de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. Vu l'utilité publique des ouvrages électriques constituant les réseaux de transport et de distribution, le gestionnaire de réseau est en droit de faire passer sans attaches ni contact les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées ou d'établir à demeure des ouvrages électriques sur des terrains privés. À cette fin, le gestionnaire de réseau doit conclure un contrat de servitude conventionnelle avec le ou les propriétaires concernés. Partant, tous les propriétaires concernés par un tel projet sont d'office informés quant aux constructions d'ouvrages électriques impactant leur propriété et le gestionnaire de réseau leur fournit toutes les informations nécessaires qui sont en relation avec le projet en question.

#### Utilisation de données personnelles par la Police grand-ducale | Question 6396 (22/06/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Et kënt ëmmer erëm vir, datt Leit bei der Police uruffen, fir e Verstouss ze mellen – sief et Kaméidi an enger Residence oder op der Strooss, e falsch geparkten Auto oder soss e Virfall. An deem Fall muss den Uruffer da seng Identitéit uginn: säin Numm a munchmol och seng Matriculesnummer.

Kënt et dann zu engem Asaz vun der Police an zu enger Interpellatioun vun deem oder deenen, déi Ulass ware fir d'Reklamatioun, kann d'Police och d'Identitéit devoiléiere vun deem, dee sech bei der Police gemellt huet.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass et bei der Identifikatioun vun deem, dee bei der Police urufft, wierklech néideg, och d'Matriculesnummer nozefroen?

2. Gëtt dat systematesch gemaach oder nëmme a gewësse Fäll? Wa jo, a wéi enge Fäll?

3. Gëtt et zu dëser Fro offiziell niddergeschriwwen Uweisung fir d'Policebeamten? Wa jo, wéi ass hei de geneeë Wuertlaut?

4. Wat geschitt mat dëse Matriculesnummern, wann d'Affär erleedegt an den Dossier zougemaach ginn ass? Gi se stockéiert? Vu wem? Wou? Fir wéi laang? Wéini gi se geläsch?

5. Gëtt bei der Denonciatioun vun engem Virfall bei gläichzäiteger Interpellatioun vun der „personne en

cause“ systematesch d'Identitéit vun der Persoun devoiléiert, déi sech bei der Police gemellt hat?

Wa jo, kann dat net zum Nodeel vun der leschtgenannter Persoun sinn?

Wann nee, a wéi enge konkrete Fäll gëtt dat gemaach?

Ass et de Policebeamten iwwerlooss, wéi si an esou engem Fall virginn?

Gëtt et hei och offiziell bzw. schréfflech festgehalten Uweisungen a wéi gesinn déi aus?

#### Réponse (19/07/2022) de M. Henri Kox, Ministere de la Sécurité intérieure

ad 1. Generell ass et fir d'Police wichteg, dass d'Identitéit vun enger Persoun, déi urufft a potentiell eng Interventioun declenchéiert, kloer kann etabléiert ginn. Wann et no der Procédure pénale virgesinn. Doduerch soll evitéiert ginn, dass systematesch anonym Denonciatioun gemaach ginn.

ad 2. an 3. D'Identitéit vun der Persoun, déi Ulass vun enger Reklamatioun ass, gëtt net systematesch devoiléiert. Wann et sech ëm strofbar Handlungen handelt, muss ee Procès-verbal geschriwwen ginn, wou all d'Identitéite mussen am Dossier virkommen, also och Zeien, déi den Ausléiser vun der Affär waren. Dat ass an der Procédure pénale virgesinn. Doduerch soll evitéiert ginn, dass systematesch anonym Denonciatioun gemaach ginn.

D'Froer betreffend d'Reegelen, wéi penal Dossieren traitéiert ginn, sinn am Code de procédure pénale festgehalten.

ad 4. a 5. Wat d'Aschreiwungen, den Traitement an déi entsprecheend Reegele betreffend den Dateschutz vun den Donnéeën am „Einsatzleitsystem“ vun der Police ugeet, ginn et niddergeschriwwen Uweisungen, déi ëffentlech zougänglech sinn um Site vun der Police:

<https://police.public.lu/fr/support/protection-des-donnees-a-caractere-personnel.htm>.

#### Sécurité aquatique | Question 6397 (22/06/2022) de M. Claude Lamberty | M. Max Hahn (DP)

Mam Summer a mat der grousser Vakanz kënt och d'Saison vun den Ausflich un d'Mier oder bei d'Séien ëmmer méi no. De Weekend vum 18. a 19. Juni war den Undrang an de Lëtzebuurger Piscinnen a bei de Séien därmoosse grouss, datt d'Problematik ronderëm d'Sécherheet vum Schwëmmer an de Manktem un Infrastrukturen zeréck an de Fokus geréckelt sinn.

Wat d'Infrastrukturen ugeet, hat d'FLNS – d'Fédération luxembourgeoise de natation et de sauvetage schonn d'lescht Joer op e grousser Manktem vu Piscinnen zu Lëtzebuerg opmierksam gemaach. Dëst wier ze bedauern, apaart well all Joer an Europa eng 27.000 Mënsche géifen erdrénken.

Weiderhin ass an der Press och schonn ëfters op de Manktem vu Schwammeeschteren an den néidegen Infrastrukturen an de Gemengen opmierksam gemaach ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Sportminister an der Maddamm Inneminestesch folgend Froe stellen:

– Wéi vill Accidenter gouf et an de leschte fënnf Joer bannent a ronderëm designéiert Schwammgewässer uechtert d'Land?

– Wéi vill brevetéiert Schwammeeschtere ginn et aktuell zu Lëtzebuerg?

– Sinn och Schwammeeschtere ronderëm d'Séien zu Lëtzebuerg aktiv?

– Wéi vill Mënschen hunn zu Lëtzebuerg de Brevet vum Rettungsschwëmmer?

#### Réponse (21/07/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministere de l'Intérieur

Den Inneministère huet keng Donnéeën iwwer brevetéiert Schwammeeschteren zu Lëtzebuerg, mee just iwwer d'Waasserrettungsasätz (kuerz: WRET) vum CGDIS op de grousser Gewässer am Land. 2021 waren duerch d'Juli-Héichwaasser (25 Asätz) méi Interventiounen wéi déi Jore virdrun.

Well de CGDIS um Stauséi iwwer de ganze Summer eng Permanence garantéiert, kommen e puer Interventiounen derbäi, déi awer net direkt um 112 erfaasst ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

#### Aide militaire pour l'Ukraine | Question 6400 (22/06/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Militärhëllef fir d'Ukrain ass en Dauertheema zënter dem Ufank vun de Krichshandlungen an et ass bal eng Saach vun der Onméiglechkeet, fir all d'Liwierungen ze suivieren. Beispillhaft huet d'äitsch Regierung elo eng Lëscht mat deem vun Däitschland geliiwwerte Material mat geneeë Quantitéite publik gemaach (Militärische Unterstützungsleistungen für die Ukraine | Bundesregierung). An och d'USA hu scho Lëschte vu Militärliwierungen publik gemaach.

Duerfir wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung mir eng detailléiert Lëscht mat alle Liwwerunge vu Militärmaterial, inklusiv Waffen a Munitioun, un d'Ukrain (no deem däitsche Modell) maachen?

2. Wat fir Niewekäschte ware mat dëse Liwwerunge verbonnen?

3. Ass d'Regierung gewéllt, wéi Däitschland dës Lëschten aus Grënn vun der Transparenz publik ze maachen a reegelméisseg ze aktualiséieren?

#### Réponse (12/07/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Défense

Wéi ech et an der zoustänneger Chamberskommisioun erkläert hunn, ass et mer wichteg, reegelméisseg iwwer ons Liwwerunge vu Militärmaterial un d'Ukrain ze informéieren.

D'Direction de la défense, an Zesummenaarbecht mat der Lëtzebuurger Arméi, huet bis zum haitegen Datum folgend Militärmaterial ausgeliiwwert:

- 102 NLAW – Anti-Panzer Waffen
- 20.000 Schoss Munitioun fir Maschinengewierer vum Kaliber 12,7 mm
- 7 Jeep Wrangler Liaisonsween
- 15 Zelter
- 12.500 Schoss RPG7 – Anti-Panzer Munitioun
- 22.400 Gasmasken
- 44.800 Filter fir Gasmasken
- 5.000 Schutzveste Cat IV
- 5.000 Helmer Cat III+
- 200 Schoss BM 21 Artilleriemunitioun
- 10 Sette Satellitkommunikatiounssystemer.

Weider Liwwerunge vu Militärmaterial si geplangt.

Déi eenzeg Niewekäschten, verbonne mat dëse Liwwerungen, waren Transport- an administrativ Käschten.

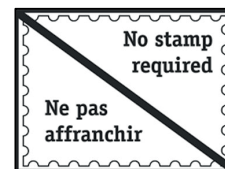
#### Délai de remboursement | Question 6402 (22/06/2022) de Mme Carole Hartmann (DP)

Il me revient que les remboursements des factures médicales par la Caisse nationale de santé (CNS)



**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

prennent actuellement plusieurs semaines voire quelques mois.

En octobre 2021, un remboursement accéléré a été annoncé. Les médecins doivent s'enregistrer sur une plateforme prévue à cet effet. Les factures médicales peuvent alors être munies d'un code QR qui, une fois scanné, permet de transmettre la facture à la CNS. Un remboursement accéléré peut alors être effectué.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Monsieur le Ministre, quel est actuellement le délai moyen pour les remboursements des factures médicales par la CNS ?

2) Combien de médecins proposent entre-temps le remboursement accéléré ? Combien ne l'ont pas encore mis en place ?

3) Combien de demandes de remboursement accéléré ont été soumises à la CNS jusqu'à présent et quelle en est la proportion par rapport aux demandes de remboursement ordinaires ?

Combien de ces remboursements ont été payés et quel a été le délai d'attente des remboursements pour les patients ?

4) Monsieur le Ministre, peut-il estimer la date à laquelle tous les médecins du pays proposeront le remboursement accéléré ?

5) Quelles sont les mesures prises pour sensibiliser et aider les médecins à mettre en œuvre le remboursement accéléré ?

**Réponse (27/07/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale**

ad 1) Actuellement, le délai de traitement des mémoires d'honoraires et factures relatifs à des prestations délivrées au Luxembourg est de maximum six semaines.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de médecins et médecins-dentistes ayant au cours des périodes visées recouru au dispositif du remboursement accéléré :

2021		2022
3 <sup>e</sup> trimestre	4 <sup>e</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre
22	38	39

La Caisse nationale de santé (CNS) n'a pas de chiffres précis quant au nombre de médecins ne participant pas au dispositif du remboursement accéléré.

ad 3) Entre le 23 septembre 2021 et le 31 mai 2022, la CNS a procédé au remboursement de 2.957.687 mémoires d'honoraires, respectivement factures, relatifs à des prestations délivrées au Luxembourg dont 3.165 (0,11 %) demandes de remboursement sont parvenues à la CNS de manière 100 % digitale.

Pendant les jours ouvrables, la liquidation des demandes de remboursement parvenues à la CNS de manière 100 % digitale intervient dans les 24 h suivant la réception de celles-ci.

ad 4) Alors que des efforts sont menés pour que les prestataires aient recours aux voies digitales, ils ne sont pas obligés d'avoir recours aux outils digitaux. En effet, la législation ou la convention CNS-AMMD ne prévoit pas une telle obligation. De ce fait, une estimation n'est donc pas possible.

ad 5) Parmi les mesures d'incitation pour stimuler la mise en œuvre de la digitalisation auprès des médecins et plus précisément du remboursement accéléré, il y a lieu de relever le paiement par la CNS d'une indemnisation trimestrielle des coûts numériques à charge de l'assurance maladie-maternité pour garantir la création et la transmission sécurisée des documents numériques. Ce dispositif est défini dans la convention CNS-AMMD.

En outre un certain nombre de communiqués et de conférences de presse ont affiché la volonté d'encourager le recours à ce dispositif.

À ce stade, il y a lieu d'analyser en détail les raisons du faible nombre de médecins participant au dispositif précité et de remédier aux éventuels obstacles qui se posent encore. Cet exercice est en cours de réalisation.

En ce qui concerne le mécanisme du paiement immédiat direct, qui est déjà prévu dans la convention CNS-AMMD, l'objectif est d'avoir un système qui soit fiable, intuitif et qui permettra une prise en charge rapide des frais opposables à l'assurance maladie. Ce point est important tant pour l'assuré, puisqu'il permettra un accès simplifié aux prestations indépendamment des moyens financiers de l'assuré, que pour les médecins qui ont de fait une garantie de prise en charge des coûts opposables à l'assurance maladie.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

**PERIODIQUE**



Envois non distribuables à retourner à:  
**L-3290 BETTEMBOURG**

**PORT PAYÉ**  
**PS/799**